

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 83 - 84

Février - Mars 1992

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- ❑ **NEWROZ TRAGIQUE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- ❑ **LA TOURNÉE EUROPÉENNE DE MASSOUD BARZANI**
- ❑ **LE CONGRÈS DE L'UPK**
- ❑ **INTERVENTION DE MME. MITTERRAND DEVANT L'ONU**
- ❑ **BERNARD KOUCHNER POUR UN ETAT KURDE**
- ❑ **Turquie : ARRESTATION DE MEHDI ZANA ET DU CHANTEUR NASSIR RIZAZI**
- ❑ **A SIGNALER**
- ❑ **PUBLICATIONS RÉCENTES**
- ❑ **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

Newroz tragique au Kurdistan de Turquie

L'armée turque a donné le coup d'envoi de sa grande offensive du printemps par la répression sanglante des manifestations populaires destinées à célébrer le Newroz, le nouvel an traditionnel kurde, fêté depuis des millénaires le 21 mars. Ce jour-là vers midi, sous prétexte «*d'empêcher le déploiement des drapeaux et calicots séparatistes*», la troupe a tiré, à la mitrailleuse, sur la foule rentrant d'une cérémonie dans le cimetière de la petite ville de Cizre, près de la jonction des frontières turco-irakosyrienne. L'impressionnant dispositif militaire turc comprenant des hélicoptères et des chars est rapidement passé à

l'offensive, tirant à l'arme lourde contre des civils, des bâtiments et maisons «suspects».

Le même jour l'armée a également tiré sur des manifestants dans les villes de Sirnak, de Yuksekova et de Van, mettant à feu et à sang toute cette partie méridionale du Kurdistan de Turquie. La ville de Sirnak a été bombardée par l'aviation et en partie détruite. Le couvre-feu a été décrété dans ces villes ainsi que dans les villes d'Idil et Nusaybin, les unités anti-émeute, tirant à vue sur toute personne sortant dans les rues, de jour comme de nuit. La presse a reçu l'ordre de quitter les lieux et tout le périmètre a été décrété zone interdite

où même les parlementaires n'ont été autorisés à pénétrer. Ces villes ont été passées au peigne fin, maison par maison; les suspects ont été arrêtés, certains exécutés sommairement sans autre forme de procès.

Selon un premier bilan, 95 civils dont 10 enfants et 1 journaliste, ont trouvé la mort, environ 450 personnes ont été blessés, au cours des quatre premiers jours de cette répression sanglante et massive. Par crainte de poursuite, les familles ont évité de faire soigner les blessés dans les hôpitaux. Alors que le journaliste turc Izzet Kezer, a été tué à Cizre par des soldats tirant à partir d'un char au vu et au su de ses collègues, ceux-ci se contentèrent de déplorer pudiquement sa mort «accidentelle». Une membre du Parlement régional de Brême (Allemagne) présente à Cizre a été vivement prise à partie et battue par des militaires turcs aux cris «*A bas les droits de l'homme ! A bas les étrangers suppôts du terrorisme !*»

Victimes des violences de l'armée et de la police, la plupart des habitants de Sirkak et Cizre ont quitté leurs villes pour se réfugier dans d'autres provinces, accentuant ainsi le dépeuplement de leur province.

D'après le commandement turc des opérations, cité par le quotidien *Hürriyet*, l'armée a utilisé au cours de ces 4 jours 335.000 balles. Elle n'aurait subi «*aucune perte*» dans des affrontements l'opposant dans les nuits des 21 et 22 mars à Sirkak aux militants du PKK. Les fouilles et perquisitions n'auraient abouti qu'à la saisie d'une petite centaine de revolvers, fusils et kalachnikovs, cela dans une région où en raison de la contre-bande (en fait, du commerce inter-frontalier kurde devenu illégal) et de l'insécurité permanente, de nombreuses familles ont toujours possédé une arme pour leur défense. On est donc bien loin du spectre de l'insurrection générale agitée par l'armée pour justifier ses opérations de terreur et le quadrillage militaropolicier de la région.

Ces événements, intervenant au lendemain de l'allocution radio-télévisée du premier ministre S. Demirel, souhaitant «*Bonne année et bonne fête aux concitoyens kurdes*» et promettant que pour la première fois depuis près de 70 ans, le gouvernement n'interdirait pas cette année les fêtes du nouvel an kurde, conduisent les observateurs à se demander qui gouverne réellement en Turquie, en particulier dans les provinces kurdes. Pour le conseiller de presse du premier ministre, parlant sur les ondes de l'émission en turc de la BBC, très écoutée dans la région, «*l'armée ne tient guère compte des directives des autorités civiles*». Opinion également partagée, entre autres, par M. Emin Galip Sandalci, ancien président de l'Association turque des droits de l'homme qui déclare au journal *Libération* du 23 mars : «*L'armée et les services secrets font ce qu'ils veulent dans le Sud-Est, malgré les quelques gestes de réelle bonne volonté du gouvernement*». En somme, malgré tous les discours et les ravalements de façade, rien de changé au pays d'Atatürk, l'armée sévissant comme toujours à sa guise et en toute impunité dans le Kurdistan.

La présence de nombreux journalistes turcs et étrangers sur les lieux d'un drame annoncé depuis des semaines, en particulier le 21 mars à Cizre, a permis d'informer l'opinion publique. Les images insupportables de cette répression ont endeuillé la population kurde et suscité une vive émotion à l'étranger. Des manifestations de protestation, généralement pacifiques, ont eu lieu dans toutes les villes kurdes. Ça et là des groupes de manifestants s'en sont pris à des symboles de l'État turc. La police a procédé à de nombreuses arrestations. (On évalue à environ 6000 le nombre de Kurdes arrêtés depuis début mars 1992). Des Kurdes ont également manifesté dans les principales villes turques. A Izmir une jeune Kurde de 18 ans s'est immolée par le feu pour «*protester contre la barbarie colonialiste turque*». 15 députés kurdes ont démissionné du Parti social-démocrate turc, partenaire de la coalition gouvernementale, considéré donc co-responsable du massacre des Kurdes. La diaspora kurde d'Europe a également exprimé sa colère et son indignation dans des rassemblements, meetings et manifestations pacifiques. Cependant, à Oslo, à Bruxelles et dans plusieurs villes allemandes des manifestants proches du PKK ont mis à sac des objectifs turcs (locaux diplomatiques, bureaux de Turkish Airlines). Ces excès réprouvés par l'opinion kurde ont été mis en relief par la presse turque menant campagne sur le thème de la «*patrie en danger*» pour «*l'union sacrée des Turcs*».

Les réactions occidentales à cette sanglante répression ont été fort diverses. L'Allemagne qui abrite une communauté kurde de 450.000 personnes n'a pas supporté que l'armée turque moleste l'une de ses parlementaires, plusieurs de ses journalistes et qu'elle utilise contre la population civile des chars et panzers allemands qui lui avaient été livrés pour la défense de son territoire contre d'éventuelles agressions extérieures. Très critiqué par l'opinion pour ses livraisons d'armes chimiques à l'Irak qui les a utilisées contre les Kurdes, le gouvernement de Bonn a trouvé là une bonne occasion de se racheter en prenant la défense du peuple kurde. Par la voix de Hans-Dietrich Genscher il a vigoureusement condamné la répression turque, suspendu ses livraisons d'armes à Ankara et incité ses partenaires de la CEE à en faire de même. Les visites en Turquie des ministres allemands du Travail et des Affaires étrangères ont été annulées. Le ministre allemand de la Défense, Gerhard Stoltenberg et plusieurs hauts fonctionnaires de son ministère, tenus pour responsables de la livraison illégale, interdite par le Bundestag, de chars allemands à la Turquie ont dû démissionner de leurs postes provoquant une crise politique en Allemagne.

Les relations germano-turques se sont encore davantage détériorées après la déclaration du président turc comparant «*l'arrogance de la nouvelle Allemagne*» à celle du Reich hitlérien. Bonn qui pendant des décennies a été le principal allié, bailleur de fonds et fournisseur d'armes d'Ankara est ainsi conduit à procéder à une révision radicale de sa politique turque. La Turquie perçoit la réaction allemande comme une «*trahison*» et toute la presse

aux ordres du pouvoir a rapidement déclenché une campagne d'opinion sur ce thème.

Les Etats-Unis, autre allié traditionnel de la Turquie, n'ont pas ménagé leurs efforts pour sortir Ankara de ce mauvais pas, en faisant pression sur les gouvernements européens pour qu'ils ne suivent pas l'exemple allemand et pour justifier, « au nom de la lutte contre le terrorisme », la répression turque... Malgré ces fortes pressions américaines, des pays comme la Norvège et l'Autriche ont également suspendu leurs livraisons d'armes à la Turquie. Vienne a même décidé de porter devant la C.S.C.E. la question kurde en Turquie.

La France qui après les déboires de sa « politique arabe » semble vouloir miser maintenant sur des pays comme la Turquie et l'Iran et ne désespère pas d'amer le pion aux Allemands a adopté une attitude pour le moins équivoque, digne de Normands : Elle a déploré, le 27 mars, par la voix du porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, « les violences quelle qu'en soit l'origine » en renvoyant dos à dos, les victimes et leurs bourreaux : le porte-parole a cependant ajouté : « la violence n'est pas une alternative pour le règlement des problèmes politiques dont la solution doit

être trouvée de manière négociée dans le cadre d'un Etat de droit ». A quelques semaines de la visite d'Etat du président Mitterrand en Turquie, cette attitude prudente de Paris, saluée comme un signe de solidarité par Ankara, n'a évidemment pas été très appréciée ni par Bonn ni par la population kurde.

En attendant une protestation de la C.E.E., rendue difficile par le clivage franco-allemand, le président de la Commission des Affaires étrangères et ancien président du Parlement européen, l'Espagnol Enrique Beron Crespo, s'est prononcé le 30 mars contre la « répression massive » des autorités turques contre le peuple kurde, déclenchée « sous prétexte de lutte contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Le Parlement européen est le premier à condamner le terrorisme du PKK », a-t-il dit, « mais il désapprouve vivement la répression massive menée par un pays membre du Conseil de l'Europe, signataire de la Convention européenne des droits de l'homme et candidat à l'adhésion à la C.E.E. ». Une attitude moralement exemplaire que, pour des raisons mercantiles, nombre de gouvernements occidentaux n'auront pas eu le courage d'assumer, en sacrifiant, une fois de plus, les Kurdes sur l'autel de la Realpolitik.

La tournée européenne de Massoud Barzani

Pour la première fois depuis la guerre du Golfe, Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan et co-président du Front du Kurdistan irakien vient d'entreprendre une tournée dans plusieurs capitales européennes afin d'exposer le sort de son peuple et demander la poursuite de l'aide et de la protection des Alliés.

Cette tournée a commencé le 19 février par la Turquie où le leader kurde a été reçu par le président Özal, le premier ministre Demirel, le vice-premier ministre İnönü et le ministre des Affaires étrangères Hikmet Çetin. M. Barzani, qui a tenu à se rendre au palais présidentiel turc en costume traditionnel kurde et à conduire tous ses entretiens en langue kurde, a cherché à rassurer ses interlocuteurs turcs sur deux points : 1° Les Kurdes d'Irak ne cherchent pas à s'immiscer dans les affaires de la Turquie et ils ne sont pour rien dans les actions armées du PKK. 2° Les futures élections au Kurdistan irakien ont pour but de combler le vide politique et administratif existant ; elles ne visent pas à créer un Etat kurde indépendant auquel Ankara, tout comme Bagdad, Téhéran et Damas restent viscéralement opposés. Au cours de sa conférence de presse et de ses déclarations publiques, le dirigeant kurde s'est déclaré en faveur d'un règlement pacifique et démocratique de la question kurde en Turquie. Il a également rappelé que la Turquie avait tout intérêt à soutenir la démocratisation de l'Irak et à faciliter

la reconstruction du Kurdistan irakien pour ne plus avoir de problème de réfugiés porteur de risques pour sa propre stabilité.

Arrivé à Londres à l'invitation du premier ministre britannique John Major, qui l'a longuement reçu, M. Barzani a demandé la prolongation du mandat de la force alliée pour la protection des Kurdes tant que le peuple kurde se sentira menacé. Le chef du gouvernement britannique semble lui avoir donné des assurances en ce sens ainsi qu'une promesse d'aide matérielle pour la reconstruction du Kurdistan. Le dirigeant kurde a également rencontré d'autres personnalités britanniques dont notamment la princesse Anne, Mme. Thatcher et le leader travailliste Neil Kinnock pour les remercier chaleureusement de leur soutien au peuple kurde et pour les informer du sort actuel des Kurdes d'Irak. Après avoir donné une conférence de presse et assisté à une réception donnée en son honneur par la communauté kurde de Grande-Bretagne, M. Barzani s'est rendu le 2 mars en France.

Dès son arrivée à Paris, il a été reçu par le secrétaire d'Etat à l'Action Humanitaire, Bernard Kouchner, puis le lendemain, mardi 3 mars, par le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas. A la sortie d'un entretien de plus d'une heure, M. Dumas a déclaré aux journalistes que « la cause kurde était sacrée pour la France » et que celle-ci allait tout

faire pour éviter qu'à l'avenir les Kurdes ne soient à nouveau massacrés. «Paris est comme Londres favorable au maintien de la force interalliée pour protéger les Kurdes d'Irak et éviter un nouvel exode» a-t-on déclaré, en substance, au dirigeant kurde. Enfin le 10 mars, le président François Mitterrand a accordé une audience d'une trentaine de minutes au leader kurde au palais de l'Élysée. Au terme de cette entrevue hautement symbolique, la première à avoir jamais été accordée à un dirigeant kurde, M. Barzani a indiqué que le chef de l'État l'avait «assuré que la France et ses alliés allaient faire des efforts pour assurer la sécurité et la stabilité du peuple kurde». «Il faut que le peuple kurde vive dans la liberté, la stabilité et la sécurité», lui a encore déclaré le président Mitterrand.

Au cours de son séjour d'une semaine à Paris, M. Barzani a été également longuement reçu par Mme. Danielle Mitterrand qui lui avait rendu visite au Kurdistan irakien, fin avril 1991. Il a aussi tenu à rendre visite aux personnalités de la majorité et de l'opposition dont Mme. Simone Veil, MM. Raymond Barre, Jean-François Deniau, François Léotard et Georges Marchais pour les remercier vivement de leur soutien et les informer de la situation actuelle au Kurdistan. Avant d'aller à Bruxelles pour y rencontrer le

président Jacques Delors, M. Barzani a reçu à l'Institut Kurde, des représentants d'ONG françaises, puis ceux de la communauté kurde de France et donné une conférence de presse. Il s'est ensuite rendu à Strasbourg pour y rencontrer le président du Parlement européen et les dirigeants des principaux groupes parlementaires afin de les informer de la situation présente au Kurdistan et des futures élections qui y seront organisées. Il a invité les parlementaires à envoyer une mission d'observation et d'information au Kurdistan.

La dernière étape majeure de la tournée européenne de M. Barzani a été l'Allemagne. Il y a rencontré notamment M. Genscher, ministre des Affaires étrangères, ainsi que de nombreuses personnalités du SPD, de la CDU et de la CSU. Il a appelé les Allemands à poursuivre leurs efforts de solidarité avec le peuple kurde. M. Genscher lui a déclaré que l'Allemagne avait une dette morale envers le peuple kurde et qu'elle allait partout défendre sa cause.

Au terme de ce long périple d'information et de sensibilisation, M. Barzani est rentré au Kurdistan pour préparer activement les élections législatives et présidentielles qui y auront lieu le 17 mai prochain.

Le Congrès de l'UPK

Le premier congrès de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak s'est tenu du 27 janvier au 11 février. Environ un millier de délégués a participé à ce congrès dont la session inaugurale a été tenue en présence des invités étrangers et des leaders des autres formations kurdes irakiennes dont Massoud Barzani, Dr. Mahmoud Osman et Rassoul Mamend. Après une interruption due au décès subit de Omar Debbabe, l'un des dirigeants de l'UPK, les délégués ont consacré l'essentiel de leurs travaux à l'élaboration du

nouveau programme de l'UPK. Jadis marxiste-léniniste, celle-ci se veut désormais social-démocrate et souhaite adhérer à l'Internationale socialiste. Ses trois composantes constituantes doivent fusionner. Leurs leaders, à savoir Jalal Talabani, Noushirvan Amin et Dr. Fuad Massoum, ont été reconduits par acclamations à la direction de l'organisation. Jalal Talabani conserve son poste de secrétaire général. Un Comité Central de 21 membres a été élu. La nouvelle UPK revendique le droit à l'auto-détermination pour le peuple kurde et préconise un système fédéral en Irak.

Intervention de Madame Mitterrand devant l'ONU

Madame Danielle Mitterrand s'est rendue le 24 février à Genève où elle s'est adressée à la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Prenant la parole au nom de la fondation France-Libertés qu'elle préside et qui a un statut consultatif auprès de l'ONU, Mme. Mitterrand a consacré son intervention aux peuples exclus kurde, tibétain et timorais.

En évoquant le sort du «peuple martyr kurde» elle a dénoncé «le désastre causé par l'embargo organisé par les dirigeants irakiens eux-mêmes à l'encontre d'une partie de

leur population et la destruction systématique des villes et villages kurdes». «Tout défenseur des droits de l'homme», a-t-elle dit, devrait exiger pour le moins «la garantie pour ce peuple de pouvoir retourner librement dans ses villes et villages pour les reconstruire ; la présence des instances onusiennes sur toute l'étendue des régions de Kirkouk, Kifri et Kalar, où les populations sont encore menacées de mort ou de déplacements forcés ; tous les moyens possibles pour faire lever par le gouvernement irakien l'embargo qu'il fait subir aux populations kurdes».

La presse a donné un large écho à cette «intervention émouvante et convaincante» de Mme. Mitterrand.

Bernard Kouchner pour un Etat kurde

Intervenant le 1er mars sur les ondes d'une radio française, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, interrogé sur le sort du peuple kurde, a rappelé que le problème kurde ne trouverait pas de solution véritable si l'on n'en fait une approche politique. «*Un jour, il faudra quand même faire un Etat pour les Kurdes*», a-t-il poursuivi, notant qu'il risquait de paraître «*plus royaliste que le roi*» puisque «*les Kurdes eux-mêmes ne le demandent même pas*». Il a déclaré comprendre la position de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak qui ont des communautés kurdes, tout en ajoutant : «*mais quoi, ils sont 25 millions (de Kurdes). Alors, on va les bouger un jour ces frontières, ou on va laisser assassiner des hommes pour le grand profit des vendeurs d'armes*».

M. Kouchner a par ailleurs estimé que les Occidentaux «*n'avaient malheureusement pas mené la guerre assez loin au nom des droits de l'homme à l'intérieur de l'Irak (...), je pense qu'il ne fallait absolument pas laisser les divisions irakiennes sortir de Bassorah et leur permettre de massacrer les Chiites du Sud et les Kurdes*». Il a indiqué que la France continuait d'être présente auprès des Kurdes d'Irak, que l'aide humanitaire continuait de leur parvenir même si elle est insuffisante.

La création d'un Etat kurde indépendant avait déjà été, en avril 1991, évoqué par M. Genscher, ministre allemand des Affaires étrangères pour «*trouver une solution durable et équitable au problème kurde dans le cadre du droit des peuples à l'auto-détermination*». C'est la première fois qu'en France un responsable politique national parle publiquement de l'indépendance kurde. Bernard Kouchner, qui fréquente les Kurdes et leur pays depuis bientôt vingt ans, sait bien qu'au-delà des programmes autonomistes des partis kurdes d'Irak et d'Iran, en cas de référendum la quasi-totalité des Kurdes se prononcerait en faveur d'un Kurdistan indépendant, lequel avait d'ailleurs été déjà prévu en 1920 par le Traité de Versailles, signé, entre autres, par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Trois puissances alliées, comme dans la récente guerre du Golfe, qui parlaient d'un «*ordre mondial basé sur le principe des nationalités, sur le droit des peuples longtemps opprimés par le joug turc à disposer librement de leur destin*». Après 70 ans de drames, de guerres et d'épreuves terribles en tous genres subis par le peuple kurde et au moment où le sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières a été battu en brèche par l'effondrement de l'empire soviétique, ce serait enfin justice de permettre aux 25 millions de Kurdes d'exercer librement leur droit à l'auto-détermination.

Turquie : Arrestation de Mehdi Zana et du chanteur Nassir Rizazi

Mehdi Zana a été arrêté le 24 mars à sa descente d'avion à Diyarbakir, de retour d'un séjour en France où il était venu se faire soigner des séquelles des tortures subies au cours de sa longue détention. Il a été incarcéré à la prison de Diyarbakir, de sinistre réputation. Militant socialiste, combattant pacifique des droits du peuple kurde, Mehdi Zana avait été élu en 1977 au suffrage universel maire de la capitale kurde, Diyarbakir. Son combat en faveur des Kurdes lui a valu l'hostilité des autorités turques. A la suite du coup d'Etat militaire de septembre 1980, son conseil municipal fut dissous et il fut arrêté pour n'être élargi qu'en mai 1991 à la suite d'une amnistie décrétée par le président Özal. Au cours de ses 10 ans 8 mois de prison pour délit d'opinion, il a été très sévèrement torturé. Lors de son récent voyage en Europe, il déclarait qu'il ne devait sa survie qu'à la campagne de solidarité menée en sa faveur par les organisations des

droits de l'homme et par ses collègues maires. Mehdi Zana qui, au lendemain du coup d'Etat militaire de mars 1971, avait déjà purgé une peine de 3 ans 4 mois, aura donc au total passé 14 années de son existence dans les geôles turques pour la défense pacifique des droits de son peuple. Agé de 52 ans, il retrouve à nouveau la prison au moment où la Turquie fait bruyamment état de la démocratisation de son système.

Depuis début mars, plus de 6.000 Kurdes ont été arrêtés à titre de «*prévention*» ou de «*dissuasion*». Parmi eux de nombreux étudiants, médecins, ingénieurs n'ayant aucun lien avec la lutte armée. Un chanteur kurde iranien de nationalité suédoise, prenant pour argent comptant les déclarations libérales des dirigeants turcs affirmant publiquement reconnaître désormais la «*réalité kurde*», a également été victime de cette répression. Après la déclaration télévisée du premier ministre turc S. Demirel,

«autorisant» les Kurdes à fêter désormais librement leur nouvel an traditionnel, le chanteur Nassir Rizazi s'est rendu à Diyarbakir où il a donné un concert dans une salle de cinéma. La police a arrêté tous les musiciens et une bonne partie de leurs auditeurs. Rizazi fut durement torturé. Quand il a évoqué les promesses de Demirel, les policiers tortionnaires ont redoublé de zèle aux cris : «Ça c'est pour le

compte de Demirel : comme ça tu sauras qui est le vrai maître du pays». Grâce à l'intervention de l'ambassade de Suède, Rizazi a été finalement libéré et expulsé. Il en est encore à comparer le degré de sauvagerie des méthodes de torture des gardiens de la révolution iranienne et de la police de la Turquie «démocratique» !

A signaler

— **LA QUESTION KURDE AU CONGRES AMERICAIN.** Le sort des Kurdes irakiens vient de faire l'objet de plusieurs réunions des comités du Congrès américain. Le 17 mars, le Sous-comité du Congrès pour l'Europe et le Moyen-Orient a tenu une audience (*hearing*) sur les développements récents dans la région. Le 18, le Comité traitant des problèmes de famine s'est réuni pour entendre les témoignages des représentants du Département d'Etat, d'UNICEF, d'International Rescue Committee, du Middle East Watch et des citoyens irakiens sur «les problèmes

humanitaires actuels en Irak». Le 19 mars, le Comité des affaires étrangères du Sénat a tenu une audience (*hearing*) sur les «atrocités commises en Irak contre les Kurdes et les autres minorités» : Des représentants de Middle East Watch et de Physicians for Human Rights, de retour du Kurdistan, ont porté témoignage. Le groupe de travail du Congressman James Bilbary sur le Kurdistan a organisé la visite de deux jours (les 26 et 27 mars) à Washington de l'ambassadeur Max van der Stoep, rapporteur spécial des Nations-unies sur les droits de l'homme en Irak.

Publications récentes

• **La République kurde de 1946**, William Eagleton Jr., Editions Complexe, 1991, 232 pages. La célèbre monographie de l'Américain W. Eagleton sur l'éphémère république kurde de Mahabad enfin publiée en français avec le concours de l'Institut Kurde.

• **Dictionnaire kurde-turc-français-anglais**, Joyce Blau, Sosyal Yayınları, Istanbul, 1991, 341 pages. Edition turque d'un dictionnaire d'environ 5.000 mots publié initialement à Bruxelles par le Centre pour l'étude du monde musulman contemporain. Mme. Blau est professeur de la langue et de la civilisation kurdes à l'INALCO (Paris).

• **Kurdistan Teâlî Cemiyeti** (Association pour le Relèvement du Kurdistan), İsmail Göldaş, Doz Yayınları, Istanbul, 1992, 323 pages. Importante monographie en turc, incluant de nombreux documents inédits, sur une association qui à la fin de l'Empire ottoman a joué un rôle majeur dans le développement du nationalisme kurde moderne.

• **Evdirehim Rehmiyê Hekarî**, Hazim Kılıç, Weşanên Xanî & Bateyî, Danmark, 1991, 140 pages. Monographie en kurde, caractères latins, sur l'écrivain et poète kurde E. R. Hekarî.

• **Kürt Sorunu için Barış İnisiyatifi**, (Initiative de paix pour la question kurde), (en turc) Istanbul, 1992, 142 pages. Actes d'un colloque sur la question kurde organisé le 15 mars 1992, à Istanbul, par le Comité des nationalités

de Turquie de l'Assemblée des citoyens de Helsinki, avec la participation de nombreux intellectuels turcs et kurdes. 17 maisons d'édition se sont associées pour la publication et la diffusion de ces Actes.

• **Navên Kurdî** (Les prénoms kurdes), Weşanên Kurdistan, Osnabrück, 1992, 418 pages. Nomenclature présentée par ordre alphabétique des prénoms kurdes. Introduction en kurde, turc et allemand. Ouvrage destiné principalement aux Kurdes de la diaspora qui éprouvent des difficultés, notamment en Allemagne, pour faire enregistrer à l'état-civil les noms kurdes.

• **Kurdistan Koloniya Dawîn ?** (Kurdistan, dernière colonie ?), film documentaire réalisé par Ahmed Alaudin, sur le problème kurde dans son ensemble, avec des reportages dans toutes les régions du Kurdistan et des entretiens avec les principaux hommes politiques et intellectuels kurdes. Ce film de 52 minutes avait été diffusé le 13 novembre 1990 à la télévision britannique. Sa version kurde vient d'être réalisée sous forme de vidéo-film (PAL et SECAM) par l'Institut Kurde. Version française en cours de réalisation.

• **Filmên karton bi zimanê kurdî** (Dessins animés en kurde). Version kurde de 4 dessins animés réalisés par les Japonais, dont Ali Baba et les 40 voleurs, Aladin et la lampe merveilleuse etc. 30 minutes.

Toute ces publications sont disponibles à l'Institut Kurde.

Revue de Presse

«IL EST JUSTE DE PARLER DE GÉNOCIDE», un point de vue de Jeane Kirkpatrick. (*The Washington Post*, 3 février 1992), p. 1.

MEHDI ZANA, ENFIN LIBRE ! Condamné à dix ans de prison, Mehdi Zana a été libéré au mois d'août de cette année. (*Communes de France*, N°303, janvier 1992), p. 2.

PRISONNIERS KURDES DE TURQUIE. (*Courrier Picard*, 1er février 1992), p. 2.

LE POIDS CROISSANT DE LA TURQUIE. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 4 février 1992), p. 2.

LES KURDES D'IRAK - LEUR PROPRE PIRE ENNEMI. (*International Herald Tribune*, 7 février 1992), p. 3.

DROITS DE L'HOMME : Un problème dépassé ? Pas en Turquie en tout cas. - LES KURDES REVENDIQUENT LEUR LIBERTÉ. Une visite de parlementaires grecs à Abdullah Öcalan, chef du PKK. (*Athena Magazine*, janvier 1992), p. 4-8.

REPAS ET CONCERT KURDES A LA MJC GRANDE GAREUNE. (*Sud-Ouest*, 6 février 1992), p. 8.

SOLIDARITE - KURDES. Le Secours atholique alerte l'opinion sur le rapatriement forcé des Kurdes réfugiés de Turquie. (*Le Petit Bleu*, 7 février 1992), p. 9.

TURQUIE : APRES LES BOMBES, LES AVALANCHES. (*Témoignage Chrétien*, 8 février 1992), p. 9.

ESCALADE DU TERRORISME EN TURQUIE. Le procureur général de la cour de sûreté de l'Etat a été victime d'un attentat d'extrême gauche, hier à Istanbul. (*Libération*, 7 février 1992), p. 9.

ENTRETIENS DU PATRON DE LA CIA AVEC LES ALLIÉS DU GOLFE SUR L'ÉVICTION DE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 8-9 février 1992), p. 10.

TÉHÉRAN ACHÈTE DES JETS SOPHISTIQUÉS AUX SOVIÉTIQUES ET AUX CHINOIS. (*International Herald Tribune*, 8-9 février 1992), p. 11.

RAPPORT D'UN PARLEMENTAIRE : 13 compagnies américaines ont fourni de l'aide technologique aux Irakiens pour leur programme nucléaire. (*International Herald Tribune*, 6 février 1992), p. 11.

IMMIGRATION. REFUGIÉS KURDES DE TURQUIE. Expulsion demandée à Mulhouse. (*Dernière Nouvelles d'Alsace* 11 février 1992), p. 11.

EN AUTOMNE, BUSH AVAIT MIS LE CONGRÈS AU COURANT DE PLANS SECRETS POUR RENVERSER SADDAM. (*International Herald Tribune*, 10 février 1992), p. 12.

LE BLOCUS ALIMENTAIRE ET DE CARBURANTS MENACE D'ÉTRANGLER LES KURDES D'IRAK. (*The Globe and Mail*, 10 février 1992), p. 13-16.

LE KURDISTAN EMERGE DE SES CENDRES : LA LONGUE ET ÉPUISSANTE ROUTE VERS LA DÉMOCRATIE. (*The Globe and Mail*, 11 février 1992), p. 16-17.

LE BOUCUIER DE PROTECTION SE RÉTRÉCIT PEU À PEU. (*The Globe and Mail*, 12 février 1992), p. 17-18.

IRAK : LE DANGER D'UN COUP DE FORCE. Depuis un an, la chute de Saddam Hussein obsède George Bush, fragilisé chez lui. Les Alliés redoutent même une seconde intervention tant Saddam menace à nouveau. Il faut faire vite. Mais l'Irak guette. (*OuestFrance*, 12 février 1992), p. 19.

IRAK : L'OPPOSITION AVEC LA CIA. La CIA a approché divers opposants irakiens jamais compromis avec le régime, pour provoquer la chute de Saddam. (*Nouvelle République du Centre Ouest*, 12 février 1992), p. 19.

EN IRAK, L'OPPOSITION PRÉPARE L'APRES-SADDAM. (*Vendée Matin*, 12 février 1992), p. 19.

LE GOLF : UN AN APRES... Le 17 janvier 1991, après diverses sommations, les forces alliées, avec l'accord de l'ONU, entrent au Koweït, occupé depuis le 2 août précédent, par les troupes irakiennes de Saddam Hussein. Le 28 février, ordre de «cessez-le-feu», Saddam Hussein ayant accepté les exigences de l'ONU. Le Koweït est libéré, mais Saddam Hussein reste au pouvoir. Qu'en est-il un an après ? (*Triolo*, 12 février 1992), p. 20.

LES MINES PROVOQUENT UN CARNAGE PARMI LES KURDES. (*The Globe and Mail*, 13 février 1992), p. 21-22.

LES CHARNIERS DONNENT LA DIMENSION DE L'HORREUR DU RÉGIME DE SADDAM. (*The Globe and Mail*, 14 février 1992), p. 23-24.

LES PREUVES S'ACCUMULENT CONTRE HUSSEIN DANS LE MASSACRE DES KURDES EN 1988. (*The Philadelphia Inquirer*, 14 février 1992), p. 25.

AVIDES D'ACTION MAIS MAL ÉQUIPÉS, LES KURDES FORMENT DES RECRUES. (*The New York Times*, 14 février 1992), p. 26.

CRAINTE D'UNE NOUVELLE CATASTROPHE APRÈS LE DÉPART DES GARDES DES NATIONS UNIES. (*The Globe and Mail*, 15 février 1992), p. 27.

LA HÂTE DES KURDES DE FORMER DES RECRUES À L'APPROCHE DE LA BATAILLE - Les Etats Unis soutiennent le projet de destruction rapide des armes irakiennes. (*International Herald Tribune*, 15-16 février 1992), p. 28.

LE RETOUR DES KURDES DANS LEURS VILLAGES DÉTRUITS. (*The New York Times*, 16 février 1992), p. 29.

L'IRAK ET SA BOMBE : Avant l'offensive alliée de l'an dernier, Bagdad était en passe de disposer d'un engin de 20 kilotonnes. (*Le Monde*, 19 février 1992), p. 30-31.

SADDAM LÂCHERAIT-IL KIRKOUK ? (*Il Manifesto*, 18 février 1992), p.30.

TURQUIE : DEUX MORTS DANS L'EMBUSCADE D'UN GROUPE TERRORISTE DE GAUCHE. (*The European*, 20 février 1992), p.31.

LES KURDES SOUS LA MENACE DE SADDAM : De la base d'Incirlik, au sud-est de la Turquie, la mission *Provide Comfort* se poursuit. Mais l'armée irakienne n'a pas dit son dernier mot. (*La Croix*, 19 février 1992), p.32-33.

LA TURQUIE À NOUVEAU HANTÉE PAR LA VIOLENCE. (*The Independent*, 21 février 1992), p.33.

L'INTERMINABLE HIVER DES KURDES : Un an après l'exode de 1,5 million de personnes, l'Irak tente à nouveau d'asphyxier la province rebelle. Malgré les ravages du blocus, le Kurdistan résiste. (*L'Express*, 20 février 1992), p.34-38.

LES KURDES D'IRAK A LA RECHERCHE DE L'AUTONOMIE : Le Kurdistan irakien a quitté la une, et pourtant, la population s'organise, la vie politique se structure, des élections se préparent. Visite de «la zone de sécurité» en quête d'une nouvelle autonomie. (*Vendredi*, 21 février 1992), p.39

LE NOUVEAU LEADER TURC, SULEYMAN DEMIREL, GARDE SES DISTANCES. (*The Washington Post*, 21 février 1992), p.40.

PICARDIE-KURDISTAN : LE CONVOI EST PARTI. Deux semi-remorques chargées de vivres et de vêtements sont parties hier à destination du Kurdistan irakien. Un autre convoi devrait partir en avril. (*Le Courrier Picard*, 22/23 février 1992), p.41

DES DOCUMENTS IRAKIENS RÉVÈLENT L'EXISTENCE D'UN PLAN D'EXTERMINATION DES KURDES. (*The Philadelphia Inquirer*, 23 février 1992), p.42.

LA POPULATION KURDE CONFRONTÉE AUX RESTRICTIONS. La situation devient catastrophique en Irak du nord où la population à majorité kurde est confrontée depuis octobre à des restrictions irakiennes sur les vivres, le carburant, notamment celui servant au chauffage, alors que la région subit son plus rude hiver depuis 58 ans. (*Quotidien de la Réunion*, *Charente Libre*, *Presse de la Manche*, *Méridional*, *Journalîle de la Réunion*, 25 février 1992), p.43,44,46.

DANIELLE MITTERRAND DENONCE DEVANT L'ONU DES OPPRESSIONS. Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-libertés, a vivement dénoncé devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, la condition des Kurdes victimes du blocus irakien, des Tibétains et des Timorais. (*l'Indépendant*, 25 février 1992, *Le Monde*, du 26 février 1992), p.43,47.

DEBUT D'EXECUTION D'UN PLAN POUR RENVERSER SADDAM HUSSEIN. (*Nord-Matin*, 25 février 1992), p.44.

SOIREE DE SOUTIEN POUR LES KURDES. Samedi, le Comité de soutien aux Kurdes déboutés du droit d'asile organisait une soirée d'information et de solidarité au centre culturel. (*Le Parisien*, 24 février 1992), p.44.

LES KURDES IRAKIENS SOMBRENT PEU A PEU DANS L'OUBLI. Lumière et ombre ont toujours été le lot des Kurdes, mais il ne faut pas oublier qu'ils continuent de mourir même si on ne le sait pas.

(*A.F.P.*, 25 février 1992, *Quotidien de Paris*, 26 février 1992, *La Croix*, 28 février 1992), p.45, p.49, p.58.

BRAVANT LA POLITIQUE DE L'IRAK, LES KURDES RECONSTRUISENT LEURS VILLAGES (*The Christian Science Monitor*, 25 février 1992), p.46.

BARZANI, LEADER KURDE D'IRAK, CHERCHE À SE RAPPROCHER D'ANKARA (*Basler Zeitung*, 25 février 1992), p.47.

SOUS REAGAN, BUSH A TRAVAILLE POUR OBTENIR DES CREDITS A SADDAM. (*International Herald Tribune*, 26 février 1992), p.48.

STRASBOURG : Interpellation d'un homme ayant tiré sur le local d'une association kurde. (*A.F.P.*, 26 Février 1992), p.49.

EN VISITE EN TURQUIE, LE CHEF KURDE MASSOUD BARZANI DENONCE LES «METHODES TERRORISTES» DU PKK. Le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PKK), n'avait pas quitté sa région depuis 1989. (*Le Monde*, 27 février 1992), p.50.

ETERNELS OUBLIES. A défaut d'un Etat, les Kurdes méritent au moins la reconnaissance culturelle et l'autonomie politique. (*l'Express*, 27 février 1992), p.50.

LES DETAILS DE LA CAMPAGNE IRAKIENNE D'ELIMINATION DES KURDES EMERGENT. (*The Philadelphia Inquirer*, 27 février 1992), p.51.

JOHN MAJOR ASSURE LES KURDES DU SOUTIEN CONTINU DE LA GRANDE-BRETAGNE. (*The Independent*, 27 février 1992), p.52.

JOHN MAJOR PROMET D'AIDER LES KURDES. (*The Guardian*, 27 mars, *The Financial Times*, 27 février 1992), p.52.

ENTRETIEN BARZANI-DUMAS LA SEMAINE PROCHAINE. Le dirigeant kurde Massoud Barzani, qui effectue une tournée en Europe et aux Etats-Unis, sera en France au début de la semaine prochaine, où il aura un entretien avec le chef de la diplomatie française, Roland Dumas, a-t-on appris samedi au quai d'Orsay. (*A.F.P.*, 29 février 1992), p.52.

METIER : PESHMERGA. Licencié en littérature de l'Université de Mossoul et installé à Dohouk, au nord du Kurdistan d'Irak, Faddoulah n'a pas encore eu l'occasion de se consacrer à l'enseignement. Faddoulah est Kurde. Entre les bombes et les exodes, résumé d'une trajectoire humaine. (*Coopération*, 27 février 1992), p.53-54.

LES KURDES NE SERAIENT-ILS PAS DES REFUGIES HONORABLES ? Droits de l'Homme et droit tout court s'affrontent dans un combat pour la dignité et la liberté. Dans l'Hérault, à Alès et Béziers, plusieurs dizaines de ressortissants turcs appartenant à la population kurde tentent d'arracher à l'Etat français le droit de rester sur notre territoire. (*La Marseillaise*, 27 février 1992), p.55.

LES BOURGUIGNONS AU KURDISTAN. L'urgence, c'est la survie Rejoignant les Bourguignons qui emmènent l'aide aux Kurdes avec l'aventurier dijonnais Patrice Franceschi, nous avons hier brossé le décor de la zone libérée depuis le mois de mai. Et, nous avons vu que tout y était à bâtir, à imaginer, à créer. (*Le Bien Public*, 27 février 1992), p.56-57.

LES BOURGUIGNONS AU KURDISTAN. Dans ce volet, nous partons à la rencontre des chrétiens du Moyen-Orient. «Le message du père Petros aux Bourguignons». (*Dépêche de Dijon*, 28 février 1992), p.57-58.

LES KURDES IRAKIENS SOMBRENT DANS L'OUBLI (La Croix, 28 mars 1992), p.59.

REUNIS A RYADH, DES IRAKIENS EN EXIL NE PARVIENNENT PAS A S'UNIR AFIN DE RENVERSER SADDAM. (*International Herald Tribune*, 28 février 1992), p.60.

EN VISITE A LONDRES, MASSOUD BARZANI FAIT PART DE SES PREOCCUPATIONS : LES KURDES CHERCHENT UNE PROTECTION AERIENNE CONTINUE DES ALLIES CONTRE L'IRAK. (*The Independent*, 28 février 1992), p.61.

LE LEADER KURDE BARZANI OBTIENT LE SOUTIEN DES ALLIES. (*The Guardian*, 28 février 1992), p.62.

LA REBELLION KURDE MENACE LA STABILITE POLITIQUE. Turquie: terrorisme et contre-terrorisme. Les «forces des ténèbres» comme on les appelle ici couramment, qui depuis le mois de juin dernier, ont assassiné plus de 50 activistes kurdes, ont frappé une nouvelle fois. (*Le Monde*, 29 février 1992), p.63.

PALESTINIENS ET KURDES : LES PEUPLES OUBLIES DE LA GUERRE. (*The Washington Post*, 19 février 1992), p.64-66.

ETRE KURDE, UNE TRAGIQUE EPOPEE. Difficile de trouver le mot Kurdistan sur la carte du Moyen-Orient .. Disséminés dans cinq pays, les Kurdes font leur destin quotidien avec le malheur : c'est une nation sans Etat, un peuple sans patrie boudé par la communauté internationale. Le monde n'a cependant pas oublié les images terribles de l'exode des Kurdes irakiens en avril et mai 1991, dans la confusion de la fin de la guerre du Golfe. GEO explore les origines de la malédiction kurde et tente de tracer les contours d'une civilisation originale qui refuse toute fatalité. (*GEO*, février 1992), p.67-76.

DOCUMENTS - LE MALHEUR KURDE par Gérard Chaliand, livre issu d'un rapport de Gérard Chaliand sur la situation des Kurdes au Moyen-Orient, pour l'institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. (*Croissance*, février 1992), p.77.

LIVRES - LA QUESTION KURDE, sous la direction d'Elisabeth Picard qui déclare d'emblée : nous considérons la question kurde comme une question politique, et pas seulement humanitaire. (*Livres de France*, février 1991), p.77.

LE MAIRE KURDE MEHDI ZANA, APRES SA VISITE A SPANDAU (BERLIN), RETOURNERA EN PRISON. (*Spandauer Volksblatt*, 22 février 1992), p.78

BERNARD KOUCHNER : Il faudra un jour faire un Etat pour les Kurdes. Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire a estimé que les Occidentaux n'ont pas mené la guerre «assez loin» contre l'Irak et qu'«il faudra quand même un jour faire un Etat pour les Kurdes». (*A.F.P.*, le 1^{er} mars, *Echo Républicain*, 2 mars 992), p.79.

UN PAYS DE PIERRES. VOUS VOUS SOUVENEZ DES KURDES ? CE PEUPLE OUBLIE S'ACCROCHE A UNE AUTONOMIE FRAGILE DANS UN PAYS REDUIT EN RUINES PAR SADDAM. (*Time*, 2 mars 1992), p.80-84.

ARRIVEE A PARIS DU DIRIGEANT KURDE MASSOUD BARZANI. - ENTRETIEN BARZANI-DUMAS. (*A.F.P.*, 2 mars 1992), p.85.

LE FRONT DU KURDISTAN IRAKIEN CONDAMNE LA TURQUIE ET L'IRAN, POUR LEURS BOMBARDEMENTS DES VILLAGES KURDES IRAKIENS. (*A.F.P.*, 2 mars 1992), p.86.

KURDES : L'AVIATION TURQUE BOMBARDE LA FRONTIERE IRAKO-TURQUE. (*La Montagne*, 3 mars 1992), p.86.

OFFENSIVE TURQUE ET IRAKIENNE : LES KURDES ENTRE DEUX FEUX. Les Kurdes doivent faire face à une double offensive, turque et irakienne. Alors que l'aviation turque bombarde depuis trois jours la zone frontalière turco-irakienne, fief des «rebelle séparatistes» kurdes de Turquie, les combats ont repris dans le nord de l'Irak entre les peshmergas et l'armée irakienne. (*Le Quotidien de Paris*, 3 mars 1992), p.87.

ANKARA ATTAQUE DES BASES KURDES. La Turquie en butte au terrorisme. (*L'Ouest-France*, 3 mars 1992), p.88.

LA CAUSE DES KURDES EST «SACRÉE», AFFIRME ROLAND DUMAS. (*A.F.P.*, *Le Monde*, 3 mars 1992), p.88, p.89.

LA TURQUIE BOMBARDE LES BASES DE REBELLES KURDES. (*International Herald Tribune*, 3 mars 1992), p.89.

AFFRONTLEMENTS ENTRE KURDES ET TROUPES DE SADDAM. (*L'Indépendant*, 3 mars 1992), p.89.

FORCES IRAKIENNES ET TURQUES. Tirs groupés contre les Kurdes. L'armée de Bagdad attaque au nord du pays tandis que celle d'Ankara conduit une violente offensive sur la frontière. Parmi les enjeux, les voies de passage qui permettent le ravitaillement des peshmergas. (*24 Heures*, 3 mars 1992), p.90.

MASSOUD BARZANI DEMANDE L'ENVOI D'OBSERVATEURS OCCIDENTAUX AU KURDISTAN POUR LES ELECTIONS D'AVRIL. (*A.F.P.*, 5 mars 1992), p.91.

KURDISTAN IRAKIEN. - PARIS FAVORABLE AU MAINTIEN DE L'OPERATION INTERALLIEE. Massoud Barzani, reçu hier à Paris, compte sur l'appui de la France et de la Grande-Bretagne pour éviter un nouvel exode. (*Le Figaro*, 6 mars 1992), p.92.

BARZANI PREPARE LES ELECTIONS AU KURDISTAN. En visite à Paris, le leader du principal parti kurde irakien prône toujours les négociations avec Saddam Hussein, à un mois des élections au Kurdistan. (*Libération*, 6 mars 1992), p.92.

BARZANI S'EXCUSE AUPRES DE L'IRAN. (*L'Humanité*, 6 mars 1992), p.93.

CINQ MORTS DANS UN ATTENTAT AU KURDISTAN IRAKIEN. (*Nord-Eclair*, 8 mars 1992), p.93.

LES KURDES DEMANDENT DE L'AIDE. Le dirigeant kurde Massoud Barzani a souligné, lors d'une conférence de presse donnée jeudi à l'Institut Kurde de Paris, à quel point la situation des populations kurdes du nord de l'Irak demeure précaire et dangereuse. (*L'Humanité*, 7 mars 1992), p.93.

MASSOUD BARZANI REÇU MARDI PAR LE PRESIDENT MITTERRAND. - UN LEADER KURDE A L'EYSEE. (*A.F.P.*, 9, 10 mars, *Libération*, 11 mars 1992), p.94, 96, 98.

A QUELQUES SEMAINES DES ELECTIONS AU KURDISTAN D'IRAK. Voiture piégée a Souleimaniye. (*L'Humanité*, 9 mars 1992), p. 95.

LES KURDES ONT DES RAISONS DE SE MEFIER DES ETATS-UNIS. (*International Herald Tribune*, 9 mars 1992), p. 95.

«REBELLES» KURDES. Raid de l'aviation turque en Irak. (*Le Journal du Centre*, 10 mars 1992), p. 95.

TURQUIE. KURDES D'IRAK VICTIMES D'ANKARA. (*L'Echo du Centre*, 10 mars 1992), p. 95.

REPRISE DES COMBATS AU KURDISTAN IRAKIEN. (*Le Journal Ile de la Réunion*, 11 mars 1992), p. 96.

LA GUERRE CONTRE LES ELECTIONS. Reprise des attaques irakiennes contre les Kurdes. Les attaques de Bagdad, mais aussi d'Ankara, ont repris ces derniers jours contre le Kurdistan d'Irak, à quelques jours du scrutin prévu en avril par les partis kurdes. Massoud Barzani a été reçu hier par François Mitterrand. (*Liberté*, 11 mars 1992), p. 97.

VATICAN. - LE LEADER KURDE M. BARZANI A ETE REÇU AU VATICAN. Il s'est entretenu avec Mgr. Jean-Louis Tauran. (*La Croix*, 11 mars 1992), p. 98.

IRAK : FRONTIERE KURDE SOUS SURVEILLANCE. (*Nice-Matin*, 11 mars 1992), p. 99.

AVANT LES DEBATS DE L'ONU. L'Irak reprend les combats contre les Kurdes. - L'Irak réprime les Kurdes. (*Libération Champagne*, 11 mars 1992), p. 100.

ATTAQUE IRAKIENNE CONTRE LES KURDES. LES ELECTIONS POINT DE MIRE. Les attaques de Bagdad, mais aussi d'Ankara, ont repris ces derniers jours contre le Kurdistan d'Irak, à quelques jours du scrutin prévu en avril par les partis kurdes. Massoud Barzani a été reçu hier par François Mitterrand. (*L'Echo du Centre*, 11 mars 1992), p. 101.

BOMBARDEMENTS TURCS CONTRE LES KURDES. - LES ETATS-UNIS APPROUVENT. Pour Washington, le combat d'Ankara contre l'extrémisme est légitime, et Barzani critique la «violence» des hommes du PKK. Bien que les opérations turques causent de nombreuses victimes civiles. (*24 Heures*, 12 mars 1992), p. 102.

LES KURDES DEVOIENT LES PREUVES DETAILLEES DES ATROCITES IRAKIENNES. Dans le Nord irakien sous contrôle kurde, des documents saisis et des charniers corroborent le massacre par les Irakiens de milliers de Kurdes. (*The Christian Science Monitor*, 12 mars 1992), p. 103.

UN NOUVEL HOLOCAUSTE AU PAYS DE SADDAM. (*The Los Angeles Times*, 31 mars 1992), p. 104.

KURDISTAN - WASHINGTON SOUTIENT LES RAIDS AERIENS TURCS. Les Kurdes d'Irak déplorent la mort de soixante civils. (*Le Figaro*, 12 mars 1992), p. 105.

MASSOUD BARZANI PLAIDE POUR L'AUTONOMIE. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 12 mars 1992), p. 105.

MONTEE DES PERILS. - Tarek Aziz plaide la levée de l'embargo contre son pays mais les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël brandissent de nouvelles menaces. La situation se détériore au Kurdistan. (*L'Humanité*, 12 mars 1992), p. 106.

EN VISITE A PARIS, MASSOUD BARZANI CRAINT UNE «EXPLOSION SOCIALE» AU KURDISTAN. (*Le Monde*, 12 mars 1992), p. 107.

RENCONTRE MASSOUD BARZANI-GEORGES MARCHAIS. Solidarité avec le peuple kurde. (*L'Humanité*, 12 mars 1992), p. 107.

LES NATIONS-UNIES ACCUSENT L'IRAK DE VIOLATIONS. Une nouvelle confrontation sur la question de la destruction des armes semble probable. (*The Washington Post*, 12 mars 1992), p. 108.

L'HEURE EST-ELLE VENUE DE FRAPPER A NOUVEAU SADDAM ? «Les provocations ouvertes de l'Irak et les nouvelles preuves de sa trahison ne laissent que peu de choix au président». (*The Washington Post*, 12 mars 1992), p. 109.

LES NATIONS UNIES EXIGENT LA DESTRUCTION DES ARMEMENTS. «Les U.S.A. sont prêts à intervenir». PROCES INTENTE A SADDAM. L'Irak en accusation au Conseil de Sécurité. (*L'Indépendante*, 12 mars 1992), p. 110.

SADDAM HUSSEIN CONTRE LES ELECTIONS AU KURDISTAN. - LE PRESIDENT SADDAM HUSSEIN MENACE D'EMPECHER LES ELECTIONS AU KURDISTAN. (*Liberté*, 13 mars, *Le Monde* 13 mars 1992), p. 111.

LES KURDES CROIENT A L'IMMINENCE D'UNE NOUVELLE CAMPAGNE MILITAIRE DE L'IRAK. (*The Washington Post*, 13 mars 1992), p. 111.

MISE EN GARDE DU CONSEIL DE SECURITE A L'IRAK CONTRE LES VIOLATIONS DU Cessez-le-feu. (*The Washington Post*, 13 mars 1992), p. 112.

UN PEUPLE EN LUTTE - APPEL A LA MOBILISATION GENERALE APRES UN NOUVEAU RAID AERIEN DES TURCS. Saddam envisage une vendetta et les guérilleros kurdes se préparent au combat. (*L'Indépendante*, 13 mars 1992), p. 113.

GENOCIDE DES KURDES. Devant l'accumulation des preuves que le régime de Saddam Hussein a pour but l'éradication de la culture kurde, les Etats-Unis ne peuvent plus garder le silence. Un point de vue de David A. Korn. (*The Christian Science Monitor*, 13 mars 1992), p. 114.

LA LUTTE DES KURDES POUR LA RECONSTRUCTION. Harriet Martin passe en revue les principes moraux discordants révélés par les efforts de reconstruction d'un village détruit par Saddam Hussein. (*The Financial Times*, 14 mars 1992), p. 115.

KURDISTAN : RETOUR VERS L'ENFER. A quoi aura servi la guerre du Golfe ? Un an après, tout est pareil. Pour les Kurdes, par exemple : depuis dimanche, Saddam lance à nouveau ses troupes contre eux. En quelques années, il a fait du Kurdistan irakien ce pays lunaire. (*Le Figaro Magazine*, 14 mars 1992), p. 116 - 118.

LES KURDES, UN AN APRES. DE LA SOLIDARITE A L'INDIFFERENCE. Qu'en est-il de la situation des Kurdes d'Irak un an après leur insurrection et la répression sanglante de l'armée de Saddam Hussein ? L'émotion qui s'était emparée, alors, de la communauté internationale semble avoir laissé place aujourd'hui à l'indifférence au moment où la Turquie bombarde à son tour les Kurdes irakiens et que l'armée irakienne les combat de nouveau. (*Témoignage Chrétien*, 14 mars 1992), p. 119, 120.

RAK : ATTAQUE D'UNE COLONNE DE «PESHMERGA» : Les troupes de Bagdad ouvrent le feu sur des journalistes italiens. PARMIS LES KURDES VICTIMES DE SADDAM. La destruction des villages et les déportations ne font pas fléchir les combattants. (*L'Indépendante*, 14 mars 1992), p.121.

L'ENVOYE IRAKIEN RESTE FERME SUR LA QUESTION DES ARMES. (*The Washington Post*, 16 mars 1992), p.122.

«ANFAL» : UN NOM QUI SANCTIFIE LES ATROCITES IRAKIENNES CONTRES LES KURDES. (*The Nation*, 16 mars 1992), p.123.

10.000 CHIITES ASSIEGES DANS LES LOINTAINS MARECAGES DU SUD-EST DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 16 mars 1992), p.124.

KURDISTAN - VOYAGE A TRAVERS LES CAMPS DE REFUGIES SOUS CONTROLE DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES INTERNATIONALES. Par l'intermédiaire de l'ONU, les Kurdes expriment la crainte que Saddam ne recommence. (*L'Indépendante*, 17 mars 1992), p.125.

DE NOUVELLES PREUVES A L'APPUI DE L'ACCUSATION DE GENOCIDE DES KURDES PAR L'IRAK DANS LES ANNEES 80. (*The San Francisco Chronicle*, 20 mars 1992), p.126.

MANIFESTATION A PARIS A L'OCCASION DU NEWROZ. Quelque 1.700 personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Paris à l'occasion du Nouvel An kurde, le Newroz. (*A.F.P.*, 21 mars 1992), p.126.

LES KURDES, UN PEUPLE OUBLIE. Entre l'Irak et la Turquie, les Kurdes, chassés de leur terre, continuent leur interminable voyage. - «ENVOYE SPECIAL» AU KURDISTAN, REPORTAGE DIFFUSÉ JEUDI SUR ANTENNE 2. (*Télérama Junior*, 21 mars, *A.F.P.*, 24 mars 1992), p.127, 151.

KURDES : LA PSYCHOSE DU NEWROZ. Le Nouvel An kurde, annonciateur de violence dans le sud-est du pays. (*La Croix*, 21 mars 1992), p.128.

PLUS DE 20 MORTS LORS DES AFFRONTEMENTS ENTRE KURDES ET TROUPES TURQUES PENDANT LES MANIFESTATIONS DU NOUVEL AN. (*The Los Angeles Times*, 22 mars 1992), p.129.

LES GARDIENS DU TIGRE. Les combattants kurdes fêtent leur traditionnelle nouvelle année sur les rives du Tigre et observent l'ennemi : l'armée de Saddam Hussein. (*La Dépêche du Midi*, 22 mars 1992), p.130.

PEUPLE KURDE. UNE ASSOCIATION DE COOPÉRATION S'EST CRÉÉE À GRENOBLE. LES INCERTITUDES DU PRINTEMPS KURDE. (*Dauphiné Libéré*, 22 mars 1992), p.131.

45 MORTS LORS DES MANIFESTATIONS DE REVOLTE DES KURDES. (*The Financial Times*, 22 mars 1992), p.132.

LES FORCES MILITAIRES TURQUES ECRASENT LES RASSEMBLEMENTS NATIONALISTES KURDES - 26 MORTS. (*The Chicago Tribune*, 22 mars 1992), p.133.

TURQUIE : MASSACRES DE KURDES. Célébration du Nouvel An: au moins 43 morts en 48 heures dans le sud-est anatolien.

Nombreuses arrestations. - NOUVEL AN KURDE MEURTRIER EN TURQUIE. Des affrontements entre les Kurdes qui célébraient le Newroz dans le sud-est du pays et l'armée d'Ankara auraient fait au moins quarante-cinq morts. LE KURDISTAN TURC A EXPLOSE. - NOUVEL AN SANGlant AU KURDISTAN. - TRAGIQUE «NEWROZ». - BILAN DES CELEBRATIONS DU NOUVEL AN KURDE EN TURQUIE. Une répression sanglante. (*Lyon-Matin*, 23 mars, *Libération*, 23 mars, *24 Heures*, 23 mars, *Basler Zeitung*, 23 mars, *Le Matin*, 22 mars, *Le Courrier*, 25 mars 1992), p.134, 135, 136, 137, 140, 147.

LA GUERRE D'ANKARA POUR L'ASIE CENTRALE : FRAPPER AU COEUR-MÊME, GRACE A LA TELEVISION PAR SATELLITE. Nations unies : l'Irak a collaboré à la destruction de Scuds. Découverte par des inspecteurs de débris de missiles. (*International Herald Tribune*, 24 mars 1992), p.138.

45 VICTIMES DANS HEURTS ENTRE KURDES ET TROUPES TURQUES. - ENVOI DE RENFORTS TURCS DANS LA ZONE KURDE. (*International Herald Tribune*, 23 mars 1992), p.139.

VIOLENTS AFFRONTEMENTS ENTRE FORCES GOUVERNEMENTALES ET SEPARATISTES KURDES. 45 MORTS AU COURS DU WEEK-END. LE GOUVERNEMENT DE M. SULEYMAN DEMIREL EBRANLE. (*Le Monde*, 24 mars 1992), p.140, 141.

L'ESPOIR D'UNE SOLUTION POLITIQUE S'EVANOUIT POUR LES KURDES. D'après nos diplomates sur place, la naissance d'un Kurdistan indépendant se ferait dans un bain de sang. (*The Financial Times*, 24 mars 1992), p.142.

LE PREMIER MINISTRE TURC S'ENGAGE A METTRE FIN AUX COMBATS. (*The Financial Times*, 24 mars 1992), p.143.

COMBAT ENTRE GUERRILLA KURDE ET FORCES TURQUES. Près de 50 morts dans le sud-est. (*The Wall Street Journal*, 24 mars 1992), p.144.

KURDES : L'EUROPARLEMENT OCCUPE, PUIS ENCERCLE. Trois eurodéputés bloqués par les gendarmes en évacuant des Kurdes réfugiés au Parlement. - KURDES ET TURCS SE COMBATTENT TOUJOURS. Un journaliste turc tué à Cizre. (*Le Soir*, 24 mars 1992), p.145.

L'AVIATION TURQUE BOMBARDE SIRNAK. Ankara somme les rebelles kurdes de se rendre. Manifestations en Europe. DES COMBATS SANS PRECEDENT ENTRE KURDES ET ARMEE TURQUE. - A Sirnak, les combattants du PKK ont attaqué des bâtiments publics et des casernes de l'armée. (*Le Nouveau Quotidien*, 25 mars 1992), p.147, 148.

LE GOUVERNEMENT A LANCE UN ULTIMATUM AUX SEPARATISTES KURDES. Alors que les affrontements dans le sud-est du pays ont fait de nouvelles victimes. (*Le Monde*, 25 mars 1992), p.149.

TURQUIE : L'ABCES KURDE. (*La Tribune de l'Expansion*, 25 mars 1992), p.149.

LE PKK KURDE : DES TERRORISTES, NON DES VICTIMES. (*The Wall Street Journal*, 24 mars 1992), p.150.

LA COMMUNAUTE KURDE CONDAMNE LA REPRESSION. La communauté kurde de Marseille s'élève contre l'impitoyable répression meurtrière qui sévit en Turquie. (*Marseillaise*, 25 mars 1992), p.151.

BONN NE LIVRERA PLUS D'ARMES A ANKARA. La Suisse, prudente, pourrait suivre. La poursuite de l'action de l'armée dans le sud-est de la Turquie divise l'Occident. Washington dénonce le «terrorisme» du PKK, alors que l'Allemagne, où les Kurdes sont très actifs, s'en prend au gouvernement turc. (*Le Nouveau Quotidien*, 25 mars 1992), p. 152.

L'AVIATION TURQUE ATTAQUE LES BASES KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*El Pais*, 26 mars 1992), p. 154.

ANKARA RECONNAÎT AVOIR UTILISÉ DES BLINDÉS ALLEMANDS LORS DE SES OPÉRATIONS REPRESSIVES. - Bonn exhorte ses partenaires de la Communauté à condamner la répression des Kurdes par les Turcs. (*El Pais*, 28 mars 1992), p. 155, 156.

LA POLICE DANS LE VISEUR DES TERRORISTES - Incursions aériennes turques contre les bases kurdes en Irak. (*Avvenire*, 26 mars 1992), p. 157.

APRÈS L'ARRÊT DE LA VENTE D'ARMES - Nouvelles critiques de Bonn à Ankara sur les Kurdes. (*Avvenire*, 28 mars 1992), p. 157.

LA REVOLTE KURDE MET LA TURQUIE À L'ÉPREUVE. (*International Herald Tribune*, 25 mars 1992), p. 158.

LES NATIONS-UNIES ONT POSÉ UN NOUVEAU JALON DANS LEUR VOLONTÉ D'AFFAIBLIR L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 26 mars 1992), p. 158.

DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE, L'ESCALADE DE LA VIOLENCE EN GUERRE OUVERTE. Ankara exige la reddition des rebelles kurdes. (*Basler Zeitung*, 25 mars 1992), p. 159, 160.

BAGDAD AUGMENTE LA PRESSION SUR LES KURDES D'IRAK. (*Basler Zeitung*, 25 mars 1992), p. 161.

APRÈS LES SANGLANTS AFFRONTÉMENTS AVEC LES SEPARATISTES KURDES. Les forces armées turques tentent de reprendre le contrôle du sud-est anatolien. (*Le Monde*, 26 mars 1992), p. 162.

L'AIDE AUX KURDES D'IRAK. Les groupes Socialiste, PPE, Verts, LDR, CG, GUE ont interrogé la Commission et la coopération politique sur l'aide aux Kurdes d'Irak. (*Parlement Européen*, 9-13 mars 1992), p. 163.

L'AGENCE ATOMIQUE DONNE L'ORDRE À L'IRAK DE DÉTRUIRE UN SITE NUCLEAIRE. - LES FORCES TURQUES ATTAQUENT LES CAMPS DE REBELLES KURDES EN IRAK. (*The Financial Times*, 26 mars 1992), p. 164.

LA TURQUIE PLONGE DANS LE TOURBILLON DE LA VIOLENCE. Le Gouvernement envoie des renforts au Kurdistan - Un chef de la guérilla brandit la menace de «grandes catastrophes». (*Nordschweiz*, 26 mars 1992), p. 165.

TURQUIE : SOUTENUE PAR WASHINGTON, CRITIQUÉE PAR BONN. Le gouvernement a lancé un nouveau raid aérien contre des bases de séparatistes kurdes. (*Le Monde*, 27 mars 1992), p. 166.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS EXPRIME SA «SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DU PEUPLE KURDE». (*A.F.P.*, 27 mars 1992), p. 166.

L'ARMÉE TURQUE BOMBARDE JUSQU'EN IRAK. LES KURDES MASSACRÉS. Face à la violence de la répression, l'Allemagne suspend ses livraisons d'armes à la Turquie. Washington approuve Ankara. (*L'Humanité*, 27 mars 1992), p. 167.

KURDES : REACTION DU QUAI D'ORSAY. La France «déploie les violences quelle qu'en soit l'origine», a déclaré vendredi le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay. (*A.F.P.*, 27 mars 1992), p. 167.

PKK : DES TERRORISTES OU DES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ ? (*Basler Zeitung*, 27 mars 1992), p. 168, 169.

APRÈS LES AFFRONTÉMENTS MEURTRIERS AVEC LES KURDES. L'Allemagne a décidé de suspendre toute aide militaire à la Turquie. - ANKARA TENTE DE MINIMISER LA PORTEE DE LA CRISE AVEC BONN. - BONN SUSPEND SON AIDE MILITAIRE A LA TURQUIE, POUR AVOIR UTILISÉ SES ARMES CONTRE LES KURDES. (*Le Monde*, 28 mars, *International Herald Tribune*, 27 mars, *ABC*, 27 mars 1992), p. 170, 171, 173.

LA CHASSE AUX KURDES EN TURQUIE. (*24 Heures*, mars 1992), p. 172.

LA REBELLION KURDE CONTINUE D'EXACÉRBER LES PASSIONS. (*Le Monde*, 31 mars 1992), p. 172.

LES SIGNES DE PRÉ-ALERTE. (*The Wall Street Journal*, 27 mars 1992), p. 175.

DES AVIONS TURCS FRAPPENT DES CIBLES KURDES EN RÉPONSE AUX ATTAQUES SEPARATISTES. (*The New York Times*, 26 mars 1992), p. 176.

L'ATTAQUE CONTRE LES KURDES MET UN TERME AUX RELATIONS SPÉCIALES DE L'ALLEMAGNE AVEC LA TURQUIE. (*The Financial Times*, 27 mars 1992), p. 176.

PRÈS DE LA VILLE DE HALABJA, À 300 KM DE BAGDAD, LES PESHMERGAS REORGANISENT LA RÉSISTANCE KURDE. (*L'Indépendante* 27 mars 1992), p. 177, 179.

ANKARA-BONN, DISPUTE AUTOUR DES KURDES. Après la suspension de l'aide militaire allemande, le gouvernement turc hausse le ton, estimant ne pas avoir de leçon à recevoir. (*Libération*, 28 mars 1992), p. 180.

POURSUITE DE LA REPRESSION ANTI-KURDE. SITUATION EXPLOSIVE. Les arrestations continuent au Kurdistan. La rébellion kurde gagne Istanbul. Les relations entre Bonn et Ankara se détériorent. (*L'Humanité*, 28 mars 1992), p. 181.

L'IMPOSSIBLE QUÊTE D'ANKARA : Comment manœuvrer les Kurdes tout en obtenant l'approbation de l'Occident. (traduction française page 183), (*International Herald Tribune*, 28-29 mars 1992), p. 182.

ANKARA EN COLÈRE APRÈS L'INTERDICTION DE VENTE D'ARMES DÉCRÉTÉE PAR BONN. (*The International Herald Tribune*, 28 mars 1992), p. 184.

LE COMITÉ DU KURDISTAN DEMANDE AU PRÉSIDENT MITTERRAND DE «RECONSIDÉRER» SA VISITE PRÉVUE EN TURQUIE. (*A.F.P.*, 30 mars 1992), p. 184.

L'«INTIFADA» KURDE. (*El Pais*, 29 mars 1992), p. 185. LA REPRESSION DE LA REBELLION KURDE EN TURQUIE. - Le différend s'aggrave entre Bonn et Ankara. - Le ministre allemand de la Défense mis en cause pour les livraisons de chars à Ankara. (*Le Monde*, 29 mars 1992), p. 186.

AGGRAVATION DE LA CRISE GERMANO-TURQUE. Özal compare Bonn au III^e Reich. Selon le président turc, ce qui distingue la politique de Kohl de celle d'Hitler, c'est le recours à la puissance économique. Le ministre allemand du Travail annule un voyage à Ankara. L'Autriche saisit la CSCE de la question kurde. - VIENNE DEMANDE DES EXPLICATIONS. (*24 Heures*, *Le Courrier*, 30 mars 1992), p. 187.

LES KURDES EN TURQUIE SEMBLENT S'APPROCHER D'UNE REVOLTE A GRANDE ECHELLE. (*The New York Times*, 30 mars 1992), p. 188, 189.

ÖZAL ATTAQUE BONN. LE PRESIDENT TURC A COMPARE L'ATTITUDE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE A CELLE DE L'ALLEMAGNE HITLERIENNE. (*Basler Zeitung*, 30 mars 1992), p. 190.

ECHANGE DE MOTS DURS ENTRE ANKARA ET BONN. (*Basler Zeitung*, 31 mars 1992), p. 190.

POUR FAIRE CESSER LA VIOLENCE EN TURQUIE, DEMIREL EST DECIDE A TOUT. Le Premier ministre refuse cependant d'endosser les propos du président Özal, alors que les réactions contre la politique de Helmut Kohl se multiplient. Appel massif au boycott des produits allemands. (*24 Heures*, 31 mars 1992), p. 191.

SITUATION INQUIETANTE AU KURDISTAN TURC. — Turquie : Droits de l'homme et répression. (*L'Aurore*, 31 mars 1992), p. 192.

KURDES-GUERILLA : A TROIS SEMAINES DE LA VISITE DE FRANÇOIS MITTERRAND LA TURQUIE INTENSIFIE LA REPRESSION CONTRE LES KURDES. (AGENCE CENTRALE DE PRESSE, 26 MARS 1992), p. 193.

LA REBELLION KURDE CONTINUE D'EXACERBER LES PASSIONS. (*Le Monde*, 31 mars 1992), p. 194.

LETTRE KURDE A FRANÇOIS MITTERRAND. Une vingtaine d'associations de travailleurs kurdes ou d'amitié avec le peuple kurde ont adressé lundi une lettre ouverte au président François Mitterrand pour lui demander d'annuler le voyage qu'il projette de faire en Turquie du 13 au 15 avril. (*L'Humanité*, 31 mars 1992), p. 194.

LA TURQUIE DEMANDE A LA SYRIE DE CESSER SON AIDE AUX KURDES. (*The Financial Times*, 31 mars 1992), p. 195.

ANKARA EXCLUT L'AUTONOMIE POUR LES KURDES. (*International Herald Tribune*, 31 mars 1992), p. 195.

ALLEMAGNE : APRES LIVRAISON DE SES CHARS A ANKARA, BONN PLAIDE LA BAVURE. Le gouvernement allemand a attribué à une «panne de transmission» l'envoi en Turquie, en novembre dernier et malgré un veto parlementaire, de chars «Léopold» susceptibles d'être utilisés par le régime contre les Kurdes. (*Libération*, 31 mars 1992), p. 196.

EN VIOLATION APPARENTE DE LA TRÊVE, L'ARMEE IRAKIENNE BOMBARDE SES ADVERSAIRES KURDES. (*The New York Times*, 31 mars 1992), p. 197.

LE PEUPLE KURDE, SI LOIN DES MEDIAS, SI PRES DES TYRANS, un entretien avec le président de l'Institut Kurde de Paris. (*Arc en Ciel*, n°37, 1^{er} trimestre 1992), p. 198, 199.

INSTITUT KURDE DE PARIS

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

REVUE DE PRESSE

106, rue La Fayette, 75010 - Paris. Tél. 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

The Washington Post 3/2/1992

Jeanne Kirkpatrick

'It Is Appropriate to Speak of Genocide'

The Iraqi government's horrific violation of human rights.

The United Nations Human Rights Commission is a seriously flawed institution whose members include the world's greatest human rights offenders—Iran, Iraq and Cuba, among others. Its powers to investigate are very limited, and its powers to deter abuse are almost nonexistent.

But from time to time, when a majority can be mustered to authorize an investigation and the investigator turns out to be energetic and courageous, an important report emerges. Dutch diplomat Max van der Stoel has produced such a report on the status of human rights in Iraq. He submitted it in mid-February to the commission meeting in Geneva.

Van der Stoel's report is shocking even to those who already understand that Saddam Hussein is a violent, brutal man who has deprived Iraqis of political, social, economic, indeed all human rights. So widespread was the fear of reprisal against themselves, their families and associates that victims of and witnesses to terrible abuses did not dare to speak to van der Stoel inside Iraq. Instead, he traveled to Geneva, London, the Hague, Iran and Turkey to hear testimony. The testimony depicts a regime that relies on ubiquitous terror to maintain the unlimited power of Saddam Hussein and his Baath Party.

Van der Stoel's report tells the story of arbitrary executions of individuals, families, whole villages; of arbitrary arrests and unspeakable tor-

tures, including electric shocks, burnings, beatings, rapes, and extractions of teeth and nails. It tells of the torture and murder of children, of sudden unexplained disappearances and of arbitrary sentences before arbitrary courts.

In Iraq, there is no freedom of thought, expression, religion, association or movement. There is no rule of law. All Iraqis live in fear. No one possesses rights against the state. All are subject to violent abuse.

Minorities are special targets, and none more so than the Kurds. "It is clear," van der Stoel reports, "that deliberate actions of the Iraqi government have caused refugee flows, forced urbanization and internal deportation." At least 2 million fled to the Kurdish hills in the spring of 1991. "Detailed reports allege the destruction of some 4,000 villages affecting well over a million people." Kurdish property was stolen, Kurdish farmland mined, populations gassed, denied food, fuel and medicine through an "internal blockade" — a kind of "siege within a siege."

Iraq's 1 million Assyrians have also suffered massacres, forced relocation and systematic destruction of villages, churches and schools.

The Shia of southern Iraq have been special targets of Saddam Hussein's regime. Thousands have been arrested, imprisoned, tortured and executed.

Van der Stoel tells us it is appropriate to speak of genocide.

His charges are carefully documented in a detailed report resulting from meticulously taken testimony, consideration of the defense's case and the Baghdad government's explanations. In carefully reaching his conclusions, he says the evidence shows remarkable consistency.

Being a straightforward, honest man, this *Special Rapporteur* has no hesitation in concluding that: "There have been massive violations of human rights with a number of victims in the hundreds of thousands if not much higher. . . . The government of Iraq is responsible."

International condemnation is not enough in the face of this intolerable situation. Van der Stoel recommends, therefore, that the commission send a team of monitors to Iraq to remain there until the human-rights situation has drastically improved. He says these monitors should have the right to move about freely, to visit prisons and other places of detention, to observe trials and to take testimony on abuses.

As yet, the commission has not acted on his recommendations. It is not certain that they will be adopted. The traditional position of U.N. majorities—majorities in which the Third World is always important—has been that the treatment of citizens by their government is a strictly "internal matter" in which other nations have no right to intervene.

China, for example, takes this position and argues that the U.N. has no legitimate interest in how it treats the sorely oppressed Tibetan minority.

But support for an expanded jurisdiction over human rights questions is growing. Last spring, on April 5, in Resolution 688, the U.N. Security Council condemned Iraq's repression of its civilian population as a threat to international peace and security, and therefore the proper business of the Security Council. Subsequently, the French Secretary of State for Human Rights, Bernard Kouchner, has spoken insistently of an international "right to intervene" in cases of massive human-rights violations.

This year, the 12 nations of the European Community as well as several Latin American and Scandinavian countries are co-sponsoring a resolution that will put human rights violations in Tibet on the agenda of the U.N. Human Rights Commission. Although the U.S. government has not yet agreed to cosponsor this resolution, America has taken a clear position, as stated by Assistant Secretary of Human Rights Richard Schifter in Geneva, that "human rights problems should no longer be considered as essentially within domestic jurisdiction."

It is clear that new doctrine is evolving in international law regarding human rights. The next urgent step in that evolution is for the commission to authorize monitors for Iraq and Tibet.

©1992, Los Angeles Times Syndicate

Mehdi Zana, enfin libre !



Certains de nos lecteurs se souviennent sans doute de cette manifestation de solidarité organisée par la FNESR en 1979. Il s'agissait de venir en aide, sur le plan technique, à la municipalité de Diyarbakir, située dans la partie orientale de la Turquie. Son maire, Mehdi Zana, était venu nous expliquer que sa commune, qui comptait près de 400.000 habitants, ne disposait que de huit bus, et que ses employés sauraient bien remettre en état du matériel que nous considérons comme réformé (C.d.F. n° 177, p.27). C'est ainsi que quatre bus partis de Rennes, plusieurs bennes à ordures collectées à Grenoble, et d'autres véhicules en provenance de Nantes arrivèrent au mois de septembre de la même année dans cette cité (C.d.F. n° 180, p. 5). Un convoi accueilli avec enthousiasme par la population à dominante kurde.

Seulement le gouvernement turc de l'époque ne tolérait pas l'expression de cette importante minorité, et le maire de Diyarbakir fut arrêté en 1981 sous prétexte de s'être entretenu en kurde avec un de ses administrés qui ne parlait d'ailleurs que cette langue. Battu, torturé par les forces militaires, Mehdi Zana ne dut certainement de survivre qu'à un puissant mouvement de solidarité, et notamment la protestation des élus socialistes, et de leur président Hubert Dubedout (C.d.F. n° 195 p. 8).

Condamné à dix ans de prison, Mehdi Zana a été libéré au mois d'août de cette année. Avant de rédiger un livre sur ce douloureux épisode - car il veut faire savoir comment la démocratie est maltraitée dans certaines circonstances - l'ancien maire de Diyarbakir a entrepris une tournée pour venir remercier ses amis. Ainsi, le 19 décembre dernier, en compagnie de Kendal Nazan, président des Kurdes résidant en France, il était reçu à la FNESR par Guy Vadepiet, Alain Chenard qui avait coordonné la protestation, Catherine Bertin, délégué général, et le rédacteur en chef de la revue, ainsi qu'Anne de Hauteclouque au titre de Solidarités Internationales.



Prisonniers kurdes

La guerre du Golfe a quitté la une des médias depuis un an ; mais la population kurde ne connaît toujours pas de vraie

paix. Des membres masqués d'une unité spéciale de commandos de l'armée turque, ont capturé des activistes kurdes, à la frontière turco-irakienne. Les prisonniers restent debout.

les yeux bandés, à côté des armes saisies. Cette arrestation s'est déroulée dans le cadre d'une opération massive lancée par l'armée turque dans cette zone d'instabilité.

DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE, 4 février 1992

Le poids croissant de la Turquie

La Turquie, avec ses 58 millions d'habitants et son économie en croissance rapide, est un pays qui, aujourd'hui, pèse très lourd grâce aussi à son rôle-charnière entre l'Europe et l'Asie. Et d'autant plus lourd que la Turquie devient l'interlocuteur privilégié des républiques musulmanes de l'ex-URSS et qu'elle sait aussi intervenir dans les anciens intérêts ottomans en Europe occidentale. Par exemple, en Bosnie-Herzégovine...

Un rapport sur la situation des droits de l'homme en Turquie aurait dû être discuté et voté cette semaine par les députés de l'Assemblée parlementaire. Un rapport rédigé sans passion, avec la froideur et l'intelligence de l'art diplomatique.

Il soulignait tous les efforts

faits par le gouvernement d'Ankara pour mettre le pays au standard européen en matière des droits de l'homme. Mais il parlait aussi, en termes trop réalistes sans doute, des tortures dans les prisons, des atteintes à la liberté d'expression et, en règle générale, de la situation dans le sud-est du pays, là où vivent la plupart des 12 millions de Kurdes.

Le rapport ne méconnaît ni le terrorisme kurde ni la répression arbitraire menée par les autorités: «Nous comprenons que la République turque soit tenue d'adopter des mesures efficaces pour se protéger et protéger sa population contre le fléau du terrorisme. Nous doutons toutefois que l'approche adoptée par la loi relative à la lutte contre le terrorisme soit la bonne».

En conclusion, ce texte se félicitait encore des «principes de démocratisation» adoptés par le nouveau gouvernement de coalition à Ankara «qui pourraient annoncer la début de la reconnaissance de l'identité culturelle et de la liberté de la population kurde dans le Sud-Est de la Turquie».

Mais trop, c'est trop. Apparemment, comme les policiers de leurs pays (selon le rapport), les députés turcs sont «dédaigneux de l'ingérence étrangère». Invoquant différents articles de procédure, le texte a été retiré de l'ordre du jour de la session.

Sera-t-il discuté au mois de mai? Rien n'est moins sûr puisque c'est la Turquie qui prendra au printemps la présidence du Comité des ministres de l'Europe des «26». De l'Europe de la démocratie et des Droits de l'homme...

Jean-Claude KIEFER

International Herald Tribune February 7, 1992

Iraq's Kurds - Their Own Worst Enemy

By Chris Hedges

New York Times Service

SULAIMANIYA, Iraq — The Kurdish dream of independence, which seemed almost within reach when Saddam Hussein's forces withdrew from the Kurdish-populated northeastern corner of Iraq last year, is vanishing amid internal dissension after three months of Iraqi economic blockade.

The remnants of the Iraqi civil authority in this region, deprived of leadership and money from Baghdad and lacking direction from any central Kurdish authority, are nearly paralyzed.

Many accuse the divided rebel leadership of investing energy and time in political infighting and personal enrichment rather than working to meet people's basic needs.

"Saddam Hussein may have tried to destroy us once," said a Kurdish engineer who now works for an international relief organization, "but what we are doing to ourselves is ten times worse."

Lawlessness has overtaken parts of the north, where Kurdish brigands pilfer food stocks, steal vehicles at gunpoint and threaten those who challenge them. Others, many of them corrupt Kurdish officials, are stripping the economy of everything that can be carted over the frontier to Iran and sold, from bulldozers to electrical wire.

"Many activities are committed in the name of the Kurdistan Front," said Massoud Barzani, the principal Kurdish leader, referring to the umbrella organization that makes up the de facto government. "Some local commanders have misused their power."

"We all realize that we must clean up our ranks," he said.

The economic isolation has been made worse by a severe winter. Heavy snow and avalanches have made much of the north inaccessible.

Trucks and jeeps take hours to inch over the blustery mountain passes. Cars, overpowered by the weather, lie abandoned on the roadside, and wild dogs pick over the carcasses of cows and horses that have succumbed to the fierce winter.

Kurdish guerrillas in northern Iraq rose in rebellion after the end of the Gulf War, seeking independence from the Arab rulers in

Baghdad. But the insurgency was crushed by Mr. Saddam's army.

Now most of the 4 million Iraqi Kurds live in a security zone set up by the United States and its Gulf War allies, just south of the zone in areas held by Kurds.

The security zone, which includes most of Iraq north of the 36th parallel, was established in April to persuade 1.5 million Kurds who had fled to Turkey and Iran that they could safely return home.

Since the creation of the zone, the leaders of eight rebel groups have run northern Iraq through the Kurdistan Front. But internal bickering, especially between the two main rebel factions, Mr. Barzani's Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, run by Jalal Talabani, has made the exercise of central authority almost impossible.

Each party making up the front has veto power, which means that few decisions are made. Local militia commanders, especially in the valleys cut off by heavy blizzards and avalanches, run large sections of the zone as personal fiefs.

Part of the problem is that Kurdish leaders have been reluctant to proclaim an independent state, with all the bureaucratic and civil service machinery that entails, for fear of alienating Turkey and Iran, whose open borders are now, with the tight Iraqi blockade, their lifeline.

Turkey, which is fighting its own Kurdish separatist movement, and Iran, which has a large Kurdish population, fear that the creation of an independent Kurdish state in Iraq could fan separatist movements within their own borders.

In Iraq, the Kurds no longer have a working telecommunication system and spend days isolated from one another because of impassable roads. The rebel groups have squandered their scant resources to set up competing institutions — everything from military organizations and humanitarian groups to radio stations.

"Our governing process is paralyzed," Mr. Barzani said.

The Kurdish groups have agreed to hold elections on April 3 to elect one leader and a Kurdish parliament in the hopes of establishing order. But the decision to hold elections has only exacerbated the problem.

"Now every time we want to make a decision we are told to wait until after the elections," a rebel official said. "As if we have time."

Iraqi forces, which moved north against several Kurdish villages in November, have dug in and mined a front line that roughly corresponds to their known oil reserves in the north. This line includes the refineries in the city of Mosul, which is inside the allied security zone.

But the United Nations High Commissioner for Refugees has decided to pull out of northern Iraq in April and is to be followed in June by the team of allied military observers and the remaining UN agencies. This means that the Kurds may soon find themselves facing the Baghdad government alone.

About 300,000 civil servants, including teachers and police officers, for the most part remain at their jobs in the region, although they have not received salaries from the Baghdad government for three months. Most are Kurds who have now pledged their allegiance to Kurdistan.

DROITS DE L'HOMME

Un problème dépassé? Pas en Turquie en tout cas

La nouvelle décennie s'est ouverte sur fond de changements politiques drastiques. Le respect des droits humains fondamentaux était au coeur des événements. A travers toute l'Europe orientale et centrale, des prisonniers politiques étaient libérés; l'un d'eux, Vaclav Havel, est devenu président de son pays. A la fin de la première année de la décennie, l'Albanie a été le dernier pays européen à légaliser la dissidence politique pacifique."

Dans le nouvel ordre mondial, les droits de l'homme sont devenus le test décisif pour toute nation désireuse de rallier le monde occidental.

La Turquie, un pays qui revendique une solide orientation européenne, se trouve une fois de plus dans la ligne de mire des Associations des Droits de l'Homme. Le respect des droits de l'homme s'est en effet sensiblement dégradé dans ce pays en 1991 par rapport à 1990. Le nombre de personnes mortes en détention dans des circonstances suspectes s'est accru de même que celui des victimes des forces de sécurité lors de descentes dans des maisons, de charges de la police au cours de manifestations et autres circonstances douteuses. La torture continue à sévir. Des écrivains ont été détenus ou poursuivis. Certains journaux ou revues ont été censurés et saisis et les libertés de réunion et d'association fréquemment violées.

La torture en Turquie

La torture constitue toujours la phase essentielle de l'instruction d'une affaire et prend généralement place dans les bureaux de la police réservés aux politiques. L'année dernière, les organisations des droits de l'homme ont reçu régulièrement des plaintes concernant des cas de torture en détention. Les méthodes sont connues: les prisonniers sont passés à tabac, ou, nus et les yeux bandés, soumis à des jets d'eau froide fortement pressurisée ou encore suspendus par les poignets ou les bras sans parler des électrochocs, des viols et tentatives de viol, des mutilations des organes génitaux, de la *falaka* (coups sur la plante des pieds) de la priva-

tion de sommeil, des crachats dans la bouche ou des cheveux arrachés ou brûlés.

L'escalade de la torture pratiquée sur les enfants est plus effrayante encore. Lois Whitman, avocate et député, présidente du Comité de surveillance d'Helsinki écrivait dans le *New York Times* du 3 janvier: "En Turquie, les enfants accusés de délits sont parfois traités plus brutalement que les prévenus politiques. Ali A., 15 ans, avait été accusé de vol en août. La police l'a gardé à vue pendant quatre jours, le rouant de coups sur la plante des pieds, les paumes et les orteils. Il a été suspendu la tête en bas, nu et les yeux bandés, et battu à coups de matraque. Puis, on lui a passé les menottes et on l'a attaché à la porte de sa cellule avant de le frapper à coups de bâton sur la tête, les chevilles, les genoux et les coudes. Enfin, on l'a attaché, la tête en bas, nu pour lui infliger une série d'électrochocs. Suite à ces tortures, Ali a signé des aveux qu'il a depuis reniés. Son cas est maintenant en souffrance." Et elle poursuit: "Cet usage révoltant de la torture constitue une violation de la Convention européenne des Droits de l'homme et des Conventions européenne et des Nations Unies contre la torture, toutes conventions que la Turquie a signées et ratifiées."

Exécutions extra-judiciaires

Selon les observateurs d'Helsinki, il y aurait eu 45 exécutions extra-judiciaires au cours de l'année dernière. La plupart résultant de l'obstination de la police à tirer à bout portant sur la foule pour garder le contrôle des événements lors des manifestations. Manifestations pour la plupart pacifiques, précisons-le. Ainsi, lors d'une manifestation à l'occasion de l'enterrement d'un militant des droits de l'homme, la police a tiré à bout portant sur une foule rassemblant des milliers de gens, à Diyarbakir, faisant sept morts. La police a prétendu -allégation démentie par des témoins oculaires - que des pierres avaient été lancées contre les forces de sécurité. Et même à supposer que cela fût le cas, cela ne justifiait en rien l'usage de la force meurtrière. Les principes fondamentaux de l'ONU sur l'Usage des armes à feu



Turgut Ozal

par les fonctionnaires chargés de faire appliquer la loi stipulent que: "les fonctionnaires chargés de faire appliquer la loi n'auront recours aux armes à feu contre des personnes qu'en cas de légitime défense ou pour défendre des tiers contre une menace imminente de mort ou de blessure grave...et uniquement lorsque des moyens moins extrêmes sont insuffisants pour atteindre ces objectifs."

On a également fait état en 1991 de 16 exécutions extra-judiciaires dans le sud-est et l'ouest de la Turquie, intervenant toutes dans des conditions suspectes et souvent inexplicables.

La réponse du gouvernement turc et le maintien de la censure

La réponse de la Turquie à la pression grandissante qui s'exerce sur elle pour l'obliger à se conformer aux normes internationales a pris la forme de décrets parlementaires. Décrets qui, dans le meilleur des cas ont été peu ébruités et, dans le pire des cas, se sont résumés à une pure parodie.

En septembre 1989, le premier ministre Turgut Ozal, promulguait un décret exigeant que les détenus puissent entrer immédiatement en contact avec des avocats et des membres de leur famille, un droit qui, si l'on en croit les Observateurs des droits de l'homme, n'est pratiquement jamais accordé. Il est clair que le contact immédiat avec un avocat et la famille pourrait être un pas important permettant de mettre fin à la pratique de la torture au cours des enquêtes policières.

En fait, le gouvernement turc continue soit à nier l'existence de la torture en Turquie soit à accuser des enquêteurs animés d'un excès de zèle de se méprendre. Le 9 mai 1989, Turgut Ozal déclarait au journal belge *La Libre Belgique* qu'"il pouvait

arriver que dans les interrogatoires, des fonctionnaires inexpérimentés recourent à la torture pour obtenir des informations, mais que dans ce cas, une enquête était ouverte et les sanctions qui s'imposent étaient appliquées."

La réponse à l'optimisme de M. Ozal est venue début 1991 avec le procès du Commandant Cafer Caglayan. Le Commandant était jugé par la Troisième Cour d'Assises d'Ankara pour des incidents survenus en janvier 1989: des habitants du village de Yesilyurt dans le sud-est du pays avaient été passés à tabac, piétinés, bourrés de coups de pieds et auraient même été forcés à manger des excréments humains: l'accusé a été condamné à environ 170 dollars.

Le 12 avril 1991, le Parlement turc votait la Loi anti-terroriste. Loi qui propose une définition du terrorisme incroyablement générale. Aux termes de cette nouvelle loi en effet, est désormais taxée de terroriste en Turquie "toute forme d'action menée par une ou plusieurs personnes appartenant à une organisation dont le but est de modifier les caractéristiques de la République telles qu'elles sont défi-

nies par la Constitution, ou le système politique, judiciaire, social, laïque et économique."

Théoriquement donc quiconque fait pression pour que le système économique ou social de la Turquie change est passible de poursuites. La Loi comporte également des dispositions de nature à déranger profondément tout pays démocratique. En effet:

- elle dispense les officiers de police qui ont reçu des aveux de témoigner en justice sur les circonstances dans lesquelles a pris place l'aveu en question;

- elle limite les meetings et les manifestations;

- elle restreint la liberté de la presse.

Conséquence directe de cette dernière disposition: en 1991, nombre de journalistes, d'éditeurs et d'écrivains ont été soumis à des enquêtes, accusés, cités en justice, et dans certains cas condamnés pour un article qu'ils avaient écrit, édité ou publié. Le *Turkish Daily News* rapportait en mai 1991 que des journalistes avaient été traduits en justice jusqu'à 586 fois en 1990 et condamnés au bout du compte à 126 ans de prison au total. Aux termes

de la Loi anti-terroriste, des écrivains peuvent dorénavant être accusés de délits tels que "critique du président Ozal", "propagande anti-militaire", "critique du système judiciaire turc", et "humiliation de la dignité spirituelle du gouvernement".

Le monde entier et depuis quelque temps l'Europe ont enjoint le gouvernement turc de mettre un terme à ces pratiques indignes, qui constituent une flagrante violation des normes et des accords internationaux. Il est également capital que tout incident donne lieu à une enquête rapide et minutieuse et que les responsables soient poursuivis.

Le gouvernement turc doit absolument donner à entendre que de telles pratiques ne seront plus tolérées et que toute personne se rendant coupable de torture ou d'exécution sommaire sera, suite à une enquête, accusée de délit et traduite en justice.

Nul pays ne saurait prétendre avoir rejoint l'Europe démocratique et les normes socio-économiques si, dans le même temps, des abus interviennent à une pareille échelle et restent impunis.

JOHN OLYMPIOS



Couverture d'une publication d'Amnesty International sur la Turquie

PEUPLES

Les Kurdes revendiquent leur liberté

UNE VISITE DE PARLEMENTAIRES GRECS

cide contre les Kurdes et se poursuit aujourd'hui dans le même esprit.

C'est précisément cette tendance expansionniste de la politique turque que combat inlassablement le leader de 20 millions de Kurdes, Abdulah Otsalan, qui rêve d'un Kurdistan libre et indépendant.

La délégation du Parlement grec a rencontré Otsalan dans le cadre d'une prise de contact avec le mouvement de libération kurde, en réponse à une invitation qui lui avait été adressée par le leader kurde en même temps qu'à une équipe de journalistes athéniens. Les parlementaires venus rencontrer les Kurdes qui luttent pour un Etat indépendant, libéré de l'oppression et des persécutions infligées par les Turcs, étaient issus des rangs de la Nouvelle Démocratie et du PASOK. Il s'agissait de M. Michalis Gale-

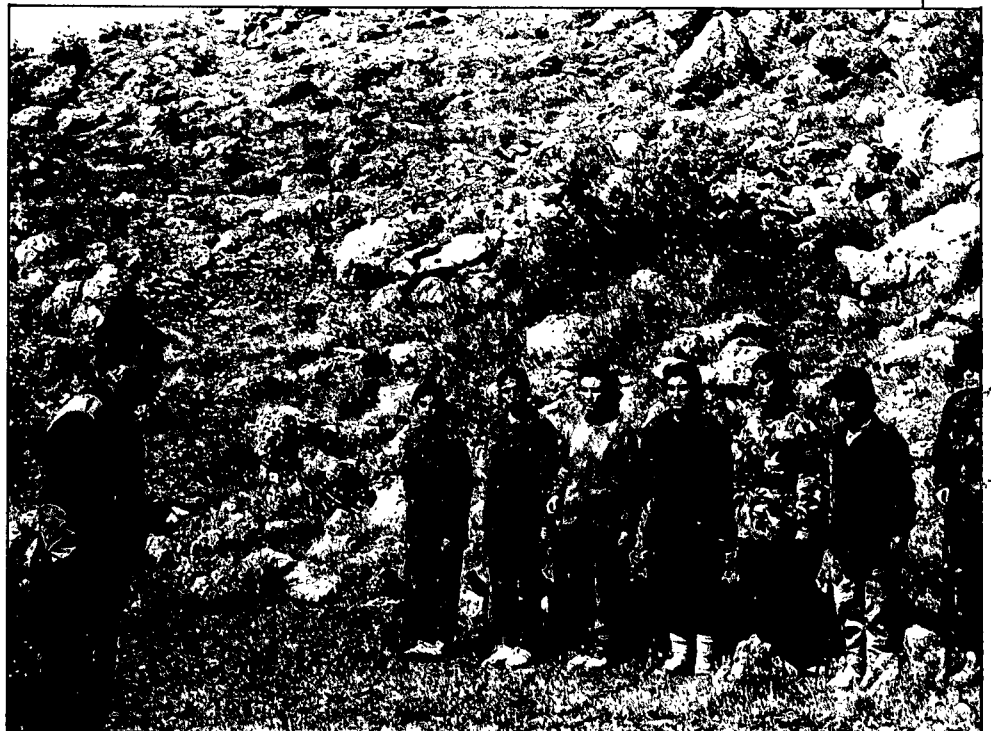
nianos pour la Nouvelle Démocratie et de MM L. Veryvakis, Elisabeth Papazoi et Dimitrios Vounatsos pour le PASOK.

Après deux heures de voyage au départ de Beyrouth, la délégation est arrivée en compagnie des représentants de la presse au camp des combattants kurdes qui fonctionne comme centre d'entraînement depuis 1984. Les bâtiments y sont peu nombreux car hommes et femmes de l'Armée de libération du Kurdistan dorment dans des tentes ou à même le sol afin de s'accoutumer aux dures conditions dans lesquelles se déroule la guerrilla dans les montagnes du Kurdistan. Les hommes et les femmes de l'armée du Kurdistan luttent côte à côte et sont pareillement exposés aux épreuves de la guerre et à ses pertes sans la moindre discrimination de sexe.

La vie au camp est dure, comme d'ailleurs l'expérience de ceux qui y sont. Ain-

Les Turcs ne reculeront pas d'un pouce dans leurs projets d'extension en Egée; le danger est immédiat et plus leur nationalisme prend de l'ampleur, plus les visées expansionnistes de la Turquie à l'égard des Grecs se renforcent. Il y a aussi autre chose que vous ne devez pas oublier: les Turcs sont les plus grands falsificateurs et les plus grands terroristes de l'histoire. Ils nous accusent nous les Kurdes d'être des terroristes et dans le même temps, ils nous interdisent aujourd'hui encore sous peine de mort de nous déclarer Kurdes et de parler notre langue. Nous condamnons tout acte de terrorisme. Nous ne saurions approuver de tels actes même contre nos ennemis. Notre lutte contre les Turcs qui sont des envahisseurs dans notre pays se fonde sur des principes valables et des méthodes justes..."

Tels ont été les mots du Secrétaire général du Parti travailliste du Kurdistan, Abdulah Otsalan, à l'adresse de la délégation de parlementaires grecs qui lui ont récemment rendu visite dans son quartier général, dans la vallée de la Bekaa, au Liban. Ce point de vue reflète l'expérience sanglante vécue par le peuple kurde, victime de la politique expansionniste turque. Une politique qui s'exerce depuis des siècles par la persécution et le géno-



Abdullah Otsalan s'adressant à de jeunes combattantes

si, un jeune garçon de 11 ans, Acit, le benjamin du camp, dont le père a été exécuté par les Turcs et dont la mère se bat en Turquie. Cela fait cinq mois qu'il n'a pas vu sa mère et lorsqu'on lui demande comment il vit la séparation, il répond que sa mère est un soldat tout comme lui. Il parle de son père comme d'un "martyr du peuple" (c'est ainsi qu'on appelle ceux qui sont tombés pour la libération du Kurdistan).

Peu après l'arrivée des députés au camp, le bataillon de soldats actuellement instruits dans le camp vient se déployer devant eux; s'adressant aux combattants turcs, les parlementaires leur expliquent les raisons de leur présence parmi eux.

Michalis Galenianos, député de la Nouvelle Démocratie, prend la parole le premier: "Nous sommes ici devant vous aujourd'hui, moi au nom du parti aujourd'hui au pouvoir et mes collègues au nom du parti de l'Opposition, unis au nom de la solidarité et de l'assistance, pour affronter avec vous l'adversaire commun qui nourrit des desseins contre nous: la Turquie..."

S'exprimant au nom du PASOK, Elisabeth Papazoi, a quant à elle déclaré aux soldats kurdes:

"Nous sommes ici en tant que représentants du Parlement grec pour vous soutenir dans votre juste lutte pour l'indépendance et la liberté.

Une conspiration silencieuse entoure aujourd'hui le problème kurde, conspiration qui est imposée par l'Etat turc.

La Turquie, notre voisin animé d'inquiétantes visées expansionistes, occupe illégalement 40% de la République de Chypre, menace de revendiquer les îles de l'Égée et par le biais de moyens criminels tente de rayer de la carte les 20 millions de Kurdes.

A travers le mouvement national de libération, l'historique peuple kurde, déjà mentionné par Xénophon, revendique aujourd'hui sa place dans l'histoire, une patrie indépendante et libre..."

Enfin, Dimitris Vounatsos, député de l'île de Lesbos, a expliqué aux combattants kurdes à quel point les habitants des îles de l'Égée orientale étaient sensibilisés à leur lutte:

"...Je peux vous dire qu'en tant qu'habitants des îles de l'Égée orientale, qui sommes à quelques encablures de la Turquie et du 4^e régiment turc prêt à intervenir contre nous sur les rivages d'Asie Mineure, nous nous identifions à votre combat et vous vivons comme des al-



Abdulah Otsalan en compagnie des députés grecs Lefteris Veryvakis et Michalis Galenianos

liés."

Durant tout le séjour des députés grecs dans le camp, les baheries anti-aériennes de la région étaient en état d'alerte, prêtes à faire feu. En effet, l'aviation turque a menacé à maintes reprises de bombarder le quartier général kurde.

Suite à ces allocutions, les députés grecs ont rencontré le Secrétaire général du Parti travailliste du Kurdistan dans un endroit protégé du camp.

L'ex-ministre PASOK, Lefteris Veryvakis, a assuré à Abdulah Otsalan qu'à travers la présence dans le camp de la délégation grecque, c'était tout le peuple grec qui apportait son soutien moral et politique au Mouvement de libération du Kurdistan. Le député de la Nouvelle Démocratie, Michalis Galenianos, s'est engagé auprès du leader kurde à lancer une grande campagne d'information sur le combat des Kurdes auprès du grand public. Une campagne qui, devait-il déclarer, est indispensable pour neutraliser la propagande pernicieuse qui vise à assimiler les militants pour l'indépendance kurde à des terroristes.

Après avoir vivement remercié les députés grecs d'avoir répondu à son invitation et pour leur présence dans le camp, Abdulah Otsalan a évoqué les divers aspects de la question kurde et a répondu aux questions des journalistes.

A propos de la lutte du peuple kurde, il a notamment déclaré: "...Notre résistance se poursuit et vous avez bien compris qu'il n'est pas facile de nous arrêter. C'est la force de l'histoire. Les Turcs sont des envahisseurs dans notre pays. Je pourrais dire que les plus grands falsificateurs et les plus grands terroristes de l'histoire, ce sont les Turcs. Nous n'oublierons jamais qu'ils veulent faire des Kurdes des Turcs. Aujourd'hui encore, il nous est interdit sous peine de mort de parler notre langue et de dire notre nom. L'Etat turc a commencé à appliquer contre nous sa politique de génocide si souvent mise en oeuvre au cours de l'histoire. Vous les Grecs, vous avez fait l'expérience douloureuse de cette politique de la Turquie. Les Pontiens et les Arméniens ont été eux aussi les victimes de génocides. Aujourd'hui c'est au tour des Kurdes de subir un tel génocide. Il y a là une menace pour la paix de la région et une entrave à tous les processus démocratiques.

Si cette oppression -que nous sommes le seul peuple au monde à affronter- se poursuit, nous serons le dernier peuple à cesser de se battre. Non pas que nous aimions la guerre, mais parce que c'est là notre seul salut. Nous nous en remettons à l'art de la guerre et au bout du compte, il ne fait aucun doute que nous

réussirons..."

Sur le terrorisme et les relations Iran-Irak, Abdulah Otsalan a déclaré: "...Nous condamnons toute forme de terrorisme. Nous n'admettons pas ce genre d'actes et ce type de méthodes même contre nos ennemis. Notre combat contre les Turcs s'appuie sur des principes valables et des méthodes justes".

"...Avec l'Iran, nous n'avons guère d'affinités politiques. Mais nos relations ne doivent pas être trop hostiles: nous devrions réussir à nous entendre au sujet de nos frontières."

Nous sommes beaucoup plus proches de l'Irak, du peuple irakien. Si nos relations se développent et si l'on nous donne les garanties indispensables, nous sommes plutôt favorables à l'idée d'une fédération..."

Sur le chapitre des relations gréco-tur-

ques, Abdulah Otsalan a été très clair: "Les Turcs ne s'en tiennent pas à la question kurde. Ils ont des vues sur la Syrie, sur Chypre de même que sur les îles de l'Egée et la Thrace. Je pense que les Chypriotes, les Grecs et d'une manière générale les peuples des Balkans sont exposés à un danger qui n'est pas moindre qu'à l'époque de l'Empire Ottoman. Les Turcs sont prêts à déclencher des émeutes dans les minorités musulmanes de la région. A leurs yeux, la Grèce est faible: c'est pourquoi ils se montrent chaque jour plus hardis dans leurs revendications en Thrace, dans l'Egée et à Chypre. Les Turcs ne sont pas prêts à négocier: ils iront jusqu'au bout de leurs projets expansionnistes, ourdis depuis des années."

Les députés et les journalistes grecs ont quitté le camp, convaincus que le messa-

ge des Kurdes luttant pour leur liberté est immédiatement intelligible en Thrace, dans l'Egée et à Chypre. L'instauration d'une étroite collaboration entre le peuple grec et le peuple kurde est indispensable si l'on veut écarter le danger que fait peser sur les deux peuples la politique expansionniste turque et pour que tous les peuples de la région puissent vivre libres et pacifiquement dans les lieux où ils sont nés. Or, il est clair et indubitable que cela concerne également le peuple turc.

Quoi qu'il en soit, l'histoire des Kurdes a commencé à s'écrire. Certes elle s'écrit dans les sacrifices et le sang. Mais désormais, elle continuera à s'écrire jusqu'à ce que ses buts soient atteints. C'est la force de l'histoire, comme le disait Abdulah Otsalan.

SUD-OUEST 6 février 1992

Repas et concert kurdes

La musique et les danses du Kurdistan sont peu connues. Vendredi 7 février, la MJC Grande Garenne nous donne l'occasion de les découvrir, tout en découvrant quelques spécialités culinaires de cette région du monde. Un forfait de 50 F permettra en effet de participer au repas kurde et d'assister au concert du groupe « Komo Zozan » (« groupe transhumance »).

Celui-ci a été fondé par Adnan, musicien originaire d'un petit village de montagne, entre Syrie et Turquie. Il s'est intéressé à la flûte orientale, dès l'âge de 7 ans, grâce à un instituteur. Il a poursuivi son éducation musicale en écoutant des bergers jouer du blûr (flûte) assis à l'ombre d'un arbre. Il s'est également initié aux danses de son pays. Par la suite, il s'est intéressé à d'autres instruments, parfois en cachette... En effet, ses parents le destinaient à un autre métier que celui de musicien.

Afin de pouvoir donner libre cours à sa passion, il a émigré en France. Son premier concert date de 77, à Angers. Il a fondé « Koma Zozan » en janvier 81 et enregistré une cassette la même année. Depuis, enregistrements, spectacles et émissions se sont succédées. Son groupe comprend musiciens et danseurs.

■ Soirée kurde.- MJC de la Grande Garenne, ven-

dredi 7 février. Repas à 20 H 30, concert de Komo Zozan à 22 heures. Inscriptions : 50 francs. On peut n'assister qu'au concert, mais le prix de la place reste le même. Renseignements : Maison des peuples et de la paix (45.92.48.32), MJC de la Grande Garenne (45.91.76.11), Centre Social de Basseau (45.91.68.64) et CSCS de la Couronne (45.67.17.00).



Adnan a fondé son groupe peu après son arrivée en France (Cliché « Sud-Ouest »)

Le Petit Bleu 7 février 1992

Solidarité ■ Kurdes

Le Secours catholique dénonce

Le Secours catholique alerte l'opinion sur le rapatriement forcé des Kurdes réfugiés en Turquie.

Les Kurdes réfugiés en Turquie, vers la ville de Mersin (sud du pays), risquent de suivre le chemin du retour forcé en Irak.

En effet, les autorités policières turques conditionnent le renouvellement de leur permis de résidence à un parrainage (c'est-à-dire une famille potentielle d'accueil) dans l'un des pays suivants : Australie, USA et Canada.

Depuis une semaine, les réfugiés ne bénéficiant pas de ce « sponsor » occidental ont été avertis de leur « ra-

patriement » en territoire irakien. Six mille familles, hors des camps de réfugiés, seraient menacées. Dans la nuit du 23 janvier, quarante réfugiés ont, déjà, été refoulés en territoire irakien.

Le bureau du HCR, la Nonciature apostolique, différentes ambassades de la Caritas Turquie craignent une extension de cette mesure à tous les réfugiés kurdes en Turquie et alertent tous les pays défenseurs des droits de l'homme.

Témoignage Chrétien 8 février 1992

Turquie : après les bombes, les avalanches

de combattants du PKK. Le président Turgut Ozal (notre dessin) a



Cent cinquante personnes sont mortes au cours des tempêtes de neige qui ont déferlé, les 1^{er} et 2 février, sur l'Anatolie (Kurdistan turc). On dénombre cent militaires parmi les victimes. Une précision macabre qui témoigne du quadrillage en vigueur dans cette région. Les affrontements entre l'armée turque et les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont fréquents. Récemment, des civils ont été abattus lors des cérémonies de funérailles

annoncé, le 31 janvier, l'imminence d'une offensive militaire en vue d'écraser la guérilla. Le gouvernement de Demirel et Inonu reste sourd aux appels de nombreux représentants de la société civile réclamant la levée de l'état d'urgence et le retrait des troupes anti-guérilla. ■

LIBERATION 7 février 1992

Escalade du terrorisme en Turquie

Le procureur général de la cour de sûreté de l'Etat a été victime d'un attentat d'extrême gauche, hier à Istanbul.

Le procureur général de la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, Yasar Gunaydin, son garde du corps et son chauffeur ont été assassinés hier matin à Istanbul par un commando terroriste. Trois hommes et une femme ont pris dans des tirs croisés la voiture du magistrat avant de s'enfuir. C'est la troisième fois depuis le début de la semaine que des représentants de l'ordre sont victimes d'attentats revendiqués par le groupe d'extrême gauche Dev Sol dans des grandes villes de l'ouest de la Turquie. « Le gouvernement actuel qui avait promis le développement des droits de l'homme protège les tortionnaires », a affirmé un correspondant anonyme en début d'après-midi au quotidien *Cumhuriyet*, gauche libérale, pour revendiquer cette nouvelle action.

Dev Sol, fondé en 1980, est le plus tristement fameux des groupes terroristes turcs avec l'assassinat, l'an dernier, d'une trentaine de policiers et de cinq généraux ainsi que de nombreux attentats à la bombe. D'autres appels téléphoniques ont revendiqué l'action au nom du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui mène depuis huit ans une guérilla contre les forces

d'Ankara dans le sud-est du pays. Les enquêteurs ne négligent pas cette hypothèse, notamment après l'attaque, à Noël, d'un grand magasin d'Istanbul appartenant au frère du super-préfet de Diyarbakir, chargé de la gestion de l'état de siège dans les 13 départements du Sud-Est. Des spécialistes affirment que les tueurs de Dev Sol travaillent à l'occasion « sous contrat » pour le compte du PKK.

Avant-hier, des centaines de policiers assistant aux funérailles de leurs collègues assassinés lundi ont manifesté contre le « silence » et l'« inaction » du gouvernement. Le Premier ministre, Suleyman Demirel, a déclaré : « Leur réaction n'a rien de surprenant, toute la nation partage leur indignation. » Comme de nombreux hommes politiques, il se montre toujours plus inquiet des réactions de l'opinion turque face à la montée du « séparatisme » kurde et aux attentats attribués au PKK. « Nous savons que dans certaines villes et villages de l'Anatolie sont en train de s'organiser des associations de défense des Turcs », a déclaré le chef du gouvernement au quotidien *Hurriyet*.

D'après AFP, Reuter

International Herald Tribune — February 8-9, 1992

CIA Chief Talks With Gulf Allies on Saddam's Ouster

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

WASHINGTON — President George Bush has dispatched Robert M. Gates, the director of central intelligence, on an unpublicized mission to consult with leaders in Egypt and Saudi Arabia on U.S. efforts to hasten the downfall of President Saddam Hussein of Iraq, according to administration officials.

Some officials insisted that Mr. Gates's trip, which began Tuesday with a stop in Cairo, was an inaugural tour of Central Intelligence Agency posts in Egypt, Saudi Arabia, and Israel and an opportunity for the director to develop "liaison relationships" with allied intelligence chiefs.

But others said Mr. Gates was selected as a special emissary of Mr. Bush's for political discussions in Egypt and Saudi Arabia on diplomatic, military and covert action that can be taken as sanctions weaken the Iraqi leader. The agenda for his talks with Israeli leaders was unclear.

The details of the talks in Cairo and Riyadh could not be learned, but they are believed to involve two different aspects. One is a discussion of the secret planning said to be going on about efforts to bring about the overthrow of Mr. Saddam.

The other is the more public plan to use military pressure under United Nations Security Council authority if Iraq continues to obstruct UN inspectors trying to find and dismantle Iraq's weapons of mass destruction and the industries related to them.

One official said the United States was giving serious consideration to a "demonstration" bombing raid, with Security Council support, against an Iraqi military target like an arms factory or a suspected chemical weapons plant. Officials hope that such an attack would further humiliate Mr. Saddam and embolden what they describe as restive military leaders to move against him.

[The CIA, in an unusual statement Friday, said that Mr. Gates's trip was "to exchange intelligence-related matters of mutual concern," Reuters reported from Washington.

[The agency said the trip had been planned for some time and "was not undertaken at the request of the White House as reported in the media."

[The agency said only that Mr. Gates was "abroad." The CIA seldom says anything publicly about the travels of its director or any other officer.]

Mr. Gates's consultations were said to be an outgrowth of a decision last month by Mr. Bush to begin laying the foundation for increasing pressure against Iraq.

A senior administration official said that in talks with Security Council heads of state in New York last week, Mr. Bush attempted to gather support for further punitive action against Iraq if it continued to obstruct enforcement of the cease-fire in the Gulf War. The terms include the destruction of Iraq's nuclear, chemical, and biological weapons programs.

This followed Mr. Bush's statement on Jan. 16 saluting "the efforts of thousands of brave Iraqis who are resisting Saddam's rule both inside and outside of Iraq."

Mr. Bush appears to be trying to help foster a coup in Iraq and thus consolidate the military victory of the U.S.-led alliance a year ago.

An administration official said that with more intrusive UN inspections and demands for information, the United States and its allies were trying to push Mr. Saddam into a humiliating corner in hopes that he will lash out and provide a pretext that would justify a fatal military blow to his regime.

"The whole program of the inspection regime is to keep putting sand in his shorts," the official said.

An administration official warned last month that any attempt by Mr. Saddam to respond forcefully would draw an immediate response from Washington.

"If he tries to do anything to strike out, he will learn again that he was sorely mistaken," the official said. "If Iraq challenges the stability of the region, it will be dealt with."

Some officials who discussed Mr. Gates's mission and the political consultations he has undertaken are advocating an accelerated campaign to topple the Iraqi leader, while others express concern that the administration is being overly influenced by the prospect

that Mr. Saddam's survival could hurt Mr. Bush's chances of re-election.

In November, Mr. Bush wrote to King Fahd of Saudi Arabia that the United States would maintain sufficient military power in the Gulf to achieve its policy goal of toppling Mr. Saddam.

The United States has about 16,000 servicemen aboard 25 combat ships in the Gulf and about 8,000 ground troops and airmen. More than 200 U.S. combat aircraft are in the region.

As the Gates mission developed last week, Mr. Saddam appeared to be testing the UN consensus by refusing cooperation on oil sales to purchase emergency food and refusing to provide any more data on his weapons industry.

One official familiar with the planning for the trip said that Mr. Gates was selected because his working visit of CIA posts provided a convenient pretext for high-level and secret consultations.

An administration official said Brent Scowcroft, the national security adviser, Defense Secretary Dick Cheney and other senior security advisers to Mr. Bush had taken part in planning Mr. Gates's presentation to the Saudi and Egyptian leaders. Mr. Scowcroft has been directing the anti-Saddam campaign in recent months.

Administration officials said the Saudis had become increasingly concerned that as long as Mr. Saddam remained in power, he would seize any opportunity to get revenge against Saudi Arabia, and King Fahd in particular, for the Saudis' role in the Gulf War.

Saudi Arabia has asked the United States for stepped-up intelligence monitoring of southern Iraq to detect any attempt by Mr. Saddam to position any of the hundreds of Scud missiles that he retains for an attack on Saudi targets.

The Saudis also have become increasingly alarmed at intelligence reports indicating that Mr. Saddam is concealing a significant quantity of chemical weapons that he might use in desperation.

A U.S. official said satellite reconnaissance continues to show Iraqi military units in drills with equipment associated with chemical warfare.

International Herald Tribune
February 8-9, 1992

Tehran Acquires Advanced Soviet And Chinese Jets

The Associated Press

NICOSIA — Iran's air force has been upgraded following repairs and acquisition of new equipment, including advanced Soviet and Chinese-made warplanes, a senior military official said Friday.

Tehran radio quoted the air force chief, Brigadier General Mansour Sattari, as saying that the air force had put into service an unspecified number of Soviet-built MiG-29 fighters and Su-24 fighter-bombers, and Chinese-made F-7 fighters.

Unconfirmed reports had alleged that in recent months Iran made major weapons purchases from the cash-strapped republics of the former Soviet Union.

General Sattari also said that Iran's air power had been augmented following reconstruction and upgrading of military bases damaged in the 1980-88 war with Iraq. He said aircraft, radar, rockets and electronic facilities damaged in the war had been repaired and put into service.

International Herald Tribune February 6, 1992

13 U.S. Firms Helped Iraqi Nuclear Effort, Congressman Asserts

By Douglas Frantz
and Murray Waas

Los Angeles Times Service

WASHINGTON — Investigators have found evidence that U.S. companies provided crucial technology for Iraq's nuclear weapons program, contradicting a classified administration report that exonerated American firms, the chairman of the House Banking Committee says.

Representative Henry B. Gonzalez, Democrat of Texas, said Monday that his investigators had identified 13 companies that supplied equipment, perhaps unknowingly, for one Iraqi missile program and that more were under scrutiny.

Mr. Gonzalez said the committee's findings contradicted an undisclosed report sent to Congress in September. The report said that U.S. companies did not contribute directly to Iraq's weapons programs, Mr. Gonzalez said.

"The report to Congress is clearly inaccurate," Mr. Gonzalez said in a letter to President George Bush. "In fact, numerous U.S. companies provided critical support to Iraqi weapons programs, including missiles."

He also said that Secretary of State James A. Baker 3d had hampered his investigation by refusing to ask the United Nations and the International Atomic Energy Agency for documents naming U.S. companies that supplied military equipment to Iraq.

In inspections over the last year, the United Nations and the energy agency obtained thousands of pages of documents about Iraq's weapons program, including evidence that U.S. companies played prominent roles.

The administration has not sought the names of U.S. suppliers despite public offers by the international organizations to provide the lists to governments, according to a UN official.

"It is my understanding several governments in Europe have requested the names of their manufacturers and suppliers, and have been provided them," he said.

A State Department official said he had not been able to determine whether names had been sought.

In all, Washington approved sales to Iraq of \$1.5 billion in technology with commercial and military uses between 1985 and 1990.

House investigators began examining the involvement of U.S. companies as part of an inquiry into the activities of the Atlanta branch of Italy's Banca Nazionale del Lavoro. Last spring, the branch manager and four Iraqi government officials were indicted in connection with \$4 billion in allegedly unauthorized loans to Iraq.

■ Sanctions Hurt, Iraq Says

Trade sanctions and the effects of the Gulf War have killed almost 100,000 Iraqis, nearly a third of them children, Reuters reported the Iraqi Health Minister as saying in Baghdad.

The minister, Umaid Midhat Mubarak, said that 98,669 people had died between August 1990 and the end of 1991 from the combined effects of shortages of medicine, malnutrition and lack of sanitation.

Worst-hit were children under the age of five, he said.

"Our figures show 31,033 sanctions-related deaths in this age group," Dr. Mubarak said. "Those over five number 67,636."

He said that medicines and equipment supplied by international relief organizations covered at most 10 percent of Iraq's needs.

Iraq has been under a tight international trade blockade since Saddam Hussein's troops invaded Kuwait on Aug. 2, 1990. They held it for seven months, until a U.S.-led multinational force drove them out after a 42-day war.

Dernières Nouvelles d'Alsace 11 février 1992

Immigration

Réfugiés kurdes : Expulsion demandée à Mulhouse

MULHOUSE. — L'association « Foyer St-Etienne » avait demandé le 7 février au tribunal de grande instance de Mulhouse, l'évacuation de 47 Kurdes turcs, venus chercher refuge dans ce foyer le 27 janvier pour commencer une grève de la faim dans le but d'obtenir un statut de réfugiés en France (nos précédentes éditions). Hier, le TGI a demandé l'expulsion des grévistes. Du côté de la sous-préfecture cependant, aucun document officiel n'était encore parvenu hier en fin de soirée pour confirmer cette décision. Du côté de la paroisse, on souligne qu'il y a un « un long chemin entre cette décision et son application ». L'association « Foyer St-Etienne » gérant des salles paroissiales de l'église catholique, a fondé ses griefs sur le fait que le groupe aurait envahi ce local sans autorisation et qu'elle subit un dommage financier car elle ne peut plus continuer à mettre cette salle à la disposition des associations utilisatrices.

A STRASBOURG, les 72 ressortissants turcs déboutés du droit d'asile, en grève de la faim depuis 34 jours, ne seront pas évacués par la force de l'église qu'ils occupent dans le centre ville, a annoncé hier le directeur des Eglises protestantes.

International Herald Tribune February 10, 1992

Bush Told Congress in Fall of Covert Plans to Oust Saddam

By Patrick E. Tyler

New York Times Service

WASHINGTON — President George Bush notified Congress last fall that the administration was undertaking increased covert actions in Iraq intended to foment a coup against President Saddam Hussein and support it with U.S. military forces if necessary, administration officials say.

The officials were responding to published reports that a new presidential finding related to efforts to oust the Iraqi leader had gone to congressional intelligence oversight committees.

The finding, a formal statement of the national security justification for the covert activities, is required before the Central Intelligence Agency can tap funds designated for such activities. The document was signed by the president before planning and contacts began in late November, these officials said.

Reports of the presidential finding came as the director of central intelligence, Robert M. Gates, was undertaking an unpublicized mission to the Middle East to consult with King Fahd of Saudi Arabia and President Hosni Mubarak of Egypt about the political, military and covert steps the Bush administration is taking to bring about Mr. Saddam's downfall, administration officials said.

The officials who discussed the finding said that they were doing so to clarify any mistaken impression from news accounts that presidential authorization had followed, not preceded as required by law, the covert activities and military contingency planning that began late last year.

Mr. Bush on Friday would not discuss covert planning with reporters, and said: "Don't believe everything you read in the newspapers."

Referring to Mr. Saddam, he said: "I'd like to see him out of there. I'll just leave it right there."

[Iraq accused Mr. Bush on Sunday of suffering from an "obsession" about the country, Agence France-Presse reported from Baghdad.

[Instead of interfering in Iraq's internal affairs, the Information Ministry said, Mr. Bush should stick to "selling cars and spare parts to Japan." The statement also called Mr. Bush "history's third murderer, after Nero and Hulagu." Hulagu, Genghis Khan's grandson, destroyed Baghdad in the 13th century.]

Since last summer, U.S. diplomats and CIA officers in Amman, Jordan, and other exit points from Iraq have found that an increasing number of influential Iraqis traveling in and out of the country are willing to provide intelligence about discontent in the country, especially among Mr. Saddam's core group of supporters in the military and ruling Arab Ba'ath Socialist

Party, as well as in important families in his hometown, Tikrit.

CIA officials learned that a gun battle had erupted in November between the security forces of two of Mr. Saddam's closest relatives. At the time, Mr. Saddam had removed one of the relatives, Hussein Kamal Hassan, from his post as defense minister, and replaced him with another relative, Ali Hassan Majid, who had governed Iraqi occupation forces in Kuwait.

The presidential finding authorizing covert work was necessary for CIA officers to switch from their roles as intelligence collectors to active organizers working with dissidents in the Iraqi power structure, an official explained.

The document discussed increased funding for propaganda broadcasts into Iraq with the assistance of Saudi Arabia, whose leadership has been pressing Washington to undertake a large-scale covert program. The goal would be to divide the Iraqi military by building a network of opposition forces that could challenge Mr. Saddam's control of the countryside and ultimately challenge his stronghold in Baghdad.

Officials familiar with the anti-Saddam program said they believe that Saudi Arabia and Kuwait had agreed to cooperate both in financing a covert venture and in providing logistical support for whatever military or paramilitary operations might evolve.

Last month, Saudi officials invited Kurdish leaders from northern Iraq for talks about broadening the base of opposition against Mr. Saddam. Saudi intelligence officials have looked into the possibility of working with Turkey to provide anti-tank and anti-helicopter weapons to Kurdish guerrillas who could be trusted not to turn these weapons against Turkish forces. Syrian intelligence is also said to be cooperating with Saudi Arabia in the anti-Saddam efforts.

In Washington, the presidential document provided the legal authority for the White House on Nov. 21 to instruct General Colin L. Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, to prepare a detailed report on how the United States could respond to any coup that could unfold in Iraq and that could benefit from United States military intervention.

In his report, General Powell argued that the United States could support a coup by Iraqi military units if the Iraqi commanders asked for air support and other help in advance. But General Powell said such an effort would require sending a large number of U.S. air and ground combat forces back to the region to insure success.

As it is, about 25,000 U.S. troops remain in the region, most of them aboard 25 warships or maintaining the more than 200 United States combat aircraft there.

The Globe and Mail, Monday, February 10, 1992

UNDER SIEGE / Iraqi soldiers search vehicles entering guerrilla territory; doctors, nurses and other civil servants have not been paid since November, and crime and profiteering are increasing

Blockade of food, fuel tightens noose on Kurds

BY PAUL KORING
The Globe and Mail
Sulaymaniyah, Iraq

IN an effort to break the spirit of the already traumatized Kurdish population in northern Iraq, President Saddam Hussein has cut off food and fuel supplies to 3.5 million people struggling to survive the worst winter since 1949.

"Now he wants us to starve," said Samera Kamal as she waited in a snaking lineup for cooking oil, her

children playing barefoot in the frozen mud at dawn. "But we refuse," she added with a quiet defiance typical of the beleaguered Kurdish population.

The Iraqi President has for years conducted brutal campaigns against his country's Kurdish minority. The Kurds have survived gassings, mass relocation and systematic destruction of their villages and have been repeatedly forced to flee to neighbouring Iran and Turkey.

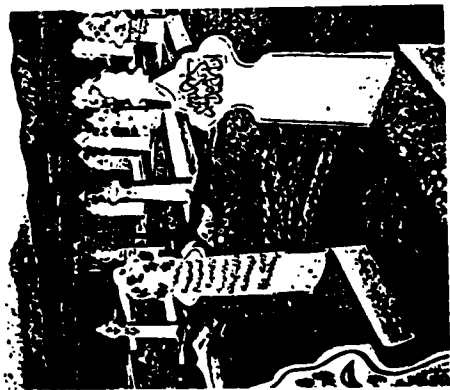
The most recent exodus, last spring, after the remnants of Mr. Hussein's air force and army crushed an uprising inspired by U.S. President George Bush's call to overthrow the Iraqi leader, was followed by an international effort to persuade Kurdish refugees to return home by promising them internationally guaranteed security.

In October, Mr. Hussein turned to subtler means, ones apparently tolerated by the rest of the world

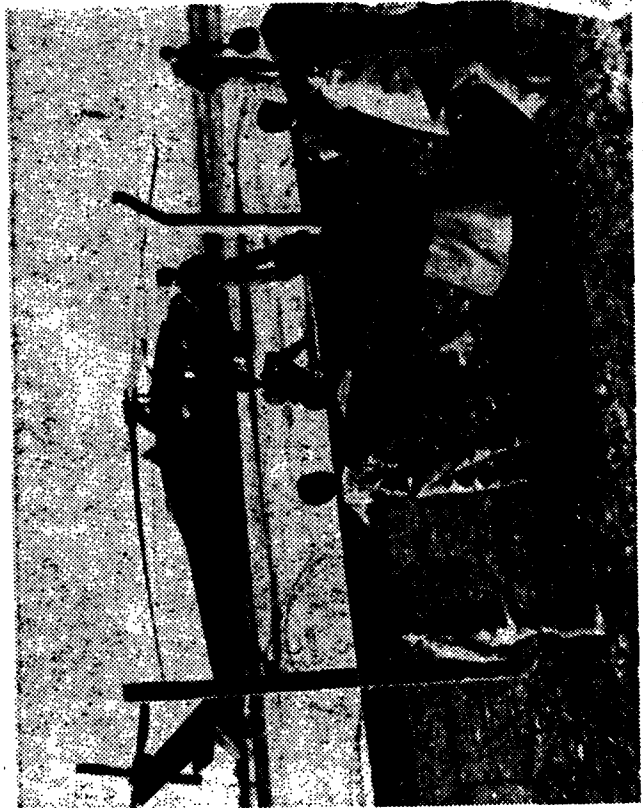
even though United Nations resolutions forbid the uneven distribution of food by the Iraqi government.

While no Iraqi helicopters currently rocket Kurdish villages, the three northern governorates, largely in the control of Kurdish *peshmerga* guerrillas, have been cut off. Iraqi soldiers at check points search all vehicles, seizing any food, emptying containers of fuel, often stealing money.

KURDISTAN



OUT OF THE ASHES



Children in Zakho watch a U.S. Blackhawk helicopter before it takes off to drop food to remote villages.

The Globe and mail, Monday, February 10, 1992

Kurds under siege in Iraq's north as Hussein enforces internal blockade

The internal blockade extends to the withdrawal of all government services. Doctors and nurses have not been paid since November. Nor have any other civil servants, from engineers trying to keep power plants running to garbage collectors.

Aid officials estimate that half a million Kurds (representing the sole support of perhaps three million people) are without income because Baghdad also has cut off wages and pensions in government-owned enterprises.

Electricity goes off daily, even in the largest cities. Dihok was without water for three days recently. The poorest Kurds — including at least 100,000 widows, most of them with children, whose husbands were shot by Mr. Hussein's henchmen in 1988 — are reduced to begging.

"We are suffering a double embargo," says Ismat Sadiq, a former Iraqi diplomat working with the all-volunteer Kurdish Reconstruction Organization, a group of Kurdish engineers trying to rebuild the shattered infrastructure in the north.

"People have nothing to feed their children, so crime is rising, people are robbing each other and profiteering threatens to ruin what little stability we have achieved."

In Kurdish cities and towns, long lines of shivering women and children wait, often for days, for tiny rations of kerosene. The bulk of available food is from the rapidly dwindling stocks of international aid agencies or from the black markets where a scrawny chicken costs a month's pay.

In the larger centres such as Sulaymaniyah, Arbil and Dihok, markets are full of fruit, flour and rice. Electric heaters from Iran, clothes from Hungary and batteries from Germany all are available — at a price. But only the relatively well-heeled can pay, and more and more Kurds are relying on the charity of rich relatives or handouts from international agencies.

Unlike the UN-imposed sanctions against Iraq, which allow shipments of food, medicine and humanitarian supplies, Baghdad's stranglehold on the Kurdish provinces specifically blocks such essentials.

"No one is yet dying of starvation, but in many areas there is hunger and malnourishment," says Siegfried Martsch, a German member of parliament and head of the relief agency Caritas in northern Iraq.

The social strain from sharp disparities imperils the fragile unity of the Kurdistan Front, a collection of eight parties trying to run the northern provinces since the Baghdad authorities pulled out.

"The big difference is between urban and rural people; there is no desperate need in the cities, but the people in the mountains have nothing," Mr. Martsch said shortly after being rescued from a remote snowed-in road.

The U.S. Air Force, operating a squadron of Blackhawk helicopters, has been dropping tonnes of food in the tiny enclave still under the protection of the coalition forces that battered Mr. Hussein's military a year ago. But the majority of Iraqi Kurdistan is outside the enclave. With many roads impassable, the condition of those in many remote villages is largely unknown.

But the plight of some is desperate. One young Kurd staggered into the command centre of the allied military coalition in Zakho to plead for an air drop of food to his village. He had walked more than 100 kilometres through mountain passes clogged with snow after seeing helicopters drop food to a settlement across the valley from his own.

"We've dropped hundreds of tonnes, but we know we are miss-

ing lots of people," said one of the military officers in Zakho.

**'Mass starvation
it is not,
but the Kurds
are in an increasingly difficult
situation that is complicated
by other factors
like political instability
and fear.
The Kurds have the feeling
that they are lost again'**

Aid agencies led by the UN commission for refugees, which were planning to wind down emergency relief operations in northern Iraq, are now faced

with a new crisis.

One senior UN official estimated that even if all agencies pooled their current stocks of food, they would feed only 800,000 people (less than one-quarter of the affected population) for only two more months.

By then, winter will have broken in Iraqi Kurdistan, but the fertile valleys will yield no crops until July, and even that harvest is endangered by the blockade. A scarcity of tractor fuel has delayed plowing in the lowest, warmest and most fertile areas, which are already free of snow.

"There is a big gap coming, a potential catastrophe — which is what Saddam wants — unless outside pressure is brought to bear," said the UN refugee official, who insisted on anonymity.

The lack of heating fuel has caused thousands to risk injury scavenging for firewood among the millions of land mines scattered by the Iraqi army during its campaigns to destroy Kurdish villages.

"The real hardship is in the energy sector, not just petrol [gasoline], but kerosene and cooking [fuel]," Mr. Martsch said.

That is the cruellest twist of fate, because Iraq is overflowing with oil and hundreds of tonnes are exported daily to Turkey and Jordan

in defiance of UN sanctions. The road to Turkey runs through Kurdish northern Iraq, and is so slick with leaked fuel from the 500 heavy trucks a day making the journey that accidents are routine.

The Iraqi oil exports constitute smuggling on a grand scale. The Turkish government turns a blind eye to the horde of truckers, who can make at least \$2,000 a trip carrying food into Iraq and bringing back diesel fuel and gasoline.

Although the Kurdish Front is powerless to stop the traffic, it taxes the drivers in both directions. That revenue has become the sole source of funds for all services and payments to the most grievously affected areas of Iraqi Kurdistan.

The truckers cannot divert either the southbound food or the northbound fuel to Kurdish areas because the Iraqi army will not admit trucks unless they are fully laden with either food or contraband, such as spare parts, and Turkish border guards make sure returning trucks have a full load of oil products.

Still, some shipments in both directions are partly unloaded in Kurdish areas. Profiteers line the road with fuel drums and jerry cans, paying truckers 40 times the official rate for gasoline and still making huge markups.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two main and long-outlawed Kurdish parties, admits that Mr. Hussein's siege threatens to tear apart tentative efforts to build a democracy in northern Iraq.

But he also sees a silver lining in the latest hardship for the Kurds. The economic war is a test that "serves our interests insofar as it underlines the fact that the Baghdad government is no longer the legitimate government of Kurdistan and that a governing Kurdish body has to be put in its place," he said recently.

Some aid officials are less sanguine. "It is Saddam's strongest weapon against Kurdish hopes of autonomy and survival," said Rupert Neudeck, a German doctor with Komitee Cap Anamur. "Nothing is being done to stop him either by the UN or the U.S. Mass starvation it is not, but the Kurds are in an increasingly diffi-

cult situation that is complicated by other factors like political instability and fear. They cannot start their lives. . . . The Kurds have the feeling that they are lost again."

Even in the measured tones of UN reliefspeak, the dangers of continued disinterest are clear. A leaked memo written in January says "the potential human consequences of this new situation go far beyond the mandate or the competence of the UNHCR." It makes a plea for governments "to address this problem."

The UN official was more blunt. "If we can send inspectors and force the man to open his reactors, then we could force the man to break this internal embargo," he said.



At Sayed Sadik, an emergency hospital erected for the aid organization Doctors Without Borders, is used as a school.

Iraqis confront UN team again

Hostility rising over sanctions

Associated Press and Reuter

MANAMA — The Iraqi foreign minister condemned the UN Security Council yesterday as Saddam Hussein's government stepped up attacks on international sanctions.

Iraq also accused UN nuclear-weapon inspectors of violating diplomatic immunity rules by entering the Baghdad headquarters of an Arab scientific organization. The official Iraqi News Agency said the visit was a "deliberate attempt to harm Iraq" by trying to provoke a confrontation.

The developments appear to reflect mounting hostility in Baghdad to the United Nations and the United States as the trade sanctions, which began after Iraq's invasion of Kuwait in August, 1990, cause worsening hardship for Iraq's 17 million people.

Mr. Hussein lately has been telling Iraqis that the United States is trying to starve them.

The INA quoted Foreign Minister Ahmed Hussein as denouncing the Security Council's decision last week to maintain the sanctions. The decis-

ion was made on the grounds Iraq is not complying with conditions of the cease-fire that ended the gulf war last year.

The foreign minister denied Iraq has secret caches of mass-destruction weapons or is obstructing UN inspectors given the job of destroying the country's nuclear- and chemical-weapons programs.

Despite Iraq's earlier denials that it was developing nuclear weapons, UN officials say the inspection teams have found evidence of a vast program that had the Iraqis much closer to nuclear capability than had been thought.

The Iraqi broadsides followed reports that U.S. President George Bush has secretly authorized intensified covert efforts to topple Mr. Hussein and sent CIA Director Robert Gates to the Middle East to dis-

cuss that plan with U.S. allies in the region.

White House Chief of Staff Samuel Skinner said yesterday on the NBC television program *Meet The Press* that the economic embargo of Iraq is weakening Mr. Hussein's hold over his country and that the Iraqi people will succeed in ousting their leader.

He declined to say whether the United States would assist in an uprising or pursue military intervention to depose Mr. Hussein.

The United States and Britain, two of the five permanent Security Council members, have made it clear they want the sanctions to remain until

Mr. Hussein is forced from power.

INA reported late Saturday that UN inspectors entered the offices of the Arab Scientific Research Council without permission Friday.

The agency said "it's clear that the team was after fabricating a row similar" to the confrontation in which Iraqi troops surrounded a UN team for five days last summer in a failed attempt to get back documents on Iraq's nuclear program.

However, David Livingston, the Bahrain-based regional representative of the UN commission overseeing the destruction of Iraq's weapons, said the faceoff was brief and was settled without trouble.

He said that when the inspectors sought to enter the offices they were blocked by Iraqi officials, who argued that the headquarters did not belong to Iraq. But after discussions, the inspectors did go in, he said.

The 15-nation Arab science council was established in 1976 to encourage Arab co-operation in scientific research and INA said the offices have diplomatic immunity.

Mr. Livingston said that was a "negotiable issue" because signatory states must abide by the UN Charter — under which the inspectors were given authority to inspect Iraqi facilities.

The Globe and Mail — February 11, 1992

UPHILL BATTLE / *Foreigners quietly skeptical, but leaders insist election will be held despite staggering day-to-day problems of survival*

Long, weary road to democracy

KURDISTAN



OUT OF THE ASHES

BY PAUL KORING
The Globe and Mail
Salahudin, Iraq

RICH Iraqis used to retreat to this mountaintop resort to escape the fierce summer heat of Baghdad. Now the town swarms with heavily armed Kurdish *peshmergas* while the burned-out hulks of Iraqi tanks rust in the valley below.

Salahudin is the stronghold of the Kurdish Democratic Party, a guerrilla army struggling to refashion itself as a political movement.

In a corner room at the end of the largest hotel's main floor, bathed in the orange glow of electric heaters that ward off the sub-zero temperatures, Massoud Barzani no longer wears a gun. He talks of democracy, peace and a Kurdish homeland, ide-

als that have previously existed only in the dreams of Kurdish patriots.

Mr. Barzani already wears the trappings of office. When he travels, the motorcade is a bizarre parody of the armoured convoys of limousines that are the perks of power in world capitals. In the Kurdish "free zone," that area of northern Iraq no longer under Baghdad's control, Mr. Barzani has perhaps the only Mercedes still running and a vanguard of battered Land Rovers and pickup trucks crammed with fierce-looking young men wielding AK-47s.

But bodyguards, an entourage and an office richly decorated with fine rugs will not solve the political impasse that exposes Kurdish vulnerability.

Kurds determined election will be held despite problems

Although the eight-party Kurdish Front, formed last year in exile, has so far avoided the fratricidal feuding that has bedevilled the Kurds, the front's cumbersome requirement of unanimity is ill-suited to administering 3.5 million people struggling to survive and rebuild. At the local level, representatives of all eight parties have to agree on picayune details like when to open a village school.

Months of negotiations between Mr. Barzani and Iraqi President Saddam Hussein over autonomy for the Kurds have come to naught.

And the Kurds' plight, briefly high on the international agenda last year, has been eclipsed by the disintegration of the Soviet Union.

In an effort to cope with all three problems, Mr. Barzani and his bit-

ter rival Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, have agreed with the six smaller parties in the front to hold elections.

A sudden flowering of democracy in this politically barren part of the world where dictatorship flourishes would catch the world's attention, create a legitimate Kurd-

ish government and free the leadership from the constraints of the front cumbersome constraints.

But an election, let alone one before the April 3 deadline the Kurdish leaders have set, seems nearly impossible in a region beset with day-to-day problems of survival. There is hardly a printing press, let alone any experience in organizing a ballot, and tens of thousands of people are still living as refugees.

The few foreigners in the Kurdish free zone, mainly aid workers with international agencies, are quietly skeptical.

Kurdish leaders shrug off the problems. They insist that an election, open to all Kurds over 18 living in the free zone, will be held to create a national assembly of 100 representatives.

Some of those seats will be left vacant for Kurdish areas still under the control of Baghdad, such as the city of Kirkuk, and others are earmarked for the Turkic, Assyrian and Christian minorities.

The Kurdish leaders hope international observers will come to monitor the voting. Once the

assembly is in place, rival rebel groups are to be brought under a unified command, and a unified system of taxation and administration created.

Power now rests nominally with the Kurdistan Front, but the most powerful party in each army (backed by its own *peshmergas*) has effective control.

Both Mr. Barzani and Mr. Talabani insist they will abide by the outcome of a vote, although neither has previously shown any willingness to compromise with, let alone be subordinate to, the other.

Already there are new rifts. Mr. Talabani's PUK controls the three low-power TV stations in the major Kurdish cities in the free zone. A senior PUK official dismissed any notion that all parties be given equal time on them.

Negotiations with Baghdad have been suspended until after the election.

It is on that point that the two major Kurdish parties disagree most sharply. Mr. Barzani has

been fiercely criticized, for even attempting to talk to Mr. Hussein, given Mr. Hussein's long history of broken promises on Kurdish autonomy.

In an interview, Mr. Barzani defended his decision to seek an agreement with the Iraqi President. "The question is not whether I personally trust Saddam or not. The question is whether the Iraqi government will recognize our rights, the rights of the Kurds. If it was a personal thing, I wouldn't have gone to Baghdad from the beginning."

He said the election would "help us to solve our internal problems ... give us a decision-making process that is legitimate, and for the first time it will give the Kurdish people a say in their own future."

But he also acknowledged the value of the plan in attracting world support to the Kurdish cause.

"It will have an international impact; we will be democratic and legitimate," he said.

The Globe and Mail — February 12, 1992

HUSSEIN'S NEW MOVE / Defeated but defiant President busy building heavily fortified line bisecting country

Once-mighty protective shield shrinks

BY PAUL KORING
The Globe and Mail
Zakho, Iraq

THE two tank-killer aircraft, U.S. Air Force A-10s laden with rockets, thunder low through the valley above Iraqi lines near Sherhan.

For the devastated ranks of Iraqi tank crews and the tens of thousands of conscripts being forced to create a heavily fortified line cutting off Kurdish-held northern Iraq, the message is unmistakable. The military coalition that drove Iraqi forces out of Kuwait — or at least the aerial might of the United States — is still at hand, capable of massive destruction.

But the wider message — to Baghdad, to the Kurdish population sheltering warily beneath the umbrella of U.S. air power, and to the rest of the world — is less certain.

Since July, when British, Dutch and U.S. ground forces pulled out of the enclave established to encourage the Kurds to return to Iraq, the daily display of air power has dwindled.

"It always makes me feel safer when I see them, but they don't come every day any more," Sherzad Jubril said, expressing the fear of many Kurds that international protection is waning as the world's attention turns from the plight of minorities in Iraq.

Meanwhile, Saddam Hussein, the defeated but defiant Iraqi President, has much of what is left of his army furiously building a defence line protected by extensive minefields, tanks, artillery and multiple-rocket launchers.

Leaders of the Kurdish rebels known as *peshmerga* say Mr. Hussein has deployed most of the armour that survived last year's war along the new line bisecting

Iraq. At least three army corps — more than 200,000 Iraqi soldiers — are deployed, the Kurds say.

It is impossible to verify the information independently, but both officers of the allied military coalition and international aid workers confirm a major buildup along a line stretching from the Iranian to the Turkish borders.

"It's like one long military zone," said a United Nations guard who regularly crosses the line between Kurdish-controlled and Iraqi-government-controlled areas. "They're bringing up a lot of equipment."

The Iraqi military is so sensitive about the buildup that it recently demanded, and received, assurances that the 500 UN guards would take no pictures of any Iraqi military installation, or even soldiers, along the line.

Some Kurds, hopeful that Mr. Hussein's power finally has been

KURDISTAN



OUT OF THE ASHES

broken, regard the new line as evidence that Baghdad has effectively conceded jurisdiction over Kurdish-controlled areas. Others, dismissing the notion that the line is defensive, expect Mr. Hussein to push forward from those positions.

"We feel safe as long as the Americans are here, but, if they go, then Saddam will kill us again," said Maleh Zorab, a 65-year-old Kurd who, like many of his generation, has fled and returned three times in the past 20 years. "When he is weak, he waits; when he is strong, he attacks."

ALTHOUGH more than 100,000 rebels are under arms and have dealt stinging defeats to demoralized Iraqi conscripts in occasional clashes, they are no match even for the much-reduced military might of Baghdad without U.S. air support.

Mr. Hussein and a still-formidable Iraqi army are not, however, the Kurds' only worries. The U.S. air umbrella depends on Turkish permission for overflights that is due to end in June; Turkey's willingness to accept a nascent Kurdistan remains doubtful.

Although Turkey is one of the six nations represented in a military coalition that retains a limited presence in Zakho, Ankara's attitudes toward its own Kurdish minority and toward Iraqi Kurds' aspirations

for autonomy are ambivalent at best.

The Turkish air force staged a series of air raids earlier this winter against Kurdish villages in northern Iraq, contending that they were bases for the rebel group PKK, the outlawed Kurdish Workers Party that has waged a long campaign against Turkish authorities.

The Turkish air force used napalm against the villages, emulating Mr. Hussein's tactics. Some of the villages had received relief supplies from the Turkish Red Crescent less than a month earlier.

"The Turkish attacks were vicious, and we see no evidence that the PKK was operating out of those villages," a coalition officer stationed in Zakho said. He also said Turkey is making it difficult for U.S. helicopters to fly relief missions from Diyarbakir in Turkey. "We have trouble getting flight clearances. It's a constant problem."

ONE alternative, favoured by the Kurds, is to move at least part of the coalition air operation to an unused air base at Bamerni in the Kurdish-controlled zone. There, a runway built for Mr. Hussein to reach his summer resorts could support at least helicopters and cargo aircraft.

Some coalition officers support the idea but doubt that their political masters would risk a military operation based on Iraqi soil.

"There's a big question mark if the mandate [from Turkey] isn't extended," an officer said.

An ill-co-ordinated and uncertain patchwork of de facto jurisdiction and no-go areas covers northern Iraq.

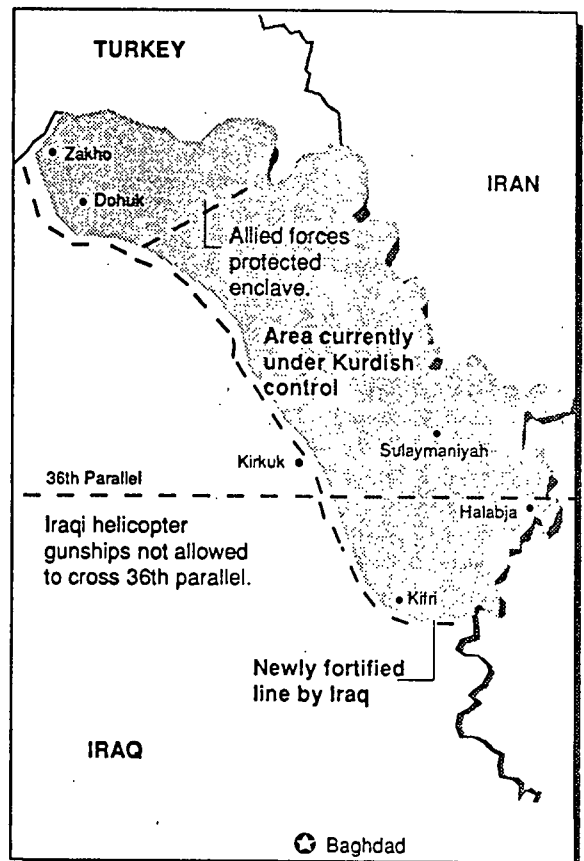
Smallest of the regions is the so-called enclave, a tiny area along the Turkish border that was briefly occupied by U.S., British and Dutch ground forces last spring. Although the troops have gone, Iraq is forbidden from any military activity in the enclave.

Much larger is the area north of the 36th parallel in which Mr. Hussein's air force is not allowed to fly helicopters, particularly the gunships loaded with rockets and chemical weapons that were used to crush the Kurdish uprising advocated by U.S. President George Bush last spring.

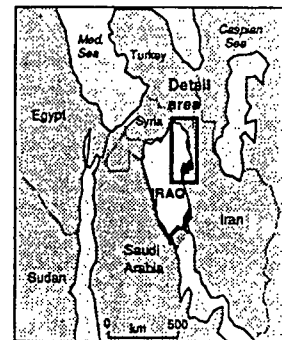
The 36th parallel, however, leaves a bulge of Kurdish-controlled area along the Iranian border outside the security of the no-flights zone.

The so-called Kurdish free zone, now defined best by the new line being built by the Iraqi army and which encompasses most of Iraqi Kurdistan except the oil-rich centre of Kirkuk, has no international recognition and no security guarantees.

Although much of the line has been quiet since it stabilized in October, there are still nightly exchanges of small-arms fire in a few places, notably Kifri, where Iraqi and Kurdish forces are only a few hundred metres apart.



TERRY MOORE/The Globe and Mail



Some Kurds regard Iraqi President Saddam Hussein's new heavily fortified line as evidence that he has conceded jurisdiction over Kurdish-controlled areas. Others are wary, dismissing the notion that the line is defensive and expect Mr. Hussein to launch a military offensive when he feels the time is right. "We feel safe as long as the Americans are here," one said, "but if they go then Saddam will kill us again." The man, who has fled the area and returned three times in 20 years, added that when the Iraqi leader is "weak he waits; when he is strong he attacks."

Cette page a été publiée en février 1992 dans VSD, l'Express, Courrier de la planète, Psychologie, L'Echo du Centre, Nord Littoral, Haute Marne Libéré, Le courrier Picard, Le Journal du Dimanche, La Dépêche du Midi.

Les Kurdes Un siècle de martyr !

- XIX ème siècle -

L'Empire Ottoman exerce sa domination sur les Kurdes

- 1923 -

*Le Kurdistan est partagé entre plusieurs Etats.
Les Kurdes deviennent un peuple sans Patrie.*

- 1946 -

*La 1ère République du Kurdistan est proclamée.
Après 11 mois, son leader est exécuté.*

- 1975 -

*L'Irak et l'Iran s'entendent pour lancer
"la guerre totale" et exterminer le peuple Kurde.*

- 1988 -

*5.000 Kurdes sont "gazés" à Halabja.
On compte plus de 200.000 morts en 15 ans.
4.500 villages et plusieurs villes sont détruits et rasés.*

- mars 1991 -

*Les Kurdes sont massacrés par les troupes
de Saddam Hussein*

- avril 1991 -

*L'ONU prend le problème Kurde en considération.
C'est grâce à la pression de l'opinion internationale
C'est un peu grâce à vous.*

**Aujourd'hui, envoyez votre don
pour confirmer votre soutien au peuple Kurde.**



BULLETIN DE SOUTIEN A remplir et à retourner avec votre don à : ⁰⁹
INSTITUT KURDE DE PARIS - 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

- OUI, je désire soutenir les actions de l'IKP pour la défense du peuple kurde et de sa culture, et je vous adresse par chèque bancaire ou postal (CCP : 573895 E PARIS) un don d'un montant de :
- 100 F 200 F 500 F autre :F **MINITEL : 3615 SOSKURDES**

Je recevrai un reçu fiscal et le bulletin d'information de l'Institut Kurde de Paris.

Le support fait don de cet espace

TRIOLO — 12 février 1992

Bilan

LE GOLFE: UN AN APRÈS...

Le 17 janvier 1991, après diverses sommations, les forces alliées, avec l'accord de l'ONU, entrent dans le Koweït, occupé depuis le 2 août précédent, par les troupes irakiennes de Saddam Hussein. Le 28 février, ordre de "cessez-le-feu", Saddam Hussein ayant accepté les exigences de l'ONU. Le Koweït est libéré, mais Saddam Hussein reste au pouvoir. Qu'en est-il, un an après ?



AFP

La répression de Saddam Hussein envers les Kurdes et les Chiites a été impitoyable. Ici, des Irakiens s'enfuient hors du pays.

L'émir du Koweït a retrouvé sa place, mais la liberté promise se fait attendre.

L'Irak aujourd'hui

Aujourd'hui, la population irakienne se porte mal. Elle a perdu une guerre qui lui a coûté très cher en vies humaines et en destructions. De plus, elle subit toujours l'embargo, décidé par l'ONU. Cet embargo, c'est l'interdiction pour tous les pays de l'ONU (à peu près tous les états) de commercer avec l'Irak. Cette mesure avait été prise avant la guerre du Golfe pour inciter l'Irak à évacuer le Koweït (ce fut sans effet); elle a été maintenue depuis parce que Saddam Hussein n'a

pas respecté ses engagements, pris pour obtenir le "cessez-le-feu".

Aujourd'hui, l'Irak est en faillite, car il manque de débouchés pour son pétrole et il ne reçoit plus de biens de première nécessité comme l'alimentation et les pièces détachées pour la reconstruction du pays. L'embargo n'a été levé que pour les envois de médicaments, mais la population souffre et les enfants s'anémient.

Autre point important : pendant la guerre du Golfe, les Alliés ont incité les

populations irakiennes, hostiles à Saddam Hussein, à s'insurger contre lui. Mais Saddam est resté au pouvoir et il a fait payer cher ces rébellions aux Kurdes dans le nord du pays, aux Chiites dans le sud. On ne saura jamais combien de personnes furent massacrées, mais on sait que 800 000 Kurdes, sans abri dans leurs villes et villages détruits ne doivent leur survie qu'à l'aide humanitaire et à la présence de "casques bleus" de l'ONU (mais qui devraient se retirer fin mars).

The Globe and Mail — February 13, 1992

UNSEEN TERROR / *'What kind of a psychopath goes in with engineering corps to mine every house, every well, every irrigation ditch?' UN official asks as carnage of the innocent mounts*

Hussein's land mines reaping deadly harvest

BY PAUL KORING
The Globe and Mail
Zenal, Iraq

HAMZA Hamarasol remembers his shoe floating toward him in slow motion. The blast had knocked him to the ground, and only after his shoe had landed by his head did he realize that his left foot was still in it.

Like thousands of other Kurds, Mr. Hamarasol lost a leg to one of the millions of mines sown across Kurdistan by Iraq's army.

Some of the mines, around military outposts or along the shifting front lines that marked the prolonged eight-year war with Iran, were the bitter testament to a regime that has been at war for most of a decade.

Others were scattered deliberately in the rubble of more than 4,000 Kurdish villages ordered destroyed by Iraqi President Saddam Hussein, or planted in orchards, springs and farmers' fields in a policy designed to render unlivable the traditional homeland of the Kurdish minority.

Mr. Hussein's mines are reaping a deadly harvest, a legacy of unseen terror that bedevils efforts in the large swath of Kurdish-controlled territory in northern Iraq to rebuild a society.

The carnage is staggering. About half of the casualties die. The rest are blinded or lose a leg or a hand or both. Cumulative figures are impossible to gather, but samplings under-

score a problem of massive dimensions that, to date, has been ignored by the international community, despite its pressure on the Kurds to return to their villages.

"I've seen systematic destruction in Afghanistan and Ethiopia," a senior United Nations official said, "but what kind of a psychopath goes in with engineering corps to mine every house, every well, every irrigation ditch?"

In Sulaymaniyah, at the largest hospital in Kurdish-held territory, more than 40 recent amputees filled two wards to overflowing. In one corner, a six-year-old boy cried silently as he stared at the stumps of his arms.

Mines leaving trail of carnage among Kurds

Shahzad Rasheed, chief of the surgical department, has been forced to turn away all patients save for those with life-threatening traumatic injuries. "Our hospital is short of fuel and food, our central heating is not working and we are the only surgical hospital serving more than two million people."

Because of Iraq's blockade of the Kurdish-held area, Dr. Rasheed's hospital is without supplies, he has no money for local suppliers and his staff have not been paid.

"But we have at least 100 major traumatic cases every week, almost all of them from mine explosions." He said most are young men, a quarter are children.

The hospital ran out of orthopedic pins weeks ago, so amputation is the only alternative, even for those whose mangled limbs are still attached.

In Panjwin, near the Iranian border, three to five mutilations from mine blasts were recorded daily by international aid workers. That does not include those killed outright and buried in their villages.

KURDISTAN



OUT OF THE ASHES

Official requests from the UN to the Iraqi government for maps of the minefields, as required by international law, have been rejected; Baghdad says the maps were destroyed during the Kurdish uprising last year.

Baghdad also says no internationally outlawed "opportunistic" mining — unmapped sowing of mines in Kurdish villages and fields — occurred.

Burhan Hussein Ali knows otherwise. A Kurd who spent 15

years in Iraq's special forces, he acknowledges being part of one of scores of teams of military engineers who planted mines conventionally, as well as opportunistically, in destroyed Kurdish villages. "We were ordered and we couldn't refuse."

Mr. Ali now is spearheading a drive to clear Kurdistan of mines. He is training volunteers to clear mines, and he is marking minefields. People call him to remove the bodies of those killed in minefields.

"I need materials and insurance for my men," he said. "If we can get some help, we could create a team of specialists who would be available to clear mines anywhere in the world once we have finished in Kurdistan."

That could take 10 years, even if Mr. Ali had the 150 trained men he says he needs. Even then, many huge minefields would simply be demarcated while clearance was concentrated along roads, around villages and in fields, orchards and pastures. Conventional mine-

clearing techniques will not work with plastic mines; each one must be found with a probe, uncovered and disarmed.

Mr. Ali said 15 million to 25 million mines could be buried in Kurdistan and Iraq's military authorities know where most of them are.

To demonstrate the extent of the task, Mr. Ali took a visitor up a hill outside Zenal, a settlement of half a dozen families, warning his companion to step only in his footsteps. He stops suddenly, bends and deftly cuts a green, doughnut-sized plastic object from beneath the grass. Then, as his guest stands frozen, he pulls another six from an area less than two metres in diameter. "There are about 2,500 mines on this slope."

One of them killed the only cow and sole source of income for Shamza Aziz Abdullah, the widow of one of the tens of thousands of Kurds killed four years ago during Mr. Hussein's brutal campaign to exterminate them.

Others have washed into the village spring and can be seen tumbling between the rocks of its bubbling outflow.

Mohammed Abdullah came back last summer to rebuild the house that Iraqi soldiers had destroyed in 1987. He found scores of mines among the bulldozed stones. Like most Kurds, he warily taught himself mine clearance and, even more warily, to deactivate them. Now, he continually warns his children to stay close to the house, and away from the spring. Newly uncovered mines often wash down hillsides.

Nearby, Mr. Ali found four farmers trying to clear a riverside pasture. He bellowed at them to stop. He has spotted what they have missed, a trip wire leading to a larger Italian Valmara mine amid the dozens of smaller anti-personnel mines. The Valmara, or jumping mine, has two charges, the first to boost the mine to waist height before a second, more powerful, explosion sprays 1,200 ball bearings in a circle of death.

Mr. Ali has identified more than 50 types of mines planted in Kurdistan. The majority are Italian and French; some are Soviet. No country, whether or not they sold mines to Iraq, has offered any help to clear them, even in the Kurdish-controlled zone.

Anders Ronild, a field officer with the UN High Commission for Refugees, has set up a small program to create mine-warning

signs that Mr. Ali and his volunteers use to demarcate minefields as they become known (usually when someone is blown up).

Mr. Ronild also is hoping to find financing for a program to create a children's book warning of mine hazards. "Children find these things, their natural instinct is to pick them up, and they have to be taught they are deadly."

But he expects the number of mine casualties to increase with the onset of spring as people return to their fields. There already has been a spate of deaths as Kurds stepped on mines while gathering firewood.

In the basement of a building in Sulaymaniyah, the corridor is crowded with one-legged men and children on crutches or in their

mother's arms. Handicapped International is the only aid agency fitting artificial limbs currently operating in the Kurdish-controlled zone.

In a tiny workshop, a local craftsman makes eight legs a day. "We could fit more, but we can't get the materials," Roger Prete said. More than 800 artificial legs have been fitted since the end of November by Handicapped International. "Eighty per cent are due to mines," Mr. Prete said.

Mr. Hamarasol is one of those fitted with a new leg by Handicapped International. "My four-year-old son has begged me not to go back, but I must try to clear them. They are the worst thing man has invented." As soon as the snow melts, he said, he will return to the minefields.



Burhan Hussein Ali was forced to plant mines while serving in the Iraqi army. Now, he's leading a campaign to rid his Kurdish area of the deadly weapons that have maimed thousands. (AP/WIDE WORLD)

**TERROR CAMPAIGN / Torture, poison gas
and mass executions are part of Baghdad's policy
to wipe out way of life for minority Kurds**

Mass graves reflect Hussein's horror

BY PAUL KORING
The Globe and Mail
Halabja, Iraq

THE scale and brutality of Iraqi President Saddam Hussein's long campaign against Iraq's Kurds have emerged from newly found mass graves, from horrific accounts of the few who survived execution squads, and from documents now in Kurdish hands.

The campaign apparently lacked the industrial efficiency of Hitler's Final Solution or the numbing magnitude of Cambodia's killing fields. But as the evidence mounts, it is clear it approached genocide, a calculated effort to wipe out the Kurdish way of life by killing vast numbers of people and forcibly moving much of the population.

The Kurdish Front says 182,000 people were killed. It is impossible to verify that estimate, but the total population of Kurdish Iraq is about four million and it seems impossible to find anyone who has not lost an immediate family member.

The most obvious evidence of widespread killings are the tens of thousands of widows whose husbands vanished after being taken away by Iraqi soldiers.

What is clear is that from 1987, while Iraq was at war with Iran, until just before the Kurdish uprising in the wake of the Persian Gulf war last year, Kurds were tortured, gassed in their towns, killed or moved on a vast scale.

The operation, dubbed *anfal* by Mr. Hussein to give it a veneer of religious respectability and led by his cousin, Ali Hassan Majid, drew its name from a section of the Koran that allows for the plunder of unbelievers. The vast majority of Iraqi Kurds are Muslim, and the Koran verse does not legitimize genocide, but the ostensibly secular

KURDISTAN



OUT OF THE ASHES

Baathist regime in Baghdad used the term to justify the dispossession of an estimated 500,000 people.

Tapes of one meeting purportedly run by Mr. Majid on Jan. 22, 1989, record him saying of the Kurds: "I'll certainly look after them; I'll do it by burying them with bulldozers."

Mr. Majid, a key lieutenant of Mr. Hussein, was recently appointed defence minister, and vowed in an Iraqi television broadcast to recapture the Kurdish city of Sulaymaniyah in time for Mr. Hussein's birthday this year.

Mass killing of Kurds by Mr. Hussein's regime stretch back at least a decade. In 1983, for instance, hundreds of men were slain in the village of Barzan.

The *anfal* reached a new and horrific scale under Mr. Majid's direction. Still much-feared, he has become known to the Kurds as Chemical-Ali. In 1988, before the war with Iran ended, Iraq gassed the Kurdish city of Halabja, killing at least 5,000 people.

After the war, the operation was stepped up. The Iraqi military engineering corps destroyed at least 4,000 Kurdish villages with bulldozers and dynamite. In 1988, hundreds of thousands of Kurds were

forced to flee again to Turkey and Iran.

The *anfal* "became more systematic and more organized," and the death toll "may be upwards of 100,000 dead," said Andrew Whitley, executive director of Middle East Watch, which is collecting and verifying evidence of the attacks. "These are rough calculations based on what we know so far, but there is a huge number of people that need to be accounted for," he said as he prepared to take another team of experts to Kurdistan this week.

Middle East Watch believes that even mass graves in the desert in areas still under Iraqi control can be identified through new techniques of space surveillance.

Mass graves have already been discovered in the Kurdish-controlled areas in the north.

More than 140 bodies were exhumed from one site at Sulaymaniyah. Some were examined by Dr. Clyde Snow, a forensic anthropologist with a Middle East Watch team. One skull, which Dr. Snow identified as that of a 16- or 17-year-boy, still bears the decaying remnants of a red blindfold, and the entry and exit holes of a high-powered bullet.

Nearby in the burned-out security police headquarters, a still-terrified woman, living with scores of other grieving widows, simply refuses to believe that her husband is dead.

"I know he will come back," she said. "He has to for his children."

The widows' stories are almost always identical. Iraqi soldiers came to their village and took the men away. None have been seen since.

Downstairs, the butcher's hooks where Mr. Hussein's security forces tortured their victims hang empty, but the pathetic notes scrawled by the residents of the cells bear witness to their fate.

"They say I am an adult but I am only 15, I know they will kill me," reads one above a crudely drawn calendar that ends abruptly. The last day crossed off is only four days before the beginning of the Kurdish uprising last spring. In a final flurry, Iraqi security police killed those still in cells as unrest grew.

As the operation gained momentum, women, old men and children were often taken to huge open

enclosures surrounded by razor wire. In one such camp, at Baherky, near Arbil, 30,000 women, children and old men survived on handouts from the city's Kurdish population for three years until they were freed during last spring's uprising.

Zamreed Mohammed Ali's story is typical. Hers is one of 850 files collected from a few villages in recent weeks by a volunteer group in Zakho. On Aug. 28, 1988, Iraqi security forces arrived in Navishky, burned orchards, blew up houses and took away all the men, including her husband. The women and children were taken to Baherky. One of her sons, three years old, died in the camp.

"At first they just killed the men in front of their families," said Subhi Farman, who heads the Zakho group compiling files on the victims. "Then they started taking the men to the south to the desert to kill them, and later men and women and children to the south."

Abar Ali Said, a 37-year-old farmer who was one of 33 men shot in Kurome in August of 1988, said an Iraqi lieutenant ordered the farmers to kneel before giving the order to shoot. It was 7 a.m., and he lay all day among his neighbours' bodies before daring to crawl away with a bullet in his leg.

In the final, least discriminate phase of the *anfal*, mass killings no longer were carried out in villages. Instead, men, women and children were simply rounded up, loaded into open trucks and driven far to the south, where they were forced into huge, already prepared pits and machine-gunned.

There is only one known survivor among the tens of thousands who disappeared to the south.

Teimour, now 13, lives under tight security, to avoid assassination attempts by Iraqi agents. In 1988, he, his mother and his sisters,

among others, were trucked in convoy to a series of pits in the desert. Each truckload of people was forced into a separate pit.

"When the first bullet hit me, I ran toward one soldier. I held his hand and begged him not to kill me," Teimour told a film documentary team. "Then the other soldier shouted at him to throw us

back into the pit. He was crying when he did it."

Wounded a second time, Teimour said he lay among the bodies until the soldiers left to fetch bulldozers to fill the pits. He escaped, walking until he found a Bedouin encampment, where he was hidden. It was three years before he returned to Kurdistan.



Globe and Mail reporter Paul Koring, who visited the Iraqi city of Halabja shortly after a 1988 gas attack by President Saddam Hussein's forces, photographed the bodies of a man and child on a main street of the city.

Evidence mounts against Hussein in a 1988 massacre of the Kurds

By TIRUDY RUBIN

New evidence is coming to light that Iraqi President Saddam Hussein may have perpetrated a mass slaughter of tens of thousands of Kurds that has all the earmarks of a Nazi operation. Some of the victims are now believed to have been trucked to large pits in Iraq's southern desert, machine-gunned and then buried in the sand. Untold thousands just disappeared.

Most Americans became aware of Hussein's vendetta against the Kurds at the end of the Persian Gulf war, when the Kurds rebelled and then fled by the millions into Iran and Turkey after it became clear they couldn't beat Hussein's army. But few here are aware of the Iraqi dictator's longer-running campaign against the Kurds, including his decision in the 1980s to destroy nearly 4,000 Kurdish mountain villages — and relocate, or murder, their inhabitants.

In early 1988, with the war against Iran still dragging on and Kurdish loyalties suspect, the Iraqi leader decided to speed up the solution to his Kurdish problem. So, according to Kurdish leaders and independent investigators, an overt campaign of extermination was undertaken, code-named Al-Anfal, a term which was taken from a Koranic verse that legitimizes the right to plunder the property of infidels. The Al-Anfal campaign was put in the hands of Ali Hassan al-Majid, Saddam Hussein's notoriously vicious cousin who now serves as his confidant and defense minister and who also was in charge of the brutal occupation of Kuwait.

According to a recent Senate Foreign Relations Committee staff report on Hussein's anti-Kurdish campaign, Majid issued an order "proclaiming thousands of square kilometers of Kurdistan to be a free-fire zone in which neither human nor animal life was to remain." In February 1988 the Iraqi army began moving in and rounding people up; in August it began using poison gas on villagers but stopped after a threat of U.S. sanctions.

New information about the whereabouts of the missing Kurds was first unearthed in late March when Kurdish guerrillas seized vast amounts of documents and videotapes from secret police headquarters in several cities during the uprising.

The Iraqi secret police seemed to have been fond of recording their most horrendous activities, similar to the Nazis. According to the Foreign Relations Committee report, the



TAYLOR JONES
Saddam Hussein

tapes show torture and executions, while others record secret police raping Kurdish women and girls. Kurdish rebels have also discovered records of Kurds who were executed, and Kurdish guerrillas and surviving family members have exhumed many graves of victims over the last months.

But most of the "disappeared" remain unaccounted for. Nor can anyone document how many Kurds were murdered in Al-Anfal. Some Kurdish leaders say 50,000, others 180,000. As of last fall, the Kurds had compiled a list of 10,000 persons known to be missing; new lists with thousands more names are being given to visiting human-rights experts. Iraqi opposition sources have an audiotape of Ali Hassan al-Majid complaining about the difficulty of distributing Kurds slated for execution; he talks about shipping them to different provinces and complains that he has had to send bulldozers back and forth.

To try to solve some of these mysteries, noted Iraqi dissident Kanan Makiya sneaked back into Iraqi Kurdistan last December, his first trip home in 20 years, to make a documentary about Al-Anfal. Makiya, under the pseudonym Samir Khalil, is author of *The Republic of Fear*, a detailed account of Hussein's horrific crimes.

The documentary, which aired on the BBC in December, includes an interview with the only known survivor of one of the massacres, 15-year-old Tamur Abdul. Tamur relates how his entire village of Qulojeo was

rounded up in August 1988 in Iraqi army vehicles. The men were segregated and the women and children transported like cattle in crowded trucks for eight hours in searing heat with no water or food to the southern desert near the Saudi border.

There they were unloaded into a huge pit — he saw several other such pits — and machine-gunned. While the soldiers relaxed, the wounded boy scampered into an empty pit nearby; the soldiers left after they bulldozed sand over the victims, and the boy set out into the desert. He was saved by a Bedouin tribe.

Two and one-half years later Tamur made his way back to Kurdistan. No one can say how many other death pits exist in Iraq's southern desert because this area is under Iraqi army control. Tamur's pit sits just west of the city of Samawa, the area where American soldiers camped after the gulf war.

Key Kurdish leaders asked Ali Hassan al-Majid to account for the missing Kurds during unsuccessful negotiations held after the war in hopes of getting Hussein to permit Kurdish autonomy. They say Majid replied, "Forget about any prisoners before 1990. They are history." Top Kurdish leaders told Makiya that Majid also complained that the 180,000 figure was exaggerated. "There couldn't have been more than 100,000," he reportedly said.

If a massacre of this enormity actually occurred, one wonders why the world wasn't made aware. Makiya offers several possible explanations. He says the Kurds themselves "didn't truly believe what was happening" at the time, hoping the disappeared might still be in prison camps. Also, Kurdish leaders were reluctant to release details because many Kurdish collaborators had helped the Iraqi army with the roundups and Kurdish leaders feared intra-Kurdish bloodshed.

Another factor: Before the gulf war, few Westerners were interested in tales of Kurdish suffering.

Whatever the numbers involved, it is clear that something terrible happened in 1988 in Iraqi Kurdistan that needs to be investigated. The United Nations should demand access to the Samawa area and reconsider plans to pull U.N. guards out of Iraqi Kurdistan by June.

Otherwise Saddam Hussein might feel free to resume his slaughter of the Kurds.

Eager but Ill Equipped, Kurds Train Recruits

By CHRIS HEDGES

Special to The New York Times

ERBIL, Iraq — In the winter cold dozens of young men, stripped to the waist, parade out of their unheated barracks for an hour of morning calisthenics.

As they go through the drills, watched by a gaggle of officers in a motley collection of olive-green uniforms, the recruits chant slogans of Kurdish independence no less familiar to their fathers and grandfathers.

In a few weeks the recruits, burning with the idealism of the uninitiated, will move south to the front lines of their confrontation with the Iraqi Army and prepare for what many Kurds believe will soon be bloody fighting.

"By the summer, maybe even by the spring," a ranking Kurdish leader said, "we will see some heavy fighting."

The Kurds, unable to secure an autonomy agreement with Baghdad and suffering under a three-month-old economic blockade of trade with the Iraqi-controlled lowlands, have been rushing hundreds of young men through eight-week basic training courses in the northern area they control.

Two main rebel groups, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, field independent rebel armies and training camps. Together, they claim to have about 150,000 men under arms, although they admit that many are poorly trained. They say they have put about 15,000 rebels through training courses at some 20 different camps.

The instructors, former Iraqi Army officers of Kurdish descent, instruct the men in light arms and basic infantry tactics. But few have boots, wearing sneakers or cheap plastic shoes. Uniforms include a mix of odds and ends left behind by the Iraqi Army or by the Western troops who patrolled part of this area after the end of the Persian Gulf war. And bullets are so scarce that the men are not allowed to fire live ammunition until the final day of training, and then only 10 rounds.

With shortages growing because of the blockade, even keeping the troops housed and fed has become a problem.

"We have trouble getting enough food for the men," said Didar Abdul Jaber, a former Iraqi major now training rebels. "And of course we have no kerosene to heat the barracks."

The officers admit that if Baghdad throws everything it has at the Kurds, including heavy artillery, helicopter gunships and armor, the fighting will be one-sided.

"Once the Iraqis open up on our cities with air attacks and artillery, we are pretty much defenseless," said Yunis Aziz, a former Iraqi officer.

Iraq's Kurds rose up last year against a Baghdad Government weak-

ened by the Gulf war. But the revolt was swiftly crushed, sending some 1.5 million of Iraq's 4 million Kurds fleeing into Iran and Turkey.

The intervention by some 15,000 Western troops and the establishment of a security zone above the 36th parallel brought the Kurds back to the north. But Kurds and Iraqi troops tangled again during the summer and in November, when the Iraqis advanced several miles against Kurdish positions. The Kurds say they were unprepared last year to confront a regular army and argue they can now offer more sustained resistance. "It won't be like the last time," said a rebel commander, Aziz Anwar. "We are much better organized and prepared."

Kurdish leaders say they will defend the areas under their control, including that part of Kurdistan south of the

international security zone. But Western officials say they have no mandate to intervene if the Iraqis advance against Kurdish positions south of the zone, and in any case, the international guarantees, including the security zone, are scheduled to end in June.

Rostam Ali Naby, a 16-year-old boy, stood stiffly in his uniform, an AK-47 assault rifle held by his side. His elder brother was killed fighting Iraqi troops last spring, and his father has spent 23 years as a rebel battalion commander.

When asked what he found most difficult about the training, he quickly answered: "There is nothing difficult for us. We are happy to have the chance to be here."

But his father said out of earshot of the boy: "We need help. We have the will to fight, but almost nothing to fight with."

Herald INTERNATIONAL Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

Leverage Against Saddam

A year after the Gulf War, Saddam Hussein still struts. Millions of Iraqi Kurds, Shiites and Sunnis grow restless in the grip of hunger and high prices. The beaten Iraqi Army ponders its loyalties and its own best interests. Can't something decisive be done?

President George Bush, like many Americans, longs impatiently for such a resolution. Late last year he authorized the CIA to foment internal military action against Saddam Hussein and asked the Pentagon to plan military moves in support of any revolt. But a forced resolution, however consummately wished, bears greater dangers than benefits. Given the present constellation of political forces in Iraq, American military intervention makes no sense. The most reliable and effective lever for prying the dictator off his perch remains the international economic embargo.

One obvious way to try fomenting upheaval involves cliques, sects and rebels, notably the Kurds and Shiites who took up arms against Baghdad last year. Mr. Bush encouraged them — only to stand by and permit their defeat at a time that U.S. forces could have kept Iraqi aircraft out of the skies. But even if America could now help such rebels succeed, it would only trade one difficulty for another, more dangerous. Kurdish guerrillas and Shiite devotees of Iran-like theocracy are impressive fighters — but not for democracy. And even if opposition movements could agree long enough to start a coalition, they would have a hard time holding Iraq together. Today's standoff, admittedly frustrating, might well degenerate into regional war as Turkey, Syria and

Iran moved to protect their interests.

If there are dangers to fomenting unrest this way, why not turn instead to secular democratic opponents of the regime? Because there are not very many of them. They deserve maximum encouragement and diplomatic support. They may have a significant role to play in a future Iraq. But there is no practical way to install them except at gunpoint — and to do that would risk turning true democrats into powerless puppets.

The third way to intervene would be to try inciting rebellion within the Iraqi Army. Other Iraqi commanders, even if they turned out to be just as dictatorial as Saddam Hussein, might nonetheless prove more amenable to the expectations and norms of the outside world. Then again, they might not. The history of CIA-sponsored military coups around the world is not encouraging.

That leaves one other approach — international embargo. It is a slow, unglamorous method. But for certain ends, sanctions work well. Under the present embargo, Iraq can no longer shop the world for arms. It no longer poses immediate danger to its neighbors. Baghdad callously spurns all UN offers of humanitarian relief; even so, it pays the price in growing popular discontent.

The United States has honorable reason to encourage Iraqis, from the sidelines, to rid themselves of Saddam Hussein. And America has a special interest in encouraging Iraqi democrats to prepare for a larger political role. But there is no reason to risk turning frustration into disaster. Push Saddam Hussein — with sanctions.

— THE NEW YORK TIMES.

February 14, 1992

TENSE TIMES / Saddam Hussein has done it before and many Kurds*expect he'll attack again. Probably when the first opportunity arises*

New catastrophe feared after UN guards pull out

BY PAUL KORING
The Globe and Mail
Sulaymaniyah, Iraq

EVERY spring, bright *heros*, red and white flowers, bloom in the Kurdish valleys. Hero Talabani, the wife of the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, is named after them.

Mrs. Talabani, the daughter of a former secretary of the rival Kurdish Democratic Party, has been at the forefront of both the political struggle and the guerrilla war for decades. A striking and intense woman, she has no illusions about the fate of Iraq's Kurdish minority struggling to recreate its society.

"If the allies and the UN leave, then, of course, Saddam will attack us again, it will be a catastrophe, but a catastrophe for the West also," she said in an interview. Near her home Kurds were rebuilding their ruined houses and readying fields for a spring planting they hope they will be around to harvest.

The 20 million Kurds, split among Iraq, Iran, Syria, Turkey and what used to be the Soviet Union, are the world's largest nation without its own country. The swath of northern Iraq now under Kurdish control amounts to a nascent state, and as such is both the realization of centuries of Kurdish aspirations and a potential problem for neighbouring states. Turkey, especially, with a 12-million-strong Kurdish minority and a long-running battle against its own Kurdish insurgents, hardly relishes the emergence of a *de facto* Kurdish state on its southeastern border.

But autonomy talks between Kurdish leaders and Iraqi President Saddam Hussein have failed. The Iraqi regime, denied the ability, at least for the moment, to crush the Kurds once more, has instead laid siege to the Kurdish free zone with an internal economic blockade.

The limited security guarantee given the Kurds last spring by a U.S.-led coalition to encourage them to return to their traditional lands depends on Turkey's continued agreement to the use of its airbases for the all-important protective air cover.

And international aid agencies, notably the United Nations High Commission for Refugees, which

KURDISTAN



OUT OF THE ASHES

headed the relief effort and stretched its mandate to cover re-building under the guise of a "winterization" program are due to pull out this spring.

Meanwhile, the 500 UN guards in Iraq — who ostensibly are there to protect UN personnel and property but who have become a crucial element to Kurdish security — are also due to leave this summer.

"UNHCR feels it has done its part and wants somebody else to take over," said Hans Einhaus, the UN secretary-general's special representative in Iraq. But the UN Development Project, the obvious agency for the next phase — rebuilding infrastructure, re-planting orchards, providing farm equipment, seeds, livestock and fertilizer — has indicated in internal UN memos that it isn't interested unless it can undertake similar work in areas under Iraqi government control.

UNHCR's announcement last fall that it would pull out sparked mass demonstrations across the Kurdish zone, including hunger strikes and a march by more than 100,000 people in Sulaymaniyah.

Other aid workers and many Kurds regard the prospect of the departure of UNHCR and, soon after, the UN guards, as a betrayal of everything that has been achieved since two million Kurds were forced to flee to neighbouring Iran and Turkey after the brutal suppression of last spring's uprising.

Some UN officials bluntly put the onus on Western governments who encouraged the Kurds to return, who effectively provided a security guar-

antee, who financed the rebuilding programs to date and whose attention now seems to be drifting away.

"The biggest problem is the psychological uncertainty . . . the Kurds have been viciously attacked so often and betrayed so many times that they'd rather starve than face more insecurity," said a UN official with long experience in the region. "If Western governments want to protect what has been invested here then they must have the will to guarantee it . . . and what has been invested here is the renaissance of a nation."

Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party, said his people "want two things: for the world to deal with us as a political cause not only a humanitarian one, and also we need international protection on a permanent, not temporary, basis."

He acknowledges that there is a growing fear that the world is about to abandon the Kurds again. "Do we need to have 5,000 people gassed or three or four million fleeing across the mountains?" before the world takes notice, Mr. Barzani asked.

The most common question, and the most urgently pressed on any of the few foreigners who visit Kurdistan, is whether the UN and the United States will leave. That fear is everywhere.

"Don't ask a Kurd about the future. We can't think about a future yet, we only want to think of sleeping without the sounds of guns, to sleep without dreaming of running again," a young man said.

Mr. Barzani hopes that a Kurdish election, planned for April, will both catch international attention and so demonstrate the difference between the free zone and Mr. Hussein's dictatorial regime that the international community will be unable to abandon the Kurds.

Mrs. Talabani is less hopeful but voiced the resilience that has long been characteristic of her people. "Whatever will happen, we will survive," she said. "Even when everyone had forgotten the Kurdish people, we survived. After Halabja (the city gassed by Saddam Hussein in 1988) and the *anfal* (a campaign to kill Kurds and destroy their villages) the Kurdish people cannot be finished. We will try again."

Kurds Rush to Train Recruits as Fighting Looms

By Chris Hedges
New York Times Service

ARBIL, Iraq — In the winter cold, dozens of young men, stripped to the waist, parade out of their unheated barracks for an hour of morning calisthenics.

As they go through the drills, watched by officers in a motley collection of olive-green uniforms, the recruits chant slogans of Kurdish independence familiar to their fathers and grandfathers.

In a few weeks the recruits, burning with the idealism of the uninitiated, will move south to the front lines of their confrontation with the Iraqi Army and prepare for what many Kurds believe will soon be bloody fighting.

"By the summer, maybe even by the spring," a Kurdish leader said, "we will see some heavy fighting."

The Kurds, unable to secure an agreement with Baghdad on autonomy and suffering under a three-month-old economic blockade of trade with the Iraqi-controlled lowlands, have been rushing hundreds of young men through eight-week basic-training courses in the northern area they control.

Two main rebel groups, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, field independent rebel armies and training camps. Together they say they have about 150,000 armed men, although they acknowledge that many are poorly trained. They say they have put about 15,000 rebels through training courses at some 20 different camps.

The instructors, former Iraqi Army officers of Kurdish descent, instruct the men in light arms and basic infantry tactics.

But few have boots; they wear sneakers or cheap plastic shoes. Uniforms are a mix of odds and ends left behind by the Iraqi Army or by the Western troops who patrolled part of the area after the end of the Gulf War.

And bullets are so scarce that the men are not allowed to fire live ammunition until the final day of training, and then only 10 rounds.

With shortages growing because of the blockade, even keeping the troops housed and fed has become a problem.

"We have trouble getting enough food for the men," said Didar Abdul Jabbar, a former Iraqi major now training rebels. "And of

course we have no kerosene to heat the barracks."

The officers acknowledge that if Baghdad throws everything it has at the Kurds, including heavy artillery, helicopter gunships and armor, the fighting will be one-sided.

"Once the Iraqis open up on our cities with air attacks and artillery, we are pretty much defenseless," said Yunis Aziz, a former Iraqi officer.

Iraq's Kurds rose up last year against a Baghdad government weakened by the Gulf War. But the revolt was swiftly crushed, sending some 1.5 million of Iraq's 4 million Kurds fleeing into Iran and Turkey.

The intervention by some 15,000 Western troops and the establishment of a security zone above the 36th parallel brought the Kurds back to the north. But Kurds and Iraqi troops clashed again during the summer and in November, when the Iraqis advanced several miles against Kurdish positions.

The Kurds say that they were unprepared last year to confront a regular army and that they can now offer more sustained resistance.

"It won't be like the last time," said a rebel commander, Aziz Anwar. "We are much better organized and prepared."

Kurdish leaders say they will defend the areas under their control, including the part of Kurdistan south of the international security zone.

But Western officials say they have no mandate to intervene if the Iraqis advance against Kurdish positions south of the zone. In any case, the international guarantees, including the security zone, are scheduled to end in June.

Rostam Ali Naby, 16, stood stiffly in his uniform, an AK-47 assault rifle held by his side. His older brother was killed fighting Iraqi troops last spring, and his father has spent 23 years as a rebel battalion commander.

When asked what he found most difficult about the training, he quickly answered: "There is nothing difficult for us. We are happy to have the chance to be here."

But his father said out of earshot of the boy: "We need help. We have the will to fight, but almost nothing to fight with."

U.S. Backs Quick Iraqi Weapons Razing

By R. Jeffrey Smith
Washington Post Service

WASHINGTON — The White House has pledged support for a stepped-up United Nations effort to destroy Iraq's capability to make ballistic missiles, a move that U.S. and diplomatic officials said could set off a new quarrel with President Saddam Hussein.

The UN effort, to be started next week and which would last through the spring, will seek to eliminate machinery and production lines at four Iraqi factories that inspectors assert were used to make components of the missiles fired at Saudi

Arabia and Israel during the Gulf War last year.

Officials said the effort was authorized by a UN cease-fire resolution accepted by Iraq that requires "the destruction, removal or rendering harmless" of the country's ballistic missiles, their related parts and repair and production facilities. The equipment was identified by UN inspectors during visits last year to military sites.

Iraqi officials have told UN inspectors that much of the equipment should not be destroyed because it has other, nonmilitary uses and is vital to the nation's economic recovery. These statements have

led to speculation in Washington and UN headquarters that Mr. Saddam may refuse to comply with the destruction orders.

A UN official said "there may be an immediate standoff" similar to Iraq's detainment of UN inspectors in a Baghdad parking lot in September after the inspectors seized incriminating documents about Iraq's nuclear program. But he added that strong U.S. and allied support for the elimination plan would make a confrontation less likely.

The White House national security adviser, Brent Scowcroft, pledged U.S. support for the destruction plan in a meeting Thursday with Rolf Ekeus of Sweden.

chairman of the UN Special Commission on Iraq, according to U.S. officials.

Mr. Scowcroft said that in the event of any Iraqi effort to obstruct the commission's work, the United States would back a UN Security Council resolution of condemnation, the officials said. But it could not be learned whether Mr. Scowcroft and Mr. Ekeus discussed the possibility of U.S. military support for the destruction efforts.

At least 17 installations in Iraq have been identified by the commission as sites where the government conducted research, production, testing and repair of ballistic missiles, launchers and rocket fuel. UN officials declined to name

the sites that have been targeted for demolition, saying they did not want to give Baghdad advance warning of the specifics. But they said trained UN personnel would leave for the Iraqi capital from Bahrain late next week.

The visit opens a new, politically sensitive phase of the commission's work, involving more concerted destruction of Iraq's industrial capability to make weapons of mass destruction. This work follows nine months of inspections aimed largely at detecting, cataloging and monitoring Iraqi missile and nuclear technology, chemical weapons and biological agents.

Of the missile arsenal, the commission has supervised the destruction of everything Iraq has declared, including 62 missiles, 11 missile decoys, dozens of fixed and mobile launchers, 8 missile transporters and 146 missile-storage units, by an official's count.

THE NEW YORK TIMES INTERNATIONAL SUNDAY, FEBRUARY 16, 1992

KURDS RETURNING TO RAZED VILLAGES

Refugees Head Back to Ruins of the Towns Demolished by the Iraqis in 1989

By **CHRIS HEDGES**

Special to The New York Times

QALA DIZA, Iraq — The tug of memory draws them through the snowy mountain passes, down the frozen, rutted roads to the piles of rubble they call home. They live beneath jagged concrete slabs in sub-zero temperatures, with no running water, little food, no kerosene to heat with and, some would contend, no future.

All across northern Iraq, tens of thousands of Kurds, once herded like cattle into new Government-built towns as their villages were razed, have headed home. Of the 4,000 villages and towns demolished by the Iraqi Government since 1976 in an effort to break the Kurdish rebel movement, 1,700 are being rebuilt.

Farmers, often using seeds from a year or two ago, are making their winter plantings, despite the risk from land mines that maim dozens of Kurds each week and the knowledge that the old seed will bring low harvests.

Building on Old Foundations

Families, hacking at the frozen earth, have built tiny sod huts on their old foundations. And merchants who long ago lost their shops peddle odds and ends out of carts pulled along the street by donkeys.

Ask them why they come and they give the same immutable response.

"This," said Mustafa Ahmed, standing next to a chunk of concrete with three bent iron rods poking through, "is where we are from."

The four million Kurds in northern Iraq live in a so-called security zone above the 36th parallel set up by Western forces after the Persian Gulf war and in areas south of the zone controlled by Kurdish rebels. The zone was set up to persuade 1.5 million Kurdish

But the refugees have headed not to the concrete hovels that make up the Government-built towns, but to the ruins of their old mountain villages.

Food Supplies Dwindle

Iraqi troops, dug in south of here for the winter, are enforcing a trade embargo on the Kurdish region. There are severe shortages of basic items like rice and lentils. Prices have doubled and tripled. As supplies dwindle, the distribution of food by the United Nations to the small pockets of people still displaced from their homes has, in the words of one official, become "tense."

By the late 1980's, Qala Diza's population had swelled to about 100,000, with most of the new residents coming from a 12-mile-wide strip of land along the Iranian border that was depopulated in 1975 in an effort to prevent border raids by Kurdish rebels based in Iran. Small towns were built by the Iraqi Government on the outskirts of Qala Diza and other villages on the Iraqi side of the no man's land.

But a decade later, when the Iraqi Government found that depopulating the border area failed to quell the rebellion, it resorted to more drastic measures, including the destruction of whole towns. Army units appeared in Qala Diza in late 1989 and gave the population a few days to collect their belongings and leave. Iraqi engineers then blew up the town, building by building.

Wells Were Poisoned

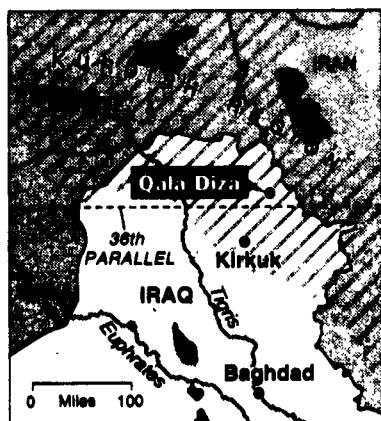
Other centers, like Sayed Sadeq, Chwarta and Haj Omran, went up in clouds of dust and debris. Churches, some dating from the fifth century, and mosques were blown to bits, along with old homes, schools, clinics and hospitals. Even the wells were blown up, covered with concrete or poisoned.

Kurdish leaders say more than 180,000 people disappeared in the campaign, known as Anfal, a corruption of a Koranic verse that permits Muslims to slaughter heretics.

No one was meant to inhabit Qala Diza, or any of the hundreds of other Kurdish population centers, again. And even today the main source of fresh water for the 40,000 people who have returned comes from tanks supplied by the United Nations.

The Kurds are painfully aware that the United Nations High Commissioner for Refugees is scheduled to leave in April, and that the Western troops are supposed to pull out of the security zone in June. If these groups leave, most Kurds say, they will flee again, even if it means abandoning the towns and villages they have reclaimed.

"If the allies and the United Nations leave," said Zahra Khider, a 30-year-old mother with five small children, "then Saddam will send his troops and helicopters against us. We will run or be killed."



The New York Times

Tens of thousands of Iraqi Kurds have returned home to rebuild villages like Qala Diza.

refugees in Iran and Turkey, who had fled after an abortive Kurdish uprising last spring, that it was safe to return.

L'Irak et sa bombe

Avant l'offensive alliée de l'an dernier Bagdad était en passe de disposer d'un engin de 20 kilotonnes

par Jacques Isnard

Avant le déclenchement de l'opération «Tempête du désert», il y a treize mois, l'Irak était à moins de dix-huit mois d'avoir sa première bombe nucléaire. Cet engin aurait pesé une tonne, ce qui l'aurait rendu largable par un avion, et il aurait dégagé une énergie de 20 kilotonnes, c'est-à-dire une puissance tout juste supérieure à la bombe d'Hiroshima.

Les activités des savants et des chercheurs étaient suffisamment cloisonnées pour qu'aucun d'eux n'ait une vue d'ensemble de ce que leur faisait faire M. Saddam Hussein. C'est en quoi le précédent irakien démontre qu'on peut développer, en toute clandestinité, un projet nucléaire à des fins militaires.

Les inspecteurs de l'ONU sont arrivés à cette conclusion à la fin de janvier dernier, après leur vingt-huitième mission sur place pour dresser

l'inventaire des capacités de Bagdad dans le domaine des armes nucléaires, mais aussi en matière balistique, chimique et même biologique. Dans ces trois derniers secteurs, le diagnostic des Nations unies, pour être moins catégorique, n'en demeure pas moins très préoccupant.

Dans l'ordre nucléaire, d'abord, le programme irakien était beaucoup plus avancé que ce que les services de renseignement, y compris les plus performants, avaient imaginé. Au départ, Bagdad a toujours nié qu'il poursuivait un programme nucléaire à finalité militaire, et il a opposé de la mauvaise volonté aux inspecteurs onusiens. Puis, devant l'afflux et la précision des informations recueillies, souvent obtenues grâce à des «transfuges», l'Irak a reconnu officiellement son ambition en la matière.

KURDISTAN IRACHENO

Saddam lascia Kirkuk?

di L. Schr.

Saddam Hussein si ritira da Kirkuk? La settimana scorsa è iniziato il trasferimento degli uffici militari situati nella capitale petrolifera del Kurdistan iracheno. Poi verranno chiusi gli uffici politici e pubblici. La notizia viene da fonti del Partito Democratico del Kurdistan iracheno e dell'Unione Patriottica del Kurdistan.

Questi sostengono che il governo di Baghdad intende inoltre trasferire altrove gli impianti di due raffinerie. Le nostre fonti affermano però che i pozzi sono minati: già da un mese le autorità irachene impedirebbero agli operai di entrare nell'area petrolifera situata a pochi chilometri dalla città, e lo farebbero proprio a causa delle mine.

Il motivo dell'abbandono di Kirkuk da parte del governo iracheno - se è vera la notizia -

rimane un mistero, perché non sono note pressioni o accordi in questo senso.

Secondo le nostre fonti, è certa comunque l'intenzione dell'Onu di aprire un proprio ufficio a Kirkuk, che sarà il più importante in Iraq.

Di nuovo inspiegabilmente, le autorità irachene avrebbero consigliato ai cittadini di non affittare alloggi e stabili ai funzionari delle Nazioni Unite. Questi comunque intenderebbero stabilirsi in un albergo dotato di ristorante, capace di ospitare cento persone.

Nei mesi scorsi, si era avuta notizia di un altro accordo tra il governo iracheno e una parte del fronte kurdo, quella guidata da Barzani, per una sorta di condominio su Kirkuk, il nodo gordiano della trattativa quasi un anno fa, nell'aprile del 1990. Ma la notizia non ha avuto nessun seguito.



Le dispositif étudié, sous le contrôle du ministère de l'industrialisation militaire, visait à construire une arme nucléaire à implosion pesant une tonne et développant une puissance de 20 kilotonnes, sur la base de travaux qui faisaient appel à la séparation isotopique par le procédé électromagnétique. L'Irak a déclaré le seul centre de Tuwaitha, mais l'ONU a identifié vingt-neuf sites, avec notamment des ateliers à Daura, Al Radwan, Al Amin, Tarmiya ou Ash Sharkat. Les matériels - l'Irak se proposait de fabriquer quatre vingt-dix calutrons par an - ont pu être, depuis, rendus inutilisables.

Les autres procédés d'enrichissement de l'uranium, comme la centrifugation, la méthode chimique, le laser ou la diffusion gazeuse, se trouvaient en retard ou avaient dû être abandonnés entre-temps.

Selon les inspecteurs de l'ONU, il a été recensé en Irak pas moins de 460 tonnes d'uranium naturel - soit, de quoi réaliser plusieurs dizaines d'engins, - alors qu'il

n'en avait été déclaré que 185 tonnes. A cet uranium naturel, il convient d'ajouter 13 kilogrammes d'uranium enrichi à partir de combustibles vendus par la France et l'ex-URSS, mais récupérés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne. Par le procédé électromagnétique, l'Irak était en voie de produire 15 kilogrammes d'uranium très enrichi par an.

On évalue à quelque 10 milliards de dollars la mise de fonds par Bagdad pour la réalisation de son programme d'enrichissement de l'uranium. Les Irakiens étaient en mesure, selon l'ONU, de disposer d'un premier engin dans un délai de douze à dix-huit mois si les alliés n'avaient décidé de lancer leur offensive à la mi-janvier 1991.

Pour parvenir à son but, l'Irak a eu accès à la «littérature» scientifique dite «ouverte» en la matière dans le monde. Il a avoué avoir créé des sociétés-écrans pour pouvoir acheter des équipements qui, pris individuellement, ne sont pas réglementés par un contrôle.

préalable à l'exportation auprès de fournisseurs chinois, allemands, yougoslaves, brésiliens ou pakistanais, et il s'est approvisionné en uranium naturel au Brésil, au Portugal et au Niger. L'ampleur d'un tel travail n'était pas soupçonnée, et rien ne dit, aujourd'hui, que toutes les installations aient été décelées, à plus forte raison détruites ou neutralisées, tant l'effort irakien est demeuré souterrain, au sens propre du terme.

Dans l'ordre balistique, aussi, les Nations unies ont réussi à répertorier pas moins de douze sites différents, sur lesquels quatorze ateliers de production ont été d'emblée déclarés par Bagdad et trente-trois autres identifiés après avoir été passés sous silence. Dès 1988, les travaux irakiens ont été consacrés à la conception d'un missile (dénommé Condor) de 900 kilomètres de portée, à la modification des missiles ex-soviétiques Scud-B, à des projets de roquettes d'artillerie, à deux modèles de super-canon de 350 et 1 000 millimètres, et à un programme de missiles anti-missiles. Tous ces systèmes étaient censés pouvoir être équipés, à terme, de charges classiques ou chimiques. Les inspecteurs de l'ONU sont arrivés à la conviction que les Irakiens, dont ils reconnaissent « la qualification très élevée », ne pouvaient pas aboutir sans les machines-outils qu'ils avaient acquises en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Autriche ou en Chine (pour la propulsion par propergols des missiles) et au Brésil (pour l'acier maraging).

A ce jour, les installations, fixes ou mobiles, de missiles déclarées par Bagdad ont été détruites. Mais les Nations unies ne sont pas dupes : elles n'excluent pas qu'un certain nombre de missiles et, surtout, les éléments déterminants pour leur guidage, aient pu leur être dissimulés.

Pour ce qui concerne les armes chimiques, encore, il s'agit pour l'essentiel des quarante-six mille munitions recensées, d'obus de 155 millimètres, de roquettes de 122 millimètres, de têtes de missiles et de bombes larguées par gravitation depuis un avion ou un hélicoptère. Quelques milliers de projectiles, notamment des roquettes, ont échappé probablement à la sagacité des contrôleurs, qui en ont détruit douze mille à la fin janvier.

La plupart des armes chimiques de l'Irak étaient à base de tabun, ypérite, sarin et sarin binaire (un mélange de deux toxiques). Les sites ont été officiellement présentés par les Irakiens comme étant des centres produisant des pesticides à usage industriel. Pourquoi ces munitions n'ont-elles pas été utilisées pendant la guerre du Golfe? Le mystère reste entier apparemment.

Des connaissances acquises définitivement

En effet, les inspecteurs des

Nations unies ont découvert des têtes de missiles Scud qui contenaient, pour certaines d'entre elles, deux composants chimiques. Il est vraisemblable, selon les experts, que les systèmes d'armes en question n'étaient pas assez sûrs et que, sans doute, ils se seraient désintégrés en rentrant dans les couches basses de l'atmosphère avant d'atteindre leurs objectifs.

Dans l'ordre des armements biologiques, enfin, les missions de l'ONU ont découvert, sur le site de Salman Park, détruit par la guerre, et à Al Hakan, où était installé un laboratoire pour la production de protéines d'origine unicellulaire, des souches patho-

gènes (*Clostridium botulinum*, *Clostridium perfringens* et *Bacillus anthracis*) qui donnent à croire que les Irakiens y ont tenté des recherches. Ces souches pathogènes proviennent des Etats-Unis. Une chambre d'inhalation, endommagée depuis, a été fournie par la société allemande Karl Kolb et un fermenteur de 1501 a été acheté par l'Irak à l'entreprise helvétique Chemap.

De quelque côté que l'on se tourne, il est aujourd'hui patent que les Irakiens amoncelaient – avec obstination – un arsenal de haute technologie.

L'ONU n'écarte pas, au demeurant, que ses inspecteurs soient passés à côté de certains pro-

grammes militaires d'envergure, tant est efficace la capacité de Bagdad à déjouer les contrôles, à déplacer les installations en toute hâte – même en cas de visite avec un court préavis – et à les camoufler, voire à les enterrer. Des fournitures, en principe interdites à l'exportation, ont été livrées en dépit des accords internationaux entre puissances qui les fabriquaient. D'autres sont peut-être encore inconnues. Le plus grave, sans doute, est que les connaissances acquises par l'Irak le sont définitivement et qu'elles pourraient être utilisées de nouveau.

JACQUES ISNARD

THE EUROPEAN February 20, 1992

Two die in ambush by Left terror group

GUNMEN shot and wounded a prosecutor, and killed his driver and a policeman in the north-western town of Bursa. Two other policemen and a passer-by were also injured in the attack, which bore the hallmarks of Dev-Sol (Revolutionary Left), Turkey's deadliest urban guerrilla group. Prosecutor Nural Ucurum's official car was sprayed with bullets when it stopped at a traffic light. He was wounded in the chest and leg. The gunmen escaped in a stolen taxi which was later found abandoned.

Dev-Sol claimed it murdered more than 30 people last year. Istanbul police last week arrested a man and a woman said to be Dev-Sol members responsible for killing 12 people, including Istanbul's chief state security court prosecutor, who was murdered last week, and British businessman



TURKEY

Andrew Blake who was killed in Istanbul in 1991.

Dev-Sol, active during the late 1970s, resumed its activities a decade later. It began taking revenge on officials who it accused of torturing Dev-Sol members during army rule from 1980-83.

Gas deal: Azerbaijan has offered to pump oil and natural gas to Turkey through pipelines built with the help of international financial institutions. The prime minister of the former Soviet republic, Hasan Hasanov, met Turkish president Turgut Ozal in Teheran. He said the projects could be funded by international financial institutions and finished within six years.

Turkey, a net importer of oil and natural gas, has agreed with Iran to import crude oil and to resume talks on building a natural gas pipeline to export Iranian gas to Europe.

Kurds arrested: Police have caught 18 Kurdish separatists suspected of kidnapping ten German tourists last August. The suspects, captured in Ankara, are members of the rebel Kurdish Workers Party (PKK), and have been involved in six other armed attacks in south-east Turkey, according to a security official. He said the rebels, two of them women, confessed that they had planned to attack police stations in Ankara, extort money from businessmen and kill an unnamed former minister. The Germans – four women, three men and three children – were kidnapped while camping in south-east Turkey. The PKK freed them unharmed a week later.



Confident: President Turgut Ozal

Turquie/Irak De la base d'Incirlik, au sud-est de la Turquie, la mission « Provide Confort » se poursuit. Mais l'armée irakienne n'a pas dit son dernier mot

LES KURDES SOUS LA MENACE DE SADDAM

INCIRLIK
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Quelques kilomètres d'Adana, capitale de la Cilicie, les gros-porteurs sont posés sur le tarmac. Dans quelques jours, les C 5 Galaxy, C 141 Starlifter et C 130 Hercules de l'opération « Provide Hope » s'envoleront pour les Républiques ex-soviétiques du Caucase. Le colonel Bill Rutledge commande la base d'Incirlik depuis juin 1991. Longiligne, encore aminci par sa combinaison de vol, il exécute son briefing de présentation avec l'exactitude du pilote. Un travail de professionnel, sous l'œil attentif de l'officier de liaison turc, témoin obligé de toutes les « visites organisées ».

Incirlik, base américaine? Pas tout à fait. À l'origine, elle a été conçue comme une structure d'accueil, lieu d'entraînement pour l'aviation de combat américaine venue par rotations d'Aviano en Italie ou de Torrejon en Espagne. En cas de crise impliquant l'Otan, les installations doivent aussi servir à accueillir des renforts dépêchés par les alliés occidentaux de la Turquie. Les accords bilatéraux de défense conclus entre Washington et Ankara garantissent aux États-Unis un accès permanent et un minimum de flexibilité dans l'utilisation des installations, tout en assurant à la Turquie le maintien de sa souveraineté sur son territoire. La base d'Incirlik reste donc propriété d'Ankara qui l'utilise conjointement et assure sa défense aérienne.

Une base avancée des « Wild Weasels »

Dans l'esprit des autorités turques, Incirlik avait vocation à soutenir des missions de l'Otan ou directement liées à la sécurité de la Turquie et de ses alliés. Toute utilisation de la base par les États-Unis pour d'autres types d'opération, notamment au Moyen-Orient ou dans le golfe Persique, nécessitait donc un accord préalable du gouvernement turc. Cela avait été le cas en 1983 pour permettre aux États-Unis d'utiliser la base pour faire transiter la logistique destinée au contingent américain de la force multinationale à Beyrouth. *A fortiori*, quand il s'est agi de la guerre du Golfe qui a bousculé le schéma initial en propulsant Incirlik au rang de base avancée du dispositif allié dans la guerre du Golfe.

Au plus fort du conflit, la base qui compte en temps ordinaire 6000 personnes, y compris le personnel civil et les familles, en a accueilli plus du double sous des villages de tentes. C'est d'Incirlik que les avions de combat américains stationnés en Europe, en particulier la fameuse 23^e escadre des « Wild Weasels » (« Belettes sauvages ») basée à Sigonella en Sicile, avaient ouvert, dès le 19 janvier 1991, un second front aérien en allant bombarder le nord de l'Irak (opération « back-door slam »).

Plus tard, au printemps, Incirlik a servi de point de départ au pont aérien humanitaire en faveur des Kurdes. Dès le 6 avril, les Alliés mettaient en

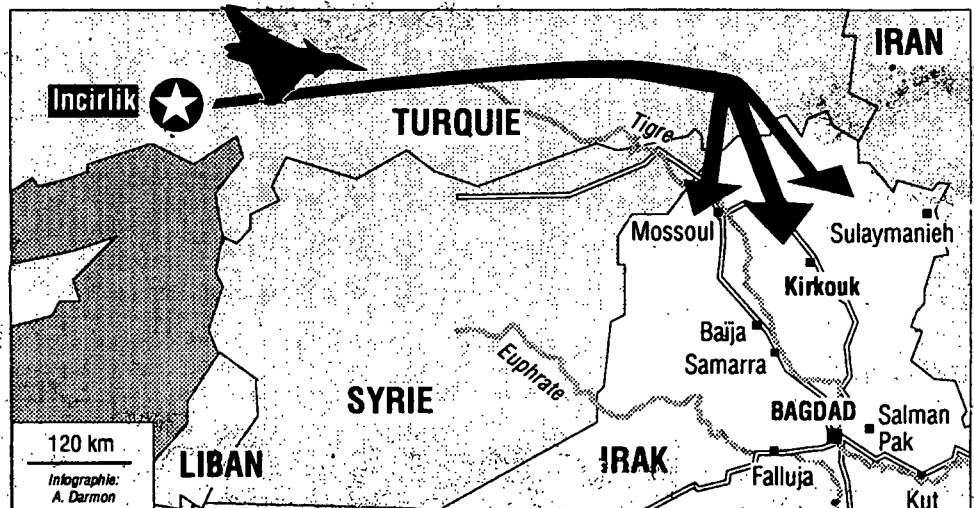
place l'opération « Provide Confort », reconduite à deux reprises et qui doit théoriquement s'achever à la fin du mois de juin. Depuis le retrait des Alliés de la « zone de sécurité » créée pour protéger la population kurde d'Irak, une « force résiduelle » de plus d'un millier d'hommes continue à effectuer des missions de présence et de reconnaissance au nord de l'Irak. Le gros de ces forces, essentiellement aériennes, stationne à Incirlik.

Deux autres points d'appui, l'un de 55 personnes à Dyarbakir-Pirinçlik en Turquie, l'autre de 10 personnes à Zakho en territoire irakien, complètent ce dispositif. Leur mission : faire respecter l'interdiction d'utilisation de l'espace aérien au nord du 36^e parallèle aux avions et hélicoptères de Saddam Hussein, et participer à la surveillance de la zone.

Un potentiel militaire aujourd'hui reconstitué

Du nord au sud, le territoire irakien fait l'objet d'une couverture extensive au moyen des satellites d'observation, des radars et stations d'écoute et des Awacs américains. S'ajoutent, pour le Kurdistan, des avions américains, turcs, britanniques et... 8 Mirage F 1 français, tous stationnés à Incirlik. Le détachement français, prélevé sur la 33^e escadre de Strasbourg – environ 150 personnes – ne représente que 9 à 10 % du personnel de l'opération « Provide Confort ».

Par équipes de deux, les avia-



teurs français atteignent la frontière irakienne en un peu plus d'une heure avec ravitaillement en vol. À les entendre, le résultat de leurs investigations ne fait pas de doute. « Dès la fin de l'automne 1991, l'Irak a remis sur pied une bonne partie de son infrastructure militaire, aéroports, radars, défense aérienne et batteries de missiles Scud », explique un officier, manifestement impressionné par la rapidité avec laquelle le régime de Bagdad a reconstitué son potentiel militaire.

Chaque jour, les pilotes français se retrouvent pour un briefing avec leurs homologues américains, britanniques et turcs, après exploitation commune des renseignements collectés. Photos aériennes de batteries de missile Scud, de blindés en transit ou de position d'artillerie : rien n'échappe aux « oreilles » et aux « yeux » des militaires alliés.

Les militaires français rencontrés sur la base confirment les informations publiées à Washington selon lesquelles l'Irak posséderait encore un très grand nombre de missiles Scud, « probablement des centaines », et qui échappent en grande partie au contrôle des inspecteurs de l'ONU.

Une population privée de tout approvisionnement

Commandant adjoint de l'opération « Provide Comfort », le colonel Layton ne fait pas mystère de la précarité de la situation dans le Kurdistan. Le blocus mis en place par Saddam Hussein en novembre dernier prive la population kurde de tout approvisionnement en fuel et en produits alimentaires. Depuis trois mois, les fonctionnaires ne reçoivent plus leur salaires.

Des points de contrôle ont été mis en place sur les axes stratégiques, le long d'une ligne de front protégée par des mines et qui englobe les champs pétroliers de la région de Kirkouk jusqu'aux raffineries au nord de Mossoul, pourtant situées à l'intérieur de la zone de sécurité alliée. « Entre 12 000 et 15 000 militaires irakiens stationnent à l'intérieur de la zone », explique un officier. Parmi eux, un bataillon de la garde républicaine, unité d'élite du régime, avec une quarantaine de chars T 72 de fabrication soviétique. Une ligne aujourd'hui statique, autant « défensive », contre d'éventuelles attaques de la guérilla kurde, qu'« offensive », prête à servir de point d'appui pour la reconquête.

Un printemps plein d'incertitudes

Le printemps s'annonce plein d'incertitudes. Le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) doit quitter le nord de l'Irak en avril. D'ici à la fin juin, le reste des agences onusiennes et la mission « Provide Comfort » achèveront leur mission de protection des Kurdes. « Pour moi, cela ne fait aucun doute. Aussitôt que nous serons partis, Saddam reprendra possession de la région », assure un officier supérieur français.

Pour compliquer un peu plus la situation, on prête à Ankara l'intention de régler « sa » question kurde, autrement dit de lancer après l'hiver une opération d'envergure contre les combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui mènent depuis huit ans la guérilla contre l'armée d'Ankara dans le sud-est du pays. En Irak, cette année encore, l'été sera chaud.

François d'ALANÇON

The Independent February 21, 1992

Violence returns to haunt Turkey

From Hugh Pope
in Istanbul

A LARGE bomb tore apart the centre of Istanbul's Chamber of Commerce yesterday, killing one person, injuring 16 and reminding a shocked Turkey of the dark forces undermining its recent emergence as a regional power.

Some callers to newspapers claimed the attack in the name of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), but there was no way to tell who was behind it at a time when each side is accusing its enemies of provocations.

Terrorism, death-squad style killings and guerrillas running quasi-liberated zones have returned to haunt the Prime Minister, Suleyman Demirel, recently returned to power for the first time since the 1970s. Worst affected are Kurdish areas of south-eastern Turkey, suffering from the "spring syndrome" — fears that next month will see the biggest confrontation in seven years of conflict between between the state and PKK rebels.

Despite snow levels over the roofs of some mountain villages, fighting has continued through the winter. Since last Friday, four soldiers were killed by a landmine, six villagers were shot dead by soldiers and two more Kurdish activists were found murdered.

Halit Gergen, a reporter for the far-left, pro-Kurdish magazine *Ikibin-e Dogru* (Towards 2000) was shot by one bullet to the head at his desk in the provincial capital of Diyarbakir on Tuesday evening. The bullet-riddled body of a bookseller was found outside Bingol on Wednesday, three days after his disappearance.

It brought to 49 the number of unexplained murders in the southeast since June. There is evidence of a power struggle between the PKK and a new Kurdish fundamentalist "Hizbullah" group — alleged Turkish state backing for this Hizbullah was *Ikibin-e Dogru's* last cover story — but most human rights activists attri-

bute the killings to Latin American-style death squads.

The violence plaguing Turkey is not confined to the south-east. Urban terrorism has made a grisly comeback as well, bringing "wanted" posters back to airport and bus terminal walls and heavy police guards for prominent people. The latest victim was the state prosecutor in the provincial city of Bursa, badly wounded by five gunmen as he drove to work on Wednesday. His driver and a policeman were killed.

The attack was claimed by Dev Sol, a left-wing group in the style of Germany's Red Brigades that has claimed the killing of more than 30 people in the past 15 months. Most of the victims were policemen, but included five Turkish generals and three foreigners, among them a British insurer Andrew Blake.

Mr Demirel has tried to defuse the issue by playing it down rather than confronting it. Authorizing a crackdown would inevitably dent his most successful policy platform since coming to power in October, a sustained pledge to reform Turkey's human rights record.

"The terrorists will not defeat the Turkish state," Mr Demirel said earlier this month. "They shed blood because they think there will be panic, the state will shake. But the blood is not being shed from today, it dates back [from before I took power]."

Such statements may do little to reassure others threatened by Dev Sol, such as the Turkish military, which is setting up its own force of security guards, and American businessmen, a number of whom have quietly left the country in the past year despite the profitability doing business in Turkey.

■ VENGEANCE

L'interminable hiver des Kurdes

Un an après l'exode de 1,5 million de personnes, l'Irak tente, à nouveau, d'asphyxier la province rebelle. Malgré les ravages du blocus, le Kurdistan résiste.

De notre envoyé spécial

Au poste-frontière de Habour, le douanier tamponne d'un geste las le passeport qu'on lui tend. Ici, on quitte la Turquie. Pour quel pays ? Nul ne le sait vraiment. Peut-être un fragment de nation, une enclave qui ne serait plus tout à fait l'Irak, mais pas encore le Kurdistan. Au-delà de l'ultime guérite, deux vérités se superposent. Celle, balbutiante, d'un Etat dans l'Etat. Celle, brutale, d'un embargo dans l'embargo. Depuis octobre, Bagdad inflige à sa province rebelle le châtement que lui valut l'aventure koweïtienne. Mais, au jeu du blocus, l'Irak surpasse ses juges. « Saddam, note un officier américain stationné à Zakho, serre le garrot lentement, mais sûrement. » Les livraisons d'aliments de base (farine, huile, sucre) ? Dérisoires. Le versement du traitement des fonctionnaires ? Suspendu. Ce qui prive de ressources près d'un demi-million de Kurdes.

Aux « checkpoints » tenus par l'armée, rien ne passe. On y voit parfois des cerbères en uniforme rudoyer un pauvre bougre pour quelques légumes « importés » d'Irak. Même régime pour l'essence. Dans son réservoir, l'automobiliste garde à peine de quoi regagner son gouvernorat. L'excédent ? Siphonné et déversé dans une fosse creusée à cet effet. Pain bénit pour le marché noir : le long des routes du Kurdistan, des gamins transis vendent le carburant à prix d'or. De 2 à 3 dinars le litre en ville, jusqu'à 5 dans les hameaux haut perchés. Soit 70 fois le tarif affiché à Bagdad. Seule issue pour les plus démunis : grossir les files d'attente qui, dans un froid polaire, s'étirent au seuil des stations-service. Là, après avoir campé trois jours et trois nuits dans sa voiture, on obtient 20, au mieux 30 litres pour la semaine.

Hier encore, tandis que le Kurdistan s'enfonçait dans le rationnement, des



norias de camions turcs, chargés d'énormes cuves, ramenaient de Mossoul des océans de pétrole. Sur la route noirâtre et glissante de Silopi (Turquie), on les suit à la trace et à l'odeur. A la grande fureur des routiers, Ankara s'évertue depuis peu à combattre cette entorse éhontée à l'embargo contre Bagdad. Ehontée et ambiguë, car, au passage des convois, chacun prélevait son tribut : les Irakiens d'abord, puis les peshmerga kurdes, puis les gabelous turcs... Au cœur d'un hiver glacé, la pénurie de carburant fait des ravages. A Penjwin, ville proche de la frontière iranienne isolée par la neige, des enfants succombent à la faim et au froid. En l'honneur du visiteur, on enfourne parfois dans le poêle, faute de mieux, des lambeaux de plastique, promesses d'une

Qala Diza, bourgade kurde rasée sur ordre de Bagdad, a vu revenir la plupart de ses habitants.

S. MEISELAS MAGNUM



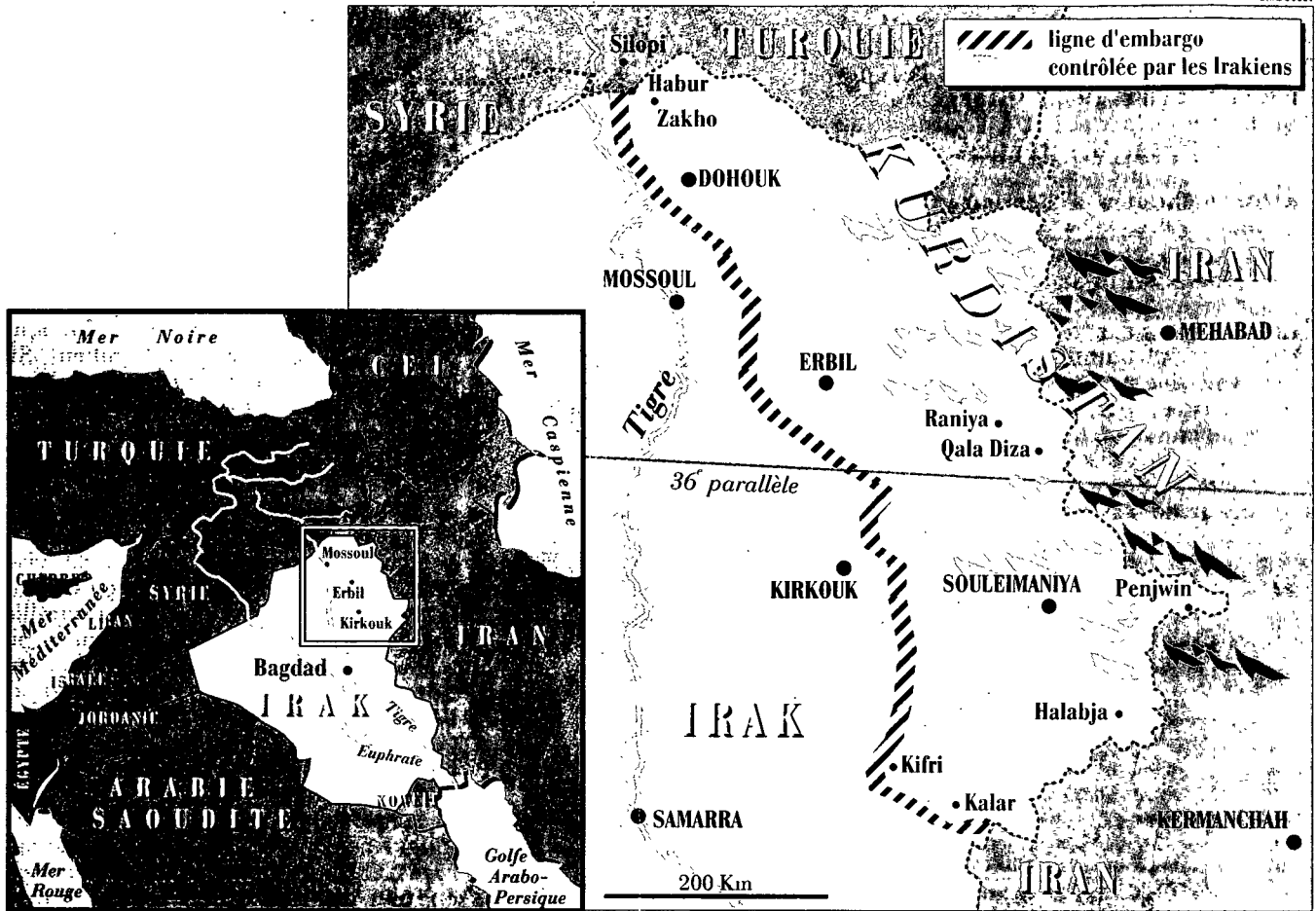
chaleur éphémère et malsaine. Partout, des silhouettes ploient sous de lourds fagots de bois. Mais ce combustible a lui aussi son prix : quiconque s'aventure hors des sentiers peut à chaque pas sauter sur une des mines semées par millions lors de la longue boucherie Irak-Iran.

Tout concourt à durcir le siège infligé par Bagdad. La grève des camionneurs turcs et la fermeture des routes d'accès à l'Iran, ensevelies sous la poudreuse, entravent le trafic frontalier. Le Kurdistan grelotte, et les prix flambent. Sur le marché de Raniya, le riz, venu d'Iran, coûte 8 dinars, soit 15 fois plus que naguère. En trois mois, le kilo de viande est passé de 17 à 25 dinars, et le plateau d'œufs de 13 à 24. On déniche ici, au gré des étals, des grenades, un revolver Smith & Wesson, des chargeurs de kalachnikov ou des jumelles de visée nocturne, mais point d'huile de cuisine. Pour nourrir leurs enfants, des familles bradent téléviseur, meubles ou tapis. « C'est une guerre économique ! » s'emporte Jalal Talabani, fondateur de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Comme pour mieux étrangler la « province du Nord », l'armée irakienne l'a enserrée dans une ligne fortifiée, longue de 550 kilomètres, truffée de barrages et minée par endroits. Laquelle épouse le tracé de la « loi d'autonomie », chiffon de papier concédé en 1974 par le régime baassiste. De là à imaginer que l'abandon, à l'automne dernier, de Souleimaniya, d'Erbil, de Kalar ou de Kifri résulte autant d'un redéploiement tactique que des revers militaires essuyés alors... Une certitude : de « son » Kurdistan, l'Irak soustrait Kirkouk, place forte du pactole pétrolier national. Sur le sort de cette cité, théâtre depuis des lustres d'une arabisation frénétique, achoppent tous les pourparlers entre les chefs kurdes et Bagdad.

La rue voit dans le verrouillage du Kurdistan le prélude à une vaste offensive de printemps. De cet avant-poste peshmerga de Kifri, on aperçoit, sous une arche, les uniformes vert olive des soldats de Saddam. « Chaque soir, nous redoutons une attaque dans la nuit », avoue un combattant. Scénario auquel ne souscrivent ni Massoud Barzani, leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ni Jalal Talabani (UPK), son rival au sein d'un « Front » hétéroclite, créé en 1988. Tous deux savent que la vaillance de leurs hommes ne pèserait guère en cas d'assaut combiné de l'artillerie lourde, des blindés et des hélicoptères de combat. Tous deux ont compris que le blocus vise avant tout à affaiblir leur crédit auprès d'une base usée par la rigueur des restrictions. « La confiance faiblit », reconnaît le directeur de l'hô-

B. ROUSSEL



► pital de Qala Diza. Déjà, l'intelligentsia s'alarme du regain d'audience que l'on prête aux islamistes radicaux. Là est le piège : susciter une fuite en avant vers l'indépendance, formule jugée périlleuse en Occident et inacceptable par les régimes turc ou iranien, l'un et l'autre aux prises avec une minorité kurde insoumise.

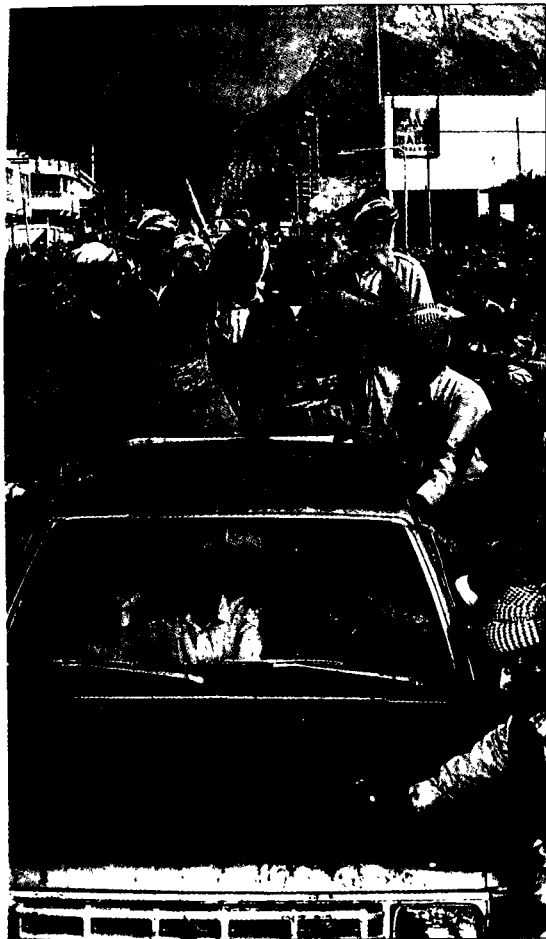
Pour l'heure, Bagdad s'en tient à une tactique de harcèlement. Trop ponctuelle pour s'attirer les foudres des alliés. Mais assez intense pour alimenter la psychose. Et, accessoirement, grignoter quelques positions. Le 5 février, un officier irakien vient sommer les habitants de Kulajo, localité en partie désertée de la zone tampon, de vider les lieux, déclarés « zone militaire ». Pour convaincre les récalcitrants, on pillera nombre de maisons avant d'en détruire quelques-unes. Autre argument convaincant : les tirs de mortier, dits ici « d'intimidation », effectués de préférence dès la nuit tombée.

Il n'en faut guère plus pour jeter à nouveau sur les routes de l'exode des milliers de Kurdes. En octobre-novembre 1991, sur fond d'accrochages répétés, ils furent 200 000 à fuir les villes et villages où le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) les avait aidés à se réinstaller. Que les 500 gardes de l'ONU plient bagage à la

fin de juin, au terme de leur mission, et bien d'autres chercheront alors refuge dans les montagnes. Comme en mars 1991, après l'écrasement du soulèvement, lorsqu'un million et demi d'hommes, de femmes et d'enfants allèrent s'entasser dans les camps-cloaques ouverts à la hâte aux frontières irakienne et turque.

Les « UN guards » n'ont pour tout armement qu'un pistolet Beretta made in Irak, fourni par Bagdad ? Qu'importe : leur présence rassure. Tant qu'ils sont là, se dit-on, tant que les avions de reconnaissance alliés survolent le nord du 36^e parallèle, limite de la zone de sécurité, Saddam n'osera pas... « Si l'ONU reste, je reste, tranche un vieux de Halabja, cité où périrent en mars 1988 des milliers de Kurdes, victimes des bombardements chimiques de l'armée irakienne. Si l'ONU part, je pars aussi. Car, alors, tout recommencera. » Est-ce un signe ? A l'heure où les médias baassistes vouent aux gémonies les forces « impérialistes, atlantiques, sataniques et sionistes », les envoyés des Nations unies subissent à leur tour aux checkpoints la morgue des « douaniers » irakiens.

Dans sa guerre d'usure, Bagdad peut compter sur des alliés de poids : la hantise du chaos qui taraude l'Occident et la désunion des « brigands du Nord »,



GOLDWATER NETWORK RAPHO

Massoud Barzani, leader du Parti démocratique, et son rival (en bas), Jalal Talabani, fondateur de l'Union patriotique, tous deux à la tête d'un hétéroclite Front du Kurdistan.



P. O. DONNEL SIPA PRESS

désignation rituelle de la propagande officielle. « Les Kurdes, disait le légendaire Mustafa Barzani, fondateur, en 1946, du PDK et père de Massoud, n'ont pas d'amis. » Ou ceux qu'ils ont oubliés leurs promesses. Serment britannique, au lendemain de la Première Guerre mondiale, trahi par deux fois. Volte-face du chah, qui, en 1975, au nom de l'accord d'Alger, entre l'Irak et l'Iran, sur le partage du Chott el-Arab, privera brutalement de son soutien les

rebelles kurdes. Dérobades de Washington, tantôt pousse-au-crime, tantôt Ponce Pilate.

Sur le seuil de cette bâtisse sans grâce d'Erbil où l'UPK tient congrès, une banderole en anglais : « L'unité du peuple kurde est la condition sine qua non de notre succès. » Reste à la faire. Peut-on imaginer « alliés » plus dissemblables que Massoud Barzani et Jalal Talabani ? L'un est mesuré, réaliste, franc jusqu'à la candeur, épris de tradition comme peut l'être un héritier du féodalisme kurde. L'autre tonitruant, matois, va-t-en-guerre, friand d'Occident, de modernité et de formules à l'emporte-pièce. Faut-il rompre les ponts avec le régime ? Non, répond le premier. Car « la négociation est une forme de lutte ; elle vaut mieux que la guerre ». Oui, réplique le second, pour qui « le temps n'est plus au tête-à-tête avec Bagdad ». A ses yeux, tout accord passe désormais par la médiation d'un mentor, telles les Nations unies.

Pour vider cette querelle et pallier le vide institutionnel, le Front du Kurdistan a décidé la tenue d'élections au suffrage universel, le 3 avril, dans les gouvernorats de Dohouk, d'Erbil et de Souleïmaniya. En attendant, vous dit-on, la « libération » de celui de Kirkouk. De ce scrutin, au demeurant prévu par la loi de 1974, sortiront un Parlement et un « dirigeant ». Ce devrait être, sauf surprise, le fils Barzani, chef de file du mouvement le mieux enraciné dans le tissu social kurde. L'enjeu n'est pas mince. Quoi de plus embarrassant pour le maître de Bagdad que le primat des urnes, dans ces provinces volontiers décrites comme un repaire de voyous prompts à s'entre-tuer ? De même, comment l'Occident pourra-t-il s'abstenir de reconnaître une légitimité sortie des isolements ? Le Front conviera sous peu l'ONU, la CEE ou le Parlement européen à envoyer, le moment venu, des cohortes d'observateurs. A l'inverse, si cette première consultation échoue, vaincue par les démons du tribalisme, la cause kurde en souffrira. On peut compter sur Saddam et les siens pour exploiter le moindre couac, fût-ce un simple report de l'échéance. Le temps presse. A la mi-février, la plupart des « électeurs » ignoraient tout du rendez-vous. Le Dr Osman Salim a plus de chance : son frère, fidèle auditeur de la BBC, l'en a informé.

Un Etat dans l'Etat ? Il s'en faut de beaucoup. Tout juste un non-Etat dans un ex-Etat. L'anarchie guette. « Bien des méfaits sont commis au nom du Front : il faut épurer nos rangs », admet tout à trac Massoud Barzani. Dans leurs fiefs, maints caïds corrompus règnent en seigneurs féodaux. Couvrant, par exemple, ►

► le trafic d'engins de travaux publics vers l'Iran. Le bourg frontalier de Haj Oumran avait, avant l'assaut de l'hiver, des allures de foire aux grues et bulldozers. Ailleurs, un potentat, au risque de paralyser la relance d'une fabrique de cigarettes, confisque à son profit un stock de filtres.

Faute d'appareil judiciaire, des tribunaux aux pratiques douteuses surgissent çà et là. Installé à Raniya, ce réfugié venu de Kirkouk raconte comment un juge local lui a, via un émissaire, soumis ce marché : « Ou tu me fais un cadeau de valeur, ou je t'accuse d'outrage au Front. » Suffit-il pour restaurer l'ordre qu'une « cour civile » d'Erbil condamne à la pendaison trois peshmerga, impliqués dans l'exécution pour le moins sommaire, en octobre dernier, à Souleimaniya, d'une soixantaine de prisonniers de guerre irakiens ? Les chefs eux-mêmes peinent à maîtriser leurs troupes.



T WHITE GAMMA

En témoignent les manifestations massives, assorties de grèves de la faim, voire de tentatives de suicide par le feu, survenues en décembre sous les fenêtres des antennes du HCR de Souleimaniya, d'Erbil et de Dohouk.

Idée louable, la bataille électorale du 3 avril ne manque pas d'effets pervers. D'abord, elle gèle les décisions d'envergure. « L'Assemblée décidera », entend-on à tout propos. Ensuite, elle distrait de l'essentiel énergies et moyens. Le PDK rêve ainsi de briser le monopole dont jouit, en matière de télévision, l'UPK. N'y a-t-il pas plus urgent qu'une course à l'audience ? Lignes à haute tension, routes, ponts, barrages : tout est à reconstruire, à rénover. A commencer par l'agriculture. Les terres des vallées, fertiles au point de donner deux récoltes par an, restent en friche. « Elles sont aux neuf dixièmes improductives, note Massoud Barzani. Comme notre indus-

Réfugiés kurdes à Penjwin, ville voisine de la frontière iranienne.

trie légère. Les cadres, les ingénieurs, nous les avons. Mais nous avons hérité d'un pays totalement détruit. Et il nous faut deux ans d'aide extérieure pour le remettre sur pied. » De l'Occident il attend des capitaux, tout autant qu'un soutien diplomatique. « Pas des dons, mais des investissements et des prêts. Très vite, nous pourrions rembourser. »

Voilà bien l'atout maître du Kurdistan : une sidérante rage de vivre, de survivre à toutes les défaites, à toutes les trahisons. Çà et là, les organisations non gouvernementales (ONG) fleurissent, spécialisées dans la reconstruction, l'agriculture, les droits de l'homme. Il y a peu, une section kurde de Greenpeace a vu le jour... Cette rage-là dépasse en ardeur l'acharnement que mit Saddam Hussein à raser, en 1975 puis en 1987-1988, lors de l'opération Anfal, près de 4 000 villes et hameaux. De source kurde, on estime à plus de 1 700 le nombre de villages rattachés. Halabja, vitrifiée par le gaz moutarde et les bombardements, renaît. Partout, sur les gravats hérissés de fers à béton, s'échinent des bâtisseurs. Au pied des éboulis, des échoppes rudimentaires font la nique à la mort. Et, dans un local exigü, sombre et froid, un Comité des arts du Kurdistan ébauche sa prochaine exposition.

Souleimaniya recèle un symbole plus éloquent encore. Cet immeuble vérolé, criblé d'impacts, fut le quartier général de la sécurité. « On n'osait même pas lever les yeux sur sa façade », raconte un jeune agronome. Au hasard des caves nauséabondes, les crochets de boucher ou les messages désespérés gravés sur les murs des cellules racontent la bestialité des tortionnaires. Et que dire de la remorque où les gardes-chiourme du baassisme violaient femmes et fillettes ? Ce bâtiment sera peut-être un jour au Kurdistan ce que Tuol Sleng, mémorial de l'horreur khmère rouge, est au Cambodge. Mais, pour l'heure, il héberge 150 familles de Kirkouk, résolues à ne pas rentrer chez elles tant que l'armée de Bagdad y sévira.

Logée dans des préfabriqués, l'école de Shanadari accueille 2 700 élèves de 6 à 17 ans. A peine franchit-on le seuil de cette classe dépourvue de bancs et de tables que 60 voix juvéniles scandent à tue-tête « Vive le Kurdistan ! » et « Nos héros sont immortels ! ». Puis Aso, 8 ans, vient entonner le « Chant des martyrs ». Il oublie alors son parka boueux, ses bottes trop larges. D'une voix éraillée, il glapit que « le sang des peshmerga fera pousser l'herbe de la vie ». Lui apprendra-t-on un jour que l'eau fraîche qui, au printemps, dévale les montagnes, fait aussi très bien l'affaire ?

Vincent Huguex ■

Depuis un an, les conditions de vie n'ont pas beaucoup changé



les Kurdes d'Irak à la recherche de l'autonomie

Le Kurdistan irakien a quitté la une et, pourtant, la population s'y organise, la vie politique se structure, des élections se préparent.

Visite de "la zone de sécurité" en quête d'une nouvelle autonomie.

A l'automne dernier, le gouvernement irakien proposait un marché aux fonctionnaires du nord du pays : quitter leurs postes pour regagner les villes de Mossoul et Kirkouk sous contrôle gouvernemental ou cesser d'être rémunérés. Résultat : depuis bientôt quatre mois, les administrations, les écoles, les hôpitaux fonctionnent avec du personnel non payé. Parallèlement, les représentants des structures d'encadrement et de répression -l'armée, la police, les services secrets, le parti Bass- ont quitté le Kurdistan irakien, reconnaissant implicitement qu'ils ont perdu le contrôle de cette zone. La région vit donc actuellement sans véritables institutions administratives ni lois. Il y règne une ambiance de liberté et une farouche volonté de s'organiser, malgré les pénuries, la rudesse de l'hiver et le pouvoir excessif des milices.

UN PEUPLE QUI NE BAISSÉ PAS LES BRAS

Les Kurdes ont fondé un quotidien, "Le Nouveau Kurdistan", publié depuis le 26 janvier. L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dispose également de la chaîne de télévision de Souleymaniyé, à la frontière iranienne, et diffuse, avec

des moyens presque artisanaux, des informations qui tiennent en haleine quatre millions de Kurdes refusant les images de Saddam Hussein. Les associations fleurissent pour reconstruire le pays, venir en aide aux femmes ou faire la lumière sur les disparitions, tortures et persécutions perpétrées par le gouvernement irakien sur la population kurde.

Le Kurdistan irakien est au bord de l'asphyxie économique. La population souffre d'un véritable embargo, ne recevant plus de Bagdad que 30% du minimum garanti aux Irakiens par le gouvernement. Les entreprises ne fonctionnent plus faute de matières premières, les prix flambent sur les marchés : une boîte de lait maternisé coûte 27 dinars et un poulet congelé 20 dinars alors que le salaire moyen est de 150 dinars par mois ! L'aide internationale, principalement adressée aux réfugiés, est loin de compenser les manques. Alors que la région vit l'hiver le plus froid depuis vingt ans, les distributions de kérosène ne permettent de se chauffer que deux jours par mois. De plus, malgré l'aide de la communauté internationale pour construire des petites maisons, plusieurs dizaines de milliers de Kurdes vivent toujours sous des tentes.

C'est dans ce contexte que s'est tenu, du 27 au 31 janvier, le congrès de l'Union patriotique du Kurdistan, premier congrès public après des années

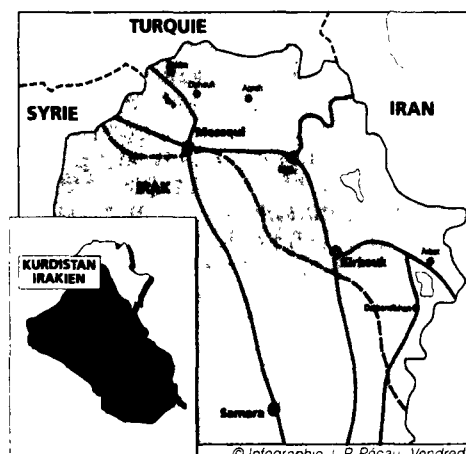
de clandestinité. C'est avec une attention soutenue que les 627 délégués, venus de tout le Kurdistan, ont écouté les différents représentants des partis de la région, les responsables des associations amies, les invités des pays voisins. Des commissions se sont réunies pour discuter de la rénovation du Parti, de l'adoption d'un programme électoral ainsi que des questions primordiales à court terme de l'autonomie ou de la négociation.

En effet, dans le nouveau contexte international, un nombre toujours plus grand de membres de l'UPK réclame une autodétermination pour obtenir, à terme, l'indépendance. Pourtant les leaders des deux principaux partis kurdes, Jalal Talabani (UPK) et Massoud Barzani, responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), se prononcent toujours en faveur de l'autonomie, même s'ils le font de manière différente. Pour l'UPK, elle n'est qu'une étape vers l'autodétermination, alors que pour le PDK, l'autonomie est la seule revendication crédible pour les Kurdes.

Ces analyses entraînent deux approches des négociations. Pour Talabani, elles n'ont plus lieu d'être, car Saddam Hussein n'est prêt à aucun compromis. Pour Barzani, le seul interlocuteur pour négocier une autonomie du Kurdistan reste le pouvoir de Bagdad. Il prône la poursuite des négociations tout en maintenant la paix et la stabilité pour le peuple kurde.

Les deux partis sont déjà en lice pour les élections générales, qui sont prévues pour le 3 avril prochain. L'élection de représentants légitimes du peuple kurde permettrait de clarifier les rapports de force entre les partis, de mettre en place de nouvelles administrations, de limiter le rôle des milices et d'assurer l'existence démocratique et une certaine reconnaissance internationale du Kurdistan, renforçant les positions des Kurdes dans d'éventuelles négociations avec Saddam Hussein.

Mais même si des instances représentatives sont démocratiquement élues, il est fort possible que cette nouvelle tentative d'autonomie ne puisse aboutir. En effet, aucun signe ne vient de Bagdad pour relancer les négociations. Le pouvoir n'est pas prêt à perdre le contrôle des zones pétrolières de Kirkouk. De plus, une fois l'ONU partie, rien n'empêchera Saddam Hussein de reprendre les persécutions contre les Kurdes. Enfin, après les grandes mobilisations humanitaires de l'an dernier, lorsque deux millions de Kurdes ont choisi le chemin de l'exode, l'intérêt international est largement retombé et ce peuple a parfois l'impression d'être retombé dans l'oubli d'où la guerre du Golfe l'avait tiré dans des conditions bien douloureuses.



© Infographie J. P. Pécau - Vendredi

THE WASHINGTON POST February 21, 1992

Lally Weymouth

Turkey's New Leader Keeps His Distance

During Operation Desert Storm, Turkey's President Turgut Ozal was a firm U.S. ally. Ignoring the longtime Turkish policy of not intervening in Middle Eastern disputes, Ozal closed the Turkish-Iraqi oil pipeline at President Bush's request and then let the United States use Turkish bases to launch air strikes against Iraq. But Ozal's strong pro-American stance wasn't altogether popular at home and may have contributed to the defeat of his Motherland Party in the recent Turkish elections—a change due largely to domestic discontent.

Suleyman Demirel, the leader of the center-right True Path Party and a longtime foe of Ozal, is now both prime minister and the principal political actor in Turkish life. Ozal, to be sure, remains president of the Turkish state, but Demirel states bluntly that he himself is running the show. "Mr. Ozal worked for me for several years [in past governments]," he remarked in an interview last week.

Demirel, has actually been elected prime minister on six occasions in the past, but was twice removed from office by the Turkish military. As for these episodes, he is said to believe that Washington was either directly complicit or turned a blind eye.

Last week, Demirel came to Washington on his first official visit. He undertook to perform a delicate balancing act, signaling that he intends to enhance the good relations between Washington and Ankara nurtured by Bush and Ozal. But Demirel also made it clear that he is determined not to be perceived as "an American poodle." He implies that this was President Ozal's fate.

Demirel is already beginning to demonstrate a measure of independence from Washington. When the United States asked Turkey to cosponsor a resolution repealing the discredited 1975 General Assembly resolution equating Zionism with racism, the prime minister refused. In the end, Turkey abstained on this question.

At the White House, during this visit to America, Demirel and President Bush reviewed a variety of regional issues with the

traditional cordiality that has long informed Turkish-American relations. It does appear, however, that with respect to Iraq, subtle policy differences distinguish Washington's preferred approach from that favored by Demirel. The Turkish prime minister says he told the president he does not approve of using force to oust Saddam Hussein: "There are many conflicts in the world, and we believe that those should be settled by negotiations. No one should try to use force."

The future of Iraq is a vital national security issue for Turkey. If Saddam goes, Turkey could resume its trade with Iraq and reopen its oil pipeline. (Turkey, according to Demirel, is losing \$1 billion a year in revenues by keeping the pipeline closed.) But Turkey's interest in hastening Saddam's political demise is attended by a desire not to precipitate the internal disintegration of Iraq and thus create an independent Kurdistan. (A significant percentage of Turkey's population is Kurdish, and many more are of Kurdish origin.)

Yet, while speaking against the use of force, Demirel says Turkey will not stand by and watch another slaughter of Kurds. There should never be another Halabja, he said, referring to Saddam's massacre of the Kurds by chemical weapons that took place back in 1988: "Not only we [but] the whole world shouldn't just watch."

As opposition leader, Demirel criticized Ozal for allowing the United States to aid the Kurds in northern Iraq through "Operation Provide Comfort"—a U.S.-sponsored effort to deliver aid to the Kurds via Turkey. Turkish military leaders claim that the well-intended U.S. operation allows Kurdish terrorists free license to increase their operations from northern Iraq against Turkey.

Demirel reports that he raised the question of the Syrian-sponsored Kurdish terrorists (the PKK), who are increasingly active against Turkey, with President Bush: "The PKK is irritating Turkey, and they come from Syria and northern Iraq. They get training in camps in Iraq and Iran and Syria."

Indeed, the Syrians allow Abdullah Ocalan, the leader of the PKK, to make his home in Damascus. Moreover, they let the PKK locate its training camps in the Syrian-controlled Bekaa valley in Lebanon.

But in spite of the danger from PKK terrorists, Demirel decided to continue facilitating "Operation Provide Comfort"—an important signal to Washington that U.S.-Turkish relations remain solid. "Operation Provide Comfort," explains a senior U.S. official, "keeps the pressure on Saddam by aiding the Kurds: He can't starve them into submission."

Washington is also encouraged by the fact that Demirel and his colleagues rejected a tempting Iraqi monetary offer that would have compensated Ankara significantly in exchange for opening the oil pipeline.

Another key topic in the Bush-Demirel talks turned on U.S.-Turkish cooperation in the battle for the hearts and minds of the people of the Central Asian republics. As a secular Muslim state guided by a free-market system, Turkey obviously has genuine reason to worry about the rise of Iranian-backed fundamentalism in these former Soviet republics. On this issue Washington and Ankara see eye to eye.

Some major decisions await Demirel. Iran's strength in the region is growing, and the Saudis are reportedly as anxious as Washington to drive Saddam from power. Thus a test for Demirel's "no use of force" policy looms.

Another key test for Demirel turns on his relationship with the Turkish military: How far will the military allow him to go in granting new rights to Turkish Kurds? How tough does Demirel himself intend to be in combating terrorism by Kurdish separatists and Turkish leftists who target American interests in Turkey? When and if the Turkish military wants to strike at terrorist training camps, will Demirel and his Social Democratic colleagues cooperate, or will they create roadblocks?

Le Courrier Picard

PAGE 2 - 22/23-2-1992

Picardie-Kurdistan : le convoi est parti

Deux semi-remorques chargés de vivres et de vêtements sont partis hier à destination du Kurdistan irakien. Un autre convoi devrait partir en avril.

Chargés de 40 tonnes de vivres et de vêtements, deux semi-remorques ont quitté Amiens hier pour le Kurdistan irakien. Il s'agit du premier convoi humanitaire organisé par l'association Solidarités avec le soutien des Picards.

Un an après la guerre du Golfe, les projecteurs de l'actualité ont quitté les montagnes du Kurdistan irakien. Pourtant le drame se poursuit.

En décembre dernier, une équipe humanitaire de Solidarités a effectué une mission d'aide. Sur place, elle découvre l'extrême gravité de la situation. 800 000 hommes, femmes et enfants, sans abri et sans ressources sont menacés de mort à cause du froid (-20 à -30 degré). Pour 300 000 d'entre eux, aucune aide alimentaire n'était prévue jusqu'au mois d'avril, selon les informations communiquées sur place par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies.

L'initiative Picardie-Kurdistan

Face à cette situation, Solidarités se mobilise dans toute la région. Un Picard, Guillaume Leloup, membre de l'organisation réunit une équipe de bénévoles. Dans les plus brefs délais, cette équipe s'engage à acheminer plusieurs tonnes de vivres et de matériels de protection contre le froid.

Les médias dont le Courrier Picard ont apporté leur



Les bénévoles ont assisté au départ du convoi devant le Cirque d'Amiens.

soutien à cette initiative humanitaire. Sensibilisés à la situation des Kurdes, les Picards ont répondu massivement à l'appel de Solidarités. Des entreprises, des écoles, des associations et des particuliers entendent le message. Riz, farine, sucre, huile, lait en poudre, gâteaux etc... au total 40 tonnes de produits sont collectés et conditionnés

par des bénévoles.

Plusieurs entreprises ont fait des dons financiers. De même, le public a répondu à la vente de billets du « Convoi pour la vie ». L'achat d'un billet de 10F permet de faire avancer de 400 mètres le convoi qui a 5 000 km à parcourir avant d'arriver à destination. Ainsi 100 000 F ont pu être réunis.

En un mois et demi, cette mobilisation a atteint son but.

Le premier « convoi pour la vie » a quitté la capitale régionale hier matin. Deux camions turcs ont été affrétés. Ils arriveront au Kurdistan d'ici 10 à 12 jours. La distribution des colis sera assurée par des bénévoles de l'association régionale Solidarité, en coopération avec le Haut Commissariat aux Réfugiés

des Nations Unies.

D'ores et déjà un deuxième convoi se prépare avec comme objectif réunir 40 tonnes de vivres. Ce convoi devrait partir dans les prochains jours d'avril. Les Picards ne manqueront pas de vous le faire savoir.

Solidarités Initiative Picardie Kurdistan, B.P. 0509, Amiens, Cédex 1. Tél. 22.43.14.72.

Iraqi documents reveal campaign of killing Kurds

By Jonathan C. Randal
WASHINGTON POST

KALAR, Iraq — Kurdish officials here and investigators from human rights groups say they are accumulating detailed evidence of a carefully planned and executed Iraqi government campaign against the Kurdish minority in the late 1980s that took tens of thousands — and by some Kurdish estimates more than 180,000 — lives.

The estimate that 180,000 have disappeared and may have been killed has been compiled by a five-member committee of Kurdish leaders who have been studying captured Iraqi documents and other evidence since October — longer and more intensively than any other group, the Kurds say.

Kurdish rebels sifting through the captured documents said they were astounded by what they called the self-incriminating, "compulsive detail" displayed by Iraq's various secret-police organizations. The evidence, some of which has been shown to reporters, includes written accounts, audio and video cassettes of torture sessions, executions, planning sessions, poison-gas attacks and post-action reports.

The cache constitutes what a knowledgeable U.S. official called a "mother lode" of millions of secret documents captured in the northern cities of Irbil, Kirkuk and Sulaymaniyah during the Kurds' abortive uprising last spring.

Together with forensic evidence of mass executions provided by exhumations in Irbil and Sulaymaniyah conducted in December by the American human rights organizations Middle East Watch and Physicians for Human Rights, the captured documents establish what Kurdish investigators say is a government pattern of mass killings beginning in 1987.

Open pits

According to one survivor of the campaign who was interviewed recently in this northern Iraqi town, soldiers carried away Kurdish civilians by the truckload and forced them to climb into open pits, where they were gunned down en masse.

Kurdish authorities say the survivor, a frail 15-year-old boy named Teimmour Abdullah, may be one of the only witnesses of the killings, and they have taken extraordinary measures to provide for his safety

Abdullah said he believed his life was so much at stake he dared not attend school or lead a normal life, fearing that Iraqi agents might kidnap and kill him.

A Kurdish engineer who accompanied investigators from international human rights groups said "the American investigators were amazed" when they viewed the government materials captured by the Kurds.

"They told us this was the first time in their experience that a dictatorial country seemingly had kept so much self-incriminating documentation," the engineer said.

Aryeh Neier, executive director of Human Rights Watch, the parent organization of Middle East Watch, said the Kurdish estimate of 180,000 would be cited in a forthcoming report by his organization. Neier said, however, that his group had not confirmed the estimate.

As part of a report on Iraq to the Senate Foreign Relations Committee in November, staff member Peter Galbraith said that mass graves were being uncovered in Kurdistan, and that other compelling evidence was surfacing suggesting that up to 182,000 Kurds had been killed in an Iraqi government "extermination campaign."

Meticulous records

Galbraith, who visited Kurdistan in September, also cited the meticulous detail of records purportedly kept by Iraqi authorities during the campaign, known as "Operation Anfal."

The five-phased operation was launched in late 1987 by Maj. Gen. Ali Hassan al-Majid, the present defense minister who then was in charge of a government crackdown in Kurdistan.

The operation culminated in poison-gas attacks on northwestern Kurdistan immediately after the August 1988 cease-fire in the Iran-Iraq war.

Originally, Kurdish rebels said, the campaign was military in nature, aimed at breaking the wartime alliance between Iran and Iraqi Kurds. It began with the destruction of Kurdish villages, which ostensibly was aimed at depriving the guerrillas of logistical support and intelligence, Kurdish rebels said.

But Kurdish leaders said they also were convinced that President Saddam Hussein's government, which has been fighting the rebels off and

on since 1963, finally was bent on annihilating the Kurds altogether. They noted the use of poison gas against the town of Halabja in March 1988, in which 4,000 to 5,000 civilians reportedly died.

In a tape recording the Kurds said they captured from the government, Majid, the defense minister — who along with other senior officials had denied publicly the use of poison gas against the Kurds — is recorded as saying, "We have been gassing them escaping. We gas them not once, not twice, but until we get rid of them."

Among other documents reportedly captured were videocassettes of executions showing police officials taking turns firing at the heads of wounded execution targets; a still photograph of three men, including one giving a "V for victory" sign, next to the body of a victim whose throat had been slit, and a tape recording of a torture session in which the victim died without providing the information his interrogators wanted.

A man identified by the Kurds as Majid states in a tape recording of a meeting he chaired on Jan. 22, 1989: "I will certainly take care of them [the Kurds]. I'll do it by burying them with bulldozers. That's how I will do it."

"I showed them on television, but do you think I intend to keep them alive? Where can I keep that many people? I've distributed them about the provinces, and I have been sending bulldozers back and forth, from north to south," the voice identified as Majid states on the tape.

Asked why the Iraqi secret services might have kept such self-incriminating documents, Hoshyar Zibari, a senior official of the Kurdish Democratic Party who is in charge of a committee studying the documents, in its possession, replied:

"First, they learned thoroughness from being trained by the East Germans. But the Iraqis are paranoid about control. Even the military, when given a task, had to record it, be it the destruction of a village on a videocassette, or the taped minutes of a meeting or the still photo of an execution.

"That was their way of proving that the assigned task had been carried out. 'Whatever you tell me to do, I do' was the philosophy, and they were confident enough to think they would be in power forever."

La population kurde confrontée aux restrictions

La situation devient catastrophique en Irak du nord où la population à majorité kurde est confrontée depuis octobre à des restrictions irakiennes sur les vivres et le carburant, notamment celui servant au chauffage, alors que la région subit son plus rude hiver depuis 58 ans.

« La situation est assez tragique. Elle est essentiellement due dans le cas présent aux conditions météorologiques. Les villageois isolés par la neige n'ont ni de quoi manger ni de quoi s'habiller », a dit le lieutenant-colonel français Jean-Paul Lejeune du 5^{ème} régiment du Génie présent à Zakho au Centre de Coordination Militaire allié (MCC). Le MCC, basé à Diyarbakir en Turquie avec une antenne à Zakho, poursuit depuis le départ des troupes alliées en septembre l'approvisionnement par hélicoptère de hameaux de 5 à 80 familles isolés, à raison de 15 missions par semaine en plus de la surveillance du nord de l'Irak.

« Le nouveau problème auquel nous sommes confrontés est que nous devons nous occuper aussi de ceux qui n'étaient pas considérés comme réfugiés en raison de la pénurie et du froid qui fait que la population commence à couper les arbres », précise le colonel américain Dan Leyton, patron par intérim du MCC.

Devant le dépôt de gaz de Zakho, ville de 70.000 habitants avant la guerre du Golfe, il faut attendre quinze jours pour une bouteille de gaz. Le spectacle de bidons vides alignés est le même devant la station service pour le kérosène servant au chauffage. La nuit, la température varie entre moins cinq et moins dix degrés et le jour entre plus cinq et plus deux, selon les régions.

Les automobilistes, dès l'annonce de l'arrivée d'un camion citerne, forment aussi une file et passent la nuit à attendre l'ouverture des pompes chaque semaine pour un maximum de 30 litres par véhicule.

Pour l'alimentation, les stocks de farine, de viande et de végétaux congelés sont épuisés. Il reste des stocks de pommes de terre. En ce qui concerne les autres produits, le Front du Kurdistan, coalition de huit partis qui tente de faire fonctionner l'administration depuis octobre, a conservé le système de coupons subventionnés mis en place par Bagdad au début des années 1980 pendant la guerre Iran-Irak. Un kilo de sucre par coupon coûte un demi-dinar contre 7 dinars au marché libre à Zakho (14 dinars pour 5,50 F environ).

Quelque 123.000 personnes sur les 500.000 du gouvernorat de Dohouk dont dépend Zakho, sans compter 56.000 non « enregistrées », n'ont pas reçu de coupons depuis deux mois dans cette région où le blocus a réduit de 75 % depuis octobre les vivres et le carburant en provenance du sud.

Cette pénurie se double d'un manque de liquidités avec l'arrêt par Bagdad, depuis janvier, du paiement des salaires des fonctionnaires.

Enfin, une petite centaine de personnes vivent sous des tentes dans la région de Dohouk, mais dans la région frontalière irako-iranienne, plusieurs milliers de réfugiés kurdes s'abritent encore sous des tentes.

Les camionneurs turcs franchissent à nouveau la frontière avec des vivres pour le nord de l'Irak depuis vendredi, mais ils vendent au prix fort et tout le monde ne peut s'offrir les produits turcs.

Presse de la Manche 25 février 1992

● Situation catastrophique dans le Kurdistan irakien

ZAKHO. — La situation devient catastrophique au Kurdistan irakien, où la population est confrontée depuis octobre à des restrictions irakiennes sur les vivres et le carburant, notamment celui servant au chauffage, alors que la région subit son plus rude hiver depuis 58 ans. « La situation est assez tragique. Elle est essentiellement due dans le cas présent aux conditions météorologiques. Les villageois isolés par la neige n'ont ni de quoi manger ni de quoi s'habiller », a dit à l'AFP le lieutenant-colonel français Jean-Paul Lejeune, du 5^e Régiment du Génie présent à Zakho au Centre de Coordination Militaire allié (MCC).

L'INDEPENDANT 25 février 1992

TIBÉTAINS, TIMORAIS ET KURDES

Danielle Mitterrand dénonce devant l'ONU des oppressions

DANIELLE MITTERRAND, présidente de l'association France-Liberté, a vivement dénoncé hier devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU la condition des Tibétains, des Timorais et des Kurdes.

A deux reprises l'épouse du président de la République a souhaité que « tous les Etats » représentés au sein de cette assemblée « se donnent les moyens » de faire appliquer les résolutions adoptées, pour certaines depuis plus de 30 ans, en faveur de ces « peuples opprimés ».

M^{me} Mitterrand a mis en cause la politique chinoise au Tibet qui « risque à terme de faire de la population tibétaine une minorité sur son propre territoire » et également « l'exploitation intensive des ressources naturelles du Tibet par la Chine » qui « compromet gravement l'équilibre de l'environnement ».

Après avoir fustigé « l'invasion, puis l'annexion de Timor-Est par l'Indonésie », elle a demandé que « l'Organisation des Nations Unies » et les gouvernements « exigent du gouver-

nement indonésien le retrait de ses forces armées du territoire du Timor-oriental ».

Enfin au terme d'une intervention de dix minutes, temps imparti aux organisations non gouvernementales, M^{me} Mitterrand a dénoncé les « actes barbares » des dirigeants irakiens à l'encontre des Kurdes.

Les Kurdes victimes du « blocus »

La situation est devenue catastrophique au Kurdistan irakien où la population est confrontée depuis octobre à des restrictions irakiennes sur les vivres et le carburant, notamment celui servant au chauffage, alors que la région subit son plus rude hiver depuis 58 ans.

« La situation est assez tragique. Elle est essentiellement due dans le cas présent aux conditions météorologiques. Les villageois isolés par la neige n'ont ni de quoi manger ni de quoi s'habiller », selon le lieutenant-colonel français Jean-Paul Lejeune du 5^{ème} régiment du Génie présent à Zakho au Centre de Coordination Militaire allié.

Kurdes: situation tragique

La situation devient catastrophique en Irak du nord où la population à majorité kurde est confrontée depuis octobre à des restrictions irakiennes sur les vivres et le carburant, notamment celui servant au chauffage, alors que la région subit son plus rude hiver depuis 58 ans.

« La situation est assez tragique. Elle est essentiellement due dans le cas présent aux conditions météorologiques. Les villageois isolés par la neige n'ont ni de quoi manger ni de quoi s'habiller », a dit le lieutenant-colonel français Jean-Paul Lejeune du 5^{ème} régiment du Génie présent à Zakho au Centre de Coordination Militaire allié (MCC).

Le MCC, basé à Diyarbakir en Turquie avec une antenne

à Zakho, poursuit depuis le départ des troupes alliées en septembre l'approvisionnement par hélicoptère de hameaux de 5 à 80 familles isolés, à raison de 15 missions par semaine en plus de la surveillance du nord de l'Irak.

Cette pénurie se double d'un manque de liquidités avec l'arrêt par Bagdad, depuis janvier, du paiement des salaires des fonctionnaires, souligne un responsable kurde.

Enfin, une petite centaine de personnes vivent sous des tentes dans la région de Dohouk, mais dans la région frontalière irako-iranienne, plusieurs milliers de réfugiés kurdes s'abritent encore sous des tentes.

Kurdes : la situation empire

□ La situation devient catastrophique en Irak du nord où la population à majorité kurde est confrontée depuis octobre à des restrictions irakiennes sur les vivres et le carburant, notamment celui servant au chauffage, alors que la région subit son plus rude hiver depuis 58 ans. "La situation est assez tragique. Elle est essentielle-

ment due dans le cas présent aux conditions météorologiques. Les villageois isolés par la neige n'ont ni de quoi manger ni de quoi s'habiller", a dit le lieutenant-colonel français Jean-Paul Lejeune du 5^e régiment du Génie présent à Zakho au Centre de Coordination Militaire allié (MCC). Le MCC, basé à Diyarbakir en Turquie avec une anten-

ne à Zakho, poursuit depuis le départ des troupes alliées en septembre l'approvisionnement par hélicoptère de hameaux de 5 à 80 familles isolés, à raison de 15 missions par semaine en plus de la surveillance du nord de l'Irak.

"Le nouveau problème auquel nous sommes confrontés est que nous devons

nous occuper aussi de ceux qui n'étaient pas considérés comme réfugiés en raison de la pénurie et du froid qui fait que la population commence à couper les arbres", précise le colonel américain Dan Leyton, patron par intérim du MCC. Y aura-t-il un jour un espoir pour ce peuple martyr?

Nord-Matin 25 février 1992

Irak

Début d'exécution d'un plan pour renverser Saddam Hussein

Un plan «établi au plus haut niveau dans certains pays membres de la coalition anti-irakienne et visant à renverser» le président irakien Saddam Hussein a commencé à être exécuté, a affirmé hier le quotidien arabe prosaoudien «al-Hayat».

Citant des sources militaires américaines et britanniques ainsi que de l'opposition irakienne, le journal édité à Londres ajoute que «nombre d'experts et instructeurs étrangers sont déjà à pied d'oeuvre dans plusieurs régions d'Irak».

L'une des premières étapes du plan consiste à «infiltrer l'armée et les services de renseignements irakiens à la recherche d'un successeur à Saddam Hussein», selon le journal qui précise que des «groupes armés de l'opposition seront chargés de mener des actes de déstabilisation et des assassinats contre les représentants du pouvoir».

Les affirmations d'al-Hayat interviennent au moment où certains pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, ainsi que l'opposition irakienne, font valoir leur détermination à renverser le régime au pouvoir à Bagdad et instaurer un régime démocratique.

Situation tragique au Kurdistan

La situation devient catastrophique au Kurdistan irakien où la population est confrontée depuis octobre à des restrictions irakiennes sur les vivres et le carburant, notamment celui servant au chauffage, alors que la région subit son plus rude hiver depuis 58 ans.

Les villageois isolés par la neige n'ont ni de quoi manger ni de quoi s'habiller», a dit à l'AFP le lieutenant-colonel français Jean-Paul Lejeune du 5^{ème} régiment du Génie présent à Zakho au Centre de Coordination Militaire allié (MCC).

Le Parisien 24 février 1992

Soirée de soutien pour les Kurdes

SAMEDI, le Comité de soutien aux Kurdes déboutés du droit d'asile organisait une soirée d'information et de solidarité au centre culturel.

« Cette soirée est l'occasion de développer les liens d'amitié entre les Français et le peuple kurde, et de dénoncer la situation dramatique des Kurdes en Turquie », explique un organisateur kurde.

Depuis l'arrêt de la grève de la faim, « le préfet et ses services examinent trois dossiers par semaine.

» Vingt semaines seront nécessaires pour examiner tous les cas », estime un membre du Comité. « En attendant les familles doivent survivre, d'où cette soirée de soutien. »



FRA0464 3 I 0675 FRA /AFP-LG27

Kurdes-Irak prév

Les Kurdes irakiens sombrent peu à peu dans l'oubli

Par Marie JOANNIDIS

PARIS, 25 fév (AFP) - Un an après l'énorme mobilisation internationale en leur faveur, les Kurdes irakiens, victimes du blocus économique de Bagdad, sombrent dans l'oubli malgré les efforts des organisations humanitaires et de la Grande-Bretagne qui souhaite la tenue d'une conférence humanitaire sous l'égide de l'ONU.

"Lumière et ombre ont toujours été le lot des Kurdes mais il ne faut pas oublier qu'ils continuent de mourir même si on ne le sait pas", a déclaré à l'AFP le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, qui se déclare favorable à l'initiative britannique.

"Il ne faut pas abandonner les Kurdes", a-t-il affirmé.

La formidable coalition internationale contre Bagdad, qui était intervenue massivement en faveur des Kurdes en vertu du principe du droit d'intervention humanitaire, s'est peu à peu retirée, laissant derrière elle un Centre de Coordination Militaire allié (MCC), basé à Diyarbakir en Turquie, avec une antenne à Zakho, au Kurdistan, des observateurs de l'ONU et des organisations humanitaires qui réclament des fonds supplémentaires.

500.000 sans-abris

Le centre militaire poursuit, depuis le départ des troupes alliées en septembre, la surveillance du nord de l'Irak et l'approvisionnement par hélicoptère de certains hameaux isolés, mais les sans-abris sont estimés à plus de 500.000, le blocus établi par le gouvernement irakien en octobre est toujours en vigueur et les négociations entre Kurdes et Bagdad bloquées.

L'idée d'une conférence humanitaire réunissant les bailleurs de fonds sous l'égide de l'ONU a été officiellement avancée par Mme Lynda Chalker, secrétaire d'Etat britannique au Développement et à l'Outremer, auprès de ses partenaires des Nations unies à Genève, selon des sources informées européennes.

Un recours à l'ONU sur ce sujet ne paraît toutefois pas "opportun" dans l'immédiat à d'autres pays occidentaux, selon des sources diplomatiques, la communauté internationale n'ayant pu obtenir de Bagdad le respect total des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier sur le désarmement.

"D'autant plus que l'ONU est sollicité par le Cambodge et la Yougoslavie et que les bailleurs de fonds ont les yeux tournés vers l'ex-URSS", estiment ces sources.

"Les Kurdes ne pourront plus supporter un nouvel exode si les Irakiens repassent à l'attaque au printemps, après la fonte des neiges qui mettra à nu les mines infestant le terrain", souligne une jeune femme médecin travaillant pour l'organisation humanitaire française France-Libertés de retour du Kurdistan irakien et qui préfère garder l'anonymat.

Lettre ouverte

Mme Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français et présidente de cette association, a vivement dénoncé, lundi devant la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, les "actes barbares" des dirigeants irakiens à l'encontre des Kurdes.

France-Libertés a lancé au Kurdistan un programme de 8 millions de francs pour réhabiliter des écoles, fournir des livres et du matériel scolaire ainsi que des bottes et des anoraks aux enfants kurdes.

Cette association est parmi les ONG (Organisations non gouvernementales) françaises qui ont adressé une lettre ouverte aux députés européens leur demandant de "débloquer les sommes sans lesquelles les camps kurdes se transformeraient en cimetières pour des milliers ou des dizaines de milliers de réfugiés kurdes" d'Irak, en raison des rigueurs de l'hiver.

On précise toutefois à la Commission européenne que les 105 millions d'écus (environ 735 millions de F) alloués en juillet n'ont pas encore été totalement dépensés. "Nous veillons à ce que cet argent soit vraiment dépensé. Ensuite nous pourrions envisager une action complémentaire en 1992", soulignent des sources proches de la Commission qui admettent qu'on "risque d'assister à un nouveau désastre si des mesures ne sont pas prises à temps".

MJ/mpv

Journal île de la Réunion 25 février 1992

Irak du nord Situation catastrophique

La situation devient catastrophique en Irak du nord où la population à majorité kurde est confrontée depuis octobre à des restrictions irakiennes sur les vivres et le carburant, notamment celui servant au chauffage, alors que la région subit son plus rude hiver depuis 58 ans.

"La situation est assez tragique. Elle est essentiellement due dans le cas présent aux conditions météorologiques. Les villageois isolés par la neige n'ont ni de quoi manger ni de quoi s'habiller", a dit à l'AFP le lieutenant-colonel français Jean-Paul Lejeune du 5ème régiment du Génie présent à Zakho au Centre de Coordination Militaire allié (MCC).

Le MCC, basé à Diyarbakir en Turquie avec une antenne à Zakho, poursuit depuis le départ des troupes alliées en septembre l'approvisionnement par hélicoptère de hameaux de 5 à 80 familles isolés, à raison de 15 missions par semaine en plus de la surveillance du nord de l'Irak.

"Le nouveau problème auquel nous sommes confrontés est que nous devons nous occuper aussi de ceux qui n'étaient pas considérés comme réfugiés en raison de la pénurie et du froid qui fait que la population commence à couper les arbres", précise le colonel américain Dan Leyton, patron par intérim du MCC.

Devant le dépôt de gaz de Zakho, ville de 70.000 habitants avant la guerre du Golfe, il faut attendre 15 jours pour une bouteille de gaz, souligne-t-on dans la file d'attente de plusieurs centaines de mètres où les familles se relaient. Le spectacle de bidons vides alignés est le même devant la station service pour le kérosène servant au chauffage. La nuit, la température varie entre moins cinq et moins dix degrés et le jour entre plus cinq et plus deux, selon les régions. Les automobilistes, dès l'annonce de

l'arrivée d'un camion citerne, forment aussi une file et passent la nuit à attendre l'ouverture des pompes chaque semaine pour un maximum de 30 litres par véhicule.

Pour l'alimentation, les stocks de farine, de viande et de végétaux congelés sont épuisés. Il reste des stocks de pommes de terre. En ce qui concerne les autres produits, le Front du Kurdistan, coalition de huit partis qui tente de faire fonctionner l'administration depuis octobre, a conservé le système de coupons subventionnés mis en place par Bagdad au début des années 1980 pendant la guerre Iran-Irak. Un kilo de sucre par coupon coûte un demi-dinar contre 7 dinars au marché libre à Zakho (14 dinars pour 5,50 F environ).

Quelque 123.000 personnes sur les 500.000 du gouvernorat de Dohouk dont dépend Zakho, sans compter 56.000 non "enregistrées", n'ont pas reçu de coupons depuis deux mois dans cette région où le blocus a réduit de 75 % depuis octobre les vivres et le carburant en provenance du sud.

En attendant l'ouverture des pompes...

Cette pénurie se double d'un manque de liquidités avec l'arrêt par Bagdad, depuis janvier, du paiement des salaires des fonctionnaires, souligne un responsable kurde.

Enfin, une petite centaine de personnes vivent sous des tentes dans la région de Dohouk, mais dans la région frontalière irako-iranienne, plusieurs milliers de réfugiés kurdes s'abritent encore sous des tentes. Les camionneurs turcs franchissent à nouveau la frontière avec des vivres pour le nord de l'Irak depuis vendredi, mais ils vendent au prix fort et tout le monde ne peut s'offrir les produits turcs, a-t-on constaté sur le marché de Zakho.

The Christian Science Monitor February 25, 1992

Kurds Rebuild Old Villages In Defiance of Iraqi Policy

But when UN monitors leave, Kurds say they will too

By Michael Georgy

Special to The Christian Science Monitor

QALA DIZA, IRAQ

AMID the blustery winds and snowdrifts that isolate this mountain village for days from the outside world there is a glimmer of rebirth.

The town of 90,000, dynamited into rubble in 1988 by Iraqi troops, has seen hundreds of its inhabitants return with the departure of Iraqi forces from the north. The fortunate live in cinder-block huts covered with plastic canvas. But most families seek shelter from the cold winds in the ruins of old buildings, with often little more than plastic sheeting to separate them from the sub-zero temperatures.

The decision by tens of thousands of Kurds to eke out a living in the ruins of their old villages has seen some 2,000 demolished villages across northern Iraq rise from the rubble and reverse an Iraqi policy to crush Kurdish culture and traditions.

Qala Diza is the largest of more than 4,000 Kurdish villages that were destroyed by Iraqi President Saddam Hussein's forces between 1976 and the Gulf war in an effort to break the Kurdish rebel movement. And in a campaign known as the Anfal, started by Saddam in 1987, tens of thousands of Kurds were removed from the mountains to government-controlled collective villages.

A report by the United States Senate Foreign Affairs Committee characterized the Anfal as "a systematic Iraqi program to destroy every village in Kurdistan."

The 4 million Kurds in northern Iraq, who have been under an Iraqi-imposed economic embargo for the last three months, now live in a security zone set up by the US-led coalition north of the 36th parallel.

The zone was created after last April's aborted uprising to encourage about 1.5 million refugees who fled to Turkey and Iran to return home.

Many Kurds, temporarily freed from the grip of the Iraqi government, have returned to resurrect their devastated towns, often moving back to the twisted remains of their old homes.

"I had to come back to my own home," says Mustafa Ahmed, who left in 1988 and fought for the Iraqis in the Iran-Iraq war. "My parents were born in the house we used to have here."

A small hospital has been built with British assistance; six schools are planned; and a town council is trying to combat crime, which is skyrocketing in northern Iraq.

International organizations like the United Nations have assisted in rebuilding Qala Diza. But many Kurds say they need more help from Western agencies.

"The UN only gave me some lentils and sugar once in December," says Orcheed Sabir, who was standing with his three children outside his one-room house. "We were happy to come back here, but we don't have anything. We eat lentils and bread every day."

Qala Diza families live on bread, rice, tea, and lentils. The price of oil and sugar has shot beyond the reach of most households. Before the embargo, a one-kilo bag of rice cost half a dinar (10 cents on the black market). Now it costs eight dinars.

Many families are also unable to find kerosene fuel, the primary source of heating oil.

"We've had no kerosene for the last two months. We have no way of keeping warm," says Qala Diza resident Zahra Khider, standing in plastic sandals beside a frozen puddle, as three of her five children cling to her skirt.

The embargo has also crippled the few businesses in Qala Diza.

"Nobody buys anything I sell because it's too expensive,"

says Muhammad Ahmed, whose wooden donkey cart is stacked with black market cigarettes, batteries, biscuits, shoelaces, and small vials of a liquid he says will kill bed bugs.

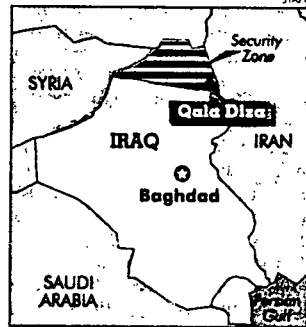
The coalition planes that monitor Iraqi movements are scheduled to leave Iraqi airspace in June. The UN High Commissioner for Refugees, the leading agency for refugees in the north, will close its operations in April and the remaining UN organizations in June. If these agreements are not renewed, many Kurds say they will abandon their efforts to rebuild Qala Diza.

"If the UN leaves, the Iraqi government will come back and we will have to flee to the mountains," says Ramazan Jalal, who returned to Qala Diza 10 months ago. "If we stay, they will kill us and destroy the village again."

The people of Qala Diza, where the bodies of some of the 180,000 people Kurdish leaders say have been missing since the mid-1980s were found beneath the rubble, have long memories of Iraqi atrocities. And it takes little to create fear and panic.

As a group of men gathered in the market around a wooden cart stocked with rifle butts, bullets, and knives, one of them pointed to a white Volkswagen that had been abandoned in an alley for a few hours.

"Don't go down that road," he warned. "The car has Baghdad license plates. There may be a bomb inside."



Iraks Kurdenführer Barsani sucht Verständigung mit Ankara

Ankara/Istanbul. Am Montag hat der irakische Kurdenführer Masud Barsani eine Reihe von offiziellen Gesprächen in Ankara abgeschlossen. Im Mittelpunkt stand dabei die Frage der Grenzsicherheit. Ankara will, dass die irakischen Kurden den in der Türkei aktiven Guerillas der PKK (Partei der Werktätigen Kurdistan) keinen Rückhalt mehr bieten, während die Kurden die Zusicherung erhalten möchten, dass die türkische Armee nicht abermals in den Nordirak einmarschiert.

Während der Führer der ebenfalls irakischen «Patriotischen Union Kurdistan», Jelal Talabani, in den letzten Monaten mehrfach Ankara und Istanbul besucht hat, hat Barsani «Demokratische Partei Kurdistan» im vergangenen Herbst demonstrativ Distanz zu Ankara genommen. Der Grund bildete eine Reihe von grenzüberschreitenden Operationen der türki-

schen Armee bis tief in den Irak. Auf kurdischer Seite waren dabei Dutzende von Zivilisten getötet worden. Angeblich wollten die türkischen Streitkräfte nur PKK-Stützpunkte im Nordirak treffen. Die irakischen Kurden vermuteten hinter diesen Operationen aber Versuche der Türkei, sich den Norden Iraks mitsamt den Ölquellen von Kirkuk «auf kaltem Wege» einzuverleiben. Aus Protest hatte Barsanis Partei unter anderem ihre Vertretung in Ankara geschlossen. Diese soll nun wieder geöffnet werden.

Nach Abschluss seiner mit höchsten türkischen Politikern geführten Gesprächen blieb Barsani äusserst wortkarg. Informationen drangen denn auch nur bruchstückhaft an die Öffentlichkeit. Offenbar konnte sich Barsani aber mit der türkischen Führung auf einen Kompromiss einigen, vor allem was die zentrale Frage der «Grenzsicherheit» angeht.

Diesbezüglich war denn auch Barsanis Mission besonders heikel. Einerseits will er die Beziehungen zur Türkei, allein schon wegen des Nachschubes der immer noch dringend benötigten Hilfsgüter für die Kurden im Nordirak, nicht zusätzlich belasten. Andererseits möchte er auch nicht als jener Politiker dastehen, der die türkischen Kurden der PKK verraten hat.

Vorläufig hat sich Barsani mit Ankara auf die Formel geeinigt, dass die irakischen Kurden im Grunde genommen gar nicht wissen, wo sich die PKK-Guerilla im Nordirak gerade aufhält. Die PKK ist bekanntlich äusserst mobil. Aus diesem Grunde, so lässt sich vermuten, können die irakischen Kurden Grenzverletzungen türkischer Soldaten «übersehen».

Werner van Gent

Le Monde 26 février 1992

Au nom de France-Libertés

M^{me} Mitterrand a dénoncé devant l'ONU la condition des Tibétains, des Timorais et des Kurdes

GENÈVE

de notre correspondante

Modeste, discrète mais convaincante, M^{me} Danièle Mitterrand a parlé le 24 février devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, au nom de la fondation France-Libertés, du sort des peuples tibétain, timorais et kurde.

Rappelant qu'« un Tibétain sur dix a été emprisonné durant sa vie et la plupart de ceux-ci battus et torturés en prison », elle a également évoqué la politique inhumaine du contrôle des naissances de Pékin qui n'autorise qu'un seul enfant par couple, sauf pour les Chinois implantés au Tibet. La politique de peuplement du Tibet par les Chinois de souche « risque de faire de la population tibétaine une minorité sur son propre territoire », a déclaré M^{me} Mitterrand, qui s'est élevée aussi contre les entraves à la liberté religieuse et à l'enseignement de la langue tibétaine et contre la dilapidation des ressources naturelles et les ravages

écologiques qui sont infligés au Tibet. Elle a souhaité qu'une résolution réclame une solution à ces problèmes et surtout que les pays membres « se donnent les moyens de la faire appliquer ». Un projet de résolution parrainé par les Douze sera sans doute adopté si l'on parvient à faire céder les Etats-Unis, qui semblent tenir absolument à un texte portant plus généralement sur la Chine.

M^{me} Mitterrand a aussi dressé un tableau accablant de la situation à Timor-Orientale : « Depuis seize ans, ce peuple résiste à une politique d'assimilation forcée et de contrôle des naissances. Victime d'une politique d'appropriation des richesses et ressources naturelles, il continue son combat pour son identité culturelle, linguistique, ethnique et religieuse ». « L'annexion de Timor par l'Indonésie s'est faite en violation du droit international », a ajouté M^{me} Mitterrand en se demandant : « Le moment ne serait-il pas venu enfin pour les Est-Timorais d'accéder à l'autodétermi-

nation ? » Une résolution en ce sens a été déposée par les Douze. Enfin, à propos du « peuple martyr » kurde, M^{me} Mitterrand a dénoncé « le désastre causé par l'embargo organisé par les dirigeants irakiens eux-mêmes à l'encontre d'une partie de leur population » et « la destruction systématique des villes et villages ». « Tout défenseur des droits de l'homme », a-t-elle dit, devrait exiger pour le moins « la garantie pour ce peuple de pouvoir retourner librement dans ses villes et villages pour les reconstruire ; la présence des instances onusiennes sur toute l'étendue des régions de Kirkouk, Kifri et Kalar, où les populations sont encore menacées de mort ou de déplacements forcés ; tous les moyens possibles pour faire lever par le gouvernement irakien l'embargo qu'il fait subir aux populations kurdes ».

Il n'y a pas de projet de résolution sur le problème kurde, mais celui-ci figurera en bonne place dans un texte très sévère sur l'Irak.

ISABELLE VICHNIAC

Under Reagan, Bush Worked To Obtain Credit for Saddam

By Guy Gugliotta

Washington Post Service

WASHINGTON — High officials of the Reagan administration, including Vice President George Bush, repeatedly intervened with the Export-Import Bank to initiate and continue credit programs with Iraq, even though the bank deemed Iraq not creditworthy, the chairman of the House Banking Committee, Henry B. Gonzalez, a Democrat of Texas, said Monday.

At the time of Iraq's invasion of Kuwait in August 1990, Banking Committee sources said, Iraq owed at least \$52 million on loans contracted through the bank. Iraq has defaulted on these loans and on \$2 billion in credits granted by the Agriculture Department to buy U.S. farm commodities.

Mr. Gonzalez, whose committee has been investigating aspects of the Iraqi credit history for a year, named Mr. Bush; former Secretary of State George P. Shultz; the current deputy secretary of state, Lawrence S. Eagleburger, and others as having several times interceded on Iraq's behalf when the Export-Import Bank dragged its feet in granting credit to the government of President Saddam Hussein.

"The policy toward Iraq is by far the most tragic foreign policy episode of the Bush and Reagan administrations," Mr. Gonzalez said in a floor speech. "It is a policy that ended in war and the loss of many precious lives — and with no long-term goal achieved."

The U.S.-Iraq relationship began to warm in 1982, when the United States removed Iraq from its list of nations supporting terrorism, and the Saddam government became eligible for U.S. agricultural credit guarantees and other sympathetic trade treatment. Iraq at the time was two years into what became a deadly eight-year war of attrition against Iran.

Mr. Gonzalez described how the Export-Import Bank, an independent government agency that encourages U.S. exports by guaranteeing loans to foreign buyers, opened a line of credit guarantees to Iraq in 1984. This occurred after repeated urgings from Mr. Eagleburger and a phone call from Mr. Bush to the chairman of the Export-Import Bank board, William H. Draper 3d.

"Ex-Im Bank could play a crucial role in our efforts in the region," said the State Department in a memo prepared for Mr. Bush before the phone call and obtained by the Banking Committee. "Early and favorable action on applications would be clear and very welcome evidence of U.S. commitment to these objectives."

Shortly thereafter, Mr. Gonzalez said, the Export-Import Bank opened a credit line to Iraq.

His remarks formed the latest in a series of recent reports on Reagan and Bush administration efforts to woo the Saddam government right up to the eve of the Gulf crisis.

During the 1980s, the United States shipped billions of dollars' worth of agricultural and industrial goods to Iraq, including "dual-use" technology critical to Mr. Saddam's arms buildup.

Mr. Gonzalez said the credit enabled Iraq to buy a range of U.S. products, including 250 armored ambulances, portable communications equipment, pesticides, small motors for air conditioners, medical supplies, oil equipment and heavy machinery. All of these, Mr. Gonzalez said, were "relatively small" transactions except for a \$484 million credit guarantee for Bechtel Corp. equipment destined for the Aqaba oil pipeline project.

The Aqaba deal was never completed, Mr. Gonzalez noted, but he said Mr. Shultz and Mr. Eagleburger, along with the national security adviser, Robert C. McFarlane, the attorney general, Edwin Meese 3d, and the CIA director, William J. Casey, at some point "contacted the Ex-Im Bank to obtain financing for the Aqaba pipeline project."

In 1986, Mr. Gonzalez said, Export-Import Bank suspended Iraq from its loan guarantee programs because of difficulties in collecting debts. The suspension lasted until July 1987 and was based on the bank's assessment that Iraq was slowly being strangled as a result of its war with Iran and would be unable to meet its payments scheduled in the foreseeable future.

Even so, he said, the United States pressed the bank to reopen the Iraqi portfolio. In an undated 1987 memo prepared for Mr. Bush before he again telephoned the bank, the State Department suggested the vice president make the

point that "although in the near-term Iraq will continue to face financial stress because of the war, Iraq's prospects for the medium to long term are good." The war reference was to the Iran-Iraq conflict.

Export-Import Bank credit guarantees resumed in July 1987 and continued until the Iraqi invasion of Kuwait. Banking Committee officials acknowledged, however, that the bank's exposure to Iraq at any one time could not exceed \$200 million, because the bank required that the "revolving" debt be paid down before additional guarantees could be provided. As a result, the bank ended up with a relatively small outstanding balance when the Gulf War began.

Documents supplied by the committee also showed that the bank never lost its disdain for the Iraqi credit arrangements. An undated bank memo from the 1987-to-'88 period describes 10 "myths" about Iraq as its war with Iran wound down. Peace, the memo said, would not make Iraq a better creditor, because Baghdad "will not drastically cut military spending" or make appreciable amounts of new money from oil exports.

"Moreover," it said, "Iraq has an attitude problem regarding foreign debt. Iraq only fully repays creditors who offer large new loans. If creditors don't offer new loans, Iraq simply fails to pay."

■ Saddam Is Accused

Two rights groups have announced that investigations in Kurdish regions of northern Iraq and captured documents indicated that Mr. Saddam's regime has committed crimes against humanity through killings and deportation of Kurds, and by destroying about 4,000 villages, according to The Washington Post.

The report was released Monday by Middle East Watch and Physicians for Human Rights. It said substantial evidence existed for a UN investigation into the charge that in 1988, Mr. Saddam's government deported tens of thousands of Kurds to southern Iraq, where they were killed and buried in mass graves.

Kurdish investigators have charged that 180,000 of their people were slain in an anti-Kurd campaign begun by Iraq in 1987.

KURDES IRAKIENS

Le calvaire continue

Un an après l'énorme mobilisation internationale en leur faveur, les Kurdes irakiens, victimes du blocus économique de Bagdad, sombrent dans l'oubli malgré les efforts des organisations humanitaires et de la Grande-Bretagne qui souhaite la tenue d'une conférence humanitaire sous l'égide de l'ONU.

« Lumière et ombre ont toujours été le lot des Kurdes mais il ne faut pas oublier qu'ils continuent de mourir même si on ne le sait pas », a déclaré le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, qui se déclare favorable à l'initiative britannique. « Il ne faut pas abandonner les Kurdes », a-t-il affirmé.

La formidable coalition internationale contre Bagdad, qui était intervenue massivement en faveur des Kurdes en vertu du principe du droit d'intervention humanitaire, s'est peu à peu retirée, laissant derrière elle un Centre de Coordination Militaire allié (MCC), basé à Diyarbakir en Turquie, avec une antenne à Zakho, au Kurdistan, des observateurs de l'ONU et des organi-

sations humanitaires qui recueillent des fonds supplémentaires.

500.000 sans-abris

Le centre militaire poursuit, depuis le départ des troupes alliées en septembre, la surveillance du nord de l'Irak et l'approvisionnement par hélicoptère de certains hameaux isolés, mais les sans-abris sont estimés à plus de 500.000, le blocus établi par le gouvernement irakien en octobre est toujours en vigueur et les négociations entre Kurdes et Bagdad bloquées.

L'idée d'une conférence humanitaire réunissant les bailleurs de fonds sous l'égide de l'ONU a été officiellement avancée par M^{me} Lynda Chalker, secrétaire d'Etat britannique au Développement et à l'Outremer, auprès de ses partenaires des Nations unies à Genève. Un recours à l'ONU sur ce sujet ne paraît toutefois pas « opportun » dans l'immédiat et d'autres pays occidentaux, la communauté internationale n'ayant pu obtenir de Bagdad le respect total des réso-

lutions du Conseil de sécurité, en particulier sur le désarmement. D'autant plus que l'ONU est sollicitée par le Cambodge et la Yougoslavie et que les bailleurs de fonds ont les yeux tournés vers l'ex-URSS.

« Les Kurdes ne pourront plus supporter un nouvel exode si les Irakiens repassent à l'attaque au printemps, après la fonte des neiges qui mettra à nu les mines infestant le terrain », souligne une jeune femme médecin travaillant pour l'organisation humanitaire française France-Libertés de retour du Kurdistan irakien.

Lettre ouverte

M^{me} Danièle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français et présidente de cette association, a vivement dénoncé, lundi devant la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, à Genève, les « actes barbares » des dirigeants irakiens à l'encontre des Kurdes. France-Libertés a lancé au Kurdistan un programme de 8 millions de

francs pour réhabiliter des écoles, fournir des livres et du matériel scolaire ainsi que des bottes et des anoraks aux enfants kurdes.

Cette association est parmi les ONG (Organisations non gouvernementales) françaises qui ont adressé une lettre ouverte aux députés européens leur demandant de « débloquer les sommes sans lesquelles les camps kurdes se transformeront en cimetière pour des milliers ou des dizaines de milliers de réfugiés kurdes » d'Irak, en raison des rigueurs de l'hiver.

On précise toutefois à la Commission européenne que les 105 millions d'écus (environ 735 millions de F) alloués en juillet n'ont pas encore été totalement dépensés. « Nous veillons à ce que cet argent soit vraiment dépensé. Ensuite nous pourrions envisager une action complémentaire en 1992 », soulignent des sources proches de la Commission qui admettent qu'on « risque d'assister à un nouveau désastre si des mesures ne sont pas prises à temps ».



FRA0533 4 G 0186 FRA /AFP-UP31

Divers-tireur

Interpellation d'un homme ayant tiré sur le local d'une association kurde à Strasbourg

STRASBOURG, 26 fév (AFP) - Un homme qui venait de tirer sur le local d'une association kurde à Strasbourg, faisant un blessé léger, a été interpellé, mercredi soir, par la police urbaine afin d'être entendu, a-t-on appris de source policière.

Peu avant 19 heures, selon les témoignages de ressortissants kurdes, un homme s'est présenté devant l'entrée de l'Association des patriotes du Kurdistan. Il a commencé à proférer des injures en direction d'une cinquantaine de personnes qui répétaient des danses folkloriques pour une fête traditionnelle prévue fin mars.

Repoussé à l'extérieur du local, l'homme est reparti chercher une arme, apparemment un fusil, selon les premiers éléments de l'enquête.

A son retour, il s'est remis à insulter les occupants du local et a soudain fait feu, selon l'un des témoins. Une partie de la vitrine s'est brisée sous le choc et un Kurde a été légèrement blessé.

L'individu a été ensuite conduit au commissariat de Strasbourg pour y être interrogé.

fla/mst

AFP 262058 FEV 92

En visite en Turquie

LE MONDE

27 février 1992

Le chef kurde Massoud Barzani dénonce les « méthodes terroristes » du PKK

ISTANBUL

de notre correspondante

M. Massoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) n'avait pas quitté sa région depuis 1989. Sa visite de cinq jours en Turquie, qui a pris fin lundi 24 février, n'était que la première étape d'une tournée qui l'emmènera à Londres, Paris, Bonn, et peut-être Washington, pour tenter de ranimer la flamme vacillante du soutien accordé par les pays occidentaux aux Kurdes irakiens.

« La tragédie des Kurdes n'est pas terminée, a déclaré Hoshiyar Zebari, représentant du PDK. Si les pays occidentaux, qui avaient contribué à nous sauver lors de la calamité de l'année dernière ne prennent pas une position de soutien plus active, tout ce que nous avons accompli sera annulé. » Malgré la réduction de la force internationale basée en Turquie, qui ne comporte plus que quarante-huit avions, les Kurdes sont convaincus que sa présence a un effet dissuasif crucial et ont tenté de convaincre le gouvernement turc de la nécessité de renouveler son mandat au-delà de la date limite fixée au 28 juin 1992.

M. Barzani espérait également obtenir l'assistance logistique de la Turquie pour pallier la pénurie de nourriture et de carburant causée par l'embargo imposé par Bagdad sur toute la région du Kurdistan irakien. Mais le problème de la sécurité le long de la frontière irakienne, fréquemment infiltrée par les combattants kurdes du PKK, a dominé ses entretiens avec les autorités turques. « Nous condamnons le terrorisme, a déclaré M. Barzani, nous n'approuvons pas les méthodes et les tactiques du PKK et nous n'avons aucune relation avec une telle organisation. »

M. Barzani a également expliqué à ses interlocuteurs turcs que les élections démocratiques qui auront lieu au Kurdistan irakien, le 3 avril prochain, n'ont pas pour but l'établissement d'un Etat indépendant, auquel la Turquie est catégoriquement opposée, ni même d'une administration indépendante des autorités irakiennes. Selon un communiqué du PDK, le scrutin permettra de « donner une direction à l'administration civile, handicapée par le vide administratif et légal ».

Enfin, la délégation kurde a annoncé la réouverture de son bureau de représentation à Ankara, fermé en octobre dernier pour protester contre les bombardements de l'armée turque dans le nord de l'Irak.

NICOLE POPE

L'EXPRESSE 27 février 1992

PAROLES

PAR OLIVIER ROY*

Éternels oubliés

ILHANI/SIPA PRESS



A défaut
d'un Etat,
les Kurdes
méritent
au moins la
reconnais-
sance
culturelle
et
l'autonomie
politique.

Les Kurdes, dont la présence sur les terres qu'ils occupent est millénaire, ont manqué tous les rendez-vous de l'Histoire. Ils n'ont pas profité de l'effondrement de l'Empire ottoman, en 1918, pour s'affirmer en tant que nation. Ignorés des traités internationaux, ils se retrouvent aujourd'hui écartelés entre quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Même l'idée nationale a mis longtemps à faire son chemin chez un peuple de montagnards qui a connu plus de guerriers que d'intellectuels. Les révoltes se sont faites au nom de l'islam, telle celle de Cheikh Saïd contre Atatürk, en 1925, ou du tribalisme, dont le poids marque encore les mouvements kurdes contemporains. Les Kurdes ont régulièrement cru pouvoir jouer un pays contre l'autre : hier, Iran contre Irak ; aujourd'hui, Turquie contre Irak ; mais ils sont, chaque fois, confrontés à la Sainte Alliance des Etats régionaux, qui refusent toute modification des frontières et craignent même de reconnaître un droit des minorités. Or la guerre du Golfe a montré que ce conservatisme est partagé par les Grands. On aide les Kurdes pour affaiblir Saddam Hussein, mais on se garde de leur donner les moyens de le renverser. L'aide humanitaire sert alors d'alibi, en attendant l'oubli.

C'est ce destin tragique que Gérard Chaliand retrace dans « Le Malheur kurde » (Seuil). S'ils peuvent, en Irak et en Iran, utiliser leur langue et leur nom, les Kurdes sont niés, en Turquie, dans leur existence même, du moins jusqu'à ce que le président Özal rompe le tabou, en 1991. Aux prises avec des Etats puissants, le mouvement nationaliste kurde n'a jamais pu s'unifier. Son encadrement, qui était fourni, il y a peu encore, par de grandes familles tribales et religieuses, passe de plus en plus aux mains d'une intelligentsia dogmatique — le PKK, par exemple, actif en Turquie, l'une des dernières organisations marxistes-léninistes du tiers-monde.

Quel avenir ? Si la création d'un Kurdistan indépendant paraît exclue, la reconnaissance de l'identité culturelle des Kurdes et l'autonomie constitueraient le meilleur garant de réintégration dans la vie politique de leurs Etats respectifs. D'autant que leur situation sociale est en pleine évolution : l'exode rural, qu'il soit dû à la modernisation du pays, comme en Turquie, ou à la guerre et à la répression, voire à la déportation, comme en Irak, pousse des centaines de milliers d'entre eux vers les grandes métropoles, d'Istanbul à Bagdad. La question kurde n'est plus un problème périphérique : elle est au cœur des Etats modernes. ■

* Chercheur au Ceri, spécialiste du monde islamique.

Details emerge of Iraq's campaign to eliminate Kurds

By Mary Beth Sheridan
ASSOCIATED PRESS

SUMOUD, Iraq — Aftaw Muhammed Nawkhas, a Kurdish peasant, was busy fixing lunch for her 11 grandchildren that spring day when the nightmare began.

"My sons were on their tractors. They came to the house and said, 'Run and hide, Iraqi army helicopters are coming,'" said the black-robed woman, her haggard face framed by a torn, black-lace scarf.

Nawkhas said she and the other residents of Jaf, in northern Iraq, were rounded up that day in April 1988. Soldiers then separated her from her six children, daughter-in-law and grandchildren.

"That was the last time I saw them," she sobbed.

Nawkhas is a survivor of what Kurds and international human rights organizations call the mass roundup and "disappearance" of tens of thousands of Kurds at the hands of the Iraqi army. The series of operations, known as the Anfal, occurred in 1987-89, when the Iraqis razed and sometimes gassed Kurdish villages.

The Anfal — named after a battle against infidels described in the Koran — is pronounced by Kurds with the same horror as Holocaust.

But the scale of the actions is only becoming known now, as Kurds and human rights groups are able to move freely in Kurdish-held northern Iraq and examine documents captured from Iraqi intelligence offices.

At the end of the Persian Gulf war, the Kurds rose against Saddam Hussein. The Iraqi president cracked down, and about 1.5 million Kurds fled into Turkey and Iran. The Kurds regained control after a U.S.-led allied operation helped resettle them.

"We are dealing with a tragedy... which would certainly rank among the major human rights catastrophes

of this century, certainly post-World War II," said Andrew Whitley, executive director of Middle East Watch. The human-rights group issued a report Monday accusing Iraq of mass killings of Kurds.

Officials at the Iraqi Embassy in Washington and Iraqi missions to the United Nations in New York and Geneva refused comment.

U.N. officials say Iraq claims the Anfal operations aimed to root out "saboteurs" during the Iran-Iraq war.

No one knows exactly how many people disappeared. Whitley and U.N. officials put the

figure at tens of thousands. The Kurdistan Front, a coalition of parties controlling the Kurdish-held region, estimates 182,000 of the approximately 3.5 million Kurds vanished. Most are believed dead.

"It is clear that the Anfal operations constituted genocide-type activities, which did in fact result in the extermination of a part of this population," said Max van der Stoep, a U.N. human rights investigator, in a report on Iraq issued last week.

Throughout northern Iraq, rubble testifies to the brutality. The Kurds estimate 4,000 villages were demolished.

The destruction was apparently aimed at undercutting support for Iraq's Kurdish guerrillas, who sided with Iran during the 1980-88 Iran-Iraq war.

Some residents were moved to government-controlled "collective villages" like Sumoud, about 10 miles southeast of Sulaymaniyah, where Nawkhas was sent.

But for years, a mystery has plagued the Kurdish region: What happened to the others?

One of the most chilling accounts comes from 16-year-old Taymur Abdulla.

Abdulla, a grave-faced boy, gave this account through a translator: His family was picked up April 13,

1988, in Milasoura, near Kalar, which lies 80 miles southeast of Sulaymaniyah. They were taken to a camp called Topzawa. His father was taken away.

About 30 busloads of women and children were driven south near the Saudi border. There, Abdulla said, Iraqi soldiers put them in trenches.

"We waited until it got dark," he said. "Then, they started shooting at us."

Abdulla suffered a shoulder wound and lay between the lifeless bodies, playing dead.

"It takes two hours, the shooting. After they stopped shooting, I went out of the trench," he said. He escaped and finally found his uncle in Sumoud.

Rozh Shaways, a member of the Kurdistan Democratic Party's politburo, said the Anfal operations claimed the most victims in the Kurdish area south of Sulaymaniyah, in late 1987 and 1988.

The bodies of some of the "disappeared" have been found recently in

the Kurdish-controlled area. But Kurds believe most are in southern Iraq.

Survivors and Kurdish officials in the Sulaymaniyah area describe the Anfal as brutally efficient.

First, they say, soldiers and the government's Kurdish militia surrounded villages. Then, residents were taken to clearing centers, where young men were often separated from women and children.

The elderly, and some children, were kept at camps, where they slept on concrete floors and were fed bread and water, the survivors said. Many were later freed.

Hamajan Hassan, 65, who was detained at Topzawa, said he watched as his two sons were taken away with other young men.

"The officers were pulling the scarves off their heads, tearing off their clothes, leaving them only in underpants," he said.

The men were tied together and led away, he said. He never saw them again.

Troops took Aftaw Nawkhas' children and grandchildren. "That was the last time I saw them."

Métier: peshmerga

Coopération
N° 9 du 27 février 1992

Licencié en littérature de l'Université de Mossoul et installé à Dohouk, au nord du Kurdistan d'Irak, Faddoulah n'a pas encore eu l'occasion de se consacrer à l'enseignement. Faddoulah est Kurde. Entre les bombes et les exodes, résumé d'une trajectoire humaine.

Quand il évoque le temps de ses études, à l'Université de Mossoul, où il a obtenu une licence en littérature, les yeux de Saddoulah s'éclairent. *«C'était la belle époque, dit-il, le temps de la camaraderie, de la joie, des espérances...»* Après, des années, qu'il n'aurait jamais imaginé devoir vivre, suivirent. Des années dont il me parle par bribes, avec une extrême pudeur, sans jamais se plaindre.

Deux fois, sa vie fut chahutée par des «impondérables». La première fois, c'était en 1988, Saddam Hussein commença à raser 4000 villes et villages du Kurdistan. A l'instar de plusieurs millions de Kurdes d'Irak, Faddoulah dut prendre la route de l'exil. C'est l'Iran qui l'accueillera. Il s'était débrouillé pour subvenir aux besoins de sa famille lorsque son père tomba malade. Cancer de la gorge incurable. En dépit de ce sombre pronostic, le jeune Kurde fit alors l'impossible pour le sauver, le soulager.

«L'hôpital était très cher. Pour le payer, je dus vendre tout ce que j'avais: ma voiture, mes pistolets, et jusqu'à ma dernière chemise, qui était neuve. Mais je n'ai pas de regrets aujourd'hui: je sais que j'ai fait ce que j'avais à faire.»

Il le put aussi grâce à la solidarité d'un compatriote réfugié dont il épousa la fille.

Quelques années plus tard, tandis que sa mère et ses frères et sœurs trouvaient refuge dans un camp de Turquie, Faddoulah revenait au Kurdistan d'Irak.

Tout est détruit

Une nouvelle existence commence à Dohouk. Faddoulah se métamorphose en commerçant. Les trois petites boutiques où il vend des pièces de mécanique lui permettent de gagner sa vie. Mais le temps de la stabilité sera bref.

Au printemps 1991, après l'euphorie du «Printemps kurde», les bombes irakiennes déferleront sur le Kurdistan tandis que les Alliés demeurent passifs. Les magasins de Faddoulah sont pillés, détruits. Plusieurs semaines après l'attaque irakienne, l'Occident est saisi d'un formidable élan humanitaire. Les Kurdes d'Irak sont à la une de l'actualité. Les représentants de divers mouvements caritatifs et de l'ONU viennent sur place. Comme les peshmergas (combattants kurdes, en kurde: celui qui va au-devant de la mort) francophones sont rares, Faddoulah devient interprète auprès de l'ONU. Puis il décidera de s'engager comme peshmerga à plein-temps, après avoir exercé cette fonction bénévolement, à côté de son travail de commerçant.

Dans les camps

Depuis, interprète du PDK (parti démocratique kurde), Faddoulah accompagne les rares journalistes curieux de découvrir le Kurdistan d'Irak: il va avec eux dans les camps de réfugiés, leur fait découvrir la vie de tous les jours des familles kurdes. Il leur montre les palais de Saddam Hussein, les prisons et centres de torture du même monsieur. Et encore, les villes et villages en ruines, qui ponctuent le paysage, de Zakhko à Halabja. C'est lui qui nous fait connaître des bergers et nomades, des hommes politiques et des cinéastes, du Kurdistan d'Irak, dans les villes et les campagnes. C'est lui qui nous console, lorsqu'on pleurera d'avoir vu trop de détresse. C'est lui aussi qui nous dira les fleurs, la nature, les torrents, les petits lacs et les montagnes du Kurdistan. Un Kurdistan qui, n'était la guerre et sa menace permanente, serait le paradis du tourisme. C'est lui enfin qui hé-

berge gracieusement sous son toit les hôtes de passage. Avec sa femme, il m'accueille dans sa maison de Dohouk et s'excuse du confort rudimentaire de celle-ci. *«Il n'y a plus de meubles, plus de vitres aux fenêtres, pardon pour les courants d'air! Quand les soldats irakiens sont venus, en avril, ils ont tout pris: les meubles, les vêtements, les tapis, la radio. Et ils ont cassé tout ce qu'ils ont pu.»*

Dans la maison vide

Faddoulah, qui me fera visiter les quartiers rasés de sa ville, s'estime heureux: *«Les Irakiens avaient inscrit un signe à la craie sur ma maison et avaient prévu de la détruire à la dynamite, comme beaucoup d'autres habitations à Dohouk. Mais j'ai alerté les Nations unies, à qui je servais d'interprète. Ma maison a été épargnée. Je l'ai retrouvée vide mais au moins en ai-je une. Tous les Kurdes n'ont pas cette chance.»*

Chez Faddoulah, comme chez beaucoup de Kurdes, on mange à même le sol, assis en tailleur: du yogourt et du pain que sa femme confectionne elle-même, chaque jour, des œufs et des fruits. On dort aussi à même le sol – les soldats irakiens ont emmené les lits –, ou, si l'on préfère, sur le toit de la maison, avec la protection d'une moustiquaire. A cinq heures, c'est le coq du voisin qui nous réveille bientôt suivi par le chant du muezzin.

Après plusieurs centaines de kilomètres en compagnie de Faddoulah, à parcourir le Kurdistan, retour à Dohouk. Nous partageons le repas du soir – riz et tomates grillées – avec des parents, récemment revenus d'Iran. Des voisins passent à l'improviste. On ajoute simplement deux assiettes. Faddoulah raconte à sa femme et à ses hôtes les camps de réfugiés



Faddoulah, et un enfant kurde, lors de l'arrivée du camion de France-Libertés, à Dohouk, avec sa cargaison de livres et de cahiers.

PHOTOS GILBERTE FAVRE

Souffrir du froid...

Au Kurdistan d'Irak, cet hiver, ils seront entre 500 000 et 800 000 à souffrir du froid, vivant en pleine nature, sous les arbres, sous des toits de feuillages, ou dans les ruines de leur maison. Les plus chanceux, eux, ont trouvé un toit en dur dans les anciens centres de torture et prisons de Saddam Hussein.

de Daoudia et Diyana, Rawandouz, Chaklawa, Salah-ed-Din, Suleimanieh, Halabja.

Seulement le tonnerre

Soudain un sourd grondement résonne dans le ciel de Dohouk : est-ce un avion irakien, un avion turc ou simplement un avion allié ? Voici quatre jours, des avions irakiens bombardaient Suleimanieh. Et, il y a deux jours à peine, c'était au tour de l'armée turque de bombarder le Kurdistan d'Irak, à trente kilomètres à l'intérieur des terres. Le grondement persiste, bientôt accompagné d'averses : c'était seulement le tonnerre.

Alors les vents engouffrent par les fenêtres sans vitres de la maison. Faddoulah tente de remédier à ces inconvénients en posant des couvertures et rideaux sur les trous vides tandis que j'enfile un pull et un anorak.

A l'heure du dessert - pommes, raisins et grenades d'Iran -, une coupure d'électricité nous plongera dans l'obscurité. Faddoulah court chercher la lampe à pétrole, les femmes rient et chantent...

Plusieurs semaines ont passé. Décembre est arrivé. Je me demande si Faddoulah aura pu faire remplacer les vitres de sa maison...

Gilberte Favre

DROITS DE L'HOMME

Les Kurdes ne seraient-ils pas des réfugiés honorables ?

Droits de l'Homme et droit tout court s'affrontent dans un combat pour la dignité et la liberté. Dans l'Hérault, à Alès et Béziers, plusieurs dizaines de ressortissants turcs appartenant à la population kurde tentent d'arracher à l'Etat français le droit de rester sur notre territoire

Alès, six Kurdes, ressortissants de Turquie entament depuis hier leur troisième semaine de grève de la faim. Installés dehors dans des conditions à la limite de l'insoutenable, couchés sous les intempéries qui sévissent sur notre région depuis le début de leur lutte, ils obissent à une grève de la faim des plus strictes afin d'obtenir l'asile politique qu'ils réclament depuis leur arrivée sur notre territoire.

Marchandage ignoble qui, pour d'obscures raisons politico-diplomatiques qu'on n'arrive pas très bien à cerner, tiendrait le bec dans l'eau à environ plus de 300 personnes sur l'ensemble du pays.

Les six grévistes alésiens sont allongés au cœur de la ville, jour et nuit, roulés

dans des couvertures et exposés à une pluie glaciale qui n'arrive pourtant pas à entamer leur moral.

Il n'est pas rare, en empruntant les trottoirs de la ville, d'entendre ici ou là des paroles d'indignation de quelques passants devant une telle misère affichée aux yeux de tous.

De nombreuses associations se sont organisées pour apporter secours et assistance à ces six hommes. La Ligue des Droits de l'Homme, le MRAP et SOS Racisme se sont élevés contre cette situation inconcevable. Le Parti communiste et ses élus ne sont pas restés en route.

A la première heure, le député du Gard, Gilbert Millet a interpellé différentes administrations. A l'adresse du maire d'Alès, il

a signifié les conditions inhumaines dans lesquelles se poursuit cette lutte extrême.

Gilbert Millet demanda au maire que "soit mise à disposition des kurdes une salle municipale afin de les soutenir aux rigueurs du climat hivernal". Une demande qui n'a pas reçu de réponses à ce jour. Cette attitude d'indifférence du maire Alain Fabre qui se réclame de la majorité présidentielle est largement commentée par les Cévénols. L'élu communiste s'est également adressé au Ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand, afin qu'il obtienne de l'OFPPA, que soit revue le refus du statut de réfugié qui est à l'origine de la grève de la faim.

La section communiste d'Alès a transmis un télégramme au sous-préfet demandant également la réou-

verture bienveillante des dossiers brutalement rejetés par l'OFPPA.

Lundi soir, nous apprîmes de la sous-préfecture qu'un lettre de promesse de révision des dossiers avait été adressée par M. Roynette, préfet du Gard, aux Kurdes en lutte. Engagement était pris de revoir les dossiers à la condition expresse que cesse la grève de la faim. Un premier pas qui ne correspondait toutefois pas à l'attente des déboutés du droit d'asile, comme ils s'appellent eux-mêmes et qui refusent de cesser leur mouvement avant l'obtention ferme et définitive de leur statut.

A Béziers, ils sont 40 également en grève de la faim, pour le même motif, réfugiés dans l'Eglise de La Dève (quartier en périphérie de la ville).

Après un timide geste de bonne volonté venu de la préfecture de l'Hérault, il semblerait que les négociations soient maintenant au point mort.

Ces Kurdes ont traversé leurs frontières au péril de leur vie. Un passage clandestin qui, pour leur quasi-totalité, a consommé l'intégralité de leurs maigres économies. Après une période de doutes et de semi-clandestinité, ils sont menacés d'être reconduits dans leur pays où l'accueil qui leur sera réservé risque bien de leur être fatal.

Mais il est vrai qu'ils n'ont rien du richissime Duvalou ou de l'étrange Ahoun qu'on a pourtant soustrait à la justice de leur pays, en leur offrant un exil doré. Affligé.

Alain LAURENS

Les Bourguignons au Kurdistan

II. — L'urgence, c'est la survie...

Rejoignant les Bourguignons qui emmènent l'aide aux Kurdes avec l'aventurier dijonnais Patrice Franceschi, nous avons hier brossé le décor de la zone libérée depuis le mois de mai. Et nous avons vu que tout y était à bâtir, à imaginer, à créer.

Au Kurdistan libre, huit partis, des communistes au mouvement assyrien (qui défend les chrétiens), en passant par les deux « grands », PUK (démocrate-nationaliste) et PDK (le plus ancien), qui se côtoyaient sur les chemins de la guerre, sont unis au sein du « Front ».

L'urgence, pour les responsables de tous ces partis, c'est d'installer la démocratie, de montrer les Kurdes capables de s'organiser afin d'obtenir ou de conserver la caution et la présence des Occidentaux, seuls garants de la liberté toute neuve.

Tout s'organise effectivement, de façon encore embryonnaire mais encourageante. Ainsi, dans la ville de Dohuk, au centre de la zone libre, on voit aujourd'hui apparaître les premiers policiers peschmergas, dont les uniformes bleus sont le signe d'une première prise en main des Kurdes par eux-mêmes de leur sécurité intérieure.

Le Front prélève des taxes sur les camions turcs qui traversent la zone pour aller à Mossoul, en territoire gouvernemental irakien, se livrer au trafic d'essence. Les collecteurs d'impôts font également régler une taxe sur l'électricité, fournie par un barrage tenu par les résistants.

L'argent est reversé d'abord aux combattants, qui touchent une solde variable selon le parti auquel ils appartiennent... et selon l'état des caisses. Personne, de toute façon, ne sait au juste combien il y a de peschmergas dans la zone. Selon l'interlocuteur, on entend parler de 500 000 hommes, ou de 200 000...

Le Front tente aussi d'indemniser les victimes de la guerre : 75 dinars par famille, qui a donné l'un des siens au Kurdistan. Là encore, c'est selon l'état des caisses. On essaye de continuer à payer les anciens fonctionnaires de l'État irakien, et le « grand pardon » a permis à ceux qui



Dans les entrepôts d'un ancien camp militaire irakien, le chargement des camions qui passeront par la zone gouvernementale sous bannière ONU

(photo Gilles Dupont)

avaient collaboré avec Saddam Hussein de près ou de loin (et n'ont pas été éliminés) de fuir ou de s'intégrer...

Et puis il y a les élections, qui doivent se dérouler en mars et désigner les membres d'un Parlement qui représentera les nouveaux citoyens kurdes. Ce qu'ils souhaitent tous, c'est être reconnus par l'ONU, et obtenir un statut fédéral par rapport à l'Irak.

Les médecins, les agriculteurs s'organisent aussi, au-delà des partis, pour créer des unions plus efficaces, des groupements d'intérêts.

Une belle goutte d'eau

On respire la liberté sur cette bande de terre bouillonnante, mais cela ne se mange pas. L'urgence, c'est aussi — et surtout — survivre. Les organisations non-gouvernementales (ONG) sont nombreuses au Kurdistan. Les Bourguignons ? Ils sont une goutte d'eau dans l'océan des besoins. Mais une belle goutte d'eau, parcequ'ils ont choisi d'aller là où les autres ne vont pas.

Les provinces de Zaho et de Dohuk, peu éloignées de la frontière turque, sont loin de vivre dans l'opulence, mais elles sont considérées comme riches, grâce aux trafics de toutes sortes. En outre, la garde républicaine irakienne, si elle y a commis des meurtres, n'a pas eu le temps de détruire les villages. C'est au sud, à Souleymanieh, et surtout dans les montagnes alentour, que la situation est dramatique. Là, Saddam Hussein a fait raser les bourgades et les villages, méthodiquement, maison par maison.

Et les gens qui y sont revenus, souvent des veuves avec leurs enfants, n'ont que des ruines pour abri. Comble de malheur, il n'a pas neigé autant sur ce secteur depuis 1943. Toutes les routes entre le nord, d'où vient l'aide, et le sud où sévit la famine sont coupées. C'est malgré tout là que les Bourguignons ont décidé d'aller offrir les vivres obtenus grâce à la générosité de ceux de leur région.

A leur arrivée à Zaho, il leur a bien fallu se rendre à l'évidence : même les petits camions de 9 tonnes dans les

quels ils souhaitent transférer les vivres pour les acheminer dans les montagnes ne pouvaient passer du nord au sud.

Il existait cependant une solution : faire transiter les camions par le territoire irakien, sous bannière ONU, jusqu'à Souleymanieh. Mais l'Irak n'accorderait certainement pas de visas à ceux qui venaient aider les Kurdes. Il fallait donc aux Bourguignons rejoindre Souleymanieh à bord de leurs 4X4, escortés par des peschmergas, en forçant les routes coupées par la neige, à l'intérieur de la zone libérée.

Après quatre jours de recherches, et grâce à un australien chaleureux du nom de Patrick Strunks, membre de l'association humanitaire Care, les Bourguignons ont pu obtenir le prêt de trois camions, les bannières ONU et l'acheminement des vivres jusqu'à Souleymanieh.

Ensuite, leur courage, leur ténacité, leur volonté d'aller jusqu'au bout de leur engagement... et le soleil qui a fait fondre une partie de la neige les ont aidés à franchir les montagnes. La distribution

dans les villages oubliés devait commencer aux alentours du 19 février. Mission accomplie ! La goutte d'eau bourguignonne allait tomber là où il fallait qu'elle tombe...

Notons encore qu'outre les tracasseries imposés par les conditions météo, les Bourguignons ont dû subir ceux des douaniers turcs : il a fallu une pa-

tience à toute épreuve... et des nerfs d'acier à Marcel Lacroix et Ghislain Gomiote (le chauffeur et le mécanicien du camion prêté par Régis Martelet pour acheminer les vivres de Dijon à Zaho). Refusant de payer un bakschisch exorbitant, ils ont dû patienter cinq jours à la frontière avant d'obtenir un document leur per-

mettant de repartir à vide pour la France.

Dans la prochaine et dernière partie de notre récit, nous découvrirons les chrétiens du Moyen-Orient, persécutés depuis des siècles et souvent oubliés de leurs frères d'Occident.

Gilles DUPONT

DEPECHE DE DIJON 28 février 1992

Les Bourguignons au Kurdistan

III. — Les chrétiens du bout du monde

Dans les deux premières parties de notre reportage sur le Kurdistan irakien, où huit Bourguignons sont partis avec l'aventurier dijonnais Patrice Franceschi pour distribuer l'aide offerte par les particuliers et les entreprises de la région, nous avons vu à quoi ressemblait la « zone libérée ». Puis nous avons évoqué la façon dont travaillait l'équipe partie de Dijon. Dans ce dernier volet, nous partons à la rencontre des chrétiens du Moyen-Orient.

« Combien de balles avez-vous tiré hier ? » Grand, calme, bourré d'humour, le père Petros, prêtre de la paroisse Sainte-Marie, à Zaho, tient diwan (divan). Entendez par là qu'il reçoit dans son salon, chaque jour, entre les offices, des chrétiens, des militaires, des musulmans, des étrangers. Il écoute, conseille, critique, dialogue devant un petit verre de thé. Sûr qu'il passe au moins 5 litres de cette boisson chaque jour...

« Mon père », répond le peschmerga qui, la veille, en ma compagnie, avait lâché une petite rafale devant l'église, « nous n'avons tiré qu'une fois. C'était pour répondre à Joseph, qui tirait depuis sa maison. Quatre rafales... »

Le père Petros fait semblant de s'émouvoir : « Mais quelle prédication ! Les gens vont croire que pendant le sermon, j'ai dit qu'il fallait tirer des balles ! Vous auriez au moins pu attendre d'avoir tourné le coin de la rue ! » Et il éclate de rire.

Durant cinq jours, le prêtre a accueilli dans deux chambres de sa maison et nourri dans sa salle à manger l'équipe des Bourguignons au complet. Un prêtre au Kurdistan ? Et oui ! Les chrétiens sont les plus anciens habitants de cette terre aujourd'hui à majorité musul-

Ils sont les descendants des Assyriens, parlent l'araméen, la langue de Jésus et des apôtres. Ils sont les héritiers de l'ancien royaume de Mésopotamie, apparu dans l'histoire à la fin du II^e millénaire. Leurs ancêtres ont étendu leur empire de la mer Noire à la Méditerranée. Ce sont eux qui ont rasé Samarie, capitale d'Israël, détruit Babylone et pénétré en Egypte, avant que les Babyloniens, alliés aux Mèdes, ne détruisent l'Assyrie et se partagent le royaume.

Les Assyriens sont aujourd'hui 4 millions répartis dans le monde. Ils sont par exemple 50 000 en URSS, 100 000 à Chicago (USA). Ils sont divisés en trois Eglises : Nestoriens (Eglise d'Orient), Chaldéens

(catholiques) et Jacobites (orthodoxes). En Irak, ils sont 1,5 million. 250 000 dans la région libérée. Ils sont installés sur cette terre depuis des millénaires, et les musulmans n'y sont arrivés que depuis l'an 900. Le parti des Assyriens, « Assyrian Democratic Movement », créé en 1979, siège au Front qui tente d'organiser la zone libérée. Les chrétiens ont eu l'assurance des peschmergas musulmans qu'ils auraient leur place dans le Kurdistan libre.

« Dites aux chrétiens d'Orient de revenir dans leurs villages »

Le mouvement assyrien dispose d'une force armée. Elle compterait environ 2 000 hommes répartis dans la zone libérée selon les chefs militaires. Mais d'autres sources chrétiennes affirment que seules quelques centaines sont bien entraînés. Nous avons rencontré à Zaho, dans leur PC, M. Kaidhu, chef des combattants chrétiens de la région, et son adjoint, Yussef : « nous sommes les premiers habitants de cette terre. C'est l'histoire qui le dit, pas nous. Alors nous avons notre rôle à jouer, comme les autres. Vous savez, si le gouvernement irakien

s'est acharné sur les Kurdes, il s'en est doublement pris aux chrétiens. Lors de la dernière offensive des soldats de Saddam, ce que j'ai vu devant moi, parce que j'y étais, ce sont des centaines de victimes, femmes, hommes, enfants. Mais personne ne peut dire combien ont été tués... »

Leurs rapports avec les peschmergas musulmans ? « Nous sommes la minorité. Nous nous occupons des chrétiens. Mais nous siégeons au Front du Kurdistan. Tous ensemble. Ce sont les alliés qui décident de la situation future. Si vous aviez pu aller jusqu'au bout, faire en sorte de changer le président de l'Irak... Ce qu'on cherche, tous, c'est la paix pour toujours... »



Des enfants heureux : dans le Nord ça n'est pas l'opulence, mais on vit grâce aux trafics avec la Turquie

(photo Gilles Dupont)

Les rapports des chrétiens d'Irak avec les communautés de l'Occident? « On a des contacts, bien sûr, mais rien de concret. On attend de l'aide, des soutiens... On attend. Le message que je ferais passer aux chrétiens de votre partie du monde est très simple : aux chrétiens d'Orient, je dirais qu'ils reviennent dans leurs villages. Aux autres, je demande de venir nous voir ici, de venir nous rencontrer, de constater notre situation. »

Ne dites pas au père Petros que les chrétiens d'Irak sont abandonnés. Il répondra inmanquablement, en s'emportant : « Aucun chrétien n'a le droit de se dire abandonné. Dieu n'abandonne jamais les siens. Nous pouvons penser que nous sommes oubliés. Mais pas abandonnés. Depuis 30 ans nous vivons la guerre et les drames. Je n'ai jamais vu un évêque dans cette région. Amenez-nous des évêques, qu'ils nous rencontrent, qu'ils nous entendent... »

La nuit, glacée, tombe sur Zaho. Demain matin, dès l'aube, la cloche de Sainte-Marie appellera les chaldéens pour la première messe. Ce que dira le père Petros durant son prêche, ceux qui ne parlent ni l'araméen, ni le kurde ne le comprendront pas. Et les chants des fidèles, aussi profonds, aussi sincères soient-ils, auront bien du mal à parcourir les 5 000 kilomètres qui séparent le Moyen-Orient de l'Occident.

Gilles DUPONT

Le message du père Petros aux Bourguignons

Voici le message que le père Petros, prêtre chaldéen qui a accueilli dans sa paroisse les Bourguignons à leur arrivée au Kurdistan, a souhaité faire passer dans nos colonnes : « Je remercie cordialement tous mes frères de l'humanité, surtout dans la foi, qui nous ont donné la main, offert de l'aide spirituelle, matérielle, et les moyens de vivre humainement dans la paix et la sécurité. Bien que la vie humaine soit un don du Bon Dieu, les moyens que l'humanité, surtout l'Occident, a utilisés, pour le peuple qui était dispersé dans les montagnes et massé sur les frontières des pays voisins étaient extrêmes.

Au Kurdistan d'Irak, il y a différentes religions. Nous vivons en fraternité et nous voulons que cela dure.

Nous, chrétiens, ressemblons à une petite barque sur l'océan, et en tous les domaines, ecclésial, associatif, nous renouvelons notre voie pour la continuité, pour notre salut. Les dangers de la situation noire dans laquelle nous nous trouvons nous obligent à redoubler d'efforts.

Aux chrétiens, moines, évêques, sœurs, Eglises, je demande : ne nous oubliez pas. Aidez à faire en sorte que notre calvaire arrive à la Résurrection. J'aimerais enfin faire part de notre reconnaissance, de nos remerciements spéciaux à ceux qui ont déjà participé à l'amélioration de notre vie. Puisse la charité vous pousser à continuer pour le bien commun de la région, de ce petit groupe qui appartient à l'humanité. »



La Croix 28 février 1992

Les Kurdes irakiens sombrent dans l'oubli

Les laissés-pour-compte de la victoire

« **L**umière et ombre ont toujours été le lot des Kurdes mais il ne faut pas oublier qu'ils continuent de mourir même si on ne le sait pas », a déclaré le secrétaire d'État français à l'action humanitaire, Bernard Kouchner. « Il ne faut pas abandonner les Kurdes », a-t-il ajouté.

Pourtant, la réalité est là. Un an après la fin de la guerre, la formidable coalition internationale contre Bagdad et en faveur des Kurdes, en vertu du principe du droit d'intervention humanitaire, s'est peu à peu retirée. Elle laisse derrière elle un centre de coordination militaire alliée (MCC), basé à Diyarbakir en Turquie, avec une antenne à Zakhko, au Kurdistan, des observateurs de l'ONU et des organisations humanitaires qui réclament des fonds supplémentaires.

Plus de 500 000 sans-abri

Le centre militaire poursuit, depuis le départ des troupes alliées, en septembre, la surveillance du nord de l'Irak et l'approvisionnement par hélicoptère de certains hameaux isolés. Mais les sans-abri sont estimés à plus de 500 000, le blocus établi par le gouvernement irakien en octobre est toujours

en vigueur et les négociations entre Kurdes et Bagdad sont bloquées.

L'idée d'une conférence humanitaire réunissant les bailleurs de fonds sous l'égide de l'ONU a été officiellement avancée par Lynda Chalker, secrétaire d'État britannique au développement et à l'outremer, auprès de ses partenaires des Nations Unies à Genève.

Un recours à l'ONU sur ce sujet ne paraît toutefois pas « opportun » dans l'immédiat à d'autres pays occidentaux, indique-t-on dans les milieux diplomatiques, la communauté internationale n'ayant pu obtenir de Bagdad le respect total des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier sur le désarmement. « D'autant plus que l'ONU est sollicitée par le Cambodge et la Yougoslavie et que les bailleurs de fonds ont les yeux tournés vers l'ex-URSS », estiment ces mêmes sources.

« Les Kurdes ne pourront plus supporter un nouvel exode si les Irakiens repassent à l'attaque au printemps, après la fonte des neiges qui mettra à nu les mines infestant le terrain », souligne une jeune femme médecin travaillant pour l'organisation humanitaire française France-Libertés, de retour du Kurdistan irakien.

Lettre ouverte des ONG aux députés européens

Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'État français et pré-

sidente de cette association, a vivement dénoncé, lundi devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève, les « actes barbares » des dirigeants irakiens à l'encontre des Kurdes. France-Libertés a lancé au Kurdistan un programme de 8 millions de francs pour réhabiliter des écoles, fournir des livres et du matériel scolaire ainsi que des bottes et des anoraks aux enfants kurdes.

Cette association est parmi les ONG (organisations non gouvernementales) françaises qui ont adressé une lettre ouverte aux députés européens leur demandant de « débloquer les sommes sans lesquelles les camps kurdes se transformeront en cimetières pour des milliers ou des dizaines de milliers de réfugiés kurdes » d'Irak, en raison des rigueurs de l'hiver.

Vers un nouveau désastre...

On précise toutefois, à la Commission européenne, que les 105 millions d'écus (environ 735 millions de francs) alloués en juillet n'ont pas encore été totalement utilisés. « Nous veillons à ce que cet argent soit vraiment dépensé. Ensuite nous pourrions envisager une action complémentaire en 1992 », soulignent des sources proches de la Commission, qui admettent qu'on « risque d'assister à un nouveau désastre si des mesures ne sont pas prises à temps ».

Marie JOANNIDIS
(AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, FEBRUARY 28, 1992

Exiled Iraqis Delay Uniting in Move to Overthrow Saddam

By Youssef M. Ibrahim

New York Times Service

RIYADH — Members of the Iraqi political opposition living in exile were unable to hold a substantive meeting in Saudi Arabia this week of the religious, secular and ethnic groups seeking to overthrow the government of President Saddam Hussein.

The failure underlines the ineffectiveness of the Iraqi opposition.

The problem has been compounded by the systematic harsh repression, executions and liquidation pursued by Mr. Saddam against internal opponents over the last 20 years, a campaign that succeeded in marginalizing adversaries of the regime inside as well as outside the country.

Ayatollah Mohammed Bakr Hakim, a leading figure in the Shiite Muslim opposition, said: "We agreed that we have to agree. There should be a single leadership for the opposition."

"We need more time for the dialogue going on amongst us," he added.

Ayatollah Hakim, who lives in Iran, said that another attempt to unite the opposition will be made in March, possibly again in Riyadh. He said the various groups could attempt to select a "national assembly" from among the opposition forces.

The ayatollah expressed hope that such an assembly would in turn select a "leadership council" to direct resistance efforts.

But it was not evident that other noted opposition leaders, particularly those representing Kurds, agreed with this plan. And there was no commitment from Saudi Arabia to be the host of another meeting.

The leaders of two important Kurdish opposition groups, Masoud Barzani and Jalal Talibani,

failed to show up for the gathering, although lower-ranking members of the Kurdish resistance attended.

Mr. Barzani, who met Wednesday with Prime Minister John Major in London, questioned the formation of an Iraqi government in exile, saying it would not satisfy Kurdish aspirations for autonomy.

Iraqi opposition groups had previously met in Damascus and Beirut. The Saudi government had been reluctant to have them meet here except in small, individual groups, since the official position of the Saudi government is to oppose interference in the internal affairs of other Arab countries.

Privately, Saudi officials said their opposition to such interference was a point of "principle" that remained unchanged, but they noted that the Iraqi government that invaded Kuwait and threatened Saudi Arabia a year ago was treated as an exception to that rule.

The estimated 47 widely diverse Iraqi opposition movements differ widely in their views of the future of Iraq. Foreign diplomats believe that the more powerful opposition groups, the Kurds and the Shiites, are still competing among one another for prominence and for support from the allies that went to war against Iraq a year ago.

"At the moment the Saudi effort is to work alongside Syria to unite these groups in a coherent threat to the Iraqi regime," said a senior foreign envoy in Riyadh. He said the goal was especially difficult because of the differing views among those Arab nations allied against Iraq.

Syria has often said it was most concerned about Iraq staying within its borders, a position supported by Turkey. But Egypt, the Gulf Arabs and Saudi Arabia appeared

over the last few months to be moving toward a position of supporting the overthrow of Mr. Saddam above other goals.

The most credible components of the opposition include the Muslim Shiites, who constitute a majority of Iraq's 18 million people with large concentrations in the South, and the Kurdish rebels in northern Iraq.

Other important opponents of the government include former Iraqi Army officers, former Arab Ba'ath Socialist Party officials who have turned against the ruling party, and representatives of the Sunni Muslims who constitute the religious minority assembled around Mr. Saddam's largely Sunni government.

Foreign diplomats and Saudi officials in Riyadh say the Gulf countries still favor an internal coup in Iraq that would prevent either Shiites or Kurds from taking the lead in governing the country but would result in an acceptable alternative to Mr. Saddam's government.

Saudi and foreign officials said the Saudi government's agreement to allow Ayatollah Hakim to visit Saudi Arabia indicates that the Saudis continue to oppose significant Shiite participation in any future government in Iraq.

"Receiving Al Hakim falls more in the sphere of a psychological destabilization campaign against Saddam Hussein," a foreign diplomat said. "The Saudis hope it will help get rid of him but they are not likely to support the Shiites in government."

Indeed, interviews with Saudi officials suggest that Saudi Arabia's priority now seems to be to get rid of Mr. Saddam, even if such a move precipitates civil war or intense competition inside the country as diverse movements fight for dominance.

A year ago, Saudi Arabia as well as the United States refrained from supporting a major uprising against the Iraqi regime that threatened to divide the country between Shiites in the south and Kurds in the north. The two countries still appear to favor a scenario where the Iraqi Army would stage a coup and take power.

Massoud Barzani, on a visit to London, tells Patrick Cockburn of his concerns



Massoud Barzani, in London, said the stumbling block to talks with Baghdad was the issue of Kurdistan's boundaries. Photograph: David Rose

Kurds look to continued allied air protection against Iraqis

ALLIED air cover over northern Kurdistan, which prevents an Iraqi army counter-attack against the Kurds, is likely to continue, according to Massoud Barzani, the Kurdish leader. He said that President Turgut Ozal of Turkey and his Prime Minister, Suleyman Demirel, had told him they did not object if allied planes continued to use bases in Turkey or overflew the country, but the matter would have to be discussed by the Turkish parliament.

The American, British and French planes flying over northern Kurdistan are of critical importance to the Kurds because they are their main protection against an Iraqi military offensive. Mr Barzani, in London for an official visit as leader of the Kurdish Front, said he had also been assured by John Major, the Prime Minister, that Britain favoured renewal of the basing agreement in June.

Mr Barzani, in an interview with *The Independent*, said he was pleased with his talks in Turkey. He did not receive any promise from the Turkish armed forces that they would not make further cross-border incursions in pursuit of Kurdish guerrillas in Turkey, but they did say they would do everything they could to limit civilian casualties.

At a press conference at the House of Commons earlier, Mr Barzani was dismissive about a meeting in Saudi Arabia of opponents of the Iraqi President, Saddam Hussein. He said the Kurdish Front, far and away the largest and most powerful opposition group in Iraq, had only been invited to Saudi Arabia with one day's notice, when it was impossible for them to go. He said the tendency for each of Iraq's neighbours to support its own group of Iraqi dissidents was damaging to the opposition as a whole.

Mr Barzani also disclosed that after elections in Kurdistan on 3 April the Kurdish Front may establish a unified military command, with 80,000 *peshmerga* and 20,000 police. He thought there might be as many as 400,000 armed men in Kurdistan describing themselves as *peshmerga*.

The Kurdish Front, grouping the eight main Kurdish parties, has never demanded outright independence, but wants autonomy within Iraq. It is also extremely nervous of alienating Iran or Turkey, both of which have large Kurdish minorities of their own. But after the 3 April election a new assembly will establish an administration to operate services no longer provided by Baghdad, which pulled its last forces out of Kurdistan on 23 October.

Talks with the Iraqi government have been suspended since Baghdad imposed a blockade on Kurdistan in October. Mr Bar-

zani said the main stumbling block was the boundaries of the autonomous region. President Saddam has been adamant that he wants total control of Kirkuk.

The Kurds are still worried about the future of the United Nations relief effort in Kurdistan. This is conducted under a memorandum of understanding between Baghdad and the UN which runs out at the end of June. The UN High Commission for Refugees is already running down its activity in Kurdistan, on the grounds that most of the refugees who fled at the time of Iraqi re-occupation last year have returned home.

Mr Barzani and his party were clearly impressed by their access to senior political figures during their visit to London. He recalled that the last time he was here, in 1989, he was received by one middle-ranking Foreign Office official in a restaurant.

THE GUARDIAN February 28, 1992

Kurd leader wins support from allies

John Vidal

LAST time he was in London, the closest he got to Margaret Thatcher and the British seat of power was lunch in a restaurant with a lowly Foreign Office official who listened politely as he begged Britain not to sell fighter aircraft to Saddam Hussein.

This week, one war and two years later, Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party (KDP) and representing the eight-party coalition, Kurdish Democratic Front (KDF), has been received by the Prime Minister, the Leader of the Opposition, the Foreign Secretary, several ministers, be- lieves of MPs, and Jeffrey Archer, a novelist. And he met Princess Anne. Yesterday Mrs Thatcher finally accorded him 90 minutes.

It has been a good week for Mr Barzani, who is on a tour to meet European leaders before going to Washington. The message he carries is that until there is a political settlement the allies must not desert the Kurds. So far he is more than satisfied with the assurances given.

Mr Barzani has timed his visit well. The situation in Kurdistan, he said yesterday, is critical. President Saddam's internal blockade is biting ever deeper, the physical infrastructure of Kurdistan is on the point of collapse, and desperation in the cities — already experiencing food riots — threatens to explode into social mayhem.

He knows that if Kurdistan collapses, as the United Nations High Commissioner for Refugees in Geneva has predicted it will if supply routes from Turkey and Iran remain blocked, the region will be destabilised and the election-conscious allies will be roundly blamed. The point has not been lost on the British government. Lynda Chalker, Minister for Overseas Development, handed him another £3.1 million this week and John Major assured him of "continuing support".

The "tribal leader", as Mr Archer described him yesterday, is himself electioneering. In less than five weeks Kurdistan should go the polls for the first time to elect a 100-strong assembly. Ostensibly this is to fill the administrative vacuum left by President Saddam's withdrawal from Kurdistan. "It is not a step to independence" says Mr Barzani, "it's not a move to break up Iraq or set up

a new administration, but to give a real lead to the Kurds."

But the elections are also an insurance policy and Mr Barzani is desperate to have his assembly in place and working before June, when the UN is due to leave and Kurdistan will be further isolated. The West, he implies, will find it that much harder to desert the only democratically elected leadership in the region.

The "lead" he envisages giving Kurdistan involves taking over the health, education and policing of the region. More importantly it involves centralising the armed forces which are now commanded (to a greater or lesser extent) by the various political parties. "The militia will be banned", he said yester-

Kurdistan's new army has generals in place, and 400 former Iraqi officers training recruits

day, "and the *pehmergas* unified under the command of an elected committee. We are thinking along the lines of 20,000 local police and 80,000 *pehmergas*".

It would be a brave act of disarmament. There are more than 400,000 armed men under different allegiances in Kurdistan. The benefit would be that Kurdistan's new model army would be better controlled, trained, and more efficient. "We have generals and more than 400 former [Kurdish] Iraqi army officers," he said. "We have already started training."

While he accepts that Baghdad is not happy with the elections, Mr Barzani claims it is within Iraqi law to hold them. He is not, as reported, worried that President Saddam would try to disrupt them.

Mr Barzani is confident, too, that the KDP will win the elections, which he will be formally inviting the European Community to monitor. Last week's local elections went 70-30 in his favour and the university elections — an indication of the intellectual support he can expect — ended up 9-3 for the KDP.

Jabal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan and his main rival, may have control of the only Kurdish television station, he concedes, but "no political party will be allowed to monopolise the media", he says.

Le Monde 29 février 1992TURQUIE : terrorisme et contre-terrorisme**La rébellion kurde menace
la stabilité politique**

Les « forces des ténèbres » – comme on les appelle ici couramment, – qui, depuis le mois de juin dernier, ont assassiné plus de cinquante activistes kurdes, ont frappé une nouvelle fois. Deux personnes, un infirmier et un militant de gauche, ont été assassinés d'une balle dans la tête, jeudi 27 février, dans deux villes du sud-est anatolien à majorité kurde. Leur précédente victime, avait été, lundi, un correspondant du quotidien pro-kurde *Yeni Ülke*, assassiné dans la ville de Batman (le *Monde* du 26 février).

ISTANBUL*de notre correspondante*

La violence et le terrorisme avaient marqué le gouvernement de M. Suleyman Demirel dans les années 70 et l'avaient mené à sa chute, avec le coup d'État de 1980. Les mêmes maux menacent à nouveau la stabilité de la Turquie, à un moment où son importance stratégique dans une région en pleine évolution est enfin reconnue (le *Monde* du 5 février).

Dans la Turquie d'aujourd'hui, la ligne de démarcation traditionnelle entre la gauche et la droite s'est déplacée pour devenir, de plus en plus, une division entre Kurdes – qui forment un cinquième de la population – et Turcs. Bien que le premier ministre, M. Demirel, continue d'insister sur la nécessité de trouver une solution pacifique au problème, aucune mesure concrète n'a été appliquée pour réduire le fossé qui s'élargit chaque jour entre les deux communautés.

La récente escalade de la violence a sérieusement tempéré les espoirs soulevés par l'arrivée au pouvoir de la nouvelle coalition gouvernementale et l'entrée au Par-

lement de représentants nationalistes. Après sept ans d'affrontements et plus de trois mille trois cents victimes, la rébellion kurde a franchi les limites de la région du Sud-Est et menace de contaminer l'ensemble du pays.

Assassinats de sympathisants kurdes ou attentats à la bombe, ces incidents meurtriers sont tous symptomatiques de ce que la presse turque appelle « le syndrome du printemps », un acheminement progressif, mais apparemment inéluctable, vers une grande offensive, dont le début est attendu lors du Nevrouz, l'équinoxe de printemps, que les Kurdes célèbrent comme une fête nationale.

De part et d'autre, les préparatifs vont bon train. Malgré les chutes de neige abondantes, la lutte entre combattants kurdes et forces armées turques n'a connu aucune relâche cet hiver. Les affrontements sont quasi quotidiens, les victimes nombreuses. « Le problème est que nous devons nous battre dans des limites démocratiques », déclarait récemment M. Unal Erkan, nouveau gouverneur de la région du Sud-Est. Cela prend du temps ». Cette lenteur exaspère certains Turcs, qui prônent l'éradication pure et simple du Parti des travailleurs kurdes (PKK) par tous les moyens disponibles. Quant aux Kurdes, ils manifestent en nombre important lors des funérailles de leurs victimes et accusent le gouvernement de complicité dans ces meurtres mystérieux.

Les récents attentats à la bombe – contre un grand magasin, le célèbre bazar et la chambre de commerce, à Istanbul, – qui ont fait quatorze morts et de nombreux blessés depuis le 25 décembre dernier, ont été suivis par les premiers signes de tension raciale, notamment dans la région égéenne, où, selon le quotidien *Hürriyet*, plusieurs fermiers employant des travailleurs kurdes auraient été menacés de mort.

**De mystérieux
« escadrons de la mort »**

Dans le Sud-Est, l'existence d'un mouvement organisé de contre-guérilla, semblable aux escadrons de la mort d'Amérique latine, ne fait plus aucun doute, même si ses instigateurs sont encore inconnus. Selon les représentants du quotidien *Yeni Ülke*, M. Altun, le journaliste tué lundi, avait été brièvement détenu par la gendarmerie après la publication en octobre d'un article suggérant des liens entre l'émergence d'un parti islamique kurde, le Hezbollah – qu'il affirmait soutenu par des éléments liés à l'État – et ce mouvement de contre-guérilla. Depuis lors, M. Altun avait fait l'objet de menaces téléphoniques qui s'étaient intensifiées au cours des deux dernières semaines.

Un article similaire était récemment paru dans l'hebdomadaire de gauche *Vers l'An 2000*. Le 18 février, son correspondant à Diyarbakir la capitale du Sud-Est, avait été abattu d'une balle dans la tête alors qu'il était assis à son bureau. Parallèlement, des posters anti-PKK, de tendance islamique, ont fait leur apparition sur les murs de Diyarbakir, exhortant les jeunes à « ne pas se faire tuer pour ce maniaque » (il s'agit de M. Abdullah Ocalan, dirigeant du PKK). Plusieurs ambassades et agences de presse étrangères ont également reçu des cassettes vidéo aux images choquantes dont le but était d'illustrer les méthodes violentes utilisées par le PKK.

Alors que les « forces des ténèbres », de part et d'autre, sabotent délibérément toute tentative de compromis, plus de deux cent cinquante intellectuels kurdes et turcs se sont réunis le 15 février à Istanbul, pour tenter de renouer le dialogue entre les deux communautés. Ils n'en étaient pas moins conscients que leurs efforts, pour louables qu'ils soient, ne suffiraient pas à éviter une conflagration que la plupart d'entre eux jugent inévitable.

NICOLE POPE

The Washington Post February 19, 1992

Palestinians and Kurds— War's Forgotten People

Gulf War Migrants Add to Jordan's Woes

By Jackson Diehl
Washington Post Foreign Service

AMMAN, Jordan—A year after the Persian Gulf War, the weak economy and uneasy social balance that underlie Jordan's monarchy are being challenged by one of the war's most far-reaching and yet seemingly forgotten results: the migration of hundreds of thousands of Palestinians to Jordan from Kuwait.

This huge population transfer, which has been mounting steadily since August 1990, is being called "the third uprooting" by Palestinian spokesmen, after the mass departures from Israel in 1948 and from the occupied territories in 1967. By now, fewer than 50,000 Palestinians are believed to remain in Kuwait out of a population estimated at 400,000 before the war, according to international human rights observers. Half the Palestinian population fled in fear of the invading Iraqi troops. After Iraq's ouster, tens of thousands more fled because of Kuwaiti retribution for perceived Palestinian support of Iraqi President Saddam Hussein.

While the exodus has created a new trauma for Palestinians, it may have even bigger implications for Jordan, which, with a population of only 3.3 million, has received between 250,000 and 300,000 of the refugees. Jordan's government politely calls the immigrants "returnees," because most carry the Jordanian passports that have long been the primary diplomatic document available to the stateless Palestinians. But for many of the returnees, as well as their Jordanian hosts, the current union is one of dire necessity rather than choice.

One former Palestinian resident of Kuwait, Abdullah Salin, offers a living testament of the new migrants' plight—as well as a history of Palestinian displacement over the past four decades: Born in 1942 in an Arab village near Haifa, he had fled with his family to the West Bank during the 1948 war that created Israel, then was uprooted again when Israel captured the West Bank in 1967.

Salin spent the next 23 years working in Kuwait as a government-employed truck driver, and his seven children were all born there. Last August, however, the family moved to Jordan when Salin lost his job and residence permit because of a Kuwaiti decision to dismiss Palestinians from state employment. Now unemployed, he lives with his large family in two bare concrete rooms, and tries to stretch his savings of \$8,000 by selling hummus and falafel at a small stand.

For now, Salin has taken up residence in the Baqaa camp north of the capital, where more than 100,000 Palestinians live. U.N. officials say 300 families from

Kuwait have moved in there, most of them surviving on charity or on meager savings from Kuwait.

Though Salin said he will look for employment around the region, he believes his family now has no choice but to find a place for itself in Jordan. "In the beginning, we were small boys when we left Palestine in 1948," he said, squatting on a mattress in his rented rooms. "But we grew up with the problems, and our problems grew with us. This is our tragedy."

Many Jordanians, however, are reluctant to sympathize with Salin's predicament. They see newcomers like Salin as aliens who threaten to swamp the kingdom's already strained economy and test the balance in the country between the large existing community of Palestinians and native Jordanians.

The pressures created by the Palestinian influx have been a major factor behind King Hussein's relatively enthusiastic embrace of the U.S.-brokered Middle East peace process, diplomats here say. At the same time, the migration has prompted a subtle but unmistakable political backlash among Jordanians in the political and security establishment, who fear a growing Palestinian

demographic advantage may eventually threaten their position in the country.

"This big influx has changed the ratio of the population strongly in favor of Palestinians, and it has upset the status quo in the country," said a senior figure of Palestinian origin, who asked not to be named. "No one wants to talk about this in public, but everybody knows it's a fact."

Remarkably, from the Jordanian point of view, the country's refugee problem has attracted little of the attention and none of the international financial support focused on neighboring Israel's reception of Soviet Jews, even though the increase in Jordan's population has been proportionately larger.

Some 380,000 Soviet and Ethiopian Jews have entered Israel, with a population of 5 million, in the last two years, prompting Israel's request for \$10 billion in U.S. loan guarantees to finance their absorption. By contrast, Jordan had a population of only 3.3 million before the flood of migrants from Kuwait, and its economy was only one-tenth the size of Israel. Meanwhile, the government's pleas for international aid have fallen on deaf ears, both in the West and in the Arab world.

"We talked to the Americans and we talked to the Europeans, but the response was minimal," said Taher Masri, who was Jordan's

prime minister for five months last year. "They seemed to be saying, 'We can't afford you.'"

Unlike the Jews coming to Israel from the former Soviet Union, the returning Palestinians do not need to learn a new language or culture, and many have savings from Kuwait. The International Monetary Fund recently estimated that the immigrants brought some \$475 million with them.

Nevertheless, economists say 60 percent of the migrants have been unable to obtain their own housing and 80 percent are unemployed, in a country where, according to government estimates, unemployment ranges from 20 to 30 percent. Sixty thousand are living in swollen, U.N.-managed refugee camps around Amman, while others have found temporary living quarters with relatives or friends.

For tens of thousands of Palestinians, Jordan is their new home simply because they have no other place to go. Many say they see the country as merely another refuge, rather than a homeland, even if they carry Jordanian papers. "Nothing can compensate for our [own] country" said Palestinian Mohammed Milhelm, a former resident of Kuwait and member of a committee set up in Jordan to help the returnees. "We know we are not at home here, even if we make up the majority of the population."

Still, Palestinians who lived in Jordan before the new influx—and who by most accounts made up a majority of the country's population—perceive the situation differently. Since 1970, when King Hussein bloodily suppressed armed Palestinian groups in Jordan, they note, the country has lived by an unwritten but clear social contract. While Palestinians have been eligible for citizenship and have grown to dominate the private business sector, they have been virtually excluded from the security services, the armed forces, and even the civil service.

While that formula has kept the country stable and allowed Palestinians to prosper, the new influx of Palestinians has renewed the question of Jordan's identity in the long term, the Palestinians say. Can it remain a quaint kingdom, ruled by a dynasty installed by Britain and controlled by a bedouin minority? Or will it inevitably—perhaps in partnership with the neighboring Palestinian West Bank and Gaza Strip—evolve into a Palestinian-ruled republic?

The ongoing peace process, in which Jordan is officially part of a joint delegation with Palestinians from the West Bank and Gaza, has fueled the quiet debates here even further. "These issues are real," said the Palestinian leader. "Palestinians talk about it among themselves, and Jordanians talk about it among themselves. And as far as the Palestinians are concerned, we have no doubt in our minds that one day there will be a strong association between the West Bank and Jordan."

Jordanians and some Western observers respond that, despite Jordan's cautious experimentation with democratic elections since 1989, no such shift of power could be accomplished peacefully. But they acknowledge that native Jordanian anxiety is growing. One sign, several observers said, was

the stiff political resistance encountered by Masri, a Palestinian, in attempting to head a government last year—resistance that was centered among native Jordanians and based in part on Masri's Palestinian origin.

"If the Palestinians are a majority, so what?" said Jordanian economist Fahd Fanek. "They must make a choice. Either they are Jordanians and accept the Jordanian system . . . or, if they define themselves as Palestinians, they must be excluded from the governing system." He added, "This immigration is a burden for Jordan. . . . But officially these people are Jordanian—and you can't reject your own people."

Blockades, Shortages Make Winter Harsh

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

SALAHUDDIN, Iraqi Kurds, short of food and fuel, blockaded on three sides and shivering through the harshest winter in 40 years, are attempting to cope with the paradoxes resulting from allied failure to overthrow President Saddam Hussein during last year's Persian Gulf War.

Kept off balance by a weakened but still-hostile Iraqi government, suspicious neighbors and what they see as indecision among the U.S.-led Western powers, the estimated 3 million inhabitants of the region they call "Free Kurdistan" are trying reluctantly to exert control over the greatest swath of territory they have ever held.

Although their rebellion after the gulf war was halted by Saddam's forces, the Kurds still effectively hold a 15,000-square-mile area of mountainous northern Iraqi territory at the Turkish and Iranian borders—an area about twice the size of New Jersey and nearly one-tenth of Iraq's total.

But in conversations throughout a recent nine-day visit, Kurds from all walks of life repeatedly expressed baffled disappointment with Western unwillingness to enforce Iraqi compliance with U.N. Security Council resolutions enacted to protect them as a minority.

They contrasted the vigor of the Western-backed U.N. inspections of Iraqi missile, biological, chemical and nuclear warfare capabilities with the West's reluctance to confront Saddam over the four-month-old economic blockade of Kurdistan.

Kurds made clear in the conversations that they felt Western lack of resolve left them no choice but to take over minimum central government responsibilities in the region despite the danger of increased problems at home and abroad that their more assertive political and economic actions might cause.

But while they say they see little U.S. determination to force Iraq to lift the blockade that has drastically reduced fuel and food supplies and payment of government employees, they say they are convinced that President Bush cannot afford to abandon them during an American election year.

Despite serious problems with Turkey—which is bogged down in the eighth year of fighting against its own secessionist Kurds—the Iraqi Kurds also expressed confidence that the Bush administration will succeed in renewing beyond its June 28 expiration date the Turkey-based allied air umbrella, which they credit with keeping Saddam's forces at bay.

But significantly, Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, no longer suggests that the United States is actively plotting the Iraqi regime's downfall. In an interview, he said he now sees "no practical steps" being taken toward that goal.

Meanwhile, feuding Kurdish politicians have announced plans for holding their first free elections for a Kurdish National Assembly in April. The elections were formally the idea of Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party, and arch-rival Talabani's endorsement ensured approval, despite misgivings by smaller parties fearful they may win few seats.

Barzani and Talabani both insist the elections will produce efficient decision-making to replace the cumbersome eight-party Iraqi Kurdistan Front, which has had little success trying to rule by consensus.

Saddam, ironically, prompted the often disorganized Kurds to unite by posing unacceptable conditions in drawn-out Kurdish autonomy negotiations last year. Stymied, in late October he abruptly ordered government employees out of Kurdistan, stopping the salaries of those who stayed, imposing an economic blockade and setting up a military demarcation line.

Into the breach alongside the traditional Kurdish parties stepped an emergent civil society that shows tentative signs of buttressing the political landscape long dominated by the guerrilla organizations of Talabani and Barzani and other smaller factions.

Fledgling Kurdish nongovernmental organizations now are working alongside international relief workers to rebuild villages and towns in a countryside that Saddam ravaged in the 1970s and 1980s.

Kurdish economists, bankers and managers allied with no party designed an efficient fuel and food rationing system and have won grudging acknowledgment from political leaders that party cadres were not up to the task of reordering the economy.

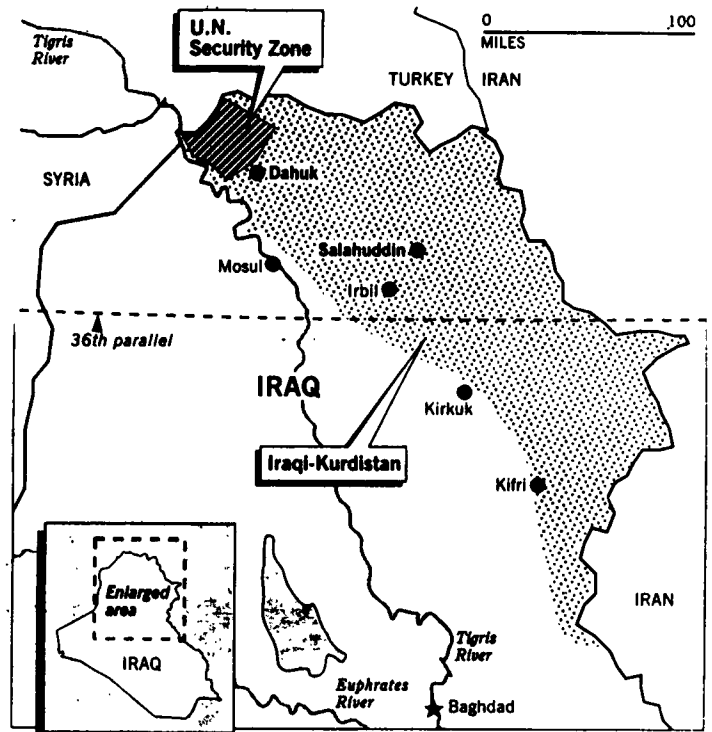
These technicians and experts also are trying to produce desperately needed revenue for a prostrate economy, restarting cement, cigarette and clothing factories closed since the brief Kurdish uprising last March.

Salahuddin Hafeed, a professor of law and economics, acknowledged in an interview that "of course we are usurping central government functions," but said the Iraqi blockade left the Kurds no alternative.



A Kurdish woman in Irbil warms her hands while waiting in line for a second week to get heating oil.

ASSOCIATED PRESS



BY DAVE COOK—THE WASHINGTON POST

He and other Kurds are aware of foreign concern about any move that could be seen as breaking up Iraq and encouraging similar moves by large Kurdish minorities in Syria, Iran, and Turkey.

From the simplest farmer to the most sophisticated Western-trained engineer, Kurds echoed senior Barzani aide Hoshiyar Barzani's description of the elections as a "tight rope" exercise that must avoid "falling into Saddam's trap."

"Saddam hopes to frighten Western capitals and our neighbors concerned about their own Kurdish minorities into believing we are separatists out to undermine regional stability," he said in an interview.

Iraqi Kurds realize their vulnerability. For months Iran has opened and closed its border with Iraqi Kurdistan according to political whim.

A three-week-old Turkish truckers' strike has cut the flow of food and taxes to the region and served as

a reminder of the landlocked Iraqi Kurds' dependence on Turkey—which is suspicious of Kurdish separatism on either side of the border—as its gateway to the outside.

Mindful of the uneasiness that the elections are causing abroad, even Talabani said the new assembly should decide to settle for autonomy based on a 1970 agreement with Baghdad that was never fully honored, or endorse federation, his own party's preference.

"Iran, Syria and Turkey do not like federation," he acknowledged, saying that the concept was likely to be construed as a further step toward independence.

While some Kurdish politicians look forward to the election as a means of ending rivalries, others pessimistically point to the lack of unity in the Kurdish military.

Notwithstanding the danger of renewed fighting and the humiliating defeat the Iraqi army inflicted on the guerrillas last April, the Kur-

distan Front has failed to form a unified military command.

Instead of the 5,700 trained troops who launched the uprising last March—and briefly surprised many by their initial success—now as many as 300,000 irregularly paid and only marginally better-armed guerrillas are on the rolls of what remains essentially a "Kalashnikov army"—assault rifles and little else.

Many Iraqi Kurds say that what they need is a single powerful leader such as Gen. Mustapha Barzani, Massoud's father and long the undisputed leader of the Kurds, who died in 1979.

"We need someone like him," said a worried middle-aged veteran of Barzani's last wars against Baghdad. "He was someone who could gather in rich and poor, communists and religious Kurds, feudal leaders, tribesmen and educated urban dwellers under his umbrella and make them work as a team."

GEO

Février 1992

COMMENT PEUT-ON ÊTRE KURDE

Une tragique épopée

Difficile de trouver le mot Kurdistan sur la carte du Moyen-Orient... Disséminés dans cinq pays, les Kurdes font leur destin quotidien avec le malheur : c'est une nation sans Etat, un peuple sans patrie boudé par la communauté internationale. Le monde n'a cependant pas oublié les images terribles de l'exode des Kurdes irakiens en avril et mai 1991, dans la confusion de la fin de la guerre du Golfe. GEO explore les origines de la malédiction kurde et tente de tracer les contours d'une civilisation originale qui refuse toute fatalité.

Des images folles ont fait le tour du monde sur les écrans de télévision en avril 1991. Au nord de l'Irak, sur une étroite route de montagne proche de la Turquie, voitures de tourisme, autobus bondés, taxis, bulldozers, tracteurs, camions et bennes à ordures roulent au pas. Certaines guimbardes mettront vingt-quatre heures pour parcourir 20 kilomètres. D'autres, chargées aussi de Kurdes irakiens, n'arriveront jamais : mitraillés par les hélicoptères de l'aviation de Bagdad, les passagers mourront avant d'avoir pu atteindre la frontière turque. Des centaines de milliers de réfugiés ne trouveront même pas de véhicule, ou devront abandonner leurs carrioles, au bout

de la route enneigée, quand le chemin de terre devient un mauvais sentier de montagne.

Parmi eux, une femme vêtue d'une robe aux couleurs chatoyantes, très belle. Maculée de taches de boue, elle porte sur son dos un enfant enroulé dans un châle; des larmes, qu'elle ne cherche même pas à dissimuler, coulent sur son visage, un visage fin, encadré par de longues tresses de cheveux châtain qui soulignent la blancheur de son teint. A quelques pas, son mari, coiffé d'un turban, habillé d'un pantalon bouffant, avec une longue ceinture en tissu enroulée autour de la taille, a l'air tout aussi désespéré : leurs six enfants, épuisés après cette marche de plu-

sieurs jours, meurent de faim. Il tombe une pluie glaciale, et il n'y a personne pour les accueillir, leur donner une tente, des vivres. Personne, sinon des soldats turcs, accompagnés de chiens, en faction le long de la frontière, et qui n'hésitent pas à tirer sur tous ceux qui veulent la franchir.

Ces images, et d'autres à peine soutenables de cadavres de bébés enveloppés dans un drap blanc que l'on enterre dans une fosse commune, ont fait découvrir à une opinion publique mondiale un peu ahurie l'existence des Kurdes. Et pourtant, depuis la Grande Guerre (1914-1918), pour ne parler que des événements récents, ils n'ont cessé de se battre pour le « droit d'avoir un pays à eux ». Mais leur lutte a rarement fait la une des journaux. Et souvent, lorsqu'un journaliste revenait du Kurdistan d'Irak avec un reportage sur les dernières batailles des « peshmerga » (les maquisards kurdes, « ceux qui font face à la mort »), il était accueilli par les responsables des grands magazines internationaux avec une moue désabusée : « Qu'y a-t-il de nouveau chez les Kurdes ? Toujours en train de se battre, une fois d'un côté, une fois de l'autre ? » Que dire des dirigeants occidentaux qui refusaient de rencontrer, même en terrain « neutre », un chef kurde.

Le général Barzani, qui, à lui seul, a symbolisé la lutte du peuple kurde pendant un demi-siècle, était pourtant un héros type, un personnage de roman à succès : « Quand j'ai ouvert les yeux, j'étais déjà un esclave », racontait-il. Né en 1904 à Barzan (petit village dont toutes les maisons seront dynamitées soixante-dix ans plus tard par l'armée irakienne après l'effondrement du mouvement de résistance qu'il dirigeait), Moulla Moustafa Barzani fut jeté en prison pour la première fois par les Ottomans en 1909, avec sa mère et ses frères. C'était à l'époque de la première révolte de son frère aîné, cheikh Abdes Salam, qui sera pendu en 1914. Moulla Moustafa était né dans une famille de cheikhs, qui n'étaient ni des chefs de tribu

ni de grands propriétaires terriens, mais des chefs religieux, qui jouèrent un rôle politique de plus en plus important après la destruction de la société féodale kurde à la fin du XIX^e siècle. Il sut très vite que, dans un Kurdistan alors divisé entre un Empire ottoman et un Empire perse en pleine décadence, il fallait se battre pour rester kurde.

A peine la Première Guerre mondiale terminée (Moulla Moustafa est encore adolescent), la lutte reprend, contre les Britanniques cette fois, vainqueurs des Ottomans. En 1919, elle est dirigée par un autre chef religieux, cheikh Mahmoud Barzinji, qui n'acceptera jamais le rattachement de la province de Mossoul au royaume de Bagdad, créé de toutes pièces par les Anglais. Cheikh Mahmoud se proclamera alors roi du Kurdistan, hissera le drapeau kurde dans sa capitale de Souleimania et fera imprimer des timbres et un journal kurde. Après dix ans de combat inégal, il sera finalement envoyé en exil.

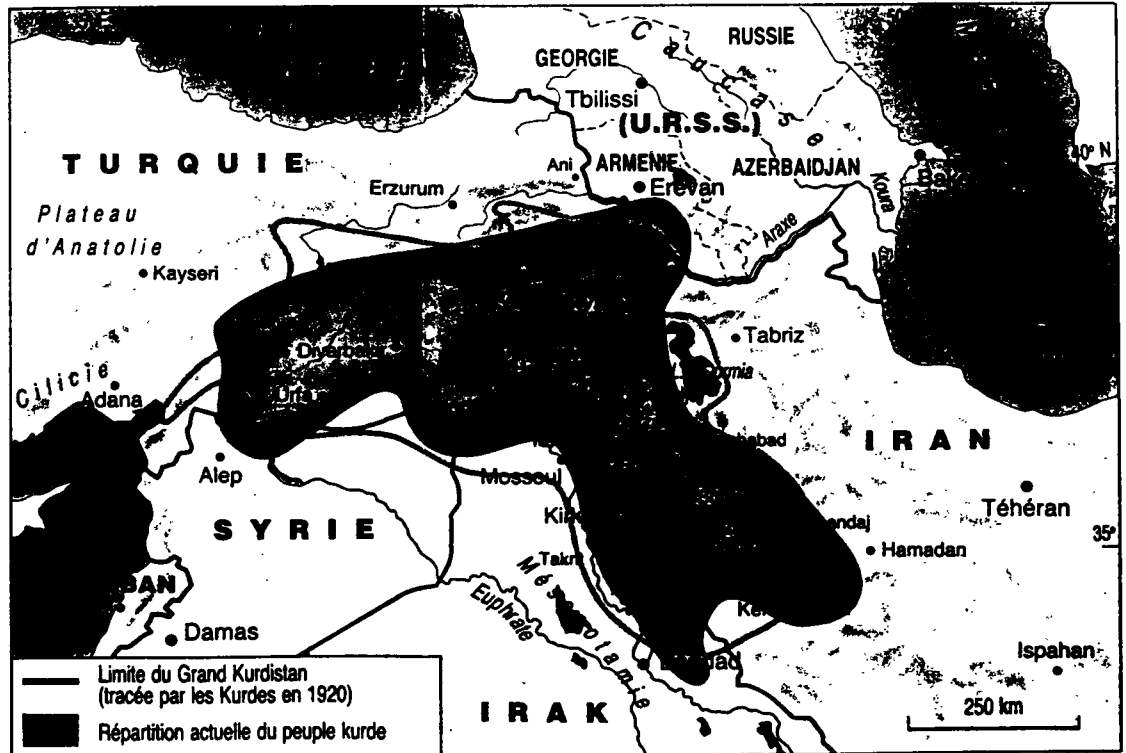
Les soulèvements se succèdent, contre les Irakiens, en 1931 et 1932, sous la direction de cheikh Ahmed, devenu le chef de la famille Barzani après la mort de son frère aîné; puis, en 1933 et 1934, sous celle de Moulla Moustafa Barzani lui-même. Après dix ans de semi-captivité, Moulla Moustafa reprend la lutte en

Libres dans l'ex-URSS

Disséminés dans six républiques, descendants de tribus kurdes de Turquie ou d'Iran qui ont migré ou ont été déportées en Transcaucasie ou en Asie centrale à partir du XVII^e siècle, les cinq cent mille Kurdes vivant en Union soviétique n'y ont jamais constitué de « foyer kurde ». Pourtant, dans les républiques chrétiennes d'Arménie et de Géorgie, ils ont pu s'épanouir sur le plan culturel, y ouvrant des écoles, publiant journaux et livres en langue kurde et créant des centres d'études qui ont produit des kurdologues de réputation internationale. Profitant de la récente libéralisation, les Kurdes « soviétiques » ont organisé en juillet 1990 une conférence internationale à Moscou, au cours de laquelle ils ont revendiqué leur autonomie.

Peuple oublié du Moyen-Orient à la recherche de frontières impossibles

Si le Kurdistan ne figure pas dans la liste des pays reconnus par les instances internationales, le territoire du Moyen-Orient habité par les Kurdes s'étend d'est en ouest sur 1 000 kilomètres de long depuis Hamadan, en Iran, jusqu'à la lisière du golfe d'Alexandrette, en Turquie, et sur environ 250 kilomètres du nord au sud de l'Asie Mineure. La Société des Nations, ancêtre de l'ONU, avait concédé aux Kurdes lors du traité de Sévres (1920) un pays épousant les contours de leur habitat historique. Ce traité n'a jamais été appliqué. Au nombre d'environ 25 millions, les Kurdes sont aujourd'hui dispersés en Turquie, en Irak, en Iran, en Syrie et dans l'ex-URSS.



Légendaires guerriers en permanence sur le qui-vive

Réputés maquisards exceptionnels, les pesh-merga (« ceux qui font face à la mort ») ont résisté pendant des années aux forces armées iraniennes et irakiennes en luttant, équipés souvent de leurs seules kalachnikov, sur un terrain difficile. Le mythe légendaire de leur invincibilité a pris fin en 1988 lorsque Bagdad décida d'utiliser des bombes chimiques contre la population kurde de Halabja.

1943. Poursuivi par l'armée irakienne, trahi par certaines tribus kurdes ralliées au gouvernement de Bagdad, il doit se réfugier en 1945 en Iran, où la république kurde de Mahabad le fait général. Après le retrait des forces soviétiques d'Iran, en mai 1946, l'effondrement de la république de Mahabad est inéluctable. Barzani doit prendre à nouveau le chemin de l'exil; cette fois-ci

en Union soviétique, où il parvient avec cinq cents compagnons et après une marche forcée de quatorze jours qui lui fera franchir plusieurs fois les frontières de l'Irak, de l'Iran et de la Turquie.

Quand celui qu'on appelle désormais le général Barzani revient en Irak, après la révolution de 1958, pour prendre la tête du mouvement kurde, son charisme est d'autant plus grand qu'après tous ces exploits il était entré vivant dans l'Histoire!... En fait, la légende qui entoure ce personnage hors du commun contribue à créer une équivoque qui pèsera lourdement sur son destin. A l'étranger, tous les diplomates occidentaux sont convaincus qu'après un aussi long séjour en URSS le général Barzani ne peut qu'être

un agent des Soviétiques, un «fantoche», et que tous les soulèvements kurdes sont fomentés par Moscou. Alors que Barzani, longtemps considéré par les Soviétiques comme un agent des Anglais, survit dans des conditions difficiles à Tach-

Muselés en Syrie

Habitant la frange extrême du Kurdistan à la lisière de la Méditerranée, les Kurdes de Syrie (un million et demi) ont été séparés de la masse des Kurdes de Turquie par l'accord frontalier conclu en 1921 entre Ankara et Paris (la Syrie était alors sous mandat français). En butte à l'oppression des gouvernements nationalistes arabes de Damas, ils ont milité dans les partis kurdes d'Irak ou de Turquie et dans la demi-douzaine de partis kurdes de Syrie, sans beaucoup attirer l'attention sur leur sort.

Piégés dans l'Irak du chah et de Khomeyni

C'est en Iran, à Mahabad, « capitale intellectuelle » du Kurdistan iranien, que fut fondé le 16 août 1945 le premier véritable parti kurde (parti démocratique du Kurdistan) et que fut proclamée par Qazi Mohammed la première « république » kurde, qui, si éphémère fut-elle (22 janvier-17 décembre 1946), occupa une place considérable dans l'histoire et l'imaginaire kurdes. Devenue un enjeu de la guerre froide, la jeune république était condamnée à s'écrouler quand les Soviétiques évacuèrent l'Irak le 10 mai 1946, après une crise internationale aujourd'hui oubliée... Après trente ans de répression, la chute du chah et la révolution islamique ouvrent en 1979 des perspectives inespérées. Le PDKI (ce sigle le différencie du PDK d'Irak) est à la tête d'une armée de plusieurs milliers d'hommes et, après une brève lune de miel avec le régime de Khomeyni, sera

capable de résister à l'assaut des forces iraniennes et de tenir des « zones libérées » (voir GEO n° 88) dans lesquelles il met en place des hôpitaux et des écoles où les enfants apprennent enfin leur langue... Pour eux, la première guerre du Golfe (le conflit Iran-Irak), qui éclate en septembre 1980, est une catastrophe. Luttant pour sa survie, le régime iranien concentre toutes ses forces, gardiens de la révolution et armée régulière, contre les six à huit millions de Kurdes qui occupent un territoire sur la ligne de front et sont devenus, de fait, les alliés de l'Irak. Perdant peu à peu le contrôle de ses zones libérées, affaibli par des divisions et par l'assassinat du leader du PDKI, Abdoul Rahman Ghasssemou, en 1989 à Vienne, le mouvement kurde iranien se borne à attendre des circonstances plus favorables. C'est-à-dire, la chute du régime islamique.

kent (Ouzbékistan soviétique), la presse américaine l'imagine et le décrit lançant des mots d'ordre révolutionnaires au micro de radio Bakou (Azerbaïdjan soviétique). Il ne faut pas oublier que l'on est alors en pleine guerre froide, et que les Kurdes vivent sur l'un des territoires les plus stratégiques qui soit, aux confins de l'Irak, de la Turquie et de l'Irak. Les gisements de pétrole de Kirkouk (Irak) sont parmi les plus importants du Moyen-Orient...

Il faudra plus de dix ans de combats contre des régimes soutenus par l'URSS pour que Barzani se débarrasse de cette étiquette de « général rouge » et pour bénéficier de l'aide des services secrets américains. En politique intérieure, l'équivoque est non moins grande : revenu d'URSS avec la réputation d'être une personnalité « progressiste », le général Barzani a très vite des rapports difficiles avec les intellectuels de la gauche du parti démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak, parti qu'il a fondé le 16 août 1946. En 1992, le mouvement kurde subit toujours les conséquences néfastes de cette attitude, acceptant comme un fait établi les frontières artificielles imposées au peuple kurde, irrémédiablement divisé en branches irakienne, iranienne, turque et syrienne.

Mais pendant plus de dix ans (1962-1975), le général Barzani allait être le « roi non couronné » du Kurdistan d'Irak, exerçant un pouvoir quasi absolu à l'intérieur d'un bastion de 35 000 kilomètres carrés, adossé aux frontières iraniennes et turques. En mars 1970, il impose à Bagdad un accord historique, signé par Saddam Hussein, l'homme fort du régime irakien, concédant l'autonomie aux Kurdes.

A un peu plus de 60 ans, Barzani, que l'on considérait comme un chef militaire aux aspirations nationalistes plus ou moins confuses, devient un homme d'Etat. De taille moyenne et portant l'habit kurde traditionnel, il frappe tous ses interlocuteurs par la vivacité de son regard pétillant, malicieux sous les gros sourcils broussailleux. De sa personne, malgré l'âge et l'embonpoint, se dégage une impression de grande force physique et d'énergie inaltérable. Le personnage paraît monolithique, d'une volonté d'acier. Pourtant, il surprendra ses visiteurs par ses accès de découragement : « Les Kurdes n'ont pas d'amis », répétait-il.

Il ne croyait pas si bien dire : la lune de miel avec Bagdad est de courte durée. En mars 1975, alors que l'armée irakienne à court de munitions est sur le point de craquer sous

les assauts des peshmerga. Barzani est trahi par le chah d'Irak, le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger et la CIA : le chah signe à Alger un pacte avec Saddam Hussein par lequel il s'engage à cesser de soutenir la « subversion » kurde. Le soir du 6 mars, les unités d'artillerie iraniennes qui soutenaient les peshmerga franchissent la frontière pour ne plus revenir. Et les télégrammes adressés par le général Barzani aux Etats-Unis restent sans écho. Le général a beau avertir qu'un « danger sans précédent menace le sort du peuple kurde », Kissinger, qui avait reçu quelques mois plus tôt un collier d'or et de perles du général (cadeau de nocces pour sa jeune femme), oubliera toutes ses promesses.

et ne répondra pas. C'est l'effondrement, la débandade : des dizaines de milliers de Kurdes se réfugient — déjà — en Iran. Le général Barzani part en exil, en Iran tout d'abord, puis aux Etats-Unis, où il meurt d'un cancer en janvier 1979.

La disparition du général Barzani coïncide presque avec l'éclipse du peshmerga, héros anonyme de la lutte des Kurdes qui, pendant des dizaines d'années, a tenu en échec l'armée irakienne, l'une des plus aguerries du Moyen-Orient. Se déplaçant avec sa mitrailleuse kalachnikov, ou, de préférence, avec un vieux fusil de guerre Brno, et quelques galettes de pain, le peshmerga est un maquisard à toute épreuve capable de marcher une nuit entière sur des sentiers de montagne d'une raideur incroyable, de lancer une attaque à l'aube sur un ennemi désarmé, et s'en revenir à sa base (un campement de huttes de branchages) après avoir parcouru plusieurs dizaines de kilomètres en moins de vingt-quatre heures sur un des terrains les plus accidentés du globe. Se déjouant des chars, qui ne pouvaient le poursuivre sur cette géographie chaotique, et des avions, dont les bombardements étaient le plus souvent inefficaces dans des vallées encaissées ou sur des montagnes hé-

Réfugiés et parqués sous la menace

Assaillis par les hélicoptères de Saddam Hussein à la fin de la guerre du Golfe, en 1991, les Kurdes d'Irak se sont rués par milliers vers la Turquie. L'armée turque les empêchera de franchir la frontière (comme ici, à Tchoukourdja, en avril). Cantonnés depuis dans des campements insalubres, terrorisés à l'idée d'éventuelles représailles, ils espèrent encore que les Nations unies feront cesser leur cauchemar.

rissées de rochers protecteurs, le peshmerga était un combattant qui n'avait peur de rien et que tout le monde redoutait.

Ceux du général Barzani se recrutaient surtout parmi les grandes tribus du Badinan, dans le nord du Kurdistan irakien. Ils pouvaient également passer des heures à écouter un de leurs compagnons chanter des ballades d'un romantisme à fendre le cœur ou à apprivoiser des perdrix, l'animal fétiche de ce peuple. Tous les témoins qui ont accompagné les Kurdes sur le chemin de la guérilla en témoignent : jamais ils ne se sont sentis aussi rassurés. Etre pris en charge par un peshmerga constituait un brevet de sécurité. Mais après la chute du général Barzani (1975), le mouvement kurde en Irak s'est scindé en une kyrielle de huit petits partis, les deux principaux étant dirigés par les fils du général, Idriss et Massoud Barzani (PDK), et par Jelal Talabani (UPK), son ancien bras droit, qui se sont livrés à une véritable guerre.

Affaibli par ce combat des chefs, qui a duré plusieurs années, le mouvement kurde l'a été encore plus par le coup terrible que lui a porté Saddam Hussein le 18 mars 1988 : voulant en finir avec cette minorité kurde qui s'était alliée à l'Iran

de Khomeyni et constituait, selon lui, une «cinquième colonne qui poignardait l'Irak dans le dos» en pleine guerre contre l'Iran, le président irakien n'a pas hésité à faire bombarder avec des gaz les cinq mille habitants de la petite ville de Halabja. A nouveau, c'était l'effondrement : des dizaines de milliers de civils kurdes se réfugiaient en Iran avec, ce qui était plus grave, des milliers de peshmerga. Il suffit désormais que surgisse un nuage de gaz fumigènes de couleur jaunâtre pour que les Kurdes, sans défense, soient pris d'une panique incontrôlable, et que civils et maquisards fuient en abandonnant tout. En utilisant les armes chimiques, Saddam Hussein avait mis un point final tragique à l'épopée du peshmerga.

L'ère de l'«honnête combattant» était révolue. En commettant l'erreur suicidaire d'envahir le Koweït le 2 août 1990, le leader irakien créait une «chance historique» pour les Kurdes. Le mouvement que l'on croyait anéanti pour longtemps retrouvait avec la guerre du Golfe une nouvelle vigueur. Après l'écrasement de l'armée de Saddam Hussein par les bombardements et la guerre éclair menée par Américains, Britanniques et Français au Koweït, une insurrection, largement spontanée, permettait aux partis kurdes de reprendre le contrôle d'une importante «zone libérée» dans le nord de l'Irak et, pour la première fois, des grandes villes kurdes. Mais ce ne fut qu'un feu de paille : la contre-offensive de l'armée irakienne, moins affaiblie qu'on ne le croyait, provoqua une nouvelle panique d'une ampleur sans précédent, jetant deux millions de Kurdes irakiens (la moitié de la population) sur le chemin de l'exil. A de rares exceptions près, les peshmerga, qui n'avaient jamais été aussi nombreux, ne s'étaient même pas battus...

Obligés d'intervenir devant l'ampleur de cette tragédie (et les images terribles diffusées par la télévision), les gouvernements occidentaux ont

Tous les visages d'une lutte désenchantée

Les nationalistes kurdes se battent depuis plus de soixante-dix ans sur tous les fronts. Parmi les héros de leur panthéon : le général Moustafa Barzani, symbole, pendant un demi-siècle, de la résistance kurde à toute assimilation.

apporté des secours aux réfugiés, puis créé des «enclaves de sécurité» dans le Kurdistan irakien, avant de placer celui-ci pratiquement sous mandat international, en interdisant à l'aviation irakienne d'intervenir au nord du 36° parallèle. L'avenir des Kurdes irakiens restait très incertain : les négociations qu'ils avaient maladroitement engagées avec un Saddam Hussein affaibli piétinaient et avaient surtout contribué à créer de nouvelles divisions au sein du «front du Kurdistan». Des centaines de milliers de réfugiés qui ne pouvaient se résigner à retourner chez eux en territoire contrôlé par l'armée irakienne étaient menacés par le froid, les épidémies et la famine dans une «zone libérée» soumise à un embargo de plus en plus sévère par Bagdad. Les Kurdes n'avaient jamais été aussi faibles et en même temps si près d'obtenir enfin ces «droits» qu'ils revendiquent depuis si longtemps. Chris Kutschera □



Cheikh Said, pendu en 1925.



Moustafa Barzani, mort en 1979.

Opprimés et manipulés en Turquie

En Turquie, la répression qui s'était abattue sur les Kurdes après les soulèvements de 1925, 1930, 1937 fut si terrible (aujourd'hui encore, on ignore le nombre exact des morts et des déportés) qu'il fallut attendre le début des années soixante pour que les Kurdes relèvent la tête dans ce pays et fondent les premiers clubs et les premiers partis, parmi lesquels

l'indépendance du Kurdistan. Après le coup d'Etat de septembre 1980 du général Evren, l'armée turque commet une terrible erreur en mettant hors la loi tous les partis kurdes. La traque sauvage qui s'opère une fois de plus sur le Kurdistan (des milliers de dirigeants et militants kurdes sont emprisonnés, torturés) fait le lit du parti des travail-



Gardien kurde enrôlé par l'armée turque pour surveiller les habitants dans un village.

un parti démocratique du Kurdistan. Après la normalisation, les gouvernements turcs qui se sont succédé avaient recouru à une politique d'assimilation systématique, reposant notamment sur la construction dans les gros bourgs du Kurdistan de pensionnats dans lesquels les jeunes paysans kurdes passaient les cinq années de l'instruction primaire obligatoire. L'emploi de la langue kurde y était interdit, et les jeunes Kurdes devaient apprendre, avec l'usage de la langue turque, à devenir de bons citoyens. A partir de 1970, le mouvement se radicalise, et on assiste à la formation d'un certain nombre de partis par des intellectuels kurdes qui ont milité dans des partis de la gauche ou de l'extrême gauche turques. Très vite, ces partis se fractionnent en partis rivaux dont on distingue mal les différences idéologiques, mais qui ont un objectif com-

leurs du Kurdistan (PKK) qui, aujourd'hui, occupe seul le terrain. Ces dix dernières années, l'armée turque aura fait cinq mille victimes...

Reprenant en 1984, après un demi-siècle d'apathie, le flambeau de la lutte armée, le PKK, à l'idéologie marxiste confuse, rallie autour de lui une fraction croissante de l'opinion publique kurde de Turquie. A la différence des Kurdes d'Irak et d'Iran, qui se considèrent comme des minorités et entretiennent des relations ambivalentes avec leurs gouvernements centraux, les huit millions de Kurdes de Turquie pensent constituer une nation colonisée. Même si, en décembre dernier, le nouveau Premier ministre turc, Suleyman Demirel, reconnaissait la «réalité kurde».

COMMENT PEUT-ON
ETRE KURDE

Civilisation en état de siège

Au-delà des légendes et des fausses images colportées par les anciens voyageurs, l'identité kurde se nourrit d'une langue, d'une littérature et de coutumes spécifiques qui remontent à plus de deux mille ans. Les guerres civiles ont trop longtemps interdit aux scientifiques d'effectuer des recherches approfondies sur cette culture.

Les Kurdes n'ont pas de patrie, mais peu de peuples peuvent se targuer d'avoir une histoire aussi ancienne. Ce qui frappe dans leur destinée, c'est qu'ils ont toujours été vus par leurs voisins comme une nation à part; ils véhiculent avec eux le mythe d'un peuple de parias alternant avec l'image d'un peuple de proscrits, victimes de l'oppression la plus

abominable. Il y a mille ans déjà, le géographe Abou Ishak el Farsy écrivait : « Ce sont effectivement des gens qui habitent dans nos contrées, mais qui sortent de la catégorie de l'espèce humaine. »

Dans son recueil « Les Prairies d'or », l'historien arabe Masudi évoque la légende selon laquelle les Kurdes seraient les descendants des en-

fants des concubines du roi Salomon ayant « commercé » avec le Diable. D'après un autre récit, raconté par Firdusi dans son « Chah-name » (Livre des Rois, X^e siècle), les Kurdes seraient les enfants des victimes d'un tyran très cruel nommé Zohak, lequel souffrait de deux chancres sur les épaules qui « levaient la tête comme des serpents ». En rêve, Satan apparut à Zohak sous la forme d'un médecin et lui prescrivit un remède abominable : panser chaque jour ses chancres avec deux cervelles de jeunes adolescents... Le vizir chargé de préparer cet « onguent » réussit à épargner chaque jour un garçon en mélangeant une cervelle de bélier avec celle d'un humain. Ceux qui échappèrent ainsi un par un à la mort allèrent se « cacher sur la crête des montagnes les plus désertes et entièrement inhabitées... comme ils eurent soin, pendant un temps infini, de fuir avec horreur les hommes et la fréquentation des villes ». Ils créèrent

de ce fait un langage et un idiome particuliers. Les chercheurs qui ont tenté de reconstituer la filiation du peuple kurde et d'élucider à quel moment exactement celui-ci est sorti du domaine des légendes pour entrer dans celui de l'Histoire ont rencontré les plus grandes difficultés.

Ce qui est certain, c'est que, de nos jours, le territoire où il vit est habité depuis la plus haute Antiquité : dans la grotte de Chanidar, près de Rouandouz, furent découvertes des sépultures néandertaliennes (60 000 à 45 000 avant notre ère); et, dans la vallée de Chemchemal, on a mis au jour le plus ancien village du Moyen-Orient où l'homme a cessé d'être un chasseur errant pour se fixer sur un lopin et construire une hutte de terre (vers 7 000 av. J.-C., soit trois mille cinq cents ans plus tôt qu'en Europe). Mais les Kurdes sont-ils les descendants des Carduques, mentionnés par l'historien grec Xénophon? Ou des Cyrtiens de Strabon?



Au XIX^e siècle, l'Occident découvre le Kurdistan avec ses châteaux forts rappelant le Moyen Âge européen. Les seigneurs kurdes, qui habitaient ces forteresses avec tous les attributs d'une cour féodale, régnaient sur un peuple de paysans féaux à la fois nomades et sédentaires. A l'est de la Turquie, cet édifice du XIV^e siècle (où flotte le drapeau national turc) est le vestige d'une époque que les Ottomans se sont efforcés, sans y parvenir, d'effacer de leur histoire.

Ou des Mèdes, comme l'affirment volontiers aujourd'hui leurs «cousins» persans? Ou s'agit-il d'un peuple autochtone, coloré par les vagues d'invasions qui ont balayé ce carrefour entre l'Asie et l'Europe? Le débat reste ouvert, les travaux sur les origines des Kurdes n'ayant guère progressé depuis un demi-siècle. Les troubles incessants dans certaines parties du Kurdistan (Irak) et l'attitude des gouvernements centraux dans d'autres (en Turquie) ont empêché anthropologues, archéologues, linguistes et historiens de faire sur place les recherches qui auraient permis d'apporter une réponse scientifique.

L'histoire des Kurdes est mieux connue à partir de l'invasion du Kurdistan par les troupes du calife Omar. Les historiens arabes font alors une large place aux révoltes kurdes qui se succèdent pendant trois siècles, depuis l'occupation de Takrit, en 637, jusqu'à l'avènement des premières dynasties kurdes historiques. Les Chaddides régnèrent en effet de 951 à 1174 en Transcaucasie et sur la région d'Ani (fief géorgien, puis arménien). Les Hassanwayhides dominèrent de 960 à 1015 un territoire qui se trouve être aujourd'hui le sud du Kurdistan iranien. Les Merwanides contrôlèrent de 990 à 1096 la région de Diyar-



Paysans durs à la tâche et nomades saisonniers aux yeux clairs

bakir et de Van. Quelquefois d'origine extrêmement modeste, les fondateurs de ces dynasties kurdes surent faire reconnaître leurs talents d'hommes d'Etat par les historiens arabes ou persans, qui les qualifient de «princes éclairés, ayant laissé de remarquables constructions», ou de «princes justes et habiles, qui rééduquèrent leurs tribus, répartirent équitablement les impôts et protégeaient les cultivateurs».

Les mêmes historiens relatent aussi la sauvagerie avec la-

quelle furent réprimées certaines tentatives des Kurdes pour affirmer leur singularité : en 980, les Kurdes du Hakkari furent crucifiés sur une distance de plusieurs lieues entre Malatya et Mossoul sur ordre du gouverneur Bouvide de Bagdad! Le célèbre Saladin (1138-1193), fondateur de la dynastie ayyoubide (vainqueur des croisés, il s'empara de Jérusalem en 1187), était kurde par son père, mais il était né en dehors du Kurdistan, à Takrit (ville berceau d'un certain Saddam Hussein), et jamais son empire, qui s'étendit jusqu'en Egypte, ne revêtit un caractère kurde.

Au XIII^e siècle, les Mongols déferlent sur le Kurdistan qui sert de «boulevard» à leurs armées : elles sont à Chahrizour en 1247, à Diyarbakir en 1252, à Kermanschah et Erbil en 1257, au Hakkari et à Djéziré en 1259 (Bagdad est prise et rasée par Houlagou, fils de Gengis Khan, en 1258). Le Kurdistan sombre dans la violence pour deux siècles et demi, à telle enseigne que des tribus kurdes se seraient réfu-



giées, dit-on, en... Algérie! Paradoxalement, on est assez bien renseigné sur la situation des Kurdes à cette époque, car les sultans mamelouks du Caire s'intéressaient à ce peuple qui pouvait les aider dans leur lutte contre les Mongols. On dispose ainsi d'un tableau détaillé des tribus vivant dans la «montagne kurde» entre Hamadan et la Cilicie (sud-ouest de la Turquie), rédigé par l'historien al Omari, qui cite entre autres le canton de Zibari... où devait naître, six siècles plus tard, le général Barzani.

Après des siècles d'invasions, de déplacements de populations et de luttes religieuses entre «païens» et musulmans, entre musulmans et chrétiens (Arméniens et nestoriens), entre musulmans (sunnites et chiites) et entre

Yilmaz Güney, cinéaste kurde

En 1982, au Festival de Cannes, la Palme d'or a été attribuée au film «Yol» du cinéaste Yilmaz Güney (ex-aequo avec «Missing» du réalisateur Costa-Gavras). Prisonniers en Turquie et dictature au Chili... le jury, cette année-là, au-delà de la qualité cinématographique, avait bien œuvré pour les droits de l'homme. Né en Turquie en 1937 dans une famille de paysans kurdes, Güney, engagé dans l'action politique dès l'adolescence, écope, à 18 ans, de sept ans de prison pour «propagande communiste». Débutant comme acteur

de cinéma à 26 ans, il joue dans trente-six films commerciaux. Mais le comédien reste toujours un militant d'extrême gauche actif. La police turque l'accuse du meurtre (qu'il nie) d'un juge et le condamne cette fois à dix-huit ans de geôle. Depuis sa cellule, il écrit et dirige trois films, dont «Yol» racontant les permissions accordées aux prisonniers. Profitant justement d'une permission, Yilmaz Güney s'enfuit en France en 1981 où il obtient le statut de réfugié. Il meurt en septembre 1984, à Paris, des suites, dit-on, d'une longue maladie.



Aryens à la peau blanche selon certains anthropologues. les Kurdes affichent des origines bien énigmatiques (page de gauche). Cultivant blé, orge, maïs et millet dans les plaines, ils arrachent en outre à chaque recoin de terre de montagne toutes sortes de légumes. Ce sont aussi des éleveurs nomadisant selon les saisons. Chaque hiver, ils épandent pour leurs bêtes le foin amassé durant l'été. Mais la guerre et leur statut précaire à l'intérieur des frontières de chaque «pays d'accueil» perturbent gravement les travaux agricoles de ces habiles paysans.

musulmans plus ou moins hérétiques (yezidis), le Kurdistan est devenu une mosaïque d'une rare complexité où les Kurdes vont peu à peu, par la force du nombre et des armes, imposer leur hégémonie. Il faut attendre les premières années du XVI^e siècle pour assister à une renaissance kurde. Profitant de la rivalité qui allait dresser pendant quatre siècles le sultan ottoman contre le chah de Perse — la frontière entre la Turquie et la Perse se déplaçant d'est en ouest et d'ouest en est au gré des batailles (Tchaldiran, 1514) et des traités (1639) —, les Kurdes affirment peu à peu leur autonomie par rapport aux pouvoirs centraux. C'est l'âge d'or de la féodalité kurde décrit dans ce monument de l'histoire kurde qu'est le «Charaf-name», écrit (en persan)

en 1596 par le prince Charaf al Dine. A peu de différences près, la société kurde apparaît alors telle que la découvriront les voyageurs qui explorent le Kurdistan au XIX^e siècle : dans des châteaux forts comparables aux châteaux féodaux du Moyen Age européen, des seigneurs de lignée plus ou moins ancienne gouvernent une population de paysans kurdes, kurdisés et chrétiens, à l'aide de tribus guerrières sédentaires, nomades ou semi-nomades. Les «castels» des chefs kurdes étaient de grandes maisons en pierre, qui tranchaient sur les huttes misérables qui les entouraient : seuls les chefs les plus importants, comme ceux de Djoulamerk, Rouandouz, Amadiyah et Djéziré avaient de véritables châteaux, avec des cheminées en marbre qui frappèrent leurs

visiteurs occidentaux ; et aussi, séparés du salon par un muret, «les chevaux qui font la fierté et la joie de leur maître».

Les voyageurs de l'époque décrivent avec émerveillement le cérémonial dont s'entouraient ces chefs kurdes. Le protocole qui régissait les audiences de l'émir Ismail du Badinan, à Amadiyah, était, à peu de choses près, celui qui était en vigueur sous les califes abassides : il était aussi invisible et inaccessible qu'eux... Il allait jusqu'à se cacher le visage avec un voile lorsqu'il se déplaçait à cheval, pour que la foule ne puisse pas l'observer.

Avec ses grandes salles tendues de «kilims» qui accueilleraient fêtes et troubadours et sa bibliothèque de plusieurs milliers de manuscrits, l'une des plus riches de l'Empire ottoman, la résidence du prince

Charaf al Dine à Bitlis pouvait rivaliser avec les palais de la Renaissance. Les paysans kurdes vivaient, eux, dans des conditions misérables : parfois dans des grottes naturelles ou creusées dans le roc ; ou, le plus souvent, dans des huttes de briques crues séchées au soleil. Il n'y avait aucun mobilier mais seulement, au centre de la pièce, creusé dans le sol de terre battue, le foyer (tendour) surmonté d'un trépied et d'une marmite ; et, dans un coin, sur un tréteau, des couvertures et des nattes.

La plupart des Kurdes étaient des nomades ou des semi-nomades, partageant leur vie entre l'estivage sur le «plateau», l'été, à 3 000 mètres d'altitude, et les vallées ou les plaines au climat plus clément l'hiver. Vivant dans de grandes tentes noires en poil de chèvre, ils transhumaient avec leurs troupeaux de moutons et de chèvres. Sous ces tentes, reposaient de petits berceaux en bois, dans lesquels les bébés kurdes sont aujourd'hui encore littéralement ficelés avec des bandelettes tissées. Quelques marmites et de grosses barattes complétaient le décor : les femmes y préparaient le beurre, le yaourt et le fromage mélangé avec des herbes qui constituaient l'essentiel de leur alimentation, avec des galettes de pain cuites contre les parois du tendour.

Les grandes tribus, les Herki, les Djaf, les Shikak, se comptaient par tentes : telle tribu, disait-on, comptait mille six cents tentes... Et chaque tente un certain nombre de fusils. Les Kurdes vivaient à l'écart des villes peuplées essentiellement de Turcs (soldats, fonctionnaires, commerçants), de juifs, d'Arméniens, nombreux surtout dans l'est du Kurdistan, et des diverses autres minorités chrétiennes (nestoriens, chaldéens, jacobites, etc.). S'il leur arrivait parfois de se réfugier dans les

Etre kurde et réfugié politique en France



Quelques communes françaises (ici, en Loire-Atlantique à Piriac-sur-Mer) ont accueilli des réfugiés politiques kurdes que des organisations humanitaires sont allées chercher en Irak.

Etre ou ne pas être kurde... En France, certains organismes officiels chargés de l'immigration ignorent les Kurdes car seule compte pour eux la nationalité des Etats reconnus officiellement par les Nations unies. C'est le cas du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires sociales et de l'Intégration qui met en avant la loi Informatique et Liberté pour justifier sa position. Si la loi, pour éviter les discriminations, interdit de faire figurer toute référence « syndicale, politique, philosophique ou raciale », elle n'empêche aucunement de mentionner l'appartenance ethnique. Pourquoi, alors, ne pas le faire en ce qui concerne les Kurdes qui possèdent en commun une langue et une culture spécifiques ?

Au ministère des Affaires sociales, on répond : « Le terme ethnique est mal défini et le mot fait peur... » A contrario, il n'inquiète pas l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Habilité à reconnaître ou non le statut de réfugié politique, l'Office travaille sur les concepts de la Convention de Genève qui prend en compte, entre autres, « les menaces portant sur l'ethnie à laquelle appartient le demandeur d'asile ». D'ailleurs, sur les formulaires, figure une case intitulée : « Origine ethnique ».

Au pays de Descartes, il y aurait donc deux poids, deux mesures pour définir l'origine d'un individu. D'autant qu'en raison des liens commerciaux qui la liaient avec l'Irak la po-

sition de la France envers les Kurdes a toujours été assez ambiguë. Une partie des Kurdes étant répertoriés en tant que Turcs, Irakiens ou Iraniens, il demeure délicat de connaître avec exactitude l'importance numérique de la communauté. Les Kurdes estiment être en France environ soixante-dix mille. Cette évaluation est corroborée par l'association France-Libertés, patronnée par Danielle Mitterrand. Le ministère des Affaires sociales la juge, lui, très en dessous de la réalité mais l'OFPRA l'estime nettement au-dessus !

Cohabitation parfois difficile

Dans l'Hexagone, les Kurdes sont installés aujourd'hui dans les grandes villes où ils travaillent principalement dans le secteur de la confection. La première vague de migrants en provenance du Kurdistan arrive en France au début des années quatre-vingt : le coup d'Etat du général Evren en Turquie et la guerre irano-irakienne expliquent cet exode. L'accès à l'Allemagne étant bloqué, les exilés se tournent vers la France. En grande majorité, il s'agit de Kurdes turcs. Les Kurdes iraniens sont pour la plupart des militants politiques engagés dans la lutte contre le régime de Khomeyni (voir GEO n° 88). Quant aux Kurdes irakiens, dont une grande partie ont fui depuis le massacre d'Halabja, en 1988, ils

se sont d'abord retrouvés dans des abris de fortune en Turquie : c'est de l'un d'eux (le camp de Mardin) que France-Libertés ramènera en août 1989 un groupe de trois cents personnes qui bénéficieront toutes du statut de réfugié politique. Après avoir séjourné dans un camp militaire près de Clermont-Ferrand, les familles ont été réparties dans diverses communes. Au dire de l'association, leur intégration s'est bien passée. Ce n'est pas l'opinion du ministère des Affaires sociales et de l'OFPRA : pour ces deux organismes, la publicité donnée à cette action d'ordre humanitaire a nuï aux intéressés. Habités à un mode de vie archaïque, se sentant les « invités » de la France, ils n'auraient pas fait les efforts nécessaires à une véritable intégration. C'est pourquoi une seconde opération, revendiquée par le ministère des Affaires sociales, s'est déroulée, cette fois dans la plus grande discrétion, pour ramener en septembre 1990 deux cents personnes du même camp de Mardin...

La diversité de la communauté est-elle source de clivages entre les Kurdes ? Ceux-ci restent unanimes à répondre que non. Les organismes officiels qui se sont occupés directement de leur insertion font état de tensions entre Kurdes turcs et Kurdes irakiens qui ne cohabitent pas toujours facilement. Quant à l'OFPRA, il parle de relations « à couteaux tirés ». Là encore, les avis divergent. **Emmanuelle Martignoni**

villages chrétiens de la plaine quand un hiver était particulièrement rigoureux, ce n'est que très tard, à partir du milieu du XIX^e siècle, que les Kurdes ont commencé à se sédentariser, à créer leurs propres villages et à s'installer dans les cités. Pendant très longtemps, seules Diyarbakir et Bitlis ont pu être qualifiées de grandes villes. Cela explique pourquoi de nombreuses villes du Kurdistan comme Kirkouk, Erbil, Rouandouz, Amadiyah ou Van comportent en leur centre une petite citadelle, souvent construite sur un promontoire, et parfois encore aujourd'hui habitée de Turcs, autour de laquelle s'est peu à peu développée une grande ville peuplée de Kurdes.

Depuis longtemps les historiens et les anthropologues ont renoncé à définir un « type kurde », les influences arabes, turques, arméniennes ayant contribué à brouiller les traits de ces Aryens. Tous ces brassages et ces transferts de populations, ces invasions et ces métissages n'ont pas empêché l'identité kurde de s'affirmer, sur le plan culturel d'abord, et, avant tout, autour de la langue, ce qui paraît d'autant plus paradoxal qu'il s'agit d'une population en grande majorité analphabète. Se rattachant au rameau des langues indo-européennes, la langue kurde, dont certains ont voulu faire un patois dérivé du persan, est une langue à part, qui se distingue par son vocabulaire, très riche, par sa syntaxe et par une façon d'articuler très particulière : des kurdo-logues soviétiques ont publié il y a une quarantaine d'années un dictionnaire kurde de trente mille mots ; et, à Paris, l'Institut kurde est en train de rédiger un dictionnaire kurde d'environ cinquante mille mots... Parlée sur un territoire extrêmement étendu, ayant emprunté des termes aux langues avec lesquelles les Kurdes



étaient en contact (arabe, turc, persan, arménien, araméen). la langue kurde comprend plusieurs dialectes : le kurmandji, utilisé en Turquie et dans le nord du Kurdistan irakien (Badinan), et le sorani (Iran, sud du Kurdistan irakien).

Victime comme le peuple kurde des frontières artificielles tracées par les grandes puissances, la langue kurde s'écrit avec des caractères latins en Syrie et en Turquie, cyrilliques en Union soviétique, et avec des caractères arabes

en Irak et en Iran. Privé de l'apprentissage scolaire de sa langue par la misère ou par l'arbitraire des gouvernements, le Kurde lui témoigne un attachement qui est à l'origine d'une « hypertrophie du folklore ». Celle-ci se manifeste par l'abondance des proverbes, dictons et chansons populaires, et aussi des contes et récits épiques, ces « livres d'histoire des personnes qui ne savent pas lire ». S'inspirant de la vie et des batailles des grands chefs kurdes, des bardes ont

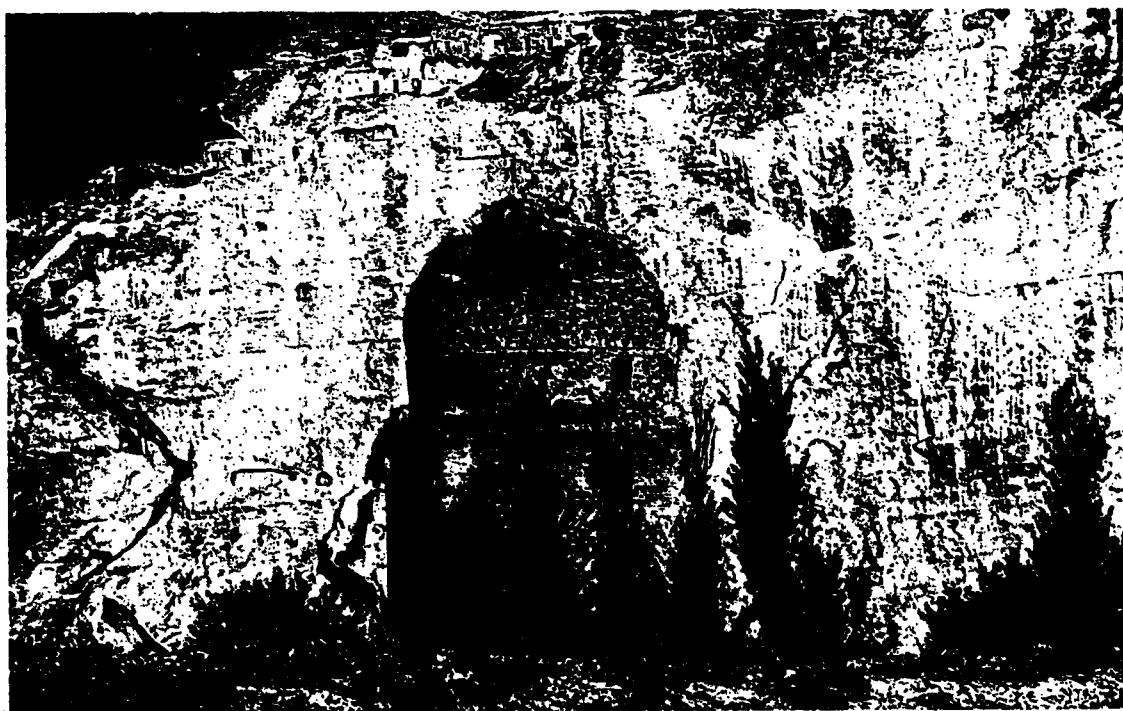
Une communauté soudée dès l'enfance par une riche culture orale

composé des chansons de geste que l'on se récitait pendant les veillées.

Musulmans sunnites dans leur grande majorité (sauf dans le sud du Kurdistan iranien, et dans certains districts de Turquie, où ils sont chiïtes), les Kurdes professent un islam assez tolérant, marqué de survivances zoroastriennes, comme la célébration du nouvel an, le 21 mars. Coexistant depuis des siècles avec un certain nombre de minorités religieuses (juifs, chrétiens), ils ont entretenu avec elles des relations longtemps excellentes mais parfois très conflictuelles : c'est ainsi que l'émir Bedir Khan, « roi non couronné » du Kurdistan, a lancé, au milieu du XIX^e siècle, une série de raids contre les vil-

lages nestoriens du sud du Kurdistan de Turquie. (Et, pendant la Première Guerre mondiale, les Kurdes ont participé au massacre des Arméniens, notamment dans la région de Van.)

C'est pendant cette période — la question d'Orient, le sort de l'Empire ottoman préoccupent alors toutes les chancelleries et la presse — que se noue le sort des Kurdes. Bouleversés par le massacre des chrétiens par les guerriers de l'émir Bedir Khan en 1845, les pays européens exigent et obtiennent que le sultan lance une expédition punitive contre celui qui aurait pu fonder le premier véritable Etat kurde. Sous l'influence des missionnaires qui parcourent alors le Kurdistan, parfois au risque de



La tombe de Zeyn el-Abdin, descendant du conquérant Saladin, se dresse en territoire turc. Saladin, grand héros arabe qui reprit Jérusalem aux chrétiens en 1187, était kurde par son père. Dictateur du XX^e siècle et grand massacreur de Kurdes, Saddam Hussein s'est souvent réclamé de lui comme personnage historique à imiter.

Sur le terrain, empreintes et souvenirs d'une histoire mouvementée

leur vie, se forge peu à peu l'image négative du Kurde qui allait dominer l'imaginaire occidental pendant plusieurs décennies. «L'ensemble de la physionomie kurde rappelle celui de l'animal carnassier», écrit (en 1884) le célèbre géographe Elisée Reclus. Il ajoute : «Ni les Bédouins ni les Apaches ne dépassent les Kurdes par les instincts de pillage et l'art de les satisfaire... Le vol à main armée est considéré comme l'acte honorable par excellence. Qu'il s'agisse de satisfaire leur haine de race et de religion contre les Arméniens, ils sont alors dans leur véritable élément, et se préparent joyeusement à des expéditions de vol.»

Personne ne se posait alors de questions sur le comportement tout aussi belliqueux des chrétiens d'Orient... Et quand, en 1919, s'ouvrit à Paris la conférence de la paix qui devait régler le partage des dépouilles de l'Empire ottoman, les Kurdes partirent avec un sérieux handicap. D'une part, ils étaient terriblement mal représentés à la conférence: surtout, les diplomates occidentaux avaient peu de sympathie pour ces «pillards musulmans» qui revendiquaient une partie du territoire que l'on s'appropriait à attribuer aux Arméniens. Le traité de Sèvres (1920), que certains historiens considèrent comme la première reconnaissance internationale des aspirations nationales kurdes, consacre en fait l'attitude ambiguë des puissances européennes: si ses clauses 62 et 64 évoquent l'autonomie, et, éventuellement, l'indépendance des Kurdes, elles l'envisagent «pour les régions où domine l'élément kurde, ... à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière de l'Arménie ... et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie».

Ce texte annonçait un inévitable conflit entre Kurdes et

Arméniens. Mustafa Kemal, le père de la Turquie moderne, allait renvoyer tout le monde dos à dos en empêchant le démembrement total de son pays et en imposant le traité de Lausanne (1923) qui faisait du traité de Sèvres un «chiffon de papier». Les Kurdes se retrouvaient soudain éclatés entre cinq pays — la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'URSS — dont les trois premiers, dotés de régimes nationalistes autoritaires, ne cesseront de les persécuter. Désormais, ce sera une répression sans pitié, proche du génocide. En Turquie surtout, où le ministre des Affaires étrangères dit très officiellement (en 1926) au haut-commissaire britannique en Irak que «le gouvernement turc avait l'intention d'expulser les Kurdes d'Anatolie, exactement comme il avait expulsé les Grecs et les Arméniens!». «Comme les Hindous (sic) d'Amérique, dit ce même ministre à l'ambassadeur britannique à Ankara quelques semaines plus tard, ils disparaîtront, n'étant pas adaptés économiquement à la lutte pour la vie, en concurrence avec les Turcs plus avancés et plus cultivés, qui seront établis dans les districts kurdes.»

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, ce discours a reflété pendant des décennies la doctrine officielle de la Turquie sur la question kurde. En 1992, il reste encore celui de certains dirigeants turcs. Pendant quinze ans, de 1921 à 1937, le gouvernement turc ne cesse d'écraser dans le sang les soulèvements qui succèdent au Kurdistan, en particulier ceux de cheikh Said (1925), Ihsan Nouri (1930), Seyid Reza (1937): les chefs sont pendus, les intellectuels, noyés, la population déportée, l'usage de la langue kurde proscrit. Dans le territoire qui allait devenir l'Irak, cheikh Mahmoud Barzinji, se proclamant en 1922 roi du Kurdistan

du Sud, ne cesse de se révolter de 1919 à 1930, contre les Anglais d'abord, puis contre le régime monarchique de Bagdad mis en place par Londres: en Iran, à la même époque, c'est Simko, chef de la puissante tribu des Shikak, qui dirige le soulèvement nationaliste kurde. L'un et l'autre sont finalement battus, envoyés en exil (Simko sera assassiné par Reza Chah). Cependant, à aucun moment, la répression n'est aussi sauvage qu'en Turquie.

Les Kurdes se faisaient-ils une trop haute idée de l'Occident? Se lamentant de l'incapacité apparente de la Grande-Bretagne et de la Russie à imposer des réformes au gouvernement du sultan, cheikh Abdes Salam Barzani (frère aîné du général Barzani) fit remarquer vers 1910 à l'un de ses visiteurs anglais: «Vous êtes allés aux Indes, et vous y res-

Le rêve encore lointain de poser un jour le fardeau



Sans cesse bousculés par les grandes puissances, les Kurdes sont toujours dans l'attente de la reconnaissance de leurs droits. Marchande de tissus ambulante, cette jeune femme kurde semble symboliser la longue errance de son peuple.

Mais quels que soient les pays, les circonstances et le degré de violence dans la répression, tout se déroule dans la plus grande indifférence des nations occidentales. D'un ton désinvolte, le correspondant du journal français «Le Temps» note en 1937: «Les potences du Dersim allaient certainement se fleurir de grappes de rebelles.» Certes, les témoins étaient rares: le Kurdistan de Turquie est alors zone interdite pour les étrangers. Mais les Occidentaux et les Soviétiques voyaient surtout dans ces Kurdes des agents des diverses puissances qui s'efforçaient alors d'élargir leur influence au Moyen-Orient. En particulier, les Français et les Britanniques qui s'affrontaient pour le contrôle de la région de Mossoul et de ses gisements de pétrole. Les grands seigneurs kurdes de Constantinople recherchant des protecteurs n'avaient effectivement pas cessé de solliciter les puissances alliées lors des années cruciales de 1918 à 1923 pendant lesquelles fut dessinée la nouvelle carte du Moyen-Orient.

tez, alors qu'on ne veut pas de vous. Pourquoi ne pouvez-vous pas venir chez nous qui voulons de vous? Vous seriez les bienvenus partout ici.» Ses «amis» européens devaient le lâcher. Cheikh Abdes Salam sera pendu par les Turcs au début de 1914. Il faudra plus de soixante-dix ans de massacres pour que les Kurdes se débarrassent de ces images qu'on leur a collées à la peau: pillards, massacreurs de chrétiens, agents de l'étranger, mercenaires. En 1991, au prix d'un nouveau drame à la fin de la guerre du Golfe, ils apparaissent comme les victimes «exemplaires» de l'injustice des nations. Auront-ils enfin le droit d'avoir leur Etat? Les années qui nous séparent de la fin de ce siècle mettront-elles un terme à la longue marche des Kurdes? C.K.

CROISSANCE

Février 1992

Documents

LE MALHEUR KURDE

Gérard Chaliand
(Le Seuil, « L'Épreuve des faits »,
5 février, 120 F)
ISBN : 2-02-013516-7

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, l'histoire kurde est celle du déchi-

rement et de la souffrance. Ecartelés entre l'Irak, l'Iran et la Turquie, les Kurdes n'ont ni frontières ni Etat. Et au printemps 1991, à la fin de la guerre du Golfe, l'exode jetait sur les routes des centaines de milliers de Kurdes, qui fuyaient les soldats de Saddam Hussein.

C'est l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social qui a demandé à Gérard Chaliand un rapport sur la situation des Kurdes au Moyen-Orient. *Le Malheur kurde* est issu de cette enquête. Gérard Chaliand est un des experts mondiaux des problèmes de géostratégie. Il a publié de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Mythes révolu-*

tionnaires du tiers monde (Le Seuil, « Points. Politique » n° 98), *Les Kurdes et le Kurdistan* (La Découverte, 1981), *Atlas des diasporas*, en collaboration avec Jean-Pierre Rageau (O. Jacob, 1991) et *Miroir d'un désastre : chronique de la conquête espagnole de l'Amérique latine* (Plon, 1990), qui sort ce mois-ci chez Presses Pocket dans la collection « Agora ».

Un autre ouvrage, rédigé sous la direction de Gérard Chaliand sort chez Laffont : *La Persuasion de masse. Guerre psychologique, guerre médiatique*, consacré à la guerre du Golfe.



Photo Gamma/Chip Hires

Réfugiés kurdes au camp de Yildiz.

Livres

Études

■ La question kurde

Depuis mars dernier, sur fond d'opération « provide comfort », les Kurdes sont devenus dans l'imaginaire occidental un peuple de réfugiés. Ils fournissaient alors le premier exemple de la diplomatie humanitaire qui semble de plus en plus se substituer à la diplomatie tout court. A contre-courant de cette avalanche d'images fortes et simplistes, *La question kurde* s'efforce de nous livrer les vraies clés de ce drame permanent de la scène moyen-orientale. « Nous considérons la

question kurde comme une question politique, et pas seulement humanitaire », affirme d'emblée Elizabeth Picard.

Au gré d'études historiques, juridiques et politiques, cet ouvrage collectif dresse donc le portrait d'un peuple victime pêle-mêle de l'effondrement de l'empire ottoman, du cynisme des grandes puissances, mais aussi de ses propres contradictions, de son organisation tribale, et de son incapacité à transformer une permanente lutte armée en acquis politique.

Comment le problème kurde a-t-il été traité par l'Irak, l'Iran et la Turquie ? Comment pèse-t-il

Ces pages livres ont été réalisées par Georges Berton, Jack Chaboud, Geneviève Laplagne, Yann Mens, Ernest Milcent, Christian Troubé et Sandrine Tolotti.

Sous la direction de
ELIZABETH PICARD

La question kurde



ÉDITIONS COMPLEXE

quelles tente de répondre ce livre qui, sur le sujet, fera longtemps référence. (Sous la direction d'Elizabeth Picard. Ed. complexes, 162 pages, 53 F) S.T.

sur l'équilibre régional ? Voici quelques-unes des questions aux-

LIVRES DE FRANCE
Février 1992

SPANDAUER VOLKSBLATT

Sonnabend, 22. Februar 1992

Kurdischer Bürgermeister: Nach Besuch in Spandau wieder in Haft

Den gelernten Schneider warfen die Türken elf Jahre ins Gefängnis / Zur Zeit „amnestiert“

Schwerste Folter und Einzelhaft konnten den Willen von Mehdi Zana nicht brechen. „Ich bin Kurde und setze mich seit 30 Jahren für die Rechte der Kurden ein“, heißt auch heute noch seine Devise. Dafür hat er elf Jahre in verschiedenen türkischen Gefängnissen gesessen. Wenn er in seine Heimat zurückkehrt, muß er noch ein weiteres Jahr absitzen.

Der 50jährige gelernte Schneider war von 1977 bis zum Militärputsch am 24. September 1980 mit großer Mehrheit gewählter Bürgermeister in Dyarbakir, der Hauptstadt von „türkisch Kurdistan“. Die Militärjunta warf Zana ins Gefängnis. Ende Oktober 1983 wurde der Bürgermeister zu 24 Jahren Haft verurteilt. Durch eine Amnestie kam er am 14. April 1991 frei.

„Ich werde am 25. Februar mit erhobenem Haupt in die Zelle zurückgehen“, verspricht der Vater zweier Kinder. Obwohl er damals im Gefängnis Besuchsverbot hatte, wurde er einer internationalen Journalistengruppe vorgestellt. Zana trat auch vor dieser Gruppe für die Rechte der Kurden ein. Das brachte dem aufrechten Mann ein weiteres Jahr Haft ein. Diese

Strafe fällt nicht unter die Amnestie.

„Ich will die Leute aufrütteln. Wir Kurden vermuten, daß Türkei, Iran und Irak noch in diesem Frühjahr gemeinsam eine große Offensive gegen uns starten werden“, schaut Mehdi Zana in die düstere Zukunft. Das soll die Welt rechtzeitig erfahren. „Vielleicht hilft uns das. Und die drei Staaten lassen von ihren tödlichen Plänen ab“, hofft der Kurden-Sprecher.

Die Ausreisegenehmigung aus der Türkei kam für Zana überraschend: „Die Machthaber wollten sicher einen größeren Skandal vermeiden. Meine Frau ist seit den Wahlen im Herbst 1991 Abgeordnete in Ankara“. Seine Vermutung geht noch weiter. Wahrscheinlich, so Zana, hofft die türkische Regierung, daß er nicht mehr in seine Heimat zurückkehrt. „Da haben sie sich aber getäuscht“, sagt Mehdi Zana selbstbewußt.

In Köln hat er auf einer Veranstaltung über die Zustände in Kurdistan gesprochen. „Wir dürfen offiziell immer noch nicht in unserer Sprache reden“, bedauert Mehdi Zana.

Bei seinem Besuch in Berlin, er sprach gestern im Rathaus Schöneberg, besuchte er auch den Hibun-Beratungsladen in der Spandauer Neustadt. Hier wohnen sehr viele Kurden. Hibun-Leiterin Aso Agace kennt Mehdi Zana noch aus seiner Zeit als Bürgermeister. „Er war und ist in Dyarbakir sehr beliebt“, berichtet die junge Kurdin. Heute spricht Zana noch in Hamburg über die verhängnisvollen Umstände in seiner Heimat. Dann macht er sich auf den Rückweg — direkt in die Gefängniszelle.

HARALD NIEMEIER



Mehdi Zana und Hibun-Leiterin Aso Agace Foto: Niemeier

FRA0407 4 I 0301 FRA /AFP-SV23

France-Kurdes

Bernard Kouchner: il faudra un jour faire un Etat pour les Kurdes

PARIS, 1er mars (AFP) — Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner a estimé dimanche que les Occidentaux n'ont pas mené la guerre "assez loin" contre l'Irak et qu'"il faudra quand même un jour faire un Etat pour les Kurdes".

"Malheureusement, nous n'avons pas mené la guerre assez loin au nom des droits de l'Homme à l'intérieur de l'Irak (...) Je pense que l'on n'a pas fait assez la guerre et qu'il ne fallait absolument pas laisser les divisions (irakiennes) sortir de Bassorah et leur permettre de massacrer les chiites du sud et les Kurdes", a-t-il dit lors de l'émission "le Grand Débat" de Radio Shalom.

A la veille de la visite en France du dirigeant kurde Massoud Barzani, leader du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), qui doit s'entretenir avec le chef de la diplomatie Roland Dumas au début de la semaine, M. Kouchner a souligné que la "présence française" continuait et que "l'aide humanitaire continuait de se déverser sur le nord-est de l'Irak", même si elle est insuffisante.

"Un jour il faudra quand même faire un Etat pour les Kurdes", a-t-il poursuivi, reconnaissant toutefois être "plus royaliste que le roi" puisque les Kurdes "ne le demandent même pas". Il a déclaré comprendre la position de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak qui ont des communautés kurdes, tout en ajoutant: "mais quoi ils sont 25 millions (de Kurdes). Alors, on va les bouger un jour ces frontières, ou on va laisser assassiner des hommes pour le grand profit des vendeurs d'armes".

M. Barzani, qui vient d'effectuer une visite à Londres et doit se rendre à Bonn et Washington après Paris, effectue une tournée pour demander le maintien de la protection occidentale pour les Kurdes irakiens.

ps/bmk

AFP 011733 MAR 92

Kouchner: il faudra un jour un Etat pour les Kurdes

Echo Républicain 2 mars 1992

LE secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner a estimé hier que les Occidentaux n'ont pas mené la guerre « assez loin » contre l'Irak et qu'« il faudra quand même un jour faire un Etat pour les Kurdes ».

« Malheureusement, nous n'avons pas mené la guerre assez loin au nom des droits de l'Homme à l'intérieur de l'Irak (...) Je pense que l'on n'a pas fait assez la guerre et qu'il ne fallait absolument pas laisser les divisions (irakiennes) sortir de Bassorah et leur permettre de massacrer les chiites du sud et les Kurdes », a-t-il dit lors de l'é-

mission « le Grand Débat » de Radio Shalom.

A la veille de la visite en France du dirigeant kurde Massoud Barzani, leader du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), qui doit s'entretenir avec le chef de la diplomatie Roland Dumas au début de la semaine, M. Kouchner a souligné que la « présence française », continuait et que « l'aide humanitaire continuait de se déverser sur le nord-est de l'Irak », même si elle est insuffisante.

« Un jour il faudra quand même faire un Etat pour les Kurdes », a-t-il poursuivi, reconnaissant toutefois être

« plus royaliste que le roi » puisque les Kurdes « ne le demandent même pas ». Il a déclaré comprendre la position de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak qui ont des communautés kurdes, tout en ajoutant : « Mais quoi ils sont 25 millions (de Kurdes). Alors, on va les bouger un jour ces frontières, ou on va laisser assassiner des hommes pour le grand profit des vendeurs d'armes ».

M. Barzani, qui vient d'effectuer une visite à Londres et doit se rendre à Bonn et Washington après Paris, effectue une tournée pour demander le maintien de la protection occidentale pour les Kurdes irakiens.

TIME, MARCH 2, 1992

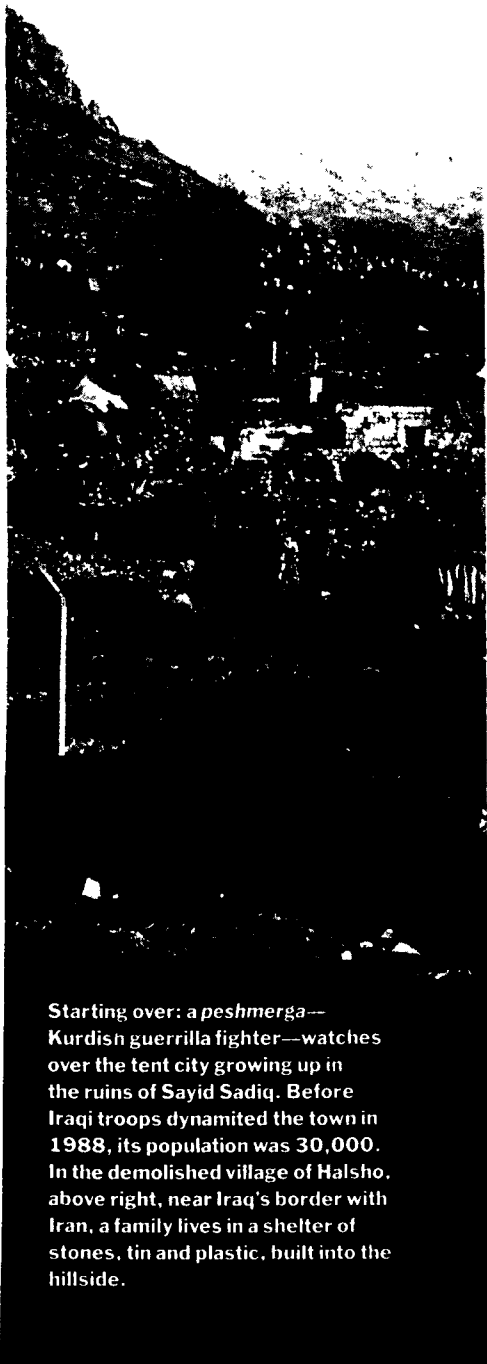
World

MIDDLE EAST

A Land of Stones

Remember the Kurds? After a moment in the spotlight, Iraq's forgotten people cling to fragile autonomy in a home laid waste by Saddam





Starting over: a peshmerga—Kurdish guerrilla fighter—watches over the tent city growing up in the ruins of Sayid Sadiq. Before Iraqi troops dynamited the town in 1988, its population was 30,000. In the demolished village of Halsho, above right, near Iraq's border with Iran, a family lives in a shelter of stones, tin and plastic, built into the hillside.



By BRUCE W. NELAN

Across the rugged mountains and valleys of northern Iraq, the rubble is coming to life. Almost 2,000 Kurdish villages that Saddam Hussein's forces systematically dynamited and bulldozed are inhabited again. Tents and lean-tos dot the snowy slopes, shattered walls support makeshift plastic roofs, and open-air bazaars are conducting a brisk business in food, fuel and clothing. Many of the villages' new residents are doing their best to rebuild amid desperate hardship and the harshest winter in 40 years.

Tenuous and temporary as their grip may be, the Kurds of Iraq have come tantalizingly close to something like their centuries-old dream: a state of their own. Sheltering behind a security guarantee from the U.S.-led coalition, cut off from the south by a military blockade, the long-suffering Kurds have taken control of a 38,900-sq.-km slice of the country.

Yet for the 3.8 million people in this de facto Kurdistan between Turkey and Iraq, their painful success contains more irony than victory. A year after they fled in panic from their traditional homes into the snowy mountain passes, they are still living in hunger and cold, their survival dependent on aid from abroad. They are

safe from attack only because the victors of the gulf war have warned the Iraqi military to keep its distance. U.S. and British jets regularly roar low over the region to remind Iraqi soldiers that they are being watched. "When I don't hear the sound of the planes," says a Kurdish refugee, "I can't sleep at night."

Even that fragile safety could turn out to be fleeting. The last team of allied military observers plans to leave its base in Zaku in June. Aid workers from the United Nations High Commissioner for Refugees, who have kept the Kurds from starving, may be pulling out in April.

In the past, Saddam repeatedly turned his guns on the Kurds. In 1975 he began forcing them out of their border villages. In 1988, to punish them for providing aid and comfort to Iran during the eight-year war, he stepped up the campaign. All told, he had his army obliterate 4,200 Kurdish villages. At least 180,000 people disappeared, purportedly into camps in the south. Most never returned, and some Western experts believe they were killed. When Kurds—encouraged then abandoned by Washington—rebelled after the Iraqi defeat in Kuwait last year, Saddam battered them again, sending 1.2 million fleeing to the frontiers.

Forced to the rescue, a coalition of more than 20,000 allied troops carved out

Photographs for TIME by Eric Bouvet—Odyssey/Matrix



PHOTO BY AP/WIDE WORLD FOR TIME



a security zone for the Kurds near the Turkish border. They also ordered Saddam to stop flying his planes in airspace north of the 36th parallel. The refugees came down from the mountains and tried to put their lives back together. But after most of the allied security forces left last summer, the Iraqis rushed into action to subdue the Kurds and their armed guerrilla units, the *peshmerga*.

To Saddam's discomfort, the rebels not only stood their ground but launched a furious counteroffensive in October, expanding their control far south of the 36th parallel and seizing the Kurdish city of Sulaymaniyah (pop. 1.2 million). Iraqi troops retreated in disorder, leaving behind long lines of tanks.

Saddam then tried imposing a military and economic cordon sanitaire. His army has dug in tanks and artillery behind minefields and fortifications along the southern edge of Kurdistan, carefully including all of Iraq's major oil fields. Soldiers have set up checkpoints on the roads, and while they allow local traffic in and out, they confiscate all but the smallest quantities of food and fuel. At the town of Kifri, 155 km north of Baghdad, in outposts separated by a tense 450 m, Iraqi troops confront bearded *peshmerga* guerrillas in balloon trousers and tightly wrapped turbans. "We have been suffering from two blockades," says Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two leading political groups. "First the U.N. embargo directed at all of Iraq, and second the blockade Saddam is directing just against Kurdistan."

The far northwest and northeast serve as the Kurds' lifelines. In spite of the inter-

An act of God: a Kurdish woman in Gormeg, a village in southern Turkey near the Iraqi border, mourns the loss of four children and five other family members in an avalanche. A week before, areas outside the village had been bombed by Turkish air force planes tracking terrorists from the Workers' Party of Kurdistan, a Marxist splinter group.

national embargo, cross-border trade with Turkey is booming. Hundreds of trucks arrive daily, carrying everything from food and medical supplies to machine tools. On their return trips, the rigs ferry thousands of liters of illicit Iraqi gasoline and oil to Turkey that are sold at 10 times the purchase price.

Panjwin and Qala Diza, villages on the Iranian frontier, are smuggling centers where a vibrant and imaginative black market has sprung up. Though the area is under heavy snow, gangs transport tools, machinery, even construction equipment to sell in Iran, returning with food and spare parts for cars and trucks. Almost all the eggs in Kurdistan come from Iran, painstakingly brought in by foot.

Much of the material sold by the Kurds is stolen property. Some is simply hauled away from building sites and dams, and some is taken from Kurds by Kurds at gunpoint. Law and order are in short supply in

the region, where militias have seized control of many of the hills and valleys. Widespread corruption and factional rivalry cast a shadow over the Kurds' future.

Because there is no formal government, decisions are made by the Kurdistan Front, which consists of eight major groups. To create something closer to civil administration, Kurdistan will hold elections on April 3 for its national assembly, which Saddam originally set up just for show. The vote "is also to end the rule of the militias," says Massoud Barzani, head of the Democratic Party of Kurdistan, the other leading political movement. "When the militia rules, the law does not." But a U.S. analyst fears that instead of burying dissension, the vote may actually accentuate it.

For most Kurds, simple survival is the issue. Residents of the mountain town of Sayid Sadiq, where U.N. aid workers have set up a camp, are barely coping. With international help, they have rebuilt some walls and put up tents. In the biting cold, children play among the broken stones. On the main road, a thriving market offers



Life goes on: a butcher weighs meat at his "shop" near the Iranian border. In Halabja, above, Kurds pray in a mosque that was blasted by Iraqis in 1988. Most of the town was bombed after planes dropped poison gas, killing 5,000 people.

dresses, cigarettes and eggs. Says Rejau Faraj, 25, who fled with her children from the village of Chamchamal: "We don't know how long we will stay here or where we will go next."

Most of the Kurdish political and tribal leaders assume that Saddam will attack them as soon as the allies and the U.N. depart. They are training their eager but poorly equipped *peshmerga* accordingly. But they disagree—as they do on so many issues—about whether there is any sense in trying to negotiate an autonomy agreement with the Baghdad dictator. Such accords were reached in 1966, 1970 and 1984, and Iraqi governments broke them all; Kurds ask why they should trust Saddam now.

Barzani has met with the Iraqi President, and though the talks broke off when the blockade was imposed, the Kurdish leader has not given up on a political settlement. He realizes most of the countries involved do not want to see a complete breakup of Iraq, with the creation of an independent Kurdistan in the north and a Shi'ite state in the

south friendly to fundamentalist Iran.

Turkey is already fighting a counter-insurgency war in its eastern provinces against the Workers' Party of Kurdistan, a Marxist, terrorist splinter group. Both the Turkish and Iranian governments would view an independent Kurdistan as a magnet for separatists in their countries and a potentially powerful destabilizing force.

The Bush Administration takes a similar view. Even though it hates Saddam, it does not want to depose him if that means the Kurds will break Iraq apart and threaten Turkey's stability. Having abandoned the Kurds once, the Administration does not want to find itself permanently enmeshed in byzantine Kurdish politics or see more Kurdish blood spilled if another rebellion were to go poorly. "We draw the line at acquiring commitments that would keep us involved over the long term—or that we would end up having to break," says a U.S. official.

The U.S. is willing to continue humanitarian aid, but leaders like Barzani are fed up with Kurdistan's being treated

as an assignment for relief agencies. "We need the world to see our problem as political," he says, "and not as a refugee or humanitarian problem. All our problems result from politics."

No negotiations are under way to settle the fate of Kurdistan peacefully. Saddam is playing a waiting game, watching the suffering while sticking the U.N. and the allies with the cost of supplying the Kurds. "It has become clear," says U.S. Army Colonel Richard Naab, who heads the allied observer team in Zakhu, "that he is trying to negotiate with a gun at their heads. He thinks time is in his favor, and he is waiting for revenge."

Saddam's route to revenge is not guaranteed, even if the allies and the U.N. withdraw on schedule. If the Iraqi army storms north, there will be a repeat of what local officials call "the CNN winter"—the spectacle on worldwide television of more than a million Kurds in flight through the mountains. A "CNN summer" would put pressure on the West for another intervention, and possibly a fatal blow against the Iraqi dictator.

Saddam's fear, says Talabani, is that an attack on the Kurds "will set a spark to the Shi'ites and push them toward a new uprising." A second round of rebellion on two fronts could finally topple Iraq's President from power. These considerations should make even as imprudent a leader as Saddam ponder carefully before he orders a strike into Kurdistan. Meanwhile the Kurds try desperately to survive in their land of stones. —*Reported by William Dowell/Sulaymaniyah and J.F.O. McAllister/Washington, with other bureaus*

View from Washington

Christopher Ogden

Realism, Saddam and the Kurds

Former White House aide Charles Colson boasted he would run over his grandmother if that would ensure the 1972 re-election of his boss, Richard Nixon. The offer prompted any number of wits to insist that they too would run over Colson's grandmother for Nixon. Twenty years later, at the outset of another presidential campaign, George Bush echoed the zeal that enmeshed Colson in the Watergate scandal and eventually sent him to prison. "I will do what I have to do to be re-elected," he said last month.

Some Americans, those who may question his economic and social policies but not his resolve to win another term, saw Bush reverting to his worst tendency—pseudo macho bombast—and winced. The presidential pugnacity coincided with fresh talk, inspired by Administration leaks, that the U.S. was again rousing Iraqis to topple Saddam Hussein. Add a sharp drop in the President's ratings, testimony in Congress that Saddam is rebuilding his nuclear capacity, a trip to the gulf by CIA Director Robert Gates, and it looked as if the White House were getting ready to shoot the film script of *Liberating Iraq: the Sequel*.

Actually, the Director in Chief has other ideas. Once again, George Bush is giving confusing, potentially dangerous signals. The President is highly frustrated by Saddam's hold on power. His Chairman of the Joint Chiefs of Staff, General Colin Powell, says the dictator "still makes me grind my teeth." But to conclude that Washington is fomenting a rebellion is wrong. The President wants an Iraqi general—anyone will do—to shoot Saddam. But in an election campaign in which his Democratic opposition is disintegrating and American voters care about their own jobs, not Saddam's, Bush still hopes to avoid an Iraqi quagmire.

"We all want Saddam gone," says Daniel Pipes, director of Philadelphia's Foreign Policy Research Institute. "But unless Americans are prepared for an unlimited occupation of Iraq, we'd do better letting the Iraqis get rid of him." Top U.S. officials

concur. "Let's remember that the removal of Saddam Hussein was never a war aim." Secretary of State James Baker, who knows the difference between explicit and implicit, told Congress last week. Washington's explicit goal is limited: to keep Iraq's nuclear-weapons programs shut down under U.N. cease-fire resolutions. Implicit aims are trouble.

The last thing the Administration needs is to fire up the rebellious Kurds again. That's why it is important to curb this loose, psych-war coup talk. Bush has already mishandled the Kurds once to disastrous effect. Last Feb. 15, when he called on the "Iraqi military and Iraqi people" to "force Saddam to step aside," he meant the army. But when the valiant Kurds took him at his word, Bush abandoned them and hit the moral nadir of his presidency.

Sadly, Washington finds the Kurds easy to betray again and again. The U.S. double-crossed them in 1975 when the Shah of Iran suddenly stopped backing Kurdish independence, and Washington followed suit. Today the same kind of realpolitik applies: Turkey and Saudi Arabia oppose autonomy for Kurds in the north and Shi'ites in southern Iraq. As Turkish Prime Minister Suleyman Demirel said before meeting Bush this month, "If America wanted Saddam Hussein toppled by Kurds and Shi'ites, this should have been done by now." Demirel knew why it wasn't.

Washington does have an obligation to the 4 million beleaguered Kurds in northern Iraq. Mistrusted for good reason, the U.S. cannot resolve the Kurds' internal political chaos, but Washington can and should ensure their protection beyond June's scheduled pullout of U.N. observers from Iraq. The U.S. could also work with war-coalition partners to provide food for the Kurds, taxing Iraqi oil sales to foot the bill.

A humanitarian response is proper; babbling about covert action is not. Running over anyone, even Saddam, is a poor rationale for re-election. Chuck Colson, out of jail now, can explain. ■



A Kurdish youth: easy to betray again and again

ERIC BOVET—OBERSEEMANN FOR TIME

A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A.

FRA0511 4 I 0270 EXT /AFP-CT40

Kurdes-bombardements

Le Front du Kurdistan irakien condamne la Turquie et l'Irak

PARIS, 2 mars (AFP) — Le Front du Kurdistan d'Irak dont le président Massoud Barzani est actuellement à Paris, a condamné, lundi soir, des bombardements effectués, selon lui, par l'aviation turque et iranienne contre des villages kurdes irakiens.

"Des avions turcs ont bombardé, dimanche, six villages faisant 12 victimes, parmi les femmes et les enfants et cinq blessés", a affirmé le Front, faisant par ailleurs état de bombardements iraniens dans la région de Suleimaniah, "officiellement dirigés contre l'opposition iranienne".

"C'est la première fois que les Iraniens font la même chose que les Turcs", a affirmé à l'AFP un porte-parole du Front.

(Selon les autorités turques, un raid a été mené à la frontière avec l'Irak contre des positions de l'opposition kurde de Turquie, le PDK.)

"Nous condamnons ces agressions et nous demandons qu'elles cessent, car elles mettent en péril la stabilité et la sécurité de la région", a déclaré le Front.

M. Barzani, dirigeant du PDK (Parti démocratique du Kurdistan irakien) qui fait partie du Front, effectue une tournée en Europe et aux Etats-Unis pour sensibiliser les Occidentaux aux problèmes auxquels font face les Kurdes en Irak.

Arrivé à Paris lundi après-midi, il a rencontré dans la soirée le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, avec qui il a évoqué les effets du blocus imposé par Bagdad contre le Kurdistan irakien.

M. Barzani sera reçu mardi par le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas.

mj/mst

AFP 022312 MAR 92

La Montagne - 3 mars 1992

KURDES

L'aviation turque bombarde la frontière

ANKARA. — L'aviation turque poursuivait ses bombardements, hier, dans la zone frontalière turco-irakienne, contre les « rebelles séparatistes » kurdes de Turquie, selon l'agence semi-officielle turque Anatolie, qui précise, citant des sources officielles, que les opérations « continueront encore ».

Selon Anatolie, « l'aviation continuait à bombarder hier, la zone frontalière turco-irakienne à proximité de Cudi (province de Sirnak, Turquie) et à une dizaine de kilo-

mètres de l'autre côté de la frontière, dans la région de Hakourk ».

Les autorités turques se refusaient, hier après-midi, à tout commentaire sur la poursuite des opérations et le bilan de celles-ci. Un communiqué de la préfecture de Diyarbakir (sud-est), parvenu hier à l'AFP, avait annoncé que les avions turcs ont « organisé dimanche une opération aérienne contre des positions de rebelles séparatistes » (kurdes de Turquie) dans « un pays voisin où ces rebelles pos-

èdent des camps d'entraînement ».

L'attaque visait un « groupe de rebelles séparatistes (kurdes de Turquie) qui s'était implanté dans cette région, depuis la dernière opération du même genre du 5 août dernier, profitant de la vacance d'autorité » en Irak du Nord, selon le communiqué de la préfecture, responsable des provinces sous état d'urgence de l'est et du sud-est anatolien à majorité kurde.

Le Quotidien de Paris 3 mars 1992

Offensive turque et irakienne

Les Kurdes entre deux feux

Les Kurdes doivent faire face à une double offensive, turque et irakienne. Alors que l'aviation turque bombarde depuis trois jours la zone frontalière turco-irakienne, fief des « rebelles séparatistes » kurdes de Turquie, les combats ont repris dans le nord de l'Irak entre les peshmergas et l'armée irakienne.

L'AVIATION turque poursuivait hier ses bombardements contre les bases arrières du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan qui regroupe les Kurdes de Turquie en lutte ouverte contre le pouvoir central d'Ankara) en Irak. Selon l'agence turque Anatolic, « l'aviation continuait à bombarder la zone frontalière turco-irakienne à proximité de Cudi » (province de Sirnak, en Turquie) et à « une dizaine de kilomètres de l'autre côté de la frontière », en Irak. La préfecture de Diyarbakir, responsable des onze provinces turques du Sud-Est anatolien toujours soumises à l'état d'urgence, a précisé que ces opérations aériennes ont « occasionné de lourdes pertes aux rebelles installés dans des camps d'entraînement, utilisés comme bases » en Irak. La préfecture ne donne pas plus de détails sur le bilan de ces bombardements mais affirme « qu'aucune habitation d'Irakiens du Nord, civils ou peshmergas (les combattants kurdes irakiens), n'existe dans cette région » où les Kurdes du PKK « profitent de la vacance d'autorité dans cette zone. »

Ces bombardements pourraient être le prélude à une offensive turque beaucoup plus vaste au printemps, comme on le laissait récemment entendre dans les milieux bien informés à Istanbul. Ankara semble, en effet, avoir définitivement opté pour la manière forte pour tenter de « régler » son « problème kurde ». Au lendemain de la guerre du Golfe et avant les dernières élections législatives qui ont mis son parti (ANAP) en minorité à l'Assemblée, le président turc, Turgut Ozal, avait pourtant tenté d'amorcer le dialogue avec les Kurdes.

L'interdiction de la langue kurde avait été levée et la presse turque peut désormais évoquer ce « problème kurde » jusqu'alors tabou — l'existence même des Kurdes était niée, on ne parlait que des « Turcs des montagnes ». Cette ouverture n'a cependant pas fait long feu alors que les autorités turques s'inquiètent du rapprochement de plus en plus patent entre la population

déshéritée à majorité kurde de l'Est anatolien et le PKK.

Le Premier ministre Suleyman Demirel a annoncé hier « l'achèvement » des bombardements sans explicitement préciser si l'opération aérienne était ou non terminée ou si c'étaient seulement les objectifs fixés par l'état-major qui avaient été atteints. Il a indiqué que les camps du PKK avaient été « frappés ».

« Blocus économique »

Dans le même temps, les combats entre l'armée irakienne et les combattants kurdes d'Irak ont repris. Ils auraient fait au cours de ces derniers jours au moins 14 morts : 7 soldats irakiens et 7 peshmergas. Les combats ont notamment eu lieu sur la route menant d'Erbil à Mossoul reliant le gouvernorat de Dohouk, au nord de l'Irak, à ceux de Souleimanieh et d'Erbil, sous contrôle kurde. Les peshmergas auraient fait une quinzaine de prisonniers mais n'auraient pas pu conserver le contrôle d'un pont d'importance vitale pour eux à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Mossoul : ce pont restait la seule voie qui reliait le Nord et l'Est (vers l'Iran) sans passer par les pistes de montagnes enneigées ou par le sud où se trouvent les check-points irakiens. Les Kurdes d'Irak dépendent maintenant totalement de l'approvisionnement irakien réduit de 75 % depuis octobre dernier. Pour les Kurdes, il s'agit d'un véritable « blocus économique ». Les lignes irakiennes sont établies sur un axe sud-est nord-ouest, de Kifri (proche de la frontière iranienne, entre Souleimanieh et Bagdad) à Sumavir, à la frontière syrienne. La Turquie resterait donc la seule porte de sortie pour les Kurdes du nord du pays, les pilonnages de l'armée d'Ankara à la frontière turco-irakienne la rend très hypothétique.

Dans ce contexte, le leader kurde irakien, Massoud Barzani, est arrivé hier à Paris pour sensibiliser les Occidentaux au sort de son peuple. Il sera reçu aujourd'hui par Roland Dumas. Le Quai d'Orsay a expliqué



Massoud Barzani, leader des Kurdes irakiens.

hier que la France souhaitait « que le problème des Kurdes soit pris en considération. Nous avons montré tout le prix que nous attachions à la situation des Kurdes, notamment à ceux qui ont été victimes des opérations de Saddam Hussein. » « Il est donc utile et précieux, ajoute le ministère des Affaires étrangères, d'avoir un contact avec M. Barzani, lequel a mené des négociations avec le gouvernement de Bagdad pour essayer de trouver une solution au problème des Kurdes. »

Barzani s'est déjà rendu à Londres où il a demandé aux pays occidentaux de prolonger la mission de la force multinationale basée dans le sud-est de la Turquie jusqu'à la conclusion d'un règlement politique entre les Kurdes irakiens qui réclament l'autonomie et Bagdad.

Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, Bernard Kouchner, vient, quant à lui, d'estimer que les Occidentaux n'avaient pas mené la guerre « assez loin » contre l'Irak et qu'il faudra « un jour faire un Etat pour les Kurdes. »

Ouest France 3 mars 1992

La Turquie en butte au terrorisme

Ankara attaque des bases kurdes

L'aviation turque vient d'attaquer les bases rebelles entre la Turquie et l'Irak. Ankara, en butte au terrorisme, veut bien aider le sud-est anatolien mais refuse d'entendre parler d'un pays kurde qui serait un levier pour ceux (Irak, Syrie, Iran) qui voudraient déstabiliser la région.

Plus de trente policiers sont morts en Turquie en un an, cibles d'attentats de l'extrême-gauche. Il y a dix jours, une bombe explosait devant le comptoir de la chambre de commerce d'Istanbul, faisant un mort et seize blessés. A Noël, un groupe de manifestants lançait des cocktails Molotov sur un centre commercial d'Istanbul: onze morts et vingt blessés. Un mois plus tard, une bombe lan-

cée sur le marché fermé de la capitale faisait un mort et cinq blessés. Ces deux dernières actions ont été revendiquées par le Parti ouvrier marxiste kurde, le PKK.

« Il n'y a jamais eu de minorité kurde en Turquie, tempête Akin Algan, chef de section au ministère des Affaires étrangères. Les kurdes sont beaucoup plus nombreux à Istanbul qu'au Kurdistan. Comment voulez-vous parler d'indépendance? En outre, l'usage de la langue kurde n'est plus interdit. Et nous investissons en Anatolie vingt fois plus que ce qu'ils paient en taxes et impôts ».

A cause des voisins

Mais si l'aviation d'Ankara vient de bombarder des bases terroristes à la frontière et même à l'intérieur de l'Irak (il y

aurait de lourdes pertes), c'est par crainte d'une déstabilisation de la région. L'Iran, l'Irak et la Syrie guettent: « Le PKK, affirme Akin Algan, est aidé par la Syrie et l'Irak. Tout le monde connaît le numéro de téléphone de leur responsable à Damas. Ils possèdent des camps d'entraînement dans la plaine de la Bekaa au Liban ».

Jusqu'à présent, c'est essentiellement le groupe d'extrême-gauche Dev Sol qui opérait en « ville », la campagne et notamment le Kurdistan turc restant le terrain de chasse des séparatistes. Les récentes attaques laissent supposer des relations entre le PKK et Dev Sol.

Fondé en 1970, le PKK mit la Turquie à feu et à sang jusqu'au coup d'État de 1980. Peu avant, la section stanbuliote quittait le groupe pour des raisons idéologiques et continuait son chemin

meurtrier sous le nom de Del Sol. La police pensait avoir éliminé « physiquement » ce problème durant les premiers jours du coup d'État militaire du 12 septembre 1980.

L'actualité sanglante de ces dernières semaines, où le procureur d'Istanbul trouva la mort, prouve qu'une deuxième génération a pris la relève.

Le terrorisme kurde risque de replonger le pays dans les affres des années 1970 propices aux tendances putschistes. D'autant que le mécontentement des corps de police et de l'extrême-droite se fait sentir partout. Pour l'instant, les partisans de l'épreuve de force gagnent du terrain en Turquie.

Avec Angélique KOUROUNIS
correspondante à Athènes.

Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. - Agence

FRA0422 4 I 0230 FRA /AFP-IE75

France-Kurdes

La cause des Kurdes est "sacrée", affirme Roland Dumas

PARIS, 3 mars (AFP) - Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, a affirmé, mardi, après avoir reçu pendant une heure le délégué kurde Massoud Barzani, que la cause des Kurdes était "sacrée" et que la France continuera à la défendre "dans toutes les enceintes internationales".

Roland Dumas a aussi indiqué qu'il avait évoqué la situation des Kurdes en Irak mais aussi dans les autres pays avoisinants et que M. Barzani l'avait remercié des initiatives entreprises par la France en faveur des Kurdes, en particulier la déclaration du président François Mitterrand à l'ONU en 1988 et la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU d'avril 1991 qui a consacré l'application du droit d'ingérence humanitaire.

Massoud Barzani a exprimé l'appréciation et la gratitude du peuple kurde pour l'aide, le soutien mais aussi "la protection de la France". Il a souligné qu'il espérait la création d'un Kurdistan autonome "dans le cadre d'un Irak démocratique" et qu'il s'attendait à ce que les prochaines élections prévues au Kurdistan début avril "remplissent le vide légal et administratif et permette de remplacer les milices".

Il a enfin déclaré qu'il comptait rester en France deux ou trois jours de plus et qu'il espérait y rencontrer le président Mitterrand avant de se rendre en Allemagne.

mj/rd/jl

AFP 031841 MAR 92

Le Monde — 3 mars 1992

La cause kurde est «sacrée» affirme M. Roland Dumas

Le bilan des combats qui ont eu lieu à la fin du mois de février au Kurdistan d'Irak entre les forces de Bagdad et les insurgés kurdes (*le Monde* du 4 mars) est de près de soixante tués, dont une cinquantaine de soldats irakiens, a-t-on indiqué, mardi 3 mars, de sources kurdes. Selon ces dernières, l'enjeu de ces affrontements était le pont de Kalak, sur la route reliant Mossoul à Erbil, tombé dimanche matin aux mains de l'armée irakienne. Cette voie était la seule à permettre encore le passage des camions de vivres en longeant les lignes irakiennes. Le pont a été repris dans la nuit de dimanche à lundi par les peshmergas (combattants kurdes), qui le contrôlaient toujours mardi.

A Paris, M. Roland Dumas a assuré mardi, après avoir reçu le dirigeant kurde Massoud Barzani, que la cause des Kurdes était «sacrée» et que la France continuerait à la défendre «dans toutes les enceintes internationales». Le ministre des affaires étrangères a également indiqué que le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) l'avait remercié pour les initiatives prises par la France en faveur des Kurdes. M. Barzani a ainsi exprimé la gratitude du peuple kurde pour l'aide, le soutien mais aussi «la protection de la France». Par ailleurs, les experts des Nations unies ont détruit, depuis le 25 février, soixante-quinze des quelque quatre cents roquettes irakiennes à têtes chimiques devant être éliminées, a annoncé mardi à Bagdad le chef de leur mission, le Français Michel Desgranges. Il a ajouté que son équipe procéderait désormais à la destruction quotidienne de quarante roquettes, et qu'il espérait voir «sa mission prendre fin dans huit ou neuf jours». — (AFP)

International Herald Tribune March 3, 1992

Turkey Bombs Kurdish Rebel Bases

ANKARA (Reuters) — Turkish planes bombed bases of rebel Turkish Kurds for the second straight day on Monday, striking targets in Turkey and Iraq, officials said.

The planes bombed training camps of the Kurdish Workers Party in the Hakurk area, 10 kilometers (6 miles) inside Iraq, and on Mount Cudi, in Turkey, said the officials, who were quoted by the Anatolian News Agency.

The officials said the raids inflicted losses on the Kurds, but they gave no casualty figures or other details. Prime Minister Suleyman Demirel said the cross-border raids, the first this year, were designed to preempt rebel attacks. The Kurdish group, which is seeking a separate Kurdish state in southeastern Turkey, has vowed to launch a spring offensive and a popular uprising, which are likely to coincide with Kurdish New Year celebrations later this month.

l'indépendant — 3 mars 1992

Affrontements entre Kurdes et troupes de Saddam

COMBATTANTS kurdes et troupes irakiennes s'affrontent dans le nord de l'Irak, à la veille d'une rencontre à New York entre le Conseil de sécurité des Nations unies et le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz.

Des mouvements de troupes irakiennes ont également été observés dans le nord de l'Irak, selon des sources concordantes. Cette tension renouvelée risque de peser sur les débats au Conseil, qui juge que l'Irak viole les résolutions de l'ONU, notamment sur l'élimination de ses armes de destruction massive.

Le Conseil de sécurité, qui doit recevoir aujourd'hui M. Aziz pour la première fois depuis la guerre du Golfe, entend lui communiquer la liste de tous les manquements de l'Irak aux différentes résolutions du conseil.

Pendant ce temps, peshmergas (combattants kurdes) et troupes irakiennes s'affrontent depuis dimanche au sud du pont de Kalak, dans la direction de Kirkouk. Aucune précision n'était disponible sur les forces en présence ni d'éventuelles victimes.

La même source a évoqué des mouvements de l'armée irakienne vers la région des trois frontières entre l'Irak, la Turquie et la Syrie, sous contrôle kurde et proche de la limite sud-ouest de la zone de sécu-

rité alliée, installée par les occidentaux pour protéger les Kurdes après l'exode qui a suivi l'échec de leur soulèvement en mars 1991 contre le régime de Bagdad.

Si les troupes irakiennes franchissent la zone de sécurité, les forces aériennes alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) pourraient intervenir.

30 prisonniers irakiens

De nombreux peshmergas ont été dépêchés depuis dimanche vers la région des trois frontières, près de Faych Habur.

Le pont de Kalak, sur la route de Mossoul à Erbil, a déjà fait l'objet d'affrontements meurtriers fin février et début mars avant d'être repris par les peshmergas.

A Damas, un porte-parole de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani, l'une des principales composantes du Front du Kurdistan regroupant huit partis d'opposition kurdes) a également fait part d'affrontements au nord de Kirkouk, ville contrôlée par Bagdad.

Les Kurdes, engagés depuis un an avec Bagdad dans des négociations --vaines pour l'instant-- sur leur autonomie, accusent le régime irakien de soumettre le Kurdistan à un blocus depuis octobre.

24 heures - 3 mars 1992

FORCES IRAKIENNES ET TURQUES

Tirs groupés contre les Kurdes

L'armée de Bagdad attaque au nord du pays tandis que celle d'Ankara conduit une violente offensive sur la frontière. Parmi les enjeux, les voies de passage qui permettent le ravitaillement des peshmerga.

● Des combats entre l'armée irakienne et des combattants kurdes ont fait au moins 14 morts, dont sept soldats irakiens, depuis vendredi dans le nord de l'Irak, a-t-on appris lundi de sources dignes de foi à Zakhō. Selon ces sources, les combats ont eu lieu sur la route menant d'Erbil à Mossoul, et reliant le gouvernorat de Dohouk (nord) à ceux de Souleïmanieh et Erbil (nord-est), sous contrôle des combattants kurdes, les peshmerga.

Des combats ont encore eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi pour le contrôle d'un pont qui reste la seule voie entre le nord et Erbil et Souleïmanieh, après que trois autres ponts eurent été emportés la semaine dernière par des rivières en crue. Il permettait aux Kurdes d'éviter de passer par le nord et ses pistes de montagnes enneigées, et par le sud où se trouvent des points de contrôle irakiens. L'armée irakienne y contrôle l'approvisionnement du nord du pays, réduit de 754 depuis octobre dernier dans ce que

les Kurdes qualifient de « blocus économique ».

En Turquie l'aviation turque poursuivait hier ses bombardements dans la zone frontalière turco-irakienne contre les « rebelles séparatistes » kurdes de Turquie, selon l'agence Anadolu, qui précise, citant des sources officielles, que les opérations « continueront encore ». L'attaque visait un « groupe de rebelles séparatistes qui s'était implanté dans cette région, depuis la dernière opération du même genre du 5 août dernier, profitant de la vacance d'autorité » en Irak du Nord, selon le communiqué de la préfecture.

Dimanche plus d'un millier de personnes avaient manifesté à Istanbul, à l'appel du Parti du travail du peuple (PTP, pro-kurde, non représenté au Parlement), pour dénoncer la « politique de répression » menée par le gouvernement contre les rebelles kurdes de Turquie. — (afp)



Manifestation kurde à Istanbul.

Reuter

Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. -

FRA0399 4 I 0419 FRA /AFP-W048

France-Kurdes

Massoud Barzani demande l'envoi d'observateurs occidentaux au Kurdistan pour les élections d'avril

PARIS, 5 mars (AFP) -- Le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani a annoncé jeudi à Paris qu'il avait demandé à la France, à la Grande-Bretagne et à d'autres pays occidentaux d'envoyer des observateurs aux élections prévues en avril au Kurdistan pour élire une Assemblée dans le cadre de la préparation de l'autonomie.

"Ces élections n'ont pas pour but de créer une entité indépendante ni d'établir une administration alternative (à celle de Bagdad) mais de démontrer que les Kurdes sont capables de lancer un processus démocratique", a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

Il a laissé entendre à ce propos que les élections pourraient être retardées de deux à trois semaines pour des questions "techniques ou logistiques", mais a affirmé qu'elles auraient lieu de toute façon, "dans le cadre des lois irakiennes".

M. Barzani, co-président du Front uni du Kurdistan irakien et dirigeant du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), a souligné que sa tournée européenne à Londres, Paris, puis, la semaine prochaine en Allemagne, avait pour but de demander aux Occidentaux de poursuivre leur aide et de maintenir la protection accordée à la population kurde.

Pas un problème de réfugiés

"Il s'agit d'un problème politique et non d'un problème de réfugiés", a-t-il dit, estimant que le peuple kurde irakien est soumis à un "double blocus", celui que lui a imposé Bagdad depuis le 23 octobre 1991 et l'embargo imposé à l'Irak par l'ONU. "Nous demandons aux Occidentaux d'autoriser l'envoi de vivres et de médicaments en Irak, pour le reste, c'est à chaque gouvernement de décider", a ajouté M. Barzani.

Il a souligné que les discussions avec les autorités de Bagdad sur l'autonomie butent essentiellement sur "la délimitation de la taille de la zone autonome" mais que le blocus interne doit être levé avant qu'elles ne reprennent. Il a indiqué que le Front contrôlait 50.000 des 80.000 km² que compte le Kurdistan irakien.

M. Barzani a été reçu à Paris par M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères et le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner. Il doit rencontrer lundi Mme Danielle Mitterrand, présidente de l'association humanitaire France-Libertés qui aide en particulier les enfants kurdes.

"Je lui apporterai les salutations de chaque Kurde qui l'admire et l'a nommée Mère Danielle Mitterrand", a-t-il dit.

mj/eb IDF

AFP 051751 MAR 92

Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. - Agence France Presse- A.F.P. -

Kurdistan irakien

Paris favorable au maintien de l'opération interalliée

Massoud Barzani, reçu hier à Paris, compte sur l'appui de la France et de la Grande-Bretagne pour éviter un nouvel exode.

La France, et avant elle la Grande-Bretagne, ont répondu plutôt positivement aux demandes de prolongation, après la fin juin, du mandat de la force aérienne chargée de la protection des Kurdes d'Irak. Massoud Barzani, chef du PDKI (parti démocratique du Kurdistan d'Irak) et coprésident du Front uni du Kurdistan, l'a déclaré hier à Paris à l'issue d'entretiens avec le gouvernement français, et notamment avec Roland Dumas.

Paris, indique-t-on de source française informée, n'a pas pris d'engagement ferme, mais devrait plaider la poursuite de l'opération interalliée (USA, France, Grande Bretagne) si la situation politique en Irak n'a pas radicalement évolué d'ici au 28 juin. La contribution française à cette opération,

baptisée « Provide Comfort » (assurer le bien-être) est de huit Mirage F 1 et un avion-ravitailleur.

Massoud Barzani qui, avec Jalal Talabani, chef du l'UPK (Union patriotique), dirige les Kurdes d'Irak souligne que « la présence des aviateurs alliés est importante pour empêcher un exode des Kurdes », comparable à celui qui émut le monde entier en avril 1991.

L'accord de Paris, Londres et Washington, ne suffira pas. L'aviation alliée ne pourra continuer d'utiliser la base d'incirlik sans l'approbation du Parlement turc. M. Barzani a fait valoir au gouvernement turc qu'un nouvel afflux de Kurdes d'Irak à leurs frontières lui poserait des problèmes. Mais les parlementaires d'Ankara sont très sensibili-

sés aux violences perpétrées par « leurs » propres rebelles turcs du PKK, et certains peuvent être tentés de faire l'amalgame...

« Sauf problème technique », les élections au Kurdistan d'Irak auront lieu le 3 avril, a confirmé Massoud Barzani, sans exclure un report « de deux à trois semaines ». L'objectif n'est pas « d'établir une entité indépendante au Kurdistan ou de créer une alternative à l'administration irakienne » anémiée par le départ de nombreux fonctionnaires. Pour faire pression sur le Front du Kurdistan, Saddam Hussein les menaçait de n'être plus payés s'ils demeureraient dans la province rebelle. Ce chantage s'ajoute au boycott économique imposé par Bagdad depuis octobre.

C. L.

Libération — 6 mars 1992

Barzani prépare les élections au Kurdistan

En visite à Paris, le leader du principal parti kurde irakien prône toujours les négociations avec Saddam Hussein, à un mois des élections au Kurdistan.

Le dirigeant kurde, a troqué le traditionnel pantalon bouffant, ceinturé d'une écharpe, pour le complet veston. Massoud Barzani, qui effectue actuellement une tournée européenne, ne vient pas en chef peshmergas, ni même en négociateur d'hypothétiques accords d'autonomie avec Bagdad, mais en homme politique engagé dans une campagne électorale. D'où un ton mesuré, qui ménage l'avenir quels que soient les résultats des urnes.

La population du Kurdistan irakien — ou du moins celle qui vit dans la partie contrôlée par les peshmergas — est appelée à désigner, le 3 avril, au scrutin majoritaire à un tour, une assemblée qui elle-même investira un conseil exécutif. « Nous continuerons à travailler ensemble à l'intérieur du Front du Kurdistan (qui regroupe les huit principaux partis kurdes). Aucune composante ne sera isolée, quelle que soit l'issue des élections », a affirmé hier à Paris le président du Parti

démocratique kurde (PDK), généralement donné comme favori.

De Ankara à Paris, en passant par Londres, Massoud Barzani s'emploie à convaincre ses interlocuteurs que le futur Parlement ne conduira pas à l'établissement d'un Etat indépendant. « Ces élections se déroulent dans le cadre de la loi irakienne sur l'autonomie », précise-t-il, en faisant référence aux mesures concédées par Saddam Hussein en 1974 et jamais appliquées. Il s'agit seulement, répète-t-il, de doter le mouvement kurde d'une légitimité populaire vis-à-vis de Bagdad, mais également de la communauté internationale. Le gouvernement autonome tentera également de mettre fin à l'anarchie qui règne dans le nord du pays livré aux milices.

A la différence de son rival, Jalal Talabani, qui préside l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Massoud Barzani se garde de couper les ponts avec le régime de Saddam Hussein. Aux cours de ses entretiens avec Roland Dumas et Bernard Kouchner, il

s'est fait une nouvelle fois l'avocat d'une solution pacifique, en dépit des appels au soulèvement lancés ces dernières semaines par de nombreux dirigeants de l'opposition irakienne. « A moins d'être nous-mêmes victimes d'une agression, nous n'encourageons pas l'emploi d'autres moyens. »

Les négociations avec Bagdad, gelées depuis août dernier, « ne sont pas rompues ». Malgré le blocus imposé au Kurdistan par Saddam Hussein depuis le 23 octobre, les multiples ruptures du cessez-le-feu — la semaine dernière encore, des accrochages entre Kurdes et soldats irakiens ont fait 14 morts —, et la suspension du paiement des fonctionnaires des trois provinces kurdes... Massoud Barzani demeure fidèle à la ligne modérée qu'il s'est fixée depuis un an. Il n'appelle pas au renversement de Saddam Hussein. « Nous accepterons de traiter avec quiconque reconnaîtra nos droits. Si je menais une vendetta personnelle, jamais je ne serais allé à Bagdad. »

Il fait preuve de la même prudence à

l'égard de l'opposition irakienne, émet des réserves à l'égard des manœuvres saoudiennes, mais n'exclut pas une action commune avec les partis irakiens en exil. « Toute proposition concernant les changements démocratiques en Irak et garantissant les droits du peuple kurde, sera examinée avec intérêt, mais si on se sert de l'opposition comme d'une simple carte, nous ne sommes plus d'accord. »

Massoud Barzani ne ferme aucune porte. Il demande à la coalition occidentale de maintenir ses forces militaires au sud-est de la Turquie, dans le cadre de l'opération Provide Comfort, par leur retrait risquerait de provoquer « un nouvel exode des populations kurdes ». Dix jours après avoir dénoncé à Ankara les « méthodes terroristes » du PKK, il condamne également les récents bombardements turcs contre ces mêmes séparatistes kurdes réfugiés en Irak. « Les Kurdes n'ont pas d'amis », se plaît-il à répéter. Ils ne peuvent donc se permettre d'avoir des ennemis. **Christophe BOLTANSKI**

L'Humanité — 6 mars 1992

BARZANI S'EXCUSE AUPRES DE L'IRAN

Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, a présenté, hier au cours d'une conférence de presse donnée à Paris, ses excuses à l'Irak pour les accusations portées contre ce pays par le Front du Kurdistan qui regroupe l'ensemble des partis kurdes d'Irak. Evoquant la reprise au cours des derniers jours des raids aériens contre plusieurs villages kurdes du nord de l'Irak, Massoud Barzani a expliqué : « Ces bombardements se sont produits à l'extrême nord-est du pays, à proximité immédiate de la frontière iranienne. Certains avions ont dû utiliser l'espace aérien iranien pour opérer ces raids. C'est pourquoi les premiers rapports que nous avons reçus indiquaient

qu'en plus des forces turques, certains éléments des forces aériennes iraniennes y avaient participé. Nous avons maintenant confirmation qu'il s'agissait d'une erreur et que seuls des avions turcs avaient pris part aux bombardements. Nous présentons nos excuses à l'Irak pour cette erreur. »

Massoud Barzani a donné un certain nombre d'informations sur la situation au Kurdistan, sur ses conversations avec les dirigeants français et sur la préparation des élections que le Front du Kurdistan a prévu d'organiser le 3 avril. Nous publierons demain un compte rendu plus complet de cette conférence de presse.

Françoise Germain-Robin

Nord Eclair — 8 mars 1992

Cinq morts dans un attentat au Kurdistan

Cinq Kurdes ont été tués et dix-sept autres blessés dans l'explosion vendredi d'une voiture piégée à Souleimaniyé, dans le Kurdistan irakien, devant un hôtel où se trouvaient des membres d'organismes de secours de l'ONU.

La ville de Souleimaniyé, située à 450 km au nord de Bagdad, est contrôlée par les combattants kurdes (peshmerga).

L'ONU est représentée au Kurdistan par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et par les Bérêts bleus, dont la mission est de protéger le personnel et les biens de l'ONU et de rapporter tout incident.

Deux attentats, qui avaient fait trois morts, s'étaient produits au cours des 15 derniers jours dans

la ville de Zakho (nord de l'Irak), également sous contrôle des peshmerga. Des responsables kurdes avaient accusé des « agents irakiens » d'en être responsables.

L'attentat de vendredi intervient alors que les négociations sur la question de l'autonomie entre Bagdad et les Kurdes, entamées depuis près d'un an, sont suspendues, et que les dirigeants kurdes accusent le régime irakien d'imposer un blocus au Kurdistan.

Depuis l'insurrection kurde dans la foulée de la guerre du Golfe, qui a pris fin en février 1991, le Kurdistan est le théâtre d'affrontements épisodiques entre les combattants kurdes et l'armée irakienne.

Conférence de presse de Massoud Barzani

LES KURDES DEMANDENT DE L'AIDE

L'Humanité — 7 mars 1992

Le dirigeant kurde Massoud Barzani a souligné, lors d'une conférence de presse donnée jeudi après-midi, à l'Institut kurde de Paris, à quel point la situation des populations kurdes du nord de l'Irak demeure précaire et dangereuse. En fait, ces populations restent à la merci des attaques du régime de Saddam Hussein, mais aussi des régimes en place dans les pays voisins, notamment la Turquie, comme l'ont montré les raids et les bombardements menés au début du mois de mars par l'aviation turque sur plusieurs villages du nord-est de l'Irak. L'un des buts du voyage en Europe de Massoud Barzani, qui s'est successivement rendu en Grande-Bretagne et en France, était de demander aux autorités de ces deux pays le maintien, voire la prolongation de la présence au Kurdistan de la force interalliée qui s'y est installée en avril dernier, sur mandat de l'ONU, pour apporter aux populations kurdes alors déplacées protection et assistance humanitaires. Selon Massoud Barzani, cette demande aurait reçu un accueil favorable tant à Londres qu'à Paris, où il a rencontré Bernard Kouchner et Roland Dumas.

Au ministre des Affaires étrangères, Massoud Barzani a en outre proposé l'envoi d'observateurs français lors des élections que compte organiser, le 3 avril prochain, le Front du Kurdistan (qui regroupe l'ensemble des partis

de l'opposition kurde au régime de Saddam Hussein, y compris la branche kurde du Parti communiste irakien).

Le dirigeant kurde a précisé qu'il ne s'agissait nullement d'établir un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak. « Cette consultation sera organisée dans le cadre de la loi irakienne sur l'autonomie de la région kurde, a-t-il affirmé. Nous allons élire le Conseil législatif qui était prévu par cette loi. Il désignera lui-même un Conseil exécutif qui sera le gouvernement de la zone autonome kurde. Ce gouvernement continuera-t-il les discussions avec Bagdad? C'est une décision à prendre. En tout cas, ces élections vont permettre d'élire une entité représentative des populations kurdes d'Irak, de remettre en route l'administration locale et de montrer que nous sommes capables de respecter la démocratie. »

Massoud Barzani a précisé qu'un comité électoral, chargé de préparer le scrutin, avait été mis en place. Tout résident du Kurdistan pourra voter, de même que les Kurdes en exil. Pourront être candidats aussi bien des personnes appartenant aux partis qui constituent le Front du Kurdistan, que des indépendants ou des membres d'autres partis. Le système choisi est celui du scrutin majoritaire à un tour par circonscription. La date des élections, initialement fixée au 3 avril, pourrait être retardée d'une quinzaine de jours

pour des raisons techniques et climatiques, la région étant encore très largement couverte de neige.

A propos de son récent voyage en Turquie, Massoud Barzani a indiqué qu'il avait demandé aux autorités de ce pays d'autoriser une prolongation du stationnement de la force interalliée chargée de la protection des Kurdes d'Irak, dont les principales bases logistiques se trouvent à Diyarbakir et à Silopi. Il a démenti catégoriquement avoir passé un accord quelconque avec le gouvernement turc pour l'aider dans sa lutte contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui mène une lutte de guérilla dans les régions frontalières irako-turques (lors de son séjour à Ankara, Massoud Barzani avait qualifié les actions du PKK de « terroristes »).

Le chef du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) s'est montré très critique à l'égard des tentatives américano-saoudiennes pour fédérer et soutenir certains mouvements d'opposition en Irak dans le but de remplacer Saddam Hussein. Il a estimé que toute ingérence extérieure était dangereuse et qu'il existait « une opposition réelle ayant de véritables racines dans le pays, et qui, elle, n'est pas à louer ».

F.G.-R.

A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A.

FRA0448 4 P. 0144 FRA /AFP-VP61

Mitterrand-Kurdes

Massoud Barzani reçu mardi par le président Mitterrand

PARIS, 9 mar (AFP) — Le leader kurde Massoud Barzani sera reçu mardi à 18H30 par le président François Mitterrand, a indiqué lundi soir le service de presse de l'Elysée, interrogé par l'AFP.

On précise de même source que le président du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) sera reçu sur sa demande par le chef de l'Etat et que l'entretien aura lieu en tête-à-tête.

Le leader kurde, qui a eu un entretien la semaine dernière avec le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas, sera reçu par le président Mitterrand dans le cadre d'une série de rencontres avec les dirigeants européens. M. Barzani s'est déjà entretenu avec le Premier ministre britannique John Major et doit se rendre à Bonn dans les jours à venir pour y rencontrer le chancelier allemand Helmut Kohl.

pfa/ccd

AFP. 092044 MAR 92

L'Humanité — 9 mars 1992

A quelques semaines des élections au Kurdistan d'Irak

VOITURE PIEGEE A SOULEIMANIYE

CINQ Kurdes ont été tués et dix-sept autres blessés dans l'explosion, vendredi, d'une voiture piégée à Souleimaniyé, dans le Kurdistan irakien, devant l'hôtel où logent des membres d'organismes de secours de l'ONU, à proximité du siège du Front du Kurdistan, qui regroupe l'ensemble des organisations kurdes opposées au régime de Saddam Hussein. Ces organisations, qui revendiquent l'autonomie du Kurdistan, préparent l'élection d'une Assemblée kurde pour le 3 avril.

La ville de Souleimaniyé, située à 450 km au nord de Bagdad, est contrôlée par les organisations kurdes. Depuis le 23 octobre 1991, elle est soumise, comme l'ensemble du Kurdistan d'Irak,

à un véritable blocus économique et alimentaire de la part du régime de Bagdad. Une manière pour Saddam Hussein de faire pression sur les organisations irakiennes pour les amener à accepter ses propositions pour l'avenir du Kurdistan (les négociations engagées en mai 1991 entre Bagdad et le Front du Kurdistan sont dans l'impasse).

Deux attentats, qui avaient fait trois morts, se sont produits au cours des 15 derniers jours dans la ville de Zakho (nord de l'Irak), également sous contrôle des peshmergas. Des responsables kurdes ont accusé des « agents irakiens » infiltrés dans la région d'organiser ces attentats pour saboter les élections et pousser les pays occiden-

taux qui maintiennent des forces dans cette région depuis avril dernier à se retirer.

Samedi, le quotidien irakien « Babel », que dirige Oudaï, l'un des fils de Saddam Hussein, évoquant la détérioration de la situation dans le nord et le sud de l'Irak, qualifie ces régions de « véritables bombes à retardement » que des « complotiers étrangers » se disposent à faire exploser pour déstabiliser l'Irak. Depuis l'insurrection kurde qui a suivi la guerre du Golfe, au printemps dernier, le Kurdistan est le théâtre d'affrontements épisodiques entre les combattants kurdes et l'armée irakienne. Les derniers en date, fin février dernier, ont fait près de 60 tués, dont une cinquantaine de soldats irakiens.

Kurds Have Cause to Be Wary of America

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Massoud Barzani, leader of Iraq's persecuted Kurdish tribesmen, is hesitating over a conditional invitation from the Bush administration to come to Washington to discuss ways to topple Saddam Hussein.

The conditions that Secretary of State Jim Baker's representatives impose for a mid-March meeting do not give Mr. Barzani pause. History does. He cannot forget that the American government twice encouraged his people to rise against Saddam only to pull back while the Iraqi army slaughtered the Kurds in the name of Iraq's territorial

Then the Kurds would fade back into their mountains, victims to be forgotten again.

integrity. The first time was in 1975, the second a year ago at the end of Operation Desert Storm.

But the big, open betrayals are not the worst thing American governments have done to the Kurds. Widely publicized, the two U.S. failures ultimately led to the Kurds receiving worldwide sympathy, humanitarian help and some protection by U.S. forces based in Turkey. The worst part has been the long silences in between. The most ignoble moments have come when American officials refused to admit that the Baghdad government was destroying Kurdish villages and exterminating or resettling their inhabitants, even though Washington knew that was happening.

Take May 1987, when the U.S. military attaché assigned to the embassy in Baghdad witnessed the aftermath of such destruction, secretly reported on it to Washington and then denied to me that he had seen any razed villages.

Or consider the State Department responding to Iraq's 1988 use of poison gas against the Kurds

by inviting Iraq to a conference on chemical weapons in Paris as a member in good standing of the world community.

Watching "60 Minutes" show Saddam's atrocities in prime time last month or reading of human rights groups "discovering" at this late date the step-by-step genocide that Saddam has practiced on defenseless Kurdish women and children wraps me in a time warp.

Can it be that America, and the rest of the "civilized" world, really stayed silent all this time? The systematic destruction of the Kurds began 20 years ago, about the time I went into the Zagros Mountains to interview Mr. Barzani and to meet the Kurds in 1973.

They come out of their mountains into your life, these small people with their sad eyes and their sad history. They touch you, but there seems to be no way you can touch and change their star-crossed existence, which has become entangled with America's best and worst intentions.

Covert U.S. military aid, conveyed through Iran, was abruptly terminated in 1975 when Saddam turned the tide of battle against Masoud's father, the late Mustafa Barzani. America's refusal to help the Kurdish uprising triggered by Operation Desert Storm last year was tragedy repeating itself.

Henry Kissinger says it is unfair that he gets pinned with the blame for the 1975 betrayal, a word he resents. The most powerful secretary of state in modern American history speaks with anguish of a complex process that involved the post-Vietnam rush by Congress to pull the plug on foreign adventures, a ferocious budget squeeze and the shah of Iran's sudden decision to fold his hand as Saddam upped the ante.

It is to his credit that the Kurds' fate appears

to haunt Mr. Kissinger. It is less clear that President George Bush has yet absorbed what happened last year when he called on the people of Iraq to rise up and then let General Colin Powell talk him out of using U.S. air power to protect the Kurdish and Shiite rebellions.

Is it any wonder that Massoud Barzani hesitates as he weighs a new American deal and the fate of his 4 million people?

He left his mountain stronghold two weeks ago for meetings in Europe with Prime Minister John Major, President François Mitterrand and Chancellor Helmut Kohl or other senior German officials. He is being urged by his political associates to come to Washington also. Secret contacts in London and Washington have produced suggestions that he will be met "at the Baker level or above" if he comes in an Iraqi delegation with other Kurdish factions and representatives of Iraq's Arab Sunni and Shiite populations.

The goal of Mr. Baker's people is undoubtedly noble. They hope to encourage unity in the divided Iraqi opposition. They do not want to favor Mr. Barzani at the expense of other Kurdish factions. The delegation would prefigure the leadership group that should emerge from the Vienna conference of the Iraqi opposition late this month.

But there may be more to Mr. Baker's conditions. His people may fear that in the end the Kurds might not keep their part of the implicit bargain of American-Kurdish contacts.

The deal should be clear by now. The Americans who come into contact with them do the writing, or the televising, or the deciding. The Kurds do the suffering and the dying. They should then fade back into their mountains, to be forgotten as another one of history's victims.

Only they keep coming back, like Edgar Allan Poe's raven, to remind us of who they are. And of who we are.

The Washington Post.

Le Journal du Centre — 10 mars 1992

"REBELLES" KURDES

Raid de l'aviation turque en Irak

Ankara. — L'aviation turque a mené lundi matin une opération aérienne contre deux "camps" de "rebelle séparatistes" (kurdes de Turquie), situés dans le nord de l'Irak, à 2.000 m d'altitude et 9 km de la frontière turco-irakienne.

Selon un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), responsable de treize provinces sous état d'urgence dans l'est et le sud-est anatoliens, « comme dans le passé lors d'opérations semblables, aucune perte n'a été infligée aux civils. Il n'y avait aucune habitation civile dans la zone de l'opération », affirme le communiqué.

« Ces deux camps retranchés composés de quatorze et de vingt tentes avec des positions de dé-

fense armées ont été détruits », ajoute le communiqué. Les deux camps avaient été repérés samedi, lors d'un vol de reconnaissance de l'aviation turque au-dessus du nord de l'Irak près de la frontière turco-irakienne. « Nos avions ont repéré ces camps à la suite de tirs », indique le communiqué, affirmant que les appareils turcs avaient été la cible de tirs en provenance de la montagne.

Cette opération intervient huit jours après le raid aérien qui avait été effectué le 1^{er} mars dans la région de Hakourk, à dix kilomètres de la frontière turque, dans le nord de l'Irak. Ce raid visait aussi un groupe de rebelles séparatistes (kurdes de Turquie) qui s'était implanté dans cette région.

Echo du Centre — 10 mars 1992

TURQUIE

Kurdes d'Irak victimes d'Ankara

L'AVIATION turque a attaqué lundi matin deux camps kurdes situés dans le nord de l'Irak.

Les autorités d'Ankara affirment ne pas avoir causé de victimes parmi les civils. Elles l'avaient déjà déclaré le 1^{er} mars après un raid dans la région de Hahouk, à dix kilomètres au-delà de la frontière turque.

Ce bombardement, déclare le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak a fait dix morts et vingt-trois blessés dans les villages kurdes. Massoud Barzani, président de cette formation, est actuellement en France. Il a été reçu lundi par Georges Marchais.

FRA0465 4 I 0302 FRA /AFP-EJ70

Mitterrand-Kurdes

Massoud Barzani reçu par le président Mitterrand

PARIS 10 mar (AFP) - Le président François Mitterrand a reçu mardi soir pendant une trentaine de minutes le leader kurde irakien Massoud Barzani au palais de l'Élysée.

Au terme de l'entretien, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a indiqué que le chef de l'Etat l'avait "assuré que la France et ses alliés allaient faire des efforts pour assurer la sécurité et la stabilité du peuple kurde".

"Il faut que le peuple kurde vive dans la liberté, la stabilité et la sécurité", a encore déclaré le président Mitterrand dont les propos étaient rapportés par M. Barzani, qui s'est réjoui "de la compréhension et de l'intérêt" manifestés par son hôte.

Le leader kurde a précisé qu'il avait fait le point devant le chef de l'Etat sur la situation de l'Irak en général et du peuple kurde. "Je lui ai parlé de la reconstruction des infrastructures économiques du Kurdistan, ou plutôt du retour à la vie au Kurdistan", a dit M. Barzani, qui s'était entretenu ces jours derniers à Paris avec le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner et le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas.

Lundi soir le leader kurde avait eu un entretien avec Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés qui a lancé au Kurdistan un programme de huit millions de francs pour aider à la réhabilitation des écoles, à la fourniture de livres, matériels scolaires et vêtements aux enfants kurdes.

Avant Paris, le leader kurde s'était rendu à Londres où il avait été reçu par le Premier ministre britannique John Major. Mercredi il rencontrera à Strasbourg le président du Parlement européen Enrique Baron Crespo avant de se rendre jeudi en Allemagne, où il doit rencontrer le chancelier Helmut Kohl.

pfa/jl

AFP 102011 MAR 92

Journal Ile de la Réunion — 11 mars 1992

Reprise des combats au Kurdistan irakien

Combattants kurdes et troupes irakiennes s'affrontent dans le nord de l'Irak, a-t-on appris hier, à la veille d'une rencontre à New York entre le Conseil de sécurité des Nations unies et le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz.

Des mouvements de troupes irakiennes ont également été observés dans le nord de l'Irak, selon des sources concordantes. Cette tension renouvelée risque de peser sur les débats au Conseil, qui juge que l'Irak viole les résolutions de l'ONU, notamment sur l'élimination de ses armes de destruction massive. Le Conseil de sécurité, qui

doit recevoir aujourd'hui Tarek Aziz pour la première fois depuis la guerre du Golfe, entend lui communiquer la liste de tous les manquements de l'Irak aux différentes résolutions du conseil.

Selon une source digne de foi à Zakho (nord de l'Irak), peshmergas (combattants kurdes) et troupes irakiennes s'affrontent depuis dimanche au sud du pont de Kalak, dans la direction de Kirkouk. Aucune précision n'était disponible sur les forces en présence ni d'éventuelles victimes. La même source a évoqué des mouvements de l'armée irakienne vers la région des trois

frontières entre l'Irak, la Turquie et la Syrie, sous contrôle kurde et proche de la limite sud-ouest de la zone de sécurité alliée, installée par les occidentaux pour protéger les Kurdes après l'exode qui a suivi l'échec de leur soulèvement en mars 1991 contre le régime de Bagdad. Si les troupes irakiennes franchissent la zone de sécurité, les forces aériennes alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) pourraient intervenir.

De nombreux peshmergas ont été dépêchés depuis dimanche vers la région des trois frontières, près de Faych Habur, selon la source digne de foi. Le

pont de Kalak, sur la route de Mossoul à Erbil, a déjà fait l'objet d'affrontements meurtriers fin février et début mars avant d'être repris par les peshmergas.

Selon l'UPK, l'armée irakienne a lancé une offensive contre trois villages de la région de Shawane (Dalou, Rahim Kouta et Kalakout), avec des chars, des armes lourdes et six hélicoptères. Plus de trente soldats irakiens ont été faits prisonniers, huit chars détruits et de nombreuses armes confisquées par les peshmergas, a affirmé le porte-parole sans évoquer de pertes kurdes •

Reprise des attaques irakiennes contre les Kurdes

LA GUERRE CONTRE LES ELECTIONS

Les attaques de Bagdad, mais aussi d'Ankara, ont repris ces derniers jours contre le Kurdistan d'Irak, à quelques jours du scrutin prévu en avril par les partis kurdes. Massoud Barzani a été reçu hier par François Mitterrand

LES combats qui opposent depuis dimanche les combattants des organisations kurdes d'Irak aux troupes de Saddam Hussein semblent avoir redoublé d'intensité, alors même que des villages de la région ont été soumis lundi à de nouveaux raids de l'aviation turque. Des mouvements de troupes irakiennes ont été observés dans le nord de l'Irak, selon des sources concordantes. Cette tension renouvelée intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU doit examiner mercredi l'attitude de l'Irak à l'égard des résolutions le concernant (voir ci-dessous).

Selon une source digne de foi citée par l'AFP à Zakho (nord de l'Irak), combattants kurdes et troupes irakiennes s'affrontent depuis dimanche au sud du pont de Kalak, dans la direction de Kirkouk. L'armée irakienne a commencé à faire mouvement vers la région « des trois frontières » (entre l'Irak, la Turquie et la Syrie). Cette région est sous contrôle kurde depuis un an et bénéficie également d'une protection spéciale de l'ONU. Les combats se déroulent d'ailleurs non loin de la limite sud-ouest de la zone de sécurité alliée, installée par les Occidentaux pour protéger et secourir les réfugiés kurdes après l'exode qui a suivi l'échec de leur soulèvement, en mars 1991, contre le régime de Bagdad. Si les troupes irakiennes franchissent la zone de sécurité, les forces aériennes alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) pourraient intervenir.

De nombreux peshmergas ont été dépêchés depuis dimanche vers la région des trois frontières, près de Faych Habur. Le pont de Kalak, sur la route de Mossoul à Erbil, avait déjà fait l'objet d'affrontements meurtriers fin février et début mars, avant d'être repris par les peshmergas.

À Damas, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan a également fait part d'affrontements au nord de Kirkouk, ville contrôlée par Bagdad. Selon l'UPK, l'armée irakienne a lancé une offensive contre trois villages de la région de Shawane

(Dalou, Rahim Kouta et Kalakout) avec des chars, des armes lourdes et six hélicoptères. Plus de trente soldats irakiens ont été faits prisonniers, huit chars détruits et de nombreuses armes confisquées par les peshmergas, a affirmé le porte-parole sans évoquer de pertes kurdes. Il a également fait état de mouvements de troupes irakiennes depuis une semaine au nord-ouest de Mossoul, dans la ville de Sinjar, sur la frontière avec la Syrie. Selon lui, les troupes pourraient chercher à prendre le contrôle de la route Irak-Turquie, pour empêcher les contacts entre les combattants du Front du Kurdistan, la Turquie et la Syrie.

Rappelons que l'UPK est, avec le PDK (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) et la section kurde du Parti communiste irakien l'une des principales composantes du Front du Kurdistan, co-présidé par Jalal Talabani, chef de l'UPK et Massoud Barzani, chef du PDK. Massoud Barzani, actuellement en visite en France, a été reçu mardi

après-midi par le président François Mitterrand.

Le dirigeant kurde entend attirer l'attention de la France sur la nécessité pour les pays européens de continuer à apporter leur aide et leur protection aux populations kurdes. Il a également demandé à la France d'envoyer des observateurs lors des élections législatives qu'il a entrepris d'organiser en avril dans le Kurdistan d'Irak. Cette décision a fait suite à l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations engagées il y a un an avec Bagdad sur l'autonomie du Kurdistan et à la mise en place par Saddam Hussein d'un blocus du Kurdistan.

Il est à craindre que la recrudescence des attaques contre les Kurdes, de la part de Bagdad comme d'Ankara, soient destinées à empêcher par tous les moyens la tenue de ces élections, que les Etats de la région, où vivent de fortes minorités kurdes (Turquie, Iran et Irak), voient tous d'un fort mauvais œil.

Françoise Germain-Robin

TAREK AZIZ A L'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir mercredi à New York pour entendre le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz. Celui-ci a demandé à pouvoir expliquer le point de vue de son gouvernement sur l'application des résolutions adoptées contre l'Irak par le Conseil de sécurité pendant et après la guerre du Golfe et sur leurs conséquences. Le représentant de l'Irak à l'ONU a récemment affirmé que son pays s'était déjà conformé à 90 % à ces résolutions et que les 10 % restants sont inapplicables. Tarek Aziz devrait reprendre et développer cette thèse. Il devrait également mettre en lumière les conséquences terribles pour la population du maintien depuis un an et demi d'un embargo économique presque total contre l'Irak. Dans un rapport publié lundi, le ministère irakien

de la Santé estime que les pénuries dues à l'embargo ont provoqué ces deux derniers mois 21.000 morts, dont 8.000 enfants, victimes de maladies digestives ou respiratoires dues à la malnutrition, au manque de lait, d'eau potable et de médicaments. A lui seul l'embargo aurait causé au total la mort de 120.000 personnes, chiffre jugé crédible par les experts de l'ONU.

De son côté, le Conseil de sécurité, mais surtout les Etats-Unis, accusent l'Irak de faire obstacle à la suppression des armes de destruction massive qu'il détient encore et de cacher un certain nombre de données aux experts de l'ONU. Washington a menacé de prendre de nouvelles sanctions si Bagdad persiste dans cette attitude.

Libération - 11 mars 1992

Mitterrand reçoit Barzani

«Première», hier soir à l'Elysée: François Mitterrand a reçu pendant une trentaine de minutes le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani. Au terme de cet entretien, qui a eu lieu à l'Elysée et qui survient au moment où les combats ont repris au Kurdistan irakien, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a indiqué que le président français l'avait « assuré que la France et ses alliés allaient faire des efforts pour assurer la sécurité et la stabilité du peuple kurde ».

« Il faut que le peuple kurde vive dans la liberté, la stabilité et la sécurité », a encore déclaré le président Mitterrand dans des propos rapportés par Massoud Barzani, qui s'était entretenu auparavant avec Bernard Kouchner et Roland Dumas.

La Croix - 11 mars 1992

VATICAN Un leader kurde reçu

● Le leader kurde Massoud Barzani a été reçu mardi au Vatican, où il s'est entretenu avec Mgr Jean-Louis Tauran, secrétaire de la section de la Secrétairerie d'Etat chargée des rapports avec les Etats. L'entretien aurait porté sur l'idée d'une conférence internationale de paix sur le Kurdistan.

Presse de la Manche - 11 mars 1992

● Un leader kurde à l'Élysée

PARIS. — président François Mitterrand a reçu mardi soir pendant une trentaine de minutes le leader kurde irakien Massoud Barzani au palais de l'Elysée. Au terme de l'entretien, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a indiqué que le chef de l'Etat l'avait « assuré que la France et ses alliés allaient faire des efforts pour assurer la sécurité et la stabilité du peuple kurde ». « Il faut que le peuple kurde vive dans la liberté, la stabilité et la sécurité », a encore déclaré le président Mitterrand dont les propos étaient rapportés par M. Barzani, qui s'est réjoui « de la compréhension et de l'intérêt » manifestés par son hôte.

A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A.

FRA0073 3 6 0537 TUR /AFP-FY16
AFP-MATIN-Actualité flt1

MERCREDI 11 MARS -

LE POINT DE L'ACTUALITE DE 5H15

--- A LA VEILLE DE CETTE RENCONTRE, LA PREMIERE DEPUIS LA GUERRE DU GOLFE, les combats ont repris au Kurdistan irakien, où les peshmergas s'opposent à nouveau depuis dimanche aux troupes irakiennes.

Des mouvements de troupes irakiennes ont été observés dans le nord du pays, vers la région des trois frontières entre l'Irak, la Turquie et la Syrie. Cette région sous contrôle kurde est proche de la zone de sécurité alliée, installée par les occidentaux pour protéger les Kurdes après l'exode qui a suivi l'échec de leur soulèvement en mars 1991 contre le régime de Bagdad. Si les troupes irakiennes franchissent la zone de sécurité, les forces aériennes alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) pourraient intervenir.

--- HIER, C'EST LA TURQUIE QUI A LANCE UN NOUVEAU RAID AERIEN DANS LE NORD DE L'IRAK, CONTRE DES POSITIONS KURDES. L'aviation turque a "détruit" un camp de rebelles kurdes de Turquie. Selon les autorités, "aucune perte n'a été infligée aux civils". C'est la deuxième opération aérienne turque contre des "camps" de rebelles kurdes annoncée en l'espace de deux jours.

Les Etats-Unis ont justifié les raids menés par l'aviation turque contre des camps de rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, en estimant que ces opérations avaient été montées "en réponse à l'activité continue du PKK" (Parti des travailleurs du Kurdistan).

suivra

AFP 110519 MAR 92

Nice Matin — 11 mars 1992

Irak : frontière kurde sous surveillance

Alors que Tarek Aziz arrivait au siège de l'O.N.U., des sources faisaient état, hier, de mouvements de troupes irakiennes vers la zone de sécurité

« Les forces alliées chargées de la surveillance aérienne de la zone de sécurité en Irak du nord poursuivent leurs opérations », a indiqué, hier soir, le porte-parole des forces américaines basées en Turquie.

Cette déclaration faisait suite à des informations relatives à des mouvements de troupes irakiennes vers la zone de sécurité installée par les alliés occidentaux pour protéger les Kurdes après l'exode qui avait suivi l'échec de leur soulèvement, en mars 1991.

Selon certaines sources turques, l'armée irakienne aurait fait mouvement vers la région des trois frontières entre l'Irak, la Turquie et la Syrie, sous contrôle kurde et proche de la limite sud-ouest de zone de sécurité alliée.

Si les troupes irakiennes franchissent la zone de sécurité, les forces aériennes alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) pourraient intervenir.

Le porte-parole américain a cependant démenti des rumeurs circulant dans le nord de l'Irak, selon lesquelles des consignes auraient été données en vue de l'évacuation éventuelle des étrangers présents dans la région.

Dans la journée, à quelques heures de la rencontre entre le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz et les membres du Conseil de sécurité de l'O.N.U., combattants kurdes et troupes irakiennes se seraient affrontés dans le nord de l'Irak.

Des combats auraient ainsi eu lieu autour du pont de Kalak, situé sur la route entre Mossoul et Erbil et qui avait déjà été l'objet de violents combats, fin février.

De même, à Damas, un porte-parole de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani, l'une des principales composantes du Front du Kurdistan regroupant huit partis d'opposition kurdes) a fait part d'affrontements au nord

de Kirkouk, ville contrôlée par Bagdad.

Selon l'U.P.K., l'armée irakienne a lancé une offensive contre trois villages de la région de Shawane (Dalou, Rahim Kouta et Kalakout), avec des chars, des armes lourdes et six hélicoptères. Plus de trente soldats irakiens auraient été faits prisonniers, huit chars détruits et de nombreuses armes confisquées, selon le porte-parole kurde.

On sait que les Kurdes, engagés depuis un an avec Bagdad dans des négociations — vaines pour l'instant — sur leur autonomie, accusent le régime irakien de soumettre le Kurdistan à un blocus depuis octobre.

Tarek Aziz demande la levée de l'embargo

Cette tension rend plus difficile encore la visite de Tarek Aziz à New York.

Le Conseil de sécurité de l'O.N.U., qui recevra le numéro 2 irakien pour la première fois depuis la guerre du Golfe, entend, en effet, lui communiquer la liste de tous les manquements de l'Irak aux différentes résolutions du conseil.

Hier soir, à l'issue de ses premiers entretiens, le vice-Premier ministre irakien a appelé à la levée de l'embargo contre son pays. « J'ai eu des entretiens très constructifs

avec le président du Conseil de sécurité et le mouvement des non alignés », a-t-il assuré. Il a mis en avant les « effets négatifs de ces sanctions », qui, selon lui, ont été constatés par l'O.N.U. elle-même.

L'embargo contre l'Irak, décidé par le Conseil de sécurité, est en vigueur depuis début août 1990, quelques jours après l'invasion par l'Irak du Koweït.

Un leader kurde à l'Élysée

A Paris, François Mitterrand a reçu, hier soir, pendant une trentaine de minutes le leader kurde irakien Massoud Barzani. Au terme de l'entrevue, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a indiqué que le chef de l'Etat l'avait « assuré que la France et ses alliés allaient faire des efforts pour assurer la sécurité et la stabilité du peuple kurde ».

« Il faut que le peuple kurde vive dans la liberté, la stabilité et la sécurité », a encore déclaré M. Mitterrand, dont les propos étaient rapportés par M. Barzani, qui s'est réjoui « de la compréhension et de l'intérêt » manifestés par son hôte.

Lundi soir, le leader kurde avait eu un entretien avec M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, qui a lancé au Kurdistan un programme de huit millions de francs

Le sosie du fils de Saddam Hussein s'est enfui en Autriche

Latif Yahya, un officier de l'armée irakienne qui, sosie du fils de Saddam Hussein, a été utilisé pour protéger ce dernier contre d'éventuels attentats, a fait défection. Il a réussi à passer en Turquie, puis à gagner l'Autriche avec l'aide d'officiers de liaison américains et celle du haut commissariat de l'O.N.U. pour les réfugiés.

L'officier irakien, qui est âgé de 23 ans, avait été contraint, d'octobre à décembre 90, de prendre la place, dans le cortège officiel, de Ouday, fils du président irakien.

Avant les débats de l'ONU

L'Irak reprend les combats contre les Kurdes

Des combats opposent depuis plusieurs jours l'armée irakienne et les peshmergas (combattants kurdes) à proximité de la ville de Kirkouk dans le nord de l'Irak, a annoncé l'Union patriotique du

Kurdistan (UPK de Jalal Talabani). Dans une déclaration à l'AFP à Damas, un porte-parole de l'UPK a affirmé que les forces irakiennes ont lancé une attaque contre trois villages (Dalou, Rahim Kouta et

Kalakout) situés dans la région de Shawane au nord de Kirkouk, en utilisant des chars, des armes lourdes et six hélicoptères.

(Dernière page)



L'Irak réprime les Kurdes

Combattants kurdes et troupes irakiennes s'affrontent dans le nord de l'Irak, a-t-on appris hier, à la veille d'une rencontre à New York entre le Conseil de sécurité des Nations unies et le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz.

Des mouvements de troupes irakiennes ont également été observés dans le nord de l'Irak, selon des sources concordantes. Cette tension renouvelée risque de peser sur les débats au Conseil, qui juge que l'Irak viole les résolutions de l'ONU, notamment sur l'élimination de ses armes de destruction massive.

Le Conseil de sécurité, qui doit recevoir aujourd'hui M. Aziz pour la première fois depuis la guerre du Golfe, entend lui communiquer la liste de tous les manquements de l'Irak aux différentes résolutions du conseil.

Selon une source digne de foi à Zakho (nord de l'Irak), peshmergas (combattants kurdes) et troupes irakiennes s'affrontent depuis

dimanche au sud du pont de Kalak, dans la direction de Kirkouk. Aucune précision n'était disponible sur les forces en présence ni d'éventuelles victimes.

La même source a évoqué des mouvements de l'armée irakienne vers la région des trois frontières entre l'Irak, la Turquie et la Syrie, sous contrôle kurde et proche de la limite sud-ouest de la zone de sécurité alliée, installée par les Occidentaux pour protéger les Kurdes après l'exode qui a suivi l'échec de leur soulèvement en mars 1991 contre le régime de Bagdad.

Si les troupes irakiennes franchissent la zone de sécurité, les forces aériennes alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) pourraient intervenir.

30 prisonniers irakiens

De nombreux peshmergas ont été dépêchés depuis dimanche vers la région des trois frontières, près de Faych Habur, selon la source digne de foi.

Libération Champagne
11 mars 1992

Echo du Centre - 11 mars 1992

ATTAQUE IRAKIENNE CONTRE LES KURDES

Les élections point de mire

Les attaques de Bagdad, mais aussi d'Ankara, ont repris ces derniers jours contre le Kurdistan d'Irak, à quelques jours du scrutin prévu en avril par les partis kurdes. Massoud Barzani a été reçu hier par François Mitterrand.

LES combats qui opposent depuis dimanche les combattants des organisations kurdes d'Irak aux troupes de Saddam Hussein semblent avoir redoublé d'intensité, alors même que des villages de la région ont été soumis lundi à de nouveaux raids de l'aviation turque. Des mouvements de troupes irakiennes ont été observés dans le nord de l'Irak,

selon des sources concordantes. Cette tension renouvelée intervient alors que le Conseil de sécurité de l'ONU doit examiner aujourd'hui l'attitude de l'Irak à l'égard des résolutions le concernant (voir ci-dessous).

Selon une source digne de foi citée par l'AFP à Zakhro (nord de l'Irak), combattants kurdes et troupes irakiennes s'aff-

frontent depuis dimanche au sud du pont de Kalak, dans la direction de Kirkouk. L'armée irakienne a commencé à faire mouvement vers la région « des trois frontières » (entre l'Irak, la Turquie et la Syrie). Cette région est sous contrôle kurde depuis un an et bénéficie également d'une protection spéciale de l'ONU. Les combats se déroulent d'ailleurs non loin de la limite sud-ouest de la zone de sécurité allié, installée par les Occidentaux pour protéger et secourir les réfugiés kurdes après l'exode qui a suivi l'échec de leur soulèvement, en mars 1991, contre le régime de Bagdad. Si les troupes irakiennes franchissent la zone de sécurité, les forces aériennes alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France) pourraient intervenir.

Durs combats

A Damas, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan a également fait part d'affrontements au nord de Kirkouk, ville contrôlée par Bagdad. Selon l'UPK, l'armée irakienne a lancé une offensive contre trois villages de la région de Shanwan. Plus de trente soldats irakiens ont été faits prisonniers, huit chars détruits et de nombreuses armes confisquées par les peshmergas, a affirmé le porte-parole sans évoquer de pertes kurdes.

Tarek Aziz à l'ONU

LE Conseil de sécurité de l'ONU doit se réunir aujourd'hui à New York pour entendre le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz. Celui-ci a été mandaté à pouvoir expliquer le point de vue de son gouvernement sur l'application des résolutions adoptées contre l'Irak après la guerre du Golfe et sur leurs conséquences. Le représentant de l'Irak à l'ONU a récemment affirmé que son pays s'était déjà conformé à 90 % à ces résolutions et que les 10 % restant sont inapplicables. Tarek Aziz devrait reprendre et développer cette thèse. Il devrait également mettre en lumière les conséquences terribles pour la population du maintien depuis un an et demi d'un embargo économique presque total contre

l'Irak. Dans un rapport publié lundi, le ministère irakien de la Santé estime que les pénuries dues à l'embargo ont provoqué ces deux derniers mois 21.000 morts, dont 8.000 enfants, victimes de maladies digestives ou respiratoires dues à la malnutrition, au manque de lait, d'eau potable et de médicaments. A lui seul, l'embargo aurait causé au total la mort de 120.000 personnes, chiffre jugé crédible par les experts de l'ONU.

De son côté, le Conseil de sécurité, mais surtout les Etats-Unis, accusent l'Irak de faire obstacle à la destruction des armes de destruction massive qu'il détient encore et de cacher un certain nombre de données aux experts de l'ONU. Washington a menacé de prendre de nouvelles sanctions si Bagdad persiste dans cette attitude.

Rappelons que l'UPK est, avec le PDK (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) et la section kurde du Parti communiste irakien l'une des principales composantes du Front du Kurdistan, co-présidé par Jalal Talabani, chef de l'UPK et Massoud Barzani, chef du PDK. Massoud Barzani, actuellement en visite en France, a été reçu mardi après-midi par le président François Mitterrand.

Des observateurs ?

Le dirigeant kurde entend attirer l'attention de la France sur la nécessité pour les pays européens de continuer à apporter leur aide et leur protection aux populations kurdes. Il a également demandé à la France d'envoyer des observateurs lors des élections législatives qu'il a entrepris d'organiser en avril dans le Kurdistan d'Irak. Cette décision a fait suite à l'im-passe dans laquelle se trouvent les négociations engagées il y a un an avec Bagdad sur l'autonomie du Kurdistan et à la mise en place par Saddam Hussein d'un blocus du Kurdistan.

Il est à craindre que la recrudescence des attaques contre les Kurdes, de la part de Bagdad comme d'Ankara, soient destinées à empêcher par tous les moyens la tenue de ces élections, que les Etats de la région, où vivent de fortes minorités kurdes (Turquie, Iran et Irak), voient tous d'un fort mauvais œil.

BOMBARDEMENTS TURCS CONTRE LES KURDES

Les Etats-Unis approuvent

Pour Washington, le combat d'Ankara contre l'extrémisme est légitime, et Barzani critique la « violence » des hommes du PKK. Bien que les opérations turques causent de nombreuses victimes civiles.

PAR
GUIDO OLMVERI

● Une porte-parole du département d'Etat, Cynthia Whittlesey, a approuvé hier les bombardements de l'aviation turque contre les camps du Parti du peuple kurde, soulignant que « le Gouvernement américain a constamment exprimé sa condamnation de groupes terroristes tels que le PKK ». Elle a même cru bon de préciser que les forces participant à l'opération Provide Comfort n'avaient pas été « impliquées » dans les raids de lundi et mardi. Parce que, en d'autres occasions, tel n'était pas le cas ?

Cette déclaration, assortie de pieux souhaits que de telles opérations ne causent pas de perte civiles, laisse perplexe. Ne serait-ce que

parce que le leader du Parti démocratique du Kurdistan, Massoud Barzani, tout en condamnant les activités du PKK, « qui ne connaît que la violence », déclarait hier que les derniers bombardements turcs avaient causé la mort d'une soixantaine de civils et fait quelque 70 blessés.

Quant au fond, on ne peut que s'interroger sur le bien-fondé d'une telle prise de position officielle. Le PKK est sans doute un mouvement terroriste, mais il a été poussé à cette extrémité par l'incroyable violence dont fait usage le Gouvernement turc qui, jusqu'à ces tout derniers mois — et encore ne s'agit-il que d'une évolution des plus prudes et des plus limitées — n'ait purement et simplement le fait kurde. Or, s'il est légitime et néces-

saire de condamner le terrorisme, on comprend mal que l'on se mette soudain à soutenir le terrorisme d'Etat, qu'il s'agisse de tortures de prisonniers et plus encore de bombardements qui ne peuvent que toucher les populations civiles.

Washington, qui a souvent « déploré » les raids israéliens au Liban, paraît en l'occurrence adopter une politique fondée sur deux poids, deux mesures. On approuve les exactions de « l'ami Ozal », on déplace des forces pour aider les Kurdes qui gênent « l'ennemi Saddam ». Une telle attitude ne semble pas la plus propre à combattre l'extrémisme, alors même qu'une politique plus nuancée et porteuse d'espoirs aurait de grandes chances d'isoler les terroristes, dont l'activité est une entrave aux efforts des leaders plus modérés que sont Talabani et Barzani.

On comprend même mal comment les Américains pensent pouvoir encourager les Turcs et empêcher les Irakiens à poursuivre sur la voie de la répression alors que, justement, Bagdad mobilise à nouveau des forces importantes dans le Nord — dont quatre unités de la Garde républicaine dans la région de Mossoul — et que de violents combats se déroulent dans la région, selon les sources humanitaires sur place.

A moins que l'on ne doive voir dans les propos du département d'Etat la confirmation de la nouvelle ligne américaine, qui laisserait Washington choisir les « bons » et les « mauvais » en fonction de ses intérêts, sans plus faire preuve de la retenue que lui imposait sa compétition avec l'ex-URSS.

G. OI. □

Kurds Detail Evidence of Iraqi Atrocities

In Kurdish-controlled northern Iraq, seized records and mass graves support charges that Iraqi authorities killed thousands of Kurds

By Michael Georgy

Special to The Christian Science Monitor

SULAYMANIYAH, IRAQ

THE Kurds, freed for now from Saddam Hussein's grip in northern Iraq, have uncovered mass graves, torture cells, videotapes, photographs, and piles of police reports that document numerous Iraqi atrocities.

The gruesome discoveries were seized from Iraqi secret police buildings in northern Iraq after the withdrawal of Iraqi troops and the establishment of a coalition security zone last spring north of the country's 36th parallel. And they add credence to Kurdish charges that the Iraqi authorities have killed thousands of Kurds over the last decade.

More than 4,000 Kurdish villages have been forcibly evacuated and destroyed by the Iraqis since 1976, and about 180,000 people have disappeared, Kurdish leaders say.

"We discovered what we always told the world about, but they didn't believe us," says Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Mass graves uncovered

Kurdish officials have uncovered numerous mass graves across northern Iraq. In Kurdish-controlled Sulaymaniyah, about 200 bodies have been found in the last five months. Fifty victims of a chemical gas attack were found stuffed in white cloth bags in the village of Goptapa.

Another mass grave was excavated late last year near a former Iraqi military camp called Sardow, near Sulaymaniyah.

"They were shot and hidden under a street. They paved the road over them," explains Jamal Aziz Amen, a soft-spoken head-

master of a boy's school, who is also a PUK leader in Sulaymaniyah.

On Kalowa Hill, overlooking the city of Sulaymaniyah, workers drove shovels into the dry, coffee-colored earth early last month. Groups of women, many covered in swaths of black cloth and

clutching photos of missing relatives, watched impassively.

The mass grave located next to what used to be an Iraqi prison is believed to hold dozens of bodies.

Pershan Hassan sat amid the crowd on a mound of brown dirt beside a skeleton. Lying in the earth was her son's identification

Young Kurd Tells of Escape From Iraqi Execution Squad

SULAMANIYAH, IRAQ

TEYMOUR ABDULLAH AHMED sleeps with an AK-47 by his side in a room with seven other armed guerrillas.

When the 15-year-old walks the road below his village in northern Iraq he can see Iraqi tanks and artillery on the mountain ridges. A few shells are occasionally fired in his direction.

But the boy does not need sporadic explosions to remind him of President Saddam Hussein's hostility. He is one of three known survivors of what Kurdish leaders say was an Iraqi campaign in 1988 to transport perhaps thousands of Kurds to the desert near the Saudi border where they were executed and buried.

At that time, Teymour lived with his parents and three sisters in the small farming village of Qulojeo, north of Kalar.

In the spring of 1988 Kurdish militiamen working with Iraqi authorities forced about 4,000 people in the village to pile onto their vehicles and leave under Army escort. Teymour, his father, and three younger sisters rode on their tractor.

Several days later they were taken to a garrison outside Kirkuk, where the men were separated from the women and children. Peering through the gate of the compound one day, Teymour watched a line of men walk by handcuffed and stripped of clothing. "I saw my father," he said. "He did not see me, but I saw him." It was the last time Teymour saw his father.

Teymour, his mother, and sisters, after a month of detention, were put in police vans and a day later were pushed out into the desert night. Military police then herded them into pits.

"When we were in the pits, the soldiers started to shoot at us," Teymour says. "I was shot in the shoulder." Amid the roar of machine guns he crawled along a sand embankment to one of the soldiers. "I was crying," he says. "I asked him not to shoot me, but he pushed me back into the pit."

Wounded again in the back, Teymour feigned death as bulldozers pushed dirt over the bodies. Then, pulling himself out of the pit, he staggered down the road to the safety of an Arab home.

Back in northern Iraq, the boy says he sometimes lies awake remembering his village's final night in the desert.

"It seems," he says, "as if I can always hear the gunfire."

- M. G.

card and a few spent bullets. Shafik was 13 in 1988 when he was whisked away by Iraqi police from a school yard and never heard from again.

"You tried to bring freedom to your country," she cried, kissing the bits of cloth. "Because of that you are dead."

Those who lived around the detention center say they frequently heard screams and volleys of gunfire. Iraqi guards warned those living near the center that if they peeped over the high wall they would be shot.

"We once stood on the roof to see what was happening and they shot at us," says 18-year-old Mustafa Galal.

Photographs taken from police files show murdered Kurds with their hands tied behind their back to long poles set in concrete. Five concrete-filled tires, flanked on three sides by mounds of earth, are all that remain of the site on Kalowa Hill where dozens of Kurdish dissidents were shot.

Kurdish leaders have also obtained videotapes and documents from the former Iraqi secret police files that chronicle executions and torture.

"When I saw the video, the first thing I thought of was my brother," says Aras Muhammad Garib, a PUK official who is in charge of documenting Iraqi atrocities against the Kurds.

"The Iraqis told the people in Sulaymaniyah market that they had to watch the execution of my brother and eight other people in 1985," he says.

Numerous executions

Police documents attest to numerous executions, often for trivial forms of protest. One man was put to death because he carried a picture of a Kurdish fighter in his wallet, another for possessing political leaflets. A whole family was killed because one of its members belonged to a guerrilla group.

Mr. Amen, the PUK official, spent a year at the security prison in Sulaymaniyah. The prison was attacked by the Kurds in April last year, and the 300 Iraqi defenders, including the governor, spent three days barricaded inside until they were all killed.

As he walked through the gutted remains of the building, Amen says that he had trouble coming back.

"They used to handcuff me behind my back and make me stand on a table," he says, as he pointed to three hooks hanging from the ceiling in one of the prison's sound-proofed torture chambers. "Then they hung the handcuffs on one of the hooks. They pushed away the table and I began swinging in the air."

Amen says he was beaten and given electric shocks as he hung from the ceiling until he lost consciousness.

He lived in a tiny cell with 15 people and was fed a diet of thin soup and tea and forbidden to speak. His family knew nothing of his fate and he was not allowed contact with the outside world.

When he was released, gaunt and weak, he appeared at his family home still dressed in his prison

pajamas.

Messages in a prison

Many prisoners wrote their names, crudely drawn calendars, and short messages on the prison walls.

"Oh Mother. In this dark room my dreams trouble me and I shake," one prisoner wrote. "Then comes the kicking against my door and a voice telling me to get up. It is time for my interrogation. I awake to the unconscious."

The messages are all that remain of many of those who were held in the prison. Many were driven away in vans late at night and never heard from again.

"They were my friends," Amen says, as his finger brushed over five names scratched on the wall of one cell. "They were executed."

LOS ANGELES TIMES — March 31, 1992

TV Reviews

A New Holocaust in 'Saddam's Fields'

What has always made the Holocaust unique in human history was Nazi Germany's plan to deliberately exterminate an entire race of people. "Never again" has been the moral warning ever since, and it was heeded, until 1988.

The terrible discovery made by Iraqi dissident and human rights activist Kanan Makiya in the aftermath of the Gulf War and the subsequent revolt by the Kurdish minority inside Iraq is that 20th-Century humanity has a new Holocaust on its collective conscience. "Saddam's Killing Fields," documented by British filmmaker Gwynne Roberts for the BBC and now being aired on "Frontline" (at 9 tonight on KCET Channel 28 and KPBS Channel 15; 8 p.m. on KVCR Channel 24), acts as a witness to Makiya's devastating investigation of Saddam Hussein's scheme to eliminate the Kurds.

Makiya is best known in the West as the author of "The Republic of Fear," one of the few investigations of Saddam's Baathist Party's security state. That state has Makiya high on its most-wanted list, making it all the more incredible that he dared cross the Iraqi

border last year to confirm the rumors that Saddam's Holocaust didn't stop in 1988, but continued into 1991.

Roberts follows Makiya from town to town, the streets filled with men milling about, the air heavy with paranoia and suspicion. Makiya's own narration is like that of a man having left the living, entering the land of the dead: His voice is soaked in fear, whether he walks through a Baathist torture prison recently overtaken by Kurdish rebels, or thumbs through endless reams of security documents.

This paper trail of intelligence gathering on seemingly every Kurdish family—mountains of notebooks, files, binders closely guarded by Kurdish soldiers—is the evidence Makiya was looking for. But the video and human evidence turns "Saddam's Killing Fields" into nightmare-inducing television. Despite claims that video of executions was edited, what's on screen is grisly enough.

Makiya courageously condemns the silence of his fellow Arabs toward Saddam's Holocaust, forcing American viewers to examine this country's responsibilities—how it could be that the Bush Administration continued funding Iraq throughout this Holocaust until the war, and that it could not destroy Saddam's regime during the war. Blood is on everyone's hands, all over the screen.

—ROBERT KOEHLER

Le Figaro
12 mars 1992

Kurdistan

Washington soutient les raids aériens turcs

Les Kurdes d'Irak déplorent la mort de soixante civils.

Washington a apporté son soutien, hier, aux opérations militaires menées actuellement par la Turquie contre les campements kurdes du nord de l'Irak. Au troisième jour d'une nouvelle série de raids aériens d'Ankara contre les bases soupçonnées d'accueillir les camps retranchés du PKK kurde de Turquie, un porte-parole du département d'État, Cynthia Whittlesey, a déclaré que « les attaques sont une réponse à l'activité continuelle du mouvement terroriste PKK dans le sud de la Turquie ».

Selon M^{me} Whittlesey, les États-Unis tiennent à préciser qu'« aucune force participant à l'opération Provide Comfort n'a été impliquée dans les attaques ». Depuis la fin de la guerre du Golfe, les États-Unis maintiennent des troupes dans la région nord de l'Irak, pour protéger les populations kurdes refoulées par les armées de Saddam Hussein aux confins irako-turcs.

Mais en exprimant l'espoir « qu'aucune victime innocente ne soit tuée ou blessée », Washington a admis l'ambiguïté de ces opérations de « pacification » qu'Ankara multiplie depuis le début de l'année. D'une part, les Kurdes du PKK sont très mobiles, bien entraî-

nés et infligent des revers constants à l'armée et la gendarmerie turque dans les zones frontalières. D'autre part, ces rebelles ont pris l'habitude de se fondre avec les pechmegas irakiens et leurs familles, rendant leur localisation impossible. Ainsi, selon le leader kurde, Massou Barzani, une soixantaine de civils ont été tués et soixante-dix autres blessés lors des opérations turques. « Les autorités turques ont manqué à la promesse qu'elles nous avaient faites de ne pas attaquer les populations civiles », a-t-il critiquées.

Tensions au Kurdistan

En visite à Strasbourg, M. Barzani, qui dirige l'une des principales factions kurdes d'Irak, le PDK, a déclaré par ailleurs que « le Kurdistan ne doit pas devenir le sanctuaire du PKK », qualifié par lui de « mouvement ne connaissant que la violence ». M. Barzani tente actuellement de se rapprocher de la Turquie et doit faire face parallèlement aux pressions incessantes du régime de Bagdad. Un an après la défaite de Saddam au Koweït, la tension reste très forte au Kurdistan irakien. A Manama, le leader de l'union patriotique (UPK), Je-

lai Talabani a, pour sa part, dû admettre que les élections destinées à confier l'administration du Kurdistan aux Kurdes seraient retardées une fois de plus. Elles « ne pourront pas avoir lieu avant la fin du mois d'avril », a déclaré M. Talabani. Depuis plusieurs jours, la presse irakienne évoque largement la situation au Kurdistan en la qualifiant d'« explosive ».

Selon le chef de l'UPK, l'armée irakienne ne cesse de renforcer « massivement » ses positions dans le nord de l'Irak et des accrochages continueraient à opposer pechmegas et soldats irakiens autour de Kirkouk et sur la route de Mossoul à Erbil au Kurdistan. M. Talabani a assuré à l'AFP qu'en cas d'attaque irakienne, il demanderait l'intervention des forces alliées (États-Unis, Grande-Bretagne et France) toujours stationnées en Turquie depuis la fin de l'opération « Desert Storm ».

Commentant ces développements, le quotidien de Bahrein *Gulf Daily News* a estimé pour sa part que seule une nouvelle initiative de l'ONU (contre Bagdad) pourrait inciter Saddam Hussein à ne pas déclencher une offensive d'envergure contre les combattants kurdes. (AFP, Reuter).

Dernières Nouvelles d'Alsace

12 mars 1992

Kurdistan

Massoud Barzani plaide pour l'autonomie



Le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani.

(Photo archives AFP)

Massoud Barzani, le leader du Front uni kurde, chef du parti démocrate, était de passage hier matin à Strasbourg où il a rencontré de nombreux députés européens. Massoud Barzani qui avait été reçu la veille par François Mitterrand, a lancé un appel à la Communauté internationale pour qu'une aide importante soit accordée aux réfugiés et à tous les ressortissants kurdes qui souffrent de famine.

La position politique défendue par Massoud Barzani est la suivante: « Nous ne voulons pas l'indépendance du Kurdistan, mais simplement plus de liberté au sein du régime irakien, ou, si l'on préfère, l'autonomie. Les droits de l'homme ne doivent plus être bafoués. Aujourd'hui le peuple kurde a payé au prix fort la relative accalmie que nous constatons. Mais il revient de loin: il a subi un véritable génocide. Ses villes et ses villages ont été entièrement détruits. »

Pour Massoud Barzani, Saddam Hussein n'est pas l'homme à céder

facilement. C'est pourquoi, il y a un fossé entre ce que souhaitent les Kurdes et ce qu'ils peuvent obtenir légitimement du maître de Bagdad.

C'est pourquoi aussi le Front uni doit continuer sa lutte pour une véritable défense des droits de l'homme au Kurdistan. Ce combat, estime Massoud Barzani, représente un acquis historique du fait qu'il regroupe des partis d'obédiences différentes. Tous, au demeurant, affichent un programme précis: assurer la paix et la stabilité dans une région potentiellement puissante et fertile. Tous pensent également que l'objectif est d'obtenir, par la négociation, l'autonomie de la région kurde de l'Irak.

Massoud Barzani, qui est venu en Europe pour obtenir précisément l'appui des Européens, pense que « le moment est venu d'accélérer le processus pour une solution définitive et pacifique au problème irakien ».

Saddam Hussein lui permettrait-il de mettre en œuvre son programme? On peut en douter. Massoud Barzani, qui a été hier matin d'une modération à toute épreuve à l'égard du dictateur de Bagdad, n'a rien d'un foudre de guerre. On le voit mal imposer ses vues au président irakien.

J.-C. M.

L'Humanité - 12 mars 1992

Débat sur l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU

MONTEE DES PERILS

Tarek Aziz plaide la levée de l'embargo contre son pays mais les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Israël brandissent de nouvelles menaces. La situation se détériore au Kurdistan

LE vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, a plaidé hier devant le Conseil de sécurité de l'ONU pour la levée immédiate, au moins partielle, de l'embargo qui frappe son pays depuis un an et demi, continuant de provoquer chaque jour la mort de dizaines de citoyens innocents, parmi lesquels de nombreux enfants. Tarek Aziz a affirmé pour justifier sa demande que son pays s'est déjà conformé à au moins 90 % aux résolutions de l'ONU.

Le président du Conseil de sécurité, le Vénézuélien Diego Arria, a énuméré au contraire ce qu'il a appelé « les manquements de l'Irak dans l'application des résolutions le concernant » : le refus de laisser détruire les composants entrant dans la fabrication de ses missiles, le fait que 2.000 prisonniers koweïtiens n'ont toujours pas été libérés ou le refus de communiquer les avoirs en or et en devises.

Un assouplissement des sanctions contre l'Irak semble donc peu probable compte tenu de l'attitude très dure adoptée par les membres plus influents du Conseil, dont les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Loin de se montrer sensible aux terribles souffrances imposées sans raison depuis des mois au peuple irakien, ces pays, vigoureusement encouragés en cela par le Koweït et Israël, brandissent à nouveau la menace militaire contre l'Irak. Prétexte : Bagdad mettrait de la mauvaise volonté à laisser détruire ses armes et à informer sur son programme nucléaire. Certains journaux américains affirment même qu'une nouvelle « tempête du désert » dans les semaines qui viennent serait la bienvenue pour regonfler un peu la popularité du candidat Bush, visiblement déprimée par les problèmes intérieurs américains.

La presse du Golfe prédit pour sa part que le Conseil de sécurité, dont les débats devaient se prolonger jeudi, lancera un nouvel ultimatum à l'Irak.



Un enfant kurde devant sa maison détruite. Depuis un an, 4.500 villages kurdes ont été détruits et 180.000 personnes ont disparu. (Photo AFP.)

La situation au Kurdistan, où les combats entre l'armée irakienne et les combattants kurdes ont repris ces der-

niers jours, risque également de peser sur les débats. Ces affrontements, qui impliquent des chars et des hélicoptères

de combats irakiens, interviennent peu avant les élections prévues au Kurdistan en avril. Les deux coprésidents du Front du Kurdistan (qui regroupe les partis kurdes d'Irak), Massoud Barzani et Jalal Talabani, ont fait savoir hier que les élections, initialement prévues le 3 avril, seraient reportées à la fin du mois.

Massoud Barzani, invité mercredi du Parlement européen à Strasbourg, a par ailleurs dénoncé les raids de l'aviation turque dans la zone frontalière avec le Kurdistan irakien, affirmant qu'il avaient fait ces derniers jours plus de 60 morts et de 70 blessés parmi les civils et violaient les assurances données par Ankara (à noter que les Etats-Unis ont justifié mardi les raids menés par l'aviation turque).

De son côté Jalal Talabani a lancé depuis Damas un cri d'alarme à propos de l'offensive généralisée que prépareraient, selon lui, les forces de Saddam Hussein. « Si elle se produit, a-t-il dit, elle pourrait dégénérer en une guerre civile. Nous demanderions l'intervention des forces alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne et France) stationnées en Turquie. »

Signe évident de la montée des périls, la presse irakienne multiplie les mises en garde : hier, le quotidien irakien « As-Saoura », organe du Parti baas, a menacé les Kurdes des pires représailles s'ils demandent l'aide des « puissances étrangères ».

Une chose est certaine : le peuple irakien, dans toutes ses composantes, du nord au sud, continue de subir à la fois la dictature de Saddam Hussein et l'embargo qu'on lui impose au nom d'un prétendu droit dont il fait injustement les frais. Jusqu'à quand une telle aberration se perpétuera-t-elle ?

Françoise Germain-Robin

En visite à Paris

M. Massoud Barzani craint une « explosion sociale » au Kurdistan

L'aviation turque a bombardé, mardi 10 mars, pour la troisième fois depuis le début du mois, des bases de la guérilla kurde situées en territoire irakien, non loin de la frontière. Selon Ankara, ces opérations visaient des camps du Parti des travailleurs kurdes (PKK) et n'ont pas fait de victimes parmi les civils kurdes irakiens. Cependant, de source kurde, on affirme qu'une dizaine de villages ont été touchés lors du raid du 1^{er} mars, qui aurait fait 10 morts et 23 blessés. Washington a pour sa part justifié ces opérations en soulignant qu'elles étaient montées « en réponse à l'activité continue du PKK en territoire turc ».

De passage à Paris, où il a été reçu mardi par le président Mitterrand, M. Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a sévèrement condamné les raids aériens turcs au Kurdistan ira-

kien. Il a précisé que lors de son séjour en Turquie, fin février, il avait demandé aux responsables turcs d'éviter de bombarder les villages du Kurdistan irakien, afin d'épargner les civils. « Ils nous l'ont promis, mais apparemment, ils n'ont pas l'intention de respecter leurs engagements », a-t-il souligné, ajoutant : « Pourtant je leur avais assuré qu'il n'existe pas de camps rebelles du PKK à proximité des villages habités » et que « s'ils voulaient régler leurs comptes avec leurs terroristes, ils devaient le faire à l'intérieur du territoire turc et non au Kurdistan irakien ». M. Barzani a également affirmé qu'il avait rassuré ses interlocuteurs turcs sur les objectifs des élections législatives qui auront lieu vers la mi-avril. Elles sont destinées à « combler le vide politique et administratif dans le Kurdistan irakien » et non à « préparer la création d'un Etat indépendant », a-t-il indiqué.

Le chef du PDK a affirmé que le blocus économique imposé au Kurdistan par les Irakiens depuis le 23 octobre avait créé dans cette enclave une situation économique catastrophique. « Plus de

350 000 Kurdes ont été privés de leurs salaires qui provenaient de Bagdad et sont sans ressources. Nous manquons de tout et une inflation galopante fait sans cesse grimper les prix. Nos malades manquent de médicaments et nos écoles sont menacées de fermeture. Les professeurs ne sont pas rétribués et sont obligés de chercher ailleurs un moyen de survivre. Le peuple kurde au nord de l'Irak est devenu un peuple qui ne produit plus et je crains une explosion sociale. »

Evoquant ses entretiens à Londres et à Paris, le chef du PDK a déclaré qu'il avait demandé aux gouvernements français et britannique une aide économique urgente pour faciliter « le retour à une vie normale » au Kurdistan irakien et pour que ses compatriotes redeviennent un « peuple producteur ». Il a ajouté qu'il avait également demandé à ses interlocuteurs le prolongement de la mission de la Force multinationale basée dans le sud de la Turquie. A ce propos, il a affirmé que le président Mitterrand l'avait assuré que « la France allait faire des efforts avec ses alliés pour garantir la sécurité et la stabilité au peuple kurde ».

JEAN GUEYRAS

L'Humanité - 12 mars 1992

Rencontre Massoud Barzani-Georges Marchais

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KURDE

MASSOUD BARZANI, président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) et coprésident du Front uni du Kurdistan, a été reçu le 9 mars par Georges Marchais, secrétaire général du PCF, avec Francis Wurtz, membre du Bureau politique et responsable de la section de politique extérieure (1).

Cette chaleureuse rencontre a donné l'occasion à Massoud Barzani d'exprimer ses remerciements aux communistes français pour les positions qu'ils ont prises, en particulier dans des moments difficiles, et aussi de saluer le secrétaire général du PCF comme « un ami apprécié et respecté ».

Décrivant les terribles conditions de vie imposées à des centaines de milliers de Kurdes par le blocus de Saddam Hussein, Massoud Barzani a expliqué le

sens de la lutte courageuse de son peuple en montrant que le problème du Kurdistan « n'est pas un problème humanitaire mais un problème politique ». Le peuple kurde se refuse à être un peuple assisté. Il continue son combat pour ses droits légitimes et pour travailler à reconstruire son pays.

Massoud Barzani a montré ce qu'en vingt ans de guerre Saddam Hussein a infligé au Kurdistan irakien : 4.500 villages kurdes (sur 5.000) détruits, 180.000 Kurdes disparus, 2.000 écoles et la seule université kurde hors d'état de fonctionner. Alors que les attaques de l'armée irakienne se multiplient, Massoud Barzani a insisté sur la nécessité de prolonger la protection des populations kurdes par les « forces alliées ».

Dans la région du Kurdistan dont les peshmergas kurdes défendent l'accès contre les forces irakiennes, des élections, a indiqué le dirigeant kurde, se dérouleront en avril. Elles témoignent de la volonté du peuple kurde d'assumer la maîtrise démocratique de ses propres affaires. Le PDKI se prononce pour la poursuite des négociations avec Saddam Hussein, sur l'autonomie et les frontières du Kurdistan, sur l'exigence du pluralisme et de la démocratie en Irak.

Se félicitant de cette rencontre fraternelle, Georges Marchais a réaffirmé la solidarité active des communistes français avec le peuple kurde contre la répression et pour ses droits nationaux. Il a rappelé la volonté du PCF de continuer à dénoncer et combattre les crimes du dictateur Saddam Hussein en

soulignant l'accord des communistes français avec le maintien de forces de protection à la frontière du Kurdistan irakien aussi longtemps que le peuple kurde l'exigera lui-même.

Le Parti communiste français, a indiqué Georges Marchais, se tient fermement au côté du peuple kurde, comme il est solidaire de l'ensemble des populations d'Irak victimes des exactions de Saddam Hussein et de l'embargo qui frappe la population civile irakienne. Le secrétaire général du PCF a renouvelé à Massoud Barzani l'assurance que le peuple kurde peut compter sur les communistes français dans leur lutte légitime.

(1) Participaient également à l'entretien : pour le PDKI, MM. Dizaï et Zebari, ainsi que Jafar Guly, représentant du PDKI à Paris.

THE WASHINGTON POST - March 12, 1992

U.N. Charges Iraq With Violations

New Confrontation Over Arms Seen Likely

By John M. Goshko
Washington Post Staff Writer

UNITED NATIONS, March 11 —Iraq and the United Nations appeared to be heading toward a major new confrontation today as the Security Council charged Baghdad with widespread violations of the Persian Gulf War cease-fire agreement, and Iraq rejected the charges as a U.S.-inspired attempt to overthrow President Saddam Hussein.

Diplomatic sources here said the matter could be brought to a head by a U.N. demand for destruction of a scientific research center at Al-Atheer, about 40 miles from Baghdad. U.N. inspectors who discovered the complex last fall say they believe it probably was intended to produce components for a nuclear weapon, and U.S. Ambassador Thomas R. Pickering told the council today that it "should be immediately and completely destroyed."

The sources said that while a decision has not been made, the special commission charged with eliminating Iraq's weapons of mass destruction might be given the go-ahead to blow up the Al-Atheer complex. If Iraq stops the commission from destroying the installation, the sources said, that could open the way for U.N. military action, probably an air strike by the United States against Al-Atheer, to put Baghdad on notice that further evasions of the cease-fire will not be tolerated.

There have been strong overtones of psychological warfare between the United States and Iraq since last summer. Iraq has tried several times to defy U.N. inspectors probing its weapons activities, but each time the Iraqis backed down after the Security Council stood fast, and after some members, including the United States, hinted at possible military action.

The latest speculation about possible new hostilities in the volatile Persian Gulf region was prompted by a Security Council debate that began here today about whether Iraq is adhering to the cease-fire conditions it accepted last April after its defeat in the gulf war.

That agreement, spelled out in Security Council Resolution 687,

decreed an end to Iraq's occupation of Kuwait, the elimination of its weapons of mass destruction and Iraq's assumption of financial responsibility for the damage caused by its invasion of Kuwait and the war that followed.

The debate was requested by Iraq, which is seeking to marshal international support for ending the economic sanctions imposed on it by the council. Saddam sent Deputy Prime Minister Tariq Aziz, the Iraqi official most experienced in dealing with the West, to argue Baghdad's case. He did so in terms that Pickering characterized as showing "no scintilla of a hint of any kind of compromise."

The gulf between Iraq and the world community was underscored when today's debate opened with the reading of a statement endorsed by all 15 Security Council members. It charged that Iraq has engaged in "serious noncompliance" by concealing information about its nuclear and chemical warfare research programs, falsifying the count of its long-range ballistic missiles and refusing to destroy equipment capable of producing weapons by claiming that it is used solely for peaceful purposes.

Elaborating on the statement, Rolf Ekeus, the Swedish diplomat who heads the special commission, said: "The commission has evidence of the continued existence and concealment of undeclared weapons and the means for their delivery."

Although he cited the Al-Atheer complex as "the clearest example of a nuclear facility that can have no other purpose other than weapons-making," Pickering did not say that the United States is contemplating bombing it. However, U.S. officials have said that if the cease-fire agreement is violated, the United States has the right to resume military action. British Prime Minister John Major said Sunday that his country would back a military attack sanctioned by the United Nations.

"An unfortunate pattern has developed," Pickering said. "Iraq makes declarations which are clearly meant to misinform, misdirect

and conceal. Iraq divulges information related to its weapons programs only after being presented incontrovertible proof uncovered by the special commission and the International Atomic Energy Agency in their inspections."

"This is not compliance, but hide-and-peek, cat-and-mouse, cheat-and-retreat," Pickering added.

In Washington, Gen. Joseph P. Hoar, commander of U.S. forces in the Middle East, was asked during a House hearing today about a possible military role, Washington Post staff writer Barton Gellman reported. Hoar declined to talk about contingency plans but said, "We must have compliance with U.N. Resolution 687," adding that "we will get compliance."

Rep. Les Aspin (D-Wis.), chairman of the House Armed Services Committee, said, "We have made something that sounds like threats in the past and then not followed through on them . . . and I'm very much afraid that that's what we may be doing again this week."

Hoar replied, "My concern has always been that Saddam Hussein has not been able to read the perseverance of decisions that have been made in the U.N."

The council's statement also accused Iraq of widespread human rights violations and repression of its Kurdish and Shiite Muslim populations. It cited a recent report for the U.N. secretary general charging that Iraqi troops have engaged in wholesale killing of Kurds and Shiites, prevented them from receiving food and other necessary supplies and blocked the efforts of international relief agencies to help them.

In his address, Aziz avoided discussing the charges of human rights violations. He contended that Iraq's cooperation with the United Nations has been so complete that all weapons prohibited by Resolution 687 have been "totally destroyed." He said, "Our conclusion is that Iraq no longer is in possession of any weapons, major or minor, prohibited by the resolution."

He offered to return to the council on Thursday to answer any questions members might have.

"This information has been kept

from the world as a means of discrediting Iraq," he said, asserting that the United States and its allies want to use the United Nations as an instrument for ousting Saddam from power. He referred repeatedly to President Bush's declaration that the United States will not permit the lifting of the sanctions as long as Saddam controls Iraq.

Aziz charged that much of the reporting on Iraq's compliance by the special commission and the IAEA was designed to foster anti-

Saddam sentiment because many of the inspectors are intelligence agents of the United States or its allies.

He proposed that a special expert group be formed with members from Iraq, the United Nations and the Security Council members to conduct a "dialogue" about those issues still in dispute and arrive at "a scientific, objective compromise."

Diplomats here pointed out that adoption of such a plan would

breach the provisions in Resolution 687 giving Ikeus's commission sole authority to decide which weapons and facilities must be destroyed.

Aziz also sought to appeal for support from Third World members of the council by charging that the sanctions are intended to "push Iraq back into the pre-industrial age." However, representatives of these countries generally took the position that the way for Iraq to escape the burden of sanctions is to comply with the U.N. strictures.

THE WASHINGTON POST - March 12, 1992

Jim Hoagland

Is It Time To Strike At Saddam Again?

NEW YORK—Saddam Hussein's dictatorial regime has grown more defiant, not weaker and more compliant as the Bush administration predicted. President Bush's strategy of wearing Saddam down through economic sanctions and an intrusive United Nations presence has failed to break Saddam's grip on power.

Iraq's open defiance and new treachery give the president little choice. He must now consider renewed American air strikes against the nuclear and missile facilities missed by Operation Desert Storm; but he must at the same time overhaul the failed American strategy.

Isolated, punitive bombing runs made in hopes of finally bringing down Saddam could reinforce the dictator's position at home and gain him new sympathy abroad. The Iraqi dictator thrives on the image of small Iraq proudly defying the outside world. He uses it, along with terror and brutality, to keep power.

The drama of foreign military raids destroying concealed weapons stores may appeal to him more than submitting to the drawn-out humiliation of United Nations inspectors systematically destroying Iraq's war machine in public view.

He may also gamble that American warplanes will again miss his most secret and important installations.

Suspicious that Bush is fomenting a crisis now to boost his electoral fortunes are misplaced. Saddam is using the U.S. electoral calendar against this risk-averse president, who in recent months has sought to manage his Iraq problem with smoke and mirrors.

The White House expected sanctions and intrusive inspections in Iraq to strip Saddam of his remaining war material and his authority. But starting two months ago, as Bush's political standing at home plunged, the Iraqis stopped all cooperation with the inspection teams charged with destroying chemical weapons, missiles and nuclear facilities.

"The United Nations has now told us that it cannot carry out its missions in Iraq," says a senior allied official. "The clear implication is that it will take military action, probably by American and British warplanes stationed in the area, to

"Iraq's open defiance and new treachery give the president little choice."

get rid of Iraq's remaining weapons of mass destruction—unless Saddam backs down at the last minute, when the dust covers start coming off the bombers."

Saddam sent Deputy Prime Minister Tariq Aziz to the United Nations this week to play for time by stalling new Security Council condemnation of Iraq. Bush needs to regain control of the pace and timing of this phase of the U.S.-Iraqi face-off. But new air strikes should be conceived and attempted only as part of a comprehensive plan:

The president should make clear that air strikes are not being launched to bring Saddam down. They would be intended to destroy as much of the large quantities of weapons of mass destruc-

tion Iraq is still building or concealing as possible. Saddam's fate is not the key issue right now.

The steady erosion of U.N. authority that Saddam has achieved by his cheating and retreating tactics must be reversed. Once unsheathed, American air power should stay deeply involved in Iraq, keeping the Iraqi army at bay while the United Nations gets food and protection to Iraqi citizens as authorized in Security Council Resolution 688.

The CIA's covert programs—three have been authorized since Iraq invaded Kuwait, I am told—have been ineffective largely because they became enmeshed in the intrigues and rivalries of Arab intelligence services, particularly in Saudi Arabia. U.S. covert dependence on those forces should be abandoned.

Recent newspaper and television reports of a major new U.S. effort to overthrow Saddam have been much smoke about little fire. Bush authorized a new program only after Rep. Stephen J. Solarz (D-N.Y.) and other congressional hawks made clear that they would challenge Bush publicly on his failure to mount an effective covert program if the president did not move.

A major policy review served to deflect congressional pressure and avoid embarrassment at home. But it does not seem to signal a muscular new approach to the Iraqi crisis.

Kurdish leader Massoud Barzani, a key figure in the opposition, told the State Department this week that he is willing to come to Washington for high-level meetings. But he wants clear American statements supporting democracy in Iraq, autonomy for a Kurdish region inside a united Iraq and a full U.S. commitment to enforcing Security Council Resolution 688 to emerge from such talks.

Those are reasonable expectations. A few more bombs will not do what Operation Desert Storm could not do. But evidence of a serious new political commitment to democracy in Iraq by America could turn out to be poison for Saddam.

Onu - Richiesta la distruzione delle armi. « Gli Usa sono pronti ad agire »

Processo a Saddam

L'Iraq sotto accusa al Consiglio di sicurezza

ATTILIO MORO
NOSTRO SERVIZIO

NAZIONI UNITE. Disponibilità dell'Iraq a collaborare con il Consiglio di Sicurezza, ma solo a patto che si voglia veramente l'applicazione delle risoluzioni e non conseguire altri obiettivi più o meno inconfessati, quali la distruzione del paese o la caduta di Saddam Hussein. E' stato questo il senso del discorso di 45 minuti che il vice primo ministro iracheno Tarek Aziz ha letto davanti all'organismo dell'Onu. Aziz ha anche proposto la istituzione di una supercommissione delle stesse Nazioni Unite che collabori con gli esperti iracheni per la concreta applicazione di tutte le risoluzioni contro il regime di Bagdad. Ma a patto che non si violi il principio della sovranità e della sicurezza nazionale.

I capi d'imputazione erano stati letti in mattinata dal presidente di turno del Consiglio di Sicurezza, il venezuelano Arria, che aveva rinfacciato ad Aziz - che ascoltava in silenzio la traduzione dell'interprete - una ventina di violazioni alle risoluzioni votate dal Consiglio contro l'Iraq negli ultimi due anni. Le più gravi: rifiuto strisciante degli iracheni a cooperare con la commissione spe-



Alcuni profughi curdi cercano sollievo alla sete durante la marcia [Fotogramma]

ziale dell'Onu incaricata di eliminare le sue armi di distruzione di massa, rifiuto invece esplicito a distruggere gli impianti militari che le producono, violazioni dei diritti umani nel Nord (curdi) e nel Sud (sciiti) del paese, rifiuto del controllo permanente dell'Onu sugli arsenali dell'esercito irache-

no, ritardi e gravi inadempienze nella restituzione dei beni sottratti al Kuwait durante l'invasione e scarsa cooperazione con la Croce Rossa nel rimpatrio dei prigionieri di guerra kuwaitiani e sauditi. Poi una dozzina di violazioni minori.

A rincarare la dose erano arri-

vati, subito dopo, i durissimi interventi dei rappresentanti inglese e americano: applicazione immediata di tutte le risoluzioni dell'Onu o gli iracheni dovranno ancora una volta pentirsi di aver sfidato il Consiglio. E' stato l'ambasciatore britannico Hannay ad alludere più apertamente alla possibilità di un'azione militare. L'americano Pickering si è limitato a mettere ancora una volta in guardia Bagdad dal sottovalutare il pericolo che corre, mentre il presidente George Bush assicurava, da Washington, che valuterà «ogni possibile opzione» per costringere gli iracheni a obbedire alle risoluzioni dell'organismo delle Nazioni Unite.

Francesi, cinesi e russi - anche loro membri permanenti del Consiglio di Sicurezza - hanno invece lasciato intendere una loro disponibilità a chiedere la revoca delle sanzioni non appena Bagdad avrà obbedito al volere della comunità internazionale. «Hanno proposto l'istituzione della supercommissione - ha detto l'ambasciatore americano uscendo dal Consiglio. Vedremo, ma sia chiaro che non vi è nulla da negoziare». Nel concludere il suo discorso, Tarek Aziz ha chiesto di tornare domani in Consiglio. Richiesta accolta.

SADDAM HUSSEIN CONTRE LES ELECTIONS AU KURDISTAN

Le président irakien Saddam Hussein a prévenu mercredi qu'il ne permettrait pas l'organisation par le Front du Kurdistan des élections libres, le 24 avril prochain, au Kurdistan d'Irak. Il a qualifié de « traîtres » les organisations kurdes regroupées au sein du Front et affirmé « le peuple et l'armée feront échec au complot tramé dans le Nord contre l'Irak ». Il a rappelé comment l'armée irakienne avait réussi à se regrouper l'année dernière et « se rendre à pied de Koweït à Bagdad » pour écraser le soulèvement kurde qui a suivi la guerre du Golfe. Il a affirmé qu'elle était à nouveau prête à « faire échec à ce qui reste » si les Kurdes persistaient dans leurs projets. « Ils veulent un Conseil législatif, a-t-il poursuivi. Nous sommes d'accord et prêts à donner notre soutien et notre protection. Mais cela ne doit pas se passer sous la protection des étrangers qui veulent faire du Kurdistan une termitière qui dévorera l'Irak. Un étranger n'a pas le droit de déterminer le destin des Kurdes. »

Saddam Hussein s'exprimait devant l'Assemblée consultative kurde mise en place à Bagdad par le régime baasiste. Certains de ses membres ont demandé la levée du blocus imposé au Kurdistan depuis le 23 octobre. Saddam Hussein a refusé, annonçant au contraire que « des mesures similaires seront prises contre toute région où le gouvernement de l'Irak n'est pas présent ». Depuis le 23 octobre, les salaires des fonctionnaires du Kurdistan ne sont plus payés, les services publics (enseignement, santé, transports, fourniture d'énergie) ne sont plus assurés et l'approvisionnement depuis Bagdad coupé afin de contraindre les partis kurdes à accepter les propositions, parfaitement inacceptables, que fait Saddam Hussein en matière d'autonomie. La majorité du Kurdistan est donc auto-administré par les organisations kurdes, avec l'aide de l'ONU et d'associations caritatives internationales.

Liberté - 13 mars 1992

The Washington Post - March 13, 1992

New Iraqi Military Campaign Appears Imminent, Kurds Say

By Alex Efty
Associated Press

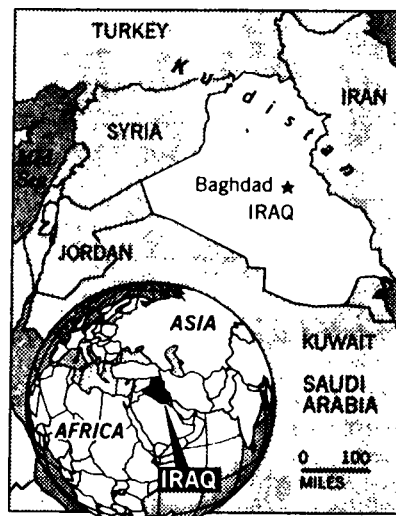
NICOSIA, Cyprus, March 12— Iraqi military forces are escalating operations against Kurdish rebel-controlled territory in northern Iraq and appear to be massing troops for a major offensive, a Kurdish nationalist leader said today.

Basman Saleh, spokesman for a the Patriotic Union of Kurdistan, said Baghdad has moved four divisions of Republican Guards just south of Sulaymaniyah, the capital of Iraqi Kurdistan. Saleh added in a telephone interview from his base in suburban Washington that the massing of Iraqi troops followed "several military operations against Kurdish positions in recent days."

There was no independent confirmation of Saleh's information, and military analysts noted that Iraq has only five Republican Guard divisions, most of which were thought to be deployed in southern Iraq to suppress a smoldering rebellion by Shiite Muslim dissidents there.

Saleh's assertions came a day after Iraqi President Saddam Hussein warned the Kurds in a speech that they must not allow foreign interference in northern Iraq, which seemed to be a warning to cut ties with Western powers.

"These developments are clearly intended to intimidate the Kurds and



BY CLARICE BORIO—THE WASHINGTON POST

prevent the staging of our referendum next month," Saleh said, referring to an April 3 Kurdish vote on whether to continue negotiations with Saddam on an autonomy pact or join with other anti-Saddam forces working for his overthrow.

The Kurds in northern Iraq and the Shiites in the south both rebelled against Saddam in March 1991, in the wake of Iraq's defeat in the Persian Gulf War. The Shiite rebellion was crushed, but the Kurds retained control of most of their mountain region after the U.S.-led military coalition that won the gulf conflict created a haven there for them.

Le Monde - 13 mars 1992

Le président Saddam Hussein menace d'empêcher les élections au Kurdistan

Le président irakien Saddam Hussein a prévenu mercredi 11 mars, qu'il ne tolérerait pas l'organisation d'élections législatives le 24 avril au Kurdistan, à moins que les Kurdes n'interrompent leurs relations avec les pays occidentaux. « Ils veulent un conseil législatif et des élections. Nous sommes d'accord et prêts à donner notre soutien et notre protection », a assuré le chef de l'Etat dans un discours prononcé devant l'Assemblée législative kurde de cinquante-deux membres, parrainée par Bagdad. « Mais cela ne doit pas se passer

sous la protection des étrangers » qui « veulent faire du Kurdistan un termitière qui dévorera l'Irak », a-t-il ajouté.

Le discours de Saddam Hussein, le premier depuis des mois sur la question, laisse peu de place au compromis. « Un étranger n'a pas le droit de déterminer le destin des Kurdes. Les étrangers déterminent les destins quand ils transforment les gens en esclaves », a-t-il déclaré. Il a rappelé que l'armée irakienne avait pu, après sa défaite dans la guerre du Golfe, se regrouper et écraser les rébellions kurde et

chiite en mars 1991.

De violents affrontements se poursuivaient mercredi au Kurdistan, selon des informations recueillies à Genève auprès d'organisations humanitaires actives sur le terrain. Ces affrontements, impliquant des chars et des hélicoptères, se déroulent dans la région de Chamchamal et de Shawane, au nord de Kirkouk. De sources kurdes on fait état de morts de part et d'autre, de soldats gouvernementaux faits prisonniers et de chars détruits. - (AFP. Reuter.)

Security Council Warns Iraqis To Halt Cease-Fire Violations

By John M. Goshko
Washington Post Staff Writer

UNITED NATIONS, March 12 —The Security Council warned Iraq today to immediately stop violating the Persian Gulf War cease-fire agreement, and U.N. officials said the first test of Baghdad's intentions could come next week when a U.N. team goes to Iraq, possibly with instructions to destroy disputed missiles.

Even if Iraq cooperates and allows the missiles to be destroyed, the officials said, it still would be about two months before they could tell if President Saddam Hussein's government is complying with all the cease-fire conditions it accepted last April after its defeat in the war.

The officials said Iraq's actions in the next two months should make clear whether it no longer is seeking to evade the agreement's requirements that it give up all its large-scale weapons, such as ballistic missiles, and the remnants of its nuclear arms program, including a scientific research center at Al-Atheer, 40 miles from Baghdad.

In the meantime, diplomatic sources here said, the Security Council probably will have to mark time before deciding whether to increase the pressure on Iraq through new economic sanctions or renewed military action. In an echo of the threats that have been used to overcome Iraq's past attempts to defy U.N. inspectors probing its weapons activities, there has been speculation here that the United States might make an air strike against Al-Atheer to put Baghdad on notice that further evasions of the cease-fire will not be tolerated.

The council today ended a special two-day meeting on the issue by rejecting Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz's arguments that Baghdad has met the cease-fire conditions in Security Council Resolution 687. Instead the council issued a statement endorsed by all 15 members that concluded:

"The government of Iraq has not yet complied fully and unconditionally with those obligations, must do so and must immediately take the appropriate actions in this regard. The council hopes that the goodwill expressed by the deputy prime minister of Iraq will be matched by deeds."

Rolf Ekeus, head of the U.N. special commission charged with eliminating Iraq's weapons of mass destruction, said he is sending a technical team to Iraq this week-end and is considering giving it instructions to get rid of missiles and related equipment that Baghdad wants to preserve. Ekeus added that if the team has orders to destroy the missiles and encounters interference

from Saddam's government, he will have to report to the council that Iraq still is failing to observe the cease-fire agreement.

Both Ekeus and Hans Blix, director general of the International Atomic Energy Agency (IAEA), refused to set deadlines for Iraqi compliance with the provisions of Resolution 687, but said that the next two months should provide a fair test of whether Iraq is cooperating.

Blix, whose organization would be responsible for disposing of the Al-Atheer complex, said the IAEA plans "very soon" to announce its proposals for what to do with the installation. He refused to elaborate, but gave a strong signal that the IAEA will recommend destruction when he was asked about Iraqi contentions that the complex has dual-use capabilities that could be used for peaceful purposes and thus should be preserved.

"Does any part of it have dual-use capabilities?" he replied. "I suppose that the cafeteria does."

Iraq has used that argument to thwart attempts to destroy other arms-related equipment, even though Resolution 687 says Ekeus's commission has sole authority to decide what should be eliminated. Ekeus said today that his commission will continue to insist that destruction of Iraq's missile arsenal must include not only its long-range ballistic missiles but launchers, production and repair facilities and cruise-type non-ballistic missiles.

"There can be absolutely no exceptions," he said. "That would be totally unacceptable."

In Washington, CIA Director Robert M. Gates also urged caution, saying, "We believe Baghdad has been able to preserve significant elements of each of the special weapons programs."

Gates, speaking at a conference sponsored by Richard M. Nixon's presidential library, said, "And of course Iraq's scientists and engineers retain their know-how. So once Iraq is free to begin rebuilding its special weapons capabilities, it will not start from scratch."

The question now, U.N. diplomats said, is whether Baghdad will bow to the Security Council's demands, or, as British Ambassador Richard Hannay said, "it is deeds, not words that will determine what happens next."

Some sources here expressed mild encouragement at Aziz's comments to the council today. Wednesday, he took an uncompromising line, apparently trying to convince the Third World members that Iraq is being victimized by a U.S.-led plot to force Saddam out

of power.

However, that tactic failed to dent the council's united insistence that Iraq live up fully to all the obligations in Resolution 687. Today he shifted to a more flexible line, talking about consulting closely with Ekeus and Blix to reach a satisfactory resolution of weapons issues.

On Wednesday, he had avoided addressing charges that Iraq has committed massive human rights violations against its Kurdish and Shiite Muslim minorities. Today he characterized charges that Iraqi forces have made artillery bombardments and other attacks on civilian targets as "an accusation, not a question. I reject the accusation."

He denied that Baghdad is blockading Kurdish areas in northern Iraq, saying that Kurdish rebel control over these regions has prevented the central government from delivering food and medical supplies or paying the salaries of civil servants. He also said that any attacks on Shiites or other refugees in the south are the work of "outlaws," fostered in some cases by agitation from Iraq's hostile neighbor, Iran.

Aziz urged the council not to renew a resolution permitting Iraq to sell \$1.6 billion in oil exports to meet its basic needs, because Baghdad rejects the monitoring provisions as an infringement of its sovereignty. Instead he suggested that Iraq be permitted to sell oil to Security Council members—including former customers such as the United States, France and Britain—in exchange for agreement to buy food and medicine from them.

However, his arguments failed to impress U.S. Ambassador Thomas R. Pickering, who said: "I am left with the final, unfortunate conclusion that . . . Iraq has every willingness to discuss but not to comply. I think that is a miscalculation, and I hope that miscalculation will be reconsidered."

Gates, in Washington, described Saddam's hold as slipping but said it was questionable whether an internal opposition could be mounted.

Saddam's control of his country's "territory and people is eroding, mainly because he has not been able to extract his country from the grip of U.N. sanctions," despite his "cynical manipulation of food and medical supplies," Gates said.

"Even so," he added, "fear and intimidation continue to prevent his opponents from acting individually, while disunity and the pervasive security system impede the formation of a collective resistance."

"Consequently, it is difficult to say when public frustration or political and military defections will lead to his overthrow."

Un popolo in lotta - Appello alla mobilitazione generale dopo un nuovo raid aereo turco

Saddam medita la vendetta e i guerriglieri curdi si preparano alla battaglia

MAURIZIO MOLINARI
NOSTRO INVIATO

SULEMAINYA (Kurdistan). Lungo i duecento chilometri che vanno da questa città presso l'Iran a Irbil i pashmerga curdi fronteggiano le postazioni irachene: è il confine meridionale del Kurdistan in mano alla guerriglia. Più a sud vi sono Kirkuk e Mosul, i due grandi centri urbani curdi tenuti dalle truppe di Baghdad. Lungo questa frontiera tra l'Iraq di Saddam ed il Kurdistan gli scontri continuano, quotidiani. «Vogliono saggiare la nostra resistenza militare e la reazione politica degli alleati ai loro attacchi», sostiene Ali Nasraddin, un colonnello ex iracheno ora responsabile dell'addestramento dei pashmerga all'uso delle armi pesanti.

Gli ultimi attacchi nella regione di Shuvan, fra martedì e mercoledì, sono stati respinti; e un messaggero pashmerga è giunto ieri sera a Sulemainya per portare la notizia dell'avvenuta impiccagione, a Mosul (in presenza del ministro della Difesa di Baghdad, Ali Assan al Majid), di sette ufficiali iracheni, accusati di "vigilaccheria" per il mancato successo.

Sulemainya è stata teatro di violentissimi scontri durante l'insurrezione dello scorso anno, e appena un chilometro

fuori dalla città i pashmerga hanno raccolto centinaia e centinaia di carcasse di blindati, carri armati e camion dell'Iraq. Tra i prigionieri iracheni, da allora detenuti, c'è Aziz Kerm Hammadi. Vent'anni, scita di Najaz, fuggì dalla sua trincea in Kuwait, prima dell'attacco di terra alleato, per tornare a casa e partecipare alla rivolta scita contro Saddam Hussein. «Gli iracheni sparavano su tutto quello che si muoveva, dissacravano le moschee», racconta con un filo di voce. «Loro sono sunniti e ci odiano: non a caso le punizioni più dure, sotto le armi, sono per noi sciti».

Ma, dopo la sconfitta «della nostra Intifada, che nulla ha a che vedere con la capricciosa rivoluzione palestinese», Aziz Kerm usufruì dell'amnistia di Saddam per i disertori, e si arruolò nuovamente per essere poi catturato dai curdi a Zarain, il 7 ottobre. «Non combatterò più per Saddam», dice ora sorridendo tra due pashmerga armati. «E tornerò a casa solo

to pashmerga che sorvegliano l'imponente diga da 400 megawatt di Doqan (costruita dagli ingegneri sovietici fra il 1978 e il 1979), fornitrice insieme a quella di Darbadhan dell'elettricità per l'intera regione. In settembre gli iracheni avevano già tentato di sabotarla, senza riuscirci.

«Torneremo in Kurdistan», ha detto ieri al Majid, secondo la testimonianza del giovane pashmerga, di fronte ai corpi penzolanti degli ufficiali iracheni. «Vigliacchi». Per i curdi la minaccia è credibile. Nell'immenso campo profughi di Saïd Zadiq molti temono di dover riprendere il cammino verso il nord: verso Zakho.

Il nemico, tuttavia, non è solo a Baghdad: nei pressi di Harkhuk, in territorio iracheno, ieri aerei turchi hanno bombardato un campo del Pkk, il Partito dei lavoratori del Kurdistan. Secondo fonti di agenzia da Ankara, migliaia di soldati turchi starebbero nel frattempo ammassandosi al confine con l'Iraq per prevenire un'eventuale offensiva il 21 marzo, festa del Newruz. Dopo il raid aereo, i guerriglieri curdi della Turchia hanno lanciato un appello per la "mobilitazione generale".

quando se ne sarà andato». Sulemainya è la città dei pashmerga. Secondo fonti del Fronte del Kurdistan, intorno alla città ve ne sono oltre 250 mila. Tre colonnelli e sei ufficiali ex iracheni sono responsabili del loro addestramento in sei centri appositamente creati. Dispongono di cannoni da 122 e 130 millimetri, di missili anticarro ed antiaereo, e di mortai da 60 e 82 millimetri.

«In questi giorni siamo in stato di massimo allarme», ci ha detto il tenente colonnello Hemen (sulla cui divisa non ci sono più gli stemmi iracheni), «perché temiamo atti di sabotaggio in coincidenza con l'inizio del processo pubblico a Saddam, il 16 marzo nella città martire di Halabja. I servizi di informazione curdi, che stanno nascendo in queste settimane tra mille difficoltà, ritengono possibili nuovi attentati: come quello di sabato scorso di fronte alla sede del Fronte, proprio a Sulemainya. In stato di allarme anche i cen-

Genocide of the Kurds

By David A. Korn

THE suspicion was always there, among those who knew its murderous nature, that Saddam Hussein's regime had killed tens of thousands of Kurds, not simply as the unavoidable consequence of fighting Kurdish guerrillas but deliberately, as a measure of extermination. Now the story is coming out in all its horror.

Iraqi documents seized during the Kurdish uprising in March and April of last year - enough to fill two large trucks, according to sources who have seen them - tell of mass slayings of civilians. So does testimony by eye witnesses; and the Iraqis even left behind videotapes of executions, beatings, and torture. Kurdish sources say as many as 180,000 of their people were murdered by Iraqis. It may never be possible to reach a confirmed figure, but there can be no doubt that the scale of killing was massive.

The meticulous documentation removes all possible doubt as to how the killings came about. They could not have been the unauthorized excesses of Iraqi secret police officers, soldiers, or Army unit commanders. They could only have been done on the order of top Iraqi officials.

This puts the actions of Saddam's regime squarely within the definition of genocide. The 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide defines genocide in Article II as "acts committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnic, racial or religious group...." Among the criteria it cites "killing members of the group" and "causing serious bodily or mental harm to members of the group."

But killing was not the only weapon used against the Kurds. From 1987 to 1990, the Iraqi Army systematically demolished Kurdish villages and towns - in all some 4,000 - blowing up or bulldozing houses, wells, orchards, and crops and killing livestock. Half a million or more Kurds were forced into camps that had little

or no sanitation or clean water and no medical facilities, and where there was no opportunity for employment; others fled to the major Kurdish cities where they swelled the ranks of the desperate and the poverty stricken.

The Iraqi regime claimed that it was only trying to protect the Kurds. In fact, it is obvious that the effect and motive of these actions was genocidal. To the charge of mass murder must be added that, set out in Article II(c) of the Genocide Convention, of "deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part."

The Genocide Convention has no enforcement mechanism, and governments have always been

reluctant to press for enforcement. But Iraq's violations are too egregious to be ignored if the convention is to retain any meaning. Even if Saddam and his agents cannot at this time physically be brought to justice, an international tribunal should be set up to pass judgment on them. They should be tried under the Genocide Convention and also under the criteria set out by the Nuremberg Tribunal of 1946 for crimes against humanity.

It is time to recognize that the United States has a moral debt, and a concomitant obligation, to the Kurds of Iraq. By joining the Shah of Iran in supplying arms and money to the Kurds in the early 1970s, the Nixon administration encouraged their revolt in 1974. By failing to protest the Shah's betrayal of the Kurds in 1975, and by joining him in cutting off its aid, the US, too, betrayed them and contributed to the disaster that overtook them.

In the late 1980s, the US stood by while Saddam's regime destroyed the Kurdish villages, knowing full well what was happening but saying nothing publicly. In March of 1991, after having encouraged the people of Iraq to rise up against the Baghdad regime, the Bush administration sat and watched - when it could easily have prevented - the crushing of the Kurds by the Iraqi Army.

The US has a responsibility to assure that the Kurds are not again massacred. It also should help them rebuild from the devastation inflicted upon them, and to help find a political solution that will offer a reasonable prospect for satisfying their aspirations for self-government.

David A. Korn is a former foreign service officer and former director of the State Department's Office of Northern Arab Affairs.

Iraqi documents tell of mass slayings of Kurdish civilians. The Iraqis even left videotapes of executions, beatings, and torture.

It would be comforting to think that Saddam's atrocities against the Kurds were only an aberration. Sadly, they are the logical culmination of seven decades of refusal by Iraqi Arab governments to accept that the Kurds are a separate people, with a language and a culture of their own and an aspiration to guide their own destinies. After World War I, the Kurds were first promised the opportunity of independence. They were then lured and pushed into incorporation into the Iraqi state with offers of au-

In the face of abundant evidence that Saddam Hussein's regime is out to exterminate the Kurdish culture, the US can no longer stand by silently



OPINION

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR — Friday, March 13, 1992

Despatches

Kurds struggle to rebuild

Harriet Martin examines some conflicting moralities in the efforts made to revive an Iraqi village destroyed by Saddam Hussein

SET against the snow, the line of red, yellow and orange trucks looks more like a stranded circus than a convoy of heavy industrial machinery. For over a month, these diggers, generators and graders have been sitting in Choman, an Iraqi village on the border with Iran, waiting to be sold to Iran.

The Iranians want to buy them, the Kurdish people need the money, but the Kurds living in Choman will not let them go.

The equipment comes from Iraq's \$3bn Bekhma hydro-electric dam project. Over the past year, the half-finished site has been triumphantly dismantled by the Kurdish people. Fifty miles north of Arbil in northern Iraq, it was central to Saddam Hussein's strategy to control the Kurds.

In fact, the valley below the dam was never flooded. Now, the equipment has been looted and the luxury lake-side resort gutted: the project is defunct. Raising funds by selling off equipment brought in to destroy them is a *coup de grâce* for the Kurds, but it is one that is proving increasingly controversial.

Recently, these sales have been a vital source of income and food. But efforts by Kurdish leaders to prevent the loss of construction equipment across the border have now brought threats from Iran of a food blockade.

None the less Choman, which was one of the 4,000 Kurdish villages destroyed by Saddam, is being rebuilt. It is without electricity, and it wants one of the generators on the convoy to remain behind.

The original Bekhma plan was to build a hydro-electric dam across the Great Zab river. When Saddam came to power in 1979, he transformed this project into a much more ambitious scheme.

His intention was to disperse one of the most politically organised and articulate sections of Kurdish society, the Barzani people. Massoud Barzani, leader of one of the two main parties in Kurdistan, the KDP, is at the forefront of Kurdish nationalism.

The expanded Bekhma scheme was to have flooded the heavily-cultivated Barzan valley, destroying the livelihood of the Barzani people. In preparation for this, in the mid-1980s, the Iraqi army destroyed many villages and the Barzani people fled into exile in Iran.

The scheme also had the advan-

tage of dividing Iraqi Kurdistan geographically in two - with an immense artificial lake - making military control of the region easier.

On the slopes of the Barzan valley, the Iraqis were building a luxury lake-side resort with boating marina, shopping complex, hotel, gym, hospital, mosque and hundreds of holiday chalets. Here, rich Arab Iraqis were to come and spend their leisure time. It was only half-complete when Iraq invaded Kuwait in August 1990, at which point the 4,000 Turkish and Yugoslav workers fled and work on the dam ceased.

Bitterness at this violation of the beautiful valley contributed to the site's destruction. The bungalows now shelter hundreds of Barzani families which, after months or even years of exile, have returned to rebuild the homes Saddam destroyed.

When Kawa's village was razed seven years ago, he and his family - wife, three children, his mother, two sisters and a brother - walked more than 100 miles across the border into Iran, where they lived in a refugee camp.

They returned in November. Their temporary home at Bekhma, which

once had running water, electricity, air-conditioning and television, is cold, heated by just one small paraffin burner. However rudimentary it is, this accommodation now offers a solution to one of Iraqi Kurdistan's most pressing problems: the homelessness of displaced people.

The equipment, on the other hand, is creating problems. Local Kurdish people and the Front (an alliance of eight reformist groups led by the PUK and the KDP, the two dominant political parties) are having to face some difficult moral issues over its sale.

The convoy sits in Choman, waiting for decisions to be made. "It's been like this for weeks now," says a French doctor who is working in the area. "Local people have threatened to set light to the convoy if attempts are made to move it."

Efforts are being made to defuse the situation. Local Kurdish engineers are trying to bring in a smaller generator; even the intended Iranian buyer has been to Choman to try to sort out the dispute. Some Kurds feel that the Iraqi equipment which was brought in to destroy their towns and villages should now be used to rebuild them. "I don't understand

why we are selling it," said one aid worker, "when it is exactly what we need for the reconstruction programme."

In contrast to the well-publicised short-term UN programme intended to take people through the cold winter, Kurdish development organisations have been rebuilding houses, hospitals and schools. In Arbil, there are workshops turning out 150 school desks a day. Everywhere, you see people on the roofs of houses using heavy rollers to flatten the recently-laid mud roofs.

Underlying all this activity, though, is an uncertain future. In a few months, the Kurdish people could once more be exposed to the brutality of Saddam. The six-month extension of the Memorandum of Understanding with Baghdad has committed the allies to providing air cover until the end of June. The UN,

on the other hand, is intent on pulling out at the end of April. Then the weather will be getting warmer, and thousands of Kurds are expected to return from exile in Iran. It is reluctant to be drawn into this new phase of reconstruction, which would require a level of commitment to the Kurds that would go far beyond helping them survive a single winter.

Once the Kurdish people are left without allied protection, it is important that the Iraqi government equipment should be seen to have been "looted" rather than semi-appropriated by the Front, which could then be held responsible for its disappearance. Whether it is or not, no one seems to know.

However, ridding Kurdistan of equipment brought in to destroy it is central to the sales. Furthermore, the remaining equipment increases the ease with which Saddam could one day resume his onslaught on the Kurdish people.

In Choman, a few men, some with guns flung over their shoulders, are hanging around the vehicles. Nothing seems to be happening.

Leaning against one of the trucks, a young man with eyes like jewels smiles at me. I ask him what the problem is with the convoy. Passionately, he explains: "There are no arguments between Kurds, it is Saddam who has turned us against one another. We are not really divided. One day you will come back and this place will be beautiful. The hills will be made of gold; the trees will have golden leaves."

KURDISTAN : RETOUR VERS L'ENFER

**A quoi aura servi la guerre du Golfe ?
Un an après, tout est pareil. Pour les
Kurdes, par exemple : depuis dimanche,
Saddam lance à nouveau ses troupes
contre eux. En quelques années, il a fait
du Kurdistan irakien ce pays lunaire. Notre
envoyé spécial en revient.**

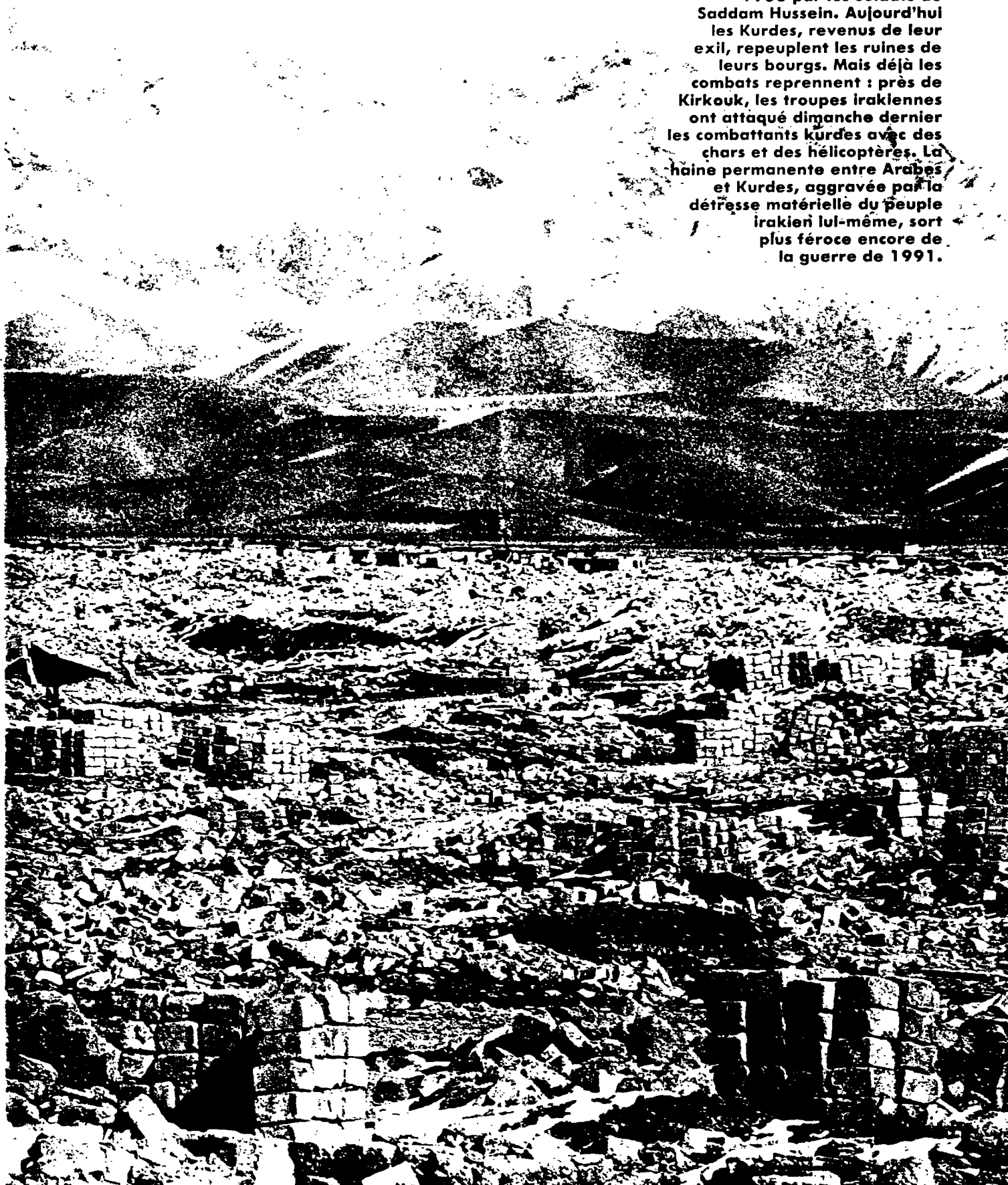
TEXTE ET PHOTOS : ERIC BOUVET
notre envoyé spécial



Le Figaro Magazine - 14 mars 1992

C'ETAIT UNE VILLE...

Ce champ de pierres : tout ce qui reste de Twesuren, ville kurde de vingt mille habitants. Entièrement dynamitée en 1988 par les soldats de Saddam Hussein. Aujourd'hui les Kurdes, revenus de leur exil, repeuplent les ruines de leurs bourgs. Mais déjà les combats reprennent : près de Kirkouk, les troupes irakiennes ont attaqué dimanche dernier les combattants kurdes avec des chars et des hélicoptères. La haine permanente entre Arabes et Kurdes, aggravée par la détresse matérielle du peuple irakien lui-même, sort plus féroce encore de la guerre de 1991.



KURDISTAN

« BIENVENUE au Kurdistan libre. »
 Les mains posées sur sa « kalach », un keffieh rouge vissé sur sa tête et la moustache en bataille, un Peshmerga nous accueille sobrement au poste-frontière de Zakho, à quelques kilomètres de la frontière turque.

Il est 21 heures, il fait moins cinq degrés, mais qu'importe : nous sommes enfin arrivés au Kurdistan, un pays qui n'existe pas, une enclave autonome de 38 900 kilomètres carrés, située au nord de l'Irak et peuplée par trois millions d'habitants. Cerné par l'Iran des mollahs à l'est, par la Turquie laïque au nord et par les troupes de Saddam Hussein au sud et à l'ouest, le Kurdistan ne vit que grâce à l'aide matérielle de l'Onu et à la présence bienveillante de l'armée américaine : « Seuls l'honneur et le courage nous donnent la force de vivre dans ce pays en ruine, parsemé de charniers », me déclareront les combattants kurdes. Unanimes.

AU KURDISTAN, LA REALITE DEPASSE LA FICTION !

Sinistre voyage en effet, celui qui me mène, sur 550 kilomètres, de Dohouk au nord à Kifri au sud, en passant par les villes martyres de Qalat-Diza, Sulaimaniyah, Halabja et Twesuren. Autant de noms qui rappellent les massacres perpétrés depuis vingt ans par Saddam Hussein contre le peuple kurde. Les derniers bilans établis par le Front du Kurdistan vont bien au-delà de l'exode dramatique qui, au printemps dernier, a bouleversé les opinions occidentales. En vingt ans, quatre mille villages, vingt-six villes, dont une de cent vingt mille habitants, ont été rasés. Cent cinquante villages ont été gazés. Partout sur notre route, ce ne sont que ruines, gravats et montagnes de ferraille. Sans oublier les arbres brûlés à l'acide nitrique et les sources bouchées au béton : « Saddam a utilisé tous les moyens pour nous détruire, me raconte Amina, vingt-cinq ans, rencontrée sur la route qui conduit à Panjwin (frontière iranienne). Tous nos villages ont été dynamités et aujourd'hui, rares sont nos maisons dont les murs dépassent un mètre de haut. »

Au Kurdistan, la réalité dépasse la fiction. L'exagération n'existe pas. Malheureusement. A Sulaimaniyah, la capitale actuelle, les bulldozers qui ont fouillé la terre argileuse, aux alentours de la caserne qui abritait la sécurité militaire de Saddam, ont découvert des ossements, des vêtements d'adultes et parfois même d'enfants. A quelques mètres, des poteaux d'exécution : « La caserne de la Am'en était un centre de torture. Les bourreaux y officiaient sans arrêt. Cette infâme bâtisse vérolée terrorisait tellement les habitants que l'on n'osait même plus la regarder », m'affirme Jallal, un combattant de quarante ans qui se souvient de la cruauté de ses tortionnaires. « Certaines pièces étaient insonorisées et on y pendait hommes et fem-



mes à des crochets pour les brûler et les battre pendant des heures avant de les étouffer en leur recouvrant la tête avec des sacs en plastique. » Et que dire de cette monstrueuse remorque, stationnée à deux pas de la caserne, où des policiers politiques violaient femmes et fillettes ? Les habitants de Sulaimaniyah veulent en faire un mémorial comme ceux qui existent en Israël ou au Cambodge. Lorsqu'en mars dernier les Peshmergas ont pris d'assaut la caserne après deux jours de violents combats, la population s'est jetée sur les bourreaux, les a lynchés. Brûlés vifs.

Au Kurdistan, chaque jour apporte son lot d'horreurs. Ne retrouve-t-on pas régulièrement dans tout le pays d'importants charniers où s'entrelacent des squelettes dans un mélange de boue et de sang ? « Mais le pire, constate un chirurgien kurde revenu des Etats-Unis depuis quelques mois, ce sont les blessés qui ont sauté sur des mines antipersonnel déposées lors de la guerre Irak-Iran. Ils souffrent tellement qu'ils n'ont plus la force de crier. Des femmes parties chercher du bois pour se chauffer, des enfants qui jouaient, inconscients. Peu s'en sortent. Quand ils survivent, leur vie est un cauchemar. Malgré l'aide généreuse de Handicap international, une organisation qui nous fournit des prothèses. »

HALABJA : LA PETITE SEUR D'HIROSHIMA...

Un jour, j'étais en voiture avec un Italien de l'Onu, sur la route Raniyah-Qalat Diza. Nous sommes passés à côté d'un immense champ de pierres. En s'arrêtant, il m'a dit : « Voilà Twesuren. Une ville de vingt mille habitants entièrement dynamitée en 1988 par Saddam Hussein. » Incroyable. Il a fallu que je grimpe sur un monticule pour constater qu'une ville, ici, avait réellement existé. Il n'y avait plus un seul mur debout.

Et c'est pareil à Sayed Sadiq : avant le passage des soldats irakiens, il y a quatre ans, la ville comptait trente mille habitants. Ils sont revenus aujourd'hui et campent dans des tentes de fortune au centre de leur maison dévastée.

Une seule ville a échappé au dynamitage : Halabja, surnommée « petite sœur d'Hiroshima » comme le rappelle un panneau à l'entrée de la ville. Saddam Hussein a préféré gazer cinq mille habitants, puis ensuite détruire la cité à l'artillerie pour ne pas décimer ses propres troupes. Qui n'a pas conservé en mémoire les images terrifiantes de ces familles kurdes rattrapées par les gaz dans leur fuite désespérée ? Et celle, encore plus insupportable, de ce père gisant sur le pas de sa porte, tenant son nouveau-né dans ses bras ? Parce que Saddam voulait punir les Kurdes d'avoir aidé les Iraniens pendant la guerre Irak-Iran. Il ne s'en est pas tenu là : le raïs irakien a déporté cent quatre-vingts mille personnes dans des camps au sud de l'Irak, et détruit quatre mille deux cents villages à l'explosif. La plupart des

déportés ne sont jamais revenus. Et ceux qui sont revenus ont été une seconde fois châtiés lors de la défaite de l'Irak au Koweït : fou de rage, Saddam a envoyé au Kurdistan des troupes qui n'ont pas « chômé ». Il a fallu quelques raids de l'aviation américaine pour le décourager.

Aujourd'hui encore, malgré la présence des envoyés de l'Onu et des avions de l'US Air Force qui survolent en permanence le territoire, les Kurdes ne dorment pas tranquilles : « Il suffit que je n'entende plus le bruit rassurant des avions de chasse américains pendant quelques heures pour que je ne dorme pas de la nuit, me confie un réfugié kurde de Raniyah. Saddam Hussein veut notre peau. Si les Américains s'en vont, nous serons à nouveau massacrés, déportés. Et Saddam n'est pas loin. A Mossoul, à Kirkouk, où les combats reprennent... A quelques kilomètres à l'ouest de la ligne de démarcation de 1991... »

Et pourtant, la vie continue au Kurdistan. Certaines villes, peu nombreuses, ne manquent de rien. Grâce aux camions de l'Onu qui apportent régulièrement des vivres, des couvertures et des poêles. Grâce aussi au trafic qui relie le Kurdistan, la Turquie et l'Iran. Résultat : un marché noir endémique. A Dohouk et Sulaimaniyah, par exemple, on trouve de tout. De la viande, des légumes, des téléviseurs et même des jeux vidéo pour enfants ; cela ne veut pas dire que tout le monde mange à sa faim. Loin de là. Et le carburant manque, malgré le passage incessant des camions-citernes turcs entre Mossoul (Irak) et Silopi (Turquie) via le Kurdistan. Un trafic qui arrange tout le monde : les Irakiens d'abord, qui peuvent vendre du brut malgré l'embargo décrété par les Etats-Unis, les Peshmergas kurdes et les trafiquants turcs. Le peuple kurde n'en bénéficie pas pour autant.

Comble de malheur, l'hiver n'a jamais été aussi froid. A tel point que la pénurie de carburant fait des ravages. Les enfants meurent, et il n'est pas rare de voir, sous les tentes, des gens brûler des morceaux de plastique, au risque de s'asphyxier. Les arbres ont disparu, abattus dès les premiers jours du grand exode de 1991. Et quand il en subsiste, les Kurdes hésitent à aller les couper, de peur de sauter sur une mine.

Bien sûr, il y a les rations distribuées par le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés : 24 kilogrammes de riz, 9,5 kilogrammes de légumes, 4,5 litres d'huile par famille et par mois... Il y a aussi les bazars de Zakho, Dohouk et Sulaimaniyah. Mais les prix ont flambé.

« Qu'allons-nous devenir ? s'interrogent les Kurdes : si les Occidentaux partent, Saddam reviendra, se vengera. Ce sera une boucherie. Et nos enfants ? N'auront-ils encore une fois que le choix entre la mort ou la misère ? »

ERIC BOUTET
 avec la collaboration d'Olivier Michel

DE LA SOLIDARITÉ À L'INDIFFÉRENCE

Qu'en est-il de la situation des Kurdes d'Irak un an après leur insurrection et la répression sanglante de l'armée de Saddam Hussein ? L'émotion qui s'était emparée, alors, de la communauté internationale semble avoir laissé place aujourd'hui à l'indifférence au moment où la Turquie bombarde à son tour les Kurdes irakiens et que l'armée irakienne les combat de nouveau.

Le froid, la neige et l'affrontement qui peut éclater à tout moment avec les soldats de l'armée irakienne, restent le lot quotidien des Kurdes d'Irak, un an après leur exode dans les montagnes.

L'insurrection de mars 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, avait permis de libérer les trois-quarts du Kurdistan en l'espace de quinze jours. Puis les chars et les hélicoptères de la garde républicaine de Saddam Hussein s'en étaient pris aux Kurdes, après avoir écrasé les Chiïtes, au sud, sous l'œil complaisant des armées alliées. « Les médias avaient affirmé alors que l'insurrection kurde avait été défaite, note Syamand Bana, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Ce n'était pas vrai. Les 80 % du Kurdistan que nous contrôlons aujourd'hui sont les 80 % que nous contrôlions en avril 1991 après l'offensive irakienne et avant le cessez-le-feu. »

De la frontière turque à la frontière de l'Iran, le Kurdistan d'Irak est libre. Mais les communications, de Zakho à Halabja en passant par Rawanduz, Rania, Arbil, Suleymanieh, restent très fragiles. Un chemin carrossable, passant par les montagnes de la région de Barzan, permet de relier la région de Rawanduz à Dohouk, sans rencontrer le moindre soldat irakien. Mais le trajet dure au moins sept heures en 4 x 4, ou en bus tout terrain. La route rapide qui relie Souleymanieh à Mossoul, en passant par Arbil et Kirkuk, reste sous le contrôle de l'armée irakienne.

Les combats y sont réguliers. Celui des 1^{er} et 2 mars aurait fait une cinquantaine de morts. Les peshmergas (combattants kurdes) ont repris le contrôle d'un pont occupé par l'armée irakienne, qui voulait interrompre la circulation des marchandises entre Mossoul et Dohouk. Le 21 octobre dernier, en effet, Saddam Hussein a décrété l'embargo sur le Kurdistan. Il voulait faire pression sur les dirigeants kurdes au cours des négociations engagées à Bagdad en mai 1991. Le pétrole de Kirkuk leur est interdit d'accès. Les salaires des fonctionnaires et les pensions des retraités ne sont plus versés.

PIERRE

PAR PIERRE

Le ravitaillement, l'assistance de l'Onu et des organisations humanitaires sont donc plus indispensables que jamais. D'autant que le Kurdistan souffre aussi de l'embargo imposé à l'ensemble du pays, par le conseil de sécurité de l'Onu. Massoud Barzani, dirigeant du PDK, reçu à l'Elysée par François Mitterrand le 10 mars dernier, signalait qu'il était impossible de remettre les quelques usines kurdes existantes en marche. La cimenterie de Souleymanieh, bombardée par l'aviation alliée lors de la guerre du Golfe, ne peut pas se procurer les pièces indispensables à sa réfection.

Des dizaines de milliers de familles sont réfugiées depuis mai dernier à Saïd Saliq et Sirwan, deux villes proches d'Halabja, détruites pierre par pierre, en 1988, par l'armée irakienne. Elles vivent en partie dans les ruines, en partie dans des cabanes de toile, de paille et de branchages. Au milieu de bois de conifères ou au bord de cours d'eau. Si cet été, ce campement avait l'allure d'un village de vacances, en plein hiver c'est devenu un camp glacial.

LES ENFANTS IRAKIENS EN PÉRIL

« A notre connaissance, c'est la première fois que les sanctions à l'égard d'un Etat, en temps de paix, s'appliquent à des secteurs vitaux pour la survie humaine et cela en violation flagrante de la charte des Nations unies. » Monique Brioude, avocat, et Jyotsna Saksena, chercheur, dénoncent avec force, à leur retour d'une mission effectuée du 8 au 16 février dernier en Irak, la lourde responsabilité de la communauté internationale face aux souffrances du peuple irakien. Leur enquête effectuée pour le compte de l'association française *Enfants du monde-Droits de l'homme*, avait comme objectif de cerner l'évolution de la situation des enfants un an après la guerre du Golfe et de faire le point dans les domaines de la santé et de la malnutrition.

Selon leur rapport, si Bagdad semble avoir retrouvé une certaine amélioration de son mode de vie suite à un effort important de reconstruction, ce n'est pas le cas pour les villes situées à moins de cent kilomètres de la capitale. La population continue d'y consommer de l'eau polluée, les installations de traitement et d'épuration n'ayant pu être reconstruites. Les effets de cette carence entraînent nombre de maladies qui frappent principalement les enfants. Compte tenu de l'absence de médicaments — consécutive à l'embargo — ces maladies prennent la forme de véritables épidémies.

« La mortalité d'enfants de moins de cinq ans a doublé en un an, soulignent les auteurs du rapport. Cent mille enfants de moins de cinq ans sont déjà morts à cause du blocus et l'Unicef estime à 340 000 ceux qui sont aujourd'hui menacés. »

Le coût humain global de l'embargo — il faudrait plutôt parler de blocus, précise la délégation, tant le pays est victime d'un étouffement organisé — est sans doute difficile à chiffrer, mais l'augmentation du taux de la mortalité infantile suffit à elle seule à en manifester toute l'horreur.

F. B.

De nombreux réfugiés, originaires des montagnes qui délimitent l'horizon, hésitent à retourner y reconstruire leurs villages. Ils restent isolés sur les pentes enneigées.

Le Front du Kurdistan (1) a suspendu les négociations avec Bagdad jusqu'à la levée de l'embargo. « Mais elles ne sont pas terminées », insiste Massoud Barzani. On a beaucoup spéculé sur les désaccords affichés entre lui et Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), sur ce point. Celui-ci refusant de signer un accord, qu'accepterait le premier. Cette opposition est réelle mais elle est régulièrement relativisée par les protagonistes eux-mêmes.

Les élections qui se dérouleront au Kurdistan d'Irak, en avril prochain — un événement exceptionnel et salutaire dans cette région — devraient renforcer la représentativité des dirigeants kurdes, face à la communauté internationale et à Bagdad. Mais elles légitimeront aussi les positions de chacun en fonction des voix qu'il

aura recueillies. Massoud Barzani revendique toujours un accord avec le régime irakien.

Après des mois de négociations, les différends qui demeurent entre les Kurdes et Saddam Hussein ne relèvent pourtant pas du détail. Bagdad voudrait conserver la mainmise sur 25 000 des 80 000 kilomètres carrés que représente le Kurdistan d'Irak, notamment sur les villes de Kirkouk, Sinjar, Khanakin, une patrie de Kiffri. Le contrôle des services de sécurité de la « future région kurde » dépendrait de Bagdad. L'armée serait toujours organisée par le parti Baath' qui resterait le « parti-guide » de la nouvelle constitution irakienne.

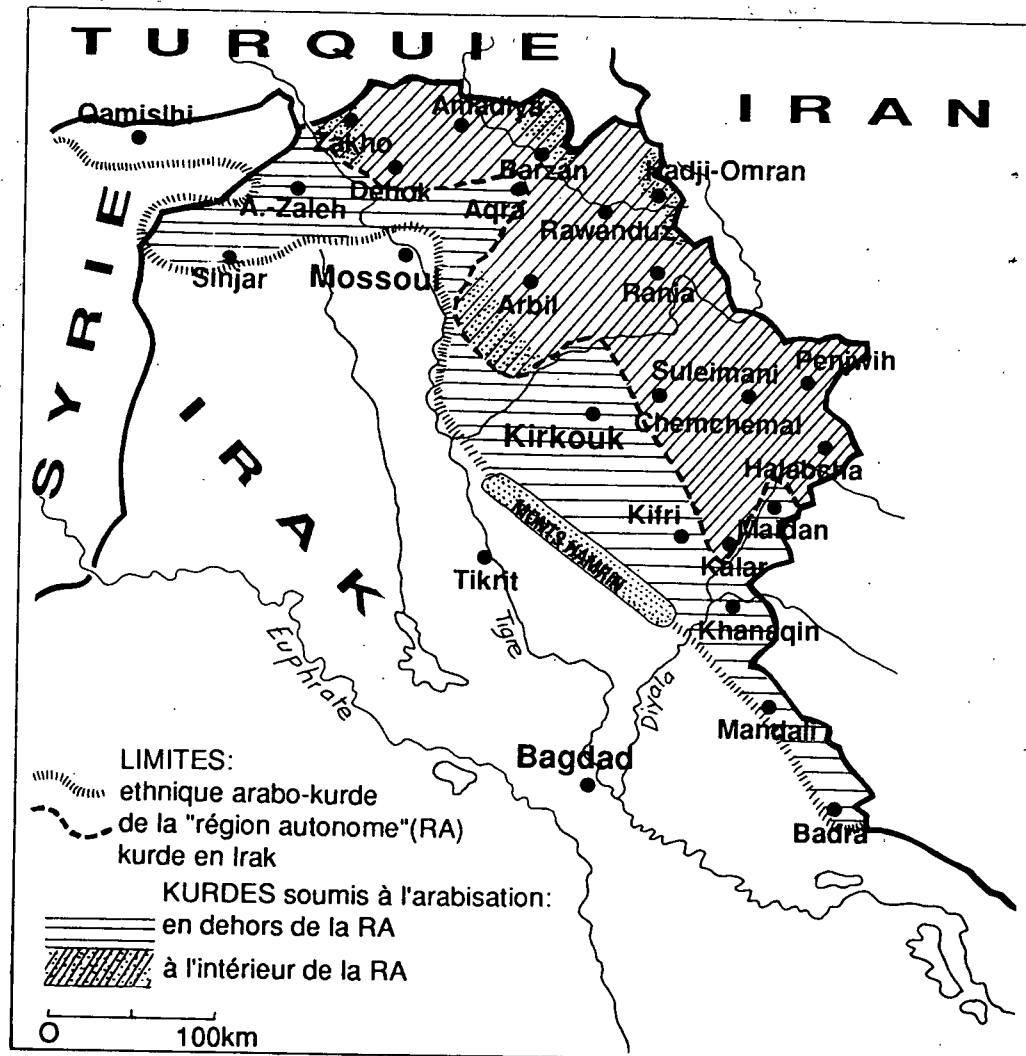
Toutes ces conditions réduisent à néant les lois de « démocratisation » adoptées l'été dernier par le parlement irakien et le postulat même sur lequel le PDK et Massoud Barzani ancrent leur action politique : « *Autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Irak.* »

L'avenir des Kurdes dépend évidemment de l'avenir du régime de Bagdad. Or, celui-ci semble régulièrement suspendu à une menace de nouvelle guerre-éclair brandie par l'administration américaine, le gouvernement britannique, voire certains des membres les plus influents du conseil de sécurité de l'Onu. Les résolutions des Nations unies exigeant la destruction des armes non-conventionnelles de l'Irak, ou la récente condamnation très sévère de la Commission de droits de l'homme de l'Onu à l'égard de Bagdad pourraient être autant de prétextes à intervention.

La presse américaine évoque quasi quotidiennement les plans les plus élaborés visant à renverser Saddam Hussein. Les débats à ce sujet seraient constants entre la Maison-Blanche et le Pentagone. Mais il faut faire la part des scoops et des révélations, dues à une campagne électorale pendant laquelle George Bush doit répondre à une critique dévastatrice : avoir « gagné » la guerre du Golfe et laissé Saddam Hussein en place. Tenterait-il réellement un nouveau coup aujourd'hui, pouvant conduire jusqu'à une intervention terrestre sur Bagdad ?

Si l'armée irakienne, et particulièrement la garde républicaine, défendait le régime corps et âme, ce serait courir le risque de transformer une « *frustration en désastre* », comme sobriement un éditorial non signé du *New York Times*. Massoud Barzani paraît des plus sceptique quant à l'éventualité d'une quelconque expédition visant à soutenir une nouvelle insurrection des Kurdes et des Chiites, armés par les USA et l'Arabie Saoudite. La défiance des leaders kurdes à l'égard de tous les partis de l'opposition irakienne persiste. En dépit des discussions approfondies qui se sont déroulées à Damas, fin 1988, les Kurdes n'ont jamais pu obtenir leur accord en ce qui concerne leur revendication d'autonomie.

Les relations avec la Turquie voisine ne sont guère plus brillantes. Les derniers raids aériens début mars n'avaient jamais pénétré si loin à l'intérieur du Kurdistan d'Irak, tuant douze civils, dont des enfants, dans la région de Khladiça. Ils prétextaient, comme ceux d'août



et d'octobre dernier, la chasse aux camps refuges des guérilleros kurdes de Turquie. Une gifle diplomatique pour Massoud Barzani, qui venait tout juste de se rendre à Ankara où il s'était entretenu avec le gouvernement turc.

Il avait protesté aussi fermement contre les bombardements perpétrés par l'aviation turque contre son pays qu'il avait condamné la politique « terroriste » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), face au régime d'Ankara. Cette concession au président Turgut Ozal n'a visiblement servi à rien. Sinon à dégrader un peu plus le climat entre les partis kurdes d'Irak et le PKK, au moment où l'armée turque se prépare à réprimer durement les manifestations prévisibles lors du nouvel an kurde, le 21 mars prochain. La guerre reste une réalité quotidienne, des deux côtés de la frontière qui coupe le Kurdistan.

Michel Verrier

(1) Tous les partis kurdes d'Irak dont le PDK et l'UPK.

L'INDIPENDENTE

Iraq - Assalto a carovana di «peshmerga»: le truppe di Bagdad aprono il fuoco su giornalisti italiani

Fra i Curdi vittime di Saddam

La distruzione di villaggi e le deportazioni non piegano i combattenti

CHAMCHAMAL. Cecchini iracheni hanno aperto il fuoco, ieri pomeriggio, su un convoglio di *peshmerga* che scortava tre giornalisti italiani. Fra questi, l'inviato dell'*INDIPENDENTE*, Maurizio Molinari. I giornalisti sono riusciti a sfuggire all'aggressione e a proseguire il viag-

gio, da questa zona del Kurdistan vicina al confine con l'Iraq, verso Nord.

Nell'area si susseguono spazzatorie da due giorni; anche certi spostamenti delle forze irachene inducono a prevedere un'imminente offensiva contro le popolazioni curde. Anche in

Turchia le truppe dell'esercito hanno attaccato ieri i separatisti curdi in diverse località. Nei combattimenti che sono seguiti - lo scontro più cruento è avvenuto nella città di Diyarbakir - hanno perso la vita, complessivamente, almeno sei guerriglieri e quattro soldati turchi.

MAURIZIO MOLINARI
NOSTRO INVIATO

BARZAN (Kurdistan). Il fiume Zab scorre a circa 30 chilometri dal confine con l'Iran, la sua valle è un deserto di pietre grigie. Sono le pietre di alcune decine dei 4500 villaggi curdi distrutti dalle truppe irachene negli ultimi dieci anni. Barzan è uno di questi villaggi. Patria del leader del Fronte del Kurdistan iracheno, Massud Barzani, è stato colpito due volte: nel 1983 e nel 1988. Prima la dinamite, poi i bulldozer hanno spianato tutto: non è rimasto un muro, un tetto, ma qui la gente è tornata.

In tende di fortuna una decina di donne, velate di nero e circondate da figli, figlie e pentole da braciare, accolgono il visitatore chiedendo di «vedere e ricordare».

Prima di Barzan, verso la rocca di Amadia, e dopo, verso Rawaduz, è tutto un seguito di pietre e di rovine. La maggioranza dei villaggi furono distrutti nella «campagna dell'elefante», scatenata da Saddam Hussein nel 1988 per eliminare ogni traccia di vita in una fascia di territorio larga 30 chilometri lungo i confini con l'Iran cobelligerante.

Questo è tuttavia solo un aspetto della guerra di Saddam contro i villaggi. Il capo del regime iracheno fece uccidere prima tutti coloro che avevano gli occhiali «perché potevano leggere», poi obbligò tutte le famiglie a cibarsi da un unico piatto «per apprendere così il socialismo». Quindi, visto che non bastava a rompere il legame dei curdi con le loro tradizioni etniche (giudicate un ostacolo alla «nazionalizzazione irachena»), Saddam iniziò le deportazioni e le parallele immigrazioni forzate di arabi iracheni in villaggi appositamente costruiti vicino a quelli curdi.

Bashkitey Merina, vicino Dahuk, è uno di questi villaggi.

A Dulup, nella stessa regione, i bulldozer hanno distrutto le case curde, non quelle dei coloni arabi. Interamente curdo era invece il villaggio di Sartak; ma Saddam, nel 1988, lo fece distruggere dopo che, visitandolo, si era sporcato gli stivali in una pozzanghera. «Bisogna fare un po' di pulizia da queste parti», aveva ordinato ad Ali Hassan Al Majid, il «macellaio dei curdi» poi diventato governatore del

Kuwait e ora ministro della Difesa a Bagdad.

La repressione e gli eccidi hanno creato panico e paura tra i curdi. Ha paura di Saddam il quattordicenne *pashmerga* a guardia di un ponte sul Zab, e ha paura la trentenne Bashra, insegnante di inglese nella scuola «Jian» di Zhako.

Nel cortile della scuola femminile, le 350 ragazze cantano, sorridendo, «Viva viva il Kurdistan»; ma molte di loro hanno bisogno di cure psicologiche. Si svegliano la notte, hanno paura che tornino gli iracheni.

Le scritte inneggianti a Saddam Hussein all'interno della scuola sono state cancellate con vernice nera, e sostituite da ritratti di poeti e combattenti curdi.

Ma la paura è sempre in agguato: «Saremmo ingenui se pensassimo che fosse tutto finito», ci dice un giovane rivenditore di benzina sul marciapiede di fronte alla scuola. Poco più in là, un posto di blocco dei *pashmerga*, con una grande scritta gialla: «Ia Kurdistan, la Kurdistan Taman» (O Kurdistan o morte).

Portaerei U.s.a entra nel Golfo

WASHINGTON. La portaerei statunitense «America» è entrata ieri nelle acque del Golfo Persico. Lo ha reso noto una fonte dell'amministrazione di Washington, precisando che si tratta di «un chiaro segnale inviato all'Iraq».

La nave è una delle trenta unità della *Navy* belliche

rimaste nella zona dopo la conclusione della guerra del Golfo. A bordo ha 80 aerei; è scortata da un incrociatore, una fregata e due navi per rifornimenti logistici.

In ambienti diplomatici internazionali è presa in considerazione l'eventualità di un'azione militare contro l'Iraq se il regime di Saddam Hussein non rispetterà tutte le risoluzioni del Consiglio di Sicurezza dell'Onu, prima fra tutte quella che gli impone di eliminare le armi

di distruzione di massa in suo possesso. Tuttavia, esperti dell'Istituto Internazionale di Studi Strategici (Londra) hanno rilevato la difficoltà di individuare e neutralizzare tutte le industrie belliche irachene, cosa riuscita non agevole già durante la guerra dell'anno scorso nonostante le ricognizioni e i massicci bombardamenti della Forza multinazionale. [Ansa, Reuter]

Iraqi Envoy Stands Firm On Arms Issue

By R. Jeffrey Smith
and Trevor Rowe
Washington Post Staff Writers

NEW YORK—Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz said that while his government intends to cooperate with the United Nations in destroying Iraq's existing weapons of mass destruction, Baghdad will not repudiate its right to be a major military power and to build such weapons in the future.

Aziz, speaking in an interview Saturday night before returning to Iraq, also declined to give assurances that U.N. teams charged with monitoring his country's activities and destroying its war-making capability could continue their work unimpeded. He said U.N. activities would be judged on a "case by case" basis.

His comments came after the United Nations charged again last week that Iraq has failed to comply with demands for full disclosure and elimination of its chemical, biological, nuclear and missile capabilities. They also came against a backdrop of statements by U.S. and British officials refusing to rule out military force to eliminate facilities associated with past Iraqi weapons development. Iraq has said it wants to preserve and modify that equipment for civilian use.

Aziz gave no indication that he has accepted the demand of the U.N. Security Council for unconditional acceptance of Resolutions 707 and 715 implementing the terms of the Persian Gulf War cease-fire.

Unprecedented in scope, the resolutions permit the U.N. Special Commission on Iraq to authorize destruction of whatever Iraqi weapons facilities it designates, to search anywhere in the country for banned items and to conduct intrusive long-term monitoring of all of Iraq's scientific and military activities. Iraq has described these demands as an unacceptable infringement of its national sovereignty.

Aziz was unable last week to find visible support among any of the 15 Security Council members for exceptions to these demands and for an easing of the worldwide econom-

ic blockade maintained against Iraq—the two central goals of his six-day visit.

But he cast the exchange of views here in a positive light, saying that Security Council members other than Britain and the United States now had a better understanding of Iraq's position and that it "enables both of us to have a better relationship."

Aziz, who spoke during a 20-minute interview at the elegant Manhattan residence of Iraq's U.N. ambassador Abdul Amir Anbari, said he took "at face value" U.S. press reports of a covert \$30 million campaign to destabilize President Saddam Hussein.

But he laughingly dismissed the effort as involving only "worthless people" meeting in "Riyadh [Saudi Arabia] and the five-star hotels in the capitals" of the Middle East to obtain funds from foreign powers.

Aziz said his government has no indication that the purported U.S. covert campaign has been extended inside Iraq. "Next year, we'll be here in the same place," he said of Saddam's regime.

Sadoon Zubaydi, a Foreign Ministry aide who described himself as Saddam's chief English interpreter, added with a laugh that "I should think [Saddam] was worth a lot more" than \$30 million.

[According to a report in Britain's Sunday Telegraph, the CIA is flooding Iraq with fake dinars to undermine that country's economy, the Reuter news service reported. The newspaper, quoting unidentified CIA sources, said "agents and unsuspecting traders" were smuggling in the notes through neighboring Jordan, Iran and Turkey.

[They were sending in notes of two "relatively low denominations that circulate widely and easily among traders," the newspaper said. CIA spokesman Peter Earnest in Washington said the agency would not comment on the report.]

Asked if the Iraqi government was prepared to renounce its pursuit of weapons of mass destruction as a means of reassuring the United Nations, Aziz replied that "we are not asked by the Security Council to make such statements. We are asked to comply with the provisions of the council, and that's different."

When pressed if he would nevertheless categorically renounce any Iraqi aspirations for nuclear, chemical or biological weapons, he said: "No. But I'm willing to make a

statement that we're willing to comply with the resolution" stipulating that any such arms be eliminated now. "Not an inch further," he said.

Striking a familiar theme that the demands placed on Baghdad must not be more stringent than those placed on other nations, notwithstanding Iraq's invasion of Kuwait in August 1990, Aziz said: "Why don't you ask the others in the region? What about Israel? What about Iran? What about the others? Let them say what their intentions are."

Swedish diplomat Rolf Ekeus, chairman of the U.N. Special Commission, said in an interview earlier on Saturday that he had heard no concrete, favorable response from members of Aziz's delegation about the world body's principal demands to Iraq. These include a month-old demand that Iraq immediately destroy 36 categories of equipment and nine buildings associated with past development of ballistic missiles at four military complexes.

Aziz confirmed that his visit did not dissuade him from the view that only those items solely capable of being used for banned military programs should be destroyed, while items capable of being converted to civilian use should be left intact.

But he also did not rule out eventual Iraqi capitulation on the ballistic missile equipment, saying that

"it is premature to give clear-cut answers" about it because Baghdad wants further discussions with U.N. technical experts in the field.

Aziz also took issue with the methods used by U.N. teams to conduct inspections.

"When we speak about future monitoring of factories covered by . . . planes, O.K. But if those planes are going to follow where the Iraqi leadership works and stays, that's different," he said.

The Associated Press reported from Nicosia, Cyprus:

Iraqi Defense Minister Ali Hassan Majeed denied that his forces were preparing for a major offensive against the Kurds, the official Iraqi News Agency said.

"We have no offensive intention now, nor do we plan to advance farther than the known positions of our military divisions," Majeed said.

Kurdish rebel spokesmen have said in recent days that Iraq was increasing its shelling of Kurdish villages and was amassing troops and armor for a possible offensive against the guerrillas.

March 16, 1992

The Nation.

WATCHING RIGHTS.

ARYEH NEIER

It is now a year since the Kurds and the Shiites of Iraq rose up in the immediate aftermath of the Gulf War, and the Iraqi government brutally forced hundreds of thousands to flee for their lives to Iran and Turkey. Although the plight of the Kurds, particularly those on the Turkish border, was big news for a time, like the victims of many other conflicts their moment in the spotlight of world attention was brief. In June, if all goes according to current plan, the United Nations will withdraw from Iraqi Kurdistan—where a haven, or security zone, for the Kurds was established in April 1991—and the government of Saddam Hussein will resume control of the region.

For the 3.5 million or so Kurds living in the security zone, that must be a terrifying prospect. They have been trying for years to tell the world about the horrors they have suffered from Iraqi forces, but it is only in the period since their uprising that even they have learned many of the details.

At the time of the uprising, *peshmerga*, or Kurdish guerrillas, overran the offices of Iraqi security agencies and of the Baath Party in several cities. To their astonishment they found that the Iraqis had kept meticulous records of their crimes against the Kurds between 1985 and 1989. The records included great numbers of memorandums identifying the victims by name, as well as videotapes showing everything from poison gas attacks to torture sessions. Middle East Watch has obtained copies of some of these records from the *peshmerga* and is in the process of assembling a comprehensive archive. The documents will be analyzed in cooperation with Harvard University's Center for Middle Eastern Studies.

What follows is a translated excerpt from one captured memorandum, dated October 29, 1988, from the Directorate of Security of Sulaimaniyah to the Assistant Director of Operations for the Autonomous Region:

Greetings—

Referring to the telephone conversation, we list hereunder the required surveys:

- First: (9) criminal members of enemy groups, executed by this directorate according to the approval of the esteemed North Organization Bureau [of the Ba'ath Party].
- Second: (19) accused, executed by this directorate because of their presence in the Security-prohibited village and according to the cable from North Organization Security 4008 on 20/June/1988, paragraph (5) thereof.
- Third: (6) families numbering (18) persons, relatives of the criminals mentioned in "First" above, executed by this directorate, according to directions from the esteemed North Organization Bureau.
- Fourth: (47) accused members of the enemy groups were referred to the Revolutionary Court for investigation and were sentenced to death.
- Fifth: (2532) persons and (1869) families numbering (6030) persons were sent to the Popular Army Camp in Ta'amim Governorate. These were arrested during the heroic "Al Anfal" Operation.

Six months before the invasion of Kuwait, Middle East Watch published a report titled "Human Rights in Iraq" (later

issued as a book by Yale University Press), which discussed what was then known about the abuses directed against the Kurds. It noted that the Iraqi government began its most recent program of forced resettlement of the Kurds in 1985. Because of the secrecy with which the government shrouded the operation, the number of people involved was not clear, but the report cited estimates of "at least 500,000 and maybe higher." Meanwhile, evidence showed that some 4,000 Kurdish villages had been wiped out during this campaign, and that poison gas had been used by the Iraqis not only in the town of Halabja in 1988 but also on a previous occasion. Many of the Kurds who had been forcibly relocated could not be accounted for. What had become of them?

Through a review of the captured Iraqi documents, the fate of the missing Kurds is being resolved. Many were never resettled; they were murdered. In December, Middle East Watch and Physicians for Human Rights sent a team of scientists led by forensic anthropologist Clyde Snow to Iraqi Kurdistan to exhume bodies, identify them and determine the probable causes, manner and dates of death. What it found from only a few sample graves was telling: skeletons of young men, still clothed, with a single gunshot to the head; one skull bearing a blindfold; a skeleton of a young woman who had been hanged.

'Anfal': a name sanctifying Iraqi atrocities against the Kurds

A young Kurd named Taymur, now 15, has supplied additional evidence about the killings of his people. In 1988 Taymur was herded into a pit with his family and many other people and shot in the back. He alone survived. His wounds and his story are all that is available to document this episode, which took place in territory still under Iraqi control.

One of the most chilling aspects of the Iraqi campaign is the name it was given: "Anfal." The word is from the Koran and refers to booty obtained in raids against infidels. The implication is that what was done to the Kurds was legitimate; indeed, that it was sanctified.

The Anfal campaign seems to have been motivated at least in part by Saddam's conviction that the Kurds had betrayed Iraq by siding with Iran in the prolonged and bloody war between the two countries. No doubt, the *peshmerga* did attempt to exploit the war for the purpose of establishing an independent Kurdistan. Perhaps in reprisal, the most intense phase of the Anfal campaign was launched against the Kurds as the war ended. Ali Hassan al-Majid, a cousin of Saddam Hussein (known as "Ali Chemical" by the Kurds), was decorated for his effective conduct of the campaign and, a few months ago, appointed Defense Minister.

If Iraqi Kurdistan reverts to the control of the Iraqi government, the Kurds will once again be subject to Saddam Hussein and Ali Chemical. Before that is allowed to happen, it is urgent that the world learn about the Anfal campaign.

In Remote Iraqi Marshes, 10,000 Shiites Besieged

By Chris Hedges
New York Times Service

MARKAZ AL HALFAYA, Iraq — In the forbidding marshland of southeastern Iraq, beyond the scrutiny of most of the outside world, the Iraqi government is conducting a brutal counterinsurgency campaign against Shiite Muslim rebels and their supporters.

The scale of the fighting has often been just as intense as the widely reported violence involving the Kurds who live in northern Iraq.

But because the remote marshes can be entered only by small boats that slip past the Iraqi lines from outposts on the Iranian frontier, the journey into the Shiite war zone is undertaken warily, even by the Shiite rebels, and rarely by others.

A three-day visit to the area was punctuated by artillery and mortar attacks every few hours, part of a two-week-old offensive by government troops who surround most of the huge swamp.

Helicopters, like great hovering insects, beat low over the expansive wetlands looking for any sign of human habitation to attack. Iraqi soldiers, who have cut off food and supplies to the approximately 10,000 rebels and 200,000 displaced people living in the marshes, have begun to slog their way into the swamps to wipe out the resistance.

"The Iraqi government has mounted a campaign to exterminate us," said Ayatollah Mohammed Baqir Hakim, a rebel leader based in Iran. His group, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, is one of the largest of the 10 Iraqi Shiite rebel groups.

Iraqi leaders deny that they have targeted either the Kurds or the Shiites.

"We do not have a sectarian strife inside Iraq," the deputy prime minister, Tariq Aziz, said last week in New York. "This is a lie which aims at achieving political objectives to destabilize the Iraqi government."

[The Iraqi defense minister, Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, denied Sunday that his forces were preparing for a major offensive against the Kurds. The Associated Press reported, quoting the official Iraqi press agency, INA.

"We have no offensive intention now, nor do we plan to advance farther than the known positions of our military divisions," he said.]

The Shiites, who make up about half of Iraq's population, have long chafed under the domination of President Saddam Hussein and the other Sunni Muslims who control the Baghdad government.

The Shiites rose up against the government after Iraq's defeat in the Gulf War. For several days, rebel fighters controlled most of the south, including the city of Basra. But the uprising was crushed within a month by government forces, and the Shiite fighters fled to Iran or the marshlands.

In the year since the uprising, Shiite shrines, mosques, schools, and even cemeteries have been desecrated or destroyed in what Shiites say is a concerted effort to eradicate their culture and religion. Shiites say tens of thousands have been imprisoned or executed.

Rebel leaders say they have uncovered numerous mass graves but have been unable to guide outsiders to the sites because of the hostilities. One of the sites, at Al Shehat, holds the bodies of some of the 2,000 people missing from Kuwait, these leaders contend.

A United Nations report last month on the human rights situation in Iraq said that the government was attempting to "destroy Shia culture by wiping out its traditional leaders."

The repression of the Shiites has been accompanied by a crude propaganda campaign by the Iraqi regime, accusing the sect of heresy and labeling the tribes in the marshes, who have aided the rebels, as "monkey-faced" people who are not "real Iraqis."

Leaders of the 10 main Shiite rebel groups, most of which are closely linked to the Shiite government in Iran, say they suspect that their inability to focus world attention on their plight has also been hampered by their sect's image as inimical to Western culture and values.

"Because we are Shiites, because we are linked with Iran, we are ignored," said a Shiite leader, Ali Ali Adhadh. "People assume we are incapable of democracy or friendly relations with the West."

The rebels, provided with sanctuary and support by Iran, operate out of small base camps along the border with Iraq and deep inside the marshes. But despite the backing of Iran, they are poorly equipped.

Their AK-47 assault rifles are often rusty, few have boots or uniforms, and there is little medicine to ward off the pestilence of the swamp that breeds festering sores, fevers, and malaria. Sick and wounded fighters often die before they can complete the three- or four-day journey to Iran for treatment.

One who survived the trip, Karim Kalis, said from his hospital bed in Ahwaz, Iran, that he was ambushed with his unit a week earlier near the Iraqi city of Amara.

and that one rebel was killed and 12 were wounded.

But he said that by the time his group staggered into Iran from the marshes after three days of travel, only four of the wounded men were still alive.

"We are terrified of even small wounds," he said. "There is little hope of recovery."

"It was a one-sided fight," he said weakly. "We had nothing to put up against the heavy guns."

But hate is a potent weapon, and hundreds of young men, including some 1,000 army deserters, are said to have gone into the marshes recently looking for a gun and a chance to fight.

The Shiite rebels appear to be a devout group, laying out their prayer mats in the crude mud huts they share with other fighters, stacks of wooden ammunition boxes with Persian script on the side, and old weapons.

They speak with veneration of their religious leaders. The women are covered in sweeping folds of black cloth that look severe, even by Iranian standards. And many of

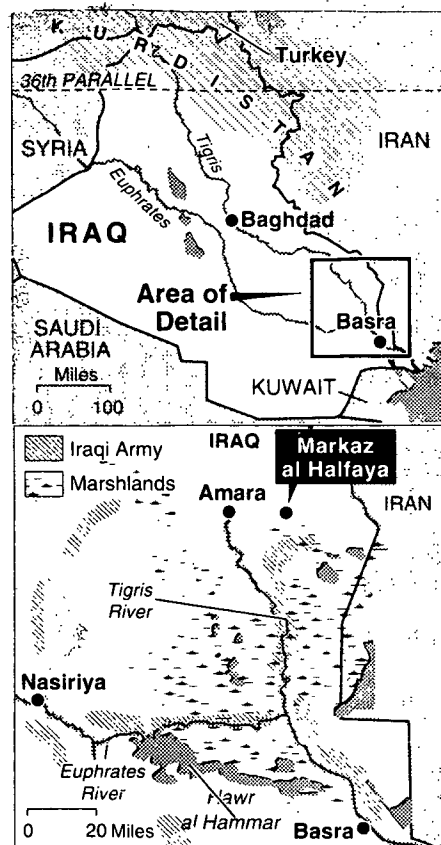
the rebel lodgings have photos not only of Ayatollah Hakim, but the former Iranian leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini.

But when questioned about their motivation, the Shiite fighters usually stress Iraqi atrocities rather than religious ideals. Most, when they speak of the Iraqi government, use the word Saddam, as if the war is being waged against one man.

"Saddam killed two of my children," said Hussein Kader, a 32-year-old fighter. "They were small, 2 and 3, but when the soldiers came to the village, they shot them. I fight for this."

The war in the swamps is a deadly game of cat and mouse. Rebels say they are constantly on the move, often with their families, to escape Iraqi forces seeking to hunt them down.

Even the rebels — who rely on the natives to guide their boats through the labyrinth of channels and streams — often get lost, jerking their motors into reverse as they plow into a wall of grass and reeds.



L'INDIPENDENTE

MARTEDI' 17 MARZO 1992

Kurdistan - Viaggio attraverso i campi profughi controllati dai corpi internazionali di vigilanza e aiuto.

Via l'Onu, i curdi temono che torni Saddam

Il ruolo dell'Onu a protezione delle popolazioni curde si scontra con un ostacolo: i problemi finanziari. Anche il Kurdistan, paradossalmente, è vittima dell'embargo imposto all'Iraq.

MAURIZIO MOLINARI
NOSTRO INVIATO

CHAMCRAMAL (Kurdistan). La partenza del contingente delle Nazioni Unite in Kurdistan è cominciata e i curdi temono che questo faccia venire meno un importante deterrente nei confronti degli iracheni. La loro pressione lungo la frontiera meridionale del Kurdistan cresce di giorno in giorno e i curdi vedono nella presenza del contingente dell'Onu - insieme a quella degli alleati lungo il confine con la Turchia - la miglior garanzia della loro sicurezza.

Nella regione vi sono circa 500 uomini delle Nazioni Unite, per la maggior parte impegnati nel programma dell'Unher, la commissione per gli aiuti umanitari ai profughi (i maggiori centri sono a Suleymania, Dahuk, Shedlawa).

«Ma la nostra missione è finita», ci dice Colin Mitchell, responsabile dell'ufficio Onu a Suleymania. Mitchell spiega che «l'incarico era di assistere 8.000 famiglie durante l'inverno mentre siamo già in primavera ed abbiamo dato un tetto a 24.000 famiglie e cibo a 500.000 persone».

Non a caso, nella regione di Suleymania, sono già stati smantellati i centri di assistenza Onu a Ranya e East Peshwin. Presto toccherà a quello del grande campo profughi di Said Zadiq. Gli altri quattro in quest'area saranno chiusi entro il 30 aprile.

Fino a fine giugno resteranno, invece, gli uomini dell'Onu nei grandi centri di Shaqlawa e Suleymania. «Ma forse l'Onu deciderà di sostituirci con l'Unicef e la Fa», dice Mitchell, ammettendo però che «vi sono seri problemi finanziari» e che la futura presenza Onu potrebbe venir meno «anche se i curdi ne hanno un bisogno sempre maggiore».

«Se l'Onu andrà via, per gli iracheni sarà più facile lanciare l'attacco di cui tanto parlano», ci ha

detto a chiare lettere Sardar Jebani, a capo dei pashmerga che fronteggiano gli iracheni al posto di frontiera di Chamchamal, 60 chilometri a sud di Suleymania.

L'Onu svolge il suo lavoro trattando ogni giorno con i rappresentanti locali curdi nelle riunioni di appositi comitati congiunti (su acque, agricoltura, trasporti, ecc.). «Sono tenaci e capaci - ci dice un ufficiale Onu - ma mancano di esperienza: il ritiro da parte di Bagdad di tutto il personale amministrativo ha creato problemi gravi».

Durante le riunioni dei comitati congiunti, sistematicamente, i curdi pongono all'Onu il problema delle ristrettezze causate «dall'embargo Onu all'Iraq che si somma a quello iracheno contro

di noi». «Hanno ragione - ammette Mitchell -, credo che si debba e si possa trovare una formula per togliere le sanzioni al Kurdistan». A Suleymania i curdi suggeriscono di usare la frontiera con la Turchia per ricevere cibo e medicine che mai raggiungerebbero l'Iraq di Saddam.

L'italiano Giandomenico Picco - riferisce l'Ansa - rappresenterà il segretario generale dell'Onu, Pierre Boutros Ghali, nei negoziati di Vienna con i rappresentanti del governo di Bagdad per la ripresa «condizionata» delle esportazioni di petrolio da parte dell'Iraq. Picco ha svolto diverse mediazioni dell'organizzazione internazionale; fra le più recenti, quelle per ottenere la liberazione degli ostaggi occidentali in Libano.

San Francisco Chronicle

FRIDAY, MARCH 20, 1992

New Evidence Cited Of Iraq's 'Genocide' Among Kurds in '80s

Associated Press

Washington

New evidence points to an Iraqi campaign of terror and death throughout the 1980s aimed at the country's Kurdish minority, and as many as 300,000 people remain missing, a private human rights group told Congress yesterday.

"It is an incontrovertible fact that at least 100,000, and possibly as many as 300,000, Kurdish men, women and children disappeared during the past decade and remain to be accounted for," said Andrew Whitley, director of Middle East Watch. "That's tantamount to genocide."

The testimony amplified existing information on the oppression of the Kurdish minority, including the destruction of Kurdish towns

and poison-gas attacks on many villages in 1988.

Whitley and forensic experts who recently traveled to northern Iraq dug up graves of executed Kurds, interviewed survivors and reviewed newly revealed documents kept by Iraq's secret police.

"Our initial inspection of some of these documents confirms our worst fears about the extent of Iraqi atrocities against the Kurds," he said at a hearing of the Senate Foreign Relations Committee.

Whitley said, for example, that he had heard a tape recording in which Ali Hassan al-Majid, now Iraq's defense minister, said, "Yes, I'll certainly look after (the Kurds). I'll do it by burying them with bulldozers. That's how I'll do it."

The killings in the late 1980s were part of what Iraq called the Anfal campaign, from an Islamic word meaning booty taken from infidels. That was a clear sign that the killings were granted a religious sanction and were racially motivated, said Whitley.

The Kurds now are substantially protected in the northernmost part of the country by allied air patrols. But that protection, provided under an agreement with Turkey, will end June 30.

New fighting has flared recently in the region east of Kirkuk, in territory controlled by Baghdad, and "the atrocities are continuing," said Whitley, who visited the areas of northern Iraq controlled by Kurdish rebels last month. "Fears (of a second genocide) are entirely justified," he said.

Clyde Snow, a forensic anthropologist from Oklahoma, showed the panel slides of exhumed skeletons that bore "the trademark of the executioner — a gunshot wound to the back of the head."

A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A.

FRFR

FRA0304 4 IG 0095 FRA /AFP-DL62

France-Turquie-Kurdes

Manifestation à Paris à l'occasion du Newroz

PARIS, 21 mars (AFP) — Quelque 1.700 personnes, selon la police, ont manifesté samedi à Paris à l'occasion du Nouvel an kurde, le Newroz.

Organisée à l'initiative de la Fédération des Associations kurdes en France, la manifestation visait notamment, selon un communiqué, à exprimer une solidarité avec "les frères du Kurdistan".

Après un rassemblement place de la Bastille, les manifestants ont défilé jusqu'à la place de la République. Ils se sont ensuite dispersés sans incidents.

mn/bmk /IDF

AFP 212012 MAR 92

Télérama Junior - 21 mars 1992

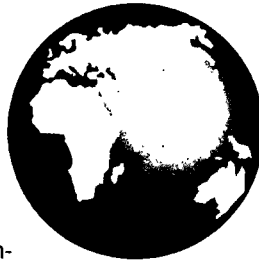
JEUDI 26 MARS

A2 • Envoyé spécial • 20h55

Les Kurdes, un peuple oublié



Entre l'Irak et la Turquie, les Kurdes, chassés de leur terre, continuent leur interminable voyage.



Dans les montagnes du nord de l'Irak, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants errent dans un paysage glacial de neige et de boue. Ce sont les Kurdes. Leurs villages ont été rasés, ils ont faim. Pas facile de s'enfuir quand les chemins sont truffés de mines. Chacun sait qu'au moindre pas, il peut sauter. C'est alors la mort ou l'hôpital, où il n'y a ni eau ni électricité, et où les malades sont souvent deux par lit... plus un en-dessous. Ce peuple de religion musulmane, mais qui n'est pas arabe, a sa propre langue. Ce qu'il demande, c'est son autonomie : être reconnu comme une nation kurde. En effet, au début des années 20, un traité prévoyait de créer le Kurdistan. Mais finale-

ment, ce territoire a été rattaché à quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Or, aucun de ceux-ci ne veut le reconnaître. Certains Etats, comme l'Irak, ont même choisi d'exterminer ces Kurdes encombrants.

En 1988, le président irakien Saddam Hussein les a fait bombarder au gaz moutarde. Voilà pourquoi les rescapés tentent d'atteindre la Turquie ou la zone du nord de l'Irak mise sous protection internationale... où ils seront parqués dans des camps.

Catherine Firmin-Didot

Où vivront ces enfants demain ?



Il y a 25 millions de Kurdes répartis principalement sur quatre pays : la Turquie (12 millions), l'Iran (8 millions), l'Irak (4 millions), et la Syrie (1 million). On en trouve aussi dans le Caucase.

Eric Bouvet/Onyssa



Turquie

KURDES : LA PSYCHOSE DU NEWROZ

Le Nouvel An kurde, annonciateur de violences dans le sud-est du pays

ANKARA

DE NOTRE CORRESPONDANT

Quand Newroz rime avec psychose. L'attention en Turquie est depuis quelques jours braquée sur la date du 21 mars, jour du Nouvel An kurde, traditionnellement marqué dans le sud-est de l'Anatolie par la reprise des coups de main sanglants de la guérilla du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), au sortir d'une longue trêve hivernale.

Depuis deux ans cependant, pas de trêve. Pas plus qu'en 1991 le froid et la neige n'ont su imposer le silence des armes : embuscades meurtrières, mitraillage de bâtiments publics, attaques de postes de gendarmerie n'ont jamais cessé. Si l'on en croit la presse turque, des unités du PKK auraient pour la première fois cette année pris

leur quartier d'hiver à l'intérieur même des frontières de la Turquie, au lieu de se retirer comme de coutume, dans le nord de l'Irak, de l'Iran ou de la Syrie, voire jusque dans la plaine de Bekaa (Liban).

Alerter

l'opinion mondiale

Tout dépendant semble indiquer que, dans sa version 1992, le Newroz s'accompagnera d'un nouveau regain de violence dans une région où le climat est déjà tendu à l'extrême. Le général Teoman Koman, chef des services secrets turcs, confiait récemment qu'il s'attendait pour la mi-mars à un soulèvement populaire orchestré par le PKK selon une tactique bien arrêtée : « La répression du soulèvement prendra du temps. C'est ce temps que le PKK veut mettre à profit pour alerter l'opinion mondiale sur le génocide des Kurdes en Turquie. »

Intoxication, répondent les élus kurdes du Parti populiste social-démocrate (SH, deuxième force de la coalition gouvernementale). Leur chef de file, Fehmi Klar, a au contraire invité les Kurdes à offrir à leurs voisins turcs une fleur afin de

faire du Newroz une « fête de la fraternité ». Le président du Parti populaire du travail (EP, pro-kurde, dont est issu F. Klar), Feridun Yazar, affirme pour sa part que « le Newroz se passera en douceur s'il n'y a pas de provocation ». Ces propos visent en particulier les équipes spéciales de la police qui en plusieurs occasions ont ouvert le feu sur des manifestants.

Le 6 mars, une centaine de policiers défilant dans les rues de Sirnak, pour protester contre l'assassinat de l'un des leurs par le PKK, s'en sont pris violemment à la population, saccageant plusieurs magasins et blessant 82 contre-manifestants à coups de crosses et de matraques.

De possibles affrontements

Les signes d'un possible affrontement se multiplient : depuis plusieurs jours des tracts du PKK engageant la population à s'armer et à se mobiliser contre les forces de l'ordre, circulent dans plusieurs bourgades du Sud-Est, notamment à Cizre et Nusaybin, parmi les plus prompts à se rebeller. S'il a appela « des manifestations paci-

figues d'Istanbul à Cizre » le chef du PKK, Abdullah Öcalan, a néanmoins écarté l'option d'un soulèvement de grande ampleur. « Il faut tirer les leçons vers le Sud pour parer à l'éven-

Irak : 100 000 à 300 000 disparus en dix ans

● Entre 100 000 et 300 000 Kurdes ont disparu durant la décennie 80, a déclaré jeudi à Washington Andrew Whitley, président de l'association Middle East Watch, devant la commission des affaires étrangères du Sénat. De retour d'un voyage au nord de l'Irak, il a affirmé qu'il détenait de nouveaux documents, dont certains « confirment nos pires craintes sur l'étendue des atrocités irakiennes contre les Kurdes ».

Ces opérations anti-kurdes, qualifiées par A. Whitley d'« actions de type génocide », ont été perpétrées en majorité à la fin des années 80. Des photographies de crânes, qui ont été montrées lors de l'audition, prouvent selon Clyde Snow, un anthropologue de l'Oklahoma membre de l'association, que des exécutions ont eu lieu, ceux-ci montrant des impacts de balles au niveau de la nuque.

des révoltes de Dersim et de Cheyh Saït : la révolte conduit à la reddition », a-t-il déclaré dans une interview accordée la semaine dernière dans la plaine de la Bekaa à l'hebdomadaire

L'état d'urgence prolongé de quatre mois
Malgré les appels du premier ministre, conservateur Süley-

man Demirel et du vice-premier ministre social-démocrate Erdal İnönü à célébrer le Newroz librement, calmement et sans dramatisation, la crainte d'une nouvelle escalade de la violence a sans doute incité les députés à voter mardi la prorogation pour quatre mois supplémentaires de l'état d'urgence (proclamé en juillet 1987 dans 13 départements du sud-est du pays), et ce alors que se multiplient les réajustements de compte entre PKK et islamistes du Hezbollah et les disparitions mystérieuses imputées à la contre-guérilla (le Glaive turc).

Il s'agissait probablement de la dernière prorogation telle quelle de l'état d'urgence. S. Demirel en effet a promis une formule de remplacement plus souple lors du débat au Parlement. Faute de quoi la coalition avec les sociaux-démocrates pourrait voler en éclats. E. İnönü n'a en effet pu convaincre qu'une trentaine de députés, sur les 86 que compte son groupe, de voter en faveur d'une prolongation à laquelle ils sont opposés. Quant aux 20 députés kurdes de son parti, ils ont voté contre... avec les islamistes !

Stephen COLLES

More Than 20 Killed as Turkish Forces, Kurds Clash During New Year Protests

By HUGH POPE
SPECIAL TO THE TIMES

ISTANBUL, Turkey—More than 20 Kurds were killed in clashes with Turkish forces during Kurdish New Year demonstrations Saturday, ushering in what diplomats expect to be a year of unprecedented violence in southeast Turkey.

At least one policeman was also killed in clashes that broke out when Kurdish crowds staged nationalist marches in defiance of state bans in the towns of Sirkak and Cizre near Turkey's frontier with Iraq.

"They have poisoned the holiday. This is terrorism," said Prime Minister Suleyman Demirel, summoning the Cabinet to respond to what many officials see as a major test for his 5-month-old government.

Tension has been mounting for weeks in Turkey ahead of the traditional Kurdish March 21 celebrations of Nowruz, the first day of spring, treated as an unofficial national day by the 20 million Kurds split among Turkey, Iraq, Iran, Syria and the Caucasus.

Kurdish-related violence in Turkey has now killed more than 50 people in a week, adding to a toll of over 3,500 people killed in the 8-year-old Kurdistan Workers Party (PKK) fight for a separate state for Turkey's 12 million Kurds, about one in five of the country's population.

In one of a number of unprecedented recent incidents, pro-PKK nationalists in Cizre hanged three members of the Kurdish "village guards," a 30,000-man force that takes guns and pay from the state. Their bodies were found hanging from lampposts in the main street,

their mouths stuffed with money.

Unofficial sources, who put Saturday's death toll at 24, said a mob also lynched a Turkish policeman in the town of Batman, another first.

There were marches, further confrontations and many arrests in major cities of western Turkey, where about half of the Kurdish minority lives, but no further loss of life was reported.

"There is every sign that this year will be the key in whether the Kurdish rebels succeed or fail, and it may be very bloody," one Western diplomat said.

After months of tactical fallback, the Turkish military has clearly signaled its will to crush this year's annual spring offensive by the PKK's estimated 5,000-10,000 guerrillas. The extent of the equipment used by the army during Saturday's violence showed an unprecedented level of determination.

Main battle tanks cruised the streets of Cizre while Turkish armor ringed the hills around the grimy Euphrates riverside town, one of the last truck stops on the now little-used route from Istanbul to Baghdad.

Heavy machine-gun and rifle fire echoed sporadically through the streets, which the PKK had advertised as the first day of a major uprising. Everyone "should throw themselves into the war and be ready to fight to the last man," said PKK leaflets distributed in the southeast, where the party has become a major force even in Turkish garrison towns.

The aims of the PKK are not entirely clear, but range from simple legalization within the Turkish system to a demand for a full-

blown independent state. It is condemned by the U.S. State Department as a terrorist group.

In Cizre on Saturday, commandos and special police teams used tear gas to break up crowds of hundreds of pro-PKK Kurds trying to extend a night of demonstrations that included shooting in the air, exuberant dancing and traditional Kurdish New Year bonfires.

Turkish state television showed the demonstrations, drawing attention to the waving of Kurdish flags, support for PKK leader Abdullah Ocalan and the crowds of women and children shouting pro-Kurdish slogans.

State television has never shown such footage before and has rarely referred to either the Kurds or the PKK by name, despite Turkey's relaxation of its bans on Kurdish culture over the last year.

Some diplomats say this is an attempt to unite Turks against the Kurds. Others attribute it to a more liberal regime fostered by the coalition between the conservative Demirel and his minority Social Democratic partners, who include a radical Kurdish faction, the People's Labor Party.

Demirel had tried to allow limited celebrations of the New Year and even accepted a bouquet of flowers from the Labor chairman, Fehmi Isiklar.

"Let this be a symbol of Turkish and Kurdish brotherhood," Isiklar said.

But strong forces still oppose the middle road of compromise. More than 62 Labor sympathizers have been murdered in mysterious circumstances during the past year in cases that human rights activists say may be the work of death squads.

La Dépêche du Midi - 22 mars 1992

IRAK

Les gardiens du Tigre

Les combattants kurdes fêtent leur traditionnelle nouvelle année sur les rives du Tigre et observent l'ennemi : l'armée de Saddam Hussein

Dans leur fortin de ciment surplombant les rives du Tigre, les peshmerga (combattants kurdes) scrutent à la jumelle vendredi la position de l'armée irakienne sur l'autre rive et préparent leur dispositif d'alerte à la veille du Newroz, le nouvel an kurde.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, l'une des principales formations de l'opposition kurde irakienne) "a donné l'ordre de nous approcher samedi de la rive du fleuve pour la contrôler et nous opposer à toute attaque des soldats" du président irakien Saddam Hussein, explique Shevin Cendi. Ce "capitaine" peshmerga de 31 ans commande la trentaine de jeunes peshmerga, vêtus du costume traditionnel, qui occupent en permanence ce poste avancé aux confins de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie.

Malgré les dénégations de Bagdad, Shevin Cendi affirme que "Saddam a menacé d'attaquer le Kurdistan à l'occasion du Newroz". "S'il le fait, nous ne sommes pas assez bien armés pour lui barrer la route mais sommes prêts à mourir pour défendre les nôtres".

(A Bagdad, la presse officielle irakienne rapportait vendredi que

le ministre de la Défense, le général Ali Hassan Al-Majid, a exclu que le pouvoir central ait l'intention de "lancer une offensive ou de progresser davantage" en direction des positions contrôlées par les Kurdes dans le nord de l'Irak).

La peur d'une offensive

A l'approche du Nouvel an, date symbolisant pour les Kurdes la lutte pour l'indépendance au fil des siècles, la peur d'une offensive de l'armée régulière s'est intensifiée.

Autour du fortin de Faishabur, des remblais de terre viennent d'être creusés au bulldozers et de nouvelles armes ont été mises en batterie. "Cet engin nous sert surtout à tirer des fusées éclairantes au-dessus de la rivière", explique Rachid Hassan, 25 ans, en désignant un mortier de 82 mm dirigé vers le fleuve. Des dizaines de fusées sont alignées par terre et un peu plus loin, les obus.

Un mortier plus petit (60 mm) et une mitrailleuse russe OTON calibre 18,8, datant de 1952, complètent l'arsenal du fortin. De loin en loin, sur les promontoires environnants, d'autres places fortes arborent le drapeau

kurde.

"J'envoie mes hommes patrouiller le long des rives du Tigre toutes les nuits pour lutter contre d'éventuelles infiltrations des soldats de Saddam", indique le "capitaine" Cendi. "Les ordres sont clairs : si l'armée n'attaque pas, nous ne tirons pas. Nous ne sommes ici que pour défendre".

Sur une hauteur stratégique, le fortin domine le confluent de

la rivière Habour et du Tigre, point de rencontre vallonné des frontières turques, syriennes et irakiennes. Sur le toit de leur position, à deux kilomètres à vol d'oiseau, les guetteurs de l'armée irakienne l'observent à la jumelle. "Il y a 1 500 soldats irakiens derrière cette position, avec des chars et de l'artillerie", assure le capitaine Cendi. "Mais nous n'avons pas peur".



Insuffisamment armés pour barrer la route à Saddam Hussein mais prêts à mourir pour le peuple kurde

Dauphiné Libéré - 22 mars 1992

SOLIDARITÉ

PEUPLE KURDE ■ Une association de coopération s'est créée à Grenoble

LES INCERTITUDES DU PRINTEMPS KURDE

Grenoble. — « Newroz » ou le nouveau jour... C'est symboliquement en ce jour du printemps que commence l'année kurde. Une date qui est riche de symboles, de force et d'espérance.

Il y a un an déjà, quelques jours après cette date, commençait l'exode de tout un peuple martyr fuyant le Nord de l'Irak en souhaitant trouver refuge en Iran et en Turquie.

Exode douloureux d'un million cinq cent mille femmes, enfants et hommes, beaucoup parmi eux trouveront la mort en chemin.

Trois mois plus tard, grâce à l'aide internationale, ils veulent retrouver leurs villes et leurs villages en Irak. Beaucoup ne retrouvent que ruines dans lesquelles ils vivent encore. La chape du silence et de l'indifférence est retombée sur ce peuple.

Aujourd'hui, leur détresse est toujours actuelle malgré de nombreuses négociations devant aboutir à un contrat d'autonomie de cette région, contrat qui reste en suspens, et le poids politique de Bagdad et les pressions administratives se font de plus en plus pressantes pour entraîner un nouveau blocus économique sur l'ensemble du Kurdistan.

Blocus sur les matières premières, plus de lait pour les enfants, plus d'aliments. Là où avant l'agriculture était prospère, il n'y a plus de semence, plus de bétail.

Blocus encore sur l'essence qui supprime toute facilité de déplacement.

A cela s'ajoutent un hiver extrêmement rigoureux et neigeux entraînant des coupures de routes et



Dans un camp de réfugiés ■ L'arrivée de l'aide internationale

l'effondrement des ponts en cette période de fonte des neiges et des actions militaires qui ont repris avec les bombardements des villages.

Que fait l'aide internationale ?

Les Américains et les Alliés sont présents et vigilants sur la frontière turque. L'O.N.U. et le Haut-comité aux réfugiés, (H.C.R.), sont encore sur place pour quelques jours et les organisations non gouvernementales se font de plus en plus rares pour un soutien médical et de reconstructions de villages.

Selon les accords prévus, toute ces aides cesseront le 31 mars.

Et après.. Beaucoup d'incertitudes et de dangers certains qui vont renaître pour toute cette population.

« Médecins du Monde » et « Aide Médicale Internationale » sont présents dans les villes d'Azudi et de Ranya depuis dix ans. Ils poursuivent leur action médicale et de formation dans ces deux provinces et pensent pouvoir continuer à travailler au delà de cette date du 31 mars.

« Notre vigilance doit rester totale, souligne le docteur Guy Caussé, responsable régional de « Méde-

cins du Monde », pour qu'aucune agression venant de Bagdad, d'Irak ou de Turquie ne vienne atteindre ce peuple en difficulté, toujours demandeur de la reconnaissance de son identité ».

A Grenoble, cette aide s'est matérialisée par la création d'une association de coopération franco-kurde ouverte à tous ceux qui s'intéressent au sort de ce peuple.

Les personnes intéressées peuvent joindre « Médecin du monde », 57, rue Saint-Laurent à Grenoble.

Jackie SAINT-MAURICE



A Kurdish guerrilla signals to a comrade during weekend fighting in Cizre

Kurdish protests leave 45 dead

FIFTEEN people were killed in clashes between troops and Kurdish demonstrators in south-east Turkey yesterday, bringing to 45 the death toll in one of the worst weekends of violence in the region for years, Reuter reports from Diyarbakir.

Security officials said 10 people were killed and 20 wounded in the town of Nusaybin on the Syrian border as troops clashed with marchers. A curfew was declared in Nusaybin afterwards.

In Yuksekova, on the Iranian and Iraqi borders near Hakkari province, five people were killed and 32 injured when government forces clashed with a crowd rallying for Kurdish independence, the semi-official Anatolian news agency said.

The agency said 70 people were detained in the town where a curfew was later declared.

The outlawed Kurdish Work-

ers Party (PKK) had threatened an uprising to coincide with Saturday's Kurdish New Year in the impoverished south-east which has seen seven years of PKK insurgency in which more than 3,400 people have been killed. Protests swept other south-eastern towns yesterday.

In Hakkari, crowds attacked a statue of Turkey's founder Mustafa Kemal Ataturk and smashed windows of several government buildings, Anatolian said.

In the eastern city of Van, where police detained 200 people after one person was killed in a clash with troops on Saturday, protesters smashed public telephones and stoned some houses and offices, the agency added.

Interior Minister Mr Ismet Sezgin told state television earlier that 30 people, seven of them PKK guerrillas, were killed in clashes on Saturday

between troops and Kurdish marchers.

"Nowrouz (Kurdish New Year) is shed in blood and the PKK is responsible," said Mr Sezgin, who blamed the Marxist guerrilla group for turning the New Year festivities into "a bloody uprising".

Officials said 13 people were killed in PKK's Cizre stronghold near the Syrian and Iraqi borders as thousands of the group's supporters clashed with troops.

Mayor Hasim Hasimi put the death toll in and around Cizre at 32 after troops confronted villagers trying to join a march.

In nearby Sirnak city 35km north-east of Cizre, a policeman and 12 Kurds including a woman and three children were killed and at least 10 others wounded, officials said.

Curfews remained in force in the towns of Cizre, Sirnak and Van.

nationalist rallies by Kurds; 26 killed

By Tom Hundley
Chicago Tribune

CIZRE, Turkey—Army and police units, using tanks and helicopters, cracked down Saturday on Kurdish nationalists in southeastern Turkey, and officials said at least 26 people were killed in the fighting.

It was the highest single-day death toll in the decade of conflict between Kurdish nationalists and the central government, a struggle that has killed 250 soldiers and police, 500 civilians and 750 guerrillas in the last three years.

In Cizre, 10 people, including seven guerrillas belonging to the outlawed Kurdish Labor Party, died in Saturday's clash. Masked demonstrators barricaded the main road and raised the outlawed red, yellow and green Kurdish flag, while they shouted nationalist slogans.

The air was filled with the popping of small-arms fire.

But the government tanks easily brushed aside the barricades and police with automatic rifles pursued the fleeing demonstrators down muddy sidestreets.

In nearby Sirnak 11 demonstrators were killed by security forces

and a police officer was pulled from his house and lynched by an angry mob, according to Interior Minister Izmet Sezgin.

The violence was not unexpected. Saturday marked the festival of Newruz, a Kurdish national day, and in recent years it has been an occasion for Turkey's 8.5 million Kurds to express their alienation from the central government.

In anticipation of this year's Newruz, the central government beefed up its 120,000-member police force in the Kurdish areas with elite "blue beret" army units. Tanks and armored personnel carriers were positioned at key highway intersections and checkpoints were set up in major towns.

The stage was set Friday evening as youths set tires ablaze in defiance of government curfew orders.

The smokey bonfires continued on Saturday, plumes rising from dozens of villages as demonstrators from the outlying areas began marching toward the major towns.

At one point on an isolated stretch of the main highway into Cizre, a parade of about 2,000 flag-waving and slogan-chanting demonstrators was followed at close quarters by two armored

personnel carriers and 100 blue berets. Their commander apologetically told reporters he did not intend to hurt the marchers.

The scene seemed to epitomize the government's frustration in dealing with the growing radicalization of the Kurds and their increasing sympathy for the Marxist rebels of the Kurdish Labor Party, or PKK, which demands a separate Kurdish state.

In recent months the government has cracked down hard on the PKK, using the air force to root out PKK bases in northern Iraq. At the same time it has tried to win the confidence of Turkish Kurds by dropping restrictions on Kurdish language and culture and promising to improve economic conditions.

But the harsh reprisals against the PKK have served only to galvanize popular sympathy for their cause, pushing southeastern Turkey closer to what many fear is the brink of outright civil war. In Ankara, Prime Minister Suleyman Demirel blamed Saturday's violence on PKK "terrorists" and vowed that his government would crush any attempt to form a separate Kurdish state.

Tribune wires contributed to this report.



Kurdish nationalists demonstrate Saturday in the southeastern Turkish city of Cizre. Elite "blue beret" troops dispersed demonstrators.

Lyon Matin - 23 mars 1992

TURQUIE

Massacres de Kurdes

Célébration du Nouvel An : au moins 43 morts en 48 heures dans le sud-est anatolien. Nombreuses arrestations

AU moins 43 personnes dont trois membres des forces de l'ordre ont été tuées depuis le début du week-end dans le sud de la Turquie et dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde, lors d'incidents survenus lors des célébrations du Newroz (nouvel an kurde), d'après un décompte établi à partir de bilans provisoires non officiels.

Selon ce décompte, au moins 10 personnes ont été tuées samedi et dimanche à Cizre, près de la frontière syrienne, 12 à Sirtak, près de la frontière irakienne, 12 à Nusaybin (sud-est), 5 à Yuksekova (sud-est), une à Adana (sud) et une à Van (est). Deux autres avaient été tuées à Gercus (sud-est), dans la nuit de vendredi à samedi. Plus de 200 personnes dont une trentaine de membres des forces de l'ordre ont été blessées plus ou moins grièvement.

Le bilan pourrait être en fait plus élevé, la majorité des manifestants blessés préférant ne pas aller à l'hôpital de peur d'être arrêtés et les familles n'envoyant pas non plus les corps de leur parents tués à l'hôpital, toujours de crainte d'être poursuivis, selon des témoignages recueillis sur place.

Plus de 300 personnes ont été placées en garde à vue à Ankara, Istanbul, Izmir (ouest) et Adana, lors de célébrations du Newroz dans les enceintes universitaires ou les quartiers à majorité kurde de ces villes, selon des sources concordantes.

Le couvre-feu était toujours en vigueur dimanche en début de soirée à Cizre, Nusaybin et Van. Une mesure semblable a été instaurée à Yuksekova en début d'après-midi.

Une rébellion armée kurde

Le week-end sanglant de Newroz (nouvel an kurde) est considéré par les autorités turques comme un début de tentative d'offensive généralisée des rebelles contre les représentants d'Ankara.

Les forces de l'ordre ont été contraintes de "défendre l'existence de l'Etat dans le cadre de leur devoir et responsabilité", a déclaré le gouvernement.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, le seul armé parmi une quinzaine de

groupuscules qui revendiquent leur "kurdité") avait pris les armes en août 1984 contre "la répression menée par l'Etat turc", qu'il accuse de vouloir "unifier la Turquie" en "niant l'existence des Kurdes".

Le "problème kurde", né d'une revendication d'identité culturelle et ethnique, était ainsi posé dans cette région desheritée où vivent moins de la moitié des quelque 10 à 12 millions de Kurdes estimés en Turquie. Les rebelles, dont les principales bases sont à l'étranger, notamment dans la Bekaa libanaise sous contrôle syrien et en Irak, ont gagné des partisans en dénonçant l'esprit centralisateur turc imposant sa langue tout en oubliant le sud-est anatolien dans son plan de développement.

La rébellion, forte de 2.000 à 20.000 combattants selon les saisons d'après les affirmations du PKK, est présente sur le territoire turc par petites unités dans la montagne ou dans les villes. Au premier massacre d'août 1984, l'Etat a répondu par le déploiement de forces de sécurité de plus en plus importantes.

L'escalade de la violence a fait plus de 3.500 morts civils, militaires, policiers et rebelles en près de 8 ans d'embuscades et affrontements armés. Les mesures gouvernementales de janvier et décembre 1991 autorisant l'usage de la langue kurde et reconnaissant l'entité kurde n'ont pas fait baisser la tension.

Après l'appel à la "mobilisation générale" lancé à la mi-mars par le PKK qui déclare "ne pouvoir reculer", la sécurité a été renforcée à l'occasion du Newroz, autorisé pour la deuxième fois comme "fête du printemps turc". Mais les slogans séparatistes et le déroulement de drapeaux vert, jaune et rouge à étoile rouge du PKK, eux, n'étaient pas autorisés.

La grande peur des Kurdes en Irak

"Si l'ONU part, nous fuirons à nouveau dans les montagnes" : à plus de trois mois de la fin du mandat des Nations Unies au Kurdistan irakien, prévu en juin prochain, les habitants de Dohouk s'alarment déjà et s'interrogent.

"Les casques bleus sont bien au Liban depuis près de quinze ans", s'indigne

Ahmed Bamarni, représentant régional de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani). "L'éventualité d'un massacre est là-bas mille fois moindre qu'ici".

Le mandat du Military coordination center (MCC, organe militaire allié chargé à Zakho de vérifier l'application par l'Irak des clauses du cessez-le-feu au Kurdistan) arrive à échéance le 30 juin. Selon une source digne de foi, un désengagement partiel a déjà commencé, sous forme de périodes de roulement d'une partie des observateurs (huit officiers alliés) entre Zakho et les bases américaines en Turquie voisine.

L'action du Haut commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR), dans la région de Dohouk sera terminée en principe fin avril, a confié à l'AFP le directeur de la mission à Dohouk Mohammed Assadullah. Il sera remplacé par d'autres agences onusiennes, comme l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé. "Nous sommes arrivés ici fin avril 91", raconte un membre du HCR à Dohouk. "Un mois plus tard, les Kurdes commençaient à s'inquiéter de la date de notre départ".

"Si l'ONU plie bagage, en moins de dix jours Saddam est ici et tout le monde s'enfuit à nouveau vers la frontière turque", affirme Kushman Doski, père de famille de 42 ans. "J'ai perdu ma petite fille de six mois l'an dernier dans la montagne turque", raconte Ali Salem, 27 ans, architecte. "Elle est morte de diarrhées. Nous avons décidé de ne pas avoir d'autre enfant pour l'instant. Si les Alliés laissent Saddam revenir, je veux pouvoir fuir avec ma femme".

La présence, même symbolique, des voitures siglées "U.N" qui sillonnent les routes du Kurdistan rassure, comme celles des 500 gardes de l'ONU, policiers uniquement armés de pistolets fournis par Bagdad, chargés de la protection des bâtiments et des convois au drapeau bleu ciel.

"C'est uniquement parce que la coalition était ici que la population a accepté de redescendre dans la plaine", assure pour sa part un responsable local du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, de Masoud Barzani).

Libération - 23 mars 1992

TURQUIE

Nouvel an kurde meurtrier en Turquie

Des affrontements entre les Kurdes qui célébraient le Newroz dans le sud-est du pays et l'armée d'Ankara auraient fait au moins quarante-cinq morts.

Le Newroz de sang : jamais depuis le début des troubles dans le sud-est de la Turquie les affrontements n'ont été aussi meurtriers que ceux des 21 et 22 mars, où, dans de nombreuses villes et villages, la population est descendue dans les rues pour célébrer le nouvel an kurde (et persan). Les autorités reconnaissent 45 morts. Des sources kurdes locales assurent que le bilan est d'au moins 55 morts et de plus d'une centaine de blessés.

Les affrontements les plus violents ont eu lieu à Cizré, à Nusaybin, près de la frontière syrienne, à Sirnak, centre minier à 35 km plus au nord, et dans la région de Van. Le gouvernement turc a lancé samedi soir un appel « au bon sens » de la population, demandant aux habitants des 13 départements du sud-est de la Turquie, peuplés en majorité de Kurdes et placés depuis sept ans sous état d'urgence, « de ne pas céder aux provocations ».

Pour la deuxième année consécutive, les célébrations publiques du nouvel an kurde avaient été autorisées par les autorités d'Ankara mais elles avaient clairement fixé les limites de cette tolérance : aucune manifestation politique ne serait tolérée. Ces violences mettent aujourd'hui à rude épreuve la timide politique d'ouverture que le gouvernement de coalition — regroupant la droite conservatrice de Suleiman Demirel et les sociaux-démocrates d'Erdal Inonu — avait commencé à mettre en œuvre depuis quatre mois.

Les autorités accusent le PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan, groupe marxiste-léniniste) d'avoir pris l'initiative des affrontements, misant délibérément sur l'escalade. Après huit ans de guérilla, le PKK tente maintenant d'entraîner la popu-

lation dans un « soulèvement de masse » qui a été annoncé depuis plusieurs semaines par Abdullah Ocalan, dit Apo. Celui-ci est le leader incontesté d'une organisation devenue au fil des ans un symbole d'identité pour une bonne partie des quelque 10 millions de Kurdes de Turquie. Il s'agit de rappeler à l'opinion internationale que la question kurde ne se pose pas seulement dans le nord de l'Irak (où le Newroz a été célébré dans la liesse « pour la première fois dans un Kurdistan libre »).

La plupart des notables kurdes locaux attribuent la responsabilité des violences à l'armée et aux forces spéciales de la gendarmerie. « Les gens ont brandi des drapeaux kurdes ou crié des slogans dans de nombreuses villes du Sud-Est, pourquoi les forces de l'ordre sont-elles intervenues à Cizré ? », s'interroge Hasim Hasimi, maire kurde de cette sous-préfecture qui est un fief du PKK. Depuis plusieurs semaines, d'importants renforts de troupes avaient été acheminés vers les départements du Sud-Est, déjà bien quadrillés par l'armée, qui, par deux fois depuis le début de l'année, a lancé des « opérations préventives » appuyées par l'aviation de l'autre côté de la frontière irakienne pour frapper les camps d'entraînement du PKK.

Les enlèvements et les assassinats de militants ou sympathisants de la cause kurde, hommes politiques locaux, journalistes, avocats, se multiplient. Depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, le 29 novembre dernier, 28 personnes ont ainsi été abattues, victimes « d'escadrons de la mort » ou des tueurs mystérieux du Hezbollah. Les autorités affirment que cette organisation, manipulée par Téhéran, tenterait de s'implanter dans les franges les plus intégristes de la population kurde. Mais les Kurdes

proches des milieux séparatistes, cibles de prédilection de ces attentats, mettent en cause les services secrets et l'Etat. « L'armée et les services secrets font ce qu'ils veulent dans le Sud-Est, malgré les quelques gestes de réelle bonne volonté du gouvernement », souligne Emil Galip Sandjale, ancien président de la principale organisation turque de défense des droits de l'homme.

La question kurde est aujourd'hui le problème le plus explosif de la Turquie. Pendant des années, les autorités en avaient nié jusqu'à l'existence. Selon un modèle très jacobin, la République turque accordait tous les droits aux Kurdes en tant qu'individus mais leur niait toute identité en tant que peuple. La langue kurde n'est pas enseignée à l'école et ne dispose d'aucun accès aux médias, même si, depuis trois mois, trois hebdomadaires paraissent à Istanbul.

L'an dernier, après la guerre du Golfe, le président turc, Turgut Ozal, abolit la loi interdisant l'emploi de la langue kurde en public. Un pari politique prudent pour permettre à la Turquie de jouer un rôle régional et de ne pas se retrouver au banc des accusés. Une stratégie encore accentuée par Suleiman Demirel peu après son arrivée au pouvoir : il reconnaissait publiquement « la réalité du fait kurde » pour la première fois et créait en outre un ministère des Droits de l'homme.

Mais, la semaine dernière, le gouvernement obtenait la prolongation pour quatre mois de l'état d'urgence dans le Sud-Est. Les députés kurdes, toutes tendances politiques confondues, dressent le même constat amer : « Ces mesures d'exception ont montré leur inefficacité contre la rébellion, mais elles rejettent de plus en plus la population vers le PKK. »

Marc SEMO, avec AFP, Reuter

MAGAZINE

CÉLÉBRATIONS DU NOUVEL-AN

Le Kurdistan turc a explosé

Les troubles ont fait une quarantaine de morts, dont deux policiers. Extrême nervosité des forces de l'ordre. Le couvre-feu, instauré dans deux villes, ne sera levé que lorsque le calme sera entièrement revenu et les victimes ensevelies.

● Le bilan des affrontements qui ont commencé vendredi soir en Turquie et se sont poursuivis samedi et dimanche à l'occasion des célébrations du Newroz, le nouvel an kurde, s'élève à 39 personnes, dont deux membres des forces de l'ordre et 37 Kurdes, d'après un décompte à partir de bilans non officiels: 10 morts à Cizre, 12 morts à Sirkak, 9 à Nusaybin, 3 à Adana et 3 autres à Gercus proche de Batman (sud-est).

Au moins huit personnes, dont une adolescente, ont été tuées et plus d'une centaine d'autres blessées dimanche matin, lors d'incidents qui ont opposé quelque 200 personnes aux forces de l'ordre de Nusaybin (sud-est), où le couvre-feu a été instauré, a-t-on appris de source officielle locale. L'incident a éclaté quand des forces de l'ordre ont foncé sur ces personnes regroupées devant la gare routière, pour les empêcher de quitter les lieux, a précisé cette source qui a requis l'anonymat.

En outre des accrochages sporadiques se sont poursuivis toute la nuit de samedi à dimanche à Cizre sous couvre-feu après des incidents sanglants de la célébration de Newroz qui ont fait 10 morts dans cette la ville de 60 000 habitants du Sud-Est anatolien à majorité kurde, proche de la frontière syrienne.

La tension était encore très vive dimanche à Cizre, où le couvre feu instauré samedi à midi était toujours en vigueur. Des affrontements armés entre force de l'ordre et rebelles kurdes ont continué toute la nuit dans les rues de la ville.

Un responsable militaire turc a informé les journalistes consignés depuis samedi après-midi dans leur

hôtel que «le couvre-feu serait en vigueur jusqu'à ce que la paix soit entièrement restaurée». Des blindés de la police et de la gendarmerie ainsi que deux chars ont patrouillé dans la matinée sur les artères principales de la ville. Les corps de quatre des 10 morts, tués samedi lors de l'intervention de la police, qui a ouvert le feu en direction de la foule, étaient toujours dimanche à l'hôpital d'Etat de Cizre. «Le couvre-feu sera en vigueur tant que la totalité des morts n'auront pas été enterrés», selon un médecin de l'hôpital.

Des habitants de Cizre ont vivement réagi aux déclarations de la veille du ministre turc de l'Intérieur, Ismer Sezgin, transmises par la télévision. Le ministre avait accusé les habitants de Cizre et de Sirkak d'avoir, avec les militants armés, «tiré sur les forces de l'ordre». Une affirmation que contestent les personnes rencontrées, qui font remarquer que la majorité des victimes à Cizre sont du côté de la foule et non des forces de l'ordre.

Le Gouvernement turc avait appelé samedi la population au «bon sens». En butte à des jets de pierre et des attaques armées, les forces de l'ordre ont été contraintes de «défendre l'existence de l'Etat dans le cadre de leur devoir et responsabilité», a affirmé le communiqué. «Ce n'est pas faire la fête que de prendre des armes, des bombes et des roquettes. Personne n'a le droit de faire cela», a déclaré à la presse le premier ministre Suleyman Demirel. «Ceux qui ont voulu lancer une révolte n'ont pas réussi», a ajouté Demirel, faisant allusion à l'appel à la «mobilisation générale» lancé à la mi-mars par les rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan. — (afp)



Manifestants à Cizre.

Reuler

Blutiges Neujahr in Kurdistan

Über 50 Menschen kamen am Wochenende bei der gewaltsamen Unterdrückung von Unabhängigkeitskundgebungen anlässlich des kurdischen Neujahrsfestes im Südosten der Türkei ums Leben. Auch in Grosstädten wie Istanbul und Adana demonstrierten Tausende für einen Kurdenstaat.



Steine gegen Panzer in Cizre: Die Konfrontation zwischen kurdischer Guerilla und dem türkischen Staat hat weiter an Härte zugenommen.

Foto EPA

Diyarbakır. Die Feier des kurdischen Neujahrsfestes Newroz am vergangenen Wochenende ist in weiten Teilen der Südost-Türkei zu einer blutigen Konfrontation zwischen den kurdischen Guerillas der verbotenen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) und dem türkischen Staat ausgeartet. Nach offiziellen Angaben starben bei zahlreichen bewaffneten Zusammenstößen insgesamt 39 Menschen. Vor Ort spricht man aber von mindestens 50 Toten; viele Familien würden sich nicht getrauen, die Toten und Verletzten den Behörden zu melden. Über die Städte Van, Sirnak, Cizre und Nusaybin wurde eine Ausgangssperre verhängt.

Die türkische Regierung hatte die

Newroz-Feier nicht grundsätzlich verboten. Ministerpräsident Süleyman Demirel drohte in der vergangenen Woche aber mit dem unverzüglichen Einschreiten der Sicherheitskräfte, wenn die Feierlichkeiten zu Propagandaveranstaltungen der PKK-Guerilla umfunktioniert würden. Damit war das Newroz-Fest endgültig zu einem politischen und militärischen Kräftemessen zwischen dem Staat und der aus dem Bekaa-Tal im Libanon operierenden PKK geworden.

In Diyarbakır griffen die Sicherheitstruppen entgegen allen Erwartungen nicht ein. Hoffnungen, dass die Newrozfeier doch noch friedlich über die Bühne gehen würde, verfliegen aber

rasch, als Meldungen aus anderen Teilen Südostanatoliens eintrafen. In den Städten Sirnak und Cizre schossen Soldaten auf Demonstranten, als diese sich weigerten, ihre Protestzüge aufzulösen. Die Behörden sprechen von insgesamt 39 Toten und rund 60 Verletzten in den letzten zwei Tagen. Nach der offiziellen Lesart hätten bewaffnete Zivilisten auf die Sicherheitstruppen geschossen. Türkische Journalisten, die vor Ort beobachteten, erklären dagegen, dass die Demonstranten unbewaffnet gewesen seien. Dafür hätten sie PKK-Transparente mit Forderungen nach staatlicher Unabhängigkeit entrollt. Nach den Zusammenstößen in Cizre und Sirnak wurden auch aus den osttürkischen Städten Van und Hakkari Zusammenstöße gemeldet. Laut «Medico International» wurden Krankenwagen von der Armee an der Weiterfahrt gehindert. Am Samstag wurde eine unbefristete Ausgangssperre über Van, Cizre und Sirnak verhängt. In der Nacht griffen an vielen Orten PKK-Guerillas Armee-Stützpunkte an.

Die Unruhen griffen auch auf mehrere Ballungszentren der Türkei, darunter Adana und Istanbul, über. Dabei soll es Hunderte von Festnahmen und mehrere Verletzte gegeben haben, nachdem Sicherheitskräfte Warnschüsse abgefeuert hätten.

Ein Einlenken beider Seiten ist nicht abzusehen. In einer martialischen Erklärung rief PKK-Führer Abdullah Öcalan die Bevölkerung am Samstag auf, sich auf den totalen Krieg vorzubereiten. Auch vom türkischen Staat ist kaum zu erwarten, dass er zurückhaltend auf die neue Eskalation im Kampf mit den PKK-Guerillas und deren Anhängern reagieren wird. Wenn in den kommenden Tagen die Toten beerdigt werden, sind weitere blutige Zusammenstöße schon vorprogrammiert.

Werner van Gent

Ankara's War for Central Asia: Waged at the Hearth, on TV

By Blaine Harden

Washington Post Service

ANKARA — Turkey will play its trump card next week in a 1990s version of what British secret agents once termed the Great Game — the contest for hearts and minds, as well as political influence and market share, in Central Asia.

The Turkish card is satellite television. On April 1, according to Turkish state television officials, switches will be thrown in the six Muslim republics of the former Soviet Union. A Moscow TV channel that for decades has broadcast a Russian-language, Soviet-slanted view of the world will go off the air.

In its place, via the Intelsat VI satellite orbiting above the Indian Ocean, Turkish television plans to begin testing a signal that has the potential to mesmerize an expanse of the former Soviet empire that is isolated but rich in resources.

Suddenly, there will be 83 hours a week of Turkish-language news, entertainment and cultural programs. When the bugs are worked out, probably by mid-April, Turkish television expects to have about 57 million new viewers stretching from the ethnic battlefields of Azerbaijan to the oil-rich steppes of Kazakhstan.

As many as one-third of the programs will be in simplified Turkish, assessed to be comprehensible to an audience that speaks a variety of Turkic dialects. It is an audience that for more than 70 years was prevented from traveling to Turkey and was sealed off from the capitalist ways of its Western kin.

"The peoples of this region have been slaves for more than 70 years," Prime Minister Suleyman Demirel of Turkey said. "But in a couple of weeks, we will be there."

"We know the value of communication," he added.

The first programs will introduce Central Asian viewers to what they have been

missing and what they might want to emulate — the Turkish model of Muslims looking to the West.

Turkey's 57 million people, whose ancestors migrated from Central Asia more than 700 years ago, would like nothing better than to lead their Turkic cousins to the capitalist promised land — while skimming off a percentage for themselves.

Mr. Demirel's government wasted no time after the collapse of the Soviet Union in December. It has signed economic protocols and opened embassies in every republic. President Turgut Ozal is the only foreign head of state to have toured the region.

Turkey is not the only major competitor in the Great Game. Iran has been busy dispatching mullahs, mosque-builders, diplomats and traders across Central Asia. Tehran is sweetening business deals with grants for schools and mixing it all with heavy doses of Islamic fundamentalism.

Saudi Arabia, too, is a player. It is estimated to have invested more than \$1 billion in the region, much of it on Islamic-studies centers and efforts to promulgate Arabic.

The knockout punch in the contest for influence could prove to be which alphabet, Latin or Arabic, finds its way into everyday usage. An alphabet secures the moorings of intellectual, economic and cultural life, and for most of this century the region has been forcibly tied to Russian Cyrillic. But like communism itself, Cyrillic no longer makes sense in Central Asia.

Thanks to the satellite feed and agreements that Ankara has secured with all the Muslim republics for local broadcast, Turkey has the edge in the alphabet war. For three hours each weekday and nine hours on Saturday and Sunday, Turkish television plans to run Latin-alphabet

subtitles with its programs.

"We will use subtitles for one year or maybe more, until they purify their language of Russian and Farsi words," said Sedat Orsel, deputy director-general of Turkish television.

One of the first hurdles in setting up the satellite system was securing broadcast agreements from government officials in the six Muslim republics. To make these arrangements, the Turks moved quietly.

"We did not want the Iranians to know what we are doing," said Muzaffer Baca, a producer for television news in Ankara. "They also are trying to get satellite TV. If this would have been widely known, then I think the Iranians would have offered large bribes to ministers in the republics to keep us out. They know that Turkish and Western television programs will hurt their religion."

While Turkish leaders are eager to boast about the new reach of state television, they vehemently insist that it is not part of a plan to carve a new zone of influence out of Central Asia.

"We are not Pan-Turkist," Mr. Demirel said in an interview last week. "All we want is that these countries should be standing on their own feet."

"In the last 1,000 years, the people of Central Asia have never gathered under one government. Let us have several governments, and having the same culture, the same language, then all of us are happy."

At Turkish television, there is less reticence about explaining the possible implications of the satellite connection.

"This television will be a terrible and extraordinary event," said Mr. Baca. "Those people are so hungry for information, for anything Turkish or from the West."

"Television is the most important victory Turkey could have," he added. "It could be said that it is the foundation for a Turkish commonwealth."

UN Cites Iraq Aid On Scuds

Inspectors See Scrapped Missiles

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — A UN arms expert said Monday that his team of inspectors had confirmed that Iraq had destroyed some of its Scud ballistic missiles.

Speaking after a second day of checking Iraqi statements with his 35-member team, Derek Boothby of Britain said they had seen some of the missiles that Baghdad said it had destroyed last summer without UN supervision. He said that the team had seen destroyed ballistic missiles and components that go

into their guidance systems at three sites and that others had been buried and were being excavated for inspection.

Asked whether he was able to verify that the Iraqis had destroyed the previously undeclared Scuds, as was announced in a letter to the United Nations, Mr. Boothby said: "Yes. We have been able to verify that. We have not been able to verify all the details, but we have certainly been able to verify because we have seen some of the missiles they destroyed."

Asked how many had been scrapped, Mr. Boothby said his team had been specifically asked not to reveal numbers. He did not say who made the request.

In a letter last week to Rolf Ekeus, the head of the UN commission overseeing Iraq's elimination of its arsenal under Gulf War cease-fire terms, Iraq said a substantial number of 800 missiles had been destroyed last summer without UN supervision.

In an apparent effort to avoid a showdown with the UN Security Council and possible attacks, Iraq also agreed to the scrapping of

Scud missile equipment and provided information on chemical warheads that Baghdad was suspected of hiding.

In Vienna, meanwhile, the International Atomic Energy Agency said an Iraqi delegation was refusing to fully disclose the country's illegal effort to develop nuclear arms, in contrast with Baghdad's willingness to cooperate on the ballistic missiles.

A seven-member Iraqi team is seeking to dissuade the UN agency from pressing for the destruction of an installation that was at the heart of the atomic weapons program. But agency officials rejected Iraq's arguments that the facility at Al Atheer, southwest of Baghdad, was a peaceful one that should be preserved for civilian use.

"They are desperately trying to defend against the total destruction of Al Atheer," said Maurizio Zifferero, the chief of the agency team responsible for eliminating Iraq's nuclear weapons capability.

Washington has threatened to use force if Iraq continues to resist elimination of its weapons of mass destruction.

There were reports that Iraq is trying to revive trade with another of its neighbors. The Middle East Economic Survey reported Monday that Syria has opened two crossing points on the border with its Iraq to allow limited trade. Officials in Damascus said the border was shut and would not comment further on the report.

The oil weekly, published in Nicosia, said Iraq's trade with Syria seemed to have started in December with a shipment of Iraqi urea worth about \$15 million to the Syrian market. The shipment of the petrochemical product would appear to violate UN sanctions forbidding Iraq from exporting such items without first getting Security Council permission.

Most of the trade so far consists of exports to Iraq from Syria and Lebanon, "whose goods have been increasingly evident in Iraqi markets lately," the survey reported.

Syria and Iraq are governed by a rival faction of the Ba'ath Arab Socialist Party, and their respective leaders, Presidents Hafez Assad and Saddam Hussein, are bitter enemies. (Reuters, WP/AP)

International Herald Tribune - March 23, 1992



Barhan Özbilici/The Associated Press

Turkish police and soldiers taking up positions during a battle with militants of the Kurdish Workers Party in the town of Cizre.

45 Die as Kurds Clash With Troops in Turkey

Compiled by Our Staff From Dispatches

DIYARBAKIR, Turkey — Fifteen people were killed in clashes between troops and Kurdish demonstrators in southeast Turkey on Sunday, which brought to 45 the death toll in one of the worst weekends of violence in the region for years.

Security officials said 10 people were killed and 20 wounded in the town of Nusaybin on the Syrian border when troops clashed with marchers. A curfew was declared in the town.

In Yuksekova, on the Iranian and Iraqi borders near Hakkari province, 5 people were killed and 32 wounded when government forces clashed with a crowd rallying for Kurdish independence, the semi-official Anatolian News Agency reported.

According to the agency, 70 people were detained in the town, where a curfew was later declared.

The outlawed Kurdish Workers Party had threatened an uprising to coincide with Saturday's Kurdish

New Year in the impoverished southeast.

The violence was some of the worst since the party began its fight for an independent state in 1984. Each side blamed the other for the bloodshed in Cizre, Sirkak and Van as well as Nusaybin.

Ahmet Erturk, deputy emergency governor in Diyarbakir, said the clash Sunday in Nusaybin erupted when hundreds of marchers refused to obey police orders to disperse. He said 20 people had been wounded.

some of the worst violence ever seen in the southeast. Interior Minister Ismet Sezgin told state television that 30 people, 7 of them Kurdish Workers Party guerrillas, were killed in clashes Saturday.

Mr. Erturk said 13 of the victims had been killed in Cizre, near the Syrian and Iraqi borders, as tens of thousands of the group's supporters clashed with troops.

In Sirkak, a town 35 kilometers (22 miles) northeast of Cizre, a policewoman and 12 Kurds were

killed and at least 10 people were wounded, Mr. Erturk said.

Elsewhere in Europe, a group of Kurdish demonstrators broke into the Turkish Embassy in Oslo and tried to burn the building down, the police said Sunday. The demonstrators were protesting the events in southeastern Turkey.

In Stockholm, 40 Kurds were arrested Sunday for hurling stones at the Turkish Embassy, the police said. Several windows were broken during the protest against the deaths in Turkey. (Reuters, AFP)

International Herald Tribune - March 24, 1992

More Turks Sent Into Kurd Zone

Reuters

CIZRE, Turkey — Turkey moved reinforcements Monday into southeastern Turkish towns where 55 people have been killed in a weekend's fighting between security forces and separatist rebel Kurds.

Rebels of the Kurdish Workers Party defied a curfew to exchange fire with Turkish troops and police in Cizre and Sirkak throughout Sunday night and most of Monday.

In Sirkak, security forces, apparently preparing to move into parts of the town held by rebels, told civilians to gather in the stadium in an effort to separate them from armed rebels, the Anatolian News Agency reported.

Government and military buildings in Sirkak were pounded by rebel rocket and mortar fire through Sunday night; a policeman and a soldier were killed.

A Turkish press photographer was shot and killed in Cizre on Monday.

Three men and a woman, wounded in clashes in Nusaybin, died in hospitals Monday. In the southern city of Adana, two Kurdish demonstrators were killed and five were wounded in a clash with the police, agency reported.

Officials said earlier that 48 people had died in weekend clashes in at least five towns.

Most of the deaths occurred in weekend clashes after celebrations for the Kurdish New Year.

Le Monde • Mardi 24 mars 1992 •

TURQUIE : 45 morts au cours du week-end

Violents affrontements entre forces gouvernementales et séparatistes kurdes

Des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants ont fait quarante-cinq morts samedi 21 et dimanche 22 mars dans l'est de la Turquie, pendant les célébrations du Nouvel An kurde. Deux cents personnes, dont une trentaine de policiers ont été blessées.

CIZRE

de notre envoyée spéciale

« Droits de l'homme, où sont les droits de l'homme? », crie le policier, pointant le bras en direction de l'endroit où résonnent des rafales de coups de feu, à quelques centaines de mètres de la route. « Pourquoi défendez-vous donc tous le PKK? » Hurlant sa frustration et son impuissance, il bouscule plusieurs membres de l'Association turque des droits de l'homme, arrêtés à un poste de contrôle sur la route, lance quelques coups de pied, gifle les journalistes étrangers. Il est l'exemple même de l'incompréhension et de la peur qu'éprouvent certains Turcs face à la détérioration de la situation dans le Sud-Est de la Turquie.

Des tambours des slogans

A l'issue d'un week-end au cours duquel des combats d'une violence sans précédent entre forces gouvernementales et séparatistes kurdes ont fait quarante-cinq morts, les commentaires du premier ministre,

M. Suleyman Demirel, se voulaient rassurants. « Ils [le PKK] n'ont pas obtenu ce qu'ils voulaient. L'Etat a gardé un contrôle total. » Mais les renforts de troupes et les chars déployés à Cizre pour la célébration du Nevrouz, le Nouvel An, que les Kurdes considèrent comme une fête nationale, prouvent que le gouvernement, qui s'attendait à cette « offensive de printemps » annoncée depuis plusieurs semaines, craignait de voir la situation lui échapper.

Le PKK avait appelé au soulèvement populaire et au « combat jusqu'au dernier homme »; il n'avait plus laissé de doute sur ses intentions à l'approche de la fête en exécutant trois miliciens à la solde du gouvernement, retrouvés pendus à des lampadaires dans les rues de Cizre, des billets de banque dans la bouche.

Cizre, petite ville de soixante mille habitants, fait partie de cette région qu'on appelle le Botan, située entre la Turquie, l'Irak et la Syrie. C'est dans cette zone démunie, sans industrie, que le soutien au PKK est le plus fort au sein de la population et que les affrontements ont été les plus violents.

La journée du Nevrouz avait débuté dans un calme tendu. Les chars et les véhicules blindés, après s'être retirés pour la nuit, étaient revenus à l'aube, à grand fracas. Dans les rues désertes de la ville où les pneus, allumés la veille, achevaient de se consumer, erraient quelques vaches. Sur une place, au bout d'une petite ruelle, une foule nombreuse, arborant les couleurs rouge,

jaune et verte du drapeau kurde banni en Turquie dansait en cercle au son des instruments traditionnels. Mais les slogans se mêlèrent rapidement au rythme des tambours alors qu'apparaissaient les photos du dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan. La manifestation commençait.

Brandissant des pancartes en faveur de la lutte des classes et d'un Kurdistan indépendant, la foule s'arrêta devant le cimetière, où reposent les victimes de la lutte armée qui oppose les séparatistes du PKK aux forces de l'Etat turc depuis 1984.

Une phase nouvelle du conflit

A quelque pas de là, le long de la rue principale, d'autres groupes avaient été interceptés par les forces de l'ordre alors qu'ils tentaient d'atteindre le cimetière. « Les gens ont le droit de célébrer le Nevrouz. Mais cette manifestation est politique, idéologique. Elle est illégale », expliqua l'officier qui surveillait deux cents personnes, assises sur la route. Echappant soudain au contrôle des soldats, les manifestants - hommes, femmes et enfants - reprirent leur marche. Des bombes lacrymogènes furent lancées, puis les premiers coups de feu retentirent. Plusieurs personnes furent touchées par des balles.

Au carrefour, des dizaines de chausures gisaient, abandonnées par la foule qui s'était dispersée en courant. Peu après ces affrontements, alors qu'un couvre-feu était imposé

sur la ville dès midi, les combattants du PKK, armés de mitraillettes et de roquettes, prirent le relais des manifestants et des combats intenses s'en suivirent qui durèrent jusque tard dans la soirée de samedi.

Au début de l'insurrection armée, les combattants kurdes vivaient cachés dans les montagnes et se ravitaillaient dans les villages. Leur présence en grand nombre dans les rues de plusieurs villes de la région prouve qu'ils sont désormais implantés au sein même de la population, où les forces armées peuvent difficilement les poursuivre sans risquer la vie des civils. « Je suis PKK, ma femme est PKK, mes enfants sont PKK », annonçait fièrement un manifestant.

Cent vingt mille soldats turcs déployés au Sud-Est, contre cinq mille à dix mille combattants kurdes, la lutte semble inégale. Mais soixante-dix ans de politique répressive à l'égard des Kurdes ont produit une population très déterminée. Pour la première fois, les accrochages ont dépassé les limites du Botan pour s'étendre à la région proche de la frontière iranienne - Hakkari, Yüksekova, Van - où la population était jusqu'à présent jugée plus modérée.

Le conflit est entré dans une phase nouvelle. Les funérailles des victimes donneront probablement lieu à de nouvelles manifestations, peut-être à de nouveaux affrontements. Une solution pacifique semble désormais difficile à imaginer, alors que ressurgit le spectre de la loi martiale.

NICOLE POPE

Le gouvernement de M. Suleyman Demirel ébranlé

par Claire Tréan

AU lendemain des fêtes sanglantes du Nouvel An kurde, les quelques commentaires des responsables d'Ankara ont été tristement semblables à ce que furent, après chaque grave affrontement armé, ceux de leurs prédécesseurs : tandis que le ministre de l'intérieur se félicitait en quelque sorte des succès de la lutte antiterroriste en déclarant qu'une partie des morts de Cizre étaient « des dirigeants de haut rang du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) », le chef du gouvernement, M. Demirel, affirmait de son côté que l'Etat avait « gardé le contrôle » de la situation.

Malheureusement – et M. Demirel le sait bien – la population ne peut plus se satisfaire de ce type d'argumentation, ni dans l'Est, où le PKK a cessé d'être un groupuscule terroriste isolé, ni dans le reste du pays où vivent plus de la moitié des dix millions à douze millions de Kurdes de Turquie et où le consensus qui, depuis si longtemps, régnait dans la classe politique sur cette question, a aujourd'hui cédé. Le problème kurde ne peut plus être considéré comme une pure question de maintien de l'ordre n'affectant que les lointaines provinces de l'Est et du Sud-Est. Il est devenu le problème intérieur numéro un du gouvernement.

Paradoxalement, c'est au moment où se trouve au pouvoir à Ankara un gouvernement plus conscient qu'aucun autre avant lui de la réalité du problème kurde que les provinces orientales risquent de s'embraser.

M. Demirel est arrivé il y a trois mois au pouvoir en faisant des promesses porteuses d'espoir pour les Kurdes. Il se disait soucieux du respect des droits de l'homme, conscient de l'existence d'une « identité » kurde, il avait même parlé de supprimer les « protecteurs de village », c'est-à-dire les miliciens kurdes armés par l'Etat, création du précédent régime. Dans la coalition accédaient au pouvoir, à côté du Parti de la juste voie de M. Demirel, les sociaux-démocrates que dirige M. İnönü et qui, aux dernières élections, ont fait alliance avec le HEP, premier parti à se présenter en Turquie comme le défenseur des Kurdes. Trois mois plus tard, aucune

des promesses n'a été tenue. Les provinces de l'Est, livrées aux mauvais traitements militaires, désespèrent du pouvoir civil et, à Ankara, la coalition, surtout après ce week-end sanglant, est gravement ébranlée.

La situation dans l'est du pays, en voie de détérioration depuis quelques années, n'a fait ces derniers mois qu'empirer : recrudescence des affrontements armés, intimidation, harcèlement des villageois par les forces de l'ordre, assassinats perpétrés par les mystérieux groupes de la « contre-guerrilla » ou du « hezbollah », soupçonnés d'être non seulement tolérés mais téléguidés par la police ; impuissance des autorités civiles locales devant les autorités militaires. Face à ce vide du pouvoir civil et au comportement des forces de l'ordre, la population a, au cours des deux dernières années, très largement basculé du côté du PKK. L'organisation qui a pris les armes en 1984 s'est efforcée de son côté de mettre fin à la « justice » expéditive et aux massacres de villageois devant lesquels, au début, elle ne reculait pas. Si des secteurs de plus en plus larges de la population se tournent aujourd'hui vers elle, c'est moins par ralliement à des thèses séparatistes, que le PKK met d'ailleurs quelque peu en veilleuse ces temps-ci, que par désespérance de voir jamais le gouvernement central lui garantir les

plus élémentaires des droits de l'homme : le droit à la vie, le droit à la sécurité. Les efforts des députés kurdes pour promouvoir une « solution démocratique » (par opposition à la solution armée) lui paraissent aujourd'hui illusoirs, de même que les bonnes intentions affichées par un gouvernement apparemment impuissant devant l'armée à gouverner dans l'Est.

Le mauvais œil

A la fin février, quarante-neuf députés, en majorité du Parti social-démocrate et du HEP mais aussi des autres formations, avaient publié un document réclamant un cessez-le-feu dans l'est, la levée des lois d'exception, des sanctions contre les tortionnaires et les assassins. La semaine dernière, la loi d'exception a néanmoins été prorogée pour quatre mois, mais après un débat virulent. Tandis que montait la tension, que de toutes parts on annonçait qu'un soulèvement populaire, qui une offensive militaire sans précédent, le fait d'autoriser ou non les célébrations du Nouvel An fit elle aussi l'objet de débats. Un responsable militaire, le chef des services secrets, suggéra même de rétablir la loi martiale dans tout le pays – une idée qui, selon M. Demirel n'enga-

geait que son auteur et pas les forces armées dans leur ensemble.

Ces polémiques sont désormais publiques et la presse turque a cessé de considérer le problème kurde comme un sujet tabou. Plus d'un Kurde d'Ankara voit d'ailleurs un danger dans cette transparence nouvelle : celui de dresser l'une contre l'autre deux communautés largement mêlées dans les grandes villes de Turquie et qui cohabitait jusqu'ici sans difficultés et avec les mêmes droits. Le problème, longtemps localisé à l'Est, s'étendrait ainsi à l'ensemble du pays.

Pour M. Demirel, qui semble décemment avoir le mauvais œil, cette tension s'ajoute aux difficultés qu'il rencontre à imposer sa politique de médiation dans le conflit qui déchire le Haut-Karabakh voisin à une opinion et une opposition qui ont pris fait et cause pour les Azéris. La ligne de force de la politique étrangère de M. Demirel est le rapprochement avec l'Europe. Les événements de ces derniers jours en pays kurde risquent bien évidemment de la compromettre ; ni M. Mitterrand ni M. Genscher ne pourraient sans doute effectuer la visite que l'un et l'autre prévoient de faire le mois prochain en Turquie si les violences devaient se poursuivre en pays kurde.

Le Monde

● Mardi 24 mars 1992 ●

The Financial Times - March 24, 1992

Political solution fades away for Kurds

The birth of an independent Kurdistan would be very bloody, says Our Foreign Staff

LAST weekend's deaths in south-eastern Turkey after clashes between Kurdish nationalists and Turkish soldiers look ominously like Turkish Kurdistan's equivalent of the Boston Tea Party or the Dublin Easter Uprising of 1916.

The PKK Workers Party of Kurdistan seems to have been planning a widespread popular revolt timed to coincide with the Kurdish spring festival of Newroz, the Iranian and Kurdish new year.

For the coalition government of Mr Süleyman Demirel, which includes Kurdish social democrats such as the foreign minister, Mr Hikmet Çetin, things could hardly have turned out worse.

The government had been saying Newroz was a legitimate public holiday, but that it

should be celebrated peacefully. Now the government is facing international censure for the deaths, while being criticised at home for being too soft.

The uprising began on Friday morning as the festival was getting underway in in Cizre, a town close to the Syrian border. Two pro-government village guards, both ethnic Kurds and from a notable local clan, were found hanging from lamp-posts in the main street with their mouths stuffed with money. They had rejected warnings from other Kurds and refused to join the PKK. Demonstrations followed and violence quickly erupted.

After such a start, it was perhaps inevitable - with the east full of military reinforcements and tempers raging on both sides - that guns would come out and lives would be lost.

It now looks very much as if a political solution to Turkey's problems with the Kurds may be lost for ever.

Government estimates put the number Kurds at around 8m out of Turkey's population of 58m. The Kurds themselves claim to be 20m. Outside observers general concur at about 12m.

Rapid population growth has led to an influx of Kurdish migrants into big cities such as Istanbul, Ankara, and Izmir.

For decades, Turkey has lived with the fiction that Kurds did not exist and there was no such thing as the Kurdish language. The aim was to assimilate the Kurdish minority into the Turkish mainstream.

That goal became more difficult after 1975 as economic development brought a profes-

sional middle class of lawyers, engineers, and teachers to the south-east who were attracted by Kurdish nationalism.

These political stirrings mostly began inside mainstream Turkish political movements, but they were viewed with deep suspicion by the Turkish military who remain convinced that violence is often effective in solving political and cultural disputes.

A crackdown on all shades of Kurdish opinion seems to be the main reason why in the early 1980s, a hardline Kurdish nationalist movement relying on a military arm similar to the IRA displaced half a dozen older and less violent Kurdish nationalist movements.

The PKK fed off central government repression. In 1984 it launched a guerrilla war. It has also succeeded in getting

the population of the south-east united behind it.

The PKK is realistic about its prospects of ever detaching Kurdistan from Turkey. Instead it has several times offered to negotiate on a federal solution.

The idea is anathema to Turkish hardliners, who believe any concession to Kurdish nationalism could lead to the collapse of the entire country.

The hardliners have lost a good deal of ground in recent years because the Kurdish problem, has become so visible. The language is no longer forbidden. Kurdish music was legalised in Turkey last year. There are now two Kurdish-language newspapers.

If an independent Kurdistan is being born, its birth will be long, painful, and very bloody.

The Financial Times - March 24, 1992

Turkish premier promises end to fighting

By John Murray Brown in Ankara and Mark Nicholson in London

TURKEY'S prime minister, Mr Süleyman Demirel, yesterday promised to find a peaceful solution to violent unrest in south-eastern Turkey in spite of a third day of fighting in the area and a vow by Kurdish groups to launch a campaign of civil insurrection.

Mr Demirel's first comments on the crisis came amid reports of continuing clashes in Sirmak and Cizre in south-eastern Turkey, as security forces sought to restore order after the worst violence in the eight-year-old Kurdish troubles.

More than 60 people were killed in weekend clashes

between security forces and Kurdish demonstrators marking the start of the Kurdish new year in a string of towns from the Syrian border through to Van, near the border with Iran.

In London, a Kurdish spokesman said the weekend violence left Turkey's Kurds with "no alternative but to go to war" and said rebel groups were mounting a campaign of insurrection.

Mr Akif Hassan, spokesman for the National Liberation Front of Kurdistan, a political affiliate of the Kurdish Workers' Party (PKK), which is outlawed in Turkey, said Kurds would "mobilise in every town, city and in every part of life" in a "mass popular uprising".

He claimed the government had forsaken any chance of a negotiated solution to the Kurdish issue and instead had sent "two thirds of the Turkish army" into the region. "Since peaceful means have been rejected," he said, "blood will be shed."

Mr Hassan claimed the weekend's fighting had left 88 Kurdish dead, including 29 in and around Cizre, 24 in Sirmak and 15 in the town of Nusaybin.

Kurds in Brussels smashed windows at the Turkish embassy in Brussels yesterday, while more than 150 Kurds occupied a European Parliament building for over five hours.

Turkey's official Anatolian news agency reported that

demonstrators supporting the PKK opened fire yesterday on government and police buildings in Cizre. Army troop carriers were reported to have returned fire, but there was no immediate word on casualties.

In Sirmak the interior ministry reported that security forces had cleared the streets amid unconfirmed reports from Kurdish groups in London that Turkish aircraft had bombed the town centre.

This week's violence represents a severe blow to hopes of an early breakthrough in the troubles on the back of Mr Demirel's promise of Kurdish reform.

The prime minister at the head of an uneasy coalition is now expected to face growing

pressure from the army and conservatives in his own party to take a strong hand against the PKK.

Widespread arrests were again reported throughout the region as shopkeepers refused to open, public transport came to a standstill, and children stayed away from school in sympathy with the demonstrators. In Istanbul, 17 people were arrested as police tightened security in anticipation of further PKK violence in Turkey's western cities.

After sporadic clashes throughout the winter months, the government is now preparing to head off the spring offensive by the PKK, as it seeks to increase its influence in the south-east.

The Wall Street Journal - March 24, 1992

Kurdish Guerrillas, Turkish Forces Fight In Southeast, Death Toll Approaches 50

By HUGH POPE

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

ISTANBUL — Nearly 50 people have died in unprecedented urban fighting between Kurdish guerrillas and government forces in southeast Turkey since demonstrations began Saturday to mark the Kurdish New Year.

The fighting pits newly reinforced units of the Turkish security forces against the Kurdistan Workers Party, or PKK, an increasingly powerful Marxist guerrilla army. For eight years, the PKK has fought for a variety of goals, including, at times, an independent state for Turkey's 12 million Kurds. The guerrillas are no longer confined to mountaintop caves and villages in Turkey, but now can be found throughout much of the southeast, where most of Turkey's highly nationalist Kurds reside.

The fighting is a severe test for the five-month-old coalition government of Prime Minister Suleyman Demirel. The official is caught between two desires — to protect liberal reforms and to keep the loyalty of worried Turkish voters.

Imposition of Curfews

Curfews were imposed in the towns of Sirmak, Cizre, Nusaybin, Yuksekova and Van in a bid to quell the fighting. State radio said that in Sirmak, troops and police seized a "large number of terrorists and ammunition," after Kurdish rebels rained rockets and mortar fire on numerous government targets Sunday night and Monday.

Akif Hassan, who said he was a spokesman for the National Liberation Front of Kurdistan — the political wing of the militant Kurdish Workers' Party — told a news conference in London that all attempts to negotiate with the Turkish government had failed. He said that this meant "blood would be shed." Mr. Hassan added, "It is evident that there is no alternative left but to go to war."

After a weekend of dancing around fires of burning tires, waving yellow, red and green Kurdish flags and chanting "Long Live Kurdistan," one 18-year-old Kurdish student burned herself alive. She left a note saying, "I am burning myself as a sacrifice for Nowruz," the Kurdish New Year.

Almost all of the violence occurred in southeastern Turkey, as far from Istanbul and the popular Aegean coast as fighting in Croatia. But marches took place in western cities, and the PKK warned that it may strike in those cities, too.

Prime Minister Demirel is under attack by Mesut Yilmaz, who is the leader of the opposition Motherland Party and Turkey's

former Prime Minister. "They can't do anything except make shining statements. They don't know how to stop (the rebellion)," Mr. Yilmaz said. And President Turgut Ozal is pouring oil on the flames. "Terrorism should be stamped out . . . from now on, it (will be) bloodily suppressed," Mr. Ozal told Milliyet newspaper.

In an editorial in the Turkish Daily News, Ilnur Cevik, an adviser to Mr. Demirel and editor at the paper, alleged that the clashes were worsened by "some security personnel, mainly of military background, who were out to punish the people of southeastern Turkey."

As Turkish television shows the full dangers of the Kurdish revolt for the first



time, sources close to the government claim there be a rightist-military push to provoke a declaration of martial law in the southeast. This option is firmly opposed by Mr. Demirel, who was ousted by military interventions in 1971 and 1980.

"There are now two ways ahead. Either you are going to withdraw from there (the southeast) or you are going to stay," Mr. Demirel told reporters. "The state will now be in control both night and day in the region. There is no need for martial law, and I don't think there will be."

However, there is no consensus on what the next move can be, especially because the PKK's aims aren't clear. At times they move toward building an autonomous, but common, future with the Turks, while at other times they appear violently separatist.

Some government members have clung to the idea that increased economic investment can help win back the Kurds. On Sunday, Energy Minister Ersin Faralyali repeated promises of four billion Turkish lire (\$657 million) to complete half-finished factories and projects that dot the outskirts of southeastern towns.

Other Turks hope that during Nowruz, the PKK overreaches itself. But most sources expect more confrontations in the worst-affected areas along the Iraqi and Iranian borders.

"The PKK has chosen Nowruz to drag our country into a bloody game," said an editorial in the left-wing newspaper Cumhuriyet. "Their strategy is obvious. . . . The more blood that is spilled, the higher the possibility of international intervention."

Despite recent conciliatory statements, PKK Leader Abdullah Ocalan gave no sign of compromise in his latest interview with Milliyet at his base in Lebanon's Syrian-occupied Bekaa valley.

'Hot Summer Has Started'

"If 100,000 people die, it will not drown our movement. There's a great escalation. From now on, every day will be Nowruz. A hot summer has started," Mr. Ocalan said.

Officials in Ankara blame Syria, Iran and others for backing the PKK. Some even have said there are Western governments that secretly support a separate Kurdistan as foreseen in the failed 1920 Treaty of Sevres.

Kurdish Protests in Europe

A WALL STREET JOURNAL EUROPE Roundup

Kurds protested in major European cities Monday to call attention to the deaths of Kurdish rebels in clashes with security forces in Turkey over the weekend.

In Brussels, a group of Kurds smashed windows at the Turkish Embassy and other offices, while an additional 150 Kurds occupied a European Parliament building for five hours. One group smashed windows at Ankara's embassy, the Turkish Airlines office and a Turkish bank. Two men were detained, police said.

In Germany, Kurdish groups staged anti-Turkish protests, ransacking several Turkish offices, police said.

In Bremen, protesters roamed the streets after midnight, smashing windows of Turkish businesses, including a bank, several travel agencies and an export office. Bremen police said a 17-year-old Kurdish youth was the only person arrested and 18 other protesters were released after their identities were taken.

Kurdes : l'Europarlement occupé, puis encerclé

Trois eurodéputés bloqués par les gendarmes en évacuant des Kurdes réfugiés au Parlement. Récit.

Nouvelles actions kurdes hier à Bruxelles, pour attirer l'attention sur les violences extrêmement graves de la Turquie contre leur peuple. On l'a lu : des morts par dizaines, après les affrontements du week-end entre l'armée turque et la population kurde.

Rues du Commerce et Montoyer à Bruxelles, les vitres de la mission diplomatique turque et des Turkish Airlines, celles de la banque Ziraat et ses ordinateurs ont été défoncés à la masse. L'intervention des gendarmes, attaqués ensuite par d'autres manifestants sortis du Parlement européen, a été à l'origine d'incidents sérieux dont l'embarquement de l'eurodéputé grec Alexandros Alavanos (gauches unies), menotté.

MASSES ET MENOTTES

10 h 30. Près de cent cinquante Kurdes de Belgique du Erk (front national kurde) et du PKK (extrême gauche), dont des vieux, des femmes en robes traditionnelles, des adolescents et des bébés, occupent le hall du Parlement européen rue Belliard. Une réunion avec la délégation turque, prévue pour 10 h, est reportée à 15 h. Un fonctionnaire les écoute : ils veulent l'envoi d'une commission d'enquête au Kurdistan et des protestations officielles. À 500 m de là et au même moment, des Kurdes attaquent les immeubles turcs à la masse. Une patrouille antibanditisme de la gendarmerie en repère quatre qui montent vers la rue Belliard.

10 h 45. Les quatre hommes sont fouillés par trois gendarmes devant le Parlement. Des mar-

teaux neufs (176 F au Nopri) tombent de leur anoraks. Les portes vitrées du Parlement s'ouvrent : des Kurdes sortent, attaquent les gendarmes aux poings (un gendarme blessé), libèrent leurs compagnons et les ramènent au Parlement, lieu extraterritorial protégé par le service de sécurité. Un des Kurdes « libérés » a toujours les menottes attachées au poignet. Les gendarmes appellent des renforts. Le Parlement est encerclé. À l'intérieur, les Kurdes disent n'être pas sortis et accusent les gendarmes d'avoir pénétré et frappé des enfants. La sécurité du Parlement dit n'avoir rien vu. D'un étage, M^{re} Rebahi a vu des gendarmes tenter d'empêcher des hommes de rentrer.

11 h 30. Des eurodéputés demandent aux gendarmes de laisser sortir les Kurdes sans interception. On attend les instructions du ministre de l'Intérieur (pour les manifestants pacifiques) et du Parquet (pour les auteurs de violences). Les instructions arrivent, contradictoires. Pas une autorité ne descend sur les lieux. Dans le hall du Parlement, les quatre Kurdes « libérés » échangent leurs vêtements avec d'autres.

13 h 30. Les gendarmes rejoignent les combis. Les femmes et les enfants sont invités à sortir. Solidarité : elles refusent. Le Premier ministre Dehaene est averti.

13 h 54. On voit trois Kurdes quitter le hall par l'arrière. Le « piquet » de gendarmerie coupe la sortie du parking, rue Belliard.

UN EURODÉPUTÉ MENOTTÉ

Une Mercedes noire du Parlement, avec à l'intérieur un Kurde et deux eurodéputés (la Française Marie Dinguirard, du groupe des Verts, et le Grec Pageropoulos), suivie d'une Audi bleue avec deux Kurdes (dont l'un a toujours le bracelet des menottes au poignet...) et l'eurodéputé grec Alexandros Alavanos. Les voitures bloquées n'ont pas de plaques diplomatiques. Le capitaine demande les papiers.

14 h 11. Le Grec Alavanos tend son passeport. Selon le capitaine, ce document n'établit pas l'immunité. Puis il y a flagrant délit : le jeune Kurde « aux menottes » qu'ils tirent hors de l'Audi, comme l'eurodéputé : menottés et embarqués. Rue de Louvain, l'eurodéputé sera libéré après vérification de son immunité.

14 h 33. Parc Léopold : trois Turcs, dont l'un prend des photos, sont embarqués. Un vice-président du Parlement, le Portugais João Cravinho, le conservateur britannique Anthony Simpson et le chef de cabinet Domez parlementent. Le capitaine a peine à croire que ceux qui tentent de faire échapper des suspects puissent être des parlementaires représentant du pouvoir démocratique.

14 h 46. Autorisation du Parquet : les gendarmes peuvent ouvrir les voitures, même par la force. Le capitaine donne encore cinq minutes. Marie Dinguirard sort. Les deux suspects sont embarqués. *C'était pour leur permettre de quitter, puisque la police prétendait qu'il y avait eu violences. Ce ne sont quand même pas des terroristes !* dit M^{me} Dinguirard.

14 h 50. Les gendarmes rouvrent la rue Belliard. L'eurodéputé Dimitri Pageropoulos les accompagne pour surveiller les interrogatoires.

15 h. Les manifestants quittent le Parlement, les doigts en V...

RENÉ HAQUIN





Des indépendantistes kurdes du PKK se sont rendus à l'armée turque à Cizre. Photo EPA.

Kurdes et Turcs se combattent toujours

Un journaliste turc tué à Cizre

Des affrontements se sont poursuivis entre forces turques et rebelles kurdes lundi à Cizre, dans le sud-est de la Turquie. Selon les autorités, 48 personnes — 53 selon d'autres sources — ont été tuées dans cette région depuis le début du week-end dans des heurts entre forces de l'ordre et séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui ont coïncidé avec la fête du Newroz, le nouvel an kurde.

A Cizre, un photographe de presse turc, Izzet Kezer, correspondant du quotidien « Sabah », a été tué d'une balle dans la tête, apparemment tirée d'un blindé de la gendarmerie, alors qu'il se rendait avec un drapeau blanc sur le lieu d'une explosion. Des journalistes ont vu des soldats foncer en jeep dans les rues du centre-ville en tirant à la mitrailleuse. Deux véhicules-transport de troupes ont pris position sur une colline à l'entrée de la localité, où le couvre-feu a été décrété samedi.

Contacté par téléphone, un habitant de Cizre a rapporté que les tirs étaient nourris. On ne peut

pas mettre le nez à la fenêtre. Ça tire de partout, a-t-il dit. Les forces de sécurité ont fait irruption dans l'hôtel Kerem pour y installer des postes de tir. Sous le feu des francs-tireurs, des blindés ont dégagé les rues obstruées par des barricades à l'entrée de la ville.

Le couvre-feu est aussi en vigueur à Sirtak, Nusaybin, Yuksekova. A Van, il a été provisoirement levé. A Sirtak, les rebelles kurdes ont harcelé à la roquette et au mortier les positions des forces de sécuri-

té. Celles-ci ont fait prisonniers de nombreux terroristes et saisi de grandes quantités de munitions, a annoncé la radio turque. L'armée et la police ont le contrôle des lycées de la ville, qui servaient de QG ou de dépôts de munitions aux rebelles, a précisé le gouverneur de la province, ajoutant que les séparatistes avaient pilonné la mairie, les casernes de la gendarmerie et de l'armée, un commissariat et d'autres bâtiments publics. (D'après Rtr et AFP.)

À Bruxelles, le parquet interrogé

Le parquet de Bruxelles signalait, hier soir, que cinq suspects étaient interrogés à la suite des incidents du matin au Parlement européen. Pas de réaction jusqu'ici aux Affaires étrangères.

Le « Comité du Kurdistan » à Bruxelles a revendiqué l'occupation du Parlement européen, en réaction à la répression brutale dans des villes kurdes de Turquie.

Dans un communiqué de soutien à la demande kurde d'envoi d'une mission d'enquête, les « Verts » du Parlement justifient l'action de l'eurodéputée française Dingirard, qui a accompagné les manifestants kurdes qui évacuaient les lieux pour assurer leur sécurité, voulant ainsi justifier leur espoir dans le Parlement.

R. Hq.

Le Matin - 22 mars 1992

Tragique «Newroz»

Violents heurts en Anatolie

Vingt-deux personnes, dont deux policiers, ont été tuées et vingt-six autres blessées hier dans le Sud-Est anatolien lors d'incidents entre forces de l'ordre et des « rebelles du PKK » (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatistes), a annoncé le ministre turc de l'Intérieur, M. Ismet Sezgin. Les affrontements se

sont produits dans les villes de Cizre et Sirnak, proches des frontières irakienne et syrienne.

Le nombre total de morts de la nuit de la fête traditionnelle kurde de Newroz (nouvel an) s'élève ainsi à 24, en prenant en compte deux personnes tuées près de Batman dans la nuit de vendredi à samedi.



□ SYMPATHISANTS KURDES DU PKK
Étroitement surveillés par la police turque.

AP

Le bilan total des victimes pourrait être plus élevé en raison de la « méfiance de la population ». Des habitants soulignent en effet que les familles n'envoient pas les corps des victimes à l'hôpital « pour ne pas être inquiétées ». Selon le ministre, ces affrontements entre groupes de rebelles et forces de l'ordre avaient fait 10 morts parmi les « rebelles du PKK » dans la journée d'hier à Cizre et 12 morts, dont deux policiers, à Sirnak. L'un des deux policiers a été « lynché par la foule ». Les incidents ont éclaté à Cizre lorsque la police est intervenue contre des groupes porteurs de portraits du leader séparatiste kurde de Turquie Abdoullah Ozcalan (dit « Apo »). Cinq des rebelles tués à Cizre étaient des « commandos » du PKK et les cinq autres étaient des « responsables urbains » de cette organisation illégale qui lutte depuis 1984 contre le pouvoir central d'Ankara.

Le couvre-feu a été déclaré à Cizre (sud-est) ainsi qu'à Van (est). Une cinquantaine de personnes ont par ailleurs été placées en garde à vue à Ankara, Istanbul, Izmir (ouest) et Adana (sud), lors de célébrations de Newroz dans des enceintes universitaires ou de quartiers à majorité kurde. — (afp-LM)

LE NOUVEAU QUOTIDIEN - 25 mars 1992

L'aviation turque bombarde Sirnak

Ankara somme les rebelles kurdes de se rendre. Manifestations en Europe.

Les troubles et les combats qui ont commencé le jour du Nouvel-An kurde (Newroz) dans le sud-est de la Turquie continuaient hier et s'aggravaient même, alors que le gouvernement d'Ankara demandait aux combattants et aux sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de déposer les armes. L'aviation turque a attaqué en milieu de journée la ville de Sirnak, à majorité kurde, qui est en outre encerclée par des chars. Selon un témoignage recueilli par téléphone, le raid n'aurait pas fait de victimes. Des maisons étaient en flammes après avoir été touchées par des projectiles incendiaires.

Sirnak, qui compte 25 000 habitants et est située à une quarantaine de kilomètres des fron-

tières syrienne et irakienne, est l'une des villes qui ont été depuis le week-end dernier le théâtre de sanglants affrontements entre les forces de l'ordre et la population à l'occasion des célébrations du Nouvel-An kurde. Ces affrontements ont fait 93 morts et plusieurs centaines de blessés, selon deux députés kurdes. Un autre témoin contacté par téléphone a souligné que l'ensemble des magasins du centre-ville avaient été complètement détruits lors des affrontements du week-end. Le seul kiosque à journaux a disparu et « même la pharmacie a été pillée par les soldats », a poursuivi cet employé municipal. Il a affirmé qu'une « grande partie des habitations étaient détruites » à cause de « bombardements d'artillerie dimanche en prove-

nance de la caserne de la brigade de l'armée ». Une trentaine de personnes auraient trouvé la mort dans la seule ville de Sirnak depuis samedi et une centaine d'autres auraient été blessées. Les forces de l'ordre, qui avaient donné jusqu'à mardi midi à la population pour rendre les armes, ont commencé à l'expiration de cet ultimatum une vaste opération de fouille des habitations. Une cinquantaine de suspects ont été placés en garde à vue.

Par ailleurs, de nouveaux renforts ont été dépêchés vers la frontière du Sud-Est. Douze véhicules de transport de troupes, quatre blindés et cinq cars remplis de soldats ont été envoyés dans le centre de Cizre, où l'on a dénombré 14 morts dans les af-

frontements. A Istanbul, l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol a revendiqué l'attentat contre un autobus qui a fait deux morts et sept blessés dans la métropole de l'ouest. Elle a prétendu ainsi protester « contre le massacre du peuple kurde dans le Sud-Est anatolien ». L'autobus appartenait, semble-t-il, au MIT, les services de renseignements turcs. Des manifestations de Kurdes protestant contre les affrontements en Anatolie, décrits comme des massacres perpétrés par l'armée turque, se sont en outre déroulées à Paris, Londres et dans plusieurs villes allemandes.

LNQ/AFP/REUTER

Des combats sans précédent entre Kurdes et armée turque

Le couvre-feu est maintenu dans plusieurs villes du sud-est anatolien. A l'occasion du Nouvel-An kurde, la guérilla du PKK a développé sa lutte armée jusqu'au cœur du dispositif des forces de sécurité.

Le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a lancé dans plusieurs villes du sud-est de la Turquie sa plus violente offensive depuis qu'il a pris les armes en août 1984 contre le pouvoir central d'Ankara. Newroz, le Nouvel-An kurde - 21 mars - est depuis plusieurs années dans la région l'occasion de manifestations au caractère nationaliste de plus en plus marqué. Les célébrations publiques avaient été autorisées, comme l'an passé, à condition qu'elles n'aient aucun caractère politique. Vaine attente: le PKK, qui exerce une emprise de plus en plus manifeste sur la population kurde du sud-est anatolien, annonçait pour ce printemps une avancée spectaculaire de sa lutte.

Les violences ont commencé samedi matin à Cizre, une ville de 30 000 habitants, proche de la frontière syro-irakienne, où des manifestants brandissant les couleurs du Kurdistan et des portraits d'Abdullah Ocalan, le chef du PKK, se sont heurtés aux forces de l'ordre qui ont, disent des témoins, ouvert le feu. Les mêmes violences se sont produites dans plusieurs villes à majorité kurde - Sirnak, Nusaybin, Yuksekova, Van... - et les affrontements entre l'armée, la police et des éléments armés continuaient hier soir.

Simultanément, des démonstrations d'émigrés kurdes sympathisants du PKK ont eu lieu dans plusieurs villes européennes hier. A Bruxelles, les manifestants ont tenté de pénétrer à l'intérieur du bâtiment du Parlement européen. A Hanovre,

une banque a été saccagée et deux consulats turcs à Francfort et à Mayence. A Istanbul, plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées pour avoir manifesté leur soutien au PKK.

Selon une compilation établie par l'AFP d'après des bilans non officiels, les combats dans le sud-est turc, aux armes de tous calibres, ont fait depuis au moins 57 morts, dont douze membres des forces de l'ordre. Le bilan pourrait cependant être bien plus lourd, les familles kurdes préférant souvent cacher les morts et les blessés par crainte de représailles. Izzet Kezer, 33 ans, correspondant du quotidien turc à grand tirage *Sabah*, a été atteint d'une balle de 16 mm tirée sur la place principale de Cizre, par un blindé qui a lâché une rafale en direction d'un groupe de journalistes qui venait de se rendre sur les lieux d'un bombardement. Le Parquet de la République a ouvert une enquête sur les circonstances de cette mort.

A Cizre, après une légère accalmie dans la matinée, les affrontements entre forces de l'ordre et militants du PKK ont repris à la mi-journée. Le couvre-feu, levé pendant quelques heures, a été remis en vigueur et la population restait terrée chez elle. Les journalistes, qui ont été sévèrement mis en garde par des unités spéciales antiterroristes, ont été consignés dans leur hôtel du centre-ville. En fin d'après-midi, un calme précaire régnait dans la ville, et la population s'attendait à une reprise des combats dès la tombée de la nuit, comme de coutume lors des affrontements avec les indépendantistes kurdes.

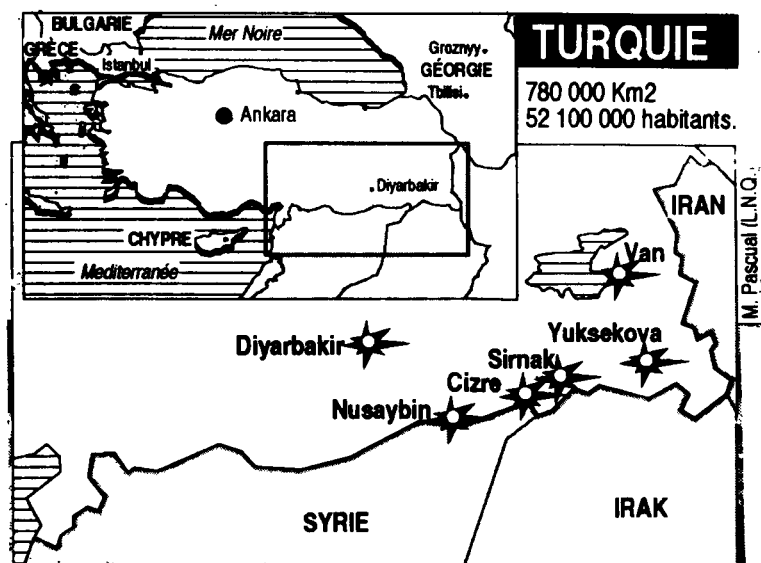
A Sirnak, les combattants du PKK ont attaqué des bâtiments publics et des casernes de l'armée

En revanche, les violents affrontements qui avaient commencé dans la ville voisine de Sirnak dans la nuit de dimanche à lundi après l'attaque des bâtiments publics et des casernes par le PKK se sont calmés en cours de journée. Au moins dix membres des forces de l'ordre auraient été tués lors de l'assaut. Le couvre-feu a été levé en début d'après-midi. Le préfet de l'état d'urgence, Unar Erkan, est venu en hélicoptère depuis la capitale régionale, Diyarbakir, et a rassemblé les habitants dans le stade municipal où il leur a expliqué les «méthodes de lutte contre les terroristes séparatistes», affirme la télévision d'Etat. La consigne avait été passée par

haut-parleur de laisser les maisons ouvertes et le préfet a demandé à la population la promesse de remettre toutes les armes à la police. «L'Etat contrôle la situation mais il y a encore des foyers de résistance dans certains quartiers de Sirnak», a affirmé en fin d'après-midi le ministre de l'Intérieur Ismet Sezgin.

Lors de ces attaques, les militants du PKK, bien implantés dans cette région montagneuse où ils ont des bases, ont particulièrement visé au mortier et à la roquette le PC de la police antiterroriste. Dans les autres villes du sud-est à majorité kurde, un calme tendu régnait hier soir. Le couvre-feu, levé dans la journée à Van, a été réinstauré au début de la soirée. Il était encore en vigueur à Nusaybin, Yuksekova et Cizre. Deux journaux turcs, un de droite et un islamiste, ont accusé hier la presse internationale «d'avoir provoqué par sa présence les événements sanglants» et de «prétendre que la police a tiré sur la foule».

LNQ/AFP/REUTER



TURQUIE : alors que les affrontements dans le sud-est du pays ont fait de nouvelles victimes

Le gouvernement a lancé un ultimatum aux séparatistes kurdes

ISTANBUL

de notre correspondante

Le bilan provisoire des affrontements qui ont éclaté, à l'occasion du Nowroz, le nouvel an kurde, dans le sud-est de la Turquie (*le Monde* du 24 mars), est passé à cinquante-cinq morts au moins, alors que les combattants séparatistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) continuent de défier le couvre-feu imposé par les forces gouvernementales dans les villes de Sîrnak et Cizre. Un journaliste du quotidien *Sabah* a été tué d'une balle dans la tête, lundi dans la ville de Cizre, alors qu'il se déplaçait avec un groupe de collègues brandissant un drapeau blanc. « *Le fait que la balle qui a tué İzzet Kezer ait été tirée par une arme de l'Etat s'ajoute à notre douleur* », commentait mardi *Sabah*.

A l'issue d'une réunion extraordinaire du cabinet, lundi, le gouvernement a, selon la radio officielle, demandé à tous « *de déposer les armes, de faire confiance à l'Etat et d'abandonner les rêves irréalisables* ». Malgré les revendications séparatistes du PKK, il n'est pas certain que les quelque douze millions de Kurdes de Turquie veulent obtenir un Etat indépendant. La moitié d'entre eux vivent dans les

grandes villes de l'Ouest de la Turquie, où ils sont généralement bien intégrés. En revanche, tous souhaitent que soit reconnue leur identité culturelle. Ils demandent aussi une plus grande autonomie au sein d'une Turquie réellement démocratique.

« *Un été chaud a commencé...* »

A Sîrnak, où plus de vingt personnes - dont un policier lynché par la foule - ont trouvé la mort durant le week-end, les forces de sécurité ont réuni la population civile dans un stade de football pour pouvoir procéder au ratissage de la ville. « *Nous avons arrêté beaucoup de terroristes, et nous avons encerclé la ville pour empêcher les autres de s'échapper* », a expliqué le ministre de l'intérieur, M. İsmet Sezgin, lors d'une session du Parlement. Selon des journalistes locaux, l'armée de l'air a effectué plusieurs sorties au-dessus de la ville et certains rapports non confirmés font état de bombardements d'« *intimidation* » dans un quartier vide de Sîrnak.

Le gouverneur de la région soumise à l'état d'urgence depuis 1987, M. Unal Erkan, s'est rendu sur place en hélicoptère et a harangué la foule. « *Mettons fin à tout cela,*

l'Etat est votre Etat », a-t-il dit. Les forces de sécurité ont lancé un ultimatum aux combattants qui avaient jusqu'à mardi soir 24 mars pour déposer leurs armes. Mais selon la télévision officielle, quatre kalachnikovs seulement ont été saisis jusqu'à présent, en réponse à cet appel. « *Le PKK n'a pas obtenu le résultat qu'il attendait, il n'a pas réussi à étendre les incidents aux grandes villes. Nous avons maintenant vu le maximum de son pouvoir* » a déclaré le premier ministre, M. Suleyman Demirel, qui a rejeté l'éventualité de l'instauration de la loi martiale.

Dans un entretien accordé au quotidien *Milliyet*, le dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan, a, de son côté, déclaré que, désormais « *chaque jour sera Nowroz* [le nouvel an kurde] ». « *Un été chaud a commencé (...)* *Beaucoup de sang va couler* », a-t-il ajouté. Depuis lundi soir, un calme tendu s'est instauré à Cizre et Sîrnak, les deux villes où les affrontements ont été les plus violents. Alors que les deux camps regroupent leurs forces, la première vague de cette « *offensive de printemps* » semble toucher à sa fin. Mais il est certain que la « *guerre* », dont parlent à la fois le premier ministre et le dirigeant du PKK, est loin d'être terminée.

NICOLE POPE

Un commando a attaqué un autobus à Istanbul

Un groupe d'hommes armés a attaqué à l'arme automatique un autobus à Istanbul, mardi matin 24 mars. Un premier bilan fait état de deux morts et de sept blessés, dont certains sont gravement atteints. Notre correspondante à Istanbul, Nicole Pope, nous signale que l'autobus était un véhicule du service national des eaux, mais qui transportait, selon toutes probabilités, des membres du MIT, les services secrets turcs.

Cet attentat, qui n'avait pas été revendiqué, mardi en milieu de matinée, fait suite aux affrontements qui ont opposé l'armée aux séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) ces derniers jours (*voir ci-contre*). A la suite de ces combats, le gouvernement allemand a officiellement demandé, lundi, à Ankara d'assurer la sécurité de ses ressortissants présents dans les régions où ont lieu les violences. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a précisé que Bonn exige du gouvernement turc qu'il « *règle le problème kurde avec des moyens démocratiques et légaux* ». Deux délégations de personnalités politiques, d'avocats et de journalistes, sont bloqués dans les hôtels de deux villes de la région du sud-est, où ont lieu les troubles.

A Bruxelles, une centaine de Kurdes ont occupé le hall d'entrée du Parlement européen une partie de la journée de lundi. Cette occupation a provoqué un incident diplomatique. La gendarmerie belge a intercepté deux voitures dans lesquelles deux députés européens, M^{me} Marguerite Dinguirard (Verts français) et M. Alexandros Alavanos (communiste grec) tentaient de faire sortir plusieurs manifestants kurdes. A Bruxelles, comme à Athènes et dans d'autres villes européennes, des manifestants kurdes s'en sont pris aux intérêts turcs.

En France, le MRAP « *demande solennellement* » au gouvernement turc de « *cesser la répression* » et appelle « *tous les démocrates français* » à protester auprès de l'ambassade et à demander « *l'organisation d'une consultation* » sur le statut des provinces à majorité kurde. Un communiqué du Front de libération du Kurdistan se plaint des « *agissements de la police* » française qui tenterait d'obtenir la collaboration de réfugiés kurdes au prix de « *menaces* ».

LA TENDANCE

Turquie : l'abcès kurde

Vitrines brisées, jets de pierres ou de cocktails Molotov, manifestations de rues, mises à sac de locaux diplomatiques... Muselés chez eux, soumis à une répression sanglante, les Kurdes semblent avoir choisi d'exprimer leur colère en Europe. Depuis quelques jours, des réfugiés kurdes ont pris pour cibles les symboles de l'Etat turc à l'étranger. En Allemagne et en France plus particulièrement. Ambassades, consulats, banques, agences de voyages, bureaux de la compagnie Turkish Airlines, tout ce qui incarne le régime honni d'Ankara est dans le collimateur des Kurdes.

Dérisoire vengeance pour le massacre survenu le week-end dernier en pays kurde à l'est de la Turquie. Selon deux parlementaires kurdes, des incidents lors de la célébration du Nouvel An kurde auraient fourni à l'armée et à la police turques l'occasion d'une répression

aveugle. Les chiffres qu'ils avancent sont accablants : 93 morts et plusieurs centaines de blessés. Pour quelle raison ? Mystère.

S'agissant de ce qui se passe en pays kurde, Ankara n'a jamais eu pour habitude de fournir des justifications aux opérations de répression. Affaire intérieure qui ne concerne que les Turcs, a-t-on coutume d'entendre pour seule explication. L'argument serait recevable s'il s'avérait que les moyens employés par les autorités turques contre les Kurdes sont ceux auxquels il est d'usage de recourir pour faire face aux troubles de l'ordre public. Mais dans quelle démocratie digne de ce nom les chars et les avions de combat figurent-ils dans la panoplie du maintien de l'ordre ? Si la Turquie veut être reconnue comme une véritable démocratie, elle doit en adopter les méthodes et le comportement.

LA TRIBUNE
DE L'EXPANSION
25 mars 1992

The Kurdish PKK: Terrorists, Not Victims

By FRANK J. GAFFNEY JR.

Stories about the tragic plight of the Kurds - relatively scarce on front pages and in the public consciousness for nearly a year - are about to burst forth from the Middle East once again.

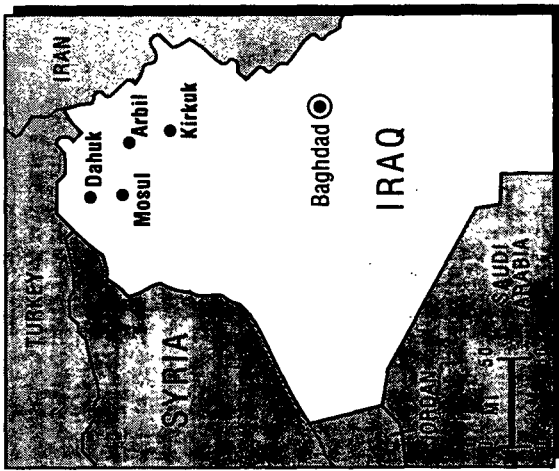
In northern Iraq, three heavily armed Iraqi divisions are reported to have resumed Saddam Hussein's genocidal assault against his Kurdish population. In neighboring Turkey, a new spate of violence began over the weekend, instigated by the Kurdish Workers Party and precipitating swift retribution from the Turkish security forces. Some 45 people lost their lives in the clashes in Turkey.

For Western policy makers and interests, what is most important about these developments is not their superficial similarities - the appearance in both cases of conflicts between states and Kurdish minorities - but their differences. In Iraq, the Kurds are one of several groups targeted for destruction by Saddam's despotic regime. While they have borne the brunt of the Butcher of Baghdad's domestic violence, including his attacks with chemical weapons, the fate of Iraq's Kurdish population has been shared by the country's Shiite majority, by officers of questionable loyalty and by others opposed to the Takriti ruling clique.

The Kurdish Workers Party, known as the PKK, has attempted to exploit the sympathy legitimately extended by the international community to the Kurds of Iraq. But it is wholly undeserving of such support. The PKK is an avowedly Marxist organization, bent on imposing

through terrorism its demands for an independent Kurdistan on the democratic government of Turkey. Premier Suleyman Demirel called the weekend's clashes "a declaration of war by the PKK."

The principal sponsor of the PKK is Syria's Hafez Assad, who permits the



party's leadership to be openly headquartered in Damascus and its terrorists to train in the Bekaa Valley. Like its Syrian patrons, the PKK relies heavily on illicit international drug traffic to finance its operations.

The main victims of the PKK's attacks are fellow Kurds in southeastern Turkey, who have been assimilated into the Turkish population, have the democratic rights of all Turkish citizens and are represented in

ate their responses to the incipient Kurd-related crises in Iraq and Turkey. On one hand, the West should oppose with force any renewed assault by Saddam against the Kurdish population in northern Iraq. Only by threatening such a response and, if necessary, carrying through on that threat, can civilian lives be protected from Saddam's renewed predations.

With respect to the PKK's activities in Turkey, Washington and other Western capitals must recognize that they represent a serious terrorist threat to the security of an ally and fellow democracy. The fact that this organization is made up of people with ethnic ties to the long-suffering Kurds of Iraq should no more legitimize the PKK's destructive activities than the shared nationality of the Khmer Rouge with the people of Cambodia makes their abhorrent behavior acceptable.

Accordingly, far from criticizing Turkey for dealing forcefully with a renewed campaign of terror on the part of the PKK, the West - especially the United States - should encourage Ankara to deal firmly though indiscriminately with this terrorist Marxist gang. After all, a decade of hostage-taking and violence against U.S. citizens followed President Carter's acquiescent policy toward Iranian terrorism, while a period of relative restraint followed President Reagan's retributive bombing of Libya following the 1986 murder of a U.S. serviceman in a Berlin discotheque.

Like it or not, the fate of the Kurds will rest to some extent with those of us far removed from the region in which they live. The degree to which still more Kurdish civilians will become the victims of terrorism - whether the state-sponsored variety dispensed by Saddam Hussein in Iraq or that inflicted by the Syrian-based PKK acting in Turkey - will depend upon the willingness of Western nations to oppose such violence and to support those resisting it.

Mr. Gaffney is the director of the Center for Security Policy in Washington, D.C.

The Wall Street Journal
March 24, 1992

Le Nouveau Quotidien - 25 mars 1992

Bonn ne livrera plus d'armes à Ankara. La Suisse, prudente, pourrait suivre

La poursuite de l'action de l'armée dans le sud-est de la Turquie divise l'Occident. Washington dénonce le «terrorisme» du PKK, alors que l'Allemagne, où les Kurdes sont très actifs, s'en prend au gouvernement.

FRÉDÉRIC BURNAND
AVEC AFP/REUTER

La question des exportations d'armes vers la Turquie est devenue brûlante avec la recrudescence des affrontements dans le sud-est de l'Anatolie qui ont culminé lors des célébrations du Nouvel-An kurde, le week-end dernier. Elle divise déjà l'OTAN. Alors que les Etats-Unis insistent sur la responsabilité du mouvement indépendantiste kurde PKK et condamne ses «actions terroristes», l'Allemagne fustige l'attitude d'Ankara et suspend ses livraisons d'armes à la Turquie qui a aussitôt rappelé son ambassadeur à Bonn. L'Allemagne demande aussi à la Communauté européenne de la soutenir dans sa démarche. La Suisse, pour sa part, n'a pas encore pris officiellement position. Le chef de la division juridique du DMF, François Godet, s'est tout de

Ventes suisses

Montant des exportations d'armes suisses vers la Turquie:

1989: 26 millions de francs.

1990: 13 millions de francs.

1991: 470 000 francs (la faiblesse de la somme est due à la suspension des autorisations de janvier à juin pour cause de guerre du Golfe).

même permis d'avancer la précision suivante: «Dans un proche avenir, il est douteux que le Conseil fédéral autorise des exportations d'armes vers Ankara.»

L'Allemagne craint que les armes qu'elle a livrées, la plupart du temps gratuitement, à son partenaire de l'OTAN soient maintenant

utilisées contre la population kurde, en violation des accords passés entre Bonn et Ankara. Le gouvernement a réagi à la suite des journaux télévisés qui ont montré des images de chars et de blindés, identifiés par les experts comme provenant des stocks de l'ancienne armée est-allemande. Ces armes, tout comme les fusils-mitrailleurs Kalachnikov qui équipent de nombreux soldats turcs, ont été données l'an dernier au moment de la guerre du Golfe afin de renforcer l'armée turque face à une éventuelle attaque du régime de Saddam Hussein. Le gouvernement a souligné que les accords passés avec la Turquie prévoient expressément que les armements livrés ne peuvent être utilisés que pour contrer une attaque armée contre le territoire opérationnel de l'OTAN. La décision de suspendre les exportations de matériels de guerre intervient alors que l'Allemagne s'apprêtait à livrer gratuitement à la Turquie 45 avions de reconnaissance Phantom RF-4E.

Jamais depuis le retour des civils au pouvoir à Ankara en 1983, les relations entre la Turquie et l'Allemagne n'ont été aussi tendues. Dès mercredi, l'ensemble de l'opposition, le Parti social-démocrate et les Verts avaient réclamé l'arrêt immédiat des livraisons d'armes. L'Allemagne est d'autant plus sensibilisée aux affrontements, qu'une importante minorité kurde vit sur son sol: environ 400 000 personnes, dont 90% ont un passeport turc. Ces derniers jours, la police a dénombré des dizaines d'attaques et d'attentats contre des établissements turcs, principalement des banques. Ces attaques se sont poursuivies hier, notamment à Stuttgart et Munich.

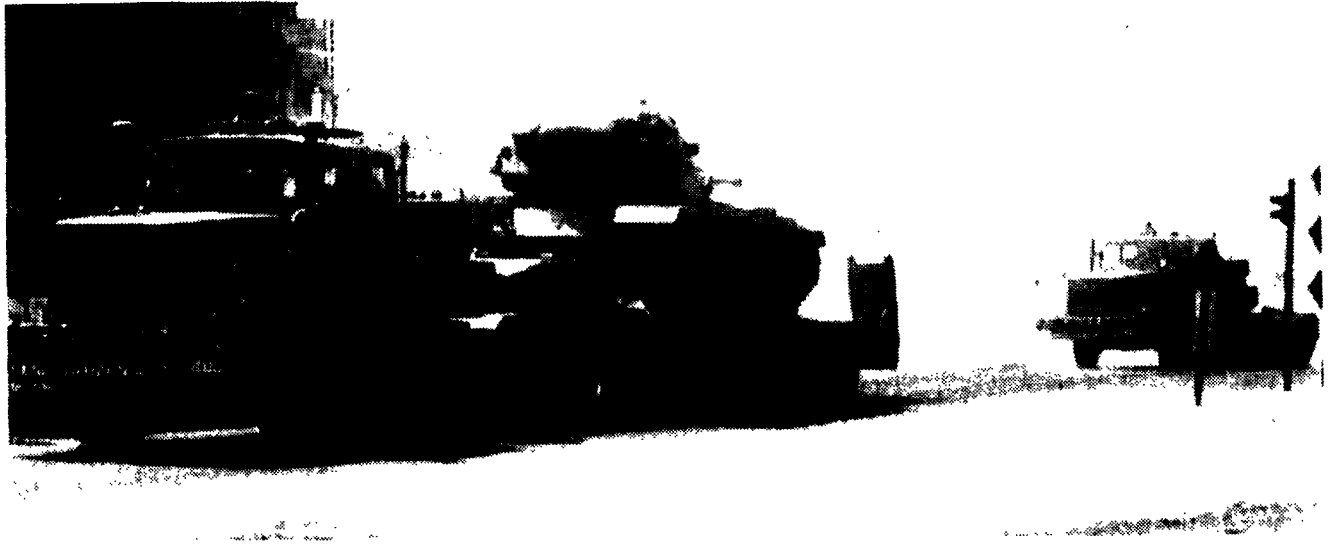
La Suisse qui compte aussi une nombreuse communauté turque ne sent pas, pour l'instant, l'urgence de traiter la question des

exportations d'armes en Turquie. Patrick Cudret-Mauroux, porte-parole du DMF, relève que ce commerce concerne des entreprises privées. C'est seulement lorsqu'elles demandent une licence d'exportation, comme elles en ont l'obligation, que le Conseil fédéral prend position. Or, actuellement, Berne n'a reçu aucune demande. Comme le précise François Godet, la dernière autorisation remonte au 2 mars dernier, pour des canons DCA montés sur des navires. D'ailleurs, les livraisons d'armes suisses à la Turquie, suspendues pendant la guerre du Golfe, n'ont toujours concerné que des équipements DCA, affirme le chef de la division juridique du DMF. Elles ne peuvent donc être utilisées contre des populations civiles. Dans un autre registre, le Conseil fédéral vient de fustiger, dans son rapport sur l'extrémisme, les agissements du PKK en Suisse.

Dans le sud-est de l'Anatolie, la tension reste vive. Les opérations de ratissage menées dans la région et à la frontière turco-irakienne contre les rebelles kurdes par les forces de l'ordre turques se sont poursuivies jeudi, près d'une semaine après le début des incidents qui ont ensanglanté cette région le week-end dernier. Les perquisitions approfondies pour la recherche d'armes et la chasse aux rebelles se sont poursuivies notamment à Cizre et Sirnak, deux bastions de la rébellion kurde de Turquie. Le couvre-feu était toujours en vigueur jeudi soir dans ces deux villes de 60 000 et 25 000 habitants où plusieurs centaines de personnes ont été interpellées. Depuis dimanche dernier, des attentats attribués aux Kurdes ont fait au moins six morts parmi les forces de l'ordre. Ces actions ont été lancées en représailles aux derniers affrontements qui ont fait entre 37 et 93 morts. □

Bilan des célébrations du Nouvel-An kurde en Turquie

Une répression sanglante



Chars transportés au-dehors de la ville de Sirnak Mar: tous les journalistes sont désormais bannis de cette zone de très haute tension. Keystone

Les célébrations du Newroz, le Nouvel-An kurde (21 mars), ont été marquées cette année par de nombreux incidents. Au total 93 personnes ont été tuées et plusieurs centaines blessées depuis samedi dans le sud-est anatolien de la Turquie, à majorité kurde, ont déclaré hier deux députés kurdes de Diyarbakir (sud-est).

L'aviation turque a en outre effectué un raid hier sur la ville de Sirnak (sud-est), a-t-on appris d'une source digne de foi contactée par téléphone depuis Ankara. La ville est en outre assiégée par des chars, a-t-on ajouté de même source.

Les deux députés, Hatip Dicle et Leyla Zana, ont accusé, lors d'une conférence de presse à Diyarbakir, «l'Etat turc de réprimer par la violence et le sang les manifestations populaires de Newroz». Ils ont estimé que «le Gouvernement ne contrôlait plus l'Etat et que le droit n'était pas en vigueur dans la région».

M. Dicle et M^{me} Zana ont également annoncé un plan «d'action pacifique» pour protester contre les forces de l'ordre, prévoyant notamment un mouvement de grève de la faim et une campagne d'aide aux blessés et aux parents des tués. Ce plan appelle égale-

ment les habitants de la région à rester chez eux pendant toute la journée du samedi 28 mars.

Attentat à Istanbul

Par ailleurs, à Istanbul, deux agents des services secrets turcs ont été tués et sept blessés par des inconnus qui ont ouvert le feu contre le bus dans lequel ils circulaient hier dans le centre d'Istanbul, ont annoncé les autorités locales. L'attentat a été revendiqué par l'organisation d'extrême gauche Dev Sol dans des coups de téléphone à plusieurs journaux de la ville, rapporte l'agence anatolienne de presse.

Dev-Sol, qui a revendiqué la mort de cinq généraux et d'une trentaine de policiers l'an passé en Turquie, s'est alliée à Istanbul avec les séparatistes du Parti ouvrier kurde (PKK). Lundi soir, des affrontements ont opposé la police à des partisans du PKK dans le quartier ouvrier de Gungoren à Istanbul et les forces de l'ordre ont interpellé 20 personnes.

Manifs en Europe

Pour protester contre les affrontements entre forces de l'ordre turques et militants kurdes, des Kurdes ont mani-

festé mardi dans plusieurs villes européennes en s'attaquant soit à des ambassades de Turquie soit à des établissements turcs. A Londres, une dizaine de personnes ont été arrêtées lorsque 200 manifestants kurdes ont tenté d'investir l'ambassade de Turquie, a annoncé la police.

A Paris, une trentaine de Kurdes ont occupé pacifiquement pendant quelques heures le hall du quotidien français «Libération». En Allemagne un attentat a été perpétré dans la nuit de lundi à mardi contre une banque turque à Wiesbaden provoquant d'importants dégâts. A Hanovre, un groupe de 70 Kurdes avait également occupé une banque turque lundi et l'avait partiellement saccagée.

Finalement en Suisse, le comité du Kurdistan a réclamé dans un communiqué diffusé hier que des observateurs soient envoyés sur place pour analyser la situation. De son côté, le centre Europe-tiers-monde demande au Gouvernement suisse de s'élever contre la répression dont sont victimes les Kurdes. Ce centre, situé à Genève, souhaite que la Suisse envoie rapidement une mission d'enquête sur le terrain.

(ATS/AFP/Reuter)

Envío de refuerzos para sofocar la revuelta

La aviación turca ataca bases kurdas en el norte de Irak

JUAN CARLOS GUMUCIO, ENVIADO ESPECIAL. Cizre La aviación de Ankara atacó ayer objetivos en Irak de rebeldes kurdos de Turquía, anunció un portavoz militar. Los aviones penetraron 12 kilómetros en el espacio aéreo de Irak. Entretanto, 10 personas resultaban muertas y al menos cinco heridas por ataques de la guerrilla kurda en el sureste de Turquía. Desde el pasado fin de semana, más de 70 personas han muerto en la región, donde el independentista Partido de los Trabajadores de Kurdistán (PKK) ha lanzado su mayor ofensiva en varios años. Ankara envió ayer refuerzos a la frontera con Irak y redobló la vigilancia en el sureste para impedir la infiltración de guerrilleros kurdos y neutralizar la rebelión.

Todas estas medidas ilustran con dramática elocuencia el grado de preocupación en el Gobierno conservador de Suleimán Demirel frente al más recio desafío de los guerrilleros de Abdulá Apo Ocalán.

En las mismas calles donde hace cinco días guerrilleros enmascarados del PKK dieron al Ejército una sorprendente demostración de preparación militar, ayer sólo se movían soldados protegidos por el blindaje de carros de combate. Tras algunos ventanales destrozados en las batallas de hace cinco días, se podían ver fugazmente los rostros de hombres y mujeres que atisbaban a las patrullas o elevaban los ojos al cielo tratando vanamente de localizar cazabombarderos que rugían a gran altura. Al anoche, el único movimiento per-

ceptible en el centro de Cizre era el vaivén de un letrero comercial desvencijado y que chirriaba con el viento.

Las escenas en esta pequeña ciudad junto a la frontera con Siria y a pocos kilómetros de Irak contrastaban notablemente con la inusitada actividad en Diyarbakir y en los caminos que zigzaguean por las montañas del Kurdistán turco.

Aviones y helicópteros

En la base de la fuerza aérea de Diyarbakir, los cazabombarderos hacían cola para reabastecerse de combustible y despegar. Según informes radiofónicos, la aviación turca volvió a atacar bases del PKK en el norte de Irak, mientras helicópteros artillados acosaban a columnas gue-



ASSOCIATED PRESS

Soldados turcos vigilan a manifestantes kurdos que protagonizan una sentada en Cizre.

rrilleras en los alrededores de Sirnak.

En los cuarteles se ha redoblado la vigilancia, y el toque de queda se ha hecho más riguroso, reduciendo las posibilidades de acceso al sureste. En los numerosos puestos de control entre Diyarbakir y Cizre, los gendarmes y soldados han recibido el refuerzo de comandos de *boinas azules*.

Una de las misiones de los nuevos puestos de control es decomisar casetes de música kurda, pero también sirven para ventilar el repudio del Ejército turco hacia los partidistas. "¡La victoria es nuestra! ¡La culpa [de la violencia] es de la prensa!", gritó un centinela a las puertas de Ciz-

re, donde Izet Kezer, un fotógrafo del diario *Sabah*, cayó con un balazo en la cabeza el lunes pasado. Según la mayoría de las versiones, la bala que mató al periodista, de 37 años, salió de un fusil del Ejército.

La decisión de enviar refuerzos a la frontera con Irak fue un mensaje claro a los movimientos guerrilleros atrincherados en las montañas al sur. Demirel, bajo creciente presión interna para contener el más atrevido desafío a su Gobierno, declaró que está dispuesto a convertir la frontera en "un muro insalvable hasta para los pájaros".

La advertencia no sólo fue para Bagdad, que —al menos en

teoría— tendría que impedir las incursiones guerrilleras desde su territorio. En realidad, el mensaje fue para los sirios. Al Gobierno turco se le están agotando los eufemismos para disimular su ansiedad e indignación por la hospitalidad que desde hace más de tres años Damasco brinda al PKK, tanto en Siria como en el valle de la Bekaa, en Líbano.

Para varios analistas, la crisis entre Turquía y Siria es sólo cuestión de tiempo. Ankara ha sugerido que podría atacar las bases del PKK en Líbano, lo cual —a menos que haya una operación de largo alcance sobre el Mediterráneo— implicaría la violación del espacio aéreo sirio.

reste" es una de sus predilectas— ha roto prácticamente un tabú al afirmar públicamente que es necesario reconocer "la realidad kurda". Pero a juicio de un importante número de turcos, el Gobierno tiene que hacer más para contrarrestar el apoyo popular ganado por el PKK a menudo con métodos sanguinarios.

"El problema kurdo no es el resultado de errores de ningún Gobierno turco. Es más bien

producto de un conflicto histórico entre la ideología que domina en Turquía desde la mitad de la década de los veinte y la aspiración nacionalista de los kurdos", dice el columnista Metin Corabatir. "Casi todos los Gobiernos turcos, guiados por la ideología nacionalista del Estado turco, ha recurrido a la violencia o han ignorado a los kurdos en el sentido económico y social".

A menos que el Gobierno tur-

co se empeñe en seguir perdiendo amigos, va a tener que revisar su enfoque del problema kurdo. Continuar recurriendo al Ejército —en este caso parte de la Alianza Atlántica— pero manteniendo la misma inmovilidad política de sus predecesores, entraña un alto riesgo. Si Demirel continúa negando las aspiraciones kurdas, el paralelo entre Ankara y Bagdad resultará inevitable.

EL PAÍS, sábado 28 de marzo de 1992

Ankara reconoce que ha usado carros blindados alemanes en sus operaciones represivas

Bonn presiona a sus socios comunitarios para que condenen la represión turca de los kurdos

J. M. MARTÍ FONT, Bonn
La actividad diplomática desplegada por Bonn durante las últimas 48 horas, encaminada a arrastrar a sus socios comunitarios

a una postura de condena ante la represión de la minoría kurda por el Gobierno turco, parece encontrar resistencias al no haber cuajado aún una declaración conjunta. El

Gobierno alemán anunció ayer que Ankara ha reconocido que utilizó carros blindados de procedencia alemana en operaciones en Anatolia, donde vive la minoría kurda.

El jueves, tras prohibir la venta de material militar a Turquía, la diplomacia alemana inició gestiones directas ante cada uno de sus socios comunitarios para conseguir que se sumaran a una condena contra el Gobierno de Ankara por la represión de la minoría kurda, que ha provocado más de 70 muertos en los últimos días. Bonn, aparentemente, no logró su objetivo, pero consiguió que la Comisión de Cooperación Política de la CE, reunida ayer en Lisboa, tratara el tema.

La situación tiene ciertos paralelismos con lo sucedido durante la crisis yugoslava, en la que Alemania llevó la iniciativa, arrastrando finalmente a los Doce al reconocimiento de las repúblicas. [Ayer, un portavoz francés afirmó que su Gobierno "deplora la violencia, sea cual sea su origen", utilizada contra la población kurda, informa Efe].

Durante la jornada de ayer se barajaban en Lisboa dos documentos, uno portugués y otro alemán, de los que debía salir una síntesis. Una fuente oficial francesa afirmó que Portugal, país que preside la CE, "pedirá a los embajadores de los Doce que preparen un informe sobre la situación actual".

Dieter Vogel, el portavoz del Gobierno de Bonn, explicó ayer que Ankara había reconocido que utilizó tanquetas procedentes del antiguo Ejército de la RDA en la represión kurda, en contra de lo establecido en el contrato firmado por los dos países, y admitió también que,



Manifstantes kurdos piden ante el Ministerio de Defensa alemán el fin de la matanza en Kurdistán. FRITZ REISS (ASSOCIATED PRESS)

"a causa de un error burocrático", 15 carros de combate Leopard I habían sido enviados a Turquía este año, en contra de la prohibición decretada por el Bundestag. Según Vogel, "en estas circunstancias, el Gobierno se mantiene en su decisión de no proporcionar, por ahora, armamento a Turquía". Por su parte, el embajador de Ankara en Bonn, Onur Oymen, que se encuentra en Turquía, negó en una entrevista a una emisora de radio de El Sarre que su Gobierno hubiera utilizado armas alemanas en la represión.

La opinión pública alemana y los medios de comunicación están muy sensibilizados por el problema. Ha sido la prensa la que ha descubierto el tema del armamento y sólo estas denuncias explican realmente la contundente reacción del Gobierno, especialmente del ministro de Exteriores, Hans-Dietrich Genscher. La crisis entre Bonn y Ankara se complica por el hecho de que son innumerables los lazos políticos, económicos y militares que unen a ambos países. Alemania y Turquía son socios en la Alianza Atlántica,

los alemanes son los principales socios comerciales de Turquía y en suelo germano viven millones de turcos. Unos 400.000 de los 1.600.000 turcos que, oficialmente, viven en Alemania son kurdos, y son numerosos los grupos partidarios del PKK entre ellos.

Ankara ha acusado a Bonn de proteger a los terroristas kurdos, y lo cierto es que el Gobierno alemán mantiene una relativa tolerancia con estos grupos, que ayer desplegaron pancartas ante el Ministerio de Defensa en Bonn.

ba acusando a los kurdos de haber secuestrado una milenaria "tradición turca". En algunos casos, las viejas tonadillas kurdas se ahogaron en la potencia de marchas militares turcas desde los altavoces de coches policiales. Para colmo, durante el funeral de un kurdo en Esmirna, un grupo de policías se lanzó a la carga sobre los dolientes a gritos de "¡Abajo los derechos humanos!" y "¡Convertiremos Esmirna en cementerio de comunistas!"

Esos episodios fueron una afrenta a la comunidad kurda a la que el Estado moderno creado por Atatürk —la Turquía que ansía entrar en la CE— sigue prohibiendo hasta el uso de su idioma. Mientras las octavillas caían del cielo y los músicos turcos se desgañaban en tan absurda provocación, sobre las cabezas de los kurdos acorralados por unidades bien armadas de la policía comenzaron a flamear banderas del proscrito PKK. En medio de las consignas y los vivas a Abdulá Apo Ocalán tronaron entonces los disparos que produjeron los primeros muertos de la primavera.



Tanques del Ejército turco vigilan a un grupo de kurdos tras un enfrentamiento armado con la guerrilla.

REUTER

Errática política

Se perfila a todas luces como un prólogo sangriento de la nueva campaña del temible Ocalán. Irónicamente, es la errática política gubernamental la que actúa como impulso de los aliados más valiosos del PKK.

La ineficiencia oficial, la política de discriminación y sobre todo la represión y la falta de pruebas de que Turquía quiera, como lo dice, reconocer las aspiraciones kurdas, están entregando munición a Ocalán y sus numerosos seguidores. El PKK necesita mártires y el Ejército los está produciendo con una diligencia cuya magnitud sólo es comparable a la de la negligencia del Gobierno frente a las demandas de respeto a los derechos humanos del empobrecido sureste turco.

Lo que es aún más peligroso para el Gobierno de Demirel: Entre Ankara y los soldados que asedian las aldeas kurdas existe un golfo que se va ensanchando por una falta de coordinación que la oposición está aprovechando para atacar al Gabinete. Como era de esperar en el bizantino mundo de la política turca, políticos y columnistas pro-gubernamentales ya han comenzado a sugerir que la crisis del sureste es parte clave de un oscuro complot

para derrocar al Gobierno de coalición formado por Demirel hace cuatro meses.

"El PKK se ha convertido en un instrumento secreto en esta guerra", escribió esta semana İsmet G. İsmet. "Fuera cual fuera su estrategia, este movimiento está a punto de ser utilizado en una gran guerra de explotación. Los civiles a los que el PKK está encarrilando a la guerra no son sólo peones de la guerrilla sino de algunos círculos del poder que tienen un objetivo en mente: deshacerse del Gobierno de coalición".

Las sugerencias están, por supuesto, dirigidas al partido Patria del presidente Turgut Ozal, cuya enemistad con Demirel es abierta. Empeñada en proyectar el problema kurdo como una herencia de la política de Ozal, la maquinaria del Gobierno no deja pasar una sola oportunidad para recordar que el presidente, en uno de sus discursos más controvertidos, prometió el año pasado que arrasaría con la guerrilla kurda fuera cual fuera el coste político y humano de esa operación.

Hoy, el Gobierno de Demirel le acusa de haber inflamado irresponsablemente las susceptibilidades kurdas exacerbando la desconfianza, que a veces linda

en el terror, dentro de ese sector hacia el Ejecutivo. Pero hay otros factores y uno de los que ha contribuido a aumentar el miedo y el odio al Gobierno ha sido la supuesta proliferación de escuadrones de la muerte, que, según denuncias de organismos de derechos humanos, actúan al amparo de la policía y el Ejército.

"Los escuadrones existen y están cada día más activos", dice Fevzi Veznadaroglu, un abogado que dirige un organismo defensor de los derechos humanos en Diyarbakir. Según estadísticas de su oficina, en los primeros tres meses de este año se han registrado 39 asesinatos de figuras kurdas frente a los 60 casos del año pasado. "Las cosas van a empeorar porque el Gobierno va a seguir matando gente", dice.

Ese pronóstico coincide plenamente con la visión que el propio Abdulá Apo Ocalán tiene del conflicto en el futuro inmediato. Para el líder del PKK, la guerra ha sido declarada y ya está en marcha con un ejército guerrillero de 10.000 combatientes.

"Nos hemos estado preparando durante los últimos 20 años" dijo en una entrevista publicada esta semana por el diario *Milliyet*. "A partir de hoy cada día será como *Nourúz*".

Los guerrilleros operan desde bases dentro del territorio iraquí que la aviación turca bombardea a discreción provocando más bajas civiles que militares. La extraordinaria movilidad de los guerrilleros por las montañas y cañadas del Kurdistán turco-iraquí demuestra lo poco que pueden hacer los cazabombarderos más sofisticados.

Por otra parte, Ankara va a tener que pensar dos veces antes de cumplir su amenaza de golpear las bases de entrenamiento que el PKK mantiene en el valle libanés de la Bekaa, territorio está bajo control de Siria donde también existe una importante comunidad kurda.

Lo menos que Demirel puede darse el lujo de hacer en las actuales circunstancias es provocar una peligrosa crisis con Damasco. En un paso destinado a generar repercusiones en la Comunidad Europea, Alemania suspendió la semana pasada la venta de armas a Turquía.

Conflicto histórico

Demirel, que fiel a la tradición turca todavía prefiere recurrir a obsoletos eufemismos y referencias oblicuas cuando habla de los kurdos —"la comunidad del su-

Avvenire
Giovedì 26 marzo 1992

ANKARA. La polizia nel mirino dei terroristi Incursione aerea turca contro basi curde in Iraq

ANKARA. Nuova azione terroristica in Turchia, mentre l'esercito di Ankara è impegnato nell'offensiva contro i guerriglieri curdi nella regione sudorientale del Paese. In due distinti assalti nella capitale e a Adana due agenti di polizia sono stati uccisi e altri quattro sono rimasti feriti. L'agenzia *Anatolia* ha riferito che un commando è entrato in un bar in un quartiere operaio di Ankara ha ordinato ai presenti di sdraiarsi a terra e ha sparato contro quattro poliziotti che si trovavano nel locale: uno di loro è morto sul colpo, gli altri tre sono rimasti feriti.

A Adana, nel sud del Paese, un altro commando ha aperto il fuoco contro una macchina della polizia: il guidatore è morto mentre l'altro occupante della vettura, forse un funzionario, è stato ferito. Stando a quanto diffuso dalla stessa fonte, la polizia ha fermato tre persone sospette. I guerriglieri del Partito operaio curdo (Pkk), che combattono per l'indipendenza della regione sudorientale del Paese, hanno scatenato questa nuova offensiva il 21 marzo, ma hanno trovato lo sbarramento dell'esercito turco che era stato già messo in stato di allerta.

Il ministero dell'Interno di Ankara ha riferito che il bilancio di tre giorni di combattimenti è di 37 morti (fonti locali parlano invece di oltre 60) e 125 feriti. Le autorità turche hanno imposto il coprifuoco in diverse città della regione e arrestato decine

di presunti attivisti del Pkk. Nel Paese incombe anche la minaccia di un altro gruppo guerrigliero, Dev-Sol (Sinistra rivoluzionaria), che ha già rivendicato un attentato a Istanbul.

Dopo quattro giorni di scontri, intanto, le notizie che arrivano dal Kurdistan turco parlano di una «calma tesa» mentre il governo di Ankara ha detto che le forze dell'ordine hanno riacquisito il pieno controllo della situazione. Fonti governative ad Ankara hanno confermato che ieri mattina gli aerei turchi sono tornati a bombardare basi curde del Pkk in Iraq. Le fonti hanno detto che gli aerei hanno «bombardato e completamente distrutto» i campi che si trovano non lontano dalla città di Semdinli nella provincia di Hakkari, circa cinque chilometri all'interno del territorio iracheno. Nell'incursione è stata martellata anche un'altra base della guerriglia non lontana dalla città di Cukurca. Per il momento non si hanno notizie di morti e feriti. La zona di frontiera tra Iraq e Turchia era stata bombardata dagli aerei turchi per l'ultima volta più di una settimana fa.

Sono continuate anche ieri in numerose città tedesche le proteste di cittadini curdi contro le repressioni turche in Anatolia. Circa 200 curdi hanno manifestato pacificamente a Stoccarda contro «la brutale condotta dei militari turchi». Intanto, il gruppo parlamentare Cdu/Csu ha chiesto la Csce si occupi della questione turco-curda.

Avvenire
Sabato 28 marzo 1992

te appoggio militare fornito alla Turchia, appoggio che secondo la Spd ha reso la Germania corresponsabile della sanguinosa repressione contro i curdi.

Dal canto suo, l'ambasciatore turco a Bonn, Onur Oymen, ha fermamente respinto le accuse in un'intervista telefonica all'emittente radiofonica *Deutschlandfunk*. Il diplomatico turco, che da una settimana si trova ad Ankara, ha rilasciato le sue dichiarazioni dopo una riunione del governo di Suleiman Demirel. Si tratta di equivoci momentanei che non tolgono nulla alle relazioni amichevoli con la Germania, ha affermato il diplomatico.

Intanto il ministro dell'Interno tedesco Rudolf Seiters ha ammonito i curdi a evitare qualsiasi tipo di azione violenta in territorio tedesco e ha avvertito che le autorità non tollereranno nessuna forma di terrorismo. Negli ultimi giorni in Germania si sono svolte quasi quotidianamente manifestazioni, di quando in quando degenerate in disordini, e sono stati compiuti diversi attentati contro interessi turchi.

La risposta del ministero degli Esteri turco non si è fatta attendere: in una nota risentita per la posizione assunta da Bonn, la diplomazia turca dice di trovare «strano, che personalità politiche di Paesi alleati possano rilasciare dichiarazioni non rispondenti ai fatti o ai legami storici di amicizia tra i nostri Paesi senza aver prima acquisito informazioni corrette attraverso i canali diplomatici. La Turchia — prosegue la nota — come prevede uno stato di diritto e democratico, è intervenuta per impedire che un'organizzazione terroristica responsabile negli ultimi anni della morte di migliaia di innocenti lancia un'offensiva armata».

«Ci aspettiamo — conclude la nota criticando l'atteggiamento tedesco — che tutti i membri del mondo libero si astengano da azioni che si tradurrebbero in una protezione del terrorismo».

Dopo lo stop alla vendita di armi Bonn, nuove critiche ad Ankara per i curdi

BONN. Continua il clima di tensione tra Turchia e Germania. All'indomani della sospensione delle forniture di armi alla Turchia, il governo tedesco, infatti, ha rinnovato le critiche e gli attacchi contro Ankara. In una dichiarazione al quotidiano *Stuttgarter Zeitung*, il ministro degli Esteri Hans Dietrich Genscher ha denunciato senza mezzi termini le violazioni dei diritti umani perpetrate nei confronti dei curdi. «Fin quando Ankara non muterà radicalmente la sua linea politica — ha detto — non potrà ricevere alcun genere di materiale bellico dalla Germania».

Ma secondo un giornale di Dusseldorf, il *Westdeutsche Zeitung*, citando informazioni confidenziali di fonte governativa, le

forniture militari alla Turchia sono state negli ultimi anni di molto superiori a quanto dichiarato ufficialmente. Il quotidiano sostiene che degli arsenali delle forze armate dell'ex Repubblica democratica tedesca ereditati dalla Bundeswehr con la riunificazione sono arrivati in Turchia 250 mila kalashnikov, 5 mila lanciagranate e un centinaio di blindati. Le autorità di Bonn si sono inoltre impegnate a fornire 420 milioni di proiettili di vario genere. Secondo i dati ufficiali, negli ultimi 12 anni i proventi della vendita di armi alla Turchia hanno superato i tre miliardi di dollari (quasi 4 mila miliardi di lire).

L'opposizione socialdemocratica ha aspramente criticato il governo per il for-

Kurdish Revolt Puts Turkey to Test

WEDNESDAY, MARCH 25, 1992

By Blain Harden

Washington Post Service

WARSAW — Turkey's Kurdish rebels have transformed southeastern Turkey into a war zone and sparked bombings and riots across Western Europe.

The rebel campaign may prove to be a crippling blow to the newly elected government of Prime Minister Suleyman Demirel, who is trying to improve his country's human-rights record and project an image of Turkey as a moderate secular nation that is the West's gateway to central Asia.

At morning rush hour Tuesday in Istanbul, guerrillas sprayed a bus with machine-gun fire, killing two Turkish intelligence officers and wounding seven.

Tanks and armored personnel carriers were needed Monday before the army could regain control of the southeastern town of Cizre from Kurdish fighters. Four days of fighting in the region, with tens

of thousands of army troops on emergency patrol, have left an estimated 55 people dead.

As part of what appears to be a carefully organized campaign, violence has spread in the past two days from Greece to Britain. Kurdish protesters have used street marches, bricks and firebombs to denounce what they claim is Turkish "genocide."

In London, hundreds of demonstrators threw bricks and stones at the Turkish Embassy. In Wiesbaden, Germany, four people were injured in a firebomb attack on a Turkish bank. There were violent protests on Monday in three other German cities, as well as in Brussels and Athens.

After decades of government intransigence and official denial of the very existence of the estimated 10 to 12 million Kurds living in Turkey, Mr. Demirel's government has tried to break with the past and recognize what it calls "Kurdish reality." The Kurdish language, as well as Kurdish culture and music,

are no longer banned.

But Mr. Demirel has ruled out any negotiations with the Kurdish Worker's Party, which has been prosecuting a guerrilla war for eight years. The party, whose members often take credit for terrorist bombings and assassinations of Westerners, operates from camps in Iraq and from bases in Syrian-controlled Lebanon.

The party's violence has alarmed many Western business leaders in Turkish cities. In recent weeks, there have been reports that senior corporate executives, fearing for their lives, are leaving Turkey.

"We will fight against these killers and we will make these killers ineffective," Mr. Demirel said in Ankara last week. "This time we will do it. You know if Turkey starts talking to killers, then new killers will emerge."

Yet, despite a massive army presence in southeast Turkey, as well as in Istanbul, Mr. Demirel's government was unable to head off an uprising that the Kurdish Workers

Party has been advertising for weeks. It began Saturday, a day marking the Kurdish New Year.

To assert control over towns in southeast Turkey, which is predominantly Kurdish and by far the poorest, least developed part of the country, the army imposed curfews, dispatched commandoes and, in the town of Sirmak, ordered all residents to evacuate their homes and gather in a soccer stadium.

By late Tuesday, it appeared that the army had put down much of the resistance. But the leadership of the Kurdish Workers Party has said that the weekend's violence is only the beginning of a stepped-up campaign to create a Kurdish state.

Mr. Demirel ruled out any possibility of granting limited regional autonomy to the Kurds.

The prime minister has repeated that his government will guarantee cultural freedom for Kurds, as well as ensure that they receive equal protection under the law.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, MARCH 26, 1992

For UN, a New Marker Toward Defanging Iraq

Reuters

BAGHDAD — A UN team destroyed Iraqi missile equipment Wednesday in a major step toward scrapping Iraq's arsenal.

"We began the process of destroying the ballistic missile repair and production facilities," the team leader, Derek Boothby of Britain, said in Baghdad.

"We have overseen the destruction of six or seven different items and two other items are being destroyed."

Mr. Boothby said the equipment included instruments used to mix solid missile propellant and computers used in the production and repair of Scud missiles, salvos of which were fired at Israel and Saudi Arabia during last year's Gulf War.

Baghdad refused to allow a UN team to wreck the equipment in February, arguing it could be used in civilian industry. But it backed down last week and agreed to several measures demanded by the United Nations in line with Gulf War cease-fire terms.

"This is again another step forward," said Mr. Boothby.

Baghdad last week gave Rolf Ekeus, head of the UN panel overseeing the elimination of Iraq's arsenal, a list of hundreds of missiles, launcher vehicles and other munitions including chemicals weapons that were destroyed last year.

It also agreed to the scrapping of the missile equipment and said it was willing to disclose its arms programs.

The Iraqi turnaround was apparently to avert a showdown with the Security Council and to head off the possibility of attacks on military targets by the United States and Britain.

Mr. Ekeus has said that when his inspectors know enough about Iraq's weapon programs then he would recommend easing UN sanctions — imposed 19 months ago after Iraq invaded Kuwait — that have led to shortages of food and medicine in Iraq.

The United Nations and Iraqi officials are due to meet Thursday in Vienna to discuss the resumption of limited Iraqi oil sales to buy food and medicine that Baghdad said it cannot afford with its assets abroad frozen.

But Iraq said Tuesday it would not accept any UN plan for oil sales that infringed on its sovereignty.

Michael Z. Wise of The Washington Post reported from Vienna:

The International Atomic Energy Agency ordered Iraq to destroy the technical core of an installation containing key elements for Baghdad's drive to build nuclear weapons at a series of clandestine sites.

Inspectors are to oversee destruction at the Al Atheer center southwest of

Baghdad next month and will alert the Security Council should Iraq fail to comply.

The order was issued at the conclusion of five days of talks with Iraqi nuclear specialists at the agency's headquarters in Vienna. The Iraqi delegation argued against demolition of any part of Al Atheer, saying it was conceived about five years ago as a civilian research facility and should be allowed to continue operating as such.

Agency experts rejected this. "In spite of lengthy and detailed explanations given by the Iraqi technical team on the civil nature and functions of Al Atheer, the IAEA remains convinced that the technical core of this facility was designed for special processes needed for nuclear weapons development and manufacturing.

Maurizio Zifferero, in charge of agency efforts to eliminate Iraq's nuclear arms capability at Security Council request, presented the Iraqis with a detailed list of buildings

and equipment to be destroyed.

Iraq's representative to the agency, Ambassador Rahim Abid Kital, declined to respond directly when asked if Baghdad would comply with the order, saying only, "Iraq is committed to full cooperation with the UN in implementing Resolution 687."

The resolution, setting the terms for a cease-fire in the Gulf War, called for the elimination of Iraq's weapons of mass destruction.

Mr. Zifferero said the demolition required at Al Atheer would be extensive and, barring resistance, would presumably be carried out by the Iraqi Army using explosives.

About a dozen of the more than 100 buildings at Al Atheer are slated for destruction, according to Mr. Zifferero.

Equipment to be eliminated includes high temperature furnaces, precision lathes and isostatic presses believed intended for the production of bomb components.

Mittwoch, 25. März 1992
Nr. 72

Basler Zeitung

Südost-Türkei: Die Gewalt eskaliert zum offenen Krieg

Dramatische Zuspitzung im Südosten der Türkei: Die blutige Konfrontation zwischen Staat und kurdischem Widerstand droht sich zu einem offenen Krieg zu entwickeln – einem Krieg, den die Sicherheitskräfte und die Guerilla von der PKK (Arbeiterpartei Kurdistans) auf dem Buckel der Zivilbevölkerung austragen. Auch im benachbarten Irak macht sich die kurdische Minderheit auf das Schlimmste gefasst, da Bagdad eine neue Offensive vorzubereiten scheint.

Ankara fordert aufständische Kurden zur Kapitulation auf

Die türkische Regierung hat nach einer Sondersitzung am Dienstag erklärt, die «Träume von einem unabhängigen Kurdistan» würden sich nicht erfüllen. Die Grenze zum Irak soll eine «undurchdringliche Mauer» werden.

Ankara. SDA/DPA. Die türkische Regierung hat am Dienstag die im Südosten des Landes rebellierenden Kurden zur Kapitulation aufgefordert. Demgegenüber erklärte die verbotene Arbeiterpartei Kurdistans (PKK), sie werde den bewaffneten Kampf gegen Ankara fortsetzen. Nach einer Sondersitzung erklärte die türkische Regierung am Dienstag, die «Träume von einem unabhängigen Kurdistan» würden sich nicht erfüllen. Nach den Worten von Ministerpräsident Süleyman Demirel ist Ankara entschlossen, die rund 270 Kilometer lange Grenze zum Irak zu einer «undurchdringlichen Mauer» zu machen. Zur Begründung sagte er, die von der PKK bei den Auseinandersetzungen im Südosten der Türkei eingesetzten Waffen stammten aus Arsenalen der irakischen Armee.

Neue Unruhen wurden am Dienstag aus der südosttürkischen Provinzhauptstadt Sanliurfa gemeldet. Bei einem Bombenanschlag auf den Justizpalast wurden nach ersten Ermittlungen ein Mensch getötet und drei weitere teilweise schwer verletzt. Die türkische Luftwaffe soll am Dienstag die südostanatolische Stadt Sirnak bombardiert haben. Eine offizielle Bestätigung lag zunächst nicht vor. Augenzeugen berichteten, aus einem Flugzeug seien Brandbomben auf die Stadt geworfen worden. In Sirnak war es in den vergangenen Tagen ebenso wie in anderen Städten der Region zu blutigen Gefechten zwischen Kurden und türkischen Sicherheitskräften gekommen.

Die linke Untergrundorganisation «Dev-Sol» verübte am Dienstag in Istanbul einen Überfall auf einen Bus des türkischen Geheimdienstes. Dabei

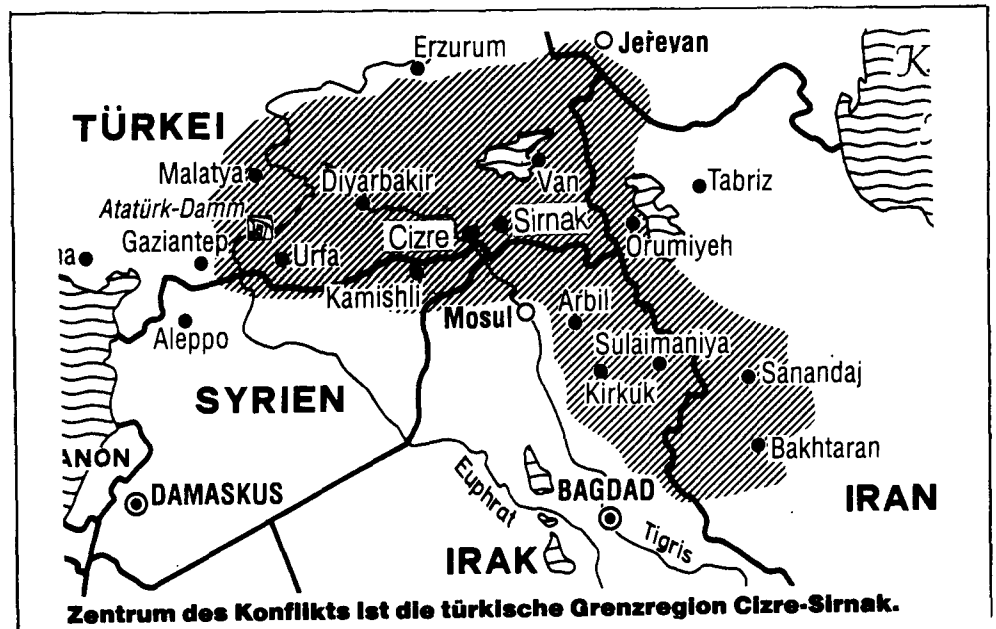
kamen nach Angaben aus Sicherheitskreisen zwei Agenten ums Leben. Sieben wurden verletzt.

Mit zum Teil gewalttätigen Protesten reagierten am Dienstag in mehreren europäischen Ländern Kurden auf das Vorgehen der Türkei gegen ihre Landsleute. Ziele waren in Deutschland türkische Banken, Büros von Radio- und Fernsehanstalten sowie Regionalparlamente. Demonstrationen gab es auch vor diplomatischen Vertretungen der Türkei in den Niederlanden, Grossbritannien und Frankreich.

Nach den schweren Unruhen vom vergangenen Wochenende ist der Südosten der Türkei nicht mehr zur Ruhe gekommen. Aus den Städten Sirnak und Cizre wurden in der Nacht auf Dienstag schwere Kämpfe gemeldet. Tagsüber gelang es den türkischen Streitkräften offenbar nur mit grösster Mühe, die Kontrolle über das Gebiet teilweise zurückzuerobern. Bereits hat ein Sprecher der kurdischen PKK (Arbeiterpartei Kurdistans) weiteres Blutvergiessen und die Ausdehnung der Kämpfe auf die grossen Städte in Aussicht gestellt.

Von Werner van Gent, Istanbul

Stunden nach dieser Ankündigung kam es in Istanbul zu einem offenbar von langer Hand vorbereiteten Anschlag. Im Stadtteil Zincirliköy eröffneten vier Bewaffnete mit automatischen Waffen das Feuer auf einen vom nationalen Geheimdienst «MIT» gemieteten Bus. Dabei wurden zwei Personen, darunter ein Offizier des Geheimdienstes, getötet und sieben Personen verletzt. Damit dürfte die Zahl



der Todesopfer seit Beginn der Kämpfe am vergangenen Samstag auf mehr als 90 angewachsen sein. Vertreter der kurdischen Rebellen in London sprechen sogar von weit über 100 Toten. Inzwischen hat die linksextreme, mit der kurdischen PKK liierte Stadtguerilla «Dev-Sol» (Revolutionäre Linke) die Verantwortung für den Anschlag in Istanbul übernommen.

Im Südosten spitzte sich die Lage am Dienstag erneut gefährlich zu. In der Nacht war es in dem von der PKK kontrollierten «Cudi»-Viertel in Cizre zu schweren Kämpfen gekommen. Eine Beruhigung trat erst ein, als die Armee im Verlauf des Dienstags erneut schwere Panzer und Panzerwagen einsetzte. Auch in der rund 60 Kilometer östlich von Cizre, im Cudi-Gebirge gelegenen Provinzhauptstadt Sirnak waren in der Nacht wieder neue Kämpfe ausgebrochen. Am Montag nachmittag hatte der für die zehn unter Ausnahmezustand stehenden, mehrheitlich kurdischen Provinzen zuständige Gouverneur, Unal Erkan, sämtliche Bewohner Sirnaks auf dem Hauptplatz zusammentreiben lassen. Dabei sollen die Soldaten zum Teil mit roher Gewalt vorgegangen sein. So soll der Armeekommandant per Lautsprecher gedroht haben, jeden zu erschliessen, der sich nicht auf dem Platz einfinden werde.

Während der Gouverneur die versammelte Menge aufforderte, Distanz zu den «Terroristen der PKK» zu nehmen und die Waffen abzugeben, durchkämmten Truppen die Stadt auf der Suche nach versteckten PKK-Kämpfern und Waffen. Dass sie dabei fündig wurden, erstaunt kaum. Im Südosten bereitet sich die Bevölkerung seit Wochen auf den vom Staat und von der PKK gleichzeitig angekündigten Krieg vor. Vielerorts nimmt der Konflikt den Charakter eines offenen Bürgerkrieges

an. Nachdem die Truppen am vergangenen Samstag in Cizre wahllos in die demonstrierende Menge geschossen hatten, wurden türkische Journalisten immer wieder von der kurdischen Bevölkerung angepöbelt. Auch Medienvertreter, die durchaus auch die kurdische Seite des Konfliktes in ihrer Berichterstattung zu Wort kommen lassen, wurden aufgefordert, «Kurdistan» zu verlassen.

Wie der Bürgermeister von Sirnak am Dienstag telefonisch mitteilte, liessen die Truppen die Bevölkerung nach etwa einer Stunde wieder gehen. Nach wie vor ist eine absolute Ausgangssperre in Kraft. Bürgermeister Ahmet Yilderim meinte, die Bevölkerung würde nur noch auf den Tod warten. Viele Häuser seien durch die Kämpfe zerstört worden, sagte er, und richtete einen emotional geladenen Aufruf an die Welt, der bedrohten Bevölkerung zu helfen. Noch am Dienstag nachmittag wurde ein erneutes Aufflammen der Kämpfe aus Sirnak gemeldet. Dabei kamen Teile der Stadt unter Artilleriefeuer zu liegen. Eine unabhängige Überprüfung der Lage ist zurzeit nicht möglich. Die Behörden haben sämtliche Journalisten aus dem Gebiet gewiesen, nachdem am Montag in Cizre ein türkischer Fotoreporter der Tageszeitung «Sabah» aus nächster Nähe von Polizisten erschossen worden war.

Ein Ende der Eskalation ist nicht absehbar. Am Montag sagte ein Vertreter der PKK in London fast triumphierend, dass weiteres Blutvergiessen bevorstehe. Die PKK habe diesen Krieg seit 1984 vorbereitet und werde ihn auch gewinnen, meinte Akif Hasan. Er kündigte tiefgreifende Entwicklungen auch für den Norden Iraks an, wo die Kurdenführer Massoud Barzani und Jalal Talabani bislang einen gemässigten Kurs steuerten (siehe untenstehenden Bericht). Bei ihren Besu-

chen in Ankara hatten Barzani und Talabani immer wieder auf die ideologischen Unterschiede zwischen den irakischen und türkischen Kurdenführern hingewiesen. Die für Ende April von Barzani und Talabani geplanten Wahlen seien nutzlos, meinte Akif Hasan. Die PKK werde Vorbereitungen treffen, um die Unabhängigkeit für ganz Kurdistan auszurufen.

Ebenso grossspurig hatte PKK-Führer Abdullah Ocalan in einem Interview mit der Tageszeitung «Milliyet» erklärt, dass es nichts ausmache, wenn die Kämpfe hunderttausend Tote kosten würden. «Wenn einer geht, kommen zwanzig zurück», sagte Ocalan: «Das Volk wird notfalls in die Berge flüchten und Gras essen, aber es wird kämpfen.» Am Volk, so Ocalan, komme niemand vorbei. Die Entwicklungen der letzten Tage haben nun gezeigt, dass der PKK-Chef mit diesen oftmals unerträglich pompösen Verlautbarungen in der kurdischen Bevölkerung durchaus auf Echo stösst. Der Hass gegen den türkischen Staat, der hier meist nur in der Form einer immer brutaleren Repression in Erscheinung getreten ist, sitzt so tief, dass er fast uneingeschränkt von der PKK für den ideologischen Kampf eingesetzt werden kann.

Das zeigte sich eindrücklich am vergangenen Samstag bei der Feier des Newroz-Neujahrsfestes in Diyarbakir. Polizeihelikopter hatten Flugblätter abgeworfen, auf welchen geschrieben stand, dass das Newrozfest auch ein türkisches Fest sei; das man gemeinsam begehen sollte. Was als ein Zeichen des guten Willens geplant war, löste bei den stundenlang tanzenden und Slogans rufenden Kurden Verbitterung aus. Wütend und tränenüberströmt schrie die 19jährige Yaseme aus Diyarbakir: «Jetzt wollen sie uns auch noch unser Fest nehmen...»



«Sieht aus wie eine Endlösung.»

Bagdad verstärkt den Druck auf die irakischen Kurden

Auch die irakischen Kurden stehen anscheinend vor einem neuen Krieg. Alle Zeichen weisen darauf hin, dass Bagdad eine neue Offensive gegen die Kurden in den irakischen Nordprovinzen plant. In den grossen Ölstädten Kirkuk und Mosul hat die Armee Truppen zusammengezogen. Die Propagandamaschine leistet entsprechende Vorarbeit, wobei sie geschickt die antiwestliche Stimmung des Volkes – von der Religion geboten und durch den verlorenen Golfkrieg verschärft – gegen die Kurden richtet.

Von Namo Aziz*

Ali Hasan Majid, der sich als «Schlächter von Kurdistan» einen traurigen Namen gemacht hat, ermutigt die Soldaten, gegen die «Ungläubigen» und den «Westschmutz» zu kämpfen. Und der Führer der Patriotischen Union Kurdistans (PUK), Jalal Talabani, wurde kürzlich von Tarek Aziz, dem irakischen Vizepremierminister, öffentlich als «amerikanischer Spion» und «grösster Feind des Irak» bezeichnet. Am medienwirksamsten aber sind vorgetäuschte Schandtaten der Kurden: In Kirkuk wurden die Leichen arabischer Männer heimlich in die armen Kurdenviertel gebracht, wo sie dann offiziell «entdeckt» wurden als Opfer kurdischer Mörder.

Ein Grund für die Unruhe Bagdads ist sicherlich die von den kurdischen Parteien geplante Wahl eines kurdischen Parlaments. Am 24. April sind alle Kurden in den Provinzen Dohuk, Arbil und Suleimaniya dazu aufgefordert, in freien, geheimen Wahlen nach westlichem Muster eine Volksvertretung zu bestimmen. Diese soll die Handlungsfähigkeit des kurdischen Volkes verbessern. Argwöhnisch verfolgt man in Bagdad auch das Zusammenrücken der kurdischen Parteien. Die Autonomieverhandlungen sind auch daran gescheitert, dass die Kurdenführer, insbesondere Talabani und Massoud Barzani, unter sich zerstritten waren. Während Talabani kompromisslos ein autonomes Kurdistan forderte und im Westen um Verbündete warb, war Barzani zu grossen Zugeständnissen gegenüber Bagdad bereit. Heute setzen Talabani und Barzani, die gleichwohl weiterhin miteinander rivalisieren, auf Einheit. Ein Spruchband über der Tür des Versammlungsgebäudes der PUK in Arbil mahnt: «Die Einheit des kurdischen Volkes ist notwendige Bedingung für unseren Erfolg.»

Vasall und Marionette

Es wird jedoch nicht leicht sein, sich auf eine gemeinsame Linie zu einigen. Zu unterschiedlich sind die führenden Köpfe des Volkes, zu sehr stek-

ken die Kurden noch in den alten feudalen Strukturen. Und dennoch: konzentrierte Aktionen sind für die Kurden überlebenswichtig. Die Uneinigkeit der Kurdenführer hat es Saddam Hussein erlaubt, sie jeweils gegeneinander auszuspielen und so das kurdische Volk zu spalten, dessen Vertrauen in die eigenen Führer zu untergraben. Während er den einen zum vaterlandstreuen Vasallen hochstilisierte (Barzani), verteuflte er den anderen als Marionette des westlichen Imperialismus (Talabani).

Tatsächlich wird Talabani, der keinen Hehl aus seinen westlichen Idealen macht, in den Staaten der Golfregion nicht geschätzt. Sein Bemühen um eine demokratische Reform – nicht nur in Kurdistan, sondern auch im übrigen Irak – macht ihn suspekt. Ginge er aus den Parlamentswahlen als Sieger hervor, würde er geradezu gefährlich. Die westlichen Demokratien kämen nicht umhin, ihn als legitimen Volksvertreter anzuerkennen und seine Forderungen nach einem unabhängigen Kurdistan ernst zu nehmen. Und die islamischen Staaten sträuben sich gegen eine autonome kurdische Enklave, die zur Nachahmung reizen und die ganze Region in Unruhe bringen würde.

Die Hunger-Waffe

Bisher hat Bagdad noch nicht wieder zu den schweren Waffen gegriffen, sondern sich mit einer Zermürbungstaktik begnügt. Das Embargo gegen die Nordprovinzen zehrt an der Gesundheit des kurdischen Volkes, am Vertrauen in seine Repräsentanten und am Kampfesmut seiner Kämpfer, der Peschmegas. Grundnahrungsmittel oder Brennstoffe sind fast nicht mehr und nur noch zu Wucherpreisen erhältlich. Auf dem Markt von Raniya kostet der aus dem Iran importierte Reis acht Dinar, fünfzehnmal so viel wie zuvor. Und das Benzin lässt sich kaum noch mit Gold aufwiegen: Ein Liter kostet in den abgelegenen Dörfern bis zu fünf Dinar, siebzimal so viel wie in Bagdad. Um ihre Kinder ernähren zu können, die in den verschneiten Dörfern hungern und frieren, verkaufen verzweifelte Familien Möbel, Teppiche oder Fernsehgeräte. Talabani spricht von einem Wirtschaftskrieg.

Ebenso mörderisch wie Hunger und Kälte sind die zahlreichen Minen, die den Heimatboden der Kurden in einen Teppich des Todes verwandelt haben. Bisher wurden schon 1650 Menschen verletzt, viele davon schwer. Unter den gegebenen Umständen geht die Aufbauarbeit im Lande nur schwerlich voran, trotz der Soforthilfe durch die UNO. Neun Zehntel der Felder liegen brach, die Fabriken sind zer-

stört, ebenso wie Brücken und Strassen.

Langsam zieht sich die Schlinge um den Hals der Kurden zusammen. Das Volk hat Angst und hofft auf westliche Hilfe. Niemand glaubt, dass Saddam zuschlagen wird, so lange die Alliierten noch im Lande sind. Ein alter Mann aus Halabja sagt: «Wenn die UNO bleibt, bleibe ich auch. Wenn die UNO geht, gehe ich auch. Denn dann geht alles wieder los...» Was losgehen kann, hat der Diktator aus Bagdad selbst ganz deutlich ausgesprochen: Mit den Kurden könne es keinen «demokratischen Dialog» geben, da sie ihr Vaterland verraten hätten. Die Kurden, die auf die Hilfe des Westens vertrauten, müssten mit ihrer Vernichtung rechnen.

Die Bluts spur der Repression

Solche Warnungen sind durchaus ernst zu nehmen. Der Sonderberichterstatter der UNO-Menschenrechtskommission, der Niederländer Max van der Stoel, kam im Februar zum Schluss, das Ausmass der Menschenrechtsverletzungen im Irak sei so gross, dass die Situation als eine der schlimmsten seit dem Ende des Zweiten Weltkrieges bezeichnet werden müsse. Es gebe Hinweise, dass Zehntausende von Menschen spurlos verschwunden seien.

Die Kurden sind davon besonders betroffen. Dies beweist nicht nur der irakische Giftgasangriff auf die Stadt Halabja im Jahre 1988, bei dem Tausende von Zivilisten ihr Leben liessen. Immer wieder werden neue Massengräber entdeckt, in Arbil und Suleimaniya, zwischen Mosul und Dohuk. Im Zuge der sogenannten «Anfal-Kampagne», die Beobachter als Versuch einer «Endlösung der Kurdenfrage» einschätzten, wurden 4000 Dörfer zerstört und 182 000 Kurden getötet. Die Menschen, beinahe durchwegs zivile Dorfbewohner, wurden in die Wüste verschleppt und allesamt erschossen, erst die Männer, dann die Frauen und Kinder.

Trotz alledem geben die Kurden ihren Kampf nicht auf. Die kurdischen Führer haben 50 000 bewaffnete Peschmegas um sich versammelt, die ihrem Namen alle Ehre machen und «dem Tode mutig ins Auge sehen» wollen. Sie haben sich zu Märtyrern erklärt und warten auf ihren Einsatz. In der Schule von Shanandari skandieren die Schüler: «Es lebe Kurdistan» und «Unsere Helden sind unsterblich». Schön wär's! Gegen die Kampfhelikopter und Napalmbomben eines Saddam Hussein werden die Peschmegas wenig ausrichten können. Ihr Mut wurzelt in der Verzweiflung.

* Der Autor ist gebürtiger Kurde aus dem Irak. Er hat im Bereich Islamwissenschaft/Orientalistik an der Bonner Universität promoviert und arbeitet jetzt als freier Journalist.

● Jeudi 26 mars 1992 ●

Le Monde

Après les sanglants affrontements avec les séparatistes kurdes

Les forces armées turques tentent de reprendre le contrôle du Sud-Est anatolien

ISTANBUL

de notre correspondante

« Nous briserons les mains qui prennent pour cible le peuple kurde », a déclaré le groupe révolutionnaire de gauche Dev-Sol, revendiquant, mardi 24 mars, l'attaque d'un autobus à Istanbul, qui a fait deux victimes parmi les membres des services de renseignement (le Monde du 25 mars). Alors que les armes se sont tuées, les répercussions des trois jours de combats intenses entre séparatistes kurdes et forces gouvernementales continuent de se faire sentir en Turquie comme à l'étranger. Une dizaine d'attentats dans plusieurs régions du pays ont fait au moins quatre morts et plus de douze blessés. Un calme précaire s'est installé sur le terrain, tandis que les forces armées tentent de reprendre le contrôle de la région du Sud-Est. A Sirnak, où ont eu lieu les combats les plus violents, les forces de sécurité continuent de fouiller les maisons une par une.

Selon le gouvernement, des quantités importantes d'armes et de munitions auraient été trouvées et une trentaine de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) arrêtés. Des hélicoptères et

des avions de combat ont survolé la ville à basse altitude mardi. Des journalistes locaux ont également mentionné l'usage de bombes fumigènes à Sirnak où, tout comme à Cizre, le couvre-feu est encore en vigueur. Les rues des deux localités sont déjà occupées par des blindés et de nombreux soldats.

Les « mauvais voisins » de la Bekaa

Le gouvernement d'Ankara a envoyé une délégation composée de quatre ministres dans le Sud-Est pour enquêter sur les récents événements. « Notre Etat est déterminé à résoudre le problème de cette sédition dans les limites de la loi », a souligné le premier ministre, M. Suleyman Demirel, devant le Parlement. Un quart d'heure après le passage de la délégation ministérielle à Batman, des balles ont atteint un des véhicules qui avait escorté la délégation et tué un policier.

Des membres du gouvernement ont accusé des puissances étrangères, notamment la Syrie, qui contrôle la vallée de la Bekaa, où Dev-Sol et le PKK ont des camps d'entraînement, d'être « de mauvais

voisins ». Il est peu probable que la Turquie décide d'attaquer les camps de la Bekaa, mais le premier ministre a indiqué qu'il était conscient de l'importance de cette région pour le PKK : « Nous savons, a-t-il dit où sont les cerveaux de ces opérations. La Turquie ne pourra pas tolérer ces événements pendant bien longtemps. » Le premier ministre a également déclaré que « les 270 kilomètres de frontière irakienne », dont la perméabilité depuis la guerre du Golfe est un atout essentiel pour le PKK, vont être « neutralisés ». « Nous allons édifier un mur que même un oiseau ne pourra pas franchir », a-t-il ajouté.

NICOLE POPE

□ Manifestations dans plusieurs capitales européennes. - A Londres, l'ambassade de Turquie a été attaquée mardi 24 mars par deux cents manifestants. A Paris, des pierres ont également été lancées contre les vitres de l'ambassade de Turquie, alors qu'aux Pays-Bas, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en Suède et en Norvège, plusieurs établissements turcs ont été la cible de manifestants.

9-13 mars 1992

PARLEMENT EUROPEEN

Direction générale de l'information et des relations publiques

Division centrale de presse

L'AIDE AUX KURDES D'IRAK

(Questions orales - docs B3-84 et 85/rév/92)

11.03 - Les groupes Soc., PPE, Verts, LDR, CG, GUE ont interrogé la Commission et la coopération politique sur l'aide aux Kurdes d'Irak. Ils les ont en particulier interrogé sur l'opportunité d'une initiative politique pour dissuader le Président Saddam HUSSEIN de faire obstacle à cette aide.

Ce point est aujourd'hui à l'ordre du jour des discussions du comité politique de la coopération politique à Lisbonne, a déclaré le Président du Conseil, M. MARTINS.

Le commissaire MATUTES a souligné que l'aide de la Communauté, en 1991 avait constitué plus de 60% de l'aide totale: plus de 15 mécus, auxquels sont venus encore s'ajouter des tranches de 7 et 4 mécus. La Communauté entend jouer un rôle dans la conférence des pays donateurs qui aura lieu à Genève à la fin mars.

Hier, mardi, une réunion de travail s'est tenue avec M. DELORS, M. MATUTES et le leader kurde M. BARZANI au cours de laquelle les perspectives futures de l'assistance ont été envisagées: infrastructures, remise en état de logements...

M. Arthur NEWENS (Soc., RU) a souligné que l'aide ne devait pas se limiter à l'aide d'urgence.

Mme Marlene LENZ (PPE, D) a évoqué le rôle néfaste du PKK en Turquie, qui mettait en péril les Kurdes d'Irak.

Mme Claudia ROTH (Verts, D) s'est insurgée contre les attaques de l'aviation turque sur le Kurdistan irakien. Compte tenu des mines fournies naguère à l'Irak par des firmes européennes, la moindre des choses selon elle serait d'envoyer des experts en déminage au Kurdistan.

VOTE

12.03 - Préoccupé par la situation dramatique que connaissent les Kurdes d'Irak en raison du blocus imposé par le régime de Saddam HUSSEIN sur leur ravitaillement en vivres, en combustibles et en médicaments, le Parlement en adoptant une résolution commune des groupes socialiste, PPE, LDR, Verts, GUE, ARC et CG, invite:

- les Nations unies à garantir la sécurité des réfugiés kurdes et des populations du Nord irakien;

- la Commission et les Douze à rétablir dès que possible le ravitaillement en vivres, combustibles et médicaments, étant entendu que cela pourra nécessiter l'organisation par la Communauté européenne de convois humanitaires escortés, si nécessaire, par des forces placées sous l'autorité des Nations unies;

- les gouvernements turcs et iraniens à coopérer à cette opération;

- les Douze et la Commission à fournir des fonds supplémentaires pour cette opération d'urgence;

- la Communauté à mobiliser le personnel et le matériel nécessaire pour éliminer les mines qui infestent le Kurdistan irakien;

- la Commission à élaborer un programme de restructuration de la région notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'habitat et de la fourniture d'eau potable;

- réaffirme que les autorités turques doivent suspendre les attaques aériennes contre des villages du Nord de l'Irak et insiste auprès du PKK pour qu'il mette un terme à ses actes de violence;

- invite la Communauté à convenir avec les autorités kurdes d'une aide technique afin de permettre l'organisation au Kurdistan irakien des élections des organes politiques prévues pour le 3 avril prochain.

The Financial Times - March 26, 1992

Atomic agency orders Iraq to destroy N-site

By Mark Nicholson,
Middle East Correspondent

THE International Atomic Energy Agency (IAEA) has ordered Iraq to start destroying facilities at the al-Atheer site south of Baghdad, a complex which the agency says is central to Iraq's efforts to develop a nuclear weapon.

An IAEA-led team of United Nations inspectors will arrive in Baghdad on April 5 to supervise the dismantling, which will be among the biggest demolition jobs undertaken by UN teams overseeing Iraq's compliance with Gulf war ceasefire resolutions.

Mr Maurizio Zifferero, who is leading the IAEA and UN nuclear inspection efforts in Iraq, said by telephone yesterday that 12 or more buildings and their contents will have to be destroyed of what he called "the most important component in its development of an enriched uranium weapon".

The ordered destruction will be the most important test of Iraq's declared willingness to co-operate more fully with the UN after the dressing down received before the Security Council earlier this month by an Iraqi delegation led by Mr Tariq Aziz, the deputy prime minister.

The order follows four days of talks between the IAEA and Iraqi experts in Vienna during which officials from the complex and the Iraqi Atomic Energy Commission tried to persuade the agency that the al-Atheer site was used for civil purposes.

But yesterday the agency

issued a statement saying that it remains convinced that al-Atheer was "designed for special processes needed for nuclear weapons development and manufacturing" and that its destruction should begin in April.

Mr Zifferero said that despite the Iraqi officials' resistance to destroying al-Atheer, there were nevertheless signs of greater willingness to co-operate with the UN since Mr Aziz's appearance in New York.

He also said that although the UN inspectors may still discover "some surprises" in Iraq's nuclear weapons programme, he was confident that the largest part of Baghdad's covert nuclear programme had been identified.

● An Iraqi delegation will open talks with UN officials in Vienna tomorrow on the possible limited resumption of oil sales to help meet Iraq's humanitarian needs, pay for UN weapons inspectors in Iraq and offer some compensation for victims of the invasion of Kuwait.

Iraq last year rejected a UN mechanism to permit the sale of \$1.6bn (£920m) worth of oil for these purposes on the ground that it violated the country's sovereignty.

Most observers suggest that the latest round of talks are unlikely to provide any swift agreement by Iraq to resume oil sales. Iraqi officials have been quoted in recent days as saying they will not accept any mechanism which in its view interferes with its internal affairs.

TURKISH FORCES RAID KURDISH REBEL CAMPS IN IRAQ

By John Murray Brown in Ankara

THE Turkish military yesterday mounted air raids on neighbouring Iraq, switching attention to rebel camps of the Kurdish Workers' Party (PKK), after five days of civil unrest in Turkish towns near the border.

Turkish military sources, quoted by the official Anatolian news agency, confirmed that bombing sorties were made early yesterday against two alleged PKK targets up to 18 miles inside Iraq near the Iranian border.

Mr Süleyman Demirel, the Turkish prime minister, warned this week that Turkey would seal the 170-mile border

with Iraq to prevent incursions by the PKK, which is fighting for a separate Kurdish state in southern Turkey.

The raids yesterday mark a heightening in the conflict and coincide with the worst civil unrest in the eight-year Kurdish troubles. In further clashes in Turkey yesterday, six people were killed including two pro-government village militia near Diyarbakir, the provincial capital in the south-eastern region. Two policemen were shot in separate incidents in Adana, southern Turkey, and Ankara, the Turkish capital. Tanks and armoured personnel carriers were yesterday still deployed in a string of towns near the Syrian and Iraqi borders after clashes between security forces and demonstrators at the weekend left up to 60 people dead.

The Turkish government is to send a four-man delegation to the border area today to investigate the unrest. However Mr Demirel's coalition is under pressure from both the army and conservatives in his True Path party to continue to take a hard line against the PKK.

Politicians of the Turkish Labour Party (HEP) were yesterday said to be ready to withdraw from the coalition because of the government's failure to fulfil promises of human rights reform. Support from the 22 Kurdish HEP members was central to Mr Demirel's earlier promise of reforms aimed at winning over the Kurds.

Türkei stürzt in den Strudel der Gewalt

Regierung verstärkt Truppen im Kurdengebiet – Guerilla-Chef droht mit «grosser Katastrophe»

Nikosia – Die türkischen Sicherheitskräfte verstärken ihre Einheiten im unruhigen Kurdengebiet Südostanatoliens. «Wie eine Wand», droht Ministerpräsident Demirel, «die nicht einmal ein Vogel überwinden kann», werde die Türkei die Grenze zum Irak vertiefeln. Keine kurdischen Guerillas sollen von Stützpunkten im Nord-Irak mehr in türkisches Territorium vordringen können, um ihren Terror zu verbreiten.

● Von Birgit Cerha

Entschlossen und hart will der Regierungschef auf die viertägigen schweren Unruhen reagieren, bei denen in kurdischen Städten ab vergangenen Samstag mehr als 50 Menschen ums Leben gekommen waren. Hunderte wurden seither verhaftet. Zugleich verkündet die marxistische kurdische Extremistenorganisation PKK den Beginn einer «Intifada», eines grossangelegten Aufstands gegen den türkischen Staat. Tatsächlich trugen die Zusammenstösse der vergangenen Tage nicht mehr, wie bisher, den Charakter einer Guerilla. Zum erstenmal, seit die PKK 1984 ihre gewaltsame Auseinandersetzung mit dem türkischen Staat begann, kämpften die Guerillas bei Tage offen gegen Sicherheitskräfte. «Es ist der Beginn eines Bürgerkrieges», meinen türki-

sche Kommentatoren. 20 Jahre lang habe sich die PKK darauf vorbereitet, erläutert ihr Chef Abdullah Ocalan gegenüber einer türkischen Zeitung.

Es droht Blutvergiessen

Die Regierung Demirel, die im Dezember ihr Amt antrat, habe sein Gesprächsangebot abgelehnt. Nun drohe der Türkei noch in diesem Jahr «eine grosse Katastrophe, noch viel mehr Blutvergiessen». Er werde den Kampf für ein kurdisches Heimatland fortsetzen, «selbst wenn er 300 000 Menschen das Leben kostet». Dass die Gewalt der vergangenen Tage längst den Rahmen einer Auseinandersetzung zwischen einer Extremistenorganisation und dem Staat gesprengt hat, beweisen Ausserungen kurdischer Politiker und Parlamentsabgeordneter wie etwa des Juristen Hatip Dicle, der davon überzeugt ist, dass der «Nationale Sicherheitsrat der Türkei» nicht nur «der PKK den Krieg erklärt hat, sondern auch dem kurdischen Volk, das einen gerechten und legitimen Kampf führt».

An die 3500 Menschen mussten diesen Kampf seit 1984 mit dem Leben bezahlen. Die PKK hat dadurch, sowie auch dank internationalen Drucks auf Ankara, immerhin erreicht, dass der Staat Atatürks die Existenz der kurdischen Minderheit (etwa zehn bis zwölf Millionen Menschen) innerhalb seiner Grenzen anerkennet, dass offizielle Stellen nicht

mehr nur von «Bergtürken», sondern von «Kurden» sprechen, dass sich die Medien offen mit dem Problem auseinandersetzen und dass Präsident Oezal im Vorjahr sogar ein Gesetz aufhob, das den Kurden verboten hatte, Kurdisch untereinander zu sprechen.

Zu geringe Zugeständnisse?

Das Verbot des geschriebenen kurdischen Wortes feilich blieb weiterhin in Kraft. Manche Kurden schöpfen Hoffnung, als Demirel im Dezember weitreichende Versprechungen machte. So sollten die Kurden künftig ihre Sprache und Kultur entwickeln, Zeitungen und Bücher in Kurdisch publizieren dürfen. Zwei kurdische Zeitungen gibt es bereits, doch sie stehen unter massivem Druck des Staates. Die unter den Menschen Südostanatoliens zutiefst verhassten paramilitärischen Gendarmerie-Einheiten wollte Demirel auflösen, das System der «Dorfwächter» – der von der Regierung zum Kampf gegen die Guerillas bewaffneten kurdischen Milizionäre – abschaffen. Auch Ocalan rückte von seinem alten Ziel eines unabhängigen kurdischen Staates ab und will sich nun mit einer Autonomie begnügen. Doch das Gespräch zwischen dem Staat und dem Kurdenführer kam nicht zustande, weil die Regierung «nicht mit Terroristen» verhandeln will, und nun lehnt Ocalan alle geplanten Zugeständnisse an die Min-

derheit als viel zu wenig ab. Unterdessen schlugen die Sicherheitskräfte im Südosten kräftig zu. Sie sind längst im Kontrolle der Regierung entglitten, insbesondere die gefürchteten Gendarmen, die nach dem Vorbild der lateinamerikanischen Schlägertrupps die Bevölkerung terrorisieren und allzuoft willkürlich morden.

Hass angeheizt

Sie heizen damit den Hass der Kurden gegen den Staat auf und treiben die Menschen in die Arme der PKK, weil sie nach den Worten eines kurdischen Intellektuellen «die einzige Kraft ist, die sich gegen diese Repression zu wehren traut». Die PKK hatte das Machtvakuum im Nord-Irak intensiv genutzt. Sie unterhält dort Guerillastützpunkte und schmuggelt reichlich Waffen in türkisches Gebiet. Doch die wiederholten türkischen Luftangriffe auf nordirakisches Territorium konnten den Guerillas nichts anhaben, trafen primär unschuldige irakisch-kurdische Zivilisten. Und dieses unwegsame Hochgebirgsgebiet, das zum Irak hin abzuriegelt, ist nicht möglich. Militärisch, durch Repression kann die Regierung das Land nicht vor dem Bürgerkrieg bewahren. Sie kann nur mit politischen Mitteln um die Herzen der Minderheit werben. Doch nicht nur Skeptiker fürchten, dass es dafür zu spät sein könnte.

TURQUIE : soutenu par Washington, critiqué par Bonn

Le gouvernement a lancé un nouveau raid aérien contre des bases de séparatistes kurdes

Pour la quatrième fois depuis le début du mois, les avions de combat turcs ont attaqué le nord de l'Irak afin de détruire deux camps du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). Après les récents affrontements qui ont fait plusieurs dizaines de morts, la réaction d'Ankara était attendue. Mercredi, le premier ministre, M. Suleyman Demirel, avait déclaré au quotidien *Hürriyet* que la Turquie allait intensifier sa campagne contre les séparatistes kurdes sans tenir compte des critiques possibles de l'étranger.

Malgré l'envoi de troupes d'élite et le maintien du couvre-feu, les blindés doivent chaque matin détruire les barricades érigées pendant la nuit à Cizre, l'une des villes du Sud-Est touchées par les violences. Selon notre correspondante à Istanbul, Nicole Pope, le bilan du soulèvement continue de s'alourdir. Dix personnes ont trouvé la mort, le même jour, lors de plusieurs incidents à Ankara et Adana. Deux policiers ont été tués et trois autres blessés après avoir été pris pour cibles par des tireurs non identifiés. Dans la province de Diyarbakir, deux miliciens pro-gou-

vernementaux circulant en voiture ont été tués par le PKK.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, a déclaré que « le gouvernement américain condamne les actions terroristes menées (...) par l'organisation terroriste du PKK ». M^{me} Tutwiler s'est félicitée de récentes décisions du gouvernement turc en faveur de la liberté d'expression, notamment pour les Kurdes autorisés à utiliser leur langue, et de « ses efforts pour faire preuve de retenue (...) face aux provocations terroristes du PKK ». « Nous demandons avec insistance que toutes les mesures possibles soient prises pour éviter que des citoyens innocents soient tués ou blessés », a-t-elle cependant ajouté, en évoquant notamment le nouveau raid de l'aviation turque.

Préserver les populations civiles

A Bonn, notre correspondant, Henri de Bresson, nous signale que la brutalité de l'intervention militaire turque suscite de vives réactions en Allemagne. Le gouvernement a indiqué, mercredi, qu'il avait entrepris des démarches au niveau de la Communauté européenne pour une intervention commune. Le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vogel, n'a pas donné de détails mais il a rappelé que si son gouvernement « comprend » la nécessité de lutter

contre le terrorisme, cela ne pouvait justifier des opérations militaires contre des populations civiles.

Mis en cause par Ankara - M. Demirel l'avait accusé de prendre la défense des terroristes du PKK - le gouvernement allemand avait rendu public, à l'issue du conseil des ministres de mercredi, une déclaration exigeant du gouvernement turc qu'il respecte ses engagements en matière de droits de l'homme. Une note en ce sens avait été remise, mardi, au chargé d'affaire turc à Bonn. « En tant que membre de la communauté de valeurs occidentale, en particulier du Conseil de l'Europe et de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, la Turquie doit respecter les conventions en matière de droits de l'homme et des minorités », indique la déclaration, qui souligne que la question kurde doit être réglée par des moyens politiques et démocratiques.

Le gouvernement allemand a indiqué qu'il avait demandé à son ambassade de vérifier si du matériel militaire provenant d'Allemagne, notamment des stocks de l'armée de l'ancienne Allemagne de l'Est, avait été utilisé contre les Kurdes. Des accusations en ce sens ont été exprimées par une délégation allemande qui se trouvait par hasard sur les lieux au début des opérations. L'Allemagne est depuis des années l'un des principaux fournisseurs de matériel militaire à la Turquie dans le

cadre de l'OTAN. Un accord a été récemment passé pour la livraison de quarante-cinq avions Phantom équipés pour la reconnaissance.

Après le décès d'un journaliste, tué lundi dans la ville de Cizre, et dont la mort est attribuée à l'armée (*le Monde* du 25 mars), la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) « s'élève énergiquement contre les atteintes à la liberté de la presse et exige la protection de la vie des journalistes ». La FIDH « en appelle au Conseil de l'Europe pour une intervention immédiate ». A Paris, plusieurs centaines de Kurdes ont manifesté mercredi après-midi devant la gare Saint-Lazare à l'initiative du Comité du Kurdistan, pour protester contre les massacres au Kurdistan turc.

LE MONDE
27 mars 1992

A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A.

FRA0672 4 I 0176 FRA /AFP-VF77

France-Kurdes

Kirdeş-Turquie: le PCF exprime sa "solidarité avec la lutte du peuple kurde"

PARIS, 27 mars (AFP) — Le Parti communiste a exprimé vendredi sa "solidarité à la lutte du peuple kurde pour la reconnaissance de ses droits et la liberté", critiquant très sévèrement les autorités turques.

Dans un communiqué publié à Paris, le PC estime que "les autorités turques, appuyées par les Etats-Unis portent une très lourde responsabilité dans la détérioration de la situation dans le sud-est de la Turquie" et "constate qu'en dépit d'assurances et de quelques gestes auxquels les luttes des forces démocratiques ont contraint le gouvernement turc, celui-ci est très loin d'avoir satisfait les grandes revendications du peuple kurde".

Le communiqué indique que le Comité de défense des libertés et des droits de l'Homme, qui relève du PC, "vient de s'adresser aux autorités françaises afin qu'elles interviennent auprès des pouvoirs publics turcs pour faire prévaloir des solutions conformes aux droits de l'Homme et aux droits des peuples".

mn/mfo

AFP 271950 MAR 92

L'armée turque bombarde jusqu'en Irak

LES KURDES MASSACRÉS

Face à la violence de la répression, l'Allemagne suspend ses livraisons d'armes à la Turquie. Washington approuve Ankara

LA répression féroce engagée depuis samedi dernier contre les populations kurdes du sud-est de la Turquie s'est poursuivie et intensifiée mercredi et jeudi. Elle a même débordé les frontières de la Turquie avec un nouveau bombardement effectué par l'aviation d'Ankara en territoire irakien. De source officielle turque, on a affirmé qu'il s'agissait du simple exercice du « droit de suite » contre des combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), disposant de bases dans les montagnes du nord de l'Irak. Il s'agit de la troisième opération de ce type depuis le début de l'année, toujours sous le même prétexte. Mais, à chaque fois, les organisations kurdes irakiennes ont protesté et affirmé qu'il y avait de nombreux civils parmi les victimes.

Le premier ministre turc Suleyman Demirel a confirmé, mercredi soir, « l'opération effectuée par l'aviation turque en Irak du Nord ». Il s'en est pris très vivement « aux Etats voisins qui abritent les terroristes », visant, de toute évidence, selon les observateurs, la Syrie qu'il a déjà accusée à plusieurs reprises de servir de base arrière au PKK. M. Demirel a, en outre, annoncé que des mesures très strictes allaient être prises : « La frontière turco-

irakienne sera comme un mur, a-t-il dit, même un oiseau ne pourra pas la traverser. »

Ces mesures risquent de poser de sérieux problèmes aux populations kurdes d'Irak, toujours à la merci des attaques des troupes de Saddam Hussein et qui reçoivent jusqu'ici l'essentiel de l'aide internationale à travers la Turquie. C'est d'ailleurs au Kurdistan de Turquie - à Diyarbakir et Silopi - que sont installées les bases des forces alliées et de l'ONU censées protéger, depuis un an, les Kurdes d'Irak.

La répression turque contre les Kurdes de Turquie a provoqué nombre de réactions internationales. Les Etats-Unis l'approuvent sans l'ombre d'une hésitation, affirmant que la responsabilité des violences incombe au seul PKK. Washington est même allé jusqu'à féliciter le gouvernement turc pour « la mesure » dont il a fait preuve dans sa riposte. L'Allemagne, au contraire, condamne l'attitude du gouvernement turc. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, a accusé hier la Turquie de « mener une guerre contre les populations civiles kurdes », en contradiction avec l'Acte final d'Helsinki sur les droits de l'homme. Et il s'est déclaré « choqué de voir des armes allemandes tuer au Kur-

distan ». Joignant le geste à la parole, l'Allemagne a d'ailleurs suspendu hier son aide militaire à la Turquie, l'un de ses principaux clients dans ce domaine. Le porte-parole du gouvernement, Dieter Vogel, a affirmé que Bonn avait reçu des premières indications inquiétantes « qui sont prises très au sérieux ». Les livraisons d'armements à la Turquie, qui est un partenaire de l'Allemagne au sein de l'OTAN, ne reprendront que lorsque cette question « aura été clarifiée de manière satisfaisante », a-t-il ajouté. Les images de blindés de fabrication allemande encerclant les villages kurdes ont été montrées à la télévision, provoquant une vague d'indignation dans l'opinion. L'opposition, et en particulier les députés verts, a vivement interpellé le gouvernement sur cette question.

Sur place, la répression continue. En l'absence des journalistes, éloignés par les autorités des zones de troubles, les témoins font état de l'évacuation forcée, jeudi, de la population de Sirkak vers la ville de Siirt. A Ankara ont eu lieu les obsèques du journaliste turc tué lundi à Cizre par une balle tirée d'un blindé de la gendarmerie. Le drapeau blanc qu'il brandissait au moment de sa mort était posé sur son cercueil.

Françoise Germain-Robin

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRA0392 4 I 0143 FRA /AFP-RZ48

France-Turquie

Kurdes de Turquie : réaction du Quai d'Orsay

PARIS, 27 mars (AFP) — La France "déploie les violences quelle qu'en soit l'origine", a déclaré vendredi le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, M. Maurice Gourdault-Montagne, interrogé sur l'intervention des forces de l'ordre turques contre la population kurde.

"La violence n'est pas une alternative pour le règlement des problèmes politiques dont la solution doit être trouvée de manière négociée dans le cadre d'un Etat de droit", a ajouté le porte-parole adjoint du ministère des Affaires Etrangères.

"La présidence portugaise de la CEE va demander aux ambassadeurs des Douze de faire rapport sur la situation sur place", a précisé M. Gourdault-Montagne, qui ne s'est pas prononcé sur la décision jeudi du gouvernement allemand de suspendre toute aide militaire à la Turquie.

mn-pjt/vr

AFP 271327 MAR 92

Türkische Behörden verschärfen ihren Druck in den Kurdengebieten



In der Stadt Cizre wurden Häuser von Sicherheitskräften durchsucht. Das Fotografieren ist in Cizre inzwischen verboten.

Foto AP

Ankara/Bonn. AFP/DPA. Die türkischen Behörden und die Sicherheitskräfte sind am Donnerstag massiv gegen kurdische Guerillas vorgegangen. Die Sicherheitsbehörden haben zudem die Stadt Silopi an der Grenze zum Irak unbefristet zum Sperrgebiet mit Ausgehverbot erklärt. Das türkische Staatsfernsehen TRT berichtete unter Berufung auf den Provinzgouverneur, in Silopi dürfe auch niemand mehr ein- oder ausreisen. Auch in der ebenfalls in der südösttürkischen Grenzprovinz Sirmak liegenden Stadt Cizre wurde der Druck verschärft. Wie die halbamtliche Nachrichtenagentur Anadolu aus Cizre meldete, werden alle Strassen und Plätze der Stadt mit Panzern und gepanzerten Fahrzeugen bewacht. Seit dem Morgen würden alle Häuser nach Guerillas der militanten Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) durchkämmt. Mehr als hundert Personen wurden nach Berichten von Augenzeugen in Polizeigewahrsam genommen. Auch in Cizre herrscht weiterhin Ausgangssperre.

Die noch in der Stadt verbliebenen in- und ausländischen Journalisten im Hotel Kadioglu wurden vom Stadt-

rat Cavit Erdogan schriftlich aufgefordert, das Hotel im eigenen Sicherheitsinteresse auf keinen Fall zu verlassen und das Fotografieren oder Filmen vom Zimmerfenster aus unbedingt zu unterlassen. Die Stadt werde Haus für Haus nach Waffen durchsucht, es finde eine generelle Sicherheitsoperation statt. In Cizre zurückgebliebene Journalisten hatten zuvor berichtet, die Guerillas bauten Barrikaden. Etwas entspannt ist offenkundig die Situation in Idil, wo die Ausgangssperre am Donnerstag morgen aufgehoben wurde.

In Istanbul beobachtete ein AFP-Korrespondent seit Montag eine deutliche Verstärkung der Polizeipräsenz in den Strassen. Insbesondere der Grosse Basar, das Stadion und zahlreiche öffentliche Verwaltungsgebäude wurden in den vergangenen Tagen verstärkt bewacht.

Das Vorgehen der türkischen Sicherheitskräfte gegen die Kurden hat zu einer schweren Belastung der Beziehungen zwischen Bonn und Ankara geführt. Die Regierung in Bonn stoppte am Donnerstag vorerst die Lieferung von deutschem Rüstungsmaterial an

die Türkei. Sie reagierte damit auf die Weigerung Ankaras, Auskunft darüber zu geben, ob bei dem Vorgehen gegen die Kurden auch von Deutschland gelieferte Waffen eingesetzt wurden. Für den Einsatz deutscher Waffen gebe es inzwischen «erste Hinweise», die Bonn sehr ernst nehme, sagte Regierungssprecher Dieter Vogel.

Der türkische Ministerpräsident Süleyman Demirel antwortete vor Journalisten in Ankara auf die Frage, ob deutsche Waffen im Kurdengebiet eingesetzt wurden, mit «Nein». Den Lieferstopp bezeichnete er als «das Ergebnis falscher Informationen». Demgegenüber war zuvor aus Regierungskreisen der Einsatz indirekt bestätigt worden.

Auf verschiedene türkische Einrichtungen in Deutschland und Frankreich wurden am Mittwoch und Donnerstag Anschläge verübt. Mitglieder einer kurdischen Vereinigung haben am Donnerstag vormittag gegen 11 Uhr sieben Molotowcocktails gegen das türkische Konsulat in Strassburg geschleudert. Bei dem Anschlag wurde niemand verletzt.

PKK – Terroristen oder Freiheitskämpfer?

Sie ist von einer kleinen Gruppe zum Kern eines Volksaufstands geworden. Der türkische Staat nennt ihre Angehörigen Terroristen und Separatisten. Die kurdische Bevölkerung Südostanatoliens dagegen sieht in der PKK – der Arbeiterpartei Kurdistan – «unsere Guerillas».

Istanbul. Es gibt wenige Fragen welche die türkische Gesellschaft heute so entzweien, wie die, was die PKK, die Arbeiterpartei Kurdistan, nun eigentlich sei und wieso die Gruppe mit ihrer orthodox marxistisch-leninistischen Ideologie, die in anderen Teilen der Welt längst zum alten Eisen geworfen wurde, zum Kern eines eigentlichen Volksaufstandes werden konnte.

Bürgermeister Halit Nazmi Balkas ist nicht aus der Ruhe zu bringen. Draussen lodern die Feuer, welche die Jugend der rund 10 000 Einwohner zählenden Kleinstadt Lice mit alten Traktorreifen an den wichtigsten Strassenkreuzungen entfacht hat. Aus den Bergen hört man Maschinengewehrfeuer. «Newruz ist ein traditionelles Fest, wieso ist die türkische Armee also dagegen?» Die Frage bleibt unbeantwortet im Raum stehen. Für Bürgermeister Balkas spielt die Antwort ohnehin keine grosse Rolle. Dass die Armee mit allen Mitteln versucht, die Bevölkerung zu unterwerfen, ist für ihn genauso klar wie die Tatsache, dass diese Repression letztlich erfolglos sein wird.

1980 war Bürgermeister Balkas vom Militär festgenommen und als Sympathisant der «Terroristen» ins Gefängnis von Diyarbakir geworfen worden. Noch heute erzählen Bewohner Lices Schauergeschichten über die Folter, welche ihr Bürgermeister dort über sich hat ergehen lassen müssen.

PKK-Führer Abdullah Öcalan bezeichnet das Gefängnis von Diyarbakir heute als die «grösste Kadenschule der PKK». Wer kein Anhänger der PKK war, wurde dies spätestens nach den bestialischen Folterungen des Obersten Yildiran. Bürgermeister Balkas war 1980 kein Sympathisant der PKK – und ob er es jetzt ist, können wir aus dem Gespräch nicht entnehmen. Er ist äusserst vorsichtig. Als Staatsangestellter könne er vieles nicht sagen, meint er. Bereits ein Wort des Verständnisses zugunsten der «PKK-Terroristen» würde ihn erneut hinter Gitter bringen. Draussen sind die Leute weniger vorsichtig. Offen wird über «unsere Guerillas» gesprochen. Wenn das Gespräch auf die Gewalt kommt, welche die PKK anwendet, sagen einige Männer in einem Hinterhof: «Es herrscht Krieg.» Am Tag zuvor hatte die PKK in Cizre zwei mit dem Staat zusammenarbeitende Dorfwächter aus Bingöl nahe Lice an einem Strommast erhängt. Es ist in Lice wie fast überall im Südosten der Türkei. Man empfindet die PKK als die Vorkämpferin des kurdischen Volkes, glaubt, dass der Kampf der PKK gerecht ist und dass nur der verhasste Gegner, der türkische Staat, schuld an der Gewalt ist.

Die PKK, so viel wird bei einer Reise durch die Region klar, ist längst zu einer Volksbewegung geworden. Alternativen gibt es kaum noch. Die übrigen Parteien und Gruppen, die vor dem Putsch der Generäle im September 1980 noch mit der PKK konkurrierten, sind längst im Abseits gelandet. Die Geschichte der aufkommenden PKK liest sich über weite Strecken auch wie die Geschichte des Scheiterns der staatlichen Repression. Denn obwohl die Militärs schon bald nach ihrer Machtübernahme ihre ganze Aufmerksamkeit der Verfolgung der PKK widmeten, gelang es ihnen nicht, die Organisation zu zerschlagen. Das Konzept von General Evren, das auch durch dessen zivilen Nachfolger Turgut Özal angewendet wurde, sah vor, die Zivilbevölkerung gegen die «Separatisten» zu bewaffnen. 1984 ging die PKK als Antwort darauf zum bewaffneten Angriff über. Bei PKK-Überfällen auf Dörfer nahe Sirnak und Eruh wurden Dutzende von Zivilisten, darunter viele Frauen und Kinder, getötet. Die PKK begründete diese Bluttaten damit, dass die Männer der angegriffenen Familien sich als Dorfwächter gemeldet hätten. Die Sippenhaft wird auch von der PKK, die sich nach aussen streng anti-feudal gibt, immer noch hochgehalten. Der Aufschrei der Entrüstung, der angesichts der verstümmelten Kinderleichen durch die türkische Öffentlichkeit ging, berührte aber die Menschen im Osten des Landes wenig. Die Gewalt gehörte hier schon zum Alltag, und sie kam bis zu den Überfällen auf Sirnak und Eruh immer nur von seiten des Staates.

Was hat nun dazu geführt, dass die Partei Abdullah Öcalans mit ihrer streng marxistisch-leninistischen Ideologie im türkischen Teil Kurdistan eine so ungeheure Zugkraft hat entwickeln können? Der türkische Journalist und PKK-Experte Ismet Imset, der in der «Turkish Daily News» eine Serie von Interviews mit Öcalan veröffentlicht hat, nennt zwei Faktoren. Der erste liege in der Unfähigkeit des türkischen Staates, rechtzeitig auf die sich abzeichnende Entwicklung einzugehen. Als zweiten Faktor nennt er das Konzept der «bewaffneten Propaganda» der PKK. Anders sei es nämlich gar nicht zu erklären, wie eine Gruppe mit maximal 10 000 aktiven Kämpfern und mit einer Ideologie, die vom Grossteil der bäuerlichen Bevölkerung schlicht nicht verstanden wird, sich doch zu einer Massenbewegung entwickeln konnte. Abdullah Öcalan, der die PKK aus dem Bekaatal im Libanon aus dirigierte, habe sich immer stark mit dem türkischen Revolutionär Mahir Cayan identifiziert. Von der linken Szene war Cayan als eine Art

türkischer Che Guevarra verehrt worden. Genau wie dieser lateinamerikanische Revolutionsheld war Cayan 1970 in einen Hinterhalt gelockt und von einem Sonderkommando der Armee getötet worden. Das Konzept der «bewaffneten Propaganda» Caysans sah vor, mit gezielten Anschlägen den militärischen Charakter des Staates herauszustreichen. Genau das hat auch Öcalans PKK seit 1984 immer wieder zu tun versucht.

Noch heute reagiert der türkische Staat, als ob er der PKK im Propagandakrieg behilflich sein möchte. Als die Demonstranten in Cizre am Newruz-Fest kurdische Lieder zu singen begannen, wurden sie von den Lautsprechern der Polizei übertönt, aus denen alt-türkische Militärmusik schallte. Als die Demonstranten Transparente der PKK entrollten, schoss die Armee wahllos in die Menge. Lange nachdem Abdullah Öcalan, teils wegen der scharfen Kritik aus dem Ausland, 1990 den Befehl gegeben hatte, nicht mehr auf Frauen und Kinder der Dorfwächter zu schießen, operierte der türkische Staat immer noch mit dem Bild blutrünstiger Terroristen. Von der türkischen Presse werden diese Bilder bis heute benützt.

In Südostanatolien hat die türkische Presse aber jegliche Glaubwürdigkeit verloren, nachdem sie sich 1990 ohne Form des Protestes dem Dekret unterwarf, in dem die Berichterstattung aus diesem Gebiet faktisch auf die Verlautbarungen des Staates begrenzt wurde. Auch heute noch sieht der Staat eine frei berichtende Presse als grösste Gefahr an.

Auch der zweite Teil des Dekretes von 1990, das dem Staat das Recht gibt, «unerwünschte Personen» ohne Prozess aus dem Südosten zu verbannen, weckte in der kurdischen Bevölkerung nur die Erinnerungen an die blutige Unterdrückung der Kurdenaufstände in den zwanziger und dreissiger Jahren.

Hinzu kommt noch, dass die PKK es verstanden hat, sich als Garantiemacht der Kurden aufzuspielen. Zum Teil geschah dies mit brutaler Gewalt, zum Teil auch nur durch die Bildung von Legenden. Die Legenden von den tapferen PKK-Kämpfern und -Kämpferinnen sind ungeheuer wichtig in einem Teil der Welt, wo die Sprache der Waffen oftmals alle anderen Sprachen übertönt. Obwohl die PKK sich immer gegen die Sippenstruktur der kurdischen Gesellschaft aufgelehnt hat, ist es gerade diese Struktur, welche ihr heute den Anhang sichert. Anstelle der Sippe ist nämlich für viele Kurden die PKK getreten. *Werner van Gent*

PARIS, FRIDAY, MARCH 27, 1992

Germany Halts Arms Shipments To Turkey

Bonn Asks EC to Protest Use of Military Force Against Kurdish Rebels

By Marc Fisher

Washington Post Service

BERLIN — Strained relations between Germany and Turkey took a turn for the worse Thursday as the Bonn government announced an immediate halt in arms shipments to its NATO ally because of indications that Turkish forces were using German weapons to put down separatist Kurdish guerrillas.

Germany strongly condemned the use of military force against the Kurds and asked the European Community to file a protest against Turkey over violations of the rights of the minority Kurds.

Earlier, the U.S. State Department had taken a different tack, condemning terrorist acts last week by the outlawed Kurdish Workers Party and welcoming the Turkish military response that followed.

Angered by German television news pictures showing Turkish units using equipment against the Kurds that Germany had sent to Ankara from stocks of the dissolved East German Army, Bonn reminded Turkey that the weapons had been provided on condition that they be used only to defend Turkish borders or North Atlantic Treaty Organization territory.

A spokesman at the Turkish Embassy in Bonn said that Ankara did not yet know whether German weapons had been used against the Kurds. The spokesman said Germany was acting on an assumption that German equipment was involved in clashes in which about 75 people have been killed in the aftermath of the Kurdish spring festival, a longtime occasion for nationalist uprisings.

But the Bonn government spokesman, Dieter Vogel, said on television later that Germany had received reports directly from "Turkish military officials" confirming that Turkish forces had used German armored vehicles in attacks on Kurds.

Turkish troops arrested scores of suspected Kurdish rebels on Thursday and Turkish jets pounded their camps in a continued crackdown on insurgents in the southeast, The Associated Press reported from Ankara.

Local officials said the rebels had been seized in house-to-house searches at the towns of Cizre and Silopi, with 55 kilometers (35 miles) of the Iraqi border, and at Nusaybin on the border with Syria. They said that large numbers of weapons had been found and that the captured Kurds included ranking officials of the Kurdish Workers Party, the main insurgent group.

German-Turkish relations, always sensitive because of the 1.5 million Turks who make up Germany's largest population of foreigners, have been especially tense since the Gulf War, when Bonn publicly hesitated before saying it would live up to the commitment to defend its NATO ally in the event of an Iraqi attack. Germany is Turkey's largest trade partner.

Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher of Germany said, "We are especially shaken by

pictures of weapons being used against the civilian population."

The Kurdish Workers Party has sought an independent Kurdish state since 1984. More than 3,400 people have been killed in battles between separatists and Turkish forces.

"As long as this issue has not been satisfactorily and completely clarified, the German government will not deliver any military equipment to Turkey," Mr. Vogel said.

Germany last year agreed to send Ankara \$900 million worth of old East German equipment, including 300 armored cars, 250,000 Kalashnikov submachine guns and millions of rounds of ammunition.

Chancellor Helmut Kohl's government has been kept busy recently dealing not only with opposition criticism of the arms shipments to Turkey, but also with a series of protests and acts of vandalism by Kurdish Workers Party supporters in several German cities.

Norbert Gansel, a military expert in Germany's opposition Social Democratic Party, said his party had warned repeatedly against continuing military shipments to Turkey now that the Cold War was over. He said Germany had given Turkey weapons and ammunition worth \$1.5 billion in the past three years without any compensation.

"The probability that these weapons would be used domestically was great," he said. "Turkey has no foreign enemies."

The junior partner in Mr. Kohl's governing coalition, the Free Democrats, called on the European Community to reject Turkey's application for membership.

Otto Lambsdorff, the party leader, told a Cologne newspaper, "A state that uses weapons like this against a minority in its own country obviously does not have the maturity it takes" to join the Community.

After its top-ranking diplomat in Bonn was summoned to the German Foreign Ministry to receive a demand for details of the attacks, the Turkish Embassy issued a statement denying that its armed forces had attacked Kurdish civilian targets.

But the statement added, "In Turkey as in all democratic countries, the terrorists' armed attacks on security forces cannot be answered with flowery words."

Turkish officials seemed eager to assure Germany that its equipment was being properly used.

"Germany is our great friend," said Prime Minister Suleyman Demirel. "If there was a misunderstanding, it can be corrected."

Après les affrontements meurtriers avec les séparatistes kurdes

L'Allemagne a décidé de suspendre toute aide militaire à la Turquie

L'Allemagne a décidé, jeudi 26 mars, d'interrompre ses livraisons d'armes à la Turquie (nos dernières éditions du 27 mars), après les affrontements de la semaine dernière entre les forces armées et les séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui ont déclenché une polémique entre Bonn et Ankara.

BONN

de notre correspondant

Coupant court à une polémique interne sur l'utilisation d'armes livrées par l'Allemagne contre des populations civiles, le gouvernement allemand a justifié sa décision par la manière brutale avec laquelle les forces de sécurité turques s'en sont pris aux civils dans leur offensive contre le PKK. Les dirigeants allemands ont réagi à la suite de témoignages rapportés par la presse allemande et par les membres d'un groupe d'amitié germano-kurde qui se trouvait dans le sud-est de la Turquie au début des opérations. Ces témoignages faisaient état, notamment, de l'utilisation par les militaires de véhicules blindés provenant des stocks de l'armée de l'ancienne Allemagne de l'Est. Le porte-parole du gouvernement allemand a déclaré jeudi que les accords d'aide militaires pré-

voyaient que les armement livrés dans ce cadre ne pouvaient être utilisés que pour la défense d'une attaque armée contre le territoire turc, en tant que zone de l'OTAN.

Le gouvernement a rejeté les accusations d'Ankara qui lui reprochait d'entraver la lutte contre le terrorisme du PKK. « Nous ne voulons pas que des armes livrées par l'Allemagne soient utilisées contre les populations », a indiqué à la télévision le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher. Le chargé d'affaire turc à Bonn avait été convoqué à plusieurs reprises, ces derniers jours, au ministère des affaires étrangères. Les Allemands ont fait savoir que ses réponses n'avaient pas été satisfaisantes et que les livraisons seraient suspendues « aussi longtemps que la question ne serait pas clarifiée de manière satisfaisante ».

L'absence de l'Europe

Depuis les années soixante, l'Allemagne est, avec les États-Unis, l'un des deux principaux fournisseurs d'aide militaire à la Turquie, pour lui permettre de tenir ses engagements de défense dans le cadre de l'OTAN. Pour les années 1992/1993, cette aide se monte à 212 millions de deutschemarks (environ 700 millions de francs). Bonn a conclu en outre avec Ankara une série d'accord bilaté-

raux sur la fourniture d'équipements supplémentaires. Lors de la guerre du Golfe, le chancelier Helmut Kohl avait ainsi promis pour près de 1,5 milliard de deutschemarks d'équipements, provenant des surplus de la Bundeswehr et des stocks de l'ex-RDA.

Les relations entre la Turquie et l'Allemagne, où vivent près d'un million de Turcs immigrés, sont étroites. Ankara peut difficilement entrer en conflit ouvert avec Bonn. Des discussions ont actuellement lieu entre diplomates des deux pays à Ankara pour préparer une visite, prévue de longue date

M. Genscher. Il est probable que Bonn fera pression sur le gouvernement de M. Suleyman Demirel pour que celui-ci applique une politique plus acceptable pour régler le problème de la minorité kurde d'Anatolie.

La diplomatie allemande déployait parallèlement, jeudi, des efforts pour obtenir un soutien des autres pays de la Communauté européenne. La décision unilatérale du gouvernement a évité l'ouverture d'un nouveau débat sur la difficulté des Européens à réagir rapidement d'une seule voix dans des affaires délicates. Dans la presse, certains commentateurs ne sont pas privés, cependant, de souligner, qu'une fois de plus, l'Europe ne brillait pas par sa présence.

HENRI DE BRESSON

Ankara tente de minimiser la portée de la crise avec Bonn

ISTANBUL

de notre correspondante

Les forces armées turques ont-elles utilisé les blindés est-allemands contre les séparatistes kurdes? Non, affirme le premier ministre, M. Suleyman Demirel, qui admet cependant que personne, pas même lui, ne dispose d'informations précises. Le chef du gouvernement a tenté de minimiser la crise avec l'Allemagne, le partenaire commercial le plus important de la Turquie. « Il semblerait qu'il y ait un malentendu », a-t-il déclaré en démentant les rumeurs concernant le rappel de l'ambassadeur de Turquie à Bonn.

La décision de l'Allemagne n'a fait que rouvrir une plaie déjà vive. La question kurde est depuis longtemps un point de friction entre les deux pays. Les Allemands déplorent les violations des droits de l'homme en Turquie, alors que les Turcs se plaignent de l'appui que Bonn offre au PKK, qui compte environ trois mille cinq cents membres parmi les

quatre cent mille Kurdes de Turquie qui vivent en Allemagne.

Le ministre de l'intérieur turc, M. Ismet Sezgin, avait, la semaine dernière, demandé officiellement au gouvernement allemand de fermer les bureaux du PKK, qui financent en partie les opérations violentes de ce mouvement. Bien que le gouvernement allemand ait interdit le mouvement révolutionnaire de gauche Dev-Sol, responsable de nombreux assassinats, il a toujours refusé de restreindre les activités du PKK, dont les dirigeants ont su exploiter ces tensions.

Dans un entretien publié récemment par le quotidien *Milliyet*, M. Abdullah Ocalan, le secrétaire général du PKK, déclarait que l'Allemagne soutenait son mouvement. « Nous avons un revenu de plus de 50 millions de deutschemarks en Europe », affirmait-il. Pourtant, il y a un mois à peine, une branche militaire du PKK avait averti que le groupe avait l'intention de s'attaquer aux intérêts de l'Allemagne en Tur-

quie. Leur colère était causée par la livraison et l'usage des fusils d'assaut Kalachnikov et des blindés, qui sont aujourd'hui au centre de la crise.

Qu'ils soient allemands ou non, les blindés sont encore présents dans le sud-est de la Turquie, où les forces de sécurité semblent avoir repris le contrôle de la situation, bien que les incidents meurtriers soient encore quotidiens. Cizre a été soumise jeudi à un ratissage systématique de toutes les maisons. Selon un journaliste qui a traversé la ville en rentrant du nord de l'Irak, blindés et mitrailleuses lourdes étaient installés au centre du carrefour, leurs armes pointées vers tout véhicule approchant : « Un des hommes portait une casquette de base-ball, un autre portait un complet veston et un gilet pare-balles. Le plus effrayant est que nous ne savions pas à qui nous avions affaire. »

NICOLE POPE

La chasse aux Kurdes

● Les opérations de fouille à la recherche «d'armes et de terroristes séparatistes» par les forces de l'ordre turques ont débuté hier dans la matinée à Cizre (sud-est), a-t-on appris de source officielle.

«Toutes les maisons seront fouillées une par une», a précisé un responsable de l'armée.

Le couvre-feu est toujours en vigueur dans cette ville d'environ 60 000 habitants, théâtre, samedi et dimanche, d'affrontements armés entre les forces de l'ordre et les rebelles kurdes qui ont fait entre 37 et 93 morts par balles, selon diverses sources.

Les habitants de Cizre, près de la frontière syro-irakienne, contactés par téléphone depuis Istanbul, ont déclaré à l'AFP «qu'ils n'avaient pas entendu de coups de feu depuis mercredi soir», mais ont dit que la tension se maintenait à un haut niveau en ville.

Journalistes avertis

Un responsable militaire a averti le petit groupe de journalistes qui réside dans un hôtel situé au centre-ville «qu'il était interdit de quitter l'hôtel et de prendre des photos depuis les fenêtres».

Cizre, ville historique kurde, est avec

Sirnak un des «bastions des rebelles kurdes», estiment les observateurs turcs et kurdes à Istanbul. Des milliers de balles ont été tirées en l'air dans la nuit de vendredi à samedi pour le début des célébrations du Newroz (Nouvel-An kurde, 21 mars), qui ont ensuite dégénéré en affrontements.

Le Ministère turc de l'intérieur a ordonné par une circulaire envoyée aux préfets de police des 74 départements du pays «de renforcer les mesures de sécurité dans les lieux publics contre d'éventuels attentats terroristes», apprend-on de source officielle. — (afp)

Le Monde - 31 mars 1992

TURQUIE : après une prise d'otages à Istanbul

La rébellion kurde continue d'exacerber les passions

ISTANBUL

de notre correspondante

«Mort aux traîtres! Vive la police, à bas le PKK! Ici, nous sommes en Turquie! Que Dieu vous envoie la peste!» Une foule de Turcs en colère ont ainsi hué - et sévèrement battu - quatorze militants du mouvement d'extrême gauche Dev-Genç (Jeunesse révolutionnaire), proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui, samedi 28 mars, avaient pris en otage deux membres du Parti de la juste voie, la formation du premier ministre, M. Suleyman Demirel.

Le commando s'était introduit dans un local de ce parti pour protester contre «le massacre du peuple kurde au Kurdistan». Après trois heures d'occupation, les deux otages ont été libérés sains et saufs lorsque les forces de l'ordre ont pris d'assaut le bâtiment, situé dans un quartier animé d'Istanbul.

Cyanure allemand...

Malgré les ratissages et la lourde

présence des forces de sécurité dans le sud-est du pays, de nouveaux combats ont eu lieu à Cizre, où les troupes gouvernementales ont échangé des tirs pendant plus de quarante minutes avec des combattants du PKK qui venaient apparemment de franchir la frontière syrienne, située à quelques centaines de mètres seulement de la ville.

M. Demirel a exprimé une impatience grandissante à l'égard de l'attitude de la Syrie, qui continue de tolérer l'existence de camps des «séparatistes» du PKK dans la vallée de la Bekaa, au Liban. «Nous agissons contre ceux qui veulent détruire la Turquie», a déclaré le premier ministre. «Nous n'allons pas attendre qu'ils fassent des dégâts. Notre patience a atteint ses limites.»

Mais c'est la position de l'Allemagne, où vivent plus d'un million de Turcs, qui suscite les plus vives réactions au sein de la population en Turquie. Le gouvernement de Bonn a suspendu son aide militaire aux autorités d'Ankara, craignant

que des armes allemandes ne soient utilisées contre les Kurdes qui forment la majorité des habitants du Sud-Est anatolien. Le président de la chambre de commerce d'Istanbul a déclaré qu'il allait «rendre» sa voiture, une BMW, au consulat d'Allemagne, alors que d'autres personnalités suggèrent de boycotter tous les produits allemands.

Le chef de l'Etat, M. Turgut Ozal, a accusé le gouvernement de Bonn de vouloir étendre son influence dans la région. «L'Allemagne a beaucoup changé depuis la réunification. Elle essaie de prouver qu'elle est à nouveau une grande puissance. Dans le passé, l'Allemagne de Hitler faisait la même chose, bien sûr par d'autres moyens. L'Allemagne moderne n'essaie pas d'utiliser les mêmes méthodes, mais elle fait un usage abusif de ses moyens économiques.»

Deux boîtes de cyanure ont été trouvées samedi à proximité de citernes alimentant les logements des familles des militaires de la base aérienne d'Istanbul. Le fait que ces boîtes portaient les marques d'une compagnie allemande a relancé la polémique sur l'attitude du gouvernement de Bonn, jugé trop tolérant à l'égard du PKK.

Des analyses de laboratoire auraient révélé que les citernes contenaient une quantité de cyanure suffisante pour tuer quiconque aurait bu un verre d'eau.

NICOLE POPE

Bonn suspende su ayuda militar a Turquía por el uso de sus armas contra los kurdos

Blindados alemanes aparecen en filmaciones de ataques a civiles

Berlín. José Manuel Costa

La antigua amistad germano-turca, que se remonta al siglo pasado, ha sufrido un revés quizá difícil de reparar. La causa, aparentemente inconnexa, es el acoso al que el Gobierno de Ankara está sometiendo a su población kurda. «Tur-

quía debe resolver el problema kurdo por la vía de la legalidad», había dicho el martes Hans-Dietrich Genscher. Pero ayer fue mucho más duro: desde Weimar, el ministro alemán exigió que la CSCE incluyera el tema en su agenda.

Genscher añadió: «La actitud del Gobierno turco vulnera los tratados de Helsinki y está al margen de los códigos de conducta que rigen en la OTAN». Por su parte, el portavoz del Gobierno alemán, Dieter Vogel, anunció ayer en Bonn la suspensión de todo tipo de ayuda militar a Turquía en caso de que este país no cambie de rumbo en su política frente a la minoría kurda. ¿A qué se debe esta repentina irritación alemana, que puede acarrear consecuencias tan graves como paralizar de hecho las negociaciones de Turquía para ingresar en la Comunidad Europea?

Matanza

El detonante ha sido unas imágenes en la televisión alemana. En ellas se veía con claridad meridiana cómo una manifestación kurda, hasta el momento pacífica, era diezmada con ayuda de tanques ligeros de fabricación soviética. O cómo los soldados disparaban contra los civiles con fusiles ametralladores «Kalashnikov». ¿Cómo habían llegado esas armas del Pacto de Varsovia a manos de un Ejército de la OTAN?

Como ya informó ABC, hace unos meses se supo que el Go-

bierno de la RFA había regalado al de Ankara armas del Ejército de la antigua RDA en cantidades masivas. Cientos de tanques, más de 250.000 «Kalashnikov», cien millones de toneladas de munición, quinientos mil cascos de acero... Todo fue gentilmente cedido a Turquía. La generosidad del Ministerio alemán de Defensa tenía razones económicas y ecológicas: el armamento del enorme Ejército de la RDA que no sirve ya para nada supone, no obstante, un problema medioambiental de primera magnitud y carísimo de solucionar.

Cuando se conoció la noticia, la oposición acusó al Gobierno de ingenuidad irresponsable, por cuanto se suponía que Turquía pensaba utilizar el armamento, bien contra su propia población kurda, bien en «raids» semiclandestinos contra Irak. El ministro de Defensa federal, Gerhard Stoltenberg, rechazó de plano en el Parlamento dichas suposiciones aludiendo a que Turquía era un «aliado fiable». Por lo que se vio en televisión, no lo suficiente. El punto que irrita especialmente al Gobierno alemán es que en una cláusula del contrato de cesión de las armas, se decía que Turquía sólo podría utilizarlas «en el marco de la OTAN». A

pesar de que el primer ministro turco, Suleiman Demirel, haya negado ayer todo lo que vieron millones de espectadores, su afirmación de que «nada en los tratados del Atlántico norte impide utilizar al Ejército contra terroristas», no hace nada por refrescar el clima, sobre todo porque, bien se vio, los tiroteados eran civiles desarmados.

En esta situación, el Gobierno alemán sólo tiene una forma de salvar la cara: haciendo ver que ha sido vilmente engañado. A poco más de una semana de las elecciones en dos importantes Estados federales y con atentados kurdos contra empresas turcas en Alemania un día sí y otro también, es probable que el asunto no pueda saldarse con un simple «todo ha sido un malentendido», como pretende Demirel. Como manifestó ayer Dieter Vogel, «hemos oído de la propia Turquía, de oficiales del Ejército turco que han hablado y nos han informado, que vehículos acorazados del NVA (Ejército de la RDA) han sido utilizados en operaciones contra los kurdos».

Por lo pronto, Ankara ha decidido que el asunto sea discutido en el Consejo de Ministros, que se reunió ayer.

Bonn Condemns Turkey For Attack on Kurds

Germany Halts Arms Shipment, Asks EC to Protest

By Marc Fisher
Washington Post Foreign Service

BERLIN, March 26—The German government today announced an immediate halt in arms shipments to Turkey because of indications that Turkish forces are using German weapons to put down separatist Kurdish guerrillas.

Turkey denied that it had misused any of the weapons and recalled its ambassador from Bonn, the semi-official Anatolian news agency said.

Germany, whose relations with NATO ally Turkey already had been strained, strongly condemned Ankara's use of military force against the Kurds and asked the European Community to file a protest against Turkish violations of the rights of minority Kurds.

Earlier, the State Department had condemned attacks by the outlawed Kurdish Workers Party and welcomed the Turkish military response that has followed.

[The United States and Turkey signed an agreement Thursday for production in Turkey of 40 more F-16 warplanes, a Turkish defense industry official said, according to Reuter. Turkey is already co-producing 160 F-16s in Ankara.]

Angered by German television news pictures showing Turkish units using equipment against the Kurds that Germany had sent to Ankara from stocks of the dissolved East German army, Bonn today reminded its NATO partner that the weapons were provided on condition that they be used only to defend Turkish borders or NATO territory.

"We are especially shaken by pictures of [German] weapons being used against the civilian population," German Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher told reporters.

Turkish officials seemed anxious to assure Germany that its equipment is being properly used. "Germany is our great friend," Turkish Prime Minister Suleyman Demirel said in Ankara. "If there was a misunderstanding, it can be corrected."

German-Turkish relations, always sensitive because of the 1.5 million Turks who make up Germany's largest foreign population, have been especially tense since the Persian Gulf War, when Bonn officials pub-

licly hesitated before saying they would meet their commitment to defend their NATO ally—in the event of an Iraqi attack. Germany is Turkey's largest trade partner.

A spokesman at the Turkish Embassy in Bonn told Washington Post special correspondent Steve Vogel tonight that Ankara does not yet know whether German weapons were used against the Kurds.

The spokesman accused Germany of acting on an assumption that German equipment was involved in clashes in which about 75 people have been killed in the aftermath of the Kurdish spring festival, a longtime occasion for nationalist uprisings.

But tonight, Bonn government spokesman Dieter Vogel said Germany has received reports directly from "Turkish military officials" confirming that Turkish forces used German armored vehicles in attacks on Kurds.

The Kurdish Workers Party has sought an independent Kurdish state since 1984.

More than 3,400 people have been killed in battles between separatists and Turkish forces in the years since.

"As long as this issue has not been satisfactorily and completely clarified, the German government will not deliver any military equipment to Turkey," Vogel said. Germany last year agreed to send the Turkish military \$900 million worth of old East German equipment, including 300 armored cars, 250,000 Kalashnikov submachine guns and millions of rounds of ammunition.

Chancellor Helmut Kohl's government has been kept busy in recent days dealing not only with opposition criticism of the arms shipments to Turkey, but also with protests and vandalism by Kurdish Worker's Party supporters in several German cities.

Norbert Gansel, a defense expert in the opposition Social Democratic Party, said his party has warned repeatedly against continuing mil-

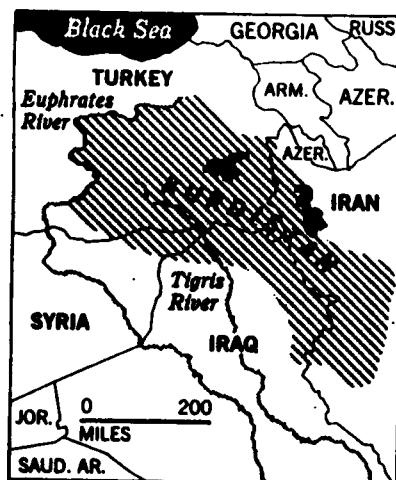
The Washington Post
March 27, 1992

itary shipments to Turkey now that the Cold War is over. He said Germany has given Turkey weapons and ammunition worth \$1.5 billion in the last three years without any compensation.

"The probability that these weapons would be used domestically was great," he said. "Turkey has no foreign enemies."

The Free Democrats, the junior partner in Kohl's ruling coalition, tonight called on the European Community to reject Turkey's application for membership. "A state that uses weapons like this against a minority in its own country . . . obviously does not have the maturity it takes" to join the EC, party leader Otto Lambsdorff told a Cologne newspaper.

After its top diplomat in Bonn was summoned to the German Foreign Ministry to receive a demand for details of the attacks, the Tur-



kish Embassy tonight denied that its armed forces attacked Kurdish civilian targets.

But its statement added that "in Turkey, as in all democratic countries, the terrorists' armed attacks on security forces cannot be answered with flowers."

Early Warning Signs

The Wall Street Journal - March 27, 1992

People who try to pay attention to early warnings of serious trouble in the community of nations have begun to notice the mess developing in the border areas of Turkey, Iraq and Iran. Any fighting that involves these three places is something that deserves the West's attention.

A Kurdish insurgency has erupted into wide-scale terrorist violence throughout Turkey. The political dynamics of this problem also landed it in Europe last weekend, with Kurds demonstrating before the Turkish Embassy in London and firebombing a Turkish bank in Wiesbaden.

The Kurds present a particularly complex problem. As defense analyst Frank Gaffney wrote on this page Tuesday, it's important to distinguish between the Kurdish victims of Saddam Hussein and the Kurds who conduct terrorism and guerrilla warfare against Turkey. Kurdish Marxists, responsible for the weekend troubles in London and Wiesbaden, have very little in common with Saddam's victims. They have been supported for years by Syria's Hafez al Assad as a thorn in Turkey's side and possibly employed by Saddam to attack Kurdish leaders in Iraq.

Over the years of labyrinthine politics in the Middle East, Soviet-backed Iraq and Syria sought to destabilize Turkey, a NATO member and friend of the U.S. The Soviet Union has collapsed, but Messrs. Assad and Hussein are perfectly capable of such games on their own, with not only Turkey but each other as targets.

This game makes life difficult for the many Kurds who have been assimilated into Turkish society and even into high government offices. It also complicates any effort to give Iraqi Kurds separate autonomy. The Kurds were denied autonomy when the League of Nations carved up the old Ottoman Empire after World War I, granting Britain a mandate to administer what is now Iraq. Britain at least extracted a commitment from Iraq, as a condition of its own independence, to respect the human rights of minorities. But in the world of a Saddam Hussein and others who share his general world view, solemn agreements exist to be dishonored.

Turkey, because of its problems with Kurdish terrorists, is not eager to see Kurdish autonomy either. It

fears that the Kurdish Marxist PKK would strong-arm its way into control of an independent Kurdistan, making even worse trouble for Turkey. So the Kurdish issue festers.

Not far away, in the Nagorno-Karabakh province of Azerbaijan, there's another nasty little war. Ethnic Armenians, who make up a large part of the population of the province, are fighting the Azeris for control. Turkey identifies with the Azeris, who are Turkic Muslims, but wisely has decided to stay largely on the sidelines and try to prevent this from becoming yet another Turkish problem.

Then, of course, there is the Yugoslav war on the dividing line between the old Ottoman and Austro-Hungarian empires. For the moment, a cease-fire is holding but great damage has been done both to Croatia and Serbia, with the possibility that the trouble now will spread through Bosnia-Herzegovina.

Clearly it will be useful if the West can develop means for settling border wars and ethnic disputes. The United Nations was re-energized by the U.S. to act against Iraq's invasion of Kuwait, but has not done much on behalf of the Kurds or, for that matter, Iraq's battered Shiites. It has intervened with some success in what was Yugoslavia but would have achieved little had not Europe finally mustered a solid front against Serbia. Now the Conference on Security and Cooperation in Europe, at a meeting in Helsinki, has undertaken to mediate between the disputants over Nagorno-Karabakh, for better or worse.

Endeavors such as this can claim some success if they prevent small conflicts from becoming large ones. Ultimately, however, that will depend on a clear commitment from the Western powers, especially the U.S., to back up the negotiations with credible sanctions and threats against troublemakers. If there is to be peace in Europe, the Western alliance that served so well during the Cold War will have to be able to continue to recognize its own interests. It will have to recognize that in places such as Iraq or Syria there are men who do not share its goals or values, and who wish to set in motion forces intended to undermine the modern system that is emerging from the Cold War era.

Turkish Planes Hit Kurd Targets In Response to Separatist Attacks

ANKARA, Turkey, March 25 (AP) — Responding to a wave of violence by Kurdish separatists, Turkish warplanes attacked two Kurdish guerrilla targets today inside northern Iraq, a high-ranking military official said.

Clashes involving Kurdish separatists have taken at least 70 lives in southeastern Turkey since Saturday. The violence is said to be the heaviest since the Kurds began fighting for a separate state in 1984.

Today gunmen opened fire in a coffeehouse in Ankara, the capital, killing a policeman and wounding three other officers, the Anatolia news agency said. In the southern city of Adana, gunmen raked a police car with automatic gunfire, the agency said, killing one officer.

There were no immediate claims of responsibility for the attacks.

Kurdish Targets Hit

The military official, speaking on condition of anonymity, said the warplanes struck two Kurdish targets inside northern Iraq. He did not provide casualty figures nor say how many planes were involved.

Turkish television said the targets were guerrilla camps at Droje and Hakur. The mountaintop base at Hakur

has repeatedly been hit by the Turkish military since last year.

The Government has also been sending reinforcements, including elite police and army special operations teams, to southeastern Turkey. The clashes erupted there on Saturday after the rebel Kurdish Workers Party, or P.K.K., called for a popular uprising to mark the spring festival of Newruz, celebrated by Turkish Kurds on March 21.

Prime Minister Suleyman Demirel said in an interview published today by the newspaper *Hurriyet* that Turkey would no longer be held back by possible Western opposition to measures to quell the Kurdish insurgency.

[In Washington, the United States condemned the recent attacks by Kurdish guerrillas as terrorism and said the Turkish Government had so far acted with restraint, Reuters reported.

["We welcome the Turkish Government's efforts to act with restraint in response to P.K.K. terrorist provocations, and we urge that every possible step be taken to avoid the death or injury of innocent citizens," the State Department spokeswoman, Margaret D. Tutwiler, said.]

The Financial Times - March 27, 1992

Attack on Kurds sours friendship

By John Murray Brown
In Ankara

THE malaise in Turkish/German relations, with Bonn suspending arms shipments over the alleged use of German military aid to put down Kurdish demonstrations, owes something to the realisation on both sides that the special relationship is over.

Historically, Germany has been Turkey's main European ally. The two fought together in the First World War.

More recently the relationship has been cemented by economic links. In the growth

years of the last three decades Turkish *Gastarbeiter* (guest workers) have played a vital role in both economies, particularly for Turkey. Turkish workers last year sent home \$1.5bn (£860m).

However, the relationship is souring. Turkish feathers were ruffled during the Gulf War, when Germany initially failed to respond to Turkey's request for military aid, in the end sending eight Alpha jets.

Behind the malaise is the realisation that, following Ger-

man unification and developments in eastern Europe, Turkey is less important to Germany as an economic partner. Germany's dependence on Turkish labour has lessened. Indeed German aid is used as subsidised credits to entice Turkish workers home. Although DM13m (£4.5m) has been spent on rehabilitation and business schemes, as many as 1.5m Turks seem determined to stay permanently in Germany.

Many guest workers, perhaps 400,000, are of Kurdish origin. They provide much of the financial support for the separatist Kurdish Workers party whose political wing operates openly in Germany. Ankara has called on Bonn to ban their activities.

Yesterday's crisis follows television reports from south-east Turkey showing Turkish security forces using old east German armoured vehicles to attack Kurdish demonstrators. Most worrying for Ankara is the linking of this issue to Turkey's EC membership.

Nella città di Halabja, a 300 chilometri da Baghdad, i peshmerga riorganizzano la resistenza

La zampata del leone curdo

Il 16 marzo del 1988 cinquemila abitanti vennero uccisi dai gas lanciati dagli iracheni.

Nel centro un tempo vitale, oggi ridotto a un ammasso di rovine, ricomincia la lenta e difficile opera di ricostruzione.

La difesa è affidata ai guerriglieri che operano da basi nascoste sui monti del Bani Makan



Un peshmerga difende una zona curda sulla frontiera tra Iran e Irak [Foto Thomas Kern/GraziaNeri]

MAURIZIO MOLINARI
NOSTRO SERVIZIO

Borhan Mahmud Sharazuti costruisce violini fra le rovine della sua casa. A Halabja, la città attaccata dagli iracheni con i gas (il 16 marzo 1988 vi furono 5000 vittime), tutti lo conoscono. Venticinque anni, autodidatta e con la famiglia decimata da Saddam Hussein, Borhan Mahmud Sharazuti ha creato, giorno dopo giorno, fra le macerie di quella che era la sua casa una piccola fabbrica di violini che è il fiore all'occhiello degli artisti del Kurdistan. Ahmad Salar, anziano poeta di Suleimanya, così lo descrive: "Un artista in un paesaggio di morte".

In effetti Halabja è un ammasso di rovine. Strade dissestate, case ridotte a cumuli di pietre, gruppi di donne vestite con il tradizionale velo nero "abà" e bambini scalzi che si nascondono nel buio delle macerie, prigionieri di un dolore che sembra renderli incapaci di raccontare il crimine di cui furono vittime. Uno dei pochi che riesce a parlare è il sedicenne Nezar Hakim, indica il monumento bronzeo alle vittime - che raffigura un padre che abbraccia la sua bambina per proteggerla dai gas - e dice: "È lui il primo dei peshmerga". Vicino a Nezar c'è un suo più giovane amico, che alla parola *peshmerga* sfilava un pugnale di legno dalla sua *shitek* (la cinta tradizionale

curda) e lo alza verso il cielo.

La tragedia di Halabja è oramai entrata nella memoria collettiva: ne parlano ogni giorno le melodie trasmesse da Radio Zakho, la ricordano gli striscioni neri agli incroci dei villaggi più grandi della regione di 60.000 chilometri quadrati nel Kurdistan iracheno da quasi un anno nelle mani dei peshmerga.

Non deve sorprendere dunque se proprio con una canzone dedicata alle vittime di Halabja si è concluso, la scorsa settimana a Suleyman, il primo festival di musica e recitazione organizzato dalla locale Accademia delle Belle Arti. Cinque giorni di rappresentazioni si sono conclusi con una festa

in due stanze al pianterreno di una palazzina segnata dai proiettili nel quartiere degli artisti, che quando c'erano gli iracheni si chiamava *Razgari* (la salvezza) mentre oggi è stato rinominato *Raparin* (la rivolta).

Gli artisti sono quasi tutti sui trent'anni, seduti in terra sui tappeti multicolori, fra bicchieri di *raki* e cucchiari di riso (l'embargo si fa sentire) si stringono attorno ad Ahmad Salar per cantare la storia di Laila, la dolce fanciulla uccisa dagli iracheni, il cui fidanzato promette vendetta. Ospite della serata è Hiner Salim, dell'Istituto curdo di Parigi, giunto fino a Suleyman per gettare le basi di una realizzazione cinematografica europea sul Kurdistan. La sua proposta

viene discussa e apprezzata prima che la serata si concluda sulle note di Aira Kip, autore negli anni Trenta dell'inno nazionale del Kurdistan che ricorda come "i discendenti dei Medi non rinunceranno mai alla loro patria".

La convergenza fra arte e nazionalismo è spontanea nell'identità curda che - spiega Hiner Salim - è "nazionale" e non religiosa: i curdi sono tali in quanto hanno una lingua e una storia - ma non una fede - comuni. Infatti i curdi, discendenti degli antichi Medi, sono musulmani sunniti (in maggioranza), cristiani caldei, assiri ed ebrei (ma questa comunità si è trasferita in Israele dopo le persecuzioni del secondo dopoguerra).

La religione è dunque un elemento secondario nel Kurdistan dei *peshmerga*, dove quasi ogni uomo fra i quattordici e i sessant'anni gira armato attendendo da un giorno all'altro la nuova offensiva minacciata da Bagdad.

La resistenza armata è gestita dal Fronte del Kurdistan iracheno, che coordina le diverse attività militari dei

singoli comandanti (appartenti agli otto differenti partiti che compongono il Fronte). Fra di loro spicca la figura di Sardar Jebani, 47 anni, viso asciutto, baffetti grigi, moglie e otto figli rifugiati a Sulemaynia, mentre lui guida i suoi 500 combattenti nella difesa di Chamchamal. In questo posto di frontiera 60 chilometri a ovest di Suleymania, 3.000 *peshmerga* fronteggiano 25.000 soldati iracheni appostati sui monti del Bani Makane, che chiudono la strada per Kirkuk (il centro petrolifero curdo in mano agli iracheni). Siatapan è il *checkpoint* alle pendici delle montagna, dove iracheni e *peshmerga* si guardano negli occhi a 200 metri di distanza. A neanche 500 metri, verso nord, c'è un abbandonato stabilimento della società Marini dove, in un capannone semidistrutto vive il "piccolo leone", il giovane *peshmerga* scelto da Sardar Jebani per tenere la posizione più avanzata del fronte. Chiunque si avvicina a questo stabilimento - è successo anche a chi scrive - viene ripetutamente bersagliato dalle mitragliatrici irachene. "Ma finché il 'piccolo leone' è qui noi stiamo sicu-

ri", ci dice Sardar Jebani, per niente turbato dalle raffiche irachene, prima di salutarci con un "arrivederci a Kirkuk". Tanto fra gli artisti che fra i *peshmerga* la figura di Massud Barzani - capo del Partito democratico curdo e figlio del leader storico Mustafa Barzani - è quella che riscuote maggiore successo, ma non è detto che alle prossime elezioni di aprile la sua vittoria sia scontata. Fra il "diplomatico" Barzani e il più spregiudicato rivale Jalal Talabani - capo dell'Unione patriottica del Kurdistan - spera di inserirsi Mahmud Othman. Il leader dei socialisti curdi ci ha ricevuto nel suo quartier generale di Shaqlawa, all'interno della sua tenda grigioverde su cui campeggia la scritta in italiano "Ministero degli Interni - Direzione Generale Assistenza Pubblica - Contratto n. 4318 del 1° giugno 1976 - Sarchi Sud Latina". Al di là delle lotte politiche interne al Fronte, secondo Othman "è importante che il problema politico dell'indipendenza del Kurdistan venga affrontato in tutta la sua complessità nel corso del processo di pace in Medio Oriente". Secondo i curdi in-

fatti il riassetto regionale non può prescindere dal rispetto del diritto all'autodeterminazione del loro popolo (peraltro formalmente riconosciuta dal Trattato di Sevres fra l'Impero Ottomano e le potenze vincitrici della Prima Guerra Mondiale): circa 30 milioni di anime che oggi vivono su un'area di oltre 500.000 kmq che si estende fra Siria, Turchia, Iran e Iraq.

"Ciò che i curdi temono di più - ci ha detto un ufficiale alleato a Zakho chiedendo l'anonimato - è di venire dimenticati mentre gli sviluppi in corso nella regione potrebbero favorire le loro rivendicazioni nazionali". Proprio per evitare che "il Kurdistan venga dimenticato" il comitato italiano per il rispetto degli accordi di Helsinki sui diritti umani ha recentemente inviato nella regione il suo segretario, Antonio Stango, che ha promesso ai rappresentanti curdi di "farsi portavoce" delle loro richieste in vista del vertice di luglio della Conferenza sullo Sviluppo e la Cooperazione in Europa.



Le rovine della città di Halabja

[Foto Thomas Kern/Grazia Neri]

Ma il problema non è solo locale. Secondo i curdi infatti il riassetto regionale non può prescindere dal rispetto del diritto all'autodeterminazione del loro popolo, 30 milioni di persone che vivono su un'area di oltre 500.000 chilometri quadrati tra Siria, Turchia, Iran e Irak

Un popolo in lotta - Elezioni per suggellare una legittimità di fatto: Saddam permettendo

Lo Stato curdo è già una realtà

«E adesso riconosceci. Gli aiuti umanitari non bastano»

MAURIZIO MOLINARI
NOSTRO INVIATO

SHAQLAWAH (Kurdistan). Sebbene assente dalle carte geografiche, lo stato del Kurdistan esiste e inizia a Zakho, quando, subito dopo il ponte mobile, il dove c'era la dogana irachena, ci accoglie Yussuf. Turbante bianco-nero sul capo e rivolta americana sulla cinghiale shitek color senape, il comandante dei *pashmerga* (i guerriglieri curdi) è incaricato dal comitato cittadino di accogliere stranieri e giornalisti.

Yussuf è di fatto un ufficiale municipale, che nel suo piccolo contribuisce al funzionamento dell'amministrazione del Kurdistan. Infatti, da quando gli ultimi contingenti alleati impegnati nell'operazione Comfort si sono ritirati in Turchia - circa sei mesi fa -, i curdi sono totalmente responsabili di tutto quanto avviene nei 60.000 km quadrati dell'area compresa fra il 36° parallelo e i confini internazionali dell'Iraq con Turchia, Siria e Iran. Sebbene sporadici scontri con gli iracheni si ripetano quotidianamente (gli ultimi risalgono a ieri nella zona di Kirkuk), l'esercito di Saddam Hussein teme gli alleati accampati in Turchia e rispetta la risoluzione votata dall'Onu per proteggere i curdi.

«Solo il mancato riconoscimento internazionale - spiega Hiner Salim, responsabile dei rapporti con l'Italia per l'Istituto curdo di Parigi - ci impedisce di chiamare ufficialmente questa regione con il suo nome: Kurdistan».

Sono circa tre milioni e mezzo i curdi (musulmani sunniti e turchmeni, cristiani caldeji, sirii) che vivono all'interno dei confini sorvegliati dai circa 600.000 - ma è una cifra approssimativa fornita dai curdi - guerriglieri *pashmerga* ("coloro che guardano la morte negli occhi"). Ogni centro di questa regione e ogni villaggio (ma solo pochi sono scampati ai bombardamenti di Saddam) viene gestito da un comitato municipale guidato da un prefetto.

Alle urne i curdi iracheni

Le scuole sono aperte e gli insegnanti pagati dal fronte curdo (170 dinari al mese, pari a 10 dollari secondo il mercato nero), l'elettricità viene dalla diga di Dambadhihan, l'acqua dalle fonti di montagna e dall'alto corso del Tigri, radio Kurdistan trasmette 24 ore su 24 e da qualche settimana è stata creata anche una stazione Tv a Zakho. Il vero problema è il cibo: «Qui subiamo tanto il boicottaggio iracheno che quello alleato. Si mangia solo ciò che si produce e quando l'intemperie non lo distruggono» si lamenta in un caffè di Dahuk, fra un bicchiere di tè e l'altro, un giovane *pashmerga* armato di Kalashnikov sovietico «preso ad un soldato di Saddam».

Il prefetto in Kurdistan applica la giustizia secondo un codice iracheno "emendato" («qui non esistono delitti di opinione», dice Lukman Farhan, rappresentante socialista del comitato di Zhako), celebra i matrimoni civili ed è responsabile ultimo della vita cittadina, che amministra insieme al comitato, composto da rappresentanti di tutti e otto i partiti presenti nel fronte del Kurdistan.

Il fronte - guidato dai due leader storici Massud Barzani e Jalal Talabani - è la vera spina dorsale del Kurdistan dall'indomani dell'insurrezione contro Saddam (aprile '91). Sua è anche l'iniziativa di chiamare i curdi iracheni alle urne, entro la fine di aprile, per eleggere un parlamento di 100 deputati e un presidente. «Dopo il voto sarà difficile per le grandi potenze continuare a negare un riconoscimento politico che chiediamo con forza: per aiutare i curdi non bastano più gli aiuti umanitari», ha detto all'*Independent*

Mahmud Othman, leader storico del partito socialista curdo, augurandosi che «l'Italia si faccia portavoce della nostra richiesta presso la Cee». Othman - tradizionale uomo di mediazione fra Barzani e Talabani - ci riceve nella sua casa di Shaqlawah. Dice: «Dopo le elezioni del parlamento porremo in maniera chiara la questione del riconoscimento politico internazionale dello stato curdo, ma se dovesse cambiare il regime a Bagdad saremo pronti anche ad una eventuale federazione con l'Iraq».

Sarà processato Saddam

Tuttavia, sulla scadenza elettorale incombe la minaccia di una nuova offensiva irachena. Saddam Hussein, parlando la scorsa settimana alla radio, ha promesso ai curdi di «festeggiare insieme il 21 marzo» (il "nawroz" che per i curdi segna l'inizio della primavera). Per esorcizzare il timore di una nuova repressione il fronte ha deciso di processare pubblicamente il dittatore iracheno per "crimini contro l'umanità". Il processo pubblico avrà luogo lunedì prossimo nello spiazzo accanto al cimitero collettivo della città di Halabja, dove nel 1988 l'intera popolazione venne annientata dai gas iracheni.

Libération - 28 mars 1992

TURQUIE

Ankara-Bonn, dispute autour des Kurdes

Après la suspension de l'aide militaire allemande, le gouvernement turc hausse le ton, estimant ne pas avoir de leçons à recevoir.

Istanbul, correspondance

Hans déclare la guerre à la Turquie. » « On s'en fiche », « folie allemande », « la guerre germano-turque à propos des Kurdes », « nouvelle tension avec l'Allemagne »... La presse turque a réagi vivement à la décision du gouvernement de Bonn de suspendre son aide militaire à Ankara. L'Allemagne entendait protester ainsi contre l'utilisation par l'armée turque de matériel de guerre « made in Germany » lors des affrontements avec les rebelles séparatistes du PKK dans le Sud-Est anatolien. Selon le Premier ministre turc Demirel qui s'est décidé à hausser le ton, l'Allemagne, après le traitement qu'elle a réservé à la bande à Baader, n'a pas de leçon à donner en matière de droits de l'homme.

Depuis un certain temps, l'opinion publique et le gouvernement turcs reprochent aux Allemands de « tolérer les agissements sur leur sol des militants du PKK ». Certains diplomates accusent aussi les Allemands d'être jaloux du rôle grandissant de la Turquie, au Caucase et dans les républiques turcophones d'Asie centrale.

Nombreux sont ceux qui accusent le gouvernement Kohl de pratiquer une politique de « deux poids, deux mesures ». « Oublie-t-on aussi que c'est grâce aux produits chimiques fournis par les firmes allemandes que Saddam avait pu perpétrer le massacre d'Halabja contre d'innocents Kurdes irakiens. Et c'est le gouvernement allemand qui est le véritable auteur de la dislocation de la Yougoslavie ». Des remarques de ce genre pulullent dans toutes les conversations.

Ankara ayant déjà fait l'objet d'un embargo sur les ventes d'armes de la part de Washington entre 1975-78 à la suite de son intervention militaire à

Chypre, certains éditorialistes proposent qu'« en guise de représailles » contre ce geste inamicale de Bonn, les Turcs décrètent un boycott des produits, banques et lignes aériennes allemands.

En revanche, le ton adopté par le gouvernement turc est nettement plus modéré. Le Premier ministre Demirel estime que la décision allemande, « basée sur des informations erronées, a été prise précipitamment » et « qu'il s'agit d'un malentendu qui pourrait être facilement dissipé ». « Il est évident que dans un Etat de droit démocratique, on peut prendre des mesures tendant à préserver l'unité et l'intégrité du pays », a-t-il souligné. Par ailleurs, le chargé d'affaires de l'ambassade turque à Bonn (l'ambassadeur se trouvant à Ankara déjà depuis quelque temps pour consultation) a transmis un message d'Ankara affirmant que « les opérations de l'armée turque dans le Sud-Est sont uniquement dirigées contre les terroristes du PKK et que la population civile n'est nullement visée ».

Afin d'empêcher l'infiltration des rebelles du PKK à partir de l'Irak, le Premier ministre turc vient de déclarer que la zone frontalière « serait rendue étanche » grâce à la mise en place d'un « cordon de sécurité ». De même, Ankara souhaite accroître ses pressions sur la Syrie et le Liban auxquels il reproche le « soutien » accordé aux militants du PKK. Ankara préférerait plutôt exercer des pressions sur Damas en utilisant l'arme de l'eau. D'ores et déjà, on murmure dans l'entourage du gouvernement turc que les accords sur le partage des eaux de l'Euphrate (500m³ d'eau par seconde passant à la Syrie à présent) et de sécurité signés avec Damas en 1987 pourraient être remis en question. Les Turcs ne cachent pas non plus leur amertume vis-à-vis des autorités de

Téhéran qui tolèrent que les militants du PKK se servent de l'Iran comme d'un sanctuaire. De même, les Saoudiens sont soupçonnés de fournir de l'argent au PKK. « Sans oublier le soutien moral des Grecs au mouvement séparatiste avec les arrière-pensées évidentes », ajoute-t-on.

Sur le terrain, l'ordre semble régner à nouveau dans les petites villes du Sud-Est anatolien où les affrontements avaient éclaté à l'occasion du nouvel an kurde le 21 mars dernier et ce malgré l'appel à « la guerre totale » lancée par le PKK depuis la plaine libanaise de la Bekaa. Au cours des opérations de ratissage à Cizre, qui se sont déroulées dans le calme, plusieurs caches d'armes et de munitions ont été découvertes. « La tentative de rébellion armée à partir de ces villes frontalières a fait long feu ; d'autant plus que dans de grands centres urbains à forte majorité kurde, il n'y a pratiquement pas eu d'incidents notables à l'Est et encore moins dans les grandes villes turques situées à l'Ouest comme Istanbul, Ankara, Izmir ou Adana où résident des millions de citoyens d'origine kurde. Les forces de l'ordre ont désormais un meilleur moral face au PKK », estiment les milieux gouvernementaux turcs.

Parallèlement au bras de fer entre le gouvernement d'Ankara et « Apo » (Abdullah Ocalan), le chef du PKK, « il est temps que les réformes socio-économiques et administratives promises durant la campagne électorale voient enfin le jour », demandent les partisans d'une solution pacifique. Certes, ce nouveau regain de violence devait plutôt favoriser les « faucons », mais les portes ne sont nullement fermées à une politique réaliste et basée sur le « consensus », soulignent les observateurs.

Artun UNSAL

Poursuite de la répression anti-kurde

SITUATION EXPLOSIVE

*Les arrestations continuent au Kurdistan. La rébellion kurde gagne Istanbul
Les relations entre Bonn et Ankara se détériorent*



*Un village kurde près de Diyarbakir : des décennies de misère et de répression ont chassé vers les villes ou l'exil plus de la moitié de la population kurde de Turquie.
(Photo Stéphanie de Boutray.)*

PERQUISITIONS et arrestations se sont poursuivies samedi et dimanche au Kurdistan de Turquie où la police et l'armée turque recherchent activement les militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) accusés par Ankara d'être responsables des violences qui s'y déroulent depuis le samedi 21 mars, jour du Newroz, le nouvel an kurde, dont la célébration s'est terminée par un bain de sang. Les localités où les affrontements ont été les plus violents — Sîrnak, Cizre et Silopi, près des frontières avec l'Irak et la Syrie — restent soumises au couvre-feu nocturne qui a été levé samedi dans les 13 provinces kurdes toujours soumises à l'état d'urgence. Rappelons qu'il y a eu dans cette région près de cent morts en une semaine.

Le premier ministre turc, Souleiman Demirel, a appelé samedi la population du sud-est du pays à « ne pas céder aux provocations des rebelles kurdes », affirmant que ces derniers « veulent l'entraîner dans leur lutte injuste contre le gouvernement d'Ankara ». Il a lancé un avertissement à la Syrie, accusée de soutenir la rébellion, rappelant que le PKK dispose d'un camp d'entraînement dans la Bekaa et que son chef, Abullah Ocalan, réside le plus souvent à Damas. Demirel a reconnu que la population était « prise entre deux feux : d'un côté la répression des forces de l'ordre, qui parfois ne font pas la

distinction entre rebelles et civils, et, de l'autre, les terroristes qui réclament le soutien de la population par la force ». Mais cela ne l'a pas empêché d'annoncer la poursuite de la répression et de « la lutte contre le terrorisme où qu'il soit, y compris à l'extérieur des frontières ».

Un nouvel incident, dimanche matin, risque d'envenimer encore la situation : un groupe de militants du PKK a fait irruption au siège du parti du premier ministre — le Parti de la juste voie — à Istanbul, prenant en otage les personnes qui s'y trouvaient. La police a aussitôt encerclé l'immeuble devant lequel s'est vite rassemblée une foule très violemment anti-kurde, affirmant avec force : « La Turquie est à nous. » L'occupation a duré trois heures. La police a finalement donné l'assaut sans faire de blessés et arrêté 14 militants du PKK. La direction du PKK avait annoncé ces derniers jours son intention de « porter la guerre au cœur des villes ». Or, près de la moitié de la population kurde de Turquie, soit entre cinq millions et six millions de personnes, vivent dans les grandes villes turques, notamment à Istanbul et, dans une moindre mesure, Ankara. Une aggravation de la crise risquerait donc de dégénérer rapidement en guerre civile.

Elle risque également d'avoir de graves répercussions sur les relations d'Ankara avec les capitales européen-

nes. L'exemple de l'Allemagne, qui a décrété jeudi un embargo sur les ventes d'armes à la Turquie pour protester contre la violence de la répression anti-kurde, a déjà été suivi par la Norvège, qui a annulé vendredi une licence d'exportation de munitions pour mitrailleuses, cela en raison du raid de l'aviation turque sur la ville de Sîrnak. De son côté, l'Autriche a remis samedi une note diplomatique de demande d'explications à la Turquie.

Les relations turco-allemandes se sont encore détériorées hier avec l'annulation d'une visite à Ankara du ministre allemand du Travail, Norbert Blum. « Aucun Etat de droit, a-t-il déclaré, ne doit rendre coresponsable la population civile pour des actions terroristes. Je suis indigné que la population civile kurde soit l'objectif et la victime des actions militaires de la Turquie. » De son côté, le président Turgut Özal a accusé Bonn d'avoir « une politique semblable à celle de l'Allemagne de Hitler, fondée sur la force, même s'il s'agit maintenant de la force économique ». Cette déclaration fait la une du quotidien « Cumhuriyet » d'hier.

A Paris, plusieurs milliers de Kurdes ont manifesté samedi dans le calme, demandant au président Mitterrand d'annuler la visite officielle qu'il doit faire en Turquie le 13 avril.

Françoise Germain-Robin

Ankara's Quest: To Handle Kurds and Still Be Embraced by West

By Alan Cowell
New York Times Service

DIYARBAKIR, Turkey — Halit Gungen had written the kind of scoop that plays well in this southeastern city, which regards itself as the capital of Turkey's large and restive Kurdish minority.

In an anti-government weekly magazine, he wrote of links between a shadowy government security unit and an Islamic fundamentalist front whose members, he said, were trained by the authorities and used as death squads to assassinate Kurdish separatists.

Two days after the magazine appeared in February, his associates said, the journalist, himself a Kurd, answered a knock at his office door. Someone on the doorstep shot him in the head, killing him.

Six days later, Cengiz Altun, another Kurdish journalist, died of gunshot wounds in the southeastern city of Batman after writing about reported human rights abuses. They were not the first to die in unexplained and sinister circumstances.

The killings, said Sabahattin Acar, a lawyer and secretary of Diyarbakir's human rights league, fit a pattern of political attacks that have taken 62 lives since the beginning of last year. They have raised new and troubling questions about Turkey's handling of a crisis that pits a Marxist Kurdish separatist group against the authorities in an increasingly violent guerrilla war.

The conflict, diplomats in Ankara said, has assumed more significant proportions as new and ethnically oriented nation-states in the former Soviet Union and Yugoslavia fan Kurdish nationalist sentiment.

And for the staunchly pro-Western authorities in Ankara, the conflict restates a central riddle of Turkey's modern identity: How does it cope with an insurgency that wants to dismember the country, and at the same time seek full membership in the European Community, as well as acceptance among Western European nations demanding human rights practices that have little resonance here?

For eight years, the Turkish authorities

have been fighting a guerrilla war against the Kurdish Workers Party. More than 3,300 people have died in a conflict that corrodes Turkey's Western-looking aspirations and raises frequent questions about human rights violations, including outline and systematic torture.

In this region, fringed by Iran, Iraq and Syria, even legislators carry handguns.

Until October, when Prime Minister Suleyman Demirel returned to power, the authorities largely relied on what proved to be an ineffective military response to the Kurdish guerrilla campaign, only reluctantly and belatedly shifting away from the notion that Turkish Kurds have no claim to a national identity.

Until April last year, the Kurdish language was outlawed, and it still may not be used to broadcast or teach; the Turkish constitution specifically denies the Kurds' claim to a separate political identity.

When Mr. Demirel traveled here in December, however, he seemed to offer a different perspective.

"Turkey has recognized the Kurdish reality," he said. The comment, and earlier offers to treat the country's estimated 10 million Kurds "with compassion," seemed part of an unfolding counterinsurgency strategy: an offer of benevolence toward Kurds who distance themselves from what the authorities call terrorism, and a warning of harsh tactics toward those who do not.

This strategy includes air strikes against what officials say are Kurdish bases in Iraq. The attacks have drawn accusations both from the United Nations Children's Fund

and independent reporters that the Turkish airplanes killed civilians, including children. Despite those protests, Turkish warplanes have since been reported in action again against Kurdish guerrilla bases in northern Iraq.

What troubles Kurdish leaders more directly, however, are deaths like those of Mr. Gungen, which are attributed to government sponsorship of an ostensibly Islamic fundamentalist group called Hezbollah, or the Party of God.

"I believe that some security forces and the government are supporting the Hezbollah against the people," said Dagistan Toprak, the Kurdish deputy mayor, who belongs to the Social Democratic Party, the junior coalition partner in Mr. Demirel's government.

"Since the beginning of 1991, there have been a lot of mysterious killings," said Fevzi Veznedaroglu, a human rights lawyer, who said he suspected a counterinsurgency unit within the Turkish military.

Although the authorities routinely deny involvement, Mr. Acar, the human rights official, said that none of the 62 apparently political killings had been investigated and that there had been no murder trials.

"The government is not trying to find the killers," he said. "It is not even taking evidence." But state security courts tried 1,200 people last year on charges on supporting the Kurdish guerrillas.

"I'm scared," Mr. Acar said. "I cannot go out at night. I can't open my door at night and I never go anywhere alone."

L'impossible quette d'Ankara : Comment manœuvrer les Kurdes tout en obtenant l'approbation de l'occident

Par Alan Cowell
New York Times Service

DIYARBAKIR, Turquie - Halit Gungen a écrit le genre de scoop qu'on apprécie dans cette ville du Sud-Est qui se considère comme étant la capitale de l'importante minorité agitée des Kurdes de Turquie.

Dans un hebdomadaire antigouvernemental, il évoque des liens entre une vague unité de sécurité gouvernementale et un front de fondamentalistes islamiques dont les membres, d'après lui, sont entraînés par les autorités et utilisés dans des escadrons de la mort pour assassiner des séparatistes kurdes.

Selon ses collaborateurs, en février, deux jours après la parution du magazine, le journaliste en question, lui-même un Kurde, ayant entendu frapper ouvrit la porte de son bureau. Un individu qui se tenait sur le seuil lui tira une balle dans la tête, le tuant net.

Six jours plus tard, un autre journaliste kurde du nom de Cengiz Altun fut assassiné par balles à Batman, autre ville du Sud-Est, après qu'il eut écrit un article rapportant des violations des droits de l'homme. Ils n'étaient pas les premiers à mourir dans de telles circonstances sinistres et non élucidées.

D'après Sabahattin Acar, avocat et secrétaire de la Ligue des droits de l'homme de Diyarbakir, les meurtres s'insèrent dans une série d'attaques politiques qui ont déjà coûté 62 vies depuis le début de l'année dernière et qui soulèvent de nouvelles et troublantes questions sur la capacité de la Turquie à résoudre une crise qui oppose un groupe de séparatistes d'obédience marxiste-léniniste aux autorités turques dans une guerre de guérilla de plus en plus violente.

Selon des diplomates en poste à Ankara, le conflit prend des proportions de plus en plus importantes à mesure que les nouvelles nations-états à coloration ethnique dans l'ex-URSS et en Yougoslavie attisent le sentiment nationaliste kurde.

Aux yeux des autorités très pro-occidenta-

les d'Ankara, le conflit redéfinit l'énigme qui se trouve au centre de l'identité turque moderne: comment venir à bout d'un mouvement insurrectionnel qui veut démembrer le pays et, en même temps, chercher à devenir membre à part entière de la Communauté européenne avec l'approbation des nations de l'Europe occidentale qui exigent la mise en application des droits de l'homme dont on ne perçoit que très peu d'écho dans ce pays?

Depuis 8 ans, les autorités turques livrent une guerre de guérilla contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan. Plus de 3.300 personnes sont mortes dans ce conflit qui sape les aspirations de la Turquie en direction de l'Occident et qui donne lieu à de nombreuses questions sur les violations des droits de l'homme, y compris la torture quotidienne et systématique.

Dans cette région bordée par l'Iran, l'Iraq et la Syrie, même les législateurs portent une arme.

Jusqu'en octobre, date du retour au pouvoir du Premier Ministre S. Demirel, les autorités turques s'étaient surtout fiées à ce qui s'avéra n'être qu'une réponse militaire sans efficacité et elles ne s'écartèrent qu'à contre-cœur et trop tard de l'idée que les Kurdes de Turquie n'ont pas droit à une identité politique séparée.

Cependant, en décembre, lors de la visite que fit ici Mr. Demirel, il parut vouloir ouvrir de nouvelles perspectives.

«La Turquie a reconnu la réalité kurde», déclara-t-il. Ce commentaire, ainsi que des engagements antérieurs de traiter les Kurdes, dont le nombre est estimé à 10 millions, «avec compassion», semblaient faire partie d'une nouvelle stratégie contre-insurrectionnelle: une offre de bienveillance vis-à-vis des Kurdes qui prendraient leurs distances par rapport à ce que les autorités appellent terrorisme, mais aussi un avertissement aux autres de l'imminence de mesures extrêmement sévères.

Cette stratégie comprend des attaques

aériennes contre ce que les autorités appellent des bases kurdes en Irak. Ces attaques ont provoqué de vives réactions de l'UNICEF ainsi que de journalistes indépendants, accusant les avions turcs d'avoir causé la mort de nombreux civils, y compris des enfants. En dépit de ces protestations, on a pu observer de nouvelles attaques d'avions turcs contre les bases de la guérilla kurde dans le nord de l'Irak.

Cependant, ce qui inquiète davantage les leaders kurdes dans l'immédiat, ce sont des morts comme celle de Mr. Gungen, qui pourraient indiquer un soutien gouvernemental à un groupe de fondamentalistes islamiques appelé le Hezbollah, ou Parti de Dieu.

«Je pense que certaines forces de sécurité ainsi que le gouvernement soutiennent le Hezbollah contre le peuple», a déclaré Dagistan Toprak, député-maire kurde et membre du Parti Social-Démocrate, appartenant à la coalition gouvernementale de Mr. Demirel. «Depuis le début de 1991, il y a eu de nombreux meurtres inexplicables», selon Fevzi Veznerdaroglu, avocat des droits de l'homme, qui soupçonne l'existence d'une unité contre-insurrectionnelle à l'intérieur des forces militaires turques.

Bien que les autorités prétendent comme d'habitude ne pas être impliquées, Mr. Acar, secrétaire de la Ligue des Droits de l'homme de Diyarbakir, rapporte qu'aucune enquête n'a été menée sur les 62 meurtres de nature apparemment politique et qu'aucun procès n'a eu lieu jusqu'à présent.

«Le gouvernement n'essaye pas de trouver les meurtriers», selon lui. «Il ne cherche même pas à accumuler des preuves». Par contre, 1.200 personnes ont été traduites devant des Cours de Sécurité l'an dernier, accusées d'avoir soutenu la guérilla kurde.

«J'ai peur», déclare Mr. Acar. «Je ne peux pas sortir la nuit. Je ne peux pas ouvrir ma porte la nuit et je ne vais jamais seul nulle part».

International Herald Tribune
March 28, 1992

Ankara Is Angered By Bonn Arms Ban

Washington Post Service

BERLIN — The German government said Friday that it would ban all arms shipments to Turkey indefinitely because Ankara had acknowledged using German military equipment in attacks on its Kurdish minority, violating the countries' agreement on use of the weapons.

According to Turkish diplomats, formerly East German armored personnel carriers that Bonn gave Ankara last year were used only in surveillance of Kurdish rebels. But the German spokesman, Dieter Vogel, said the equipment had been "quite clearly and unmistakably used in operations against the Kurdish civilian population," adding that Turkish military sources had confirmed the use of German weapons.

Germany gave Turkey weapons and other equipment left over after the East German National Peoples Army was dissolved, under the condition that the material be used only to defend Turkish borders or NATO territory.

Turkish forces have fired into several Kurdish towns in the past

week in response to an uprising by supporters of the Kurdish Workers Party. The U.S. State Department has commended Turkey for its restraint in the retaliatory attacks, but Germany has harshly denounced the Turkish use of force, in which about 75 people have been killed.

[Germany ordered the return of a cargo ship carrying military aid to Turkey on Friday, Reuters reported from Bonn. The Defense Ministry said in a statement that the German vessel was in the Mediterranean when it was contacted by radio and instructed to return with its cargo of military supplies and repair vehicles.

[Bonn was also trying to persuade a Turkish transport company to stop a Turkish ship from delivering vehicles that are part of another load of German military assistance to Ankara, according to the statement. It did not identify the type of vehicle.]

Foreign Minister Hikmet Cetin of Turkey accused Germany of acting against Ankara without first ascertaining facts. He said the at-

tacks on Kurds were a legitimate defense against armed terrorists. The former prime minister, Bulent Ecevit, said Turkey would avoid the impact of the German arms embargo by buying weaponry from Russia, Ukraine and Czechoslovakia.

Friday night, according to wire reports, Prime Minister Suleyman Demirel responded to the German arms embargo by saying Turkey was only protecting itself against terrorists, "as Germany did against the Baader-Meinhof Gang," anarchist terrorists in the 1970s.

The Turkish Chamber of Commerce in Istanbul announced that it would organize a boycott of German products. Germany is Turkey's largest trading partner.

Under pressure both from the heavily pacifist German public and from the 400,000 Turkish Kurds living in Germany, Bonn politicians stepped up their rhetoric against the use of force on Friday.

In addition, the opposition Social Democratic Party called for the resignation of the defense minister, Gerhard Stoltenberg, after Chancellor Helmut Kohl's government acknowledged having sent 15 new Leopard-1 tanks to Turkey despite a German parliament order to halt the shipment. — MARC FISHER

A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A. F. P.—A.

FRA0639 4 I 0207 FRA /AFP-NH55

Turquie-France

Le comité du Kurdistan demande au président Mitterrand de "réexaminer" sa visite prévue en Turquie

PARIS, 30 mars (AFP) — Le comité du Kurdistan a demandé lundi au président François Mitterrand et au Premier ministre Edith Cresson "de réexaminer l'opportunité d'un voyage en Turquie", à la suite des événements qui ont marqué la célébration du nouvel an kurde, les 20 et 21 mars.

"Pendant la célébration pacifique du nouvel an kurde, Newroz, le peuple kurde a subi une nouvelle phase de répression sanglante dans les villes de Sirkak, Cizre, Van et Nusaybin qui a causé la mort de 93 personnes dont dix enfants", écrit le Comité du Kurdistan dans une lettre ouverte à M. Mitterrand et à Mme Cresson.

Il leur demande donc "de réexaminer, avec une attention particulière, l'opportunité d'un voyage en Turquie, voyage qui sera exploité par le gouvernement et les médias officiels turcs comme une caution internationale d'une grande importance".

L'association rappelle que la Turquie, comme la France, sont signataires des conventions internationales qui garantissent les droits fondamentaux et légitimes des peuples, y compris le droit à l'autodétermination.

La visite française est prévue vers la mi-avril.

fmi/ccd

AFP 301955 MAR 92

La 'intifada' kurda

Turquía tiene cada vez más dificultades para silenciar a una minoría de 10 millones de personas

JUAN CARLOS GUMUCIO

Los soldados llegaron al alba precedidos por helicópteros que revoloteaban sobre el laberinto de callejones desiertos. Pero al igual que los reflectores de los tanques que se lanzaron simultáneamente sobre este bastión de la guerrilla separatista kurda hace tres días, los francotiradores aerotransportados habían perdido todo propósito estratégico. Sencillamente ya había amanecido. Como de costumbre, los *peshtemga* del Partido Kurdo de los Trabajadores (conocido por sus siglas en kurdo PKK) se habían desvanecido con la noche.

Las balas disparadas por el Ejército turco mientras tomaba control de Cizre el pasado jueves, hirieron en consecuencia a tres civiles. Según informes de la oficina de derechos humanos en el sureste turco, uno de ellos, un muchacho de 13 años llamado Nihat Celason, murió en su casa muchas tarde. Su cadáver, con el pecho desgarrado por un proyectil

de ametralladora pesada, tuvo que ser sepultado temporalmente en el jardín de la casa. El toque de queda va en serio.

Un oficial de aspecto sombrío se encargó de recordárselo a los periodistas encerrados en el Hotel Kadooglu de Cizre. En la entrada, el militar pegó un cartel con la orden de no asomarse ni a las ventanas. Sin pronunciar una sola palabra, el oficial levantó la mano y su índice subrayó la última línea. "Por vuestra propia seguridad", decía. Había algo de macabro en el gesto. A pasos del hotel, en una pared de cemento, todavía están incrustados fragmentos del cuero cabelludo de Izzet Kezer, un fotógrafo del diario turco *Sabah* al que una bala le destrozó el cráneo durante un confuso tiroteo hace cinco días. Sus colegas y varios testigos

acusan al Ejército. La bandera blanca que empuñaba el periodista no le sirvió de nada.

Una semana después de que el tradicional festival de la primavera que se celebra con el advenimiento del Año Nuevo (*Nouriz*) se convirtiera en otro episodio sangriento en la larga historia de la lucha entre los kurdos y el go-

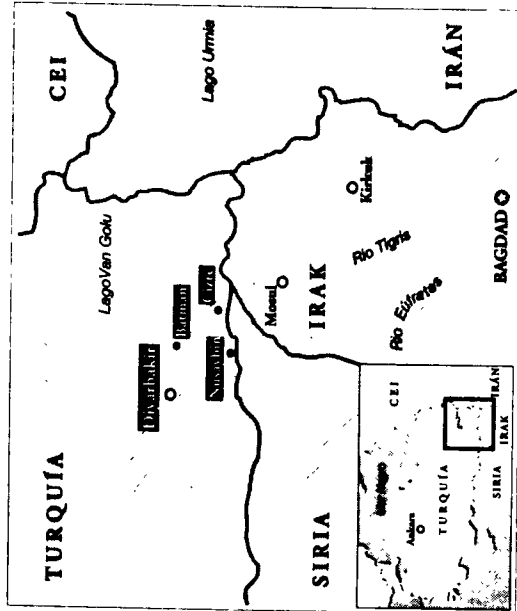
bierno de Turquía, Ankara está descubriendo no sólo que los riesgos de su política en el sureste del país son cada día mas grandes, sino que sus enemigos están más organizados que nunca. Al menos 60 personas, la mayoría civiles kurdos, perecieron en las refriegas registradas en Cizre, Nusaybín, Sirnak y otros pueblos dentro del llamado *triángulo de Boltán*, cerca de las fronteras con Irak y Siria.

Kurdos y turcos se acusaron mutuamente de provocar el derramamiento de sangre, pero existe más de un indicio serio de que el Gobierno no pudo evitar la violencia y no lo hizo. La sutileza y el tacto no son precisamente virtudes de los gobiernos turcos que sucesivos turcos han venido negando la identidad cultural y los derechos politi-

cos de los diez millones de kurdos que viven en Turquía. La más reciente prueba de ello causó víctimas inocentes y provocó un serio seísmo político en Ankara que ahora el Gobierno del primer ministro Suleimán Demirel está arduamente tratando de parar.

Los enfrentamientos de hace una semana no sorprendieron a nadie y no sólo porque el propio PKK había anunciado con reiteración su famosa "ofensiva de la primavera". En varios pueblos del sureste, mientras millares de kurdos se concentraban en plazas, calles y cementerios para celebrar el *Nouriz* con canciones, danzas y ritos autóctonos, helicópteros de la policía los *bombardaron* con octavillas.

Lo primero que se quemó pues en las tradicionales fogatas fueron las hojas de papel que caían del cielo. Incesantemente, las octavillas decían que el *Nouriz* en realidad no era una fiesta kurda sino turca, porque marcaba el inicio del duodécimo mes del calendario turquico. En otras palabras, el Gobierno esta-



El contorno en blanco del mapa muestra la distribución de los kurdos en Oriente Próximo.

La répression de la rébellion kurde en Turquie

Les opérations contre les rebelles kurdes en Anatolie

Le différend s'aggrave entre Bonn et Ankara

Bonn a de nouveau accusé la Turquie, vendredi 27 mars, d'utiliser du matériel militaire allemand dans ses opérations contre les rebelles kurdes. Il souhaite que la Communauté européenne entreprenne une démarche commune pour rappeler à la Turquie les conventions qu'elle a signées sur les droits des minorités, mais cette proposition paraît avoir peu de chances d'être retenue. A Paris, le ministère des affaires étrangères a « déploré la violence, quelle qu'en soit l'origine ».

Les opérations menées par l'armée turque dans le Sud-Est anatolien contre les rebelles kurdes se sont poursuivies vendredi. Les militaires ont multiplié les arrestations, les perquisitions et les fouilles de maisons à la recherche d'armes.

Depuis le début de la semaine, les sanglants affrontements avec les forces « séparatistes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) ont fait au moins soixante-quinze morts et des centaines de blessés. Les autorités locales ont toutefois assoupli le couvre-feu en vigueur dans la région depuis le début des troubles. Il reste cependant maintenu dans les villes de Cizre, Sirtak, Idil et Sinopi.

A Istanbul, les attentats presque quotidiens entretiennent un

climat d'insécurité, d'autant plus que l'un des responsables du PKK a déclaré que son mouvement allait mener « une guerre totale » contre le pouvoir central turc.

Sur le plan diplomatique, le premier ministre, M. Suleyman Demirel, a demandé aux gouvernements étrangers d'éviter de « blesser la Turquie ». S'adressant en particulier à Bonn, qui a suspendu son aide militaire à Ankara, en raison des violences, il a déclaré qu'il n'avait fait qu'« imiter l'Allemagne dans sa répression des terroristes de la bande à Baader ».

Le ministre allemand de la défense mis en cause pour les livraisons de chars à Ankara

La question des livraisons d'armes à la Turquie provoque en Allemagne une polémique qui menace le ministre de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, bien que Bonn ait décrété, jeudi 26 mars, un embargo afin de protester contre la brutalité de l'intervention des forces de sécurité turques, équipées de matériel allemand, contre les populations civiles du Sud-Est anatolien.

BERLIN

de notre correspondant

Les Allemands ont en effet découvert que la Turquie avait reçu l'an dernier quinze chars Leopard I, en dépit d'une décision du Bundestag d'arrêter ces fournitures en raison des attaques aériennes turques contre des objectifs kurdes

en Irak. Le porte-parole du gouvernement, M. Dieter Vogel, a reconnu, vendredi 27 mars, que la décision du Parlement, suite à une « panne administrative », n'avait pas été transmise au groupe Krauss-Maffei, qui a assuré cette livraison.

Secondaire par rapport à la crise qui vient d'éclater entre les deux pays, cette polémique interfère dans la campagne avant les élections régionales du 5 avril dans le Schleswig-Holstein. La tête de liste régionale du Parti chrétien démocrate (CDU) n'est autre, en effet, que le secrétaire d'Etat à la défense, M. Otfried Hennig, qui a bien du mal à expliquer cette « bavure ». Son ministre, M. Gerhard Stoltenberg, qui est aussi président de la fédération chrétienne-démocrate du Schleswig-Holstein, est de plus en plus embarrassé : il avait déjà été mis sur la sellette pour des livraisons illégales de chars à Israël.

Le gel des livraisons d'armes à la Turquie a ouvert avec Ankara une crise qui singularise à nouveau la diplomatie allemande en Europe. Le gouvernement turc a reconnu officiellement que ses forces avaient utilisé des véhicules blindés d'origine allemande dans les opérations en Anatolie, mais estime que Bonn lui fait un mauvais procès. Soutenu par son opinion, le gouvernement allemand maintient que la Turquie doit tenir, comme tout autre pays, ses engagements dans le domaine des droits de l'homme, pris en tant que membre de l'OTAN et signataire des conventions de la CSCE. Alors qu'elle estime agir de bon droit, l'Allemagne s'étonne de se retrouver une fois de plus seule (comme dans l'affaire yougoslave) et de n'être pas suivie par ses partenaires de la Communauté européenne.

H. de B.

AGGRAVATION DE LA CRISE GERMANO-TURQUE

Ozal compare Bonn au III^e Reich

Selon le président turc, ce qui distingue la politique de Kohl de celle d'Hitler, c'est le recours à la puissance économique. Le ministre allemand du Travail annule un voyage à Ankara. L'Autriche saisit la CSCE de la question kurde.

● Le président turc, Turgut Ozal, a accusé Bonn d'avoir «une politique semblable à celle de l'Allemagne d'Hitler», fondée sur la force, dans une déclaration publiée sous ce titre dimanche à la une du quotidien *Cumhuriyet*. Ozal, dans ces propos qui devraient envenimer un peu plus les relations turco-allemandes, accuse l'Allemagne de «fausse politique» vis-à-vis d'Ankara et d'avoir suspendu son aide militaire à la Turquie «pour des raisons de politique intérieure».

«C'est de la politique intérieure allemande», déclare Ozal qui estime que l'Allemagne y «perdra sa crédibilité». «Dans une autre époque, l'Allemagne d'Hitler avait fait la même chose mais d'une autre façon», dit Ozal cité par *Cumhuriyet*. «L'Allemagne d'aujourd'hui ne le fait pas de cette même façon, mais utilise sa force économique d'une mauvaise manière et, si elle continue, elle va se rendre compte qu'elle est dans une fausse voie», ajoute le chef de l'Etat.

Le chef de l'Etat turc, qui n'a fait aucune déclaration jusqu'à présent sur le week-end sanglant de Newroz (Nouvel an kurde), est sorti de sa réserve suite à la décision de Bonn de suspendre son aide militaire à la Turquie, soupçonnée d'avoir utilisé des armes allemandes contre sa population dans le sud-est. Les incidents avec la population, suivis d'affrontements entre forces de l'ordre et rebelles kurdes dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, avaient fait au moins 60 morts.

Sans accuser directement le Gouvernement allemand de soutenir la rébellion kurde de Turquie, M. Ozal affirme que des «groupes influents dans plusieurs Länder (...) soutiennent l'organisation terroriste contre la Turquie (...) sous le prétexte des droits de l'homme».

Cependant, le ministre allemand du Travail, Norbert Blum, a décidé d'annuler une visite officielle qu'il devait effectuer en Turquie au mois de mai, pour protester contre la répression exercée par Ankara dans ses territoires à majorité kurde, a indiqué dimanche un porte-parole du ministère.

Dans une lettre adressée à son homologue turc, Blum écrit: «Aucun Etat de droit ne doit rendre responsable la population civile pour des actions terroristes», selon son porte-parole. «Je suis indigné que la population civile kurde soit l'objectif et la victime des actions militaires de la Turquie», a-t-il ajouté, selon le porte-parole.

D'autre part, le ministre allemand de la Défense, le chrétien-démocrate (CDU) Gerhard Stoltenberg, a fait l'objet de vives critiques samedi à Bonn, à la suite de la récente révélation de la livraison illégale de 15 chars allemands à la Turquie, en novembre 1991.

Enfin, l'Autriche a déclenché, en

raison «des récentes actions militaires de la Turquie dans les régions où vit la minorité kurde» d'Anatolie, la première étape du mécanisme de la CSCE pour la protection des droits de l'homme, a annoncé samedi un communiqué du Ministère autrichien des affaires étrangères. Ce mécanisme a été déclenché par la remise d'une note diplomatique par l'Autriche à la Turquie, précise le communiqué.

Selon les principes de la CSCE, la première étape du mécanisme oblige Ankara à répondre dans un délai de dix jours à une demande d'information, en l'occurrence celle remise par l'Autriche à la Turquie. — (afp)

Le Courrier - 30 mars 1992

Troubles dans le sud-est anatolien Vienne demande des explications

L'Autriche a envoyé samedi une note diplomatique à la Turquie demandant à Ankara des explications sur les opérations militaires en cours dans les régions kurdes du pays, a annoncé à Vienne le Ministère des affaires étrangères. En Suisse, plus de 2000 Kurdes ont protesté à Zurich contre la répression de l'armée turque.

Dans un communiqué publié par l'agence de presse autrichienne, le ministre a expliqué que cette note déclenchait le mécanisme de protection des droits de l'homme prévu par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). La réglementation de la CSCE donne dix jours à Ankara pour répondre aux questions de l'Autriche.

Le Ministère des affaires étrangères autrichien a également convoqué l'ambassadeur de Turquie à Vienne pour lui faire part de sa consternation et son inquiétude à propos de la situation dans les régions kurdes.

En Suisse, plus de 2000 Kurdes ont protesté samedi à Zurich contre les pro-

cessés utilisés par l'armée turque en Anatolie du sud. Les manifestants ont souligné qu'en passant sous silence le massacre du peuple kurde, le monde justifie l'attitude de la Turquie.

A Ankara, le premier ministre turc Suleyman Demirel a appelé, samedi, la population du sud-est anatolien à ne pas céder «aux provocations des rebelles kurdes de Turquie». Les perquisitions et arrestations se poursuivent dans cette région où huit personnes dont six rebelles ont été tuées en 24 heures.

Le premier ministre a en outre réagi avec calme aux accusations de Bonn concernant la répression contre la population du sud-est anatolien, lors du week-end sanglant de Newroz en rappelant l'Allemagne à ses engagements contre le terrorisme.

Selon un communiqué de la préfecture de Diyarbakir, responsable des treize régions où l'état d'urgence est en vigueur, plus de deux cents personnes soupçonnées d'avoir aidé les rebelles ont été arrêtées lors des opérations.

(AFP/Reuter)

The New York Times — MARCH 30, 1992

KURDS IN TURKEY SEEM TO BE NEARING FULL-SCALE REVOLT

TWO SIDES ARE UNYIELDING

Newest Fighting, the Fiercest
Since Insurgency Started,
Leaves Scores of Dead

By CHRIS HEDGES

Special to The New York Times

SIRNAK, Turkey, March 27 — South-eastern Turkey, swept by some of the worst fighting between Turkish troops and Kurdish guerrillas since the rebels' insurgency began in 1984, seems to be on the edge of full-scale rebellion.

Neither side appears willing to yield. After clashes in recent days that reportedly left scores of people dead and wounded, the Turkish Government, despite censure from powerful benefactors like Germany, has imposed curfews in half a dozen towns, shipped in elite counterinsurgency battalions, arrested several hundred people and moved aggressively to track down Kurdish rebel positions.

But many Kurds in the southeast, who in the last year have seen the Kurds in northern Iraq move to establish autonomy and neighboring Central

Asian republics free themselves from the grip of the Soviet Union, have decided that it is their turn.

Wreckage in the Streets

"I don't care even if 100,000 people are killed," the Kurdish rebel leader, Abdullah Ocalá, told the Turkish daily Milliyet in an interview in the Syrian-controlled Bekaa in Lebanon, where he runs the rebels' main training camp. "We've been preparing for this for 20 years. A lot of blood will be shed."

"We know what is going on around us, and we believe that we have as much right to freedom as the Kurds in Iraq or anyone else," said Suleyman Ayhan, a 58-year-old carpenter here.

The streets of Sirnak, a mountain village of 25,000 near the Iraqi and Syrian borders and scene of some of the worst fighting in recent days, are littered with burned-out vehicles, the bloated carcasses of mules killed in the crossfire and the wreckage of shops and houses that have been ransacked, looted and often gutted.

Antipathy Gains Momentum

There are clear indications that the antipathy between the Turks and the Kurds now has a momentum of its own.

One resident of Sirnak, Sakine Yal-

cin, stood weeping in the remains of her home, the result of what she said was ransacking by Government forces in the aftermath of fighting this week. The windows were smashed, plates and crockery were scattered in shards on the floor, heavy chairs were turned upside down, mattresses ripped open and electronic equipment and kitchen appliances battered.

"Even animals should not have to live like this," she said. "We have no God here, only the police and the military."

Mehmet Aksin, a neighbor who was helping to clean up the mess, said: "Some of us used to think that if we had equal rights, we could live with the Turks. But not many people think like this anymore."

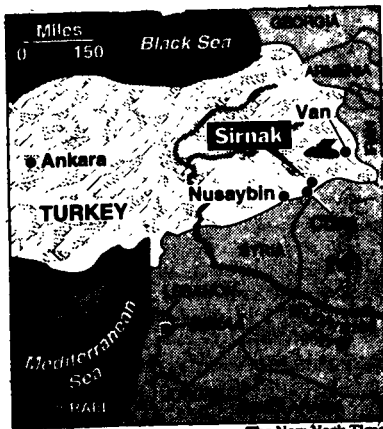
Here and in other southeastern towns like Cizre, Nusaybin and Van, the muffled snapping of small-arms fire echoes almost every evening from mud and thatched dwellings.

Soldiers and police officers in armored personnel carriers and tanks that splash down the muddy streets say they face attack from anyone, from adolescent girls to elderly men. A police official in Sirnak was lynched by a mob in his home last week.

"We have arrested a lot of young girls," a police official in Sirnak said,



In towns like Cizre, Turkey, near the Iraqi border, the snapping of small-arms fire echoes almost every evening from the fighting between Turkish troops and Kurdish guerrillas. Turkish soldiers conducted a house-to-house search in Cizre last week for Kurdish rebels.



The New York Times

Tanks roll through devastated streets in Sirkak, where Kurds have clashed with Turkish troops.

"because the terrorists use them to carry messages and ammunition. Nearly every family in this village has hidden a terrorist at one time or another."

The four-month-old Government of Prime Minister Suleyman Demirel, which came to power promising to redress the wrongs done to the Kurdish minority of some 10 million, has instead stepped up military operations in the region, including cross-border raids into Iraq, in an effort to crush the guerrillas of the Kurdish Workers Party, or P.K.K.

German Arms Sales Halted

Turkey's use of German military equipment to attack Kurds prompted Germany, which has a large population of Kurdish migrant workers, to suspend arms sales to Turkey on Thursday. But the Prime Minister remained firm in his resolve.

"We will do to the P.K.K. what the Germans did to Baader Meinhof," Mr. Demirel said Friday, referring to a terrorist group successfully confronted by Bonn. "We won't allow towns in the southeast like Cizre to be controlled by the Government by day and by illegal groups by night."

"We are simply trying to stop an armed movement that wants to overthrow the state by force," said Unal Erkan, the Governor for the 10 provinces of the southeast under emergency rule since 1987.

But Government officials admit, for the first time since the rebel movement began, that the 3,000 fighters estimated to be guerrillas have popular support.

Even the Governor, who minimizes the amount of support for the Kurdish separatists, contends that his police officers and troops are often stoned by crowds. "The terrorists pay these people to throw rocks," he said.

Turkish troops and police officers have long been linked with killings, torture and other human-rights abuses in the region. Some of them say they feel like members of an army of occupation. Few speak Kurdish, and many leave their families behind in the north for security.

"I told my mother to book me a room in an insane asylum for my return," said a police official who has been in Sirkak for two years. "This place is driving me mad."

Since traditional Kurdistan encompasses parts of Iran and Iraq as well as this region of Turkey, the turbulence here has reverberated across national borders. Most notably, the defiance by Kurds in Turkey has frightened leaders of the 4 million Kurds in Iraq.

Iraqi Kurds Wary

The Iraqi Kurds have refrained from declaring an independent state in deference to the authorities in Turkey and Iran, who worry that such a declaration would fuel the Kurdish separatist movements there.

"The problems with the Kurds in Turkey could evolve into something like the Palestinian uprising in Israel," said a high-ranking Iraqi Kurdish leader. "And if this happens, Turkey will refuse to support us in an effort to stifle their own Kurds."

The Iraqi Kurds depend on Iran and Turkey to keep the borders open, and they especially need Turkey's backing to keep in place a security zone established last year to deter Iraqi Army attacks. The security zone was set up by the American-led allies from bases in Turkey in the aftermath of Iraq's defeat in the Persian Gulf war, when the forces of President Saddam Hussein crushed an uprising in the Iraqi Kurdish region.

The Kurds in Turkey contend that the military authorities have earned the enmity directed toward them.

Dozens of Assassinations

"The security forces in the army feel they are above the law," said Ercan Karakas, a member of Parliament from Istanbul who ended a three-day

trip to the southeast on Saturday. "The conflict with the Kurds is the barrier that keeps Turkey from being a democracy."

There have been dozens of mysterious killings in this region in the last few months. Kurdish leaders contend those are carried out by death squads run by the security forces or the Party of God, a shadowy Islamic fundamentalist group that is distinct from the organization of the same name in Lebanon that is linked with kidnappings and other terrorist acts there.

Here, the Party of God issued death threats on Thursday against 30 people, including 16 members of Parliament considered sympathetic to the Kurdish rebel movement.

Killings are also carried out by the rebels against Government employees. The Kurdish rebel front is backed by Syria, Iraq and Iran, according to Turkish officials.

All three countries deny the accusation, but the Kurdish rebel leader is reported to live in Damascus and has free use of the Syrian-controlled Bekka. The group has received numerous heavy weapons, including anti-aircraft guns, from Iraq, according to Turkish officials.

3,400 Have Been Killed

More than 3,400 people have been killed since the Kurdish Workers Party began its guerrilla campaign for an independent state in 1984.

The rebels staged a series of attacks last weekend during the Kurdish New Year festivities in what Turkish officials say was a failed bid to set off a popular uprising.

The fighting in Sirkak began last weekend, when rebels showered rocket-propelled grenades on the town hall and on police and military barracks. Three battalions of commandos, in their distinctive blue berets, were rushed to Sirkak to battle back the rebels. Two police officials, one soldier and 15 civilians were killed, and 36 people were wounded, Government officials said.

But Kurdish leaders say at least 21 civilians were killed and 65 wounded.

Özal attackiert Bonn

Der türkische Präsident Turgut Özal hat am Sonntag das Verhalten der Bundesrepublik mit Hitler-Deutschland verglichen.

Montag, 30. März 1992
Nr. 76

Basler Zeitung

Istanbul/Bonn. SDA/DPA. Das gespannte Verhältnis zwischen Deutschland und der Türkei wegen dem Einsatz deutscher Panzerwagen im Kurdengebiet hat übers Wochenende weiteren Zündstoff erhalten. Präsident Turgut Özal bezeichnete den deutschen Außenminister Hans-Dietrich Genscher als den Hauptverantwortlichen für das Verhalten Deutschlands, «das dem von Hitler-Deutschland entspricht, wenn auch mit anderen Vorzeichen». Der Unterschied zum Deutschland Hitlers liege darin, dass das Land heute «seine wirtschaftliche Macht missbraucht».

Die deutsche Regierung hat die Äusserungen Özals umgehend zurückgewiesen. Der Vergleich von Bonns Politik mit der Politik Hitlers sei masslos und absurd. Deutschland liefert seit letzter Woche wegen des türkischen Einsatzes gegen aufständische Kurden mit deutschen Waffen an Ankara keine Rüstungsgüter mehr.

Während sich die EG und die USA mit Reaktionen auf das türkische Vorgehen gegen die Kurden bisher zurück-

hielten, leitete Österreich am Samstag mit einer diplomatischen Note an Ankara die erste Stufe des KSZE-Mechanismus zum Schutz der Menschenrechte ein. Das KSZE-Mitglied Türkei sei nun verpflichtet, das Auskunftsersuchen in zehn Tagen zu beantworten, hiess es im Ausserministerium in Wien.

Die Lage in den Kurdengebieten ist nach wie vor äusserst angespannt. Am Samstag und Sonntag war es erneut zu Gefechten zwischen Regierungseinheiten der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) gekommen.

● Der deutsche Verteidigungsminister Gerhard Stoltenberg gerät nach einer illegalen Lieferung von Panzern an die Türkei immer mehr unter Druck. Die oppositionellen Sozialdemokraten (SPD) forderten seinen Rücktritt. Kritik kam auch vom Chef des liberalen Koalitionspartners (FDP), Otto Graf Lambsdorff: SPD und FDP verlangten eine umgehende Sondersitzung des Verteidigungsausschusses zur Aufklärung der Affäre.

Basler Zeitung

Dienstag, 31. März 1992
Nr. 77

Harte Worte zwischen Ankara und Bonn

Istanbul. In der Türkei hat die Weigerung der deutschen Regierung, wegen des brutalen Vorgehens gegen die kurdische Bevölkerung im Südosten des Landes keine Waffen mehr zu liefern, zu wütenden Reaktionen geführt. Indessen hat Ministerpräsident Süleyman Demirel am Montag versucht, die Wogen wieder etwas zu glätten: In Istanbul sagte er, das ganze sei nur ein «Sturm im Wasserglas». Über das Wochenende hatte es allerdings noch ganz anders getönt. In der Presse wurde Staatspräsident Turgut Özal mit den Worten zitiert, dass man das Vorgehen der deutschen Regierung am ehesten mit demjenigen Hitler-Deutschlands vergleichen könne (vgl. BaZ von gestern). In Deutschland schlugen diese Worte wie eine Bombe ein. Bundeskanzler Helmut Kohl erklärte am Montag, der von Özal angestellte Vergleich sei in Ton und Inhalt nicht hinnehmbar.

Dass die deutsche Öffentlichkeit an einer empfindlichen Stelle getroffen wurde, hat man in der Türkei kaum realisiert. Am Montag schwelgten die Zeitungen erneut in antideutschen Äusserungen. Die Tageszeitung «Günaydin» veröffentlichte ein Bild von beschlagnahmten Waffen der PKK mit der Unterschrift: «Herr Genscher, wie erklären Sie sich denn diese Waffen?». Am Montag bekräftigte Ministerpräsident Demirel nochmals den Standpunkt der türkischen Regierung. Deutschland habe einfach nicht verstanden, dass es im Südosten der Türkei um reine Terrorbekämpfung gehe. Die deutsche Weigerung, weiterhin Waffen zu liefern, würde deshalb nur den Terroristen helfen. Es sei abscheulich zu glauben, dass ein Staat wie der türkische je Waffen gegen die eigenen Leute einsetzen würde. Gelöst werden könne das Kurdenproblem ohnehin

nur durch die wirtschaftliche und soziale Aufwertung der Region. Die Kurden, so forderte Demirel, müssten vollumfänglich in die Gesellschaft integriert werden. Es dürfe keine Zweitklassbürger mehr geben. Die Bemerkungen Özals würde er, Demirel, so auf keinen Fall verteidigen, sagte der Premierminister.

In der Sache blieb er allerdings hart. Von irgendwelcher Autonomie für die Kurden wollte er weiterhin nichts wissen. Das könne sich kein Staat leisten, mit irgendeiner Gruppe im eigenen Land Gespräche über Autonomie zu beginnen. Demirel bestritt den Befund einiger Parlamentarier seines Koalitionspartners, der sozialdemokratischen Volkspartei SHP. Diese waren am Samstag nach Sirnak gefahren, wo sie feststellten, dass ein Grossteil der enormen Schäden in der Stadt vermutlich vom Einsatz der türkischen (beziehungsweise der von Deutschland gelieferten) Panzer verursacht worden waren.

Werner van Gent
Bonn. AFP. Wegen der ungenehmigen Lieferung von 15 Panzern an die Türkei hat der Bonner Verteidigungsminister Gerhard Stoltenberg seinen Ministerialdirektor Wolfgang Ruppelt in den einstweiligen Ruhestand versetzen lassen. Stoltenberg sagte am Montag, als Hauptabteilungsleiter Rüstung habe Ruppelt die Verantwortung «uneingeschränkt übernommen».

24

POUR FAIRE CESSER LA VIOLENCE EN TURQUIE

Demirel est décidé à tout

Le premier ministre refuse cependant d'endosser les propos du président Ozal, alors que les réactions contre la politique de Helmut Kohl se multiplient. Appel massif au boycott des produits allemands.

Le premier ministre turc a réaffirmé lundi à Istanbul que «le gouvernement était décidé à faire cesser les assassinats commis par des terroristes par tous les moyens dont il dispose» dans la région frontalière turco-irako-syrienne. Il a également précisé qu'Ankara «ferait tout son possible afin que les pays qui soutiennent le terrorisme soient isolés dans la communauté internationale».

Demirel a par ailleurs réduit le différend turco-allemand aux dimensions d'un «malentendu». Il a estimé que les «récentes déclarations» de dirigeants allemands étaient «fondées sur des informations erronées». Demirel a en outre déclaré qu'il «ne pouvait défendre» la position du président Turgut Ozal, qui avait accusé Bonn de mener «une politique semblable à celle de l'Allemagne de Hitler», dans une déclaration publiée dimanche par la presse turque. Néanmoins, le ministre turc de l'Education a annoncé lundi qu'il avait annulé sa prochaine visite en Allemagne, en réaction aux déclarations «sans fondement» de Bonn à l'égard de la Turquie.

En outre, des appels au boycott de produits allemands en

vente en Turquie ont été lancés ce week-end par certains milieux d'affaires, en «représailles» à la décision de Bonn de suspendre son aide militaire accusant Ankara de «massacre de population civile». Selon un estimation de la presse turque, près d'un million de commerçants vont suivre ces appels. La presse de droite déclare également soutenir ces appels qu'elle publie, accusant par ailleurs l'Allemagne d'avoir fourni des armes aux rebelles kurdes de Turquie.

Sur le front de la violence, deux soldats turcs ont été tués et trois autres blessés lundi en fin d'après-midi à Istanbul, par des inconnus qui ont mitraillé un bus militaire. Enfin, des cocktails Molotov ont été lancés lundi contre les bureaux des deux partis de la coalition gouvernementale dans la banlieue de la ville d'Izmir. Les vitres de deux bureaux ont été également brisées par des jets de pierre lancés par des groupes inconnus. D'autres bouteilles incendiaires ont été également lancées, à Istanbul. Dimanche, des bureaux de deux partis avaient été occupés par des militants qui avaient été délogés par la police. — (afp)



Offensive des forces de l'ordre lors de l'occupation de bureaux du Parti de la juste voie à Istanbul. Keystone-EPA

Situation inquiétante au Kurdistan turc

Turquie : droits de l'homme et répression

La volonté d'ouverture du premier ministre turc se heurte au terrorisme marxiste et au zèle de la police

Deux soldats turcs ont été tués et trois autres blessés, hier, à Istanbul, par des inconnus qui ont mitraillé un bus militaire dans le quartier de Sillivrikapi, sur la côte européenne de la ville. D'autre part, des cocktails Molotov ont été lancés contre les bureaux des deux partis de la coalition gouvernementale dans la banlieue de la ville d'Izmir. Une banque, des véhicules de la municipalité et une société privée ont été les cibles d'attaques similaires à Istanbul. De leur côté, les forces de l'ordre ont intensifié des opérations de rattrapage dans les zones rurales du Sud-Est anatolien, où au moins huit personnes ont été tuées. (AFP.)

DIYARBAKIR (Anatolie)
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

La volonté affichée du premier ministre, Souleyman Demirel, d'imposer les droits de l'homme en Turquie se heurte dans le sud-est du pays à une recrudescence d'activité de la guérilla séparatiste kurde — le PKK — et à la résistance de nombreux responsables, régionaux ou locaux, du maintien de l'ordre. Le discours d'ouverture démocratique entendu ces jours-ci à Ankara contraste de façon spectaculaire, avec les témoignages recueillis à Diyarbakir, capitale de cette région kurde où les fonctionnaires civils et militaires turcs ne sont généralement

ment qu'en service commandé et en maugréant. Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste) avait demandé samedi dernier aux commerçants de Diyarbakir, une grosse ville cernée de murailles de pierres noires, de rester fermés pour commémorer les quelque soixante-dix morts du Newroz, le Nouvel An kurde. Sept jours plus tôt, les forces de l'ordre, parfois provoquées par la guérilla, avaient tiré dans la foule à Gizre, Sirnak et Nusaybin.

Samedi, à Diyarbakir, les policiers étaient donc sur les dents. L'appel à la grève fut inégalement suivi. Sur Inonu Caddesi, l'une des principales artères, la plupart des boutiques, sauf les restaurants, étaient ouvertes. Mais dans les rues étroites et grouillantes d'enfants, par exemple celles qui mènent aux dévotions églises chrétiennes, beaucoup de volets de fer étaient restés tirés.

Une certaine reconnaissance culturelle

La capitale du Sud-Est a pourtant évolué. Les cassettes de chanteurs kurdes, comme Ferquin et Koma Sirvan, sont en vente libre. Les haut-parleurs déversent leurs mélodies dans la rue. *Welat* (Le Pays) et *Rosname* (Nos Jours), deux hebdomadaires en langue kurde, sont disponibles dans les kiosques. Tout

cela était impensable il y a encore deux, sinon un an.

Les Kurdes, qui furent longtemps « l'éthnie invisible » de la République turque, doivent ce printemps timide à trois hommes. Le président de la République, Turgut Özal, qui les autorisa à parler leur langue ; Erdal Souleyman Demirel. Quand il était à l'opposition, le premier ministre affirmait qu'il n'y avait pas de problème kurde. Il déclare aujourd'hui au Figaro : « Les habitants de ces régions doivent jouir des droits de l'homme. »

Les Kurdes ne sont pas satisfaits pour autant. Fehti Gunus, le président de l'Association des avocats, affirme péremptoire : « Des millions de Kurdes réclament une télévision, une radio, une vie culturelle, des écoles en kurde. » Mehtin, la vingtaine décontractée, ajoute : « Si notre musique est autorisée, pourquoi les flics confisquent-ils encore nos cassettes ? »

Des parents de victimes des attentats du Newroz défilent, la main tendue, au bureau du HEP (parti du travail), un local décoré d'affiches commémorant le gazage d'Halabja (Kurdistan d'Irak) et de dessins d'enfants représentant des scènes de répression. Le HEP a déjà assisté 500 familles. Un jeune homme au visage amaigri est assis dans un coin, la jambe gauche allongée sur un tabouret. Il a reçu une balle dans la cuisse lors des affrontements de Gizre. Une douzaine de Kurdes oc-

cupent les autres sièges. Deux mots reviennent régulièrement dans leur conversation : « Counter guerrilla », c'est-à-dire les barbouzes. Un des assistants arrive de Yuksekova, un village proche des montagnes irakiennes. Les « counter guerrilla » ont envahi le bureau local du HEP, saisi des listes de noms et effectué des arrestations. Me Fehti Gunus, le bâtonnier de Diyarbakir, affirme que, pendant la garde à vue, qui dure un mois sous le régime de l'état d'urgence, les détenus sont torturés. Le vice-premier ministre, Erdal Inonu, veut que les avocats soient autorisés à assister à tous les interrogatoires.

La « counter guerrilla » est soupçonnée de liquider ceux qui, pensent-elle, aident les séparatistes du PKK. Une quarantaine de Kurdes, dont l'ancien secrétaire général du HEP à Diyarbakir, sont tombés sous les balles de mystérieux escadrons de la mort, selon un diplomate occidental à Ankara. Plus, selon des sources locales.

Hafez Akdemir, le jeune rédacteur en chef de *Yeni Ujke* (Le Nouveau Pays en turc), a ainsi perdu deux journalistes depuis le 15 février. Il a reçu un fax le prévenant depuis que le Jihad islamique (organisation totalement inconnue ici) souhaite que la liste s'allonge. Le député Mahmut Alinak, vice-président du groupe parlementaire du SHP, le parti de M. Inonu, revient de sa circonscription de Sirnak. Il y a reçu des menaces de mort par écrit. Le capitaine de la police locale n'a

pas daigné le recevoir. « En fait, proteste le représentant élu du peuple, ma parole ne vaut rien face à celle de la police. »

La population ralliée au PKK

Les exploits meurtriers du PKK n'arrangent pas le climat. Il dispose désormais de roquettes chinoises. Les forces turques lui ont plus ou moins « abandonné » des quartiers dans plusieurs bourgades du Sud-Est. Le premier ministre, M. Demirel, admet, devant *Le Figaro* que « de nuit, certaines localités échappent au contrôle de l'Etat ». « Le plus grave est que, souligne un diplomate à Ankara, la population a basculé » depuis six mois. Le rôle protecteur dans lequel se drape le PKK paraît accepté par des hommes politiques qui ne partagent pas ses opinions indépendantistes. En outre, les attentats du PKK secouent désormais Istanbul.

L'équipe Demirel-Inonu bataille toujours pour davantage de démocratie et de droits de l'homme. La réputation de la Turquie à l'étranger — et en particulier en Europe — est à ce prix. Mais, de son sanctuaire de la plaine de la Bekaa, au Liban sous contrôle syrien, Abdullah Ocaltan, le chef du PKK, a promis un bain de sang pour 1992. Détendre l'atmosphère sera, dans ces conditions, difficile.

C.L.

Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P. - Agence Centrale de Presse - A.C.P.

ACPD67 PR:03 PEXEFIW FRANCE-TURQUIE 406

KURDES-GUERILLA

PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

A TROIS SEMAINES DE LA VISITE DE FRANCOIS MITTERRAND
LA TURQUIE INTENSIFIE LA REPRESSION CONTRE LES KURDES

Paris, 26 mars - Un voyage qui tombe plutôt mal. François Mitterrand doit effectuer du 13 au 15 avril prochain une visite d'Etat en Turquie. Prévue depuis longtemps, cette visite coïncide avec une intensification de la répression menée par le régime d'Ankara contre les séparatistes kurdes. En moins d'une semaine, les affrontements ont fait plus de 70 morts.

La situation est suffisamment grave pour que l'Allemagne, où réside la plus importante communauté turque d'Europe, décide de suspendre ses ventes d'armes à la Turquie. Bonn accuse Ankara d'utiliser cet armement contre les populations kurdes. Pour l'instant, à Paris, rien n'est remis en cause. La visite d'Etat du président de la République est maintenue, indique-t-on à l'Elysée, où l'on avoue toutefois suivre la situation en Turquie "de très près". Dans l'entourage du président, on souhaitait que le voyage, auquel François Mitterrand attache "beaucoup d'importance", puisse s'effectuer avec toute "la sérénité requise". Le Quai d'Orsay s'estime également "préoccupé par l'escalade de la violence de quel côté qu'elle vienne". "Nous souhaitons qu'une solution politique soit trouvée, conforme à l'Etat de droit", a déclaré un responsable.

"Répression généralisée et systématique"

Le Premier ministre turc, Suleyman Demirel, avait annoncé, mercredi, l'intensification de la campagne contre les séparatistes kurdes. Le jour même, l'aviation turque, pour la quatrième fois depuis le début du mois, bombardait deux camps du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cette organisation, d'obédience marxiste-léniniste, est accusée par Ankara de conduire des actions terroristes. Sur le territoire turc, à Silopi, dans le Sud-Est, les autorités ont imposé le couvre-feu à titre préventif. A Cizre, également sous couvre-feu depuis de sanglants heurts entre la guérilla kurde et les forces de sécurité turques, la situation reste tendue. Des barricades ont été érigées dans le centre-ville. A Ankara, le porte-parole du gouvernement Akin Gonen a souligné que toutes les mesures pour "renforcer l'autorité de l'Etat" dans les provinces du Sud-Est avaient été prises, assurant que les autorités bénéficiaient du "soutien total de la population". Une source kurde à Paris affirmait, jeudi, que la "répression systématique et généralisée" risquait de "durer, voire de s'amplifier dans les semaines à venir". Le Sud-Est anatolien est en effet devenu une véritable poudrière. Selon cette même source, l'"humiliation du peuple kurde", conjuguée avec un "chômage endémique", forment aujourd'hui un "cocktail explosif".

JBA/BS/EG

26-03-92 18:50

LE MONDE - 31 mars 1992

TURQUIE : après une prise d'otages à Istanbul

La rébellion kurde continue d'exacerber les passions

ISTANBUL

de notre correspondante

« Mort aux traîtres ! Vive la police, à bas le PKK ! Ici, nous sommes en Turquie ! Que Dieu vous envoie la peste ! » Une foule de Turcs en colère ont ainsi hué - et sévèrement battu - quatorze militants du mouvement d'extrême gauche Dev-Genç (Jeunesse révolutionnaire), proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui, samedi 28 mars, avaient pris en otage deux membres du Parti de la juste voie, la formation du premier ministre, M. Suleyman Demirel.

Le commando s'était introduit dans un local de ce parti pour protester contre « le massacre du peuple kurde au Kurdistan ». Après trois heures d'occupation, les deux otages ont été libérés sains et saufs lorsque les forces de l'ordre ont pris d'assaut le bâtiment, situé dans un quartier animé d'Istanbul.

Cyanure allemand...

Malgré les ratissages et la lourde présence des forces de sécurité dans le sud-est du pays, de nouveaux combats ont eu lieu à Cizre, où les troupes gouvernementales ont échangé des tirs pendant plus de quarante minutes avec des combattants du PKK qui venaient apparemment de franchir la frontière syrienne, située à quelques centaines de mètres seulement de la ville.

M. Demirel a exprimé une impatience grandissante à l'égard de l'attitude de la Syrie, qui continue de tolérer l'existence de camps des « séparatistes » du PKK dans la vallée de la Bekaa, au Liban. « Nous agissons contre ceux qui veulent détruire la Turquie », a déclaré le premier ministre. « Nous n'allons pas attendre qu'ils fassent des dégâts. Notre patience a atteint ses limites. »

Mais c'est la position de l'Allemagne, où vivent plus d'un million de Turcs, qui suscite les plus vives réactions au sein de la population en Turquie. Le gouvernement de Bonn a suspendu son aide militaire aux autorités d'Ankara, craignant que des armes allemandes ne soient utilisées contre les Kurdes qui forment la majorité des habitants du Sud-Est anatolien. Le président de la chambre de commerce d'Istanbul a déclaré qu'il allait « rendre » sa voiture, une BMW, au consulat d'Allemagne, alors que d'autres personnalités suggèrent de boycotter tous les produits allemands.

Le chef de l'Etat, M. Turgut Ozal, a accusé le gouvernement de Bonn de vouloir étendre son influence dans la région. « L'Allemagne a beaucoup changé depuis la réunification. Elle essaie de prouver qu'elle est à nouveau une grande puissance. Dans le passé, l'Allemagne de Hitler faisait la même chose, bien sûr par d'autres moyens. L'Allemagne moderne n'essaie pas d'utiliser les mêmes méthodes, mais elle fait un usage abusif de ses moyens économiques. »

Deux boîtes de cyanure ont été trouvées samedi à proximité de citernes alimentant les logements des familles des militaires de la base aérienne d'Istanbul. Le fait que ces boîtes portaient les marques d'une compagnie allemande a relancé la polémique sur l'attitude du gouvernement de Bonn, jugé trop tolérant à l'égard du PKK.

Des analyses de laboratoire auraient révélé que les citernes contenaient une quantité de cyanure suffisante pour tuer quiconque aurait bu un verre d'eau.

NICOLE POPE

L'Humanité - 31 mars 1992

LETTRÉ KURDE A FRANÇOIS MITTERRAND

Une vingtaine d'associations de travailleurs kurdes ou d'amitié avec le peuple kurde ont adressé lundi une lettre ouverte au président François Mitterrand pour lui demander d'annuler le voyage qu'il projette de faire en Turquie du 13 au 15 avril, au vu des événements qui se déroulent depuis plus d'une semaine au Kurdistan de Turquie. Elles rappellent que la Turquie viole, par son comportement dans la répression du peuple kurde, les conventions internationales dont elle est signataire. Elles estiment qu'un voyage présidentiel en ce moment apparaîtrait comme une caution donnée à la politique d'Ankara à l'égard des Kurdes.

A Strasbourg, le président de la commission des Affaires étrangères et ancien président du Parlement européen, Enrique Baron Crespo, s'est prononcé, lundi, contre « la répression massive » des autorités turques contre le peuple kurde, déclenchée « sous prétexte » de lutte contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). « Le Parlement européen, a-t-il dit, est le premier à condamner le terrorisme du PKK, mais il désapprouve vivement la répression massive menée par un pays membre du Conseil de l'Europe, signataire de la Convention européenne des droits de l'homme et candidat à l'adhésion à la CEE. »

Le premier ministre turc, Suleyman Demirel, a réaffirmé lundi sa détermination à lutter contre les activités du PKK dans la région frontalière avec l'Irak et la Syrie, à nouveau accusée de soutenir les rebelles. Il a annoncé que le ministre turc de l'Intérieur, M. Ismet Sezgin, se rendrait le 14 avril à Damas pour y discuter « le cas des terroristes ». Selon des informations publiées dimanche et lundi dans la presse turque, « l'armée projeterait de s'installer sur le sol irakien pour détruire les bases des rebelles kurdes ».

The Financial Times — March 31, 1992

Turkey tells Syria to cease aid to Kurds

By John Murray Brown
in Istanbul

TURKEY yesterday issued a strong warning to Syria urging it to end support for Kurdish separatists, after a week of growing unrest in south-east Turkey where rebels of the Kurdish Workers Party (PKK) are calling for a general insurrection.

The broadside by Mr Suleyman Demirel, the prime minister, marks the most explicit charge of Syrian involvement in the PKK's struggle for an independent state in south-east Turkey. It comes just two weeks before a scheduled visit to Damascus by Mr Ismet Sezgin, Turkey's interior minister.

The statement underlines mounting Turkish concern at what it sees as Syrian complicity, giving backing to Turkey's claim that the PKK constitutes an external threat despite growing evidence that it now enjoys broad support inside the country.

Mr Demirel described Syria's action in giving the PKK a safe haven in the Bekaa valley as unacceptable. "It should be clearly understood that our

patience has a limit," Mr Demirel warned.

Turkey claims the PKK has 7,000 guerrillas outside Turkey either in northern Iraq or in the camps in Bekaa, and just 3,000 inside Turkey. "We will do everything we can to stop this killing. I don't think this should go on for 10 or 15 years. It should be stopped," he said.

Mr Demirel's comments raise the prospect of possible Turkish military action against PKK camps in the Lebanon's Syrian-controlled Bekaa valley. Turkish aircraft bombed alleged PKK targets in northern Iraq last week. Mr Demirel defended the hot pursuit tactics as an act of self-defence sanctioned by the United Nations Charter.

Turko-Syrian relations have long been based on mutual suspicion, a simmering dispute over Turkish control of the river Euphrates, and the outstanding Syrian claims to Hatay province — given to the Turks in the 1930s when Syria was under French administration.

Turkish frustration at its failure to combat the PKK reached a new impasse last week with the deaths of more than 70 people involved in demonstrations to mark the Kurdish New Year.

This frustration was compounded by German criticism on Thursday that Turkey was using German military aid equipment to put down the demonstrations — a charge denied by Mr Demirel.

International Herald Tribune
March 31, 1992

Ankara Rules Out Autonomy for Kurds in Turkey

Reuters

ISTANBUL — Prime Minister Suleyman Demirel on Monday ruled out autonomy for Turkey's estimated 10 million Kurds, but he promised to devolve more power to the provinces.

"If you open doors like autonomy or self-determination, we will all be divided, we will create such conflict among the people we will all be miserable," he said.

Mr. Demirel said the government planned to give more power to provincial and municipal councils, but he said decentralization was not specifically aimed at solving the crisis in the mainly Kurdish southeast, scene of an eight-year-old guerrilla war with the separatist Kurdish Workers Party.

Mr. Demirel said Germany, which halted arms shipments to Turkey on Thursday because of alleged use of German-supplied weapons against Kurds, had not understood Turkey's problem with the rebels.

"Countries fighting terrorism should be supported instead of being condemned," he said. "There's a basic mistake there."

Mr. Demirel, again denying that German weapons had been in action against Kurds, declined to characterize German-Turkish relations as being in crisis and pleaded for mutual understanding.

ALLEMAGNE

Après livraison de ses chars à Ankara, Bonn plaide la bavure

Le gouvernement allemand a attribué à une « panne de transmission » l'envoi en Turquie, en novembre dernier et malgré un veto parlementaire, de chars « Léopold I » susceptibles d'être utilisés par le régime contre les Kurdes.

Berlin, de notre correspondante

« **S**toltenberg, démission ! », ordonnait hier matin le quotidien populaire *Bild*, en égrenant sans pitié à la une les dérapages successifs commis sous la tutelle du ministre de la Défense. Le quotidien exaspéré rappelle au bon souvenir de ses lecteurs que la découverte, à l'automne dernier dans le port de Hambourg, d'une douzaine de chars soviétiques prêts à être secrètement expédiés vers Israël, fut une bavure embarrassante pour le ministère de la Défense. La carrière politique du maître des lieux, Gerhard Stoltenberg (qui, à 63 ans, mentionne aimablement le journal, frise l'âge de la retraite), l'avait alors échappé belle. Quelques mois plus tard, une nouvelle affaire de livraisons illégales d'armes, à la Turquie cette fois, replace Stoltenberg dans le collimateur.

Au début du mois de novembre dernier, la commission budgétaire du Bundestag (le Parlement allemand) décidait le gel d'un contrat de matériel militaire signé par Bonn et Ankara en décembre 1988. Le contrat prévoyait la livraison à la Turquie de quelque 150 chars allemands. Quinze chars de type « Léopold I » restaient encore à expédier. Les députés allemands, inquiets de voir ces armes utilisées par la Turquie dans le cadre d'opérations de représailles contre la minorité kurde du sud-est anatolien, décidaient de mettre un holà très officiel à ce commerce. Mais, scandale, on apprenait la semaine dernière qu'en dépit de ce veto parlementaire, les quinze chars « Léopold I » avaient été livrés à la Turquie en novembre 1991. Une révélation confirmée vendredi par Dieter Vogel, porte-parole du gouvernement, qui regrettait la « panne de transmission » dans les rouages du ministère de la défense. Hier, le responsable de la division armement du ministère de la Défense, Wolfgang Ruppelt, 60 ans, a été « mis en retraite », sans que cela ne paraisse toutefois suffire à étouffer le scandale.

Jeudi dernier, Bonn avait décidé de suspendre l'intégralité de son aide militaire à la Turquie par peur que les armes livrées continuent d'être utilisées contre la minorité kurde. Depuis

les années 60, l'Allemagne fournit du matériel militaire usagé à la Turquie pour lui permettre de respecter ses engagements dans le cadre de l'OTAN. Au cours de la guerre du Golfe, Bonn avait même livré gratuitement des armes de la NVA, l'ancienne armée est-allemande. L'embargo décidé par le gouvernement allemand a envenimé les relations déjà tendues entre les deux pays. Le ministre allemand du Travail, Norbert Blüm, a annulé une visite qu'il devait effectuer en Turquie à la fin du mois de mai et le ministère des Affaires étrangères s'est empressé de souligner qu'un voyage de Hans-Dietrich Genscher n'était pas envisagé pour le moment.

Bonn a écouté avec stupeur les accusations du président turc Turgut Ozal qui estime que Bonn pratique une « politique semblable à celle menée sous l'Allemagne de Hitler ». Le président Ozal accuse le gouvernement allemand d'avoir suspendu son aide militaire à la Turquie « pour des raisons de politique intérieure ». L'opinion publique et la presse allemandes apportent un franc soutien à la minorité kurde de Turquie. 1,6 million d'immigrés turcs vivent en Allemagne. Un quart d'entre eux sont des Kurdes.

L'affaire des chars « Léopold I » a déclenché en Allemagne de vives turbulences politiques. Au cœur du maelström : le ministre de la Défense et son secrétaire d'Etat Ottfried Hennig, qui représentait le ministère lors de la séance où la commission budgétaire du Bundestag a décidé le gel du contrat d'armement germano-turc. L'opposition sociale-démocrate et les Verts réclamaient ce week-end la démission du ministre et exigeaient la convocation cette semaine d'une session extraordinaire du Bundestag. Plus tempérés, les libéraux souhaitent, pour que toute la lumière soit faite et que les principales parties prenantes soient entendues au Bundestag.

L'affaire est d'autant plus gênante pour l'union chrétienne-démocrate du chancelier Kohl que d'importantes élections régionales se dérouleront dimanche dans les *Länder* du Bade-Wurtemberg et du Schleswig-Holstein. Dans le Schleswig-Holstein, la

tête de liste du parti chrétien-démocrate du chancelier Kohl n'est autre que Ottfried Hennig. Gerhard Stoltenberg est lui président de la fédération CDU du Land. Une aubaine de dernière minute dans la campagne de l'opposition sociale-démocrate, pour laquelle l'enjeu de ce scrutin est particulièrement important. C'est en effet Björn Engholm, chef du SPD et vraisemblablement prochain candidat social-démocrate à la course à la chancellerie de 1994, qui brigue un second mandat de ministre-président du Land. Il y a quatre ans, Engholm l'avait emporté haut la main, bénéficiant des retombées de la vilaine affaire Barschel. Le candidat chrétien-démocrate, Uwe Barschel, avait tenté de salir la réputation de son concurrent en lançant une campagne de calomnies. Les très mauvaises manières d'Uwe Barschel avaient été découvertes et le jeune Björn Engholm, victime injustement souillé, en tirait tout le bénéfice au moment du vote. Les sociaux-démocrates ne s'attendent pas dimanche à enregistrer un score aussi flamboyant que celui dont ils avaient été gratifiés en 1988, mais l'affaire des « Léopold I » sert de levier providentiel à l'opposition dans le sprint final d'une campagne terne.

Gerhard Stoltenberg n'a pourtant aucune intention de servir la cause sociale-démocrate en annonçant sa démission à la veille des élections de dimanche. Stoltenberg et Hennig se défendaient bien ce week-end de vouloir assumer la responsabilité d'une « erreur de transmission ». Gerhard Stoltenberg certifiait qu'il allait de ce pas interroger les hauts fonctionnaires de son ministère pour tenter d'identifier la faille dans le maillon de transmission des directives. La presse allemande s'amuse déjà à spéculer sur l'identité des boucs émissaires susceptibles de porter le chapeau. Dans les coulisses bonnoises, on dit pourtant le chancelier Kohl de plus en plus irrité par cette nouvelle affaire qui ne saurait plus mal tomber dans le pays, alors que l'opinion publique est particulièrement sensibilisée aux livraisons douteuses d'armements.

Pascale HUGUES

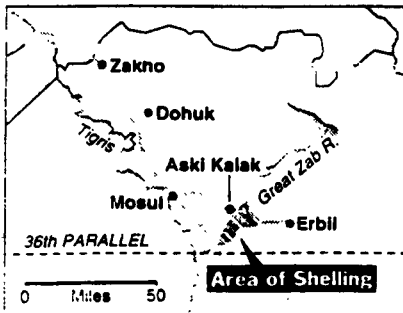
Iraqi Army Shells Kurdish Foes In Apparent Violation of Truce

Refugees Flee as Baghdad's Troops Inch Forward

By CHRIS HEDGES
Special to The New York Times

ASKI KALAK, Iraq, March 30 — In apparent violation of the cease-fire agreement signed after the Persian Gulf war, Iraqi military forces are shelling and shooting at thousands of Kurdish civilians along their front lines.

The attacks, against about a dozen small villages and towns along the Great Zab River, have forced the entire population of 40,000 people to flee their homes since last Wednesday, according to the United Nations High Commissioner for Refugees.



The New York Times

Iraqi troops are reportedly shelling a northern Kurdish area of about a dozen towns and villages.

"The Iraqis have always lobbed a few mortar rounds now and then towards the Kurds," said one United Nations official, "but since last Wednesday they have been dropping up to 300 heavy artillery shells a day in the area. It is quite a dramatic increase."

Refugees Flee Front

On the road leading from the Aski Kalak bridge, on the front line, to the city of Erbil, dozens of families, piled onto farm carts hauled behind tractors and old pick-up trucks, streamed north toward the city. Women and children, staring vacantly out across the fields, covered with a thin layer of new spring grass, clutched burlap bags with a few possessions. Some cars had large, ungainly pieces of furniture lashed to the sides.

The occasional burst of a 155-millimeter shell shook the ground and sent a thick plume of white and black smoke skyward. With each blast the windows and doors in the houses along the road rattled and shook.

Allied forces set up a security zone after an abortive Kurdish uprising after the Gulf War. It was created to convince 1.5 million refugees in Iran and Turkey that they could return

home and roughly corresponds to Iraq's 36th parallel. The 15,000 allied troops that moved into the enclave last spring have been withdrawn, but the allies maintain a small military monitoring team in the town of Zakho and their warplanes make daily flights over the area from Incirlik, Turkey.

The zone does not extend as far west as Aski Kalak, but Iraqi authorities must respect the rights of Kurdish civilians under agreements based on United Nations Security Council Resolution 688 that were worked out by United Nations officials in Baghdad after the war. The shelling is seen by many United Nations officials in northern Iraq as a violation of the cease-fire agreement.

While Iraqi Kurds struggle to defend their autonomous zone in the north, Turkish Kurds have been battling government troops to create a similar independent enclave in Turkey.

On Monday Turkish warplanes struck four Kurdish villages in northern Iraq, wounding at least two people. The air strike, the fifth this month, was aimed at Turkish rebel bases along the border, the Turkish authorities said.

There are also 1,000 international and United Nations personnel in the north, including 500 lightly armed United Nations guards, to help deter an Iraqi attack.

The Iraqi Defense Minister, Ali Hassan al-Majeed, was recently quoted by the official Iraqi News agency as saying that his troops would stay in their current positions.

"At present we have no intention of launching an offensive or progressing beyond the positions assigned to our military units," Mr. Majeed said.

Kurds and Iraqi forces have frequently clashed during the last few decades, as Kurdish rebels have battled to create an independent Kurdish state. Saddam Hussein's Government mounted a brutal counter-insurgency effort 15 years ago, which saw the razing of some 4,000 Kurdish villages, the movement of tens of thousands of Kurds to Government-controlled towns and the disappearance of some 180,000 people, according to Kurdish officials.

The failure of the allied forces to respond to the recent attacks has worried many Kurdish and Western officials, who say that unless a stern reprimand, threatening the use of force, is given to Baghdad it will continue to harass civilians living near the front lines and seize Kurdish-held territory.

Supply Route Is Cut

Iraqi forces, as they did in Novem-

ber, have already begun to inch forward a mile or two a day toward the city of Erbil. They have taken control of a principal supply route from Erbil to Dohuk, machine-gunning Kurdish drivers who attempt to make the trip. One of the last drivers to try and run the gauntlet of Iraqi gunfire was killed on Saturday.

"The Iraqis appear to have started this creeping advance they began in November and then put on hold during the heavy winter snows," said Col. Richard Naab, the American leader of the allied military mission in the north. "Most of us do not expect an all-out attack."

The Iraqis have also imposed an embargo on the north since the end of October, stopping most food supplies and fuel from being transported across Iraqi lines to the 1 million Kurds in the north.

"It's a shame that we are so strict in enforcing the agreements made with the United Nations to destroy Iraqi weapons of mass destruction but we close our eyes to flagrant violations against the Kurds," said one American official who monitors the situation in northern Iraq.

Refugees on Roadside

On the road to Erbil, knots of Kurdish farmers, in their baggy trousers and turbans, stood looking at the fields and towns they had left behind. Many nervously slipped prayer beads through their fingers.

Kurdish rebels, piled into the backs of trucks, sped toward the Aski Kalak bridge, which the Kurds hold but which the Iraqis seem poised to take, every few minutes.

Ashi Salih Mostafa, a 60-year-old woman, wearing a black scarf and dark purple vest, peered toward the bridge.

When she heard the shelling from her home in Erbil, 20 miles away, she started to her daughter's house in Aski Kalak. But the fury of the blasts kept her a few miles from the collection of mud and wattle buildings that were under attack.

Mohammed Amir Rashid, who was fleeing from the village of Kawirgosk, said he and his family barely escaped.

"A shell hit a taxi in front of me and it blew up," he said. "There were people inside."

Neighbor's Home Hit

Nawsir Saeed, distraught and clutching her small daughter, walked across the field to the road. She, like many who do not own vehicles, had to escape by foot and had left her husband behind to gather up the remaining four children.

"We were not going to flee, even with the shelling," she said, "but then a shell hit our neighbor's house. We couldn't even find an arm or a leg."

The town of Aski Kalak, which once had 1,000 people, stood mute and empty, save for groups of scruffy rebels, known as pesh merga, or "those who defy death." The men clutched an odd assortment of captured Iraqi weapons, including 30-year-old machine guns and worn mortars. They watched the shelling impassively, the clinking of the tiny spoons in their glasses of tea alternating with the boom of the shells.

ETRANGER

LE PEUPLE KURDE, SI LOIN DES MEDIAS,

La situation reste grave au Kurdistan irakien. L'opération alliée *Provide Comfort* a permis le rapatriement du demi-million de réfugiés kurdes massés à la frontière turque. Les réfugiés kurdes d'Iran ont pu, pour l'essentiel, retourner dans leur pays. Un pays dévasté, en ruines, à l'exception de quelques villes que Saddam Hussein n'a pas eu le temps de détruire. Dans la "zone de sécurité", aménagée par les Alliés, l'administration se trouve dans la main des Kurdes qui l'ont progressivement étendue aux grandes villes d'Erbil et Souleimanieh. Avec l'aide des O.N.G. humanitaires et des agences internationales, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, ils s'emploient tant bien que mal à survivre et à reconstruire leurs villages. Les problèmes sont cependant immenses. Environ 600.000 réfugiés, originaires des villes kurdes sous contrôle gouvernemental, comme Kirkouk, Kalar, Kifri et Khaniqine, ne pouvant regagner leurs foyers, restent sans abri. On compte environ 282.000 disparus, des gens emmenés par les forces irakiennes et probablement tous abattus dans les années 1988-1990. Chaque semaine, on découvre de nouveaux charniers, on réalise mieux l'étendue du désastre, de ce que l'on ne peut qualifier autrement que de tentative de génocide. La vie économique est totalement désorganisée. Le régime irakien avait abattu le cheptel, brûlé une grande partie des vergers, truffé d'environ 3 millions de mines les terres cultivables du Kurdistan. Les Kurdes n'ont pas les moyens techniques de déminage. Plus de 80 % des gens sont, de ce fait au chômage, en lutte pour la survie. Une survie rendue encore plus difficile par le blocus appliqué depuis octobre dernier par Bagdad sur les denrées alimentaires et les produits pétroliers. De plus, l'hiver est particulièrement vigoureux cette année. Depuis 40 ans, on n'avait pas vu autant de neige. Beaucoup de gens sont morts ou vont mourir de froid, de manque de nourriture, en particulier dans les vallées de



haute montagne inaccessibles aux organisations humanitaires. Sur le plan politique, l'impasse est toujours totale. Saddam Hussein reste au pouvoir, et l'on ne voit aucun effort international pour assurer aux cinq millions de Kurdes un statut, un avenir libre et digne.

Certes, je souffre de ce que les Kurdes sombrent à nouveau dans l'oubli et dans l'indifférence. Mais, vivant depuis un certain temps en Europe, connaissant un peu le fonctionnement des médias, je ne m'attendais pas à ce que les Kurdes restent très longtemps à la Une. Les images de malheur et de détresse deviennent vite insupportables, car elles posent des questions de fond, des responsabilités des uns et des autres, allant au-delà des gestes expiatoires. Et puis, dans ce monde en pleine convulsion, un malheur chasse l'autre rapidement. A l'ère du zapping, on renouvelle le spectacle, en passant vite des Kurdes aux Bengalis, Russes et autres Serbo-Croates, etc. Je souffre aussi que les médias n'évoquent pratiquement pas la terrible oppression subie par les 12 millions de Kurdes en Turquie, ainsi que par les 8 millions de Kurdes en Iran, qui subissent depuis des années une situation de guerre coloniale.

La dictature de Saddam Hussein, qui avait, dans l'indifférence générale, martyrisé le peuple kurde, muselé les Irakiens, était devenue un immense danger pour les peuples voisins, pour la paix régionale et internationale. La guerre du Golfe a démoli une bonne partie de la machine de guerre ira-

L'ARLESIENNE EUROPEENNE

kienne, la rendant peu menaçante pour les pays voisins, mais elle reste suffisamment forte pour écraser les aspirations à la liberté et à la démocratie de la population irakienne. Pour l'heure, les Kurdes rescapés des massacres et de l'exode, qui ont étonnement tout perdu, connaissent un certain répit dans environ 85 % du Kurdistan irakien, qu'ils contrôlent et administrent. Sous la protection de la Force d'intervention alliée et des Peshmergas -forces d'auto-défense kurdes-, ils goûtent à une liberté qu'ils n'avaient pas connue depuis les lendemains euphoriques de la révolution de juillet 1958, qui avait renversé la monarchie pro-britannique. On assiste à une effervescence démocratique peu commune dans le monde musulman. Cela vaut vraiment la peine d'aller voir cela sur place.

SI PRES DES TYRANS

par Kendal NEZAN

L'Europe politique est une Arlésienne que tout le monde attend et qui tarde à se concrétiser. Parviendra-t-elle à émerger, à devenir un pôle d'attraction, d'équilibre, à faire contrepoids à la superpuissance américaine ? Beaucoup de gens dans ce que l'on a coutume d'appeler le tiers-monde et au-delà l'espèrent vivement. Par sa proximité géographique et culturelle, par ses liens historiques, par ses traditions, en raison des 700.000 immigrés et réfugiés kurdes qui vivent et travaillent chez elle, l'Europe est certainement mieux à même de comprendre le problème kurde et de contribuer à sa juste solution. L'aggravation de ce problème aura des conséquences non négligeables sur la vie quotidienne de plus d'un pays européen, ne serait-ce qu'en raison du flux de réfugiés et de demandeurs d'asile que cette situation peut générer. Le Kurdistan, ne l'oublions pas, n'est qu'à trois heures d'avion de Paris.

Etendre la "zone de sécurité" du 36ème au 34ème parallèle, de façon à englober tous les territoires kurdes d'Irak et permettre ainsi aux réfugiés kurdes actuellement sans abri de regagner leur foyer, prolonger le mandat des Nations Unies au Kurdistan irakien, jusqu'à la chute de la dictature de Saddam Hussein et l'émergence d'un régime démocratique incarnant la volonté librement exprimée de la population, apporter une aide technique et financière, éventuellement prélevée sur le produit des exportations pétrolières de l'Irak, pour déminer le Kurdistan et permettre la reconstruction de plus de 4.000 villages et de la vingtaine de villes kurdes, détruits par le régime irakien : voilà des mesures d'urgence qui, à elles seules, ne régleront pas le problème kurde en Irak, mais permettraient la survie d'une population sinistrée, martyrisée, en attendant qu'elle puisse décider un jour de son avenir.

Je crois personnellement que peu de peuples ont payé jusqu'ici un prix aussi élevé que les Kurdes pour obtenir leur liberté. Sur le plan du Droit et de la Morale, nul ne peut contester le droit de plus de 25 millions de Kurdes du Proche-Orient, qui constituent l'une des nations les plus authentiques

et les plus anciennes de la région, à avoir leur propre Etat indépendant. Ce droit leur étant d'ailleurs reconnu et assuré dès 1920, par le Traité de Sèvres, annexe du Traité de Versailles, cosigné entre autres par la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Empire ottoman? On sait que ce traité ne fut jamais appliqué et que le Kurdistan fut partagé entre quatre nouveaux Etats du Proche-Orient (Turquie, Iran, Irak et Syrie), sans que la population concernée soit le moins du monde consultée. Depuis, les Kurdes ne cessent de se battre pour survivre en tant que peuple. Mais ils n'ont pas la force de s'opposer à ces quatre Etats à la fois, pour imposer leur indépendance. Et aucun Etat, fût-il démocratique, n'est disposé à soutenir sérieusement le combat des Kurdes. Pour des intérêts purement mercantiles, la plupart des Etats, y compris la patrie des Droits de l'Homme, n'ont pas hésité à aider et à armer les pires dictatures opprimant le peuple kurde. Faute d'appui des Etats et de l'ONU, les mouvements kurdes estiment plus "sage et raisonnable" de revendiquer des autonomies régionales dans le cadre des Etats existants. Cette stratégie poursuivie vaille que vaille depuis les années 1940, n'a pas encore fait preuve de son efficacité non plus. Bref, c'est un dur métier d'être kurde dans le monde actuel.

Je ne suis pas un homme politique, mais j'ai souvent entendu les responsables politiques kurdes citer l'adage bien français : "la politique est l'art du possible." Dans le cas kurde, la situation géo-politique du Kurdistan, enclave entourée d'Etats hostiles, est tellement défavorable que la marge de manoeuvre des hommes politiques kurdes est fort réduite. Guidés par l'instinct de survie, dans une région dominée par des dictatures brutales et cyniques, ils se prêtent en effet parfois à certains compromis discutables et très critiqués par les Kurdes eux-mêmes. Ils ont cependant au moins un mérite: celui de maintenir le flambeau de la résistance dans un contexte particulièrement difficile. ■

Kendal NEZAN est président de l'Institut Kurde de Paris

ar **en** iel

— N° 37 —

1^{er} trimestre 1992